



HAL
open science

L'hospitalité en pratiques. Etude sociolinguistique de la relation d'accueil en milieu associatif et solidaire

Iris Padiou

► **To cite this version:**

Iris Padiou. L'hospitalité en pratiques. Etude sociolinguistique de la relation d'accueil en milieu associatif et solidaire. Linguistique. Université Paris-Est Créteil, 2022. Français. NNT: . tel-04019233

HAL Id: tel-04019233

<https://hal.science/tel-04019233>

Submitted on 8 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉCOLE DOCTORALE CULTURES ET SOCIÉTÉS

ÉQUIPE D'ACCUEIL  **céditec**
centre
d'étude des
discours
images
sonores
et
communication

UNIVERSITÉ —
— **PARIS-EST**

THÈSE DE DOCTORAT
EN SCIENCES DU LANGAGE

L'hospitalité en pratiques

Étude sociolinguistique de la relation d'accueil en milieu associatif et solidaire

par **Iris PADIOU**

sous la direction de **Laurent PERRIN** et **Michelle AUZANNEAU**

présentée et soutenue publiquement le 5 décembre 2022

Devant un jury composé de :

Michelle AUZANNEAU

Professeure en Sciences du langage, Université Paris Cité (Co-directrice)

Violaine BIGOT

Professeure en Sciences du langage, Université Grenoble Alpes (Rapportrice)

James COSTA

Professeur en Sciences du langage, Université Sorbonne Nouvelle (Rapporteur)

Alfonso DEL PERCIO

Associated professor of Applied linguistics, University College of London (Examineur)

Patricia LAMBERT

Professeure en Sciences du langage, ENS de Lyon (Présidente du jury)

Emilie NÉE

Maitresse de conférences en Sciences du langage, Université Paris-Est Créteil (Examinatrice)

Laurent PERRIN

Professeur en Sciences du langage, Sorbonne Université (Directeur)

RÉSUMÉ

Cette thèse en sociolinguistique porte sur l'hospitalité telle qu'elle est conçue par les associations qui accueillent des personnes sans domicile et telle qu'elle y est mise en œuvre. Dans ce travail, l'hospitalité est appréhendée comme une rencontre interpersonnelle et la relation d'accueil est analysée dans sa dimension langagière. Nous explorons ainsi la part langagière des pratiques de l'hospitalité et leur interrelation avec l'ordre social.

Selon une démarche empirique et à partir d'une enquête ethnographique menée dans une association parisienne, nous étudions la façon dont les personnes y *font* groupe. Nos analyses révèlent qu'au sein du collectif associatif, la poursuite d'une hospitalité idéale, inconditionnelle et égalitaire, se heurte au caractère asymétrique de la relation d'accueil et aux rapports de pouvoir entre les membres de l'association. Considérant les associations comme des institutions, nous rendons compte du pouvoir des textes qui encadrent leur fonctionnement et ordonnent la relation d'accueil, instituant ainsi un ordre associatif hiérarchisé. Nos analyses interactionnelles d'activités associatives montrent comment les personnes (re)produisent cet ordre et le réaffirment, le maintiennent ou le transforment. Ces analyses mettent en lumière des rapports sociaux de race, d'âge, de genre et de classe, qui s'articulent à la relation d'accueil et accentuent ou renversent, *in situ*, l'asymétrie entre accueillants et accueillis.

Cette étude sociolinguistique de l'hospitalité en milieu associatif et solidaire traite ainsi des tensions, des contradictions et des rapports de pouvoir à l'œuvre au sein d'un collectif associatif, sans laisser de côté les résistances dont ils font l'objet.

Mots clés : sociolinguistique, hospitalité, secteur associatif, rapports de pouvoir, altérisation, ordre social, France

ABSTRACT

This thesis in sociolinguistics examines hospitality as it is conceived by associations that host homeless people and the way it is implemented there. In this study, hospitality is seen as an interpersonal encounter and the relation between hosts and guests is analyzed in its linguistic dimension. We explore the linguistic part of hospitality practices and their interrelation with the social order.

Following an empirical approach and based on an ethnographic study carried out in an association in Paris, we examine how people *make* a group. Our analyses reveal that within this collective, the pursuit of an ideal hospitality, unconditional and egalitarian, collides with the asymmetrical character of the hosting encounter and the power relations among the members of the association. Considering associations as institutions, we account for the power of the texts that frame their structure and order the hosting relation, instituting a hierarchical associative order. Our interactional analyses of associative activities show how people (re)produce this order and reaffirm, maintain or transform it. These analyses highlight social relations of race, age, gender and class. They demonstrate how they articulate with the hosting relation and accentuate or reverse, *in situ*, the asymmetry between hosts and guests.

This sociolinguistic study of hospitality in an associative and solidarity environment investigates the tensions, contradictions and power relations at work within an associative collective, without leaving aside the resistance to which they are subjected.

Key words : sociolinguistics, hospitality, associative sector, power relationships, otherness, social order, France



Céditec – Université Paris-Est Créteil
61, avenue du Général de Gaulle
94010 Créteil
France

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont à Autremonde et aux Autremondiens. Je les remercie de m'avoir fait confiance et de m'avoir partagé leurs questions. Je remercie plus particulièrement les salariées, les administrateurs et les administratrices pour leur soutien sans faille. Merci à celles et ceux qui ont accepté de m'accueillir dans leurs cours de français, à celles et ceux qui ont bien voulu discuter avec moi en entretien. Merci au collectif Duna Tana et tout particulièrement à Élodie, Ibrahim, Ousmane, Samba, Lassana, Mamadou, Kader, Elsa, Martine et Mehdi. Cette expérience de création artistique a été un moment décisif pour la thèse, certes, mais aussi pour moi-même. Merci à Lassana, Élodie et Narjès, qui ont bien voulu passer des heures à parler d'Autremonde avec moi. Ce travail n'aurait pas pris cette forme sans eux. J'espère qu'ils y retrouveront les idées qu'ils ont semées.

Je remercie Laurent Perrin d'avoir accepté de diriger ma recherche doctorale, de s'être intéressé à mes questions et de m'avoir fait confiance. Je le remercie pour ses conseils et sa disponibilité.

Je remercie Michelle Auzanneau de m'avoir formée à la recherche et de m'avoir appris à questionner les évidences, de m'avoir toujours soutenue, écoutée et aiguillée. Merci pour tout le temps qu'elle m'a consacré, pour sa gentillesse et sa bonne humeur à toute épreuve.

Je remercie sincèrement les membres du jury, Violaine Bigot, James Costa, Alfonso Del Percio, Patricia Lambert et Emilie Née, d'avoir accepté de lire, évaluer et discuter ce travail.

Merci à Quentin Boitel, Manon Him-Aquilli, Noémie Marignier, Emilie Née, Caroline Panis, Maude Vadot et Marie Vénard pour leurs relectures et l'intérêt qu'il et elles ont porté à ma recherche, pour les discussions et pour les réflexions qu'ils ont suscitées.

J'ai eu la chance de mener ce travail au sein de deux laboratoires, le Céditec et le Ceped. Ils m'ont donné les conditions nécessaires pour le mener à bien : ateliers, séminaires et salle de travail. Je les en remercie.

Merci à Latifa Zeroual Belbou, assistante administrative de l'École Doctorale Cultures et Sociétés, pour sa disponibilité et sa bienveillance, depuis l'audition pour le contrat doctoral jusqu'à la préparation de la soutenance.

Je remercie Laetitia Albert, Adama Ba, Lisa Blauvelt, Sofia Bozoni, Karna Coulibaly et Ceylan Türtük d'avoir répondu à mes demandes de traduction, toujours pressées. Un merci plus grand encore à Salif Sy et Abdoulaye Sow pour leur excellent travail de traduction, pour leurs explications et leur patience face aux méandres de l'Université.

Merci à la joyeuse équipe des doctorants et docteurs en sociolinguistique du séminaire *Critiques sociales du langage*, Salomé Molina, Manon Him-Aquilli, Richard Guedj et Quentin Boitel. Merci pour les séances et les apéros du séminaire, en ligne, à la fac et à domicile, pour les discussions toujours drôles et passionnées sur le langage, le social et le politique, ou sur tout autre chose. Merci à Manon de m'avoir donné envie de faire une thèse, pour la finesse de ses remarques et son rire communicatif. Merci à Salomé d'avoir partagé ces années de thèse et la découverte des approches postcoloniales, mais aussi pour tous les moments à côté.

À Claire Leinot, un merci ému, d'avoir été tout à la fois et depuis le début : une amie formidable, une camarade de travail et de non-travail, une relectrice exigeante, une source de bonne humeur et une présence rassurante. Merci pour le rituel de la journée de travail, pour les longues discussions et les terrasses. Tout cela aurait été beaucoup moins bien sans toi.

Un grand merci à mes parents, pour leur curiosité et leurs questions, pour les vacances qu'ils ont passées à me relire.

À Adrien, qui a vécu cette thèse avec moi et qui m'a toujours rappelé de ne pas m'inquiéter, merci pour tout.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	5
SOMMAIRE	7
NOTE LIMINAIRE	8
INTRODUCTION GÉNÉRALE	9
PARTIE I. CADRE THÉORIQUE. UNE ÉTUDE SOCIOLINGUISTIQUE DES PRATIQUES DE L'HOSPITALITÉ	15
CHAPITRE 1. UNE HOSPITALITÉ ASSOCIATIVE	17
CHAPITRE 2. L'HOSPITALITÉ ET LES FIGURES DE L'ALTÉRITÉ	55
CHAPITRE 3. L'HOSPITALITÉ COMME ENSEMBLE DE PRATIQUES LANGAGIÈRES	82
PARTIE II. CADRE MÉTHODOLOGIQUE. TERRAIN, DÉMARCHE DE RECHERCHE ET MÉTHODE DE PRODUCTION DES DONNÉES	107
CHAPITRE 4. UNE DÉMARCHE ETHNOGRAPHIQUE SOCIOLINGUISTIQUE EN MILIEU ASSOCIATIF ET SOLIDAIRE	108
CHAPITRE 5. DE LA PRODUCTION DES DONNÉES À LA RESTITUTION DES RÉSULTATS : MÉTHODES ET QUESTIONS D'ÉTHIQUE	153
PARTIE III. L'ORDRE ASSOCIATIF DE L'HOSPITALITÉ	171
CHAPITRE 6. FAIRE GROUPE : LES EFFETS PRAXÉOLOGIQUES DES TEXTES INSTITUTIONNELS	173
CHAPITRE 7. L'HOSPITALITÉ, UNE RELATION ASYMÉTRIQUE ET CONTRAIGNANTE	239
PARTIE IV. PRATIQUES DE L'HOSPITALITÉ ET ARTICULATION DES RAPPORTS SOCIAUX	307
CHAPITRE 8. LA BIENVEILLANCE ET L'ÉCHANGE DES SAVOIRS EN PRATIQUES	309
CHAPITRE 9. UNE ALTÉRITÉ RADICALE ET RACIALISÉE ?	340
CHAPITRE 10. EN CLASSE : RELATIONS ANTAGONISTES ET RAPPORTS DE DOMINATION	369
CONCLUSION GÉNÉRALE	430
BIBLIOGRAPHIE	437
GLOSSAIRE	465
TABLE DES ILLUSTRATIONS	467
TABLE DES MATIÈRES	469
ANNEXES	477

NOTE LIMINAIRE

Citations du corpus :

- * Pour la transcription des données audio et audiovisuelles, nous utilisons les conventions de transcription du groupe ICOR adaptées par Mondada (présentées en annexe n°11).
- * Lorsque les données écrites sont mises en exergue pour être analysées, elles apparaissent en romain.
- * Dans le corps du texte, les extraits de corpus sont cités entre guillemets et en italique.
- * Lorsque des extraits de corpus sont cités pour illustrer le propos et non pour être analysés, ils sont mis entre guillemets et en italique. Ils sont ponctués, afin de faciliter leur lecture. Les citations de plus de trois lignes sont détachées du paragraphe et apparaissent en romain.

Citations de la bibliographie :

- * Les citations bibliographiques sont entre guillemets et en romain.
- * Les citations sont toujours faites dans la langue du texte cité. Celles qui sont dans une langue autre que l'anglais sont traduites en note de bas de page.
- * Lorsque les textes cités ne sont pas paginés, le numéro de paragraphe (§) est indiqué. Si les paragraphes ne sont pas numérotés, nous notons « np ».
- * Lorsque nous mettons un élément de la citation en italique, cela est mentionné en note de bas de page. En cas d'absence de note, l'italique est le fait de l'auteur.

Photos :

- * Afin de préserver l'anonymat des personnes, nous avons flouté les visages sur toutes les photos.

Glossaire :

- * La définition de certains termes est rappelée dans un glossaire. Dans le corps du texte, les termes qui y sont définis sont signalés par un astérisque. L'astérisque est répété chaque fois que le terme est mobilisé dans un nouveau chapitre.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Problématique

Cette thèse en sociolinguistique porte sur l'hospitalité telle qu'elle est conçue et mise en œuvre par les associations qui accueillent des personnes sans domicile.

L'hospitalité renvoie communément au fait de recevoir une personne, connue ou non, et de lui donner gratuitement le gîte et le couvert (TLFI, 1994b). L'hospitalité peut être offerte à des pairs – parents ou amis – mais aussi à des « indigents » et des « voyageurs » (Rey, 2011a). Elle est alors donnée à des groupes identifiés comme « autres » et « étrangers », car nomades, pauvres, sans domicile ou non français (Gotman, 1997: 10). C'est ce second type d'hospitalité qui nous intéresse. Il peut se déployer dans l'espace domestique, et prendre une forme individuelle et privée, ou être offert par le secteur associatif et humanitaire, sous une forme collective. C'est sur ces espaces contemporains de l'hospitalité, et plus particulièrement sur les espaces associatifs, que notre recherche s'est concentrée. L'hospitalité est ici conçue comme un acte de rencontre entre des hôtes¹, qui s'organise autour d'une relation d'accueil².

Les études en sciences sociales portant sur le monde associatif ont pu contribuer à en dessiner une vision « enchantée », le présentant comme à l'avant-garde des politiques publiques, vecteur de cohésion sociale, soutenant la démocratisation et l'intégration de la société (Cottin-Marx, 2019: 45-69). Cette vision enchantée se retrouve dans l'« imaginaire associatif » (Lochard, 2013: §1) diffusé par les associations elles-mêmes. Celles-ci se présentent en effet comme des mondes « de vertu et de désintéressement » (Hély, 2009: 3), qui se consacrent à « dire et faire le "bien" » (Ruiz De Elvira & Saeidnia, 2020: 16). Dans les associations de solidarité, dédiées à la lutte contre l'exclusion, l'hospitalité est érigée en valeur à défendre et en principe d'action, et ancrée dans cette « rhétorique du Bien public » (Lochard, 2013: §18). Ces espaces associatifs sont ainsi conçus et présentés comme des lieux d'engagement bénévole où des individus en accueillent d'autres, dans un cadre de bienveillance, de cohésion sociale et d'égalité. Mais qu'en est-il de l'hospitalité en

¹ Le terme d'hôte renvoie à « celui qui donne ou reçoit l'hospitalité » (Rey, 2011b). Pour éviter les ambiguïtés, nous distinguerons dans ce texte les hôtes-accueillants des hôtes-accueillis.

² Le terme « accueillir » signifie « recevoir favorablement une personne qui se présente » (TLFI, 1994a). L'accueil peut donc se manifester dans des situations qui ne relèvent pas de l'hospitalité. Ici, l'expression « relation d'accueil » sera utilisée pour désigner spécifiquement la relation qui lie les hôtes.

pratiques ? Comment se construisent la relation d'accueil et les positionnements entre hôtes au sein de ces associations ? Dans quelle mesure s'accordent-ils avec les valeurs d'égalité et de solidarité préalables au geste d'hospitalité ?

L'idéal de l'hospitalité se heurte au caractère asymétrique³ de la relation d'accueil. L'accueillant est, en effet, à la fois le *maitre des lieux* et le *maitre du jeu* (Gotman, 2001). La mise en pratique de l'hospitalité mène donc à l'instauration d'un rapport inégal entre les hôtes. Lorsque l'hospitalité est offerte dans un espace associatif, elle conduit à la rencontre entre des anonymes, mais pas entre des inconnus. En effet, les personnes en présence peuvent se rattacher les unes les autres à des figures préétablies de l'altérité, de la normalité et de l'anormalité – celles du « SDF », du « bénévole », du « Français », du « migrant », etc. Cela n'est pas sans effets sur les rapports de différenciation, d'identification et de hiérarchisation à l'œuvre dans ces espaces. L'activité de ces associations et la rencontre entre les hôtes peuvent conduire à l'actualisation de ces figures de l'altérité, à leur maintien et à leur reconfiguration (Aubry, 2020; Del Percio, 2018; Di Cecco, 2019). En cela, les espaces associatifs dédiés à l'accueil de personnes dites exclues peuvent aussi être considérés comme des lieux de (re)production de rapports sociaux inégalitaires et d'un ordre social hiérarchisé (Dunezat & Galerland, 2013). En outre, ces associations s'inscrivent dans un dispositif plus large de gestion et d'administration de la « déviance » (Becker, 1985) et des « indésirables » (Agiar, 2008). Ce dispositif est formé de différents acteurs, relevant des secteurs public⁴ et privé, qui fonctionnent de manière interreliée tout en défendant des visions différentes, voire contradictoires, de la société (Del Percio, 2016; Pette, 2014).

Nous proposons, dans cette recherche doctorale, d'étudier les pratiques de l'hospitalité dans leur dimension langagière. Par *pratiques* de l'hospitalité, nous entendons à la fois la façon dont l'hospitalité est conçue et mise en œuvre, mais aussi ce qu'elle produit en termes de relations sociales, de catégories sociales et d'ordre social. La thématique de l'hospitalité, peu traitée par les sciences du langage, l'a été par d'autres disciplines des sciences humaines et sociales.

En philosophie, elle a été abordée, dans la lignée de Kant et Derrida, dans ses dimensions éthique et politique. La réflexion porte alors sur le principe d'un droit à l'hospitalité et sur la possibilité d'une hospitalité *universelle* (Kant, 1795) ou

³ Par « relation asymétrique », nous entendons une relation qui s'organise selon un axe vertical, une position haute et une position basse.

⁴ Nous pensons notamment aux services relevant du maintien de l'ordre, de la justice, de la protection sociale.

inconditionnelle (Derrida, 1997a). Les philosophes s'interrogent sur la place qui doit être faite à l'étranger, sous quelles conditions et dans quel cadre éthique. Cette question conduit Derrida (1997a) à mettre en lumière l'antinomie entre *la loi* de l'hospitalité, inconditionnelle, et *les lois* qui, localement, contraignent l'hospitalité et ordonnent les relations entre hôtes. Ce sont ces lois de l'hospitalité qui nous intéresseront ici : la façon dont l'hospitalité s'organise, prend sens et fait sens dans le *ici et maintenant* des situations sociales.

En sociologie et en anthropologie, l'hospitalité a été appréhendée en tant que rapport social et interpersonnel. Plusieurs travaux ont été menés, en France, sur les pratiques d'une hospitalité associative destinée à des hôtes perçus comme étrangers par leurs accueillants (Agier et al., 2019; Gotman, 2001; Gourdeau, 2019; Masson Diez, 2020). Ces travaux ont étudié, suivant une démarche empirique, les motifs de l'engagement des hôtes-accueillants et la construction des relations sociales entre hôtes. D'autres recherches ont porté sur la relation d'accueil et le sens de l'hospitalité, hors de France et dans d'autres espaces sociaux – par exemple, en milieu domestique en Andalousie (Pitt-Rivers, 2012) et au Sénégal (Riley, 2019), en milieu associatif en Suisse (Aubry, 2020) et en Turquie (Şenses & Farahani, 2021). Des chercheurs se sont également intéressés, selon une perspective critique, à la relation d'aide et aux « pratiques du "bien" » (Ruiz De Elvira & Saeidnia, 2020) dans des organisations humanitaires (Drif, 2020; Duval, 2014; Fassin, 2010; Jefferess, 2013). L'ensemble de ces recherches montre que l'hospitalité est certes une relation interpersonnelle, mais aussi une relation sociale située, en lien avec un cadre plus large – historique, politique, économique ou religieux. Ces recherches mettent en lumière l'intérêt de l'étude de l'hospitalité comme un ensemble de pratiques situées, par lesquelles se joue la dialectique du même et de l'autre, mais aussi la définition et la reconfiguration du même et de l'autre.

L'hospitalité qui se déploie dans les espaces associatifs, comme toute relation sociale, comporte une part langagière. Pourtant, les sciences du langage se sont peu intéressées à cet objet d'étude (Del Percio, 2018; Vigouroux, 2019). La sociolinguistique permet néanmoins d'explorer le rapport étroit entre langage et hospitalité, notamment parce qu'elle établit que les pratiques langagières sont des pratiques sociales. En effet, « toute activité de langage est en interaction permanente avec le milieu où elle s'effectue » : « elle est certes déterminée par les éléments de ce milieu, mais elle y produit aussi des effets » (Boutet, 1980: 67). Étudier les pratiques de l'hospitalité comme des pratiques langagières permet donc de mettre en lumière les processus qui conduisent à la formation d'un ordre de l'hospitalité, dans un espace

social donné. Cela permet de montrer comment la relation d'accueil se construit à travers l'actualisation et la reconfiguration de relations de rôles, de rapports de places et de catégories sociales. Cela permet de rendre compte des processus d'identification, d'altérisation et de domination, en jeu dans l'acte d'hospitalité, dans leur matérialité langagière.

Les pratiques de l'hospitalité que nous proposons d'étudier sont notamment déterminées par l'ordre de l'accueil institué par les associations elles-mêmes. Dans les associations de solidarité, le sens donné à l'hospitalité, les catégories auxquelles sont rattachés les participants à la relation d'accueil et la mise en ordre de cette relation sont fixés par un ensemble de textes – statuts, projet associatif, etc. En tant que textes institutionnels, ils ont un statut d'acteur et coordonnent les activités des personnes rattachées à l'institution associative (Smith, 2018). Lorsque celles-ci entrent en interaction, elles se rapportent à ce cadre préétabli, tant pour le consolider que pour l'ébranler ou le contourner. Par ces pratiques, le sens de l'hospitalité est redéfini, les catégories sont négociées, les relations de rôles sont reconfigurées, les places sont redistribuées.

Les rôles d'accueillant et d'accueilli ne sont pas les seuls en jeu dans ces espaces associatifs. En effet, les pratiques des membres d'associations promouvant l'égalité peuvent participer à la reproduction et au maintien de rapports de domination liés à la langue, au genre, à la race, au niveau de scolarisation ou encore à l'âge (Aubry, 2020; Del Percio, 2018; Dunezat & Galerland, 2013). En dépit des objectifs définis par ces associations, des éléments tels que la pauvreté, le sans-abrisme, la pratique du français ou le statut administratif peuvent continuer à fonctionner comme des « stigmates » (Goffman, 1975) au sein de ces espaces. Le constat de la (re)production d'inégalités sociales dans ces espaces associatifs pose la question de la façon dont les participants à la rencontre *contextualisent* celle-ci (Duranti & Goodwin, 1992). Il s'agit alors de se demander quels sont les éléments de contexte qui orientent l'organisation des relations sociales entre les membres de ces associations et par quels procédés langagiers ils sont rendus saillants.

Plusieurs travaux ont ainsi montré la présence transversale d'une vision du monde eurocentrée et de dynamiques postcoloniales au sein d'organismes associatifs et humanitaires (Del Percio, 2018; Di Cecco, 2019; Jefferess, 2020; Matasci & Desgrandchamps, 2020). Ce contexte moderne et postcolonial est notamment actualisé par le recours à un réseau d'oppositions binaires – oral / écrit, rural / urbain, traditionnel / moderne, etc. (Mudimbe, 1988: 16) – et racialisées (Fassin, 2012). Dans

les espaces associatifs, ces oppositions peuvent être mobilisées, en interaction, dans des processus d'altérisation, de hiérarchisation et de domination, et s'articuler à la relation asymétrique entre accueillants et accueillis. Ces oppositions et les rapports de pouvoir dans lesquels elles s'inscrivent peuvent aussi être reconfigurés, négociés et résistés par les interlocuteurs.

Cette thèse propose d'explorer le rapport entre langage et hospitalité en milieu associatif. Il s'agira de rendre compte des processus de (re)configuration des positionnements des participants à la relation d'accueil, suivant des rapports asymétriques et de domination, au sein d'un collectif qui se donne pour objectif de lutter contre les inégalités. Ces processus seront appréhendés dans leur dimension langagière, à la fois interactionnelle, discursive et praxéologique.

Notre recherche doctorale aborde cette question suivant une démarche empirique et ethnographique. Nous avons, en effet, mené une étude ethnographique pendant plusieurs années au sein d'une association parisienne accueillant des personnes dites en situation d'exclusion et de migration. Cette étude a conduit à la construction d'un corpus composé de textes associatifs encadrant le fonctionnement de cette association, d'interactions enregistrées au cours d'activités quotidiennes et d'entretiens avec différents membres de cet espace. C'est l'expérience ethnographique et l'étude de nos données, éclairées par des lectures bibliographiques dans le champ des sciences du langage et plus largement des sciences humaines et sociales, qui nous ont conduite à formuler notre question de recherche.

Plan de la thèse

Cette thèse se divise en quatre parties. Les deux premières posent le cadre théorique et méthodologique dans lequel s'inscrit notre travail, les deux dernières présentent les résultats de nos analyses.

La première partie situera notre recherche parmi celles ayant déjà été menées, en sciences humaines et sociales, sur l'hospitalité et le milieu associatif. Elle présentera la façon dont nous construisons les pratiques de l'hospitalité en objet d'étude sociolinguistique.

La deuxième partie décrira notre trajectoire ethnographique au sein d'une association de solidarité parisienne et présentera la méthodologie mise en place pour

produire les données soumises à l'analyse. Les spécificités d'une ethnographie sociolinguistique seront soulignées et plusieurs questions éthiques seront soulevées.

La troisième et la quatrième partie présenteront les résultats de nos analyses. Dans la troisième partie, nous nous intéresserons à la formation de l'ordre associatif de l'hospitalité, dans et par les textes institutionnels qui encadrent le fonctionnement de l'association. Nous montrerons de quelle manière ils structurent le collectif associatif et comment ils ordonnent et hiérarchisent les relations entre accueillants et accueillis. Nous rendrons compte, également, de la façon dont les membres de l'association s'approprient cet ordre institutionnel, le contestent ou le maintiennent.

Dans la quatrième partie, nous mettrons en lumière la façon dont différents rapports sociaux se construisent, s'inscrivent dans l'ordre associatif et institutionnel de l'accueil et orientent les pratiques de l'hospitalité. Nous nous intéresserons, plus particulièrement, aux rapports asymétriques et de domination dans lesquels les membres de l'association s'engagent, et qui renforcent ou bousculent l'asymétrie propre à la relation d'accueil.

Une conclusion générale reviendra sur les enjeux de cette recherche doctorale et proposera des pistes de prolongement.

PARTIE I. CADRE THÉORIQUE. UNE ÉTUDE SOCIOLINGUISTIQUE DES PRATIQUES DE L'HOSPITALITÉ

Introduction de la partie I

Dans ce travail, l'hospitalité est considérée comme un ensemble de pratiques socialement et historiquement situées. Nous nous inscrivons, ce faisant, dans la suite des travaux de sociologues et d'anthropologues tels que Pitt-Rivers (2012), Gotman (2001) ou encore Agier (2018). Il s'agit ici, plus spécifiquement, d'étudier l'hospitalité et la rencontre à laquelle elle donne lieu au sein des associations de solidarité, en France. Nous consacrerons une place importante, dans cette première partie, à la contextualisation socio-historique de cette forme d'hospitalité associative. Nous montrerons également la pertinence du cadre disciplinaire de la sociolinguistique pour l'étude des pratiques de l'accueil et l'importance de prendre en considération leur part langagière.

Un premier chapitre situera notre recherche parmi les travaux portant sur le milieu associatif et plus particulièrement sur les associations qui, en se consacrant à l'hospitalité des personnes dites exclues, participent à la gestion et à l'administration de la déviance. L'adoption d'une perspective historique relative à l'évolution des pratiques de l'hospitalité, du milieu associatif, mais aussi des catégories employées pour désigner les personnes qui y sont accueillies, permettra de montrer qu'il s'agit ici d'une déviance spécifique, relative au fait d'être mobile et sans logement propre. Nous engagerons également une réflexion sur plusieurs catégories – d'analyse et de pratique (Brubaker, 2013) – utilisées dans les discours politiques, médiatiques et scientifiques relatifs aux associations de solidarité pour qualifier leurs actions ou leurs publics. Nous nous pencherons successivement sur les catégories « intégration », « exclusion », mais aussi « réfugié », « migrant », « étranger » ou encore « SDF ». Un retour sur les processus sociohistoriques par lesquels ces catégories se sont constituées nous permettra d'interroger les enjeux relatifs à leurs usages.

Un deuxième chapitre sera consacré à l'étude de figures de l'altérité qui font partie d'un fond de connaissances partagé par les personnes qui se rencontrent dans les associations de solidarité, qu'elles soient accueillantes ou accueillies. Nous nous

focaliserons sur des types d'altérité qui s'inscrivent dans une vision du monde moderne et eurocentrée. Dans ce cadre, la dialectique du même et de l'autre réinvestit les oppositions qui structurent la dichotomie entre modernité et non-modernité : progrès / tradition, ordre / chaos, raison / déraison, etc. Nous montrerons que la perception des pratiques langagières et le rôle donné aux langues participent également à construire l'altérité. L'État-nation français pose ainsi la maîtrise de la langue française comme un indice d'appartenance à la communauté nationale. Ce chapitre nous permettra de mettre en lumière les continuités, les convergences et les divergences entre l'accueil tel qu'il est pensé et mis en œuvre par l'État, et l'hospitalité telle qu'elle est pensée et mise en œuvre par les associations.

Le dernier chapitre construira les pratiques de l'hospitalité comme un objet sociolinguistique. Nous montrerons, dans un premier temps, que l'hospitalité est une relation fondamentalement asymétrique qui s'organise autour des rôles d'accueillant et d'accueilli. Comme toute relation sociale, la relation d'accueil comporte une dimension langagière. Dans le *hic* et *nunc* des situations sociales, les rôles d'accueillant et d'accueilli se manifestent sur le plan langagier, s'articulent à des rôles interactionnels et à des rapports de places, sont rendus pertinents par des processus de catégorisation. À travers ce chapitre, nous soulignerons l'intérêt d'une analyse sociolinguistique des lois de l'hospitalité, de leur actualisation, de leur négociation ou de leur contestation.

Chapitre 1. Une hospitalité associative

Introduction

En France, le lien entre le secteur associatif et l'hospitalité donnée aux personnes qualifiées, selon les périodes et les situations, de pauvres, vagabondes ou en situation d'exclusion, est un lien historique. Il est présent dès l'émergence de ce secteur et la motive en partie. Dans ce premier chapitre, nous commencerons par définir l'hospitalité (1.1). Nous soulignerons l'évolution, au fil des siècles, du sens donné à ce terme ainsi que de sa mise en œuvre, dans sa relation avec les champs religieux, public et associatif. Cela nous amènera à opérer des distinctions entre les notions d'« hospitalité », de « charité » et de « solidarité ». Nous nous concentrerons ensuite sur le secteur associatif, principal acteur institutionnel de la mise en œuvre de l'hospitalité (1.2). Nous reviendrons sur la genèse et les transformations de ce milieu, ainsi que sur les différentes façons dont les sciences humaines et sociales se sont saisies de cet objet. Cela nous conduira à interroger les concepts mobilisés, par les acteurs associatifs mais aussi par les chercheurs, pour décrire les processus sociaux en jeu dans le cadre de l'hospitalité associative, notamment ceux d'intégration et d'exclusion (1.3). La présentation des critiques qui peuvent leur être apportées, tant sur un plan théorique qu'empirique, nous permettra de mettre ces notions à distance, mais aussi d'engager une réflexion sur les catégories que nous mobilisons, dans notre recherche, pour décrire et analyser les pratiques des personnes participant à la mise en œuvre de l'hospitalité en milieu associatif (1.4).

1.1 L'hospitalité, un terme à la définition mouvante

« L'hébergement gratuit et l'attitude charitable qui correspond à l'accueil des indigents, des voyageurs dans les couvents, dans les hospices et hôpitaux », c'est ainsi qu'est définie l'hospitalité au début du XIII^{ème} siècle (Rey, 2011a). Nous partirons de cette définition pour explorer les transformations du sens donné à l'hospitalité et des pratiques qui lui sont associées, en France et jusqu'à nos jours. Cela nous permettra également de souligner le caractère « ambigu » (Boudou, 2019) de l'hospitalité. Dans cette sous-partie, nous nous intéresserons à différentes sphères où l'hospitalité est mise en œuvre – sphère domestique, religieuse, associative ou encore étatique.

L'hospitalité est à la fois « un don d'espace [et] de temps » (Agier, 2018: 34) et un don « limité dans l'espace [et] dans le temps » (Caillé et al., 2019: 11). Elle est

temporaire et comprend sa propre fin. Celle-ci peut être marquée tout autant par « l'adoption » ou « la naturalisation » de l'hôte (Gotman, 2001: 4), que par « le départ, le rejet ou l'abandon » de celui-ci (Agier, 2018: 33). Étymologiquement, le terme « hospitalité » vient du latin « *hostis* », qui porte les sèmes d'« égalité de droits » et de « réciprocité » (Benveniste, 1969: 87). L'« *hostis* » est « celui qui est en relation de compensation » : l'hospitalité est « fondée sur l'idée qu'un homme est lié à un autre [...] par l'obligation de compenser une certaine prestation dont il a été bénéficiaire » (1969: 94). Elle s'inscrit donc dans le système du don, et a d'ailleurs été étudiée en tant que telle par les anthropologues (Caillé et al., 2019; Pitt-Rivers, 2012). Pour Mauss (2012: 142), le rituel du don engage une triple obligation : celle de donner, de recevoir et de rendre. Le don d'hospitalité déclenche ainsi un contre-don d'hospitalité. Peu importe que celui-ci soit effectivement réalisé ou qu'il reste virtuel, le système de l'hospitalité prévoit le renversement des places d'hôte. En français, le fait que le terme « hôte » permette, à lui seul, de désigner les deux positions d'accueillant et d'accueilli marque le caractère réciproque de l'hospitalité (Pitt-Rivers, 2012: 509). C'est en vertu de celui-ci que « l'hôte reste l'obligé de l'hôtant au-delà de la temporalité même de l'hospitalité » (Gotman, 2012: 27).

La définition du XIII^{ème} siècle souligne que l'hospitalité peut s'exercer envers deux types d'hôtes : les « indigents » et les « voyageurs ». Pour eux, l'hospitalité est gratuite : elle exclut tout rapport monétaire. Néanmoins, une distinction est opérée entre l'hôte pauvre, au statut inférieur, et l'hôte mobile, qui peut être un pair (Gotman, 2001: 14). Au XVII^{ème} siècle, le *Dictionnaire universel* de Furetière (1690) produit une distinction supplémentaire et donne un sens différent à l'hospitalité, selon qu'elle est exercée pour les pauvres et les voyageurs, ou pour les pairs. Elle est définie, d'une part, comme la « *charité* qu'on exerce envers les passants et les pauvres, en les logeant et en les nourrissant », d'autre part, comme le « *devoir réciproque* que les hôtes se doivent les uns aux autres »⁵. Dans une nouvelle édition (Furetière, 1771), près d'un siècle plus tard, la même distinction est opérée. L'hospitalité est « *charité, libéralité* qu'on exerce envers les passants et les pauvres, en les logeant et en les nourrissant » ; et « se dit aussi du *droit réciproque* de loger les uns chez les autres, et du *devoir réciproque* que les hôtes se doivent les uns aux autres »⁶. Si, pour les pairs, l'hospitalité est donc explicitement qualifiée de « réciproque », elle n'attend pas de retour de la part des « passants » et des « pauvres ». Accordée à ces derniers, l'hospitalité s'inscrit dans le devoir sacré d'assistance aux pauvres, au fondement de la charité chrétienne

⁵ Nous soulignons.

⁶ Nous soulignons.

(Brodiez, 2018). Dans cette perspective religieuse, la réciprocité advient « *on behalf of God* », d'où l'expression « Dieu vous le rendra » (Pitt-Rivers, 2012: 509). Lorsque l'hospitalité est exercée comme une charité, la réciprocité est différée au-delà du monde des mortels : « *repayment will only be made in Heaven ; there will be none on Earth* » (2012: 509).

À partir du XIX^{ème} siècle, la mention des « pauvres » disparaît des définitions des dictionnaires. L'hospitalité n'y concerne plus que les personnes mobiles, paires ou étrangères. Elle est définie par le *Dictionnaire de la langue française* (Littré, 1873) comme correspondant, « chez les anciens », à la « société contractée entre deux ou plusieurs personnes de différents lieux, entre des familles et même des villes entières, en vertu de laquelle on se logeait mutuellement dans les voyages », comme la « libéralité qu'on exerce en logeant gratuitement les étrangers », et enfin comme « l'obligation où sont certains religieux de recevoir les voyageurs ». À la même époque, dans le *Grand dictionnaire universel du XIX^{ème} siècle* (Larousse, 1866), elle est définie comme « réception et logement gratuits des étrangers, des passants » et « action de recevoir quelqu'un chez soi, à quelque titre que ce soit ». Aujourd'hui, *Le Petit Robert* la définit comme le « fait de recevoir quelqu'un sous son toit, de le loger gratuitement ». La disparition progressive, dans les dictionnaires, de la distinction entre « voyageur » et « indigent », et entre « réciprocité » et « charité », fait écho à la transformation du sens donné à l'hospitalité et de sa mise en pratique.

L'articulation forte entre charité et hospitalité, qui ressort des définitions des dictionnaires, du XII^{ème} au XVIII^{ème} siècle, témoigne de la prégnance de sa dimension religieuse. Dans les trois monothéismes, l'hospitalité aux pauvres, aux étrangers et aux voyageurs fait partie des obligations des fidèles. Elle est certes un devoir humain, car l'étranger est considéré comme « un autre soi-même », mais elle est aussi un devoir sacré (Gotman, 2001: 18). Dans la tradition biblique, Dieu prend à plusieurs reprises la figure d'un étranger pour tester la fidélité de la foi du croyant. Et l'accueil et le soin donnés au voyageur sont considérés comme caractéristiques de la charité chrétienne. Cette charge sémantique religieuse persiste aujourd'hui et explique, selon Gotman (2001: 22), l'« ambiguïté qui veut que le terme "hospitalité" demeure toujours teinté de charité (et, secondairement de religiosité), alors même qu'il s'y est progressivement opposé ». En effet, dès le XVI^{ème} siècle, l'hospitalité se distingue de la charité. L'hospitalité désigne la réception des pairs et concerne le gîte et le couvert, tandis que la charité s'exerce hors des murs de la maison et consiste en des dons d'argent aux pauvres (2001: 21). À partir du XIX^{ème} siècle, la séparation entre hospitalité et charité s'affirme davantage : l'hospitalité sort du domaine religieux et pénètre dans celui du

droit social et du droit des étrangers (2001: 30). Avec la commercialisation de la mobilité, notamment par le développement des transports et des hôtels, l'hospitalité privée diminue au profit de cette hospitalité publique. Celle-ci s'amplifie et s'institutionnalise, à travers, par exemple, les hôpitaux ou les foyers pour jeunes filles et pour enfants.

Avec l'avènement, au XIX^{ème} siècle, d'un régime d'État-nation républicain souverain, ce qui relevait de l'hospitalité donnée dans un cadre privé aux étrangers* (au sens de non nationaux) entre dans le droit (2001: 38). Ce dispositif étatique de gestion des étrangers est généralement représenté selon le modèle de l'hospitalité privée et mis en mots dans les mêmes termes. En témoigne la métaphore de la maison, qui traverse l'expression d'ouvrir ou de fermer « les portes » d'un pays (Boudou, 2016: 45), ou la métaphore du château dans l'« Europe forteresse ». Hospitalités étatique, publique et privée ne sont pourtant pas du même ordre (Bessone, 2015). Dans le cadre de l'hospitalité d'État, l'accueil des étrangers est administratif : ceux-ci sont en relation avec des représentants des différentes administrations. De plus, les modalités de l'accueil et ses limites spatio-temporelles dépendent de leur statut administratif : selon qu'ils sont catégorisés par les administrations comme étudiants, salariés ou réfugiés*, par exemple, les droits des étrangers ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi penser l'hospitalité étatique – et les politiques migratoires – sur le modèle de l'hospitalité privée pose question. L'analogie entre le territoire national et l'espace domestique conduit à penser le pays comme une maison, le peuple comme un hôte et les étrangers comme ses invités (Boudou, 2016: 45). En tant que tels, leurs devoirs prennent le pas sur leurs droits⁷ : ils doivent respecter les règles énoncées, faire preuve de soumission et de gratitude envers ceux qui les accueillent. Le statut d'invité est lié, en effet, à des engagements :

« l'hôte ne doit pas montrer d'hostilité au maître de maison, mais l'honorer ; il ne doit pas usurper sa place en faisant comme chez lui ni refuser ce qu'on lui offre » (Gotman, 2001: 49).

C'est suivant la métaphore de l'hospitalité domestique, face à une nation ou un peuple « charitables », que les nouveaux arrivants peuvent être appelés à des « devoirs

⁷ Ainsi, Emmanuel Macron déclare, le 21 mai 2021, à des personnes en situation irrégulière sur le territoire : « Vous avez des devoirs avant d'avoir des droits. On n'arrive pas en disant "on doit être considéré, on a des droits". On a une culture d'accueil et les choses se passeront bien si chacun fait son devoir et dit "je respecte les règles, j'essaie de m'intégrer, j'apprends la langue". » *Ladepeche.fr*, URL : <https://www.ladepeche.fr/2021/05/22/emmanuel-macron-aux-sans-papiers-vous-avez-des-devoirs-avant-davoir-des-droits-9559961.php>, Consulté le 27/07/2022.

d'insertion, d'intégration, d'assimilation » (Bessone, 2015). Pour Boudou (2016: 45), cette « analogie domestique » « donne une image privée ou intime à des relations de droit » et teinte le droit des étrangers de « paternalisme » ou de « pitié ». Les nouveaux arrivants, enfermés dans le statut d'invité, sont considérés comme les hôtes d'une hospitalité temporaire : à tout moment, ils peuvent ne plus être les bienvenus.

En effet, l'hospitalité est indissociable de son revers, l'hostilité et la violence qui l'accompagne – d'où le terme d'« hostipitalité » proposé par Derrida (1997a). Dans l'étymologie latine du terme « hospitalité », l'« *hostis* » (« celui qui est en relation de compensation ») devient l'« *hospes* », qui signifie « le maître de l'hôte » (Benveniste, 1969: 87). L'hospitalité véhicule donc également l'idée du pouvoir du maître de maison sur son invité, et ce selon un modèle « conjugal » et « paternel ». En effet, *celui* qui reçoit est également *celui* qui commande : « c'est le despote familial, le père, l'époux et le patron, le maître de céans qui fait les lois de l'hospitalité » (Derrida, 1997a: 131). À la figure masculine de l'hôte – *celui* qui ordonne – s'associe également une figure féminine – *celle* qui nourrit. En effet, l'accueil de l'autre, parce qu'il se situe dans la sphère privée et qu'il consiste à soigner, à nourrir et à protéger, peut aussi être considéré sous l'angle du *care* (Dorlin, 2011). Les activités relevant du rôle de l'hôte sont alors interprétées comme féminines (Masson Diez, 2020: §24; Rosello, 2002: 124-127). Historiquement, un nombre important de femmes s'engage ainsi dans les mouvements de bienfaisance et dans les associations de proximité (Rétif, 2010: 416). Cela peut s'expliquer, notamment, par le fait que ces espaces se situent « à la lisière entre sphère privée et sphère publique » et qu'ils « prolongent les rôles traditionnels des femmes dans l'espace domestique » (Bereni et al. 2008 cités par Rétif, 2010: 417). Ces deux figures genrées de l'hospitalité ne sont pas antinomiques et leur association témoigne de la complexité des rapports de force qui se jouent dans la pratique de l'accueil.

La relation interpersonnelle produite par la situation d'hospitalité est une relation asymétrique et inégalitaire : l'invité se retrouve placé sous l'autorité du maître ou de la maîtresse de maison. Pour Derrida (1997a), le pouvoir et le potentiel hostile de l'hospitalité sont indissociables de sa mise en œuvre. Il distingue, en effet, « la loi » et « les lois de l'hospitalité » (1997a). L'hospitalité, entendue comme le principe de faire place à l'autre, de manière « absolue », « inconditionnelle » et illimitée (1997a: 71), ne peut être mise en pratique que selon « *des* lois qui distribuent différemment leur histoire et leur géographie anthropologique » (1997a: 73) :

« tout se passe comme si *les* lois de l'hospitalité consistaient, en marquant des limites, des pouvoirs, des droits et des devoirs, à défier et à transgresser *la* loi de l'hospitalité, celle qui commanderait d'offrir à l'*arrivant* un accueil sans condition » (1997a: 71).

Les acteurs associatifs, comme tout autre acteur qui défend l'hospitalité en tant que valeur morale et principe d'action, rejouent cette aporie. L'hospitalité comme *praxis* ne peut qu'échouer à atteindre l'hospitalité comme idéal. À cela s'ajoute que, dans les associations qui accueillent des personnes dites en situation d'exclusion, l'hospitalité est donnée sans attente de réciprocité. En effet, ces personnes sont en relation avec une institution et non un hôte singulier. D'autre part, elles ne disposent pas, le plus souvent, d'un chez-soi propre à offrir l'hospitalité en retour. Or « le don non rendu rend encore inférieur celui qui l'a accepté, surtout quand il est reçu sans esprit de retour » (Mauss, 2012: 213). Dans le système de l'hospitalité associative, si des formes de contre-don restent possibles, le contre-don d'hospitalité ne l'est pas ; le rééquilibrage du pouvoir par le renversement des places d'hôtes est empêché.

Pour Gotman (2001: 49), ces espaces associatifs proposent une forme d'hospitalité qui brouille la distinction entre le domaine privé et le domaine public, entre l'hospitalité professionnalisée et étatique, et l'hospitalité individuelle et domestique. C'est parce que les associations sont dans un entre-deux qui emprunte à l'une et l'autre forme de l'hospitalité qu'elles sont des lieux privilégiés de l'observation de l'hospitalité comme *praxis* située. Elles permettent, en outre, de penser l'hospitalité en dehors du cadre de l'État-nation. De telles associations peuvent, en effet, accueillir indistinctement des étrangers et des nationaux, des personnes mobiles ou immobiles, des « indigents » ou des « voyageurs », pour reprendre les termes de la définition du XII^{ème} siècle. L'observation des pratiques de l'hospitalité qui y sont mises en œuvre permet de défaire l'association naturalisée entre l'étranger et le non-national, et d'interroger, plutôt, la « construction de l'autre et la gestion du rapport à l'autre » à l'œuvre dans ces espaces (2001: 4).

1.2 Les associations, actrices de l'accueil des « plus exclus »

Depuis une vingtaine d'années, le nombre de personnes pauvres et mal logées augmente. En novembre 2020, la fondation Abbé Pierre estimait à 300 000 le nombre

de personnes privées de domicile en France⁸. Ce chiffre est deux fois plus important qu'en 2012 et trois fois plus qu'en 2001. Selon l'Observatoire des inégalités, le nombre de personnes pauvres augmente lui aussi depuis le début des années 2000. En 2018, il était estimé à 5,2 millions ou à 9,3 millions⁹, selon que le seuil de pauvreté est fixé à 50 % ou à 60 % du niveau de vie médian. Aujourd'hui, comme depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, c'est principalement le secteur associatif qui accompagne ces personnes pauvres et mal logées dans leur vie quotidienne, par des distributions alimentaires, des solutions d'hébergement, de l'aide à la recherche d'emploi, etc.

Dans les pages suivantes, nous commencerons par situer historiquement le secteur associatif, afin de mieux comprendre comment s'inscrivent les associations dites de solidarité dans le paysage associatif contemporain (1.2.1). Cette perspective soulignera les liens historiques entre le milieu associatif et la gestion de la pauvreté. Nous replacerons, ensuite, les associations de solidarité dans un dispositif plus large de gestion de la déviance, auquel prennent également part les institutions publiques et notamment policières (1.2.2). Il s'agira, enfin, de présenter les différents regards, enchantés et désenchantés, posés par les sciences sociales françaises sur le monde associatif (1.2.3). Cela nous permettra de situer notre recherche parmi les travaux qui tiennent compte des rapports de conflit et de pouvoir qui structurent les relations au sein des espaces associatifs.

1.2.1 Le secteur associatif et la « lutte contre l'exclusion »

Le secteur associatif est un secteur très hétérogène, tant au niveau du mode de financement que des domaines d'action. Si l'association est une forme institutionnelle et juridique unique, les associations peuvent agir dans des domaines multiples : social, sportif, religieux, politique, etc. Nous nous concentrerons, dans les paragraphes suivants, sur les associations qui œuvrent dans une optique de « solidarité » avec les personnes dites « pauvres » ou « exclues ». Nous montrerons que, malgré les transformations du milieu associatif, les associations de solidarité sont, depuis le XIX^{ème} siècle, des actrices centrales de la « lutte contre l'exclusion ».

⁸ « Près de 300 000 personnes sans domicile en France », 2020, 11 nov. *Fondation Abbé Pierre*. En ligne. <https://www.fondation-abbe-pierre.fr/actualites/pres-de-300-000-personnes-sans-domicile-en-france>. Consulté le 16 février 2022. La fondation Abbé Pierre reprend les catégories de l'Insee, explicitées dans le glossaire aux entrées « SDF » et « sans-abri ».

⁹ « La pauvreté a augmenté depuis quinze ans », 2021, 3 nov. *Observatoire des inégalités*. En ligne. https://www.inegalites.fr/evolution_pauvrete_annuelle. Consulté le 16 février 2022.

1.2.1.1 Quelques évolutions historiques majeures

Une association est définie par la loi relative au contrat d'association (1901: art.1) comme le résultat du regroupement d'au moins deux personnes et de la « [mise] en commun, d'une façon permanente, [de] leurs connaissances ou [de] leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ». Selon ce texte, pour qu'une association existe, elle doit faire l'objet d'une déclaration en préfecture et d'une publication au *Journal officiel de la République française*. Lorsque la loi de 1901 donne aux associations un statut et une existence juridique et légale, précise leur organisation et définit leur mode d'action, le milieu associatif est cependant déjà en formation.

L'émergence de l'ère industrielle dans la première moitié du XIX^{ème} siècle et la paupérisation ouvrière qui l'accompagne entraînent, en effet, le développement d'organisations associatives « d'initiative ouvrière » ou « d'initiative philanthropique » (Cottin-Marx, 2019: 11). Si les premières sont inspirées par le socialisme et visent l'auto-organisation des ouvriers, les secondes s'inscrivent dans une logique paternaliste et patronale de tradition chrétienne. Avec l'installation du régime républicain à la fin du XIX^{ème} siècle, la distinction entre ces deux types d'associations s'atténue, au profit d'une distinction entre les syndicats, les mutuelles, les coopératives et les associations. Néanmoins, les études sur le monde associatif continuent à distinguer les associations « laïque[s] » des associations « confessionnelles ou d'origine confessionnelle » (2019: 22). Selon Brodiez (2018: 28), cette séparation risque de masquer le « mouvement d'emprunts réciproques et de métissages » entre les valeurs et pratiques chrétiennes et républicaines, qui irrigue tout le XX^{ème} siècle et qui est toujours d'actualité aujourd'hui. L'historienne rappelle « la matrice confessionnelle, autrement dit caritative, de nombreuses grandes associations contemporaines de solidarité », telles qu'Emmaüs, ATD Quart Monde ou encore les Petits Frères des Pauvres (2018: 32).

À partir du début du XX^{ème} siècle, l'État renforce son contrôle sur les associations, dont certaines deviennent des relais entre celui-ci et ses administrés. La loi de 1901 ne provoque pas une augmentation nette du nombre d'associations. C'est l'État-providence qui, en s'appuyant sur des associations du secteur sanitaire et social, favorise leur développement dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Une partie de l'action sociale est alors « sous-traité[e] par l'État à des associations », dont certaines sont qualifiées de « parapubliques » (Cottin-Marx, 2019: 23 et 31). Par exemple, à la fin du XIX^{ème} siècle, l'administration des pauvres et des vagabonds relevait, pour une partie, de la bienfaisance privée, pour une autre, de l'assistance publique, ces deux

domaines d'action restant bien séparés (Damon, 2003: 38). Au XX^{ème} siècle, avec le renforcement d'un régime républicain centralisé, la bienfaisance privée devient associative ou publique, et entre progressivement sous l'égide de l'État. Depuis les années 1980, la coordination des associations avec les autres acteurs du domaine social, tant publics que privés, est prise en charge par les collectivités territoriales (2003: 38-39).

Dans les années 1960, l'action associative en soutien aux étrangers* et aux immigrés* se développe. Elle vient élargir le domaine d'action d'associations déjà existantes ou conduit à la création de nouvelles associations. Dans le contexte d'essor économique de cette décennie, le recours à une main-d'œuvre étrangère et ouvrière est, en effet, particulièrement important. Ces travailleurs sont, pour la plupart, des hommes venus sans leur famille en France et ne maîtrisant pas, ou peu, le français à l'oral ou à l'écrit à leur arrivée (Leclercq, 2012: §3). Cela s'explique par le fait que, à cette époque, la connaissance de la langue française ne fait pas partie des critères requis pour le droit au séjour ou pour le recrutement en entreprise. Face aux obstacles linguistiques que rencontrent ces travailleurs étrangers, les associations et leurs bénévoles prennent en charge l'enseignement de la lecture et de l'écriture en français. Ces associations de bénévoles agissent également auprès des travailleurs étrangers dans le domaine du logement, de la santé ou du travail, aux côtés des syndicats et du secteur privé subventionné¹⁰ (2012: §5). Certaines dispensent des formations linguistiques dans le cadre même des entreprises employeuses, comme Renault ou Peugeot, d'autres sont financées par le Fonds d'Action Sociale pour les Travailleurs Étrangers (Goledzinowski, 1994: 16). Les cours de français, assurés par des bénévoles le plus souvent non formés, sont centrés sur l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. La distinction entre associations confessionnelles et non confessionnelles, précédemment mentionnée, est également mobilisée pour décrire ce secteur associatif. Leclercq (2010: 175) y repère « un courant confessionnel et charitable d'une part, un courant politique de soutien aux droits fondamentaux des immigrés d'autre part ».

Après les années 1960, le champ associatif de la formation linguistique des étrangers se structure, s'organise et se professionnalise. Dans les années 1980, la fermeture des frontières à l'immigration de travail et la hausse générale du chômage et de la précarité affectent ce secteur. D'une part, les besoins des publics des associations se transforment, d'autre part, l'immigration devient « une préoccupation sociale et un enjeu politique » (Leclercq, 2012: §12). Les pouvoirs publics

¹⁰ Le secteur privé subventionné est représenté par l'Amicale pour l'Enseignement aux Étrangers, dont les enseignants sont rémunérés en heure complémentaire ou détachés par l'Éducation nationale.

interviennent alors pour réorganiser la formation linguistique autour des thématiques de « reconversion professionnelle et d'adaptation aux restructurations de l'emploi » (2012: np). Le champ de l'alphabétisation, jusque-là central, se marginalise pour laisser une place plus grande à des activités de formation linguistique à visée professionnelle (Goledzinowski, 1994: 17).

Depuis les années 1980, l'État, principal financeur du secteur associatif, laisse de plus en plus sa place aux collectivités locales telles que les villes ou les départements, mais aussi aux financeurs privés – sociétés, entreprises, particuliers (Cottin-Marx, 2019). Dans le même temps, les modalités de financement de la part des pouvoirs publics se transforment radicalement. Auparavant, les financements étaient attribués aux associations comme des subventions, c'est-à-dire « sans contrepartie » et « en vue de contribuer au financement d'une œuvre d'intérêt général » (2019: 44 et 41). À partir des années 1990, les financements sous la forme de commandes publiques se développent. Ils sont accordés, par les pouvoirs publics, en contrepartie des prestations offertes par les associations, lesquelles deviennent les « outil[s] des politiques publiques » (2019: 44). Cette tendance s'accélère dans les années 2000 et le financement sur commande devient alors « la norme » (2019: 41). Si cette rupture dans le mode de financement ne concerne pas l'ensemble du monde associatif de manière homogène, elle est particulièrement sensible dans le domaine de l'action sociale. Le secteur associatif de la formation linguistique est ainsi concerné par cette transformation et la généralisation du système de l'appel d'offres (Leclercq, 2012: §16). Auparavant, les associations pouvaient mettre en avant leur expertise et leur ancrage local, ainsi que leur souplesse dans la proposition d'activités de formation adaptées aux besoins de leurs publics. Mais dans un marché régi par la commande publique, ce sont les financeurs qui déterminent les besoins en formation et les modalités de celles-ci.

Dans ce contexte, le champ associatif perd de son autonomie, vis-à-vis des pouvoirs publics, dans la définition et la mise en œuvre de ses actions. En outre, le passage au financement par appel d'offres provoque la mise en concurrence des associations entre elles pour l'obtention de financements et conduit à la disparition des structures associatives incapables de répondre aux demandes des financeurs (2012: §21). Le milieu associatif reste toutefois hétérogène et toutes les associations ne sont pas totalement contraintes par les pouvoirs publics et les appels d'offres. Certaines ont fait le choix de rester à l'écart de la mise sur le marché du secteur. Elles conservent, dès lors, une marge de manœuvre et une capacité de négociation plus amples. En témoigne, par exemple, le rapport de force qui se joue ces dernières années à Calais, entre la

municipalité, l'État et les associations. Ces dernières pèsent dans la régulation des interventions policières et ont pu maintenir les distributions alimentaires, malgré l'opposition de la mairie et de la préfecture (Doyen et al., 2018: 135).

1.2.1.2 Les associations de solidarité

Lorsque le principe d'hospitalité est mis en œuvre dans un cadre associatif, il l'est généralement dans des associations qualifiées d'associations de solidarité. Selon les termes de Noblet, de la Direction générale de l'action sociale, cette dénomination désigne les associations qui mettent en œuvre une « lutte contre les exclusions » « en accueill[ant] des personnes en difficulté » et dans « une relation d'aide » avec elles (2000: 135-140). L'aide mise en œuvre par ces associations se décline dans différents « secteur[s] de solidarité » (Brodiez, 2006: 3) : emploi, logement, alimentation, etc. Dans le milieu associatif, le principe d'hospitalité peut donc s'articuler avec celui de solidarité.

Selon la philosophe Blais, qui s'est intéressée à l'histoire de l'idée de solidarité, celle-ci est communément comprise comme étant à la fois une « valeur morale », un « sentiment de sympathie qui nous porte à l'entraide » et le constat ou la volonté d'une « interdépendance entre tous les hommes » (2008: 9). Le terme de solidarité a une origine juridique : il apparaît dans le Code civil de 1804, où il renvoie à « un engagement par lequel les personnes s'obligent les unes pour les autres et chacune pour tous » (2008: 9). Valeur phare de la pensée républicaine, l'idéal de solidarité prend de l'ampleur tout au long du XIX^{ème} siècle. À cette époque, l'émergence de la société industrielle, de nouvelles formes de pauvreté et de conflits sociaux de classe mène à la crainte d'un « atomisme social » (2008: 10). Les mouvements progressistes, comme celui de Saint-Simon, opposent à cette crainte de la désagrégation du social une conception organique de la société, selon laquelle « aucun des organes ne peut vivre indépendamment des autres » (2008: 10). La solidarité devient, selon cette perspective inspirée des sciences de la nature, l'interdépendance entre les parties du corps social. Cette conception organique de la société et de la solidarité fait écho à la vision chrétienne de l'humanité et donne « des couleurs laïques » au principe de charité (2008: 10). Il est, en effet, écrit dans la Bible : « quoique nous soyons plusieurs, nous ne sommes qu'un seul corps en Jésus-Christ, et nous sommes tous membres les uns des autres » (2008: 10).

Cette conception se retrouve également chez Durkheim, avec le concept de « solidarité organique », qui désigne « la complémentarité entre les hommes » et « l'intériorisation par chacun d'un rôle correspondant à une forme de participation au

système social dans son ensemble » (Paugam, 2011a: 8-9). Pour Durkheim, la solidarité organique se manifeste principalement dans le rapport aux groupes professionnels et aux institutions étatiques, elle est donc directement liée au travail et à l'État. Cet enchevêtrement de conceptions juridiques, sociologiques, naturalistes et spirituelles de la solidarité explique que, dès son émergence, elle a un spectre de significations relativement large.

À la fin du XIX^{ème} siècle, la solidarité s'installe comme une doctrine politique, qui s'appuie sur « la relation de dette mutuelle entre tous les membres d'une société » (Blais, 2008: 14). Cette dette vient de l'idée que, en naissant et grandissant dans une société donnée, l'individu reçoit un patrimoine social ; par souci de justice, il lui faut le réengager auprès d'autrui. Cette conception de la solidarité, ou « doctrine solidariste », est érigée en « philosophie officielle de la III^{ème} République » (2008: 14). Selon ce cadre, il est de la fonction de l'État d'intervenir pour préserver l'intérêt général et la justice, tout en s'appuyant sur la participation des acteurs sociaux. L'importance de la notion de solidarité décroît à partir de la Première Guerre mondiale, avant de connaître un nouvel essor dans les années 1980. Elle désigne alors « le champ propre de la régulation étatique de l'assistance », qui se manifeste par exemple par l'instauration en 1988 du Revenu Minimum d'Insertion, transformé en 2009 en Revenu de Solidarité Active (Paugam, 2011b: xiii). Cette conception de la solidarité diffère de la vision durkheimienne ou solidariste. Elle renvoie, en effet, à un lien direct entre l'État et les individus, et non pas à la complémentarité entre les différents organes de la société. À partir de la même époque, l'État délègue une grande partie de ses actions liées à l'aide sociale au secteur associatif. C'est donc aux associations et à leurs bénévoles qu'échoit la responsabilité de la mise en œuvre de la solidarité, considérée comme un accompagnement social personnalisé (2011b: xvi).

Sans être rattachée à un courant politique particulier, mobilisée tant par les politiques sociales que par les organisations de la société civile, la solidarité est désormais, selon Blais (2008: 20), « une sorte d'auberge espagnole recouvrant des significations très diverses ». Pour la philosophe, lorsqu'elle est revendiquée par les associations et les organisations humanitaires, ses origines chrétiennes ressortent, de même que l'idée d'une dette sociale dont il faudrait s'acquitter. Elle reste néanmoins liée à sa conception étatique, du fait de l'importance des liens entre le secteur associatif et les pouvoirs publics.

Comme nous l'avons montré dans les paragraphes précédents, les associations de solidarité agissant dans le domaine de la gestion de la pauvreté et de la lutte contre les

différentes formes d'exclusion ont été affectées par les transformations qui ont touché, de manière transversale, le monde associatif. Elles sont restées, depuis le XIX^{ème} siècle, des actrices incontournables dans le domaine de l'action sociale. C'est l'hospitalité mise en œuvre aujourd'hui par ces associations qui nous intéresse ici.

1.2.2 La place des associations dans le dispositif de gestion des « indésirables »

Les associations de solidarité ne sont pas les seules actrices de la gestion des « indésirables » (Agier, 2008). Comme esquissé dans les paragraphes précédents, elles fonctionnent en relation avec une pluralité d'acteurs, notamment publics. Si les associations de solidarité incarnent, le plus souvent, la face positive de l'hospitalité, d'autres institutions avec lesquelles elles sont en lien peuvent, pour leur part, en incarner la face hostile. En effet, comme l'a montré l'historien Geremek (1987), l'administration des personnes considérées comme exclues oscille entre « *la potence et la pitié* », entre la contrainte et l'assistance. Considérer les associations de solidarité comme agissant non pas *contre* ces autres acteurs, mais *avec* eux, c'est-à-dire comme étant prises dans un même dispositif, permet d'appréhender la complexité de leur position. Selon Del Percio (2016: 88), les services publics, les ONG, les fondations et les associations s'inscrivent ainsi dans une même « *infrastructure* », « *designed to enable a meticulous measurement, selection, and classification of migrants and to raise the efficiency and quality of receiving, integrating, or expelling these individuals* ».

L'exemple des associations de bénévoles qui se consacrent à la défense des droits des étrangers éclaire ce propos. En 2009, la sociologue Pette (2014) mène une recherche auprès de telles associations et observe la présentation de dossiers d'étrangers en situation irrégulière devant une commission préfectorale, en vue de l'obtention de titres de séjour. Elle montre comment ces « acteurs associatifs deviennent des intermédiaires entre l'État et les étrangers » et « un chaînon » des politiques migratoires (2014: 408). Dans les commissions préfectorales, les militants s'adaptent au rythme, aux procédures et au langage administratif. Cela s'explique, pour la sociologue, par « la force d'imposition de l'institution et de son pouvoir de transformer les pratiques » (2014: 413). En amont des commissions préfectorales, les militants effectuent un tri entre les dossiers : ils ne présentent que les plus solides à la préfecture et laissent les autres de côté dans l'attente d'un changement dans la situation du requérant. Les associations jouent alors un « rôle de filtre » (Spire, 2008: 37), en s'appuyant sur les critères des politiques publiques et migratoires et en continuité avec

celles-ci. En outre, elles peuvent également être considérées comme des « prestataires de service de l'État », qui « externalise vers les associations différentes étapes de l'étude d'un titre de séjour » (Pette, 2014: 414). En effet, d'une part, les commissions préfectorales ont à étudier des dossiers moins nombreux et plus solides, d'autre part, elles n'ont pas à prendre en charge la dimension relationnelle avec les requérants, déléguée aux associations.

L'intrication entre l'action des associations de solidarité et des pouvoirs publics concerne certes le domaine de l'accueil des étrangers, mais aussi celui des personnes sans domicile fixe (SDF*) (Damon, 2003). En effet, en 1993, à la suite de la dépénalisation du vagabondage et de la mendicité, le milieu associatif s'engage dans la gestion de l'accueil des personnes SDF. Les associations mettent en place différents types de centres d'hébergement et de dispositifs de veille sociale, notamment des accueils de jour ou de nuit et des maraudes. Or leur développement est allé de pair avec celui d'arrêtés municipaux anti-mendicité et avec l'installation, par les mairies, de mobilier urbain dit anti-SDF ou qualifié d'architecture hostile¹¹. En outre, les nouveaux dispositifs d'accueil inscrivent les personnes SDF dans une « socialisation d'exception », voire les « enferment dehors », du fait du manque de places structurel dans les centres d'hébergement (Rullac, 2010: 183). C'est pourquoi ces dispositifs d'accueil peuvent être considérés comme faisant partie d'« un système punitivo-assistanciel » (2010: 177) de gestion de la déviance incarnée par les personnes SDF. Les associations de solidarité et les pouvoirs publics, s'ils ne poursuivent pas toujours les mêmes objectifs et peuvent se positionner du côté de la contrainte ou de l'assistance, sont néanmoins inscrits dans un même dispositif de gestion de ces formes d'altérité, construites comme indésirables.

1.2.3 Les associations dans les sciences sociales : entre enchantement et désenchantement

Dans les sciences sociales françaises, la façon d'étudier le monde associatif fait débat. Selon une première approche, le monde associatif est perçu comme un monde à part, tant du fait de son positionnement à la fois hors du marché et hors de l'État, que de son mode de fonctionnement, articulant travail bénévole et salarié (Caillé & Laville, 1998). Le cadre associatif est considéré comme favorisant la mise en acte de la

¹¹ L'architecture hostile désigne tout type d'installation qui rend difficile l'occupation de l'espace public dans la longue durée, de s'y allonger ou d'y monter une tente : des sièges individuels plutôt que des bancs, des bancs inclinés, des piques ou des galets devant l'entrée de bâtiments, des grosses pierres. Le Survival group fait l'inventaire, en photo, de ces dispositifs anti-SDF. Voir *Les Anti-sites : Archivage d'excroissances*. En ligne : <https://www.flickr.com/people/7211263@N02/>

citoyenneté et de la démocratie, du fait de l'importance donnée à la délibération et à la participation des adhérents aux activités de décision (1998). Cette approche, tant descriptive que prescriptive, appelle à faire du secteur associatif un « pilier à la fois économique, éthique et politique » de la société, « à côté » du marché et de l'État et « en interaction » avec eux (Cottin-Marx, 2019: 46). Dans cette optique, les associations sont conçues comme à « l'avant-garde » des politiques publiques, participant à leur élaboration et mettant en lumière des besoins sociaux (2019: 46).

Ces travaux ont été critiqués, notamment par des sociologues du travail. Ceux-ci considèrent, en effet, que ces travaux ont participé à « réifier » (Hély, 2009: 17) les associations, tenant pour acquis qu'elles « auraient des "vertus intrinsèques", des "particularités qui produisent leurs mérites propres" » (Bloch-Lainé cité par Lochard, 2013: §3). Selon cette seconde approche, les associations sont envisagées, non pas comme un « tiers secteur », mais comme structurées par des logiques de marché et par la puissance publique. Elles sont alors décrites comme des « instruments de politique publique », voire, et notamment dans le domaine social, comme des « instruments parapublics » (Cottin-Marx, 2019: 50-52). La généralisation du financement par commande publique, décrite précédemment, accentue ce phénomène : les associations perdent en capacité d'expérimentation et d'innovation, mais aussi de contestation des orientations des pouvoirs publics.

En outre, une perspective critique s'attache à dépasser « l'image lisse » et « enchantée » du secteur associatif (Lochard et al., 2011). En effet, les discours produits sur les associations, par les associations elles-mêmes et par certains chercheurs, ont conduit à la production et à la mise en circulation d'un « imaginaire associatif ». Cet imaginaire, décrit par le sociologue Lochard (2013), se caractérise par une moralisation de la vie publique et par une axiologisation du monde. Le monde associatif y est présenté comme ayant des qualités et des mérites propres, comme « un monde de vertu et de désintéressement » (Hély, 2009: 3). La participation bénévole et le don de temps y sont notamment présentés comme les garanties d'une indépendance vis-à-vis des logiques de marché. Le monde associatif devient ainsi un « contre-monde », « incarnant des valeurs – valeurs que parfois il serait seul à incarner –, dévolu au Bien, au Juste » (Lochard, 2013: §4). Il se pose comme la « conscience morale de la société », interpellant les pouvoirs publics lorsqu'ils font défection (2013: §4).

Des chercheurs invitent à poser un regard « désenchanté » (Lochard et al., 2011) sur ce secteur et à l'appréhender, de même que tout espace social, comme étant structuré par des conflits et des rapports de pouvoir internes (Dunezat, 2008; Lochard et al.,

2011). Ainsi, Aubry (2020) montre comment, dans une association suisse qui s'occupe principalement de distribution alimentaire, « la division du travail caritatif » entre les trois groupes en présence – salariés, bénévoles et bénéficiaires – participe à des stratégies de distinction et de hiérarchisation sociales. Les salariés s'occupent de l'accueil des bénéficiaires, activité symboliquement valorisée, et les bénévoles des aspects plus logistiques et moins valorisés, comme le service des repas ou le nettoyage. La division du travail a également des effets au sein des groupes. Les « caractéristiques ethno-raciales » des bénévoles façonnent la répartition des tâches entre eux : les bénévoles racisés sont ainsi considérés comme plus compétents dans les relations avec les bénéficiaires, du fait « d'une proximité ethnique ou culturelle » supposée (2020: 240 et 244). En outre, les membres de l'association considèrent que cette compétence relationnelle se manifeste aux dépens des compétences professionnelles classiques du travail social, comme l'écoute ou le conseil, qu'incarneraient les bénévoles et les salariés suisses et non racisés.

C'est dans cette dernière perspective, celle de l'étude empirique de la construction des relations sociales et de la négociation des rapports de pouvoir en milieu associatif, que s'inscrit notre recherche doctorale. Notre ancrage sociolinguistique, que nous développerons dans le chapitre trois, permettra la description fine de ces relations et rendra compte du caractère dynamique et situé de ces rapports de pouvoir. Dans le cadre d'une étude « désenchantée » des associations de solidarité, nous interrogeons également les discours produits sur (et par) les associations, ainsi que les « mots-valeurs » (Lochard, 2013) qui y sont mobilisés de manière récurrente.

1.3 « Intégration » et « exclusion », des notions en question

Les associations dites de solidarité ont souvent recours aux termes d'« exclusion » et d'« intégration » pour définir le sens de leur action. « L'inclusion », « l'insertion » ou « l'intégration » y sont considérées comme l'objectif de l'accueil. Par exemple, les Restos du cœur se présentent comme ayant pour but « d'aider et d'apporter une assistance bénévole aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits, et par la participation à leur *insertion sociale et économique*, ainsi qu'à toute action contre la pauvreté sous toutes ses formes »¹². Le Secours catholique, lui, comme une association qui lutte « contre tout ce qui génère la

¹² *Les Restaurants du cœur. Les relais du cœur*. En ligne. <https://www.restosducoeur.org/-presentation/>. Consulté le 16 février 2022. Nous soulignons.

pauvreté, les inégalités et *l'exclusion* »¹³. Or les notions d'« exclusion » et d'« intégration », ainsi que celles qui leur sont liées (« isolement », « marginalité », « précarité », « inclusion », « insertion », etc.), sont régulièrement qualifiées de notions floues et ambiguës par les chercheurs en sciences humaines et sociales. Nous présenterons en premier lieu les critiques portées par ces derniers (1.3.1). Nous nous intéresserons ensuite plus particulièrement à la notion d'« exclusion » (1.3.2), puis à celle d'« intégration » (1.3.3), en soulignant les simplifications qu'elles opèrent et la conception de la société qu'elles véhiculent. Nous nous interrogerons, enfin, sur la pertinence de ces concepts pour la description de situations empiriques (1.3.4).

1.3.1 Un consensus académique sur les notions d'intégration et d'exclusion : l'indétermination du sens

Les chercheurs en sciences humaines et sociales se sont interrogés sur les notions d'insertion, d'intégration et d'exclusion dans les discours d'acteurs politiques, médiatiques et associatifs, dès lors que leur emploi a commencé à s'accroître, dans les années 1990. Ils soulignent l'importante indétermination du sens de ces termes.

La notion d'insertion, qui a précédé celle d'intégration dans les discours non académiques, est ainsi qualifiée, par Dubar (1999: 30-32), de « polysémique », « sémantiquement floue » et « incertaine ». Le sociologue montre qu'un glissement sémantique s'est opéré avec la généralisation, au début des années 1990, de l'usage du terme « insertion » dans les discours politiques et médiatiques. Depuis les années 1970, le mot « insertion » était utilisé pour désigner une transition d'ordre professionnel et l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Mais à partir des années 1990, le terme renvoie, plus largement, à « l'intégration sociale » (1999: 31). Dès lors, il prend sens dans son opposition avec « l'exclusion » et véhicule « une vision et une division particulière du *social* qui oppose ceux qui sont *insérés*, c'est-à-dire intégrés à l'emploi et à la *vie sociale*, à ceux qui sont *exclus* de l'un et de l'autre » (1999: 32). De son étude sur les usages du mot « intégration » dans le journal *Le Monde* en 1989 et 1990, Bonnafous (1992: 28) conclut elle aussi à une « confusion terminologique et conceptuelle ». Tout d'abord, elle note une indétermination dans l'utilisation des termes « insertion » et « intégration » et « des glissements de l'un à l'autre » (1992: 28). Ensuite, elle constate une « ambiguïté de l'usage du mot "intégration", qui, selon les contextes, peut s'appliquer aux "étrangers" *strico sensu*, aux immigrants, ou à

¹³ *Secours catholique. Caritas France*. En ligne. <https://www.secours-catholique.org/agir-avec-les-plus-fragiles>. Consulté le 16 février 2022. Nous soulignons.

l'ensemble des exclus » (1992: 28). Les critiques ne portent pas uniquement sur l'usage du terme « intégration » dans les discours médiatiques et politiques. Les sociologues Beaud et Noiriel (1990: 43) reprochent également aux chercheurs en sciences humaines et sociales de réserver le terme d'intégration à la thématique de l'immigration sans toutefois le définir, d'en faire « un usage tellement étendu qu'il ne désigne plus rien ». En sciences du langage également, Vadot et Calinon critiquent les usages faits, par les sociolinguistes et les didacticiens, des notions d'intégration et d'intégration linguistique. Elles constatent que, dans les travaux où ces notions sont mobilisées, elles ne sont que rarement définies et souvent utilisées comme « un allant-de-soi » (Vadot, 2017: 226). Pour Calinon (2013: 32),

« l'abondance des formes relevées et l'absence de définitions scientifiques théoriques ancrées et débattues, transforment la locution "intégration linguistique" en expression figée, sémantiquement opaque, et, par conséquent, faiblement opératoire ».

La référence à la notion d'exclusion, quant à elle, se multiplie dans les années 1980 dans les discours tant médiatiques que politiques et universitaires (Damon, 2018: 13). De même que les notions d'intégration et d'insertion, celle d'exclusion « prête à confusion, discussion et interrogation » :

« L'exclusion [...] se confond avec la pauvreté, la misère, l'isolement, la ségrégation, le handicap, la discrimination, la précarité, le besoin. Pouvant, à l'extrême, désigner toute inégalité ou toute différence, elle porte sur des problèmes disparates et des populations hétérogènes. » (2018: 3)

Si l'exclusion se caractérise par sa polysémie, elle est aussi une notion paradoxale qui véhicule une certaine conception de la société.

1.3.2 Une critique de l'exclusion comme catégorie d'analyse

La notion d'exclusion se diffuse et s'impose tant dans les discours académiques que publics, notamment ceux relatifs à l'action sociale, à partir de la fin des années 1980 (Damon, 2018: 13). L'exclusion est depuis lors reconnue et désignée, dans ces discours et par les politiques publiques, comme un problème social majeur pour les sociétés démocratiques, fondées sur un principe de redistribution des richesses. Dans ce cadre, l'exclusion concerne le plus souvent les individus « qui sont pris en charge (ou devraient l'être) par l'aide et l'action sociales » (2018: 20). Pour le sociologue Karsz

(2004: 19), ce sont les sciences humaines et sociales qui sont le lieu de « *production* de la catégorie d'exclusion dans son acception contemporaine ». En effet, l'exclusion y est théorisée comme une exclusion sociale, englobant diverses formes d'exclusions spécifiques mais rarement spécifiées : exclusion du système scolaire, de l'emploi, du système de soins, etc. Dans les discours relatifs aux politiques sociales, à l'aide sociale, ou encore au milieu associatif, l'« emploi généralisé [du terme "exclusion"] témoigne d'un accord sur quelques idées clefs » : la lutte contre la pauvreté et les inégalités, la défense des bienfaits de l'État-providence, du progrès et de l'égalité (Damon, 2018: 21).

C'est pourquoi l'utilisation de ce terme comme catégorie d'analyse et de description des situations sociales pose question. Certes, lorsque la notion d'exclusion apparaît en sociologie dans les années 1980, elle permet d'englober les dimensions sociales, symboliques et politiques, absentes de la notion de pauvreté. Cette dernière renvoie, en effet, uniquement à des aspects économiques (Soulet, 2004: 10). L'exclusion vient donc complexifier le regard et les analyses des sciences humaines et sociales sur la pauvreté. Cependant, la notion d'exclusion est une notion située, qui véhicule une certaine conception de la société. D'abord, elle désigne « une rupture nette de et/ou dans la société » (Damon, 2018: 15). Ensuite, elle repose sur une métaphore spatiale de la société, suivant l'idée que les individus se situeraient en dehors ou en dedans de celle-ci. Ainsi, ceux menacés par l'exclusion ou déjà exclus se trouveraient aux marges du groupe social ou hors de lui. Or il n'existe pas d'individus, encore moins de groupes d'individus, qui soient en dehors du social : ceux désignés comme exclus ne peuvent être qu'à l'intérieur de la société (Karsz, 2004: 24). Le cas des toxicomanes, décrit par Karsz (2004: 25), illustre ce paradoxe : la toxicomanie, symptôme ou conséquence de l'exclusion sociale, est aussi un « exemple chimiquement pur d'insertion sociale ». Tout d'abord, être et rester toxicomane nécessite un solide réseau de connaissances. Ensuite, de la toxicomanie dépend tout un ensemble d'activités économiques – trafics et commerces – sur un plan tant local que global. L'exclusion sociale ne désigne donc pas des individus en dehors du social, mais le fait qu'ils ne soient « pas à la place qu'ils sont censés avoir, selon les valeurs, les normes, les représentations qu'ils sont supposés avoir » (2004: 28). Ce qui est laissé en suspens par la notion d'exclusion, c'est la question de la définition de ces valeurs, de ces normes et de ces représentations.

De plus, dans la paire antonymique qu'elle forme avec la notion d'intégration, l'exclusion actualise la conception d'une société fracturée et « duale » (Damon, 2018: 17), avec d'un côté les « intégrés » et de l'autre les « exclus ». Ce faisant, elle construit deux groupes à partir d'un ensemble de situations plurielles, oppose et homogénéise

l'un et l'autre groupe, et masque le caractère hétérogène et dynamique des situations individuelles. En outre, en convoquant une lecture dichotomique de la société, elle forme également par contraste le mythe d'une société unifiée et homogène, masquant le caractère conflictuel des relations sociales et détournant l'attention des phénomènes de domination et d'exploitation (Karsz, 2004: 28; Soulet, 2004: 11). De nombreux sociologues ont donc fait la critique de la notion d'exclusion. Certains ont proposé d'autres termes, comme celui de « disqualification » (Paugam, 2009) ou de « désaffiliation » (Castel, 2007). Toutefois, pour Karsz (2004: 20 et 25), ils ne renvoient pas forcément à d'autres concepts, en ce qu'il est souvent « difficile [de les] distinguer nettement de la catégorie d'exclusion ». Ces différentes critiques faites à la notion d'exclusion font écho à celles portées au terme d'intégration.

1.3.3 L'intégration : un concept ambigu et une catégorie de pensée d'État

Dans les paragraphes suivants, nous retracerons l'histoire du concept d'intégration dans les sciences sociales et les critiques dont il a fait l'objet, justifiant ainsi notre choix de ne pas l'utiliser pour décrire l'action des associations de solidarité et les personnes qui y sont accueillies.

Le concept d'intégration sociale naît, avec la sociologie, au tournant du XX^{ème} siècle. Il est importé de la biologie, puis repris et théorisé par Durkheim en 1893, dans son premier ouvrage, fondateur de la sociologie, *De la division du travail social* (Lorcerie, 1994). La notion d'intégration y est élaborée comme un outil de l'appareillage conceptuel qui vise, d'une part, une compréhension sociologique du monde et, d'autre part, la légitimation de la sociologie comme discipline nouvelle. Chez Durkheim, l'intégration est avant tout une propriété *de* la société. Dans les sociétés de type industriel, qu'il nomme « société organique », les différents individus qui la composent occupent « une position sociale précise » dont les fonctions sont interdépendantes (Paugam, 2013: 11). C'est cette interdépendance, cette « solidarité organique », qui fait l'intégration d'une société (2013: 11). Or celle-ci n'advient pas de la seule volonté des individus :

« Pour que la solidarité existe, il ne suffit pas qu'il y ait un système d'organes nécessaires les uns aux autres et qui sentent d'une façon générale leur solidarité, mais il faut encore que la manière dont ils doivent concourir, sinon dans toute espèce de rencontres, du moins dans les circonstances les plus fréquentes, soit prédéterminée. »
(Durkheim cité par Paugam, 2013: 25)

L'intégration *de* la société repose donc sur une « réglementation » (2013: 25) imposée, de l'extérieur, aux individus. Une société bien intégrée se fonde sur la complémentarité de ses membres, sur la « conscience collective » (2013: 12) qu'ils ont d'appartenir à un tout, et sur la capacité de la société à organiser leurs interactions. Chez Durkheim, le risque encouru par une société trop peu intégrée n'est pas celui de l'exclusion mais celui de la « désintégration », de l'« anomie », due à un manque de cohésion interne au groupe (2013: 24 et 4). Ce qui permet la création et le maintien de cette cohésion interne, c'est « l'action de l'État-nation, notamment à travers le droit et l'éducation » (Vadot, 2017: 111). Notons que, dès son apparition dans les sciences sociales, le concept d'intégration entre en résonance avec les réflexions contemporaines relatives à l'organisation politique et institutionnelle de l'État-nation républicain. Durkheim lui-même considère que les sociologues doivent jouer le rôle de « conseillers » (Paugam, 2013: 6) auprès de leurs contemporains. Ses ouvrages contribuent « au foisonnement intellectuel qui est à l'origine de la doctrine du solidarisme, laquelle fut instituée au rang des valeurs essentielles de la IIIe République » (2013: 31). Les effets de cet ancrage historique sur l'utilisation du concept d'intégration dans les sciences humaines et sociales seront abordés par la suite.

L'intégration *à* la société, qui n'est pas directement formulée par Durkheim mais qui sera conceptualisée par ses successeurs, se distingue de l'intégration *de* la société. En sciences humaines et sociales, l'intégration de l'individu *à* la société renvoie, soit à « la participation effective de l'individu à la société, à travers ses cadres et ses instances », soit à « la culture et l'identité de l'individu » (Vadot, 2017: 113). Dans le second cas, elle « se matérialise par l'adoption de normes et de valeurs, donc par une mise en conformité culturelle » (2017: 113). Le concept durkheimien d'intégration pose donc une relation dialectique entre l'individu et la société conçue comme système.

« L'intégration sociale est une dynamique individuelle portée par les socialisations successives qui, tout en octroyant une place à l'individu dans la société, authentifie la fonctionnalité d'un processus plus ample, et garantit l'intégration du système. Symétriquement, l'intégration du système conditionne la possibilité d'une intégration sociale individuelle. » (Guénif-Souilamas, 2003: 35)

Selon Durkheim, c'est le système qui prime sur l'individu :

« Il faut que notre société reprenne conscience de son unité organique ; que l'individu sente cette masse sociale qui l'enveloppe et le pénètre, qu'il la sente toujours présente et agissante, et que ce sentiment règle toujours sa conduite » (Durkheim cité par Paugam, 2013: 4).

Pour la sociologue Guénif-Souilamas (2003: 35), c'est de cette primauté du système sur l'individu que naît l'injonction à l'intégration. Une société intégrée, dont les membres sont complémentaires et en coopération, est considérée comme le mode de fonctionnement optimal d'un groupe social, comme l'horizon visé ; elle est la face positive de l'organisation sociale. Poser l'intégration sociale – intégration *de* et *à* la société – comme idéal à atteindre pour une société, vient mettre en lumière le risque de sa désintégration. Cela conduit à craindre tous « ceux qui, tout en en faisant partie, [sont] supposés y introduire l'anomie » (2003: 33). L'intégration *de* la société étant présentée à la fois comme objectif et comme réglant les conduites individuelles, ceux qui sont en marge de la solidarité organique – isolés, pauvres ou étrangers – sont perçus comme menaçant la cohésion sociale et sont rendus responsables de son échec. Le fait que le concept d'intégration porte, en son sein, l'injonction individuelle à l'intégration favorise le glissement du terme du domaine descriptif au domaine prescriptif, du domaine sociologique au domaine politique. En effet, depuis l'élaboration du concept d'intégration sociale, « il ne cess[e] de s'opérer ce qui au mieux peut s'appeler un transfert utilitariste du champ sociologique vers le champ politique et au pire une contamination du scientifique par l'idéologique » (2003: 24).

C'est ce constat de l'enchevêtrement des significations sociologiques et politiques du terme « intégration » qui nous conduit à considérer cette notion comme prise dans « la pensée d'État » (Bourdieu, 1993a), comme véhiculant une conception stato-nationale de la société. Dans son introduction à l'ouvrage *L'intégration inégale*, Paugam (2014: 5-7) liste les différentes thématiques de recherche en sciences humaines et sociales où le concept d'intégration sociale est mobilisé : les travaux portant sur le travail, sur certaines catégories d'âge, sur l'immigration, sur la pauvreté, etc. Comme le remarque la géographe Rhein (2002: 201), « les grands champs d'analyse de l'intégration coïncident avec ceux de l'intervention de l'État ». Et en effet, dans sa définition durkheimienne, l'intégration *de* et *à* la société est appréhendée par le prisme de l'État-nation et de ses institutions.

Wieviorka (2008: 223) rappelle que la sociologie émerge dans un contexte stato-national, en Europe comme aux États-Unis. L'État et la nation, fusionnés, sont alors le cadre non questionné dans lequel s'inscrit la compréhension de la société. La conception de la société organique, que Durkheim analyse sous le prisme de l'intégration, est certes celle d'une société industrielle, mais aussi celle d'une « société nationale » (Wieviorka, 2001: 10); intégration sociale et intégration nationale se superposent. C'est cette filiation de l'intégration qui nous permet de l'appréhender, avec le sociologue Laacher (1991: 56), comme un « fait de culture » : l'intégration « est une catégorie centrale autour de laquelle pivotent toutes les questions liées aux représentations de la cohésion sociale et de l'unité nationale. En un mot, elle est au fondement de l'ordre national de l'État-nation ». En ce sens, elle se rapproche du « mythe » (Wieviorka, 2001) et de la « croyance » (Laacher, 1991). La profusion des usages du terme « intégration » produit une « fiction » et l'« illusion d'un passé partagé » (Bolón Pedretti, 1999: 6).

« En proférant [le mot "intégration"], on signale un discours antérieur dans lequel la communauté est censée se reconnaître et du coup renforcer ses liens. Plus le discours signalé est un contour vide de sens, plus s'accroît la possibilité que tout un chacun s'y reconnaisse » (1999: 6).

Et en effet, selon Laacher (1991: 54), il existe « une croyance de l'intégration, exactement comme d'autres croient à l'existence des fantômes sans jamais en avoir vu ».

« Le croyant à l'intégration n'a pas besoin de voir ou de ne pas voir (et dans ce dernier cas de figure, il le regrette et le dénonce) des "intégrés", pour se mettre dans un état de croyance. Le voudrait-il qu'il serait incapable de définir, objectivement, par quoi est défini et se définit un "immigré intégré" (ou le contraire). C'est plutôt l'inverse qui se passe. Pour ce type de croyance, il n'est nul besoin de "preuve" » (1991: 55).

En plus de son statut de croyance, l'intégration est, pour Wieviorka (2001: 20), intrinsèquement contradictoire : « elle vient nous dire, d'un seul mot, que la société est une, et plurielle, et que ces deux caractéristiques pourtant opposées peuvent être conjuguées de manière harmonieuse ». C'est cette contradiction interne et non questionnée, « qui concilie de manière imaginaire ce qui n'est pas conciliable dans la réalité », qui fait de l'intégration « un mythe » (2001: 20). L'idée d'intégration,

idéalisée et mythifiée, porte en elle le présupposé d'une société homogène et non conflictuelle. Mobilisée comme outil théorique par les chercheurs en sciences humaines et sociales, elle véhicule « une vision orientée du réel » et « aveugle » l'analyse (2001: 20). Le prisme de l'intégration conduit, en effet, les chercheurs à « ne se préoccuper que du passage de l'extérieur vers l'intérieur, et du fonctionnement sans heurts de la société, réduite à l'image de processus de reproduction, de socialisation et de maintien de l'ordre assurés par les institutions » (2001: 20).

Ce sont, à la fois, la qualité de croyance de l'intégration et son lien filial avec la consolidation de l'État-nation républicain qui nous conduisent à le considérer comme une « catégorie de la pensée d'État » (Sayad, 1999a: 5). Théorisée par Bourdieu (1993a: 51), la notion de « pensée d'État » met en lumière « l'institution instituée » qui, dans le sens commun, revêt « toutes les apparences du naturel ».

« La construction de l'État s'accompagne de la construction d'une sorte de transcendantal historique commun, immanent à tous ses "sujets". À travers l'encadrement qu'il impose aux pratiques, l'État instaure et inculque des formes et des catégories de perception et de pensée communes, des cadres sociaux de la perception, de l'entendement ou de la mémoire, des structures mentales, des formes étatiques de classification. Par là, il crée les conditions d'une sorte d'orchestration immédiate des habitus qui est elle-même le fondement d'une sorte de consensus sur cet ensemble d'évidences partagées qui sont constitutives du sens commun. » (1993a: 59)

La pensée d'État est maintenue et actualisée par des « rappels à l'ordre » :

« Le monde social est parsemé de *rappels à l'ordre* qui ne fonctionnent comme tels que pour ceux qui sont prédisposés à les apercevoir, et qui *réveillent* des dispositions corporelles profondément enfouies, sans passer par les voies de la conscience et du calcul. » (1993a: 59)

Il nous semble que la récurrence de l'usage du terme « intégration », dans tout type de discours – politique, institutionnel, médiatique, scientifique – fait figure de « rappel à l'ordre » pour les individus ; non seulement pour ceux perçus comme menaçant l'ordre de la société nationale, mais aussi pour les autres. Ces répétitions, en rappelant les individus qui sont considérés comme hors place, rappellent également l'ordre stato-national. En effet, elles réactualisent 1) la croyance en un passage du dehors au dedans

du groupe social, 2) le présupposé d'une société close, homogène et harmonieuse, et donc 3) le mythe de l'État-nation républicain. Le concept d'intégration s'inscrit ainsi dans le cadre du « nationalisme méthodologique », qui « assimile la société moderne à la société organisée sur un territoire confiné de l'État-nation », en posant une « équivalence entre l'État et la société nationale » tout en les considérant comme « des formes sociales et politiques neutres du monde moderne » (Beck, 2014: 103-110). Si les notions d'intégration et d'exclusion font l'objet de nombreuses critiques sur un plan théorique, leur caractère opératoire sur un plan empirique est également mis en doute.

1.3.4 De quoi « les plus exclus » seraient-ils exclus ?

Les travaux ethnographiques menés, en sociologie et en anthropologie, auprès de personnes vivant dans la rue mettent en question le constat de l'exclusion sociale des personnes sans-abri* et plus largement SDF*. D'octobre 1990 à mai 1993, Gaboriau (1993) mène une étude ethnographique parmi un petit groupe de Parisiens sans abri et partage leur quotidien. Il montre, à partir de cette immersion, que les personnes sans abri ont une « culture de la place publique ». Loin d'être exclus, ceux qu'il nomme « les clochards » ont une « place fonctionnelle dans la société d'aujourd'hui, vivant des valeurs similaires à d'autres groupes sociaux » (1993: 102). Ils organisent « un monde qui a ses règles, construisent une vie quotidienne qui a ses contraintes et son type d'organisation », vivent une existence « faite de rythme régulier, de "travail" (mendicité) et de repos, de fête et de quotidien » (1993: 216). Besozzi (2020) arrive au même constat, à partir d'une ethnographie menée avec des personnes SDF et des résultats d'enquêtes statistiques réalisées auprès d'elles par l'Insee en 2001 et 2012. Pour lui, il est inexact de dire que ces personnes sont socialement exclues,

« dans la mesure où [elles] entretiennent toujours des liens avec des membres de leur famille et/ou des amis, mais aussi dans la mesure où [elles] développent des relations dans le monde de la rue et les institutions qu'[elles] fréquentent (entre sans-domicile, avec des habitants, des commerçants, des bénévoles, des travailleurs sociaux) » (2020: 42).

D'une part, le degré d'interconnaissance est fort, tant dans la rue que dans les services sociaux, d'autre part, le rattachement aux administrations est loin d'être absent. L'analyse des données produites par l'enquête statistique menée par l'Insee en 2012, auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou de distribution de repas des agglomérations d'au moins 20 000 habitants, apporte un éclairage sur leur

situation sociale. Selon cette étude, les personnes SDF sont à 86 % rattachées à une couverture maladie, que ce soit la CMU* (48 %), le régime général d'assurance maladie (29 %) ou l'AME* (8 %) (2020: 94). Par ailleurs, 23 % des personnes SDF travaillent, 2 % sont étudiantes ou en formation et 3 % sont retraitées ou préretraitées ; il reste néanmoins « évident que chacun[e] dispose de moyens financiers (très) limités » (2020: 87).

Parmi les personnes SDF, plus de la moitié sont étrangères. Selon cette même enquête (Yaouancq et al., 2013), en 2012, 53 % des personnes interrogées n'avaient pas la nationalité française. Elles étaient principalement originaires d'Afrique subsaharienne et de pays européens extra-communautaires (Mordier, 2016: 29). Le postulat de l'exclusion sociale de ces personnes étrangères et SDF pose question. Le cas des SDF originaires de la vallée du fleuve Sénégal qui, comme nous le verrons plus tard, sont présents dans l'association où nous avons mené notre recherche, l'illustre bien. L'émigration des habitants de cette région a fait l'objet de plusieurs études en sociologie et en anthropologie (entre autres, Quiminal, 1991; Tîmera, 2001; Traore, 1994). Elles ont notamment montré que, loin d'être isolées, ces personnes sont le plus souvent inscrites dans d'importants réseaux de pairs, qui ont accompagné leur émigration vers la France et y ont organisé leur installation, principalement dans les foyers de travailleurs migrants (Bernardot, 2006: 63; Fiévet, 1996). Depuis les années 1950 et à la faveur d'accords économiques et de libre circulation passés, dans les années 1960, entre la France et le Mali, le Sénégal et la Mauritanie, l'émigration des populations de la vallée du fleuve Sénégal se dirige principalement vers la France (Traore, 1994: 64). Cette mobilité internationale s'est perpétuée de génération en génération, grâce à la constitution « de solides réseaux migratoires », et est devenue « une constante » dans ces villages (Ba, 2016: §14). Elle a conduit, en France, à l'organisation des émigrés en associations par village et s'est en partie maintenue grâce à celles-ci (Ba, 2016; Fiévet, 1996: 24). Dans les localités de départ, l'émigration a entraîné la reconfiguration des rapports sociaux et la transformation des paysages ruraux et urbains (Ba, 2016; Quiminal, 1991). En effet, les adhérents des associations, en France, cotisent et organisent des transferts d'argent qui sont ensuite mobilisés, dans les villages, dans la construction d'infrastructures publiques comme des routes, des hôpitaux, des châteaux d'eau ou des écoles. Leur « émigration-immigration » (Sayad, 1999b), comme celle d'autres étrangers, s'inscrit donc dans une histoire ancienne et familiale, mais aussi dans des échanges économiques transnationaux. C'est le cas de ceux qui vivent dans un logement ordinaire*, mais aussi de ceux qui sont SDF. Suivant cette perspective, similaire à celle appliquée par Karsz aux toxicomanes (voir 1.3.2), leur exclusion sociale est donc à relativiser.

C'est également le cas pour les personnes SDF et en situation irrégulière. Pour Damon (2014: 72), le sujet des personnes SDF est « pleinement relié à celui des demandeurs d'asile et des sans-papiers ». En effet, bien qu'il ne soit pas possible de les dénombrer, beaucoup d'étrangers SDF sont aussi en situation irrégulière sur le territoire français. Cette situation administrative joue d'ailleurs un rôle majeur dans leurs difficultés d'accès à un logement ordinaire. Les personnes en situation irrégulière peuvent être considérées, sur un plan administratif, comme étant situées hors de la société nationale, du fait de l'absence de droit au séjour. Toutefois, elles participent pleinement à l'économie nationale et au marché du travail. En effet, bien que le travail des personnes en situation irrégulière ne soit pas légalement autorisé, il est pratiqué dans les faits. Cette réalité empirique est d'ailleurs prise en compte par la législation, puisque la régularisation dite « par le travail »¹⁴, c'est-à-dire motivée par l'exercice d'une activité salariée et tenant compte des formes de travail dissimulé ou effectué sous une autre identité, est possible. Les personnes en situation irrégulière travaillent généralement dans un nombre restreint de secteurs de métier : le bâtiment, la restauration, la confection, l'agriculture, les services aux particuliers (Brun, 2004). Par ces emplois, caractérisés par leur faible niveau de qualification et leur haut degré de pénibilité, elles s'inscrivent dans le monde du travail et prennent part à l'activité économique.

Par ailleurs, les liens sont fréquents entre les étrangers en situation irrégulière et les institutions et services publics – préfecture, caisse primaire d'assurance maladie, centre d'impôts, écoles, etc. Le fait même d'être en situation irrégulière sur le territoire français et de viser la régularisation de cette situation induit, en effet, des relations fréquentes avec les administrations. Depuis la circulaire dite Valls, lors de la procédure de régularisation, les demandeurs sont invités à présenter différents documents attestant de « la réalité de l'ancienneté de [leur] résidence habituelle en France » (2012: 10). Les « preuves de présence » considérées comme les plus fiables sont celles « émanant d'une administration publique » telle qu'une préfecture, un établissement scolaire ou un service social et sanitaire : « attestation d'inscription à l'aide médicale d'État, documents URSAFF ou ASSEDIC, avis d'imposition [...], factures de consultations hospitalières » (2012: 11). Pour se conformer à ces prérequis, les personnes en situation irrégulière sont donc régulièrement en contact avec des administrations, obtiennent des « preuves de présence » et les conservent. Nous avons

¹⁴ Pour plus d'informations sur la régularisation par le travail, voir « Qu'est-ce que la régularisation d'un étranger par le travail ? », 2022, 1er janvier. *Service-public.fr Le service officiel de l'administration française*. En ligne. <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F16053>. Consulté le 07 janvier 2022.

pu, à plusieurs reprises, consulter les « preuves » accumulées par des membres de l'association où nous avons mené notre recherche. Archivés, rangés dans des classeurs, classés par année et par administration, ces documents attestent, par leur somme et le soin qui leur est accordé, de l'importance de la présence des institutions dans le quotidien des personnes en situation irrégulière sur le territoire français. Si la pertinence du terme « exclusion » pour décrire la situation des personnes étrangères, SDF et en situation irrégulière sur le territoire est questionnée, cela ne revient néanmoins pas à nier les difficultés auxquelles elles sont confrontées quotidiennement, la précarité de leur situation administrative et économique, ou le caractère répressif des mesures prises à leur rencontre.

Les notions d'intégration et d'exclusion, lorsqu'elles sont utilisées pour décrire des situations sociales, ont souvent un caractère équivoque et simplificateur. Or la description et l'analyse en sciences humaines et sociales « exigent des catégories analytiques relativement dépourvues d'ambiguïté » (Brubaker, 2001: 66). Dans le cas des notions qui nous ont intéressée ci-dessus, cette ambiguïté est alimentée par le fait qu'il s'agit à la fois de « catégories de pratique », c'est-à-dire de « catégories de l'expérience sociale quotidienne, développées et déployées par les acteurs sociaux ordinaires », et de « catégories d'analyse », c'est-à-dire de catégories « utilisées par les socio-analystes, qui se construisent à distance de l'expérience » (2001: 69). La superposition des contextes d'usage – sociaux, politiques, scientifiques – de ces termes et l'indétermination sémantique qui en découle nous amènent à ne pas les utiliser comme catégories d'analyse.

1.4 Catégoriser les « exclus » : « SDF », « sans-abri », « migrants », « réfugiés », « étrangers »...

La réflexion menée ci-dessus sur les présupposés des notions d'intégration et exclusion, et sur leur intrication en tant que catégories d'analyse et de pratique, peut être élargie aux catégories sociales appliquées aux individus. En effet, les catégories utilisées par les chercheurs « peuvent réifier et essentialiser des identités, affirmer des frontières entre les groupes, contribuer à une fixation des appartenances » (Mondada, 2007: 325). Qu'en est-il des catégories « SDF », « sans-abri », « migrant », « réfugié » ou encore « sans-papiers », mobilisées tant par les acteurs associatifs que par les administrations et les chercheurs ? Quels sont les présupposés qu'elles véhiculent et quels effets produisent-elles sur l'image des personnes ainsi référées ? Dans quelle mesure sont-elles « pertinentes » pour mener notre activité de description et d'analyse

des pratiques langagières et des relations sociales (2007: 323) ? L'activité de description et de catégorisation du chercheur est loin d'être neutre :

« On peut catégoriser une personne comme Autre, alors que des catégories alternatives sont disponibles qui en feraient un Même. Tout en se présentant comme provoquée par ce qu'elle décrit, la description construit l'aspect sous lequel est vu ce dont elle parle » (Mondada, 1996: 52).

La définition de plusieurs termes, mobilisés pour catégoriser les personnes ciblées par l'offre d'hospitalité proposée par les associations de solidarité, nous permettra de réfléchir à ces questions.

1.4.1 « SDF » et « étrangers », deux formes d'altérité

Dans les paragraphes suivants, nous reviendrons plus spécifiquement sur la constitution socio-historique de deux catégories sociales, celle des SDF et celle des étrangers. Partant du constat qu'« aucune catégorie ne peut être tenue pour allant de soi et naturalisée » (Auzanneau, Leclère, Juillard, 2012: 47), cette présentation ancrera historiquement les catégories sociales « SDF » et « étrangers », et démontrera leur caractère situé. Elle soulignera, de plus, le caractère praxéologique de la catégorisation sociale et le lien entre catégorisation sociale et groupe social. Si le groupe des SDF et celui des étrangers ont tous deux été constitués depuis l'extérieur et par des institutions, ils l'ont été suivant des mécanismes différents. Pour le groupe des SDF, il s'agit d'une catégorisation administrative, qui vient instituer un groupe social dont les membres n'ont que peu de choses en commun. Pour le groupe des étrangers, c'est le partage d'une position commune qui conduit à la constitution d'un groupe ; la catégorisation comme étranger vient figer cette position.

Pendant plusieurs siècles et jusqu'au XVII^{ème}, dans un contexte de forte chrétienté, le groupe social des « pauvres » avait une certaine valeur sociale et spirituelle. Dans le cadre d'une « "économie" du salut », les pauvres « créent la possibilité de "gagner" le salut grâce à la bienfaisance dont ils font l'objet » (Geremek, 1987: 27-30). Si certains des pauvres sont aussi des « vagabonds », les personnes mobiles sont loin de former une population homogène. Au Moyen-Âge, les hôpitaux accueillent ainsi tant des « handicapés » que des « pèlerins de classes supérieures », des « mendiants » et des « miséreux » (1987: 38). La mise en place de l'État moderne, au XVII^{ème} siècle, s'accompagne d'un changement dans le mode d'administration des personnes mobiles ou démunies. Tandis que les pèlerins les plus riches ne sont plus accueillis par les hôpitaux, les « fous » y rejoignent les « mendiants » (1987: 264). Aux XVII^{ème} et

XVIII^{ème} siècles est mise en place « la politique du "grand enfermement" » (1987: 289) : pauvres, mendiants et vagabonds sont enfermés dans des lieux appelés hôpitaux, asiles, hospices ou dépôts, et forcés au travail. C'est à cette période que la folie, le vagabondage et la mendicité deviennent les figures d'une altérité déviante. Ils « perturbent la répartition harmonieuse des tâches sociales ; ils constituent des zones échappant à la "police" et suscitent l'inquiétude, un sentiment d'insécurité, une crainte de troubles qui pourraient compromettre l'ordre public » (1987: 267). La crainte que suscite cette catégorie de personnes, aux délimitations floues, donne lieu, en 1810, à sa définition dans le Code pénal : « Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession » (Damon, 2003: 27). Aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, avec le développement de la société industrielle et de la population ouvrière, la pauvreté se reconfigure et s'amplifie. Son mode d'administration, lui, varie peu : entre assistance et contrôle, compassion et contrainte au travail (Geremek, 1987: 302-303). Les dispositifs d'aide sociale se conjuguent avec ceux de coercition.

Pendant la première moitié du XX^{ème} siècle, la question de la pauvreté et de l'errance était appréhendée par les puissances publiques sous le prisme sécuritaire et médical : « médecins et juristes sont alors d'accord pour rapprocher la misère du vice, et pour voir dans le vagabond un être instable et dangereux » (Damon, 2003: 28). À partir des années 1950, si les personnes SDF commencent à être prises en charge par de nouveaux secteurs de l'action publique, comme ceux relatifs au logement et à l'action sociale, la question du vagabondage et de la pauvreté se marginalise (2003: 28). En 1992, la suppression du délit de vagabondage et de mendicité est votée et produit une « rupture historique en matière de traitement social des sans-abri » (Rullac, 2010: 176). Les centaines de personnes vivant dans la rue, qui continuaient à être enfermées chaque nuit dans des dépôts de mendicité, deviennent alors visibles dans l'espace public (Rullac, 2019). Selon une approche foucauldienne, cette orchestration de la visibilité des personnes résidant dans l'espace public peut être interprétée comme l'affichage, aux yeux de tous, d'une forme de déviance et de ses stigmates, et donc comme un rappel à la norme sociale. Malgré la grande hétérogénéité de leur profil et de leur situation, celles et ceux qui n'ont pas de logement propre sont constitués en un groupe homogène, considéré comme la partie malade du corps social, victime de la modernité (Rullac, 2010).

Après la réforme de 1992, la reconfiguration des dispositifs d'administration du vagabondage et de la pauvreté s'accompagne d'un changement de catégorisation sociale. La disparition des dispositifs, séculaires, de contrôle et d'enfermement que

sont les dépôts de mendicité conduit à la création du secteur de l'urgence sociale et d'une nouvelle catégorie sociale pour désigner ses usagers (Rullac, 2019). Plutôt que de clochards et de vagabonds, les administrations parlent désormais de SDF et de sans-abri.

Ce bref retour sur l'évolution de la gestion des pauvres, mendiants et vagabonds, sur le temps long et sur la constitution plus récente de la catégorie « SDF », met en lumière la spécificité de la déviance que représentent ces derniers : elle s'articule autour de l'errance et de l'absence de travail. Nous utilisons ici le terme de déviance dans le sens qui lui a été donné par Becker (1985) : non pas comme relevant d'une qualité intrinsèque à l'individu ou au groupe, mais comme un acte de désignation qui repose sur l'institution de normes. Pour Becker (1985: 187), la « déviance » et les « déviants » sont le

« résultat du processus d'interaction entre des individus ou des groupes : les uns, en poursuivant la satisfaction de leurs propres intérêts, élaborent et font appliquer les normes sous le coup desquelles tombent les autres qui, en poursuivant la satisfaction de leurs propres intérêts, ont commis des actes que l'on qualifie de déviants ».

Que l'errance et l'inactivité caractérisent, dans les faits, les membres de la catégorie « SDF » ou qu'elles tiennent du mythe n'est donc pas pertinent ici. Ce qui nous importe, c'est qu'elles révèlent, en creux, des critères fondamentaux d'identification de la normalité pour les sociétés produisant des personnes sans abri : la sédentarité et le travail.

Les étrangers viennent également s'opposer à cette norme de la sédentarité, puisqu'une personne devient étrangère par le déplacement. L'étrangéité peut être considérée comme la position d'un individu vis-à-vis du groupe : une position « déterminée par le fait qu'il n'en fait pas partie depuis le début, et qu'il y apporte des qualités qui n'en sont pas issues et qui ne peuvent en être issues » (Simmel et al., 1994: 199). Cette position n'est pas, cependant, une position d'*extériorité* au groupe : « l'étranger est un élément du groupe lui-même » (1994: 199). C'est au moment de la Révolution française que la définition de l'étranger devient celle que nous connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire « celui qui est né de l'autre côté de la frontière et qui possède une autre nationalité » (Boudou, 2018: 95). Une nouvelle conception de la nation émerge, en effet, à cette époque : « elle est à la fois un projet politique guidé par la souveraineté nationale, un ordre juridique égalitaire unifié par la loi républicaine et un peuple animé par une même foi révolutionnaire » (2018: 95).

La définition du terme « étranger » selon le prisme national se stabilise avec la loi du 26 juin 1889, qui définit précisément les critères de la nationalité et donc de la non-nationalité. Tandis que, jusqu'alors, l'« étranger est défini de manière vague comme celui qui est différent, qui n'est pas du groupe, il devient l'antonyme du national à partir du moment où la communauté de référence devient l'État-nation moderne » (2018: 93). La catégorie sociale d'étranger, fondée juridiquement et administrativement, est donc liée à la construction de la communauté politique et à sa stabilisation sous la forme d'un État-nation souverain.

Cette définition de l'étranger est, en son principe, la désignation d'une différence dérangement. En effet, la présence étrangère vient heurter le mythe de « l'intégrité » nationale :

« L'immigration ou, en d'autres termes, la présence au sein de la nation de "non-nationaux" (plus que des simples étrangers à la nation), outre qu'elle perturbe tout l'ordre national, qu'elle trouble la séparation ou la ligne de frontière entre ce qui est national et ce qui ne l'est pas et, par là même, perturbe et trouble l'ordre fondé sur cette séparation, porte atteinte à l'intégrité de cet ordre, à la pureté ou à la perfection mythiques de cet ordre et donc au plein accomplissement de la logique implicite de cet ordre » (Sayad, 1999a: 6).

Bien que la non-nationalité soit perçue comme une anomalie, la dépendance des membres du groupe national envers ces étrangers est extrêmement importante. En effet, désigner les non-nationaux comme des figures de l'altérité fait du partage de la nationalité un critère fondamental d'identification pour les individus.

En outre, l'État national et ses institutions ont le monopole de l'acte de désignation comme étranger. L'affiliation à cette catégorie, ainsi qu'à ses sous-catégories – réfugié, travailleur, étudiant, etc. – ne dépend pas des sujets eux-mêmes, mais des administrations qu'ils rencontrent. « Aussi l'étranger est-il non seulement désigné tel mais est-il celui qui ne peut abolir par lui-même son statut d'étranger » ; être étranger, c'est « se trouver dans l'attente d'une reconnaissance juridique qui viendrait lever cette désignation d'étranger mais qui reste totalement hypothétique » (Le Blanc, 2010: 37).

Cette rapide présentation de la formation des catégories sociales « SDF » et « étranger » permet leur dénaturalisation : elle montre qu'il s'agit avant tout de catégories administratives et institutionnelles. Si elles conduisent à une

homogénéisation des situations et des profils des personnes qu'elles désignent, elles dessinent également deux figures d'une altérité déviante. Cette altérité se fonde sur trois critères d'identification et de différenciation : le travail, la sédentarité et la nationalité. Les catégories de « SDF » et d'« étranger » sont loin d'être les seules qui peuvent être appliquées aux personnes accueillies par les associations de solidarité. Elles sont en concurrence avec d'autres, telles que « sans-abri », « migrant », « réfugié », « immigré », ou encore « sans-papiers ». Nous reviendrons sur la définition de ces différents termes, en nous concentrant sur celle donnée par les institutions.

1.4.2 « SDF », « sans-abri », « migrants », « réfugiés » ou « sans-papiers » ?

La catégorie « SDF », comme nous l'avons vu, ne s'est répandue dans les usages que récemment, dans les années 1990 (Damon, 2012: 1-23). Elle regroupe un ensemble large de situations hétérogènes. Pour l'Insee,

« sont considérées comme privées de domicile les personnes qui dorment dans un lieu non prévu pour l'habitation (LNPPH : rue, jardin public, gare, parvis, hall d'immeuble, garage, parking souterrain, tente, cabane, etc.) ainsi que les personnes ayant recours à un service d'hébergement géré par un organisme d'aide ou une association (CHRS, Centre d'hébergement d'urgence, halte de nuit, hôtel social...) » (Besozzi, 2020: 18).

Une grande partie des personnes accueillies par les associations de solidarité peut être qualifiée de SDF. En effet, parmi elles, certaines dorment dehors, d'autres vivent en centre d'hébergement d'urgence ou en hôtel social, d'autres encore sont hébergées par des pairs. Les personnes sans abri représentent une sous-catégorie de personnes SDF : ce sont celles qui dorment dans un lieu non prévu pour l'habitation ou dans une halte de nuit. Selon l'enquête de 2012 menée par l'Insee, 90 % des personnes SDF sont hébergées par une association ou un organisme (2020: 34). Ces situations d'hébergement peuvent être ou bien très stables, ou bien extrêmement dynamiques (2020: 18). Ainsi, nos observations empiriques au sein de l'association où nous avons mené notre recherche de terrain nous ont permis de constater que, tandis que certaines personnes habitent dans la rue ou le même hôtel social pendant plusieurs années, d'autres changent régulièrement de forme d'hébergement, alternant entre la rue, une chambre prêtée par un ami ou louée par un particulier, un centre d'hébergement d'urgence, etc. En outre, la population des SDF « ne constitue pas un stock d'individus » : l'absence de logement ordinaire est une situation dans laquelle on entre et de laquelle on sort (Damon, 2012: 130).

« La complexité et la diversité des situations qui débordent le cas du logement ordinaire » et leur caractère « dynamique » sont soulignés par la difficulté à comptabiliser le nombre de personnes SDF en France (Besozzi, 2020: 17-18). Les enquêtes réalisées par l’Insee, principal fournisseur d’informations sur le nombre et la situation des personnes SDF, sont menées dans des services sociaux d’hébergement et d’alimentation. Elles ne peuvent donc pas tenir compte des personnes qui, sans avoir de logement ordinaire, n’ont cependant pas recours à ces services. Par ailleurs, les termes de la définition proposée par l’Insee laissent de côté les personnes hébergées chez un tiers sur une longue durée, comme c’est le cas de celles qui sont hébergées par des pairs dans les foyers de travailleurs migrants. En outre, la dernière enquête menée par l’Insee date de 2012. Elle avait comptabilisé 143 000 personnes SDF en France, dont 9 % sans abri (Yaouancq et al., 2013). La Fondation Abbé Pierre (2022; 2022), qui publie chaque année un rapport sur le mal-logement, montre que la situation est aujourd’hui bien différente. Le nombre de personnes SDF a doublé pour atteindre 300 000 en 2021 (2022: 3). Parmi elles, 100 000 vivent dans des habitations de fortune et peuvent donc être considérées comme sans abri (2022: 2). Leurs profils se sont diversifiés, avec notamment une augmentation du nombre de jeunes (2022: 8). Depuis 2018, la Ville de Paris organise annuellement une opération appelée la Nuit de la Solidarité. Son objectif est de compter les personnes sans abri à Paris en allant directement à leur rencontre, dans les rues et non dans les services sociaux, afin de mieux connaître leurs profils et leurs besoins et d’« adapter les réponses qui leur sont proposées » (Molinier & Pierre-Marie, 2020: 4). En 2020, le dispositif avait dénombré 3 601 personnes sans solution d’hébergement la nuit du 30 au 31 janvier, et 24 900 personnes hébergées dans le cadre du plan hivernal (2020: 90).

Comme mentionné précédemment, plus de la moitié des personnes SDF n’ont pas la nationalité française (Yaouancq et al., 2013). Elles pourraient donc également être catégorisées comme « étrangères », « migrantes », « immigrées », « réfugiées » ou encore « sans-papiers ». Quelles distinctions opérer entre ces termes ?

À l’été 2015, le média *Al-Jazeera* et son article « *Why Al Jazeera will not say Mediterranean “migrants” ?* » font polémiques. La chaîne annonce, en effet, sa décision de nommer « réfugiés » et non plus « migrants » ceux qui tentent, en bateau, la traversée de la Méditerranée vers l’Europe. Pour l’auteur de l’article, ce changement de dénomination se justifie, car il s’agit de personnes « fuyant la guerre : des personnes demandant *refuge* et devant être traitées comme des victimes » (Canut, 2016: np). Selon le média, « *Migrant is a word that strips suffering people of voice. Substituting refugee for it is — in the smallest way — an attempt to give some back* » (2016: np).

Pour Canut (2016: np), l'opposition faite entre ces termes et la volonté de n'en choisir qu'un réactualise la distinction entre bons et mauvais étrangers, entre « migrants économiques » et « réfugiés politiques », entre ceux que l'on ne peut accueillir et ceux que l'on se doit d'accueillir. Cette polémique témoigne de la charge politique des termes « migrant » et « réfugié ».

Sur un plan administratif, le terme de réfugié renvoie à un statut bien précis. Défini par la Convention de Genève, il « s'applique à toute personne craignant avec raison d'être persécutée [...] et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection [du pays dont elle a la nationalité] » (1951, art. 1). Pour Akoka (2020), sociologue et politiste, la catégorie administrative de réfugié favorise l'essentialisation des personnes qu'elle désigne. En effet, selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), le processus d'attribution du statut de réfugié permet de reconnaître le réfugié dans le demandeur d'asile. Pour le HCR, « une personne ne devient pas réfugiée parce qu'elle est *reconnue* comme telle, mais elle est reconnue comme telle parce qu'elle *est* réfugiée » (2020: 9). La qualité de réfugié précède donc la qualification administrative ; celle-ci ne vient que la confirmer et la visibiliser. Dans ce cadre, le terme de réfugié est plus qu'une catégorie administrative : il réfère à l'essence de l'individu. La procédure, « qui ne ferait que confirmer un *déjà-là* », « a pour effet de renforcer l'illusion d'une expérience propre au réfugié, différente de celles des autres étrangers » (2020: §7).

Le terme de migrant, lui, a longtemps désigné « toute personne née dans un pays et qui vit dans un autre pays pour une durée égale ou supérieure à un an » (Wihtol de Wenden, 2016: 9). Mais, mis en concurrence ou en opposition avec celui de réfugié, il acquiert lui aussi une charge symbolique et politique. Alors qu'il avait « longtemps été utilisé par les chercheurs comme un terme "générique" » et « englobant », il est, selon certains, « devenu un moyen pour "disqualifier les personnes ne relevant *a priori* pas de l'asile" » (Canut, 2016: np). Son utilisation, dans les productions scientifiques, conduirait donc à réactualiser et à maintenir la distinction entre émigrés politiques et économiques. Rappelons que la distinction entre le politique et l'économique est loin d'être évidente et tient plutôt du parti pris : les crises politiques s'articulent à des crises économiques, les unes conduisant aux autres, et inversement. De plus, la récurrence de ces distinctions entre politique et économique, entre réfugié et migrant, masque le caractère universel du droit de migrer, la liberté de circulation ayant été établie depuis 1948 par la Déclaration universelle des droits de l'homme. En outre, qualifier les uns et les autres en fonction des contraintes ayant mené au départ laisse de côté « la capacité, la liberté et le droit de circuler et de s'installer hors des frontières nationales,

non seulement parce qu'ils y ont été contraints ou invités, mais aussi parce qu'ils l'ont choisi » (Wihtol de Wenden, 2017: 61).

D'autres chercheurs en sciences sociales continuent néanmoins à utiliser la catégorie « migrant ». C'est le cas de Wihtol de Wenden, c'est aussi celui d'Agier. Selon ce dernier, ce terme met l'accent sur le caractère « nomade » de ces personnes, sur le fait que leur processus de migration n'est pas achevé et qu'elles ne sont pas encore « établies » (Agier, 2016: 10). Il reste pertinent pour renvoyer à une catégorie de personnes :

« des personnes en mouvement, plus ou moins bloquées aux frontières, plus ou moins errantes, parfois incontrôlables, en général peu visibles ou alors seulement sous une forme dramatique et "exceptionnaliste" » (2016: 12).

Les individus qualifiés de migrants ou réfugiés peuvent également être catégorisés comme des étrangers et des immigrés. L'Insee définit et distingue ces deux catégories de la façon suivante : « un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française » (2020) ; « un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France » (2021) ; « les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France » (2021). Pour Canut (2016: np), « alors que la notion d'"étranger" est juridique, celle d'"immigré" renvoie à une entité socio-culturelle qui aboutit progressivement à une ethnicisation des étrangers venus du Maghreb et d'Afrique en général ». La catégorie d'« immigré », parce qu'elle peut désigner une personne de nationalité française, « questionn[e] de fait son appartenance réelle à la France » (2016: np).

La catégorie « sans-papiers », utilisée tant dans les discours associatifs, qu'universitaires et médiatiques, pourrait également être mobilisée. Selon la fondation Abbé Pierre (2022: 118), les personnes sans papiers seraient entre 600 et 700 000 en France. Née dans les milieux militants, la catégorie « sans-papiers » s'oppose à celle de « travailleurs immigrés », laquelle « fait référence à l'ensemble des étrangers, impliquant même les déboutés du droit d'asile » (Canut, 2016: np). Mais l'expression « sans-papiers » nous paraît peu satisfaisante. En effet, les personnes ainsi désignées, si elles n'ont pas de titre de séjour, ont toutefois généralement un passeport ou une carte d'identité. Comme mentionné précédemment, elles accumulent également de nombreux documents administratifs et preuves de leur résidence en France, en vue d'une régularisation. Selon Derrida (1997b), l'expression « sans-papiers » met l'accent

sur un manquement et justifie le fait de priver certains membres de la population « du droit de demeurer dans ce pays où, pourtant, la plupart d'entre eux vivent paisiblement et travaillent durement depuis longtemps ». Pour éviter cet écueil et souligner le caractère situé de l'absence de titre de séjour, nous préférons le qualificatif « en situation irrégulière sur le territoire français ».

Pour reprendre les termes de Vénard (2018: np), il s'agit d'opter, parmi tous ces termes, pour « le mot *suffisamment juste* pour une situation » donnée. Nous n'utilisons donc pas un terme unique pour désigner les personnes qui fréquentent les associations de solidarité. Nous mobilisons différentes catégories de manière non pas générique mais contextuelle, c'est-à-dire en ce qu'elles sont « pertinentes » pour la description ou l'argumentation en cours (Mondada, 2007: 323). Les membres de l'association où nous avons mené notre terrain pourront ainsi être catégorisés comme « SDF », « homme », « jeune », « étranger » ou « malien », selon le contexte. Nous emploierons de préférence les termes qui ont un sens juridique ou administratif établi, et selon ce sens. Nous laisserons donc de côté, dans nos descriptions et nos analyses, les termes « migrant », « immigré », « exilé » ou « sans-papiers ». Dans ce texte et à l'exception des discours rapportés, le mot « réfugié » désignera les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié, « demandeur d'asile » celles dont les démarches n'ont pas encore abouti, « étranger » celles qui n'ont pas la nationalité française.

Par l'usage de ces catégories administratives, nous ne souhaitons pas essentialiser les personnes désignées. Ce choix permet, au contraire, de montrer le processus de classification qui sous-tend ces catégories, donc « de prendre acte de la dimension performative de la nomination et de se maintenir à bonne distance de la question polémique du "vrai" et du "faux" » réfugié (Akoka, 2020: §5). Cela dit, nous ne pourrions éviter que les significations de ces termes et leurs connotations se transforment dans les prochaines années ni que leur interprétation par nos lecteurs diffère de nos intentions au moment de l'écriture. Nous comptons donc sur les paragraphes précédents pour 1) stabiliser, dans ce texte, la signification que nous souhaitons leur donner et 2) rappeler leur dimension praxéologique et politique.

Conclusion

Ce premier chapitre nous a permis de contextualiser notre recherche, en la situant dans le champ des travaux portant sur la mise en œuvre de l'hospitalité dans et par les associations accueillant des personnes SDF, françaises et étrangères. Notre recherche se place, non pas dans la lignée des travaux portant sur « l'exclusion » et

« l'intégration » de ces personnes, mais dans celle des travaux intéressés par l'étude des rapports de pouvoir et la construction des relations sociales en milieu associatif. Elle se donne pour objectif de questionner les rapports d'identification, de différenciation et de hiérarchisation dans des espaces associatifs souvent conçus uniquement comme des lieux « de vertu » (Hély, 2009: 3). Ce chapitre nous a également amenée à revenir sur un ensemble de notions – intégration et exclusion – et de termes – SDF, sans-abri, étranger, réfugié, migrant, sans-papiers, etc. – utilisés, notamment dans les textes académiques, pour désigner des groupes de personnes et leur rapport à la société. Nous avons montré comment ils étaient mobilisés dans des processus de catégorisation et nous sommes interrogée sur leur caractère socialement et historiquement situé, de même que sur la conception du social qu'ils véhiculent. Nous avons ainsi pu expliciter, d'une part, le choix de certaines catégories d'analyse plutôt que d'autres et, d'autre part, le sens que nous leur donnons.

Chapitre 2. L'hospitalité et les figures de l'altérité

Introduction

Dans ce chapitre, nous interrogerons le caractère préconstruit des figures de l'altérité auxquelles est destinée l'hospitalité mise en œuvre par les associations de solidarité en France. Dans une première sous-partie (2.1), nous montrerons que la dialectique du même et de l'autre, en jeu dans l'expérience de l'hospitalité, peut s'inscrire dans le cadre de la dichotomie entre modernité et tradition. La définition de l'*autre*, accueilli ou accueillant, réinvestit alors une vision du monde eurocentrée, qui propose des figures types de l'altérité et hiérarchise la différence entre soi et l'autre. Nous soulignerons, tout d'abord, l'intérêt de contextualiser les pratiques de l'hospitalité associative comme des pratiques ancrées dans la continuité historique de la modernité et du colonialisme (2.1.1). Nous rappellerons, ensuite, les continuités historiques, structurelles et discursives, entre les associations de solidarité dans la France contemporaine et les organismes humanitaires qui ont émergé dans les territoires colonisés pendant la colonisation (2.1.2). Malgré la rhétorique de la bienfaisance déployée par les associations, faire le bien en offrant l'hospitalité peut, dès lors, conduire à reproduire des hiérarchisations entre les sociétés et les individus.

Ce constat nous amènera à interroger, dans une seconde sous-partie (2.2), la place donnée à la langue dans la distinction entre soi et l'autre et dans la radicalisation de l'altérité. Nous nous intéresserons tout d'abord à la façon dont les notions de langue, de peuple et de territoire ont été articulées lors de la constitution de l'État-nation (2.2.1). Nous montrerons, ensuite, les effets de cette conception sur l'évolution de l'accueil tel qu'il est conçu et mis en place par l'État français (2.2.2). Nous nous pencherons, pour ce faire, sur les réformes de la naturalisation et du droit au séjour depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Nous soulignerons, ainsi, le rôle fondamental joué par la langue dans la définition de l'altérité.

2.1 Hospitalité, modernité et colonialité

La forte présence de valeurs humanistes, dans les discours produits par les associations de solidarité sur leur action et sur la société, convoque une certaine conception de l'humanité, une conception que l'on peut dire moderne. Dans cette sous-partie, nous explorerons les origines de cette conception, mais aussi ses effets sur la fabrique de la figure de l'*autre* à qui l'hospitalité est offerte.

2.1.1 Une définition moderne et coloniale de l'altérité

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, l'hospitalité associative est conçue comme faite à un *autre*, voyageur ou indigent. Dès lors se pose la question des motifs qui orientent ce processus de différenciation et d'altérisation. L'hospitalité, en tant que relation située, s'articule avec les structures locales de hiérarchisation sociale. Dans le cadre de notre recherche, la fabrique de l'*autre* et son ancrage dans l'ordre social peuvent être interprétés selon le prisme de la modernité et de la colonialité. Ces deux termes seront définis plus précisément par la suite. Précisons toutefois dès à présent que la modernité désigne une période historique, que l'on fait généralement débiter au XVII^{ème} siècle en Europe de l'Ouest, mais aussi une conception de l'humanité et de son histoire (Bauman & Briggs, 2003). Les modernes se distinguent des pré-modernes, qui appartiennent au passé, mais aussi des non modernes, qui sont leurs contemporains. La colonialité, elle, renvoie non pas au régime politique et administratif de la colonisation, mais à une certaine structure du pouvoir que nous décrirons dans les paragraphes suivants (Quijano, 1992). Modernité et colonialité peuvent être considérées comme les deux faces d'un même phénomène historique, qui émerge à la fin du XV^{ème} siècle, qui se consolide dans les siècles suivants et qui est toujours à l'œuvre aujourd'hui (Castro-Gomez & Grosfoguel, 2007).

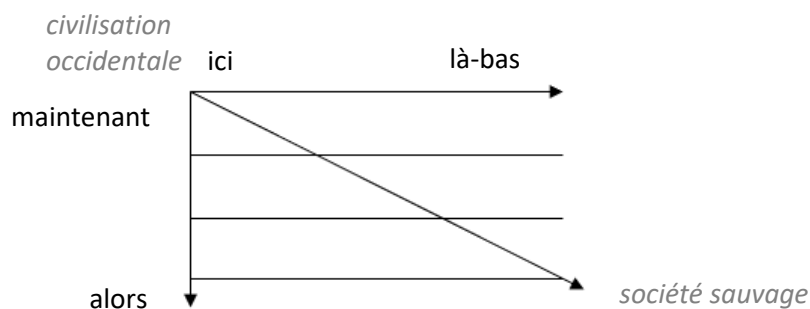
Les termes « modernité », « colonialité », « Europe » ou « Occident », que nous employons ici, ne sont pas à considérer comme référant une réalité homogène et immuable. Comme le rappelle Chakrabarty (2007: xiv), il s'agit tout d'abord de « *myths* », produits, naturalisés et opératoires à la fois pour des Européens et des non-Européens. De plus, ces termes prennent un sens différent selon leur lieu d'énonciation : « *Europe appears different when seen from within the experiences of colonization or inferiorization in specific parts of the world* » (2007: 17). Nous ferons dialoguer, dans la suite du texte, des auteurs originaires des différents continents et rattachés à différents courants des sciences humaines et sociales. Leurs points de vue sur l'Europe, la modernité et la colonialité ne sont pas semblables ; les auteurs s'affiliant au courant décolonial revendiquent, par exemple, une rupture forte avec les études postcoloniales (Grosfoguel, 2006). Néanmoins, leurs propositions théoriques se rejoignent en plusieurs points, et c'est en cela que leur articulation nous a paru féconde.

La modernité peut être caractérisée comme la période à laquelle certains intellectuels commencent à se dire modernes, en se différenciant d'*autres* dits non modernes ou pré-modernes. Cette définition de soi par la rupture crée la non-modernité, en même temps que la modernité.

« *A Great Divide could only be projected if premodernity was itself constructed, shaped as a primordial realm that existed apart from modernity ; indeed, it was premodern ignorance, magic, superstition, and downright disorder that seemed to make modernity necessary.* » (Bauman & Briggs, 2003: x)

Au principe de la modernité, il y a, en effet, l'élaboration d'un « *great divide* », qui repose sur une série de dichotomies qui se recouvrent, conduisant à l'opposition entre deux pôles. Au premier, sont rattachés la tradition, la nature, la ruralité, l'oralité, l'ignorance, l'irrationalité, le concret, le chaos, etc. ; au second, le progrès, la culture, l'urbanité, l'écriture, l'instruction, la rationalité, l'abstrait, l'ordre, etc. (Bauman & Briggs, 2003: 2; Mudimbe, 1988: 16). Or, comme le rappelle Hall (1997: 235), il existe peu d'oppositions qui soient à la fois binaires et neutres : « *there is always a relation of power between the poles of a binary opposition* ». L'opposition binaire fait écho à un ordre axiologique, qui place l'un des termes dans une position de supériorité par rapport à l'autre – ici, la modernité et toutes les caractéristiques qui lui sont rattachées, par rapport à la non-modernité. Les *autres* non modernes ou pré-modernes peuvent appartenir à des temporalités et à des espaces variés : une temporalité et un espace identiques, une temporalité identique et un espace différent, ou encore une temporalité différente et un espace identique. Ainsi, les figures du paysan et de la femme – contemporains et proches –, du sauvage et du primitif – contemporains et lointains –, de l'ancien et du médiéval – antérieurs et proche – ont pu être rattachées au pôle de la non-modernité (Bauman & Briggs, 2003: 7 et 14).

Le cadre conceptuel de la modernité produit une association particulière entre temps et espace : l'espace rural ou extra-européen est ainsi associé au passé, tandis que l'espace urbain et européen est associé au présent (2003: 2). L'opposition entre le pôle de la modernité et celui de la non-modernité est une opposition normative : est attendue une « évolution » ou une « conversion » vers celui de la modernité (Mudimbe, 2021: 65-66). Fabian (2006: 65) schématise cette spatialisation du temps. Nous nous en inspirons ici :



Cette articulation entre temps et espace, pour penser l'altérité et l'ipséité, est rendue possible par la conception moderne de la temporalité historique. En effet, le temps y est linéaire et « l'histoire n'a qu'un seul sens et qu'une seule direction » (De Sousa Santos, 2011: 34) : elle est orientée par et vers le progrès.

Le terme « progrès » est ici entendu selon son acception européenne du XVII^{ème} siècle, toujours en vigueur aujourd'hui, c'est-à-dire comme l'accumulation d'innovations permettant d'améliorer les conditions des existences humaines (Lévi-Strauss, 1987: 46). C'est donc selon cet étalon de mesure que le monde occidental se positionne et est positionné en modèle. Les autres sociétés sont, elles, qualifiées et classées comme des « étapes » de son développement, perçues et décrites comme des états passés plus ou moins éloignés. Cela nécessite une interprétation particulière du temps historique :

« pour traiter certaines sociétés comme des "étapes" du développement de certaines autres, il faut admettre qu'alors que, pour ces dernières, il se passait quelque chose, pour celles-là il ne se passait rien – ou fort peu de choses –. » (1987: 32)

Pour De Sousa Santos (2011: 34), c'est ainsi que « la modernité occidentale a produit la non-contemporanéité du contemporain, c'est-à-dire l'idée que la simultanéité dissimule les asymétries des temps historiques convergeant en elle ». Ce déni de contemporanéité revient à nier « la possibilité de la co-présence de différentes conceptions de la contemporanéité » (2011: 34) et de « *la coexistencia en el tiempo y el espacio de diferentes formas de producir conocimientos*¹⁵ » (Castro-Gomez & Grosfoguel, 2007: 15). Comme l'a montré Fabian (2006: 72), le « déni de contemporanéité » imprègne les disciplines des sciences humaines et sociales, et notamment l'anthropologie. Il s'y manifeste par « une tendance persistante et systématique à placer le(s) référent(s) de l'anthropologie dans un Temps autre que le présent du producteur du discours anthropologique » (2006: 72).

Au XVII^{ème} siècle, les élites intellectuelles de l'ouest de l'Europe forment la modernité politique. Celle-ci correspond à l'articulation entre un ensemble d'institutions (comme l'État, la bureaucratie, l'entreprise capitaliste), de concepts (comme la citoyenneté, l'égalité devant la loi, les droits humains), et d'idées (comme le sujet, la démocratie, la justice sociale) (Chakrabarty, 2007: 4). Ils sont érigés en

¹⁵ « la coexistence dans le temps et dans l'espace de différentes formes de production du savoir » (notre traduction).

universaux et forment la représentation moderne d'un humain générique et de sa vie en société. Cette universalisation de pratiques et de concepts situés entraîne la « dé-provincialisation » de l'Europe (2007). La modernité politique est, à l'époque même de sa formation, exportée en dehors du continent européen. Elle accompagne les guerres coloniales, justifie la formation des empires coloniaux en Afrique et en Asie et légitime la domination des populations colonisées. Les habitants de ces régions sont, en effet, considérés comme non modernes et devant être guidés vers la modernité. Le philosophe allemand Hegel dit ainsi de l'Afrique, au début du XIX^{ème} siècle :

« Ce continent n'est pas intéressant du point de vue de sa propre histoire, mais par le fait que nous voyons l'homme dans un état de barbarie et de sauvagerie qui l'empêche encore de faire partie intégrante de la civilisation. L'Afrique, aussi loin que remonte l'histoire, est restée fermée, sans lien avec le reste du monde ; c'est le pays de l'or replié sur lui-même, le pays de l'enfance qui, au-delà du jour de l'histoire consciente, est enveloppé dans la couleur noire de la nuit. » (cité par Telep, 2019: 120)

Cette citation montre comment la justification de la hiérarchisation des sociétés humaines peut s'appuyer sur leur racialisation. Pour expliquer que les Africains soient hors de « la civilisation », le philosophe tisse des liens entre des traits culturels (« barbarie », « sauvagerie », « enfance ») et des traits physiques (« couleur noire »). Lorsque Hegel écrit, cela fait plusieurs décennies que la naturalisation de la classification des sociétés est à l'œuvre. La question de l'émergence historique de « la race » en tant que « critère fondamental de classification sociale universelle de la population mondiale » (Quijano, 2007: 111) fait l'objet de débats en sciences humaines et sociales. Pour certains, si la race n'est pas nommée comme telle, elle organise néanmoins les relations sociales dès le XVI^{ème} siècle (Quijano, 2007), le XV^{ème} siècle (Schaub, 2020), voire l'Antiquité (Isaac, 2022). Pour d'autres (Hamelin & Jahan, 2020), elle émerge au XVII^{ème} siècle pour légitimer la traite et se consolide au XIX^{ème} siècle, avec la justification du caractère primitif ou évolué des populations selon des critères morphologiques. En effet, à partir du début du XIX^{ème}, médecins et anthropologues participent activement à naturaliser la race, en cristallisant l'association entre phénotype et « particularités physiques, morales et intellectuelles » (Peiretti-Courtis, 2021: 21). La race est en cela « une construction sociale et politique » (Hall, 2019: 128), mais aussi scientifique.

L'idée de race fonde « les différences culturelles sur des différences biologiques et génétiques » supposées (2019: 129). Elle produit et naturalise ainsi un lien de causalité entre les plans biologique et social. Par un procédé d'« épidermisation », la race fait

du corps le signifiant de ces différences culturelles (Fanon, 1975: 90; Hall, 2019: 129). Les cheveux, la couleur de la peau, la forme du nez deviennent les « signifiants visibles » de la structure génétique cachée : ils peuvent être « "lus" à même le corps » et indexer la différence culturelle (2019: 129). Fanon (1975: 90) relate cette découverte du caractère épidermique de la race :

« Je promenai sur moi un regard objectif, découvris ma noirceur, mes caractères ethniques, – et me défoncèrent le tympan l’anthropophagie, l’arriération mentale, le fétichisme, les tares raciales, les négriers, et surtout, et surtout : "Y a bon banania." »

Si l’invalidité du caractère biologique de la race n’est plus à démontrer, celle-ci a donc néanmoins des effets sur la perception de soi et de l’autre, et sur la construction de l’ordre social. Comme l’écrit Guillaumin (1972: 64 et 63), « si la race n’existe pas, cela n’en détruit pas pour autant la réalité sociale et psychologique des faits de race » : « races imaginaires comme races réelles jouent le même rôle dans le processus social et sont donc identiques eu égard à ce fonctionnement ».

Pour saisir les effets de ces « races imaginaires », nous pouvons mobiliser la notion de « racialisation » ou celle de « racisation », que proposait Guillaumin (1972). Ces deux notions sont à distinguer, car elles renvoient à des processus différents. La « racisation » est un acte de désignation par lequel le « racisant » infériorise le « racisé ». Elle désigne « le processus par lequel un groupe dominant définit un groupe dominé comme étant une race » et est donc essentiellement une « assignation » (Mazouz, 2020). La notion de « racialisation » est plus large : elle n’induit pas le racisme, peut renvoyer autant à un processus d’affiliation que d’assignation, être produite par les dominants comme par les dominés (Fassin, 2012). Tandis qu’une personne ne peut être « racisée » blanche – sauf dans un système où la blancheur serait signe d’infériorité – elle peut être « racialisée » blanche. Comme catégorie d’analyse, la racialisation permet de « [dénaturaliser] la race » et « de dévoiler les mécanismes sociologiques qui conduisent les acteurs à y croire et à agir en fonction de cette croyance » (2012: 160). La racialisation, en tant que processus de catégorisation, fait d’un sujet un *autre* radical : elle « réifi[e] [son] objet, en produisant et en imposant l’évidence de l’altérité, allant jusqu’à doter d’une visibilité incontournable les traits de sa différence » (Mondada, 1996: 52). La racialisation des dichotomies instaurées par la modernité a participé à la justification du colonialisme et à la perpétuation de la colonialité en tant que structure de pouvoir.

Les études postcoloniales se sont intéressées, depuis les années 1980, aux discours et aux mécanismes idéologiques qui ont sous-tendu la domination coloniale européenne sur les populations extra-européennes. Elles montrent comment les dichotomies entre modernes et non modernes sont réinvesties pour produire la distinction entre Occident et Orient, et comment elles se nourrissent de cette distinction. L'opposition entre moderne et non moderne se superpose, en effet, à celle entre l'Afrique et l'Asie d'un côté, et l'Europe de l'autre. Elle instaure une « supériorité *de position* qui n'est pas rigide et qui place l'Occidental dans toute espèce de rapports avec l'Orient sans jamais lui faire perdre la haute main » (Saïd, 2005: 38). La constitution de « l'Orient » et de « l'Afrique » en figures de l'altérité par et pour les Européens a permis, en miroir, une élaboration de leur ipséité. Pour Mudimbe (1988: 12), « *the African has become [in the XVIIIth century] not only the Other who is everyone else except me, but rather the key which, in its abnormal differences, specifies the identity of the Same* ».

Cette invention de l'Orient et de l'Afrique par l'Occident passe par des textes littéraires, des œuvres d'art ou de divertissement ayant pour objets les espaces catégorisés comme africains ou orientaux et leurs habitants (Saïd, 2005). Les textes produits dans le domaine des sciences humaines et sociales jouent également un rôle majeur dans la production de l'Orient et de l'Afrique, se mêlant parfois à des entreprises politiques. Ainsi, Saïd (2005: 98-105) montre comment l'opération militaire menée par Napoléon pour conquérir l'Égypte entre 1798 et 1801 est allée de pair avec la production d'études sur la région, en faisant la représentante du monde oriental. La production de savoirs scientifiques sur les espaces convoités par les puissances européennes a donc participé, pendant plusieurs siècles, non seulement à leur subordination militaire et politique, mais également à leur inscription dans des catégories socio-spatiales fantasmées, celles d'Orient ou d'Afrique.

La linguistique participe également à ce processus. La hiérarchisation entre Européens et Africains est ainsi légitimée par la façon dont sont décrites leurs pratiques langagières : « la théorisation de la supériorité *linguistique* de l'Europe se double d'une théorisation de sa supériorité *raciale* » (Calvet, 2001: 56). Au début du XX^{ème} siècle, Maurice Delafosse, administrateur colonial et linguiste, s'attache par exemple à décrire les « dialectes » africains, à les catégoriser et à les classer (2001: 75). Cette classification des langues justifie la « mission civilisatrice » de la France. La langue française est posée en étalon de référence : elle est vue comme l'expression du génie français, associée à la pureté et à la clarté, à la rationalité et à la liberté (Vigouroux, 2017: 9). Les pratiques langagières des locuteurs africains, elles, ne sont pas

catégorisées comme des langues. Elles sont perçues comme relevant d'une « *comunicación simple* » (Veronelli, 2019: 151), laquelle entérine l'impossibilité de considérer ces locuteurs comme des sujets à part entière. Lors de la colonisation, « la politique de la langue se coule dès le départ dans la politique de la race » (Canut, 2021: 67). Dans ce cadre, un rôle important a été accordé à l'enseignement du français. Il a été considéré, par les administrateurs coloniaux, comme « un instrument de civilisation » permettant d'« amener les peuples africains à vivre une vie plus humaine » (Davesnes cité par Calvet, 2010: 49).

La construction d'une figure de l'altérité orientale par et pour l'Occident s'est également faite selon des modalités non discursives. C'est le cas des représentations artistiques, spectaculaires ou publicitaires de l'*autre*, où le dispositif sémiotique suffit à faire sens (Hall, 1997). Les exemples sont nombreux en peinture, où la mise en scène de corps africanisés ou orientalisés a concouru à la promotion et à la diffusion d'une vision hiérarchisée des corps, où le corps occidental – et blanc – fonctionne comme idéal de beauté (Mazeau, 2020; Mudimbe, 1988). C'est également le cas des zoos humains qui, pendant toute la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle et jusque dans les années 1930, voire 1990¹⁶, ont proliféré en Europe, mettant en spectacle une altérité exotisée et infériorisée, classée et évaluée à l'aune du modèle type européen (Bancel et al., 2004). Là encore, l'altérisation n'est pas produite par le discours : c'est le dispositif scénique – ceux qui regardent, ceux qui sont regardés et la barrière qui les sépare – qui produit la différence. Dans ces exemples, les figures de l'altérité sont à nouveau définies et mises en scène dans un rapport dialectique et hiérarchique avec le *soi* européen. Pour Saïd (2005: 16), « la culture européenne s'est renforcée et a précisé son identité en se démarquant d'un Orient qu'elle prenait comme une forme d'elle-même inférieure et refoulée ».

Cette opposition hiérarchisée et racialisée entre l'Orient et l'Occident naît avec le colonialisme et s'en nourrit, mais ne disparaît pas avec la fin des régimes coloniaux. De nombreux auteurs, dont ceux précédemment cités (Chakrabarty, 2007; Saïd, 2005; Spivak, 2009), se sont intéressés aux héritages contemporains du système colonial de différenciation et de domination. Ils ont qualifié de « postcoloniale » l'étude des traces actuelles du colonialisme en Afrique, en Asie et en Europe ; le terme « post-colonial » renvoyant, lui, à la période historique qui succède à la colonisation (Nayar, 2015: 122).

¹⁶ Voir l'article de Coquelle-Roëhm et Soye, 2021. « Retour au "village de Bamboula" : en 1994, un "zoo humain" à prétention touristique ». *Mediapart*. En ligne : <https://www.mediapart.fr/journal-france/090521/retour-au-village-de-bamboula-en-1994-un-zoo-humain-pretention-touristique> Consulté le 02/09/2022.

L'Amérique, conquise par les Espagnols et les Portugais à la fin du XV^{ème} siècle, a été témoin avant l'Afrique et l'Asie de cette articulation entre modernité et colonialisme, et de la persistance du cadre colonial après les indépendances de la première moitié du XIX^{ème} siècle. En Amérique, la colonisation et la décolonisation du continent se sont faites selon des modalités particulières. Contrairement aux autres continents, la colonisation y est passée par l'extermination de la plus grande partie des populations autochtones, et donc de leurs cultures et de leurs savoirs. Tandis qu'en Afrique et en Asie, les Européens ont dépossédé de leur légitimité les modes locaux d'expression et de représentation du monde en les qualifiant d'exotiques, en Amérique, ils les ont fait disparaître (Quijano, 1992: 13). C'est notamment à partir de cette différence historique et géographique que les penseurs latino-américains du courant dit décolonial se distinguent des études postcoloniales. Plaçant au cœur de leur approche le caractère indissociable de la modernité et de la colonialité, ils préfèrent le concept de « modernité/colonialité » à celui de « postcolonialisme » (Castro-Gomez & Grosfoguel, 2007). Tenir, ensemble, modernité et colonialité

« means both inseparability – coloniality is constitutive of modernity and there is no modernity without coloniality – and double-sidedness – modernity is the light, visible side of the history of global, Eurocentered capitalism, and coloniality is dark, hidden side. » (Veronelli, 2015b: 12)

Dans la perspective décoloniale, le concept de colonialité se distingue de celui de colonisation. En effet, la colonisation correspond à la période historique où s'est développée une administration coloniale sur des territoires conquis militairement et la colonialité à une structure du pouvoir, qui naît avec la colonisation et qui perdure après la fin de l'administration coloniale. La distinction entre colonialité et colonisation vient heurter le mythe de la décolonisation, en soulignant les continuités entre la période coloniale et post-coloniale. Pour les penseurs décoloniaux, la colonisation n'a pas laissé un *héritage*, c'est la même matrice de la « colonialité du pouvoir » qui est à l'œuvre depuis le XVI^{ème} siècle (Quijano, 1992).

Cette colonialité du pouvoir renvoie à la structure politique et économique de l'ordre mondial, qui profite principalement aux classes dominantes des puissances européennes et nord-américaines (1992: 11). De la période coloniale à la période post-coloniale, il y a certes eu une transformation des formes de domination exercées à l'échelle globale. En témoigne, notamment, le passage de l'imposition d'un pouvoir depuis l'extérieur qui caractérise la colonisation, à l'association entre des groupes dominants aux intérêts politiques et économiques partagés (1992: 11). Mais l'ordre

mondial actuel s'appuie sur la même structure de domination que le colonialisme et sur les mêmes catégories sociales naturalisées, comme la race, l'ethnie, la nation :

« si se observan las líneas principales de la explotación y de la dominación social a escala global, las líneas matrices del poder mundial actual, su distribución de recursos y de trabajo entre la población del mundo, es imposible no ver que la vasta mayoría de los explotados, de los dominados, de los discriminados, son exactamente los miembros de las "razas", de las "etnias", o de las "naciones" en que fueron categorizadas las poblaciones colonizadas, en el proceso de formación de ese poder mundial, desde la conquista de América en adelante. »¹⁷ (1992: 12)

La colonialité du pouvoir, comme le colonialisme, repose sur la structuration des relations entre centre et périphérie, et sur les mêmes mécanismes de subordination de la périphérie au centre. Pour les penseurs décoloniaux, la colonialité du pouvoir est indissociable de la modernité, et le caractère simultané de leur émergence historique n'est pas accidentel. Comme mentionné précédemment, la modernité s'appuie sur une série d'oppositions, dont fait partie celle entre sujet et objet. Pour Quijano (1992: 16), cette distinction instaurée à l'époque moderne soutient la colonialité du pouvoir. C'est parce que les non-modernes peuvent être considérés comme des sujets moindres, plus proches de la nature que de la culture, comme des presque objets, que leur domination est possible et légitime.

Ce mode d'interprétation de la diversité humaine, où certaines formes d'altérité sont infériorisées, peut également être qualifié d'eurocentré. D'un point de vue historique, cette conception de l'humanité s'est, en effet, diffusée depuis l'Europe à partir du XVI^{ème} siècle. Elle s'est consolidée en même temps que le phénomène colonial à l'échelle mondiale et a pu remplacer ou se superposer à des visions du monde extra-européennes :

« europeocentrism [...] is a model which dominates our thought and given its projection on the world scale by the expansion of capitalism and the colonial phenomenon, it marks contemporary culture imposing itself as a

¹⁷ « Si on observe les traits principaux de l'exploitation et de la domination sociale à l'échelle globale, les traits fondamentaux du pouvoir mondial actuel, la distribution des récits et du travail dans la population mondiale, il est impossible de ne pas voir que la majeure partie des exploités, des dominés, des discriminés, correspond exactement aux membres des "races", des "ethnies", des "nations" au sein desquelles furent catégorisées les populations colonisées, dans le processus de formation du ce pouvoir mondial, depuis la conquête de l'Amérique et jusqu'à aujourd'hui. » (Notre traduction)

strongly conditioning model for some and forced deculturation for others »
(Mudimbe, 1988: 16).

Autrement dit par Bhargava (2013: 44), la domination coloniale a aussi été épistémique, « quand les concepts et les catégories grâce auxquels un peuple se comprend lui-même et comprend son univers sont remplacés ou affectés par les concepts et les catégories des colonisateurs ». Les éléments relevant d'une vision du monde eurocentrée ne sont donc pas uniquement repris en Europe et par des Européens. On les retrouve, au contraire, en tous lieux, repris par les personnes auxquelles l'ordre social est favorable autant que par celles qui y sont subalternisées. Fanon décrit ainsi, dans *Peau noire, masques blancs*, l'attrait des Antillais noirs pour les métropolitains blancs et le modèle qu'ils incarnent :

« Le colonisé se sera d'autant plus échappé de sa brousse qu'il aura fait siennes les valeurs culturelles de la métropole. Il sera d'autant plus blanc qu'il aura rejeté sa noirceur, sa brousse. » (1975: 14)

Pour Quijano, la séduction exercée par le modèle eurocentré s'explique par le pouvoir auquel son adoption donne accès.

« Era un modo de participar en el poder colonial pero tambien podia servir para destruirlo y, despues, para alcanzar los mismos beneficios materiales y el mismo poder que los europeos ; para conquistar la naturaleza.¹⁸ » (1992: 13)

De même, pour Fanon :

« Historiquement, il faut comprendre que le Noir veut parler le français, car c'est la clef susceptible d'ouvrir les portes qui, il y a cinquante ans encore, lui étaient interdites. » (1975: 30)

Participer au maintien de la modernité et de la colonialité, en tant que personne infériorisée, c'est donc gagner en pouvoir.

La modernité et la colonialité s'articulent donc pour tracer les contours de formes d'altérités infériorisées, fantasmées ou exotisées. Les figures des *autres* auxquels l'hospitalité est donnée peuvent ainsi avoir été dessinées, depuis un point de vue eurocentré. La dialectique particulière du même et de l'autre, décrite dans les

¹⁸ « C'était un moyen de participer au pouvoir colonial, mais cela pouvait aussi servir à le détruire et, par la suite, à obtenir les mêmes bénéfices matériels et le même pouvoir que les Européens ; à conquérir la nature. » (Notre traduction)

paragraphe précédents, peut donc se rejouer dans les associations de solidarité décrites au chapitre précédent. L'acte d'hospitalité peut aussi être considéré comme une rencontre entre « modernes » et « non-modernes ».

2.1.2 Action associative, rhétorique modernisatrice, influence coloniale

Les associations de solidarité qui organisent et promeuvent l'hospitalité des personnes dites exclues se positionnent pleinement, ce faisant, dans les « mondes de la bien-faisance » (Ruiz De Elvira & Saeidnia, 2020). Les « pratiques du bien » qui y sont mises à l'œuvre font l'objet d'études en sciences humaines et sociales. Elles sont explorées dans leur dimension socialement et historiquement située, et en partant des catégories émiques énoncées par les acteurs. Les travaux sur ces « mondes de la bien-faisance » s'intéressent ainsi aux différentes façons de « faire le bien », entendu comme « le don de soi, des siens ou de ses biens », au sein de différentes institutions, telles que les ONG, les associations, les églises ou encore les collectifs citoyens (2020: 41). Ils montrent que « les pratiques du bien » sont en prise permanente avec les conflits sociaux et les conceptions du collectif. Les activités de bien-faisance résultent, d'une part, d'une insatisfaction liée à l'état actuel du monde et d'une volonté de défendre un idéal de société. D'autre part, comme nous l'avons mentionné au chapitre précédent (voir 1.2.3), les acteurs sociaux rejouent, dans ces espaces, des rapports de pouvoir et peuvent (re)produire différentes formes de hiérarchies sociales.

Parmi les institutions qui « font le bien », celles d'aide au développement et d'aide humanitaire ont fait l'objet de travaux de recherche depuis de nombreuses années. Le terme « développement » n'est pas compris ici comme un phénomène observable, mais plutôt comme le « seul fait qu'il y a des acteurs et des institutions qui se donnent le développement comme objet ou comme but et y consacrent du temps, de l'argent et de la compétence professionnelle » (Olivier de Sardan, 1995: 7). Les premières critiques de l'aide au développement datent des années 1960. Portées par des chercheurs d'inspiration marxiste, elles dénoncent la façon dont les projets de développement « refaçonne[ent] et amplifi[ent] les formes antérieures de domination impérialiste » (Atlani-Duault & Dozon, 2011: 396). Plus récemment, historiens (Blanc, 2020), politistes (Rutazibwa, 2010) et anthropologues (Fassin, 2010) ont pointé, derrière le registre de l'émotion et de la compassion, le maintien d'enjeux politiques et de domination, locaux et internationaux, qui entourent les projets d'aide humanitaire et de développement.

Par exemple, Rutazibwa (2010) montre comment cette tension entre le registre du bien et la reproduction de rapports de domination imprègne les relations internationales entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique. En effet, l'UE s'y présente comme une « *force for the good* » dans le monde, ses politiques de développement étant guidées par « *the diffusion of the – "European"/"universal" – values of peace, freedom, democracy, human rights and prosperity to the rest of the world* » (2010: 210). Toutefois, tant les discours prononcés que les mesures prises dans le cadre de ces projets reconduisent et maintiennent une profonde asymétrie entre les deux acteurs politiques. Ainsi, la « *benevolent EU* » s'oppose aux « *malevolent, corrupt African leaders* » et propose une aide qui la place d'emblée dans une position de supériorité (2010: 216). Les termes de cette opposition reproduisent les dichotomies « *teacher/student, capable/incapable* » et conduisent à lire la relation entre l'UE et l'Afrique comme une relation « *parent/child* » (2010: 216). Si cela pose l'UE comme le modèle incontestable et seul objectif possible du développement, cela légitime aussi les sanctions prises par l'UE à l'encontre des pays africains. Dans ce cadre, elles sont considérées comme des punitions, justifiées par « *the educational effort [...] for the latter's own good* » (2010: 216).

Les travaux portant une critique du développement et de l'humanitaire ont notamment contribué à souligner leurs « profondes connexions » avec l'histoire de la modernité et du colonialisme (Matasci & Desgrandchamps, 2020: §3). Tout d'abord, aide humanitaire et projets de développement ne sont pas des phénomènes postérieurs à la colonisation. Dès le XIX^{ème} siècle, des actions humanitaires – au sens de « formes plus ou moins institutionnalisées d'aide d'urgence » – sont menées, en articulation avec l'expansion coloniale occidentale et pour pallier ses violences (2020: §6). Plus tard, dans les années 1940, la France met en place des « plans de modernisation » de ses colonies (2020: §2). Ces plans visent le « développement » des régions où ils sont mis en œuvre, c'est-à-dire « l'amélioration de la production et de la productivité économique » et « l'élévation de niveaux de vie de populations considérées comme "arriérées" » (2020, n. 5). Ils consistent en de larges investissements, de la part de la métropole, dans des opérations d'aménagement et d'équipement, dans des projets d'exploitation hydroagricoles (Atlani-Duault & Dozon, 2011: 394), ou encore dans des programmes de scolarisation (Matasci & Desgrandchamps, 2020). C'est également à cette époque qu'est créé le franc CFA – initialement pour « Colonies Françaises d'Afrique » – dont l'indexation au franc, puis à l'euro, est assurée par la banque de France.

Ces différentes formes d'intervention sont présentées par des discours relatifs au fait de guider les territoires colonisés vers le progrès et la modernité, dont les métropoles se posent comme étalon de référence. Une « rhétorique modernisatrice » vient ainsi « progressivement se superposer à l'idée de mission civilisatrice » (2020: §7). La légitimation de l'aide internationale opère ainsi une articulation entre le « paradigme altruiste » et le « paradigme modernisateur » (Olivier de Sardan 1997 cité par Brauman, 2005: 167).

Les indépendances ne conduisent pas à une rupture dans le fonctionnement des projets humanitaires et de développement. Les continuités s'observent, par exemple, au niveau des trajectoires individuelles, avec la « circulation de fonctionnaires entre les milieux coloniaux et les organisations internationales ou européennes » (Matasci & Desgrandchamps, 2020: §9). Ces continuités sont également discursives. En effet, si le discours de la mission civilisatrice a aujourd'hui disparu, ce n'est pas le cas de celui de la mission modernisatrice. L'imaginaire colonial et eurocentré, commun à ces deux conceptions de la relation entre pays dits du Nord et du Sud, perdure. Dufour (2004) s'est intéressée aux continuités et aux reconfigurations entre les discours coloniaux et les discours du développement. Elle montre que, à la suite des indépendances, le terme « civilisation » ainsi que les qualificatifs « primitifs », « arriérés » ou « civilisés » disparaissent des discours institutionnels produits par des locuteurs français sur leurs interlocuteurs africains. Ils sont toutefois remplacés par les catégories « développé » et « sous-développé », puis « en voie de développement ». Or celles-ci continuent à véhiculer la métaphore d'un écart temporel entre les sociétés africaines et européennes, propre à une conception eurocentrée du monde. Comme l'a montré Fabian (2006: 50), « la civilisation, l'évolution, le développement, l'acculturation, la modernisation (et leurs cousines, l'industrialisation et l'urbanisation) sont tous des termes dont le contenu conceptuel dérive, de façon parfaitement explicitable, du Temps évolutionnaire ». En effet, d'un point de vue sémantique, les termes « développement » et « civilisation » renvoient tous deux à la fois « à un état et à un processus » :

« état de conformité à un modèle de référence considéré comme universel
– celui des pays occidentaux et processus que les pays, qui ne présentent pas les caractéristiques de cet état, doivent engager pour l'atteindre »
(Dufour, 2004: §48).

Selon Dufour (2004: §54), cette similarité participe à activer, par un « effet de mémoire », « les discours de l'évolutionnisme social ». Elle perpétue, en outre, l'idée

d'un unique mode de développement – ou de civilisation –, visant la similarité avec l'Occident. Nous voyons à l'œuvre le caractère normatif de la modernité, mentionné précédemment (voir 2.1.1). Dans les projets d'aide au développement, « *the receiver is [...] invariably supposed to evolve towards the real or idealised stage attained by the intervener* », « *to becom[e] the intervener* » (Rutazibwa, 2010: 219). Ce sont les normes et la conception de la normalité des aidesurs et des financeurs – normalité tant sociale que politique et économique – qui forment le cadre implicite du développement et de l'humanitaire.

Les discours produits par les organisations d'aide humanitaire et d'aide au développement continuent à maintenir une représentation coloniale de l'Afrique et des Africains. Ceux-ci sont invariablement positionnés dans la position d'aidés, dépendants d'une intervention extérieure et sans moyens propres (Rutazibwa, 2010). Ces discours témoignent d'un

« troubling paradox between the need to "help" the Other because they are a human being with dignity, "like us", and the degrading images and narratives that continue to be used to represent that Other in need – narratives that produce (all) Africans as passive, incapable, isolated, waiting for aid, etc. » (Jefferess, 2013: 74)

Ces éléments contribuent au maintien d'un « imaginaire spatial » (Bailly, 1989) de l'Europe et de l'Afrique, que l'on pourrait dire moderne ou colonial, où l'un et l'autre espace sont perçus comme des entités homogènes, opposées et hiérarchisées.

L'action menée par des organismes humanitaires à l'international et celle menée, sur le territoire français, par des associations de solidarité, ont plusieurs traits communs. Tout d'abord, ces deux formes d'action sont souvent connectées par les acteurs eux-mêmes. Fassin (2010: 22) note ainsi « une implication croissante des organisations humanitaires à la fois ici et là-bas ». Des associations telles que la Croix Rouge, ATD Quart Monde, le Secours catholique ou le Secours populaire, qui organisent en France des actions de solidarité et de lutte contre l'exclusion, mènent également des actions humanitaires et de développement à l'international. L'association où nous avons réalisé notre étude ethnographique est, par exemple, née en 1995, à la suite d'un séjour humanitaire au Rwanda d'un groupe de jeunes Français, et a mené, pendant plusieurs années, des activités à la fois à Paris et dans la région de Kayes au Mali. En outre, parce qu'elles conservent « le monopole de la gestion des ressources matérielles », les organisations humanitaires et les associations de solidarité reproduisent les mêmes « structures de pouvoir » (Doyen et al., 2018: 150). Elles

partagent, enfin, un idéal et un « langage de l'humanitaire » (Fassin, 2010: 22), qui dépolitise leur intervention et masque la reproduction d'un ordre social hiérarchisé. Pour Fassin (2010: 14), depuis les années 1990, dans la prolongation des discours et des réformes politiques, et soutenue par des travaux en sciences humaines et sociales, la « raison humanitaire » s'est peu à peu imposée, « comme une évidence ». Ainsi,

« les inégalités s'effacent au profit de l'exclusion, la domination se transforme en malheur, l'injustice se dit dans les mots de la souffrance, la violence s'exprime en termes de traumatisme » (2010: 14).

Ce qui était interprété comme des rapports de force sociaux l'est désormais selon le registre compassionnel des « sentiments moraux » (2010: 14). En France, l'« imaginaire associatif » (Lochard, 2013), décrit au chapitre précédent (voir 1.2.3), s'inscrit dans cette raison humanitaire. Il a lui aussi posé un voile, jusque récemment et notamment aux yeux des chercheurs, sur la (re)production de rapports de pouvoir et d'inégalités sociales au sein des espaces associatifs.

2.2 La langue comme indice d'appartenance à la nation

Les pages précédentes ont permis de démontrer en quoi il pouvait être pertinent de tenir compte de la vision du monde moderne et eurocentrée dans l'étude des processus d'altérisation et d'identification à l'œuvre au sein des associations de solidarité. Dans cette sous-partie, nous nous intéresserons à l'hospitalité telle qu'elle est mise en mots et mise en œuvre par les institutions de l'État. Il s'agit, ici, de mettre en lumière la façon dont l'État conçoit l'accueil des étrangers* et la délimitation entre les nationaux et les non-nationaux. Il s'avère que la langue française occupe aujourd'hui une place centrale dans les politiques migratoires. Cette place accordée à la langue française renforce et s'appuie sur la relation naturalisée entre langue, peuple et territoire, sur laquelle est fondée l'idée d'État-nation. Nous commencerons par présenter l'émergence du modèle de l'État-nation et de la mise en relation entre langue, peuple et territoire (2.2.1). Nous reviendrons, ensuite, sur les différentes mesures législatives relatives à la naturalisation et au droit au séjour, prises depuis le XVIII^{ème} siècle et jusqu'à nos jours (2.2.2). Nous présenterons, ainsi, comment la maîtrise de la langue de la nation hôte a progressivement été érigée comme critère d'identification à la communauté nationale et donc de réduction de l'altérité.

2.2.1 Quand langue, peuple et territoire s'articulent

Selon les politistes Duez et Simonneau (2018), l'idée d'État-nation émerge au XVII^{ème} siècle en Europe et se consolide avec les traités de Westphalie, en 1648. Ces traités, qui mettent fin à la guerre de Trente Ans, reconnaissent notamment la souveraineté d'un État sur ses sujets et sur son territoire, plaçant son autorité au-dessus de celle des Églises et à égalité avec celle des autres États. Ils marquent ainsi la « victoire » du modèle politique de l'« État réputé souverain », c'est-à-dire d'un État « exerçant une autorité politique, militaire, fiscale et juridictionnelle absolue et définitive sur un territoire donné et sur la population qui y réside » (2018: 38). En Europe, ce modèle s'installe et vient progressivement remplacer celui de la féodalité, laquelle est « caractérisée, à l'inverse, par le morcellement de l'autorité politique, tant au plan fonctionnel que territorial » (2018: 38). L'État-nation est au fondement de la modernité politique :

« la prétention du politique à exercer une autorité absolue sur un espace donné – un territoire – borné par des lignes marquant des délimitations continues et stables – des frontières – est [...] un phénomène spécifiquement *moderne*. » (2018: 42)

La souveraineté de l'État s'exerce ainsi sur un peuple et sur un espace, définis et délimités par des frontières territoriales, et rattachés à une langue. En effet, le modèle de l'État-nation « *encompass territory, language, culture, community, and sovereignty* » (Woolard, 2004: 64). La présence de la langue dans cette équation s'explique par la définition du langage et des langues que fait émerger la modernité. Selon la perspective moderne, « *languages were natural objects, consequences of spiritual or even biological differences between populations* » (Gal & Irvine, 1995: 968). Indices d'une différence, les langues peuvent aussi être « considérées indépendamment des locuteurs » et directement rattachées à des espaces, comme à des *contenants* (Auzanneau & Trimaille, 2017: 349). Ainsi, « *a given part of geographic space is assumed to be the "natural habitat" of a language, and a given language is assumed to "have" its own space* » (Auer, 2013: 5). Les États-nations exercent donc leur autorité de manière homogène à l'intérieur de frontières territoriales et sur des populations considérées comme culturellement et linguistiquement homogènes.

Le lien entre maîtrise de *la* langue française et appartenance à la nation est particulièrement fort en France. En effet, l'État-nation y est aussi républicain. Or, pour Sayad (1999a: 6), « l'État nationalement républicain » « prétend à une homogénéité nationale totale », et notamment à une homogénéité linguistique. Le rôle donné à la

langue nationale dans la « délimitation » entre les nationaux et les « "autres" » – cette fonction délimitatrice étant constitutive de l'État (1999a: 6) – est loin d'y être un rôle second. À la fin du XVIII^{ème} siècle, au moment de la constitution du régime républicain, le député Henri Grégoire (1794) – aussi dit l'abbé Grégoire – écrit dans son *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française* :

« on peut uniformer le langage d'une grande nation, de manière que tous les citoyens qui la composent puissent sans obstacle se communiquer leurs pensées. Cette entreprise, qui ne fut pleinement exécutée chez aucun peuple, est digne du peuple français, qui centralise toutes les branches de l'organisation sociale, et qui doit être jaloux de consacrer au plutôt, dans une République une et indivisible, l'usage unique et invariable de la langue de la liberté ».

Dans la France de la fin du XVIII^{ème} siècle, la politique républicaine est donc soutenue par une politique linguistique. Le changement de régime va de pair avec un phénomène de standardisation linguistique, au sens de « processus de réduction de la diversité linguistique visant à assurer la stabilité et la fixité d'une variété linguistique particulière dans l'espace et le temps » (Costa, 2021: 320). La standardisation est présentée comme la garantie de l'unité nationale et républicaine et, par conséquent, de l'assimilabilité des individus à la communauté nationale et républicaine. L'association que Grégoire fait entre langue et liberté s'inscrit dans le mythe, construit à partir du XVI^{ème} siècle, qui fait de la langue française le véhicule d'un ensemble de valeurs – rationalité, ordre, pureté, universalité (Rosier & Paveau, 2008: 29). En outre, avec l'instauration de la République, les hommes passent du statut de sujet à celui de citoyen : ils doivent donc pouvoir comprendre les lois et s'exprimer dans une langue commune (Balibar & Laporte, 1974: 85-96). Le partage d'une même langue par tous les citoyens est donc considéré comme la garantie de leur égalité (Perret, 2011: 61). L'unité du régime républicain ne pouvant être atteinte que par son homogénéité linguistique, l'unité autour de *la* langue française implique le rejet de la variation en français ainsi que des autres langues. Celles-ci sont considérées comme le signe du refus d'adhésion au projet républicain et comme des obstacles à sa diffusion.

Le processus de construction d'une communauté politique stato-nationale « se traduit par une tendance à *faire* frontière, voire à *faire front* contre » et produit « des définitions du "dedans" et du "dehors", de Soi et de l'Autre » (Duez & Simonneau, 2018: 43). L'identification à une communauté nationale, tout comme la distinction entre les nations, s'appuie en partie sur la langue nationale : les membres du groupe

national « sont sommés de se reconnaître en elle, autant qu'ils le sont de se différencier de ceux qui ne la parlent pas » (Canut, 2008: 30).

2.2.2 Dans la loi : la maîtrise de la langue nationale, indice du degré d'étrangéité

Le lien entre langue et nation oriente les procédures d'entrée dans la communauté et sur le territoire national. L'étude¹⁹, que nous avons réalisée, des textes législatifs publiés depuis le XVIII^{ème} siècle jusqu'à nos jours et relatifs au droit au séjour et à la naturalisation, en témoigne.

La formule « parcours d'intégration républicaine » est utilisée, depuis le début des années 2000, dans les discours politiques et les textes législatifs, pour désigner le processus d'installation administrative des étrangers sur le territoire français (Gourdeau, 2016; Lochak, 2011). Ce « parcours » y est présenté comme la période au cours de laquelle une personne se défait de sa qualité d'étranger pour endosser celle de national, sans en avoir encore le statut juridique. En 2015, dans une note relative à l'acquisition de la nationalité française adressée aux préfets par le ministre de l'Intérieur, ce dernier précise :

« L'acquisition de notre nationalité constitue ainsi dans la vie d'une personne un acte fondamental qui doit demeurer l'aboutissement logique d'un parcours d'intégration puis d'assimilation républicaine réussi et exigeant. Cette décision majeure n'est pas une simple formalité administrative, mais une démarche essentielle qui témoigne d'une volonté profonde et réfléchie de faire corps avec notre République, sa langue et ses valeurs. » (Cazeneuve, 2015: 18)

Le fait de qualifier la naturalisation d'« acte fondamental » « dans la vie d'une personne » et de « démarche essentielle » souligne le caractère transformateur de la procédure administrative. La conversion du sujet en membre de la communauté nationale est mise en scène comme le résultat d'un premier « parcours d'intégration » et d'un second « d'assimilation », produisant une distinction entre l'un et l'autre terme, fondée sur un degré d'intensité.

Depuis les années 1990, le terme « assimilation » a été remplacé par celui d'« insertion » puis d'« intégration » dans les discours publics et politiques (Lochak,

¹⁹ Cette étude a fait l'objet d'une publication (Padiou, à paraître). Nous la reproduisons dans cette section.

2006). Le mot « assimilation » avait, en effet, acquis une connotation péjorative et renvoyait aux discours colonialistes et à un processus de conversion totale du nouvel arrivant au modèle de la société dite d'accueil. Cependant, le terme n'a pas été retiré des textes de loi relatifs à la naturalisation. Ce maintien signale que l'entrée de l'étranger dans la communauté nationale est toujours conçue comme une conversion. Dans l'extrait de la note de 2015 présenté ci-dessus, le recours à une métaphore physiologique, avec l'expression « faire corps avec notre République », fait écho à la définition durkheimienne de la société, conçue comme un système d'organes, et de l'intégration, conçue comme solidarité entre ces organes (voir 1.3.3). Il prolonge également les premiers usages, au XVIII^{ème} siècle, du terme « assimilation » dans les discours sur la société où l'« on parle d'assimiler des individus comme le corps assimile des aliments » (Hajjat, 2012: 29). Selon la mise en scène construite par ce texte législatif, le « parcours d'intégration » correspond ainsi à une transformation progressive de l'essence de l'individu, qui le conduit à changer de nature : d'étranger, il devient naturalisable.

La connaissance de la langue française est un critère décisif pour passer d'une étape du « parcours d'intégration » à la suivante. En témoigne le texte du Contrat d'Intégration Républicaine* (CIR), signé par les personnes obtenant un premier titre de séjour en France, qui établit les formations civiques et linguistiques que celles-ci doivent suivre :

« Vous pouvez poursuivre votre parcours personnalisé d'intégration républicaine par un apprentissage approfondi de la langue française. Si vous souhaitez obtenir la carte de résident, vous devrez avoir atteint le niveau de langue A2 du CECRL.²⁰ »

Chaque étape du parcours correspond donc à l'obtention d'un titre de séjour de plus en plus long et l'augmentation de la durée du titre de séjour est directement liée à l'augmentation du niveau en français, selon les échelons du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL). Le niveau A1 doit être atteint au terme d'une première année de séjour et permet d'obtenir un titre pluriannuel de deux à quatre ans, le niveau A2 permet, lui, d'obtenir une carte de résident de dix ans, et le niveau B1 d'être naturalisé français.

Les textes législatifs qui circulent autour de ce « parcours » mobilisent le lieu commun de la fonction intégratrice de la langue française. C'est le cas lorsque,

²⁰ Un spécimen du CIR est présenté en annexe n° 8.

en 2016, le CIR remplace le Contrat d'Accueil et d'Intégration (CAI). Avec le CIR, la formation linguistique vise le niveau A1 du CECRL et non plus le niveau A1.1, comme c'était le cas avec le CAI. Dans le dossier de presse (2016: 3) qui annonce la mise en place du CIR, ce changement est justifié comme « permettant au primo-arrivant de s'intégrer plus sûrement dans la société française ». En 2017, le rapport d'information fait au Sénat (Karoutchi, 2017: 9) sur la mise en œuvre du CIR stipule que :

« la maîtrise par les étrangers de la langue française et la connaissance des valeurs fondamentales de la société et de la République françaises sont des conditions préalables à l'intégration des étrangers en France et à leur participation à la société et à son développement ».

Ces exemples montrent l'effet d'évidence qui entoure le lien de causalité entre maîtrise de la langue nationale et intégration à la nation, mais aussi la conception de l'apprentissage de la langue comme une *dette d'hospitalité* (Vigouroux, 2019).

L'unité de la nation par l'homogénéisation des pratiques langagières et la standardisation de la langue française apparaît dans les discours politiques dès la fin du XVIII^{ème} siècle, nous l'avons vu ci-dessus. Néanmoins, cela ne se traduit pas dans les procédures de naturalisation avant le milieu du XX^{ème} siècle, et dans le droit au séjour avant le début du XXI^{ème} siècle. En effet, l'observation des textes de loi relatifs au droit au séjour, à l'attribution de la citoyenneté et à la naturalisation, publiés depuis le XIX^{ème} siècle, met en évidence que les conditions d'admission de nouveaux entrants dans la communauté nationale sont fortement liées aux contextes économique et politique. Cependant, bien que la figure construite de l'étranger soit conjoncturelle, la maîtrise de la langue française est constamment mobilisée pour en définir les contours et distinguer l'étranger du national, l'autre du même.

Au XIX^{ème} siècle, le lien fait entre unité linguistique et unité nationale concerne autant la population française en métropole que les populations des territoires colonisés. Car le XIX^{ème} siècle est aussi celui de la deuxième vague de l'expansion coloniale française, notamment en Afrique, à Madagascar et en Asie du Sud-est. Comme le remarque Saada (2003: 11), historienne, les mises en place du régime colonial et du régime républicain sont liées. La conquête militaire de nouveaux territoires et leur mode d'administration colonial sont présentés comme la réalisation de la diffusion de l'universalité et de la civilité françaises, comme l'opportunité d'assimiler les populations colonisées à la population nationale. Cependant, avec la stabilisation de la domination coloniale à la fin du XIX^{ème} siècle, les discours sur

l'assimilation des populations colonisées se transforment. Leur assimilation est progressivement considérée comme impossible à atteindre, leur infériorité étant jugée trop importante (Hajjat, 2012: 47). Leur naturalisation va néanmoins rester possible.

Dans plusieurs colonies, le critère linguistique est alors érigé en principal critère préalable pour entrer dans la communauté nationale française. Le ministre de la Marine et des Colonies l'énonce ainsi en 1881 : on ne peut « donner les droits de citoyen à des hommes incapables de comprendre notre civilisation » (cité par Hajjat, 2012: 67). À partir de cette date, en Cochinchine, les personnes colonisées doivent démontrer leur connaissance de la langue française pour prétendre à la naturalisation ; en Tunisie, c'est à partir de 1910 ; en 1912, la même condition est requise, en Afrique Occidentale Française, pour les personnes non originaires de la région (2012: 67). Or, dans l'ensemble des territoires colonisés, seule une partie très restreinte de la population locale a la possibilité d'aller à l'école et donc de parler, comprendre, lire et écrire le français. L'exigence de la maîtrise de la langue française dans la procédure de naturalisation permet de préserver le caractère exceptionnel de celle-ci. À la même époque, en France métropolitaine, la connaissance du français ne fait pas partie des conditions requises pour être naturalisé. Un régime spécial est donc mis en place dans les colonies, pour soutenir la distinction entre les colons et les colonisés, et le critère linguistique fonctionne en plusieurs endroits comme la garantie de cette frontière.

Au XIX^{ème} siècle, en France métropolitaine, l'entrée des étrangers présents sur le territoire – principalement venus des pays voisins – dans la communauté nationale n'est pas considérée comme problématique. La langue nationale ne joue aucun rôle dans la procédure de naturalisation et la maîtrise du français n'est pas mentionnée dans les textes de loi. C'est dans les années 1930 que le critère d'assimilation et sa part linguistique apparaissent tous deux dans les questionnaires auxquels sont soumis les requérants, sous la forme « le postulant parle-t-il *notre* langue ? »²¹ (Lochak, 2013: 4). Le fait de parler la langue française, implicitement présentée comme *la* langue de tous les Français, est alors une opportunité dans la demande de naturalisation ; autrement dit, cela favorise son acceptation (Hajjat, 2010: 75). C'est avec l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant sur le code de la nationalité française que parler français va devenir « un critère de recevabilité » de la demande (2010: 75). Cette ordonnance relative au code de la nationalité française stipule, en effet, que « nul ne peut être naturalisé s'il ne justifie de son assimilation à la communauté française, notamment par une connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue française ». Le fait

²¹ Nous soulignons.

que la connaissance du français devienne nécessaire à la naturalisation donne une assise institutionnelle à la fonction intégratrice de la langue et à la conception selon laquelle elle garantit l'unité de la nation et distingue l'étranger du national. C'est donc en 1945 que la superposition entre les frontières linguistiques et celles de la communauté nationale entre dans la loi.

Cette affirmation, par l'appareil de l'État, de la coïncidence entre communauté linguistique et communauté nationale, crée une représentation doublement homogénéisante de la nation : au-dedans, des nationaux parlant le français ; au-dehors, des étrangers parlant des langues étrangères. Toutefois, l'observation des réformes successives de la nationalité aux XX^{ème} et XXI^{ème} siècles révèle que le degré de maîtrise du français qui permet de distinguer l'étranger du national est variable. Ainsi, en 1947, dans un contexte de déclin démographique et de reconstruction matérielle à la suite de la Seconde Guerre mondiale, un assouplissement des conditions de naturalisation est mis en place. Une circulaire relative à la naturalisation établit que « ce sont les ouvriers, les cultivateurs, indispensables au relèvement de notre pays qui doivent être naturalisés en premier lieu » (1947: 4029). Pour ce faire, le texte encourage les agents de l'administration à faire preuve de plus d'indulgence dans l'évaluation du niveau de langue nécessaire pour être naturalisé :

« sans tomber dans l'excès opposé et naturaliser un étranger qui ne serait pas capable de se faire comprendre en français, il convient cependant de ne pas refuser la naturalisation à un étranger sous le seul prétexte que sa prononciation et sa syntaxe sont défectueuses. » (1947: 4030)

Abaisser les exigences dans l'évaluation de la maîtrise de la langue française doit permettre de convertir plus d'étrangers en membres de la communauté nationale, afin d'augmenter la main-d'œuvre dans l'industrie et l'agriculture.

À l'inverse, depuis le début des années 2000 et alors que le chômage et la xénophobie sont en hausse²², les conditions d'acquisition de la nationalité se durcissent. Une loi relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers et à la nationalité vient ainsi poser « la connaissance suffisante de la langue française » comme nouvelle condition de la naturalisation des conjoints et conjointes de Français (2003, art. 65). À nouveau, « l'assimilation linguistique » est mobilisée comme variable d'ajustement à la situation politique et économique, cette fois pour restreindre

²² La Commission nationale consultative des droits de l'Homme (2021) montre, en effet, que les faits racistes sont en forte hausse depuis les années 1990. Tandis que 242 faits racistes étaient répertoriés en 1992 et 614 en 1995, ils étaient 1983 en 2019 et 2128 en 2021.

les entrées dans la communauté nationale. En 2011, les conditions de naturalisation des étrangers sont de nouveau réformées. Jusqu'alors, les agents de la préfecture avaient la charge d'évaluer le caractère « suffisant » de la connaissance de la langue française. Il est alors établi que cela correspond au niveau B1 oral du CECRL et que les requérants doivent désormais le justifier par un diplôme ou une attestation (Aubouin 2011: 3). En 2020, le niveau requis est étendu au B1 écrit.

Ce durcissement de l'évaluation linguistique de l'« assimilation à la communauté française » s'inscrit dans la politique de restriction des naturalisations menée par les gouvernements successifs : alors que, en 2010, 87 033 personnes avaient été naturalisées françaises, elles ne sont plus que 48 358 en 2019²³. Ces réformes consécutives de la procédure de naturalisation montrent que la figure de l'étranger considéré comme naturalisable varie selon la conjoncture politique et économique et que « l'assimilation linguistique » fait partie des variables d'assouplissement ou de durcissement des conditions d'entrée dans la communauté nationale. Si l'apprentissage de la langue du groupe représente bien « *a dept of hospitality* » (Vigouroux, 2019: 35) dont doivent s'acquitter les nouveaux membres, celle-ci n'est pas déconnectée des intérêts de leurs hôtes.

À partir du début des années 2000, la nécessité de la connaissance de la langue française se diffuse dans les procédures d'installation sur le territoire. Elle devient alors, non plus seulement un indice de conversion des nouveaux membres du groupe, mais un critère d'admission, en tant qu'invité. La loi relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité (2003, art. 6) fait, en effet, apparaître pour la première fois le critère de la connaissance du français dans les conditions d'obtention d'un titre de séjour. Elle stipule que

« la délivrance d'une première carte de résident est subordonnée à l'intégration républicaine de l'étranger dans la société française, appréciée en particulier au regard de sa connaissance suffisante de la langue française et des principes qui régissent la République française ».

Selon Leconte (2016: 21), pour les étrangers non européens souhaitant s'installer sur le sol français, il y a désormais un « devoir de langue » et non plus un droit à la langue. La même année marque la naissance du CAI, précédemment mentionné. Par la signature de ce contrat, la personne qui fait la demande d'un premier titre de séjour en

²³ Ces chiffres sont ceux du ministère de l'Intérieur, traités par le Centre d'observation de la société (2020).

France s’engage à suivre une formation sur les principes et valeurs de la république et une formation linguistique si son niveau en français est jugé insuffisant. L’État, lui, s’engage à fournir ces formations. Le niveau de langue établi comme objectif de la formation linguistique est le niveau A1.1. C’est le niveau le plus bas du CECRL, pensé pour des personnes non scolarisées et en apprentissage de la langue cible. Dans les années qui suivent la mise en place du CAI, le niveau en français requis dans les procédures administratives liées au droit au séjour augmente. En 2016, lorsque le CIR remplace le CAI, le niveau visé par la formation linguistique passe de A1.1 à A1. Comme avec le CAI, c’est l’assiduité à la formation linguistique qui peut être sanctionnée par un retrait du titre de séjour et non l’obtention du diplôme final. En ce qui concerne la carte de résident, le niveau requis est, à partir de 2018, le niveau A2 du CECR. Le tableau suivant synthétise ces évolutions.

Tableau 1 : Relation entre droit au séjour ou naturalisation et niveau en français

Date	Forme d’entrée dans la nation	Niveau en français
1945	Naturalisation	« connaissance suffisante » de la langue française
2003	Droit au séjour (10 ans)	« connaissance suffisante » de la langue française
2003	Droit au séjour (premier titre de séjour)	Niveau A1.1 du CECRL
2011	Naturalisation	Niveau B1 oral du CECRL
2016	Droit au séjour (premier titre de séjour)	Niveau A1 du CECRL
2018	Droit au séjour (10 ans)	Niveau A2 du CECRL
2020	Naturalisation	Niveau B1 oral et écrit du CECRL

Ces mesures concernent uniquement les personnes originaires de pays non membres de l’UE, puisque les ressortissants des pays membres de l’Espace Économique Européen (EEE) bénéficient du droit de circulation et d’installation dans l’espace Schengen. Les ressortissants de l’EEE ne sont donc pas considérés, du point

de vue des politiques migratoires nationales, comme des étrangers de même qualité que les étrangers de nationalité extra-communautaire. Cette différence entre ressortissants et non-ressortissants de l'EEE sur le plan du droit au séjour a pour conséquence d'invisibiliser les étrangers européens dans les procédures de recensement produites par l'Insee et de conduire à une « dé-européanisation *administrée* du fait migratoire » (Cornuau & Dunezat, 2008: 474). Les étrangers européens n'ayant pas immédiatement besoin d'un titre de séjour, il est plus difficile de les compter. De plus, les textes de loi relatifs au droit au séjour, le CIR et les rapports produits par les organes politiques sur l'intégration et l'immigration ne les concernent pas, puisqu'il ne leur est pas nécessaire de suivre le « parcours d'intégration républicaine » pour s'installer en France. La question de leur « assimilation à la société française » n'est pas posée et ne fait pas l'objet d'un débat public. Cela nous amène à considérer que les politiques migratoires nationales au sein de l'UE organisent la production d'une étrangeté extra-européenne et d'une même européenne. L'étranger dessiné, en France, sur un plan législatif et administratif, est un étranger non européen.

Les conditions d'entrée sur le territoire français sont donc, depuis les années 2000, organisées elles aussi par une vision « civilisatrice » de la langue française et par son « caractère magique » (Bouamama, 2005: np), selon lequel le partage de la langue française conduirait, *par magie*, à la cohésion des individus dans la nation. Le retour à l'histoire et aux réformes successives de la naturalisation et du droit au séjour permet la mise à jour de la constitution de la langue en catégorie de pensée d'État, constitutive à la fois de la définition du membre et du non-membre du groupe national. Le caractère naturel de cet « arbitraire culturel » (Bourdieu, 1993a: 50) explique, selon nous, l'invisibilisation de l'instrumentalisation de la langue dans le contrôle migratoire, mais aussi les crispations qui émergent dès lors que l'évidence de la fonction intégratrice de la langue est remise en cause. C'est son caractère magique qui est alors attaqué.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous nous sommes interrogée sur les figures préconstruites de l'altérité, du point de vue de ceux qui agissent en tant qu'hôtes-accueillants au sein des associations de solidarité en France. Nous avons tenu compte, pour ce faire, des profils des personnes généralement accueillies dans ces espaces : SDF*, majoritairement étrangères, pour beaucoup originaires du continent africain. Nous avons souligné l'intérêt d'étudier la rencontre qui se produit dans ces associations sous le prisme de la dialectique du même et de l'autre, telle qu'elle est conçue d'un point de vue

eurocentré. Il nous semble pertinent de tenir compte de la dichotomie sur laquelle repose la modernité et des multiples oppositions qui la structurent – progrès / tradition, rationalité / émotion, ordre / chaos, etc. Elle pose, en effet, un cadre normatif : il est attendu des sociétés et des individus qu'ils évoluent vers le premier pôle de ces oppositions. Cette attente repose sur une conception de l'histoire qui permet de penser une discordance entre co-présence dans l'espace et co-présence dans le temps, autrement dit de penser la non-contemporanéité du contemporain.

Nous avons présenté l'histoire longue de l'opposition entre modernes et non-modernes, et la façon dont elle avait été mobilisée pour distinguer et hiérarchiser le soi européen de l'autre oriental ou africain. Ce paradigme a également été investi dans l'invention de la race en tant que critère de classification et de hiérarchisation des sociétés humaines. L'infériorisation des personnes racialisées, parce qu'elle en fait des sujets moindres, légitime leur exploitation, à la période coloniale comme de nos jours. Ce paradigme peut être qualifié d'eurocentré : s'il a été conçu en Europe, il s'est ensuite diffusé à une échelle globale.

Dans cette conception eurocentrée, la langue est un critère de différenciation. Le caractère non familier d'une façon de parler est, en effet, un indice d'étrangéité : « *a cluster of sounds unintelligible to its listener no longer indexes the foreignness of the language but the speaking subject and their alleged cultural backwardness* » (Vigouroux, 2019: 42). Celui qui parle la langue nationale est considéré comme national, tandis que celui qui ne la parle pas ne peut qu'être étranger et venir d'ailleurs. Cette association entre *une* langue et *une* nation se retrouve dans l'expression même de « langue étrangère ». La superposition entre langue, territoire et nation, de même que le lien fait entre langue et altérité, affecte la perception de l'étranger et de l'accueil qui lui est fait. Pour Vigouroux (2019: 35), cette « *ideology-laden equation of language and nation* » explique pourquoi l'apprentissage de la langue nationale est aujourd'hui considéré comme « *a debt of hospitality* », dont les nouveaux arrivants devraient s'acquitter vis-à-vis de l'État. L'engagement dans l'apprentissage du français ou la maîtrise de cette langue sont alors considérés comme des indices d'allégeance au groupe et de la volonté d'en devenir membre. À l'inverse, « *failure to do so (for whatever reason) is taken as a deliberate act against the "welcoming" host society and as indexing the migrants' unwillingness to integrate* » (2019: 35). Tel qu'il est orchestré par l'État-nation, l'accueil des étrangers est lié au droit au séjour. La maîtrise du français est, en cela, liée à des questions matérielles pour les étrangers qui résident en France : elle permet de sortir de la précarité causée par l'absence de titre de séjour ou par des titres de séjour de courte durée.

Chapitre 3. L'hospitalité comme ensemble de pratiques langagières

Introduction

La mise en pratique de l'hospitalité donne lieu à une relation asymétrique en son principe. En effet, « l'un est chez lui, l'autre pas » (Gotman, 2007: 607). Le maître et la maîtresse de maison sont aussi les maîtres de l'accueil : ils sélectionnent leurs hôtes, contrôlent le commencement et la fin de l'hospitalité, définissent ses modalités, son déroulement. Donner l'hospitalité, c'est donc également « garder sous contrôle » (Boudou, 2014: 271). Comme mentionné dans le chapitre 1, cette asymétrie trouve un équilibre dans le caractère réciproque de l'hospitalité et le renversement des rôles d'hôtes accompli lors du contre-don d'hospitalité.

« Host and guest can at no point within the context of a single occasion be allowed to be equal, since equality invites rivalry. Therefore their reciprocity resides, not in an identity, but in an alteration of roles. » (Pitt-Rivers, 2012: 509)

Or dans le cas des associations accueillant des personnes privées de domicile, cette réciprocité différée peut difficilement avoir lieu et les rôles d'hôtes ne peuvent être redistribués. Nous faisons l'hypothèse que l'amplification de l'asymétrie qui en résulte peut renforcer la volonté des hôtes-accueillis de rejoindre le groupe des hôtes-accueillants. Cela leur permettrait, en effet, d'annuler leur dette d'hospitalité en accueillant à leur tour.

Cette hypothèse nous conduit à explorer plus attentivement la distribution des rôles d'accueillant et d'accueilli, et leur dynamique, au sein des espaces associatifs dédiés à l'hospitalité. Considérer les pratiques de l'hospitalité comme des pratiques langagières se révèle, alors, particulièrement fructueux.

Dans une première sous-partie (3.1), nous appréhenderons l'accomplissement de l'hospitalité à travers le prisme de la dramaturgie goffmanienne, en soulignant sa spécificité lorsqu'elle advient dans un espace associatif – et donc institutionnel. Nous montrerons que la relation d'accueil est une relation de rôles codifiée, asymétrique et territorialisée.

Dans une seconde sous-partie (3.2), nous nous intéresserons à la part langagière des pratiques de l'hospitalité. Nous présenterons les principales notions qui nous permettent de saisir l'interrelation entre pratiques langagières et ordre social. Nous soulignerons l'intérêt de considérer les interactions langagières comme des lieux où les sujets parlants se positionnent vis-à-vis d'un ordre social préétabli, le réaffirment, le maintiennent ou le transforment. Nous montrerons la nécessité, pour ce faire, de prendre en compte la dimension interactionnelle et discursive des pratiques langagières.

3.1 Accueillant, accueilli : des rôles à endosser et à performer

3.1.1 Les rôles d'hôtes au sein d'une institution associative : des rôles contraints ?

3.1.1.1 La dramaturgie de l'hospitalité

La pratique de l'hospitalité peut être envisagée comme s'inscrivant dans « la mise en scène de la vie quotidienne », selon la terminologie goffmanienne. Filant cette métaphore dramaturgique, Goffman (1973b: 23) qualifie de « représentation » « la totalité de l'activité d'une personne donnée, dans une occasion donnée, pour influencer d'une certaine façon un des autres participants ». L'acteur qui s'engage dans la représentation de l'hospitalité le fait face à ces « autres participants », nommés « public ». Selon le point de vue de l'acteur choisi, le public renverra donc à des participants différents. Chaque acteur joue un « rôle », c'est-à-dire un « modèle d'action préétabli que l'on développe durant une représentation ». Si ce modèle est « préétabli », c'est parce qu'il est lié à une « situation » qui implique un « scénario d'interaction [...] extrêmement codifié » (Bonicco-Donato, 2012: 214). Les rôles sont donc structurés par la situation, qui « préexist[e] à l'engagement des individus » et « ordonn[e] *a priori* l'action qui s'y déroule en faisant peser sur elle un certain type de contraintes » (2012: 221-222). Bien jouer son rôle d'hôte – accueillant ou accueilli – c'est « produire l'impression attendue par les autres » (2012: 214). Pour que la représentation de l'hospitalité soit réussie, « elle doit correspondre aux *attentes* des spectateurs en se présentant comme *normale* » (2012: 214).

La représentation de l'hospitalité repose le plus souvent sur deux groupes d'acteurs répartis dans deux « équipes » (Goffman, 1973b: 81) : les accueillants et les accueillis. Ces équipes peuvent être composées de membres aux profils hétérogènes ; néanmoins, la « coopération dramaturgique » impliquée par l'équipe masque leurs différences et

fournit, à l'inverse, « un facteur de cohésion » (1973b: 84). Faire équipe est un accomplissement collaboratif, qui repose sur la bonne coordination des différents acteurs et la bonne réalisation de leur rôle. Pour accomplir le modèle de la situation d'hospitalité, il ne suffit pas aux acteurs de « posséder les attributs requis » par leur rôle ; le rôle est « quelque chose qui demande à être actualisé et qu'il faut réaliser » (1973b: 79). Selon les lois de l'hospitalité, les deux rôles d'accueillant et d'accueilli sont liés par une « réciprocité qui veut que chacun accède aux désirs de l'autre » (Gotman, 2001: 92). Ils se distinguent, néanmoins, en plusieurs points.

Chacun de ces rôles est, en effet, rattaché à une « façade déterminée », à la fois « façade sociale », c'est-à-dire un « appareillage symbolique, utilisé habituellement par l'acteur », et « façade personnelle », c'est-à-dire un ensemble d'éléments « confondus avec la personne de l'acteur lui-même », comme l'âge, les mimiques ou les façons de parler (Goffman, 1973b: 29). Si les façades sociales de l'accueillant et de l'accueilli diffèrent selon les contextes historiques et culturels, elles comportent néanmoins des traits récurrents. En premier lieu, celui qui accueille est celui qui a le pouvoir de réglementer l'hospitalité : « la règle est toujours clairement et légitimement du côté de celui qui reçoit » (Gotman, 2001: 98). Cette règle reste généralement implicite, et c'est à l'accueilli que revient la charge de la décrypter ; c'est d'ailleurs le caractère implicite de la règle qui permet à l'accueillant d'en « garder la maîtrise » (2001: 104). L'accueillant est aussi le « serviteur » de celui qu'il accueille (2001: 94). Dans de nombreuses traditions d'hospitalité, il se doit ainsi de donner à son hôte la meilleure place à table et la préséance tout au long du repas (2001: 95). Pour Gotman (2001: 94), l'accueilli est, en ce sens, « le personnage central de l'action ». Le rôle d'accueillant implique d'offrir et celui d'accueilli de recevoir. Ce dernier doit manifester de la « gratitude » à son hôte, « accéder à ses désirs », se soumettre à ses demandes et manifester sa reconnaissance (2001: 94). En cela, son rôle implique de « savoir recevoir », au sens de savoir « accepter les présents de l'hospitalité » pour « mettre en valeur le maître de maison selon les codes en vigueur » localement (2001: 96). Loin d'être passif, l'accueilli coopère dans la représentation de l'hospitalité : il contribue à « valoriser celui qui le reçoit, à lui faire honneur, à le grandir » (2001: 96). Il participe ainsi à mettre en scène l'offre d'hospitalité. La mise en œuvre des rôles d'accueillant et d'accueilli vise donc à se « rehausser respectivement » (2001: 97), tout en maintenant une relation asymétrique. En effet, les acteurs se doivent de maintenir une distance entre eux, afin de ne pas mettre en péril la représentation de l'hospitalité. C'est cette distance qui permet de mettre un terme à l'hospitalité : « à l'hôte devenu trop familier, il est impossible de donner congé » (2001: 103).

Quelques études en sciences sociales se sont intéressées à l'articulation de la relation d'accueil avec différents rapports sociaux. Leurs autrices (Masson Diez, 2020; Rosello, 2002; Sahraoui & Tyszler, 2021; Tyszler, 2021) se sont notamment penchées sur les violences symboliques ou physiques qui découlent de l'articulation de la paire hôte-accueillant / hôte-accueilli avec des catégories de genre et de race. Elles se sont principalement focalisées sur des situations où les accueillants sont des hommes ou des femmes blancs et les accueillies des femmes non blanches. Rosello (2002: 126) a montré, à partir de l'étude d'un corpus littéraire et filmique, que lorsque les femmes sont hôtes de maison, elles font face à la combinaison de « *doubly disempowering identities of woman and servant* ». Lorsqu'elles sont, à l'inverse, dans le rôle d'invitées, leur est accordée « une forme dégradée d'hospitalité, protection mais non réception » (Gotman, 1997: 11). Face à des hommes accueillants, leur statut de femme favorise, en outre, le glissement de la « protection » à la « possession » (Rosello, 2002: 147). Dans une démarche ethnographique, Tyszler et Sahraoui (2021) se sont intéressées à l'accueil de femmes par d'autres femmes au Maroc, dans le cadre d'une ONG européenne. Elles notent que la forme de contrôle exercé sur les accueillies par les accueillantes réinvestit, renforce et naturalise les dichotomies « *good or bad mother* », « *rightful or shameful femininity* » (2021: 12). Masson Diez (2020), qui étudie l'hospitalité offerte à de jeunes hommes ouest-africains par des femmes française, dans leur domicile privé et dans un cadre associatif, remarque l'instauration d'un rapport maternant de type parent / enfant entre les hôtes. La relation d'accueil peut ainsi se configurer suivant des rapports de genre, d'âge et de race.

3.1.1.2 Le pouvoir des textes institutionnels associatifs sur la mise en ordre de la relation d'accueil

Lorsque l'hospitalité est offerte et reçue au sein d'un espace associatif, les rôles d'hôtes et la nature de leur relation sont fortement affectés par les textes qui cadrent le fonctionnement de l'association, tels que les statuts ou le projet associatif. Ces textes sont des lieux où se déploie l'« ethos discursif » de l'association, c'est-à-dire l'image que l'association construit d'elle-même, dans les discours qu'elle produit sur elle-même (Maingueneau, 2014; Perrin, 2012). L'actualisation de ces textes *in situ*, par leur lecture ou par le fait d'y faire référence, actualise donc aussi une image discursive du collectif associatif, et participe ainsi à la maintenir et à la renforcer. Cette circulation de l'ethos discursif de l'association n'est pas sans effet sur la mise en ordre des relations entre les personnes présentes au sein de l'espace associatif.

Les associations qui se consacrent à la pratique de l'hospitalité sont, en effet, des institutions. Nous utilisons ici le terme « institution » dans le sens que lui donne Smith (2001, 2018) : un mode d'organisation sociale où les activités des individus sont encadrées et coordonnées par des textes, en des espaces et des temps différents²⁴. Dans les organisations institutionnelles, « *local settings of people's work is co-ordinated into sequences in which others are active elsewhere and at other times* » (2001: 162). Ainsi, les écoles publiques, les hôtels de la chaîne Ibis, les boutiques Emmaüs ou les hôpitaux de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris relèvent chacun d'une organisation extra-locale dont le pouvoir d'action est trans-local. Dans chacun de ces cas, « *the objectified and translocal character of the ruling relations is accomplished in the local actualities of people's work and work settings* » (2001: 162).

Pour Smith, le caractère trans-local des institutions est rendu possible par les textes institutionnels : « *the ruling relations are essentially text-mediated and it is texts (or documents) [...] that provide for their capacity to exist beyond particular times, places, and peoples' doings* » (2001: 164). Le terme de texte renvoie, ici, à des « *forms of words, numbers or images that exist in a materially replicable form* » (2001: 164). C'est cette répliquabilité qui permet la manifestation de l'institution à travers le temps et l'espace. La notion de texte institutionnel de Smith rejoint en cela celle de « discours instituant » d'Oger et Ollivier-Yaniv (2003a, 2003b) – bien que leur conception de l'institution soit différente (voir la note n°24). Le discours instituant renvoie, en effet, au « discours officiel de l'institution », discours à la « fonction d'auto-production symbolique de l'institution par elle-même », qui la rend « visible et lisible » (2003b: np)²⁵.

Comme le démontre Smith (2018), les textes institutionnels ont un pouvoir de coordination des activités sociales. Ces textes « appellent, mettent en forme et objectivent » une certaine organisation des relations interpersonnelles (Malbois & Barthélémy, 2018: 9). Cela passe, notamment, par le fait qu'ils sont parsemés de catégories « coquilles » (Smith, 2018: 169), que les personnes remplissent en s'y affiliant ou en y affiliant leurs interlocuteurs. Les personnes quittent ainsi leur statut

²⁴ Le terme « institution » a donc un sens plus restreint que lorsqu'il englobe « *a body of transmitted recipe knowledge, that is, knowledge that supplies the institutionally appropriate rules of conduct* » (Berger et Luckmann cités par Smith, 2001: 164) – définition selon laquelle le mariage peut, par exemple, être considéré comme une institution. Il a néanmoins un sens plus large que lorsqu'il désigne les « organisations juridiquement inscrites dans l'appareil d'État », comme c'est le cas pour Oger et Ollivier-Yaniv (2003b: np).

²⁵ Les discours instituants ne subsument par l'ensemble des « discours institutionnels » qui, produits par des acteurs de l'institution, peuvent l'être « hors de contextes officiels » (2003a: 127) et exprimer « le point de vue des sujets » (2003b: np).

d'« individu singulier » pour entrer dans « des classes de personnes » (2018: 173), produites par l'institution et nécessaires à son fonctionnement. Autrement dit, le « lexique » de l'institution

« instaure une communication unilatérale qui sélectionne, réduit et englobe les manières particulières et situées d'être et de faire des personnes sous un corpus de catégories génériques qui recouvrent les actions situées et leur *accountability* pratique » (Malbois & Barthélémy, 2018: 32).

L'actualisation des catégories proposées par ces textes permet ainsi de reconnaître l'activité en cours comme relevant d'une institution et d'un ordre institutionnel donnés.

Le pouvoir des textes institutionnels – ou des discours instituant – sur la standardisation des actions des personnes tient à leur caractère constant et à leur capacité, en tant qu'objet matériel, à « apparaître sous une forme identique où que puisse se trouver le corps du lecteur, de l'auditeur, ou du spectateur » (Smith, 2018: 224). Ils fournissent, quel que soit le lieu où ils sont actualisés, « un vocabulaire standardisé, une structure sujet-objet, des entités, des sujets et leurs interrelations » identiques (2018: 162). Élaborés « depuis les positions de pouvoir au sein [d'un] régime institutionnel » donné (2018: 251), ces textes modèlent et régulent les activités des personnes, leur catégorisation et leur conceptualisation. Lorsque la pratique de l'hospitalité est organisée par une association, ses textes institutionnels façonnent donc les rôles d'hôtes, leurs relations, mais aussi le sens qui est donné à la rencontre.

L'ethnographie institutionnelle, tout comme la métaphore dramaturgique goffmanienne, « met l'accent sur les *contraintes* situationnelles » qui pèsent sur les acteurs et qui définissent les types de rôles qu'ils peuvent endosser (Bonicco-Donato, 2012: 216). Toutefois, si la situation institutionnelle exerce une contrainte, cela n'advient pas de manière mécanique, mais « toujours grâce à *une interprétation* de l'acteur » (2012: 225). En outre, ceux-ci gardent une certaine liberté vis-à-vis de la situation, de sa définition et de son organisation. Les lois locales de l'hospitalité orientent le déroulé des interactions entre les hôtes, tout en étant (re)définies par celles-ci. Certes, les participants à la relation d'accueil mobilisent des connaissances sociales préalables pour se catégoriser et catégoriser leurs interlocuteurs, pour manifester le rôle qu'ils jouent et pour définir l'activité en cours. Néanmoins, leurs interactions ne sont pas déterminées de façon absolue par les lois de l'hospitalité. Celles-ci peuvent être maintenues et reproduites à l'identique par les participants, mais elles peuvent aussi être assouplies, négociées et transformées par eux.

L'analyse que fait Meigniez (2018) de la construction des relations de rôle au sein d'une boutique de vêtement de seconde main, gérée par l'association Caritas, l'illustre bien. Dans cette boutique, des bénévoles rencontrent des bénéficiaires de l'association. Cette distribution des rôles entre aidants et aidés implique, comme nous l'avons déjà mentionné, un rapport asymétrique. Mais, dans ce cadre, les bénévoles sont aussi des vendeurs, et les bénéficiaires des clients. La relation de rôles aidant / aidé s'articule donc à celle de vendeur / client, qui est une relation complémentaire, mais pas forcément asymétrique – au sens de verticale. En outre, le dispositif de la boutique rend disponible un troisième rôle, celui de donateur de vêtements. Ce rôle peut être joué autant par des bénévoles que des bénéficiaires, des vendeurs que des clients. En effet, un bénévole peut aussi être un donateur et un donateur peut faire suivre l'acte de don par un acte d'achat. Dans cet espace, les acteurs se livrent ainsi à plusieurs représentations simultanées, impliquant des rôles distincts : celle du don, avec un donateur et un récepteur, celle de l'aide social, avec un aidant et un aidé, celle de l'achat, avec un vendeur et un client. Cette superposition des rôles implique une fluidité dans le jeu des acteurs. Le mélange des rôles, loin d'être contingent et indépendant du projet de l'association, est au contraire souhaité et organisé par celle-ci. Il permet, en effet, de dépasser la dichotomie aidant / aidé. Selon Meigniez (2018: 126), le « brouillage catégoriel » à l'œuvre dans la boutique favorise ce dépassement.

3.1.1.3 Catégoriser les participants à la relation d'accueil

Tous les acteurs sociaux sont confrontés à un problème pratique : « face à un objet, une personne par exemple, comment choisir la description appropriée, étant donné qu'une infinité de descriptions possibles est référentiellement adéquate ? » (Mondada & Gülich, 2001: 237). Les processus de catégorisation mis en œuvre par les individus manifestent la façon dont ils répondent à ce problème. En choisissant de catégoriser une personne, un objet ou une activité d'une façon ou d'une autre, ils mettent en lumière « *the way they produce activities and see activities and organize their knowledge about them* » (Sacks, 1989: 273). Les catégories sociales ne s'imposent pas aux locuteurs de manière transcendante ; elles sont entretenues par eux, alimentées par leurs expériences antérieures. Pour associer un objet ou un sujet à la catégorie sociale la plus pertinente, les locuteurs mobilisent des raisonnements et des savoirs sur les groupes, ainsi que sur leurs conduites typiques ou attendues. Pour ce faire, selon Sacks (1989: 271), les locuteurs piochent dans des « *category sets* », formés au cours de leurs expériences sociales. Ces catégories sont « *inference rich* » (1989: 272), c'est-à-dire qu'elles sont un « lieu d'archivage et de cristallisation des savoirs ordinaires » du

locuteur sur la société (Mondada & Gülich, 2001: 238). Lorsqu'une personne est rangée dans une catégorie, elle est considérée comme « *a representative of that category* » (Sacks, 1989: 272). L'acte de catégorisation produit ainsi des attentes en termes d'activités et de rôle social. Le dispositif de catégorisation est, en cela, aussi un dispositif de contrôle social. Autrement dit, lorsqu'un individu est rangé dans une catégorie, cela équivaut à lui dire : « *Remember you're a such-and-such (a lady, an American, a Negro, a Catholic, etcetera). That is, any action you take is exemplary* » (1989: 274).

La catégorisation n'est donc pas une démarche neutre. Une catégorie et les traits qui la caractérisent relèvent toujours d'une construction, laquelle reflète un certain positionnement des sujets parlants. Lorsqu'ils utilisent une certaine catégorie, ils s'inscrivent dans une démarche active : ils actualisent cette catégorie et participent ainsi à la construction de l'ordre social (Wald, 1987: 110). La catégorisation est donc une activité langagière de taxinomie, qui met en jeu les savoirs des sujets sur la société. C'est un processus selon lequel les individus sont assemblés en groupe, évalués et hiérarchisés (Vigouroux, 2019: 43). Mais c'est aussi une activité performative, qui organise les pratiques sociales et médiatise les relations entre les interlocuteurs (2019: 43). Sacks (1989: 280) souligne que, dans le cas des collections catégorielles binaires, les membres affiliés à l'une ou l'autre catégorie peuvent être perçus de la façon suivante : « *the haves and the don't haves* ». Dans les rencontres au sein de la boutique décrite par Meigniez (2018), le brouillage catégoriel (bénévole / bénéficiaire, donateur / récepteur, client / vendeur) brouille donc aussi la répartition du pouvoir. Les personnes présentes peuvent être rattachées de manière pertinente tant au « *group in power* » (1989: 280) qu'au groupe qui ne l'est pas.

3.1.2 La territorialisation de l'hospitalité

Les dimensions symboliques, politiques et sociales de l'espace jouent un rôle dans la construction de la relation d'accueil et des procédés d'altérisation ou d'identification qui en découlent. En effet, l'hospitalité est la rencontre entre deux personnes étrangères l'une à l'autre, dans le chez-soi de l'une d'entre elles. Tant ce chez-soi que celui de la personne accueillie sont chargés d'un « imaginaire spatial », c'est-à-dire d'un ensemble d'images – connotations, symboles et mythes – qui lui donnent sens (Bailly, 1989). Selon le point de vue adopté, selon que ces lieux ont déjà été arpentés ou non, l'imaginaire qui leur est attaché sera différent. Il orientera donc, de façon distincte, les activités des personnes prises dans la rencontre de l'accueil. La mise en lien de ces lieux avec une histoire, des valeurs, des désirs, en font, en effet, des « catégories socio-

spatiales », qui affectent tant les orientations des locuteurs au sein de l'espace (Auzanneau & Trimaille, 2017) que la catégorisation des personnes qui en sont, par métonymie, considérées comme les représentantes. En outre, pour l'ensemble des participants à la relation d'accueil, l'expérience de la mise en œuvre de l'hospitalité transforme leur représentation du « chez-soi ». Autrement dit, « *what constitutes home depends very much on the way hospitality is imagined, performed, offered, or denied* » (Molz & Gibson, 2007: 11). Le « *home* » est modelé par l'expérience de l'altérité, constitutive de la pratique de l'hospitalité : il se révèle, par effet miroir, du fait de l'expérience d'un chez-soi *autre* ou de l'expérience de son chez-soi par un autre. L'altérité, comme l'ipséité, se fonde donc sur une dimension spatiale importante. L'*autre* est « spatialis[é], pens[é] comme nécessairement associé à un "Ailleurs" » (Hancock, 2007: 73).

La notion de territoire, telle qu'elle a été définie en géographie des représentations, nous aide à penser le rapport entre espace et ordre social, tout en tenant compte de la dimension imaginaire de l'espace, mentionnée ci-dessus. Le territoire se distingue, en effet, de l'espace et du lieu (Bailly, 1989; Di Méo, 1998). Il s'inscrit d'abord dans « l'ordre de la matérialité », il est un « support terrestre » (Bailly, 1989: 54; Di Méo, 1998: 108). Mais il est aussi un « espace social », c'est-à-dire un ensemble de « lieux de la biosphère tissés par l'entrelacs des rapports sociaux et spatiaux caractéristiques des groupes humains qui les occupent, les produisent ou simplement les convoitent » (Di Méo, 1998: 107). En tant qu'espace social, le territoire a donc trait à la formation des groupes sociaux et à l'identification des individus à un ou plusieurs groupes de référence (1998: 107). En tant qu'« espace vécu », il témoigne du « rapport existentiel, forcément subjectif, que l'individu socialisé établit » avec les lieux qu'il arpente (1998: 107). Un territoire peut avoir été créé intentionnellement, découpé et contrôlé par des groupes humains, et revêtir ainsi une dimension politique (1998: 107-108). C'est le cas, nous l'avons vu au chapitre deux, des États-nations (voir 2.2.1). La notion de lieu revêt elle aussi une dimension symbolique et sociale, mais se distingue de celle de territoire par son caractère borné et « par le principe de co-présence d'êtres et de choses porteurs d'un sens spatial particulier » (1998: 108). Pour Di Méo (1998: 108 et 110), « le territoire regroupe et associe des lieux », et cet agrégat est produit tant par les pratiques spatiales des individus que par leurs discours. Les actions des individus (leurs mobilités, leurs activités sociales, leurs pratiques langagières) participent donc à la formation d'un territoire, notamment par l'association entre lieux et groupes sociaux. La dimension spatiale de l'hospitalité ne peut être négligée. D'une part, elle est intrinsèquement liée à la mobilité des hôtes-accueillis et à l'immobilité des hôtes-

accueillants. D'autre part, elle est un temps de rencontre entre des personnes ou des groupes constitués, par la situation elle-même, comme différents.

Gotman (2001 : 115) montre, à travers la description et l'analyse de différentes expériences d'hospitalité privée, que la « territorialisation de l'hôte » est une « précondition de l'hospitalité ». La place faite à l'hôte est certes symbolique, mais elle est aussi spatiale. Sur ce plan, elle ne se superpose jamais à l'ensemble de la surface domestique : pour « contenir l'hôte dans des limites définies [...], de manière plus ou moins explicite, lui sont signifiés un périmètre et des déplacements autorisés » (2001: 115). À l'inverse, le maître ou la maîtresse de maison « peut s'autoriser à intervenir partout y compris dans l'espace privé de ses hôtes » (2001: 120). L'attribution d'une signification sociale à un espace clos se traduit donc surtout, dans le cas de la territorialisation de l'hospitalité, par des interdits. La sociologue observe que ces limites peuvent être transgressées sans que cela n'aboutisse à aucune forme de sanction. Les franchissements pacifiques de ces seuils « indiquent bien que la frontière n'est pas en soi hostile, mais qu'elle est la spatialisation de l'état de rapports sociaux du moment » (2001: 121). Ce phénomène ne concerne pas uniquement l'espace privé du domicile. Il advient dès lors que les personnes se livrent à une représentation de l'hospitalité, comme c'est le cas dans les associations de solidarité. Lorsqu'une association se consacre à accueillir, son espace est territorialisé suivant l'ordre de l'hospitalité. Les significations sociales et symboliques attribuées aux différents lieux qui composent un espace associatif sont particulièrement dynamiques et liées aux activités qui s'y déroulent. Cette territorialisation, produite par les hôtes, participe à leur installation dans un rôle d'accueillant ou d'accueilli et à l'élaboration de la relation sociale qui les lie. L'observation de la dimension spatiale de l'ordre social permet à l'analyste d'examiner la formation des groupes d'accueillants et d'accueillis, mais aussi de saisir leur hétérogénéité, leur dynamisme et le caractère poreux de leurs frontières.

Dans la plupart des associations, des catégories émiqes sont utilisées pour distinguer les hôtes-accueillants des hôtes-accueillis. Ces derniers sont, par exemple, nommés « participants » à Arc-en-Ciel, une association rattachée à AIDES et décrite par Gotman (2001), « bénéficiaires » au Repère, l'association suisse où Aubry (2020) a mené une étude ethnographique (voir 1.2.3), et « accueillis » dans celle qui nous a intéressée. La dénomination des hôtes-accueillants prend en compte, dans ces trois cas, leur statut de salarié ou de bénévole. À Arc-en-Ciel, les salariés sont appelés « permanents » et les bénévoles « volontaires » ; au Repère les premiers sont des « intervenants sociaux » et les seconds des « bénévoles » ; les membres d'Autremonde

distinguent les « salariés » des « bénévoles ». L'existence de ces deux catégories souligne l'existence d'une frontière au sein du groupe des accueillants. Aubry (2020), Gotman (2001) ou encore Cottin-Marx (2019), ont souligné la tension qui imprègne la relation entre ces deux catégories d'hôtes-accueillants. Les conflits, plus ou moins larvés, portent le plus souvent sur la répartition, entre personnes salariées et bénévoles, des activités liées au rôle d'accueillant et soulèvent notamment des enjeux liés à l'organisation du travail et à la reconnaissance symbolique. La dénomination « hôte-accueillant » est donc homogénéisatrice : elle masque la dualité et les frontières internes au groupe qui se charge de l'organisation et de la mise en œuvre de l'accueil (Gotman, 2001: 454).

La façon dont les personnes affiliées à ces deux catégories d'hôtes-accueillants se déplacent au sein de l'association et la façon dont elles s'approprient cet espace fonctionne comme un indice de leur positionnement dans la relation d'accueil. Cet indice vaut tant pour les personnes présentes que pour l'analyste. À Arc-en-Ciel, les bureaux des salariés sont situés dans un espace à part, à l'étage, tandis que les activités des bénévoles se situent au rez-de-chaussée. Cela aboutit à une « coupure entre le haut, espace professionnel, et le bas, espace de l'engagement » (2001: 455). La distinction entre les deux groupes est donc spatialisée. Pour Gotman (2001: 454), cela participe à distinguer des « hôtes principaux et hôtes secondaires ». Dans l'organigramme associatif, les bénévoles sont dans une position hiérarchique supérieure aux salariés. Le président d'une association ne peut être que bénévole et le Conseil d'administration (CA) – instance décisionnaire et chargée, notamment, des ressources humaines – est composé en quasi-totalité de bénévoles. À Arc-en-Ciel, les salariés, employés pour leurs qualifications, doivent être des supports aux bénévoles, des soutiens logistiques à la bonne mise en œuvre de l'hospitalité. Institutionnellement, ce sont les bénévoles qui sont les hôtes principaux. Or ils ne sont présents que ponctuellement, contrairement aux salariés – « permanents » – qui occupent l'espace dans la durée. Pour Gotman (2001: 454), cette appropriation spatiale et temporelle des lieux bouscule l'ordre de l'hospitalité :

« Lorsque [...] les maitres ne sont présents que par intermittence alors que l'intendant l'est en permanence, les rôles changent et l'intendant devient celui sur lequel repose la qualité de la réception ».

Si le groupe des accueillants est divisé et en tension, le groupe des hôtes-accueillis est lui aussi hétérogène. Et cette structure sociale a elle aussi son pendant spatial. Ainsi,

Gotman (2001: 469) souligne la différence, à Arc-en-Ciel, entre les nouveaux et les anciens « participants », différence entretenue par les uns et les autres. Ceux qui fréquentent l'association depuis longtemps se sentent menacés par la venue de malades aux profils sociologiques différents du leur. En effet, en plus de l'ancienneté, les critères de différenciation se fondent sur des critères sociaux : toxicomanes et non-toxicomanes, homosexuels et hétérosexuels, hommes et femmes. L'hétérogénéité interne au groupe des accueillis se manifeste, par exemple, par leur répartition dans l'espace de la salle de restauration : les uns ne partagent pas la table des autres.

Si l'occupation de l'espace est orientée par la catégorie émique à laquelle une personne a été – ou s'est – affiliée, cette catégorisation ne la contraint pas totalement. Autrement dit, les processus de catégorisation orientent les activités spatiales, et inversement. Meigniez (2018: 127) montre que les déplacements dans l'espace de la boutique de Caritas peuvent informer les processus de catégorisation à l'œuvre. L'exemple suivant en témoigne. Une personne entre dans la boutique, reste dans l'entrée et donne des vêtements. Elle signale ainsi qu'elle est une donatrice. Puis, elle se déplace vers le fond de la boutique pour regarder les articles en rayon. Son déplacement montre qu'elle glisse du rôle de donatrice au rôle de consommatrice, donc qu'elle peut être catégorisée comme cliente et bénéficiaire de l'association. Les activités spatiales font donc partie intégrante de la performance d'un rôle social et participent aux processus de catégorisation sociale.

L'observation de la territorialisation de l'hospitalité permet à l'analyste de se défaire des catégories émiques et d'observer comment les participants à la relation d'accueil endossent un rôle d'hôte, voire passent, selon les situations, du rôle d'accueillant à celui d'accueilli. Si les rôles d'hôtes sont liés à la représentation de l'hospitalité, leur distribution n'est donc pas donnée a priori.

« Host and guest are analyzed here as shifters, as their referential meanings are context-dependent. [...] This shift unsettles the host and guest positions by not positing them a priori or analyzing them as immutable. » (Vigouroux, 2019: 35)

Concevoir l'hospitalité comme une représentation, selon la métaphore dramaturgique de Goffman, nous invite à prêter attention à la spatialisation de sa mise en scène, autrement dit à la dimension spatiale des activités sociales et langagières qui font partie de la performance des rôles d'hôtes. D'une part, l'imaginaire spatial contribue à former des représentations de l'altérité et à orienter les processus de catégorisation sociale des personnes présentes. D'autre part, les activités spatiales des personnes donnent un sens

social à leur environnement : l'ordre social a un ancrage spatial. Cette prise en compte de l'espace favorise la perception du décalage entre rôle social et catégorie sociale : comme performance d'un ensemble de comportements et d'attitudes situées, le rôle est le versant « dynamique » de la catégorie sociale (Vion, 1992: 81) et il peut donc s'en écarter.

3.2 Co-construction interactionnelle de la relation d'accueil

Nous l'avons vu, les activités socio-spatiales des participants ont des effets directs sur l'ordre de l'hospitalité, et inversement. Le rôle et la catégorie sociale sont interreliés : la mise en scène d'un rôle peut orienter le processus de catégorisation ; la catégorisation sociale peut déclencher la performance d'un rôle. Or les activités de catégorisation sociale et de performance des rôles sont aussi des activités langagières. La parole est « un *agent actif de l'élaboration des situations* » et elle y produit « des effets en retour » (Boutet, 1994: 63).

« la relation entre [le] monde et les discours n'est [pas] de simple correspondance naturelle, voire de "reflet", mais est le résultat d'une activité constructive des sujets parlants, activité cognitive permanente par laquelle ils catégorisent, découpent, à partir de leur propre point de vue, le monde des activités matérielles, des personnes et des objets » (1994: 122).

Il devient nécessaire, dès lors, de préciser la teneur de cette interrelation entre pratiques langagières et ordre social, et de clarifier ce que Goffman (2016: 213-214) appelle « un "couplage flou" entre des pratiques interactionnelles et les structures sociales ».

3.2.1 Rôle social et rôle interactionnel

L'asymétrie caractéristique de l'ordre de l'hospitalité se trouve renforcée lorsque celle-ci est mise en œuvre dans un cadre associatif, où elle relève d'une institution. En effet, les interactions institutionnelles, où « au moins un participant représent[e] une organisation institutionnelle », sont des interactions caractérisées par leur asymétrie (Mondada & Keel, 2017: 22). Celle-ci tient notamment à la stabilité des rôles interactionnels. Par rôle interactionnel, nous entendons le rôle joué par un participant dans l'organisation et la structuration de l'interaction : questionner, répondre, évaluer, relancer, distribuer la parole, etc. (Burger, 2004). Le rôle *interactionnel* est donc à distinguer du rôle *social*, qui rend compte « des schémas d'actions attachés à la

réalisation d'une position *sociale* effective »²⁶ (Vion, 1992: 104). Dans le cas de la conversation ordinaire, la distribution des rôles interactionnels peut conduire à une asymétrie, qui se manifeste, par exemple, par une répartition ou une longueur inégales des tours de parole. Mais si la répartition des rôles est fluide et que l'asymétrie n'est pas réifiée, alors elle n'est pas liée à une distribution inégale du pouvoir entre les participants. À l'inverse, la structure des interactions institutionnelles est stable. De ce fait, asymétrie interactionnelle et hiérarchie sociale s'articulent et se renforcent mutuellement. Par exemple, en situation de classe, la distribution des tours de parole répond au modèle de la pré-allocation : elle « exclut l'auto-sélection des locuteurs élèves et exclut qu'un autre locuteur que l'enseignant sélectionne le locuteur suivant » (Mondada, 1995: 62). En outre, la paire adjacente question-réponse, habituelle lors des conversations ordinaires, est élargie à un troisième tour : question-réponse-évaluation. Cette séquentialité particulière de l'échange produit l'activité en cours comme une activité de classe. De plus, elle

« permet à la fois au professeur de démontrer son savoir et d'affirmer son rôle d'évaluateur, et à l'ensemble des étudiants, auxquels l'évaluation du professeur sert d'instruction, de savoir comment la réponse doit être formulée pour être évaluée positivement » (Mondada & Keel, 2017: 25).

En situation de classe, le rôle interactionnel du professeur est lié au « statut épistémique » d'expert et installe les élèves dans la place de novices (2017: 9).

Tandis que dans les conversations ordinaires, la distribution et la séquentialité des tours de parole « produi[sent] localement des rôles interactionnels [...] qui ne sont pas rattachés à un participant en particulier », la situation de classe – en tant que situation institutionnelle – fige le rapport entre rôle social et rôle interactionnel (2017: 26). Le participant membre de l'institution a généralement davantage droit à la parole et au contrôle de l'échange que le participant qui n'en est pas membre. Les interactions institutionnelles sont donc caractérisées par des

« role-structured, institutionalized, and omnirelevant asymmetries between participants in terms of such matters as differential distribution of knowledge, rights to knowledge, access to

²⁶ Nous soulignons.

conversational resources, and to participation in the interaction »
(Drew et Heritage cités par Mondada & Keel, 2017: 26).

L'institution, en convoquant une distribution stabilisée des rôles interactionnels et des activités qui leur sont liées, crée l'inégale distribution du pouvoir entre les participants.

Toutefois, tant l'asymétrie interactionnelle que le type de relation sociale qui lui est articulé peuvent être contestés et négociés par les participants à l'échange, et notamment ceux qui y occupent une position subordonnée. Ainsi, Merlino (2017) étudie les interactions thérapeutiques entre des orthophonistes et des adultes aphasiques. Elle s'intéresse à la façon dont l'organisation de leur échange, sur un plan discursif, interactionnel et gestuel, configure leurs appartenances catégorielles et manifeste une asymétrie institutionnelle, la maintient, l'assouplit ou la recalibre. L'asymétrie n'est donc pas « immuable ». D'autres catégories peuvent faire concurrence à la paire catégorielle professionnel / client, ou à celle de thérapeute / patient, propres à la situation institutionnelle de la séance thérapeutique. La catégorie d'« apprenant », par exemple, cohabite avec celles de « client », de « locuteur compétent », ou encore de « locuteur ordinaire ». Ces catégories, ainsi que le caractère hiérarchisé ou non de l'échange qu'elles induisent, sont accomplies « manière collaborative, tour après tour, au cours de la séance et peuvent faire l'objet de négociations, voire de redéfinitions, de la part des participants » (2017: 59). Merlino (2017: 69) donne l'exemple d'un locuteur aphasique qui bloque l'activité en cours en introduisant un topic nouveau. Il passe alors de la position de patient à celle d'expert, évaluant la compréhension de son interlocutrice : il ajoute des éléments pour la guider, valide sa bonne compréhension de l'énoncé produit. Les rôles interactionnels peuvent ainsi s'inverser, conduisant à un renversement temporaire de la hiérarchie jusque-là en vigueur. Le caractère accompli de l'ordre interactionnel explique l'imprévisibilité des échanges. Autrement dit, « les sujets sont les produits d'un système en même temps qu'ils transforment ce système : ils obéissent à des règles et des normes en même temps qu'en les faisant fonctionner ils les modifient » (Vion, 1995: 180).

3.2.2 L'ordre interactionnel de l'hospitalité

En toute situation, les participants à une interaction s'associent dans la construction du sens, suivant une volonté commune de coopération. Ils s'engagent « dans un travail constant de coordination, de synchronisation, d'ajustement de leurs perspectives » (Mondada & Gülich, 2001: 202). La contextualisation de l'activité en cours joue un rôle important dans cette co-construction du sens. Le contexte peut, en effet, être

considéré comme un construit, qui structure les activités langagières des participants à une interaction, tout autant qu'il est structuré par elles.

« Instead of viewing context as a set of variables that statically surround strips of talk, context and talk are now argued to stand in a mutually reflexive relationship to each other, with talk, and the interpretive work it generates, shaping context as much as context shapes talk. » (Duranti & Goodwin, 1992: 31)

En tant que « *socially constituted, interactively sustained, time-bound phenomenon* » (1992: 6), le contexte est donc dynamique. Des interlocuteurs peuvent invoquer un contexte, puis un autre, selon l'activité dans laquelle ils s'engagent, voire au cours d'une même activité. Il s'agit d'une « *praxis* », constituée en interaction (1992: 9). Pour l'analyste, il s'agit d'aborder le contexte selon le point de vue émique des participants à une activité. L'objectif est de s'approcher de la « *perspective of an actor actively operating on the world within which he or she finds him- or herself embedded* » (1992: 5). Pour les participants eux-mêmes, la pertinence d'un contexte peut être objet de négociation : « *one party's proposals as to what should constitute operative context might fail to achieve ratification by others* » (1992: 6). En interaction, les individus produisent des procédures « *accountable* », c'est-à-dire « descriptibles », « rapportables » ou « explicables », qui donnent « à l'action son caractère sensé, ordonné, intelligible » (Mondada & Gülich, 2001: 198). Ce sont ces détails « *accountable* », « *seen but unnoticed* » (Garfinkel, 1967), qui permettent aux acteurs de s'accorder dans l'accomplissement d'une situation particulière, telle que celle de l'hospitalité. Ils puisent, pour ce faire, dans un savoir socio-historique partagé.

Les interlocuteurs construisent le sens et se coordonnent dans l'orientation contextuelle de l'activité en cours grâce à des « indices de contextualisation ». Ceux-ci sont définis, par Gumperz (1989a: 28) comme :

« les caractéristiques superficielles de la forme du message [qui] constituent l'outil par lequel les locuteurs signalent et les allocutaires interprètent la nature de l'activité en cours, la manière dont le contenu sémantique doit être compris et la manière dont chaque phrase se rapporte à ce qui précède ou à ce qui suit ».

Le sens des indices de contextualisation est implicite et leur processus d'interprétation passe le plus souvent inaperçu. Ces indices de contextualisation sont verbaux et non verbaux : ils peuvent être gestuels, prosodiques, interactionnels, linguistiques ou

encore énonciatifs (1989a: 29). Autrement dit, ils sont multimodaux (Mondada, 2004). L'ordre des tours de parole, par exemple, fait partie des règles interactionnelles qui participent à l'élaboration d'une situation. Il permet aux participants de donner une structure particulière et signifiante à l'interaction, reconnaissable par les uns et par les autres. L'organisation des tours de parole et la séquentialité des échanges participent ainsi à « l'accomplissement de la catégorisation des rôles, des activités, du contexte » (Mondada & Gülich, 2001: 203). L'ensemble de ces détails permet aux participants de coopérer dans la construction du sens, et à l'analyste « de décrire comment l'ordre social se constitue dans l'activité locale des locuteurs » (2001: 200). L'étude de tels éléments permet, en effet, d'observer comment les statuts des participants à l'interaction « sont rendus publiquement disponibles et s'incarnent localement dans des conduites reconnaissables comme telles et dans des formes séquentielles correspondantes » (2001: 208).

Ce qui les définit comme *indices* de contextualisation, c'est leur fonction indiciaire : ils pointent vers une dimension contextuelle spécifique. Celle-ci peut concerner l'environnement immédiat, ou plus lointain, de l'activité en cours ; le contexte étant un « *background knowledge that extends far beyond the local talk and its immediate setting* » (Duranti & Goodwin, 1992: 8). Ce qui permet aux indices de contextualisation d'opérer, c'est un ensemble de connaissances partagées par les participants, « acquises lors d'expériences interactives antérieures » et qui leur « permettent d'associer des façons de parler à des présupposés contextuels » (Gumperz, 1989a: 66). Les indices de contextualisation reposent donc sur une « convention sociale » (1989a: 30). Dès lors, se pose la question du caractère opérationnel de ces indices dans des situations de rencontre, comme celles produites par l'hospitalité, où les participants n'ont pas forcément en partage « les présupposés sociaux à partir desquels un message doit être interprété » (1989a: 30). Cette même question se pose pour l'analyste, confronté à des échanges entre des participants avec lesquels il ne partage pas toujours ces « présupposés sociaux ». Dans de telles situations, il est possible que l'actualisation du trait linguistique ou prosodique qui fonctionne habituellement de façon indiciaire ne fasse que « déclencher le processus d'inférence » sans forcément aboutir à l'actualisation des connaissances d'arrière-plan inférées (Roberts et al., 1999). La situation d'hospitalité est donc particulièrement intéressante, en ce qu'elle peut rassembler des individus qui n'ont pas d'expérience interactionnelle commune ni de fond de connaissances commun relatifs aux lois situées de l'hospitalité, sur lesquels ils pourraient s'appuyer dans la mise en œuvre de leurs interactions. L'utilisation ordonnée des règles interactionnelles qui permet

l'élaboration et l'accomplissement de la relation d'accueil relève donc d'un effort particulier de coordination et de coopération de la part des participants.

Comme l'a montré Gumperz (1989a: 30), l'absence de convention sociale en partage, parce qu'elle est source de malentendus et d'incompréhensions, a pu être pensée comme « une communication défectueuse ». La communication que l'on dirait correcte ou normale serait, à l'inverse, celle qui réunit des locuteurs monolingues, qui partagent les mêmes savoirs communicationnels. Ce présupposé que l'homogénéité linguistique, culturelle et sociale des sujets soit la norme a été mis en cause à de nombreuses reprises. Pour Nicolai (2003: np), « les entités communautaires à l'intérieur desquelles s'actualisent les échanges communicationnels sont [...] "non-homogènes" par définition ». Il est pertinent, dès lors, de considérer la « gestion plurielle des codes comme l'une des *conditions de nécessité* de l'activité symbolique » (2003: np). L'incompréhension et le malentendu sont alors compris, non pas comme des dysfonctionnements de la communication, mais comme faisant partie des activités de communication. Tant les pratiques de reformulation (Traverso, 2017) que les techniques d'ajustement ou de réparation (Mondada, 1999) auxquelles ils peuvent conduire font donc partie de l'activité langagière *normale* de co-construction du sens. Nous adoptons, ainsi, le « postulat intégrant la complexité au départ » (Nicolai, 2003: np).

L'interaction a été conçue, notamment dans une perspective interactionniste, comme un espace de composition de l'intersubjectivité, de la manifestation de ses ruptures et de sa préservation. L'intersubjectivité est définie comme un « *common grasp [of reality]* », qui se construit, se négocie et se transmet en interaction (Schegloff, 1992: 1295). Elle est à la fois dialogale et dialogique. Dialogale, parce qu'elle a trait « au dialogue en tant qu'alternance de tours de parole » (Bres, 2005: 49). Ainsi, pour Mondada et Gülich (2001: 209), le tour de parole est un « accomplissement collaboratif » : il « n'est jamais le seul fait de celui qui l'énonce, mais incorpore constamment la conduite de ses auditeurs, qui contribuent à le configurer de façon réflexive ». Dialogique, parce que l'échange de paroles repose sur le présupposé de la possibilité d'une compréhension commune entre les interlocuteurs et que les énoncés produits sont orientés par/vers cette intercompréhension (Bres, 2005: 52-53). Ainsi, « en parlant chacun rejoue constamment la partition de l'autre, lui emprunte ou anticipe ses jugements, ses formulations » (Perrin, 2004: 9).

La construction du sens est donc, fondamentalement, une co-construction, par au moins deux sujets qui se reconnaissent comme tels. Or nous avons montré, dans le

chapitre précédent, que certaines personnes – racialisées, exotisées – pouvaient ne pas être considérées comme des sujets à part entière et que cela pouvait reposer, notamment, sur la perception de leurs façons de parler. L’infériorisation des individus passait alors par l’infériorisation de leurs pratiques langagières. Celles-ci étaient considérées comme une « *comunicación simple* », à même de produire un sens dénotatif, mais ne relevant pas de la communication dialogique et rationnelle (Veronelli, 2015a: 46). Parce que leurs pratiques langagières n’étaient pas perçues et catégorisées comme une langue « *en sentido pleno* », leurs locuteurs n’étaient pas perçus comme des sujets « *en sentido pleno* ». Ce geste, parce qu’il écarte le présupposé de la reconnaissance de l’autre comme sujet à part entière, nous semble bousculer le caractère dialogique de l’intersubjectivité. Qu’advient-il, sur un plan interactionnel, lorsqu’un locuteur ne reconnaît pas l’autre comme un sujet à part entière ? Cette question, que nous laissons en suspens, incite à tenir compte des traces et des effets de la négation de la subjectivité dans les interactions.

3.2.3 Dynamique des places et labilité des positionnements

Nous l’avons vu, les rôles sociaux et les rôles interactionnels sont interreliés. S’ils exercent une contrainte sur les activités des sujets, ceux-ci peuvent néanmoins les négocier, s’en détacher. Comme le précise Vion (1995: 183), « si le social préexiste à l’interaction, il n’existe en fait que par sa mise en scène interactive qui, tout en le confirmant, le transforme et le constitue ». Toutefois, la question des observables linguistiques de cette interrelation entre ordre social et ordre interactionnel reste à poser. La prise en compte de la dimension énonciative des activités langagières est, sur ce point, particulièrement féconde. En rendant compte de leur finesse, l’approche énonciative met en lumière le caractère labile des positionnements des participants à une interaction, ainsi que leur liberté de jeu vis-à-vis de la « représentation » (Goffman, 1973b) en cours et de son « "script" ou "modèle d’action" » (Vion, 1999: 97).

La notion de « place », proposée par Vion (1992), permet de conceptualiser l’interrelation entre le plan social, interactionnel et discursif. En effet,

« On ne saurait communiquer sans passer par la construction d’une relation sociale, et cette relation s’exprime précisément à partir d’un rapport de places, impliquant un positionnement respectif des images identitaires » (1992: 80).

La place correspond donc à la position occupée, par un sujet, au sein d’un « cadre interactif » (Vion, 1995). Parce qu’elle est construite vis-à-vis d’un interlocuteur et

qu'elle implique « un positionnement respectif », elle est toujours prise dans un *rapport* de places. Ce rapport est généralement binaire et complémentaire : expert / non expert, consultant / consulté, adjuvant / opposant, honnête / malhonnête, rigoureux / laxiste, etc. Le rapport de places est certes « subordonné à un cadre interactif déterminé », mais il « se trouve influencé par ce cadre en même temps qu'il l'influence » (1999: 101). En effet, si une situation sociale donnée entraîne des attentes, en termes d'activités sociales, de rôles interactionnels, de rapports de places, les sujets n'y sont pas tenus et peuvent opérer un *déplacement* vis-à-vis de l'attendu. Il y a donc, là aussi, une « détermination réciproque ou circulaire », entre l'ordre interactif et l'ordre social, sans que l'un ne l'emporte sur l'autre (1999: 104). Cette liberté des sujets vis-à-vis du cadre interactif participe à l'indétermination des relations sociales et à leur transformation.

Pour Vion (1995: 183), une interaction peut être divisée en différents « modules », c'est-à-dire en des « moments interactionnels subordonnés » au type d'interaction plus large, lequel définit le « cadre social de la rencontre ». Précisons qu'il s'agit bien d'interactions et de modules *types*, dont le « découpage décrit mal la réalité, le passage se faisant par des mouvements progressifs d'initiatives et d'allers-retours dans une zone intermédiaire » (Vasseur, 2000: §31). L'exemple d'une consultation médicale, traité par Vion dans plusieurs articles (1995, 1999, 2005), illustre la distinction entre module et cadre interactif, et leur lien avec les rapports de places. L'interaction de type « consultation médicale » est composée par la succession des modules « entretien médical », « auscultation », « diagnostic » et « prescription ». Mais au cours d'une consultation médicale, les deux interactants peuvent s'engager dans un module de « conversation », qui ne traite pas de la santé du patient, et mettre en jeu un rapport de places autre que celui d'expert / non expert impliqué par la représentation principale. Si la conversation porte sur un domaine qui n'est pas familier au médecin, le rapport de places pourra même se renverser. Néanmoins, il ne viendra pas remplacer le rapport de places relatif au cadre de la consultation, mais s'y combiner. Autrement dit, le médecin « occupera simultanément la place d'expert médical (au sein d'un rapport de place qui définit le cadre) et la place de non expert par un second rapport de place subordonné au premier » (1999: 98). La succession des rapports de places n'advient que lorsque les participants à l'interaction signalent la fin d'une « représentation » (Goffman, 1973b) et l'ouverture d'une autre. Dans l'exemple de Vion, il y aurait ainsi succession et non combinaison des places, si la conversation s'engageait après que le médecin a mis fin à la consultation. Penser la combinaison des rapports de places nous conduit à nous détacher d'une conception linéaire du positionnement dans l'interaction, où les places ne pourraient que se succéder les unes aux autres. Elle nous

permet de concevoir le rapport de places dans son *épaisseur*, et de complexifier le caractère binaire de la répartition des rôles sociaux ou interactionnels, que véhicule la notion de « relation ». En effet, « le terme relation, pratique en ce qu'il visualise l'existence de deux positions sociales, ne l'est plus lorsqu'il s'agit d'analyser les liens que deux sujets tissent à travers le langage », qui s'avèrent hétérogènes et pluriels (Vion, 1995: 188).

Ce jeu de positionnement est observable dans l'activité langagière des sujets. Il est notamment visible dans la mise en scène de « voix » et de « points de vue » (Perrin, 2009), orchestrée par le sujet parlant et au sein de laquelle il prend place. Ces voix, ces points de vue et ce qu'ils expriment ne sont pas forcément assumés par le sujet parlant. Les points de vue sont ceux d'« énonciateurs », c'est-à-dire d'entités discursives, « réelles ou imaginaires, identifiables ou non » (Vion, 1999: 109), qui « assume[ent] ce qui est dit [et] les contenus qui s'y rapportent » (Perrin, 2009: 62). Si les énonciateurs *parlent*, « c'est seulement en ce sens que l'énonciation est vue comme exprimant leur point de vue, leur position, leur attitude, mais non pas, au sens matériel du terme, leurs paroles » (Ducrot cité par Perrin, 2009: 62). L'expression des points de vue de ces énonciateurs se manifeste par des « marques de distanciation », comme les lexicalisations, les connecteurs ou encore les modalisateurs (Vion, 2005: 38). Le sujet parlant peut montrer qu'il prend en charge un point de vue énoncé ou, au contraire, s'en distancier. La voix du locuteur, elle, peut être identique ou non à celle du sujet parlant. Les « locuteurs » sont les responsables de « l'acte locutoire consistant à énoncer les mots et les phrases » (Perrin, 2009: 62), tandis que le sujet parlant est l'« être empirique, responsable de l'activité effective (articulatoire, cognitive, sociale) en quoi consiste la parole » (Perrin, 2004: 268). Il peut, dans son discours, faire entendre la voix de locuteurs distincts de lui, et des actes d'énonciation distincts de l'acte d'énonciation en cours. Le locuteur peut être clairement identifié ou non. Lorsque la voix exprimée correspond à « une voix collective relevant d'un ensemble indéterminé d'énonciations antérieures », elle est désignée comme relevant d'un « on-locuteur » (Perrin, 2007: 97). À l'écrit, ces différentes voix sont, par exemple, marquées par les guillemets du discours rapporté. À l'oral, elles peuvent être signalées par l'utilisation de certains verbes de parole ou par une variation prosodique. Cette variété de voix et de points de vue est orchestrée, par le sujet parlant, selon une « scénographie discursive », c'est-à-dire sur la « scène construite par le texte » (Maingueneau, 2016: 84). Ce plan scénographique est distinct du plan « scénique », scène de jeu des sujets parlants, où ils se livrent à une représentation donnée. Ces deux plans ne sont pas indépendants l'un de l'autre, mais interreliés.

En investissant une place, en se positionnant vis-à-vis de son interlocuteur, le sujet parlant se positionne également vis-à-vis d'autres voix et d'autres points de vue, qui habitent et traversent son discours. Sur la scène discursive se déroule donc un « jeu où les places énonciatives se font et se défont sans cesse » (Vion, 1999: 110), et ce mouvement énonciatif participe à la fluidité et au dynamisme des positionnements dans l'échange. « Le grain fin de l'énonciation » (Vion, 2005: 43) et la distinction entre sujet parlant, locuteur et énonciateur, permettent de rendre compte du *jeu* – au sens d'écart – qui peut exister entre un sujet et le rôle social qu'il endosse. La place qu'il prend au sein de la scénographie discursive, et le rapport qu'il montre, vis-à-vis des voix et des points de vue qui s'y expriment, peuvent conduire à la mise à distance de la représentation sociale en cours. Le positionnement – social, interactionnel, énonciatif – s'épaissit et devient pluriel : « un énonciateur dit, un autre joue ; celui qui dit "joue" le rôle, celui qui joue "se joue" du rôle » (Vion, 1995: 187).

Conclusion

La question du rapport entre la contrainte, exercée par les structures sociales ou interactionnelles, et l'indépendance des sujets vis-à-vis de cette contrainte, traverse ce chapitre. Nous avons montré que les ordres social et interactionnel étaient interreliés et que, si nous les distinguons par facilité théorique, il était nécessaire de les penser ensemble. À chacun de ces niveaux se rejoue la dialectique entre contrainte et liberté. Chaque fois, nous avons montré que l'ordre déterminait les pratiques tout en étant déterminé par celles-ci, sans que la prédominance du premier sur les secondes ne puisse être établie. Au contraire, nous avons insisté sur la marge de manœuvre dont disposaient les sujets : bouleversement de la distribution des rôles sociaux à l'intérieur d'une même représentation, contestation de l'ordre interactionnel préétabli, fluidité des rapports de places au cours d'un échange.

Notre ancrage théorique est donc sociolinguistique, en ce qu'il nous permet de penser l'interrelation entre ordre social et pratiques langagières. Loin d'une conception dichotomique ou homogénéisante des rapports sociaux, cet appareillage théorique nous permet d'appréhender les relations sociales dans leur complexité, leur hétérogénéité et leur pluralité. Appliqué au geste de l'hospitalité en milieu associatif et aux tensions qui le traversent, notre cadre théorique nous permet de considérer les rencontres interpersonnelles qui fabriquent l'accueil comme un ensemble de pratiques langagières situées. Dès lors, nous pouvons saisir la multiplicité, l'enchevêtrement et la fluidité des positionnements des sujets qui font l'hospitalité, dans leur dimension à

la fois sociale, interactionnelle et discursive. Nous pouvons tenir, dans un même temps et sans contradiction, le poids des structures sociales qui pèsent sur les sujets et la possibilité de la transformation ou du déplacement de ces structures.

Conclusion de la partie I

Cette première partie a permis de présenter le cadre théorique sur lequel repose notre recherche et à partir duquel nous étudions la dimension langagière des pratiques de l'hospitalité. Comme le rappellent Boutet et Costa (2021: 13), « la spécificité de la sociolinguistique consiste à ne jamais séparer l'étude du matériau linguistique [...] de celle des situations sociales de production ». C'est pourquoi nous nous sommes attachée, dans les deux premiers chapitres, à contextualiser l'objet de notre recherche en présentant un ensemble d'éléments sociaux, historiques et politiques relatifs à la mise en œuvre de l'hospitalité en milieu associatif.

Dans un premier chapitre, nous nous sommes intéressée à ce milieu associatif, et plus particulièrement aux associations de solidarité. Celles-ci sont impliquées, depuis l'émergence du secteur associatif, dans l'hospitalité accordée aux personnes pauvres, sans domicile et étrangères. L'action de ces associations peut être conçue comme relevant des pratiques de la bien-faisance. En effet, elles défendent une vision du bien et agissent pour la transformation de la société et sa mise en accord avec l'idéal défendu. Cette représentation du secteur associatif, diffusée par les associations elles-mêmes, a également été relayée par les sciences humaines et sociales. Cette image de bien-facteur pose un voile sur deux aspects qui nous paraissent essentiels. D'abord, ces associations peuvent être considérées comme s'inscrivant dans un dispositif plus large de définition, gestion et contrôle de la déviance, aux côtés d'acteurs habituellement identifiés comme relevant du pôle de la répression plus que de la protection (Del Percio, 2016; Pette, 2014; Rullac, 2010). Ensuite, les espaces associatifs sont, comme tout espace social, traversés par des conflits et des rapports de pouvoir. De récents travaux en sciences sociales (Aubry, 2020; Di Cecco, 2019; Dunezat & Galerand, 2013) ont ainsi mis en lumière les processus de hiérarchisation et les relations de domination à l'œuvre au sein d'associations œuvrant pour une société plus égalitaire. C'est dans la lignée de ces travaux que nous inscrivons notre recherche.

L'hospitalité, en tant que rencontre asymétrique avec un *autre*, met en jeu des processus d'altérisation, d'identification et de hiérarchisation. Nous avons exploré, dans un second chapitre, la spécificité de ces processus lorsque l'hospitalité advient dans un espace associatif en France. Nous avons montré que, du fait de l'histoire (post-)coloniale et des caractéristiques sociales des personnes sans domicile, ces figures de l'altérité étaient liées à une vision du monde eurocentrée et exotisées, infériorisées, radicalisées. La conception de l'hospitalité, de même que la relation

d'accueil, en est affectée ; la dialectique du même et de l'autre rejoue des dichotomies instaurées par la modernité et la colonialité.

Dans un troisième chapitre, nous avons présenté l'intérêt de faire des pratiques de l'hospitalité l'objet d'une étude sociolinguistique. Nous appréhendons, en effet, la relation d'accueil selon le cadre théorique de cette discipline, en nous concentrant sur l'interrelation entre pratiques langagières et ordre social, dans un espace où cet ordre est en partie institutionnalisé. Pour saisir cette interrelation, nous tenons compte, d'une part, du cadre institutionnel de la rencontre et, d'autre part, de l'épaisseur à la fois interactionnelle, discursive et énonciative de la matérialité langagière. Cela nous permettra d'analyser le caractère à la fois contraint, fluide et labile des positionnements des participants à la relation d'accueil. La prise en compte de la dynamique des rôles – sociaux et interactionnels – et des rapports de places nous permettra de montrer comment les lois de l'hospitalité sont énoncées, comment elles sont diffusées, reprises, maintenues, transgressées ou transformées par les personnes engagées dans la relation d'accueil.

Notre recherche relève d'une démarche empirique. Notre questionnement, de même que la réflexion présentée dans cette première partie, découle de va-et-vient entre des observations ethnographiques, des lectures bibliographiques et l'exploration de notre corpus. Nous avons, en effet, mené pendant plusieurs années une recherche de terrain dans une association de solidarité qui accueille des personnes sans domicile à Paris. La présentation du cadre méthodologique de notre recherche et du corpus qui y est exploité fera l'objet de la partie suivante.

PARTIE II. CADRE MÉTHODOLOGIQUE. TERRAIN, DÉMARCHE DE RECHERCHE ET MÉTHODE DE PRODUCTION DES DONNÉES

Introduction de la partie II

Notre recherche se fonde sur une étude ethnographique menée, suivant la technique de l'observation participante, pendant une période relativement longue. Pendant environ deux ans, nous avons fréquenté de façon régulière une association parisienne de solidarité avec les personnes dites en situation d'exclusion et de migration. Nous avons observé et participé aux activités qui y sont organisées, mené des entretiens avec ses membres, enregistré leurs interactions en diverses situations. Les observations réalisées dans ce cadre, de même que l'exploration des données produites, ont participé à faire émerger et à définir notre question de recherche.

Dans cette partie, nous montrerons comment nous avons constitué notre corpus et exposerons les questions méthodologiques et éthiques qui ont accompagné ce processus. Dans le chapitre 4, nous présenterons l'association où notre recherche de terrain a été menée et retracerons le déroulement de celle-ci. Nous préciserons les différents rôles que nous avons joués au sein de l'espace associatif : avant de nous y présenter comme doctorante, nous y avons, en effet, été bénévole et salariée. Nous reviendrons sur les questionnements qui ont émergé de nos pratiques de recherche et qui les ont orientées. Notre cadre théorique, présenté dans la partie précédente, outille la réflexion sur la démarche ethnographique que nous avons mise en œuvre. Nous montrerons en quoi, en revenant, selon une perspective sociolinguistique, sur les discussions autour des notions d'observation participante, de paradoxe de l'observateur, ou encore de positionnement du chercheur.

Le chapitre 5 sera consacré à la présentation des données qui forment notre corpus et des outils qui ont permis leur production. Les questions éthiques, relatives à l'anonymisation des participants à la recherche et à la confidentialité de leurs pratiques, seront également abordées. Bien qu'elles n'y soient pas spécifiques, elles se posent de façon accrue dans un espace social où le degré d'interconnaissance est fort.

Chapitre 4. Une démarche ethnographique sociolinguistique en milieu associatif et solidaire

Introduction

Cette recherche se fonde sur une recherche de terrain qui s'est déroulée pendant près de deux ans au sein d'une association parisienne de solidarité. Il s'agit d'une association de quartier qui, selon ses propres termes, se consacre à la « *lutte contre l'exclusion* » et au « *maintien du lien social* »²⁷. Lorsque cette association devient le terrain de notre recherche doctorale, elle ne nous est pas inconnue. Nous y avons, en effet, déjà été bénévole, puis salariée. À travers ce parcours, nous avons pu poser différents regards sur l'association, mais aussi nouer des relations de confiance avec plusieurs de ses membres, notamment salariés et bénévoles. Ce dernier aspect revêt une importance non négligeable. D'une part, cela a facilité l'accès à un ensemble d'informations qui seront présentées dans les pages suivantes, telles que celles relatives au mode de financement ou aux profils des membres de l'association. D'autre part, cela nous a permis de construire notre question de recherche en lien avec certaines des réflexions menées au sein de l'association, notamment par l'équipe salariée et le CA.

La première sous-partie de ce chapitre (4.1) sera consacrée à la description de l'association où nous avons mené notre recherche. Nous présenterons son environnement géographique, ses missions et ses membres. Dans la deuxième sous-partie (4.2), nous reviendrons de façon détaillée sur la démarche ethnographique que nous avons mise en œuvre et nous nous interrogerons sur la spécificité d'une approche ethnographique *sociolinguistique*. Dans la troisième (4.3), nous soulignerons en quoi le cadre sociolinguistique permet d'outiller la réflexivité sur les pratiques du chercheur sur son terrain.

²⁷ Voir le *projet associatif*, p.4 et 7, annexe n°1.

4.1 L'association Autremonde²⁸

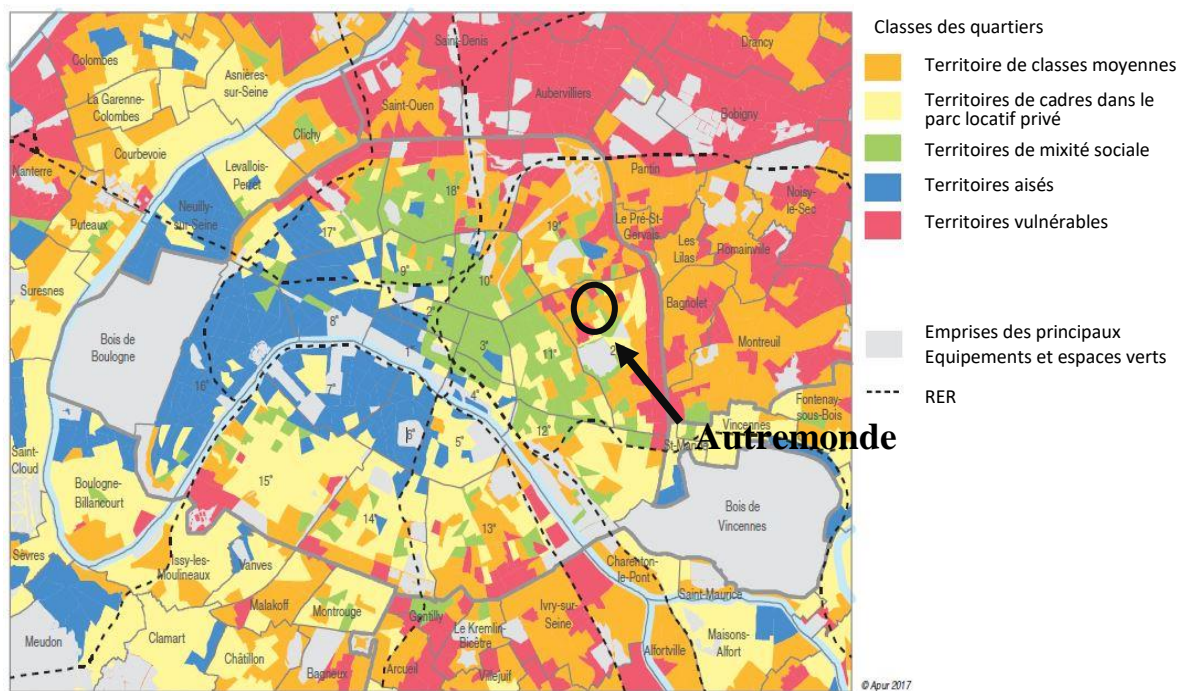
Nous procéderons, dans les pages suivantes, à la description de l'association où nous avons mené notre recherche de terrain. Nous la situerons dans son environnement proche, décrirons son projet associatif et ses activités, présenterons ses membres et son mode de fonctionnement. L'espace associatif décrit est celui qui a été notre terrain de recherche : sans concevoir l'association comme un espace social figé, nous ne prenons toutefois pas en considération les transformations qui ont eu lieu ultérieurement. Cette description, synthétique, sera pour le lecteur une première familiarisation avec l'espace sur lequel a porté notre recherche. Certains éléments, tels que les discours de présentation de soi produits par l'association ou les pratiques de dénomination de ses membres, ne seront qu'introduits dans cette partie pour être repris, approfondis et analysés dans les chapitres 6 et 7.

4.1.1 L'implantation d'Autremonde dans son quartier

Depuis sa création, en 1994, Autremonde se trouve dans le 20^{ème} arrondissement de Paris. À l'origine située dans le quartier de Pelleport, dans l'enceinte de l'hôpital Tenon, l'association déménage en 2006 dans le quartier de Belleville. Ce quartier, situé dans l'un des arrondissements les plus pauvres de la capitale²⁹, connaît un processus de gentrification rapide ces dernières années (Caenen et al., 2017). Le quartier de Belleville se caractérise par « une grande diversité de population : tous les profils de quartier [territoires de classes moyennes, territoires de cadre, territoires de mixité sociale et territoires vulnérables] y sont présents sauf les territoires aisés » (2017: np). Malgré sa gentrification croissante, Belleville « constitue l'un des derniers quartiers populaires de Paris » (Clerval et al., 2011 : 9). La carte suivante, tirée de l'étude de Caenen et al. (2017), permet de mieux situer l'association dans l'espace parisien.

²⁸ La question de l'anonymisation des données sera traitée dans le chapitre 5 (voir 5.2). Précisons néanmoins dès à présent que nous avons été autorisée par le CA à utiliser le nom de l'association. Afin de favoriser l'anonymat des personnes ayant participé à la recherche et la confidentialité de leurs propos, nous avons choisi de rester imprécise quant aux dates auxquelles nous avons mené notre recherche de terrain.

²⁹ En 2011, le taux de pauvreté y atteignait 20%, selon le Centre d'observation de la société (2014).



Source : Insee, recensement de la population 2012.

Carte 1 : Localisation de l'association Autremonde

Belleville est également considéré comme un « quartier d'immigration », c'est-à-dire un quartier où l'immigration est importante sur le plan démographique³⁰, mais aussi « visible » dans l'espace urbain (Simon, 1993: 379). En effet, on y remarque « l'appropriation de l'espace [du] quartier par les populations immigrées à travers les commerces et leur fréquentation assidue de l'espace public » (Clerval et al., 2011: 6). La visibilité des populations immigrées* s'entend aussi sur le plan langagier. Plusieurs études en sociolinguistique, datant des années 1980 et 1990, ont montré que le plurilinguisme dans l'espace public et marchand caractérisait ce quartier (Drivaud & Peretz-Julliard, 1984; Grimaldos, 1996); aujourd'hui encore, les habitants de Belleville, les passants et les commerçants font usage d'une pluralité de langues.

L'histoire migratoire de Belleville est relativement récente. Le démographe Simon (1993: 381) montre que c'est seulement après la Seconde Guerre mondiale et en lien avec « une politique d'immigration intensive » menée par l'État français que s'installent les premiers Algériens, Portugais et Marocains. Ils sont rapidement suivis, dans les années 1960, par des personnes originaires d'Afrique subsaharienne, puis, dans les années 1970, par des personnes originaires d'Asie du Sud-Est. Les membres

³⁰ Selon l'INSEE (2018), en 2015, 21% de la population du vingtième arrondissement est immigrée, c'est-à-dire née étrangère à l'étranger et résidant en France.

de ces deux derniers groupes, plutôt que de quitter le quartier, s'y sédentarisent et gagnent en visibilité (1993: 385). Selon la dernière enquête démographique menée par l'APUR (2002: 103), le quartier de Belleville et les quartiers alentour accueillent toujours un nombre important d'étrangers* africains et chinois dans les années 2000. Dans ces quartiers, la part d'étrangers originaires d'un pays non membre de l'UE est plus importante qu'ailleurs : elle « atteint près de 18 % de la population totale dans le quartier administratif de Belleville (20^e) et dépasse 20 % dans le quartier voisin de Folie Méricourt (11^e) », ce qui est « deux fois plus que la moyenne parisienne » (Clerval et al., 2011: 3). La présence importante d'étrangers originaires d'Afrique subsaharienne est liée à celle, ancienne, de plusieurs foyers de travailleurs migrants. Ces foyers, construits dans les années 1970 à Paris pour héberger les hommes ouvriers étrangers venus des territoires colonisés d'Afrique du Nord et subsaharienne, sont en effet situés pour moitié dans le nord-est de la capitale³¹. Lors de notre étude ethnographique, Autremonde organise des cours de français dans trois de ces foyers.

L'association Autremonde se trouve dans une rue calme et résidentielle, relativement à l'écart de l'animation, des commerces et des métros. La photo suivante en présente une vue, depuis la rue.



Photo 1 : La devanture de l'association (Google street view)

Au cours de notre recherche de terrain, un bar, sur le trottoir d'en face, constitue une sorte d'annexe à l'association. Certaines réunions y sont menées lorsque les salles de l'association sont prises, la soirée peut s'y prolonger après des événements festifs. Les relations avec le voisinage, généralement cordiales, se tendent autour de certaines

³¹ En 2010, les 10^{ème}, 11^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements regroupaient 24 des 49 foyers de travailleurs migrants (ou résidences sociales issues de foyers), 3 666 des 8 047 résidents officiels et environ 2 420 des 4 654 « suroccupants » (Jankel & Trouillet, 2011).

pratiques : les personnes assises sur les scooters garés devant l'association et le bruit lors des soirées organisées à l'association sont les principaux objets de conflit avec le voisinage. Néanmoins, à notre connaissance, aucune action ouvertement hostile n'a été entreprise par des voisins à l'encontre d'Autremonde.

Le quartier où se situe l'association est cosmopolite, caractérisé par une mixité sociale importante et de fortes inégalités économiques. L'action de l'association et les personnes qui la fréquentent sont donc loin d'être en décalage avec leur environnement. À l'inverse, l'association s'inscrit dans le réseau des structures qui favorisent l'installation des nouveaux arrivants (Simon, 1993: 380) et qui soutiennent les habitants les plus pauvres. Dans la même rue, on trouve d'ailleurs deux associations proposant des cours de français, du soutien scolaire et des repas à prix libre.

4.1.2 Les missions de l'association

Autremonde présente ses objectifs dans différents textes écrits. Nous nous appuyons ici sur le *projet associatif*³² et les *statuts*³³ pour décrire les missions de l'association, telles qu'elle les met en mots. Ces discours de présentation de soi feront l'objet d'une analyse approfondie dans le chapitre 6.

Contrairement à d'autres associations, Autremonde ne distribue pas de nourriture, ne met pas à disposition des hébergements, des douches ou des vêtements, ne propose pas d'assistance individuelle, administrative ou juridique, ni d'accompagnement dans l'acquisition d'un emploi ou d'un logement. Elle place, au cœur de son action, la production et le maintien du « *lien social entre toutes les personnes composant notre société, quelle que soit leur situation (précarité, isolement, migration, etc.)* »³⁴. Elle souhaite ainsi jouer un rôle complémentaire à celui des associations qui traitent des besoins dits primaires – se nourrir, dormir –, en favorisant les relations interpersonnelles entre les bénévoles et les bénéficiaires de ses actions. Autremonde se donne pour objectif de « *lutter contre l'exclusion* » et en faveur de « *l'égalité* », de « *la dignité* » et de « *la mixité sociale* », par le renforcement de « *la cohésion* » et de « *l'inclusion* »³⁵, au sein de son espace associatif et en dehors.

³² En annexe n°1.

³³ En annexe n°2.

³⁴ Citation de l'article 2 des *statuts* (voir annexe n°2).

³⁵ Citations du *projet associatif* (annexe n°1).

Autremonde demande à ses bénévoles de « témoigner » « des phénomènes de grande précarité et d'exclusion » et de « porter les valeurs de l'association »³⁶ à l'extérieur de celle-ci. En effet, les bénévoles sont, par leur expérience même de bénévolat à Autremonde, « confrontés à des situations de terrain », des « situations d'exclusion, d'isolement et de précarité »³⁷. Un ensemble de formations leur est proposé, afin de leur permettre de mieux appréhender les situations administratives, sociales et psychologiques des personnes accueillies et de pouvoir les orienter efficacement vers différents acteurs associatifs ou publiques. L'association considère que l'expérience des bénévoles, enrichie par ces formations, viendra nourrir leur engagement militant, leur volonté d'action et servira la diffusion du modèle de société qu'elle promeut.

L'une des caractéristiques de l'association, qu'elle identifie comme faisant partie de ses « valeurs et principes d'action »³⁸, est l'accueil inconditionnel. Toute personne peut fréquenter ou adhérer à l'association, sans autre critère que sa majorité civile. Cette spécificité distingue Autremonde d'autres associations où l'âge, le sexe, la situation administrative et familiale fonctionnent comme des critères autorisant ou non la participation aux activités associatives. L'une des principales conséquences de cet accueil inconditionnel est la présence importante de personnes en situation irrégulière sur le territoire français.

Pour répondre à ses objectifs, Autremonde organise différents types d'activités. Celles-ci se déroulent à la fois dans et hors les murs de l'association et sont réparties dans trois pôles, appelés respectivement le « pôle culturel », le « pôle lutte contre la précarité » et le « pôle insertion des migrants ». Le pôle culturel organise des ateliers de peinture, d'expression corporelle, de théâtre ou d'écriture, ainsi que des sorties culturelles dans des musées, salles de concert et monuments historiques à Paris et autour de Paris. Les ateliers de théâtre et d'expression corporelle ont ainsi lieu dans un centre d'hébergement d'urgence situé à une dizaine de minutes à pied d'Autremonde. Le pôle lutte contre la précarité, lui, met en place des maraudes pédestres ainsi que des accueils de rue, appelés « kamions³⁹ », c'est-à-dire des points d'information et de distribution de boissons chaudes sur de grandes places du nord-est parisien. Des accueils de jour, ou plutôt des « kafets » selon la terminologie de l'association, ont lieu trois après-midi par semaine dans la grande salle d'Autremonde. Le pôle insertion des

³⁶ *Projet associatif*, p.4 (annexe n°1).

³⁷ *Projet associatif*, p.4 (annexe n°1).

³⁸ *Projet associatif*, p.5 (annexe n°1).

³⁹ Le mot « kamion », de même que le mot « kafet », est orthographié avec un « k » dans tous les textes écrits par l'association. Nous reprenons également cette graphie.

migrants organise, pour sa part, des cours de français et des soirées d'information sur l'accès au droit, principalement pour les personnes en situation irrégulière sur le territoire français. Une partie de ces activités se déroule dans des foyers de travailleurs migrants situés dans le onzième, le dix-neuvième et le vingtième arrondissement de Paris ; d'autres ont lieu dans les locaux d'Autremonde ou dans un Espace Paris Jeunes mis à disposition par la Mairie de Paris. Les activités précédemment mentionnées sont hebdomadaires ou pluri-hebdomadaires. D'autres sont organisées plus ponctuellement, mais de façon régulière. C'est le cas, par exemple, du séminaire de rentrée, de la braderie, du réveillon de Noël ou des portes ouvertes.

Les photos suivantes illustrent certaines des activités et événements organisés par l'association.



Photo 3 : Cours de français (site internet de l'association)



Photo 2 : Séminaire de rentrée (notre photo)



Photo 4 : Soirée débat organisée sur les discriminations (réseaux sociaux)

En France, les associations de loi 1901 représentent 55 à 75 % de l'offre globale d'accueil dans le champ de l'action sociale (Berthommière et al., 2015). Elles prennent en charge, au niveau local, une grande partie des dispositifs d'aide sociale et jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre de la politique que l'État appelle « immigration, asile, accueil et accompagnement des étrangers en France ». Comme nous l'avons vu au chapitre 1 (voir 1.2), une grande partie des actions liées à cette politique leur est déléguée. L'État et les collectivités régionales et territoriales, en contrepartie, contribuent à financer ces associations. Autremonde s'inscrit dans ce cadre. La lecture d'un rapport financier transmis par l'association à ses adhérents montre ainsi que ses principales ressources viennent de l'État et de la Ville de Paris. Elles sont fléchées vers certaines activités associatives, et notamment la lutte contre la précarité, les activités sociolinguistiques et les activités culturelles. Plusieurs subventions sont ainsi directement liées à la mise en œuvre de « *l'accompagnement des primo-arrivants* », d'une « *mission intégration* » et de « *parcours linguistiques* »⁴⁰.

Lors de notre recherche de terrain, nous nous sommes intéressée au mode de financement de l'association. Comme présenté dans le chapitre 1, l'État et la Ville de Paris répartissent leurs financements aux associations comme Autremonde en fonction de leur réponse à des appels d'offres ou à des appels à projets, selon une logique de marché. Certains appels ciblent des catégories d'étrangers originaires de pays non membres de l'UE selon des critères d'âge (jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, mineurs

⁴⁰ Extrait du rapport financier mentionné, non présenté afin de respecter l'anonymat des membres de l'association.

de plus de seize ans, etc.), de sexe (formations réservées aux femmes) ou encore de statut juridique et administratif (bénéficiaires du RSA, réfugiés*, demandeurs d'asile, signataires du CIR*, etc.). L'attribution des financements est également liée au contenu des activités proposées par les associations. Pour les formations linguistiques, par exemple, elle dépendra de la mise en œuvre d'ateliers dits sociolinguistiques, de français à visée professionnelle ou de français à visée d'autonomie sociale et communicative⁴¹.

Ce mode de financement permet un plus grand contrôle, par l'État et les collectivités territoriales, des activités associatives et du profil des personnes qui peuvent y participer. Dans le cas d'Autremonde, cela vient heurter le principe de l'accueil inconditionnel, qui ne tient pas compte des catégories listées ci-dessus. Parce que l'association a fait le choix de maintenir cet accueil inconditionnel et donc de s'éloigner des prescriptions des appels d'offres et des appels à projets, ses subventions publiques baissent depuis quelques années. Pour compenser cette baisse, Autremonde se tourne de plus en plus vers le mécénat privé et d'entreprise, ainsi que vers les dons de particuliers. L'association reçoit ainsi des dons par des plateformes et moteurs de recherche dits solidaires et organise des campagnes de dons à l'occasion d'événements associatifs tels que le réveillon de Noël ou la sortie à la mer organisée chaque année. Cette forme d'adaptation traduit la volonté de l'association de conserver une certaine autonomie par rapport aux politiques publiques et de ne pas entrer en contradiction avec son projet associatif.

4.1.3 Les profils des membres de l'association

Depuis quelques années, toutes les personnes qui fréquentent Autremonde sont encouragées à adhérer à l'association – auparavant, l'adhésion était surtout le fait des bénévoles. Les *statuts* de l'association listent trois types d'adhérents : les personnes « bénévoles », « accueillies / apprenantes / participantes » et « salariées »⁴². Ces différents types d'adhérents se distinguent par leurs activités au sein de l'espace associatif, mais aussi par certaines caractéristiques socio-économiques. Nous les présenterons ci-dessous.

L'équipe salariée est composée d'une dizaine de personnes. Une déléguée générale en poste à temps plein, cinq salariées en poste à temps plein et une salariée à temps

⁴¹ C'est le cas, par exemple, des financements accordés dans le cadre du programme dit BOP 104, intitulé « intégration et accès à la nationalité française » et géré par le ministère de l'Intérieur.

⁴² Article 4 des *statuts* (annexe n°2).

partiel. Les salariées sont des femmes⁴³, âgées de vingt-cinq à trente-cinq ans. Leur poste à Autremonde correspond très souvent à une première expérience professionnelle ou à un premier emploi stable dans le milieu associatif. Il est rare qu'une salariée reste de nombreuses années en poste : à la fin de notre recherche de terrain, la salariée la plus ancienne y travaille depuis quatre ans et le dernier recrutement a eu lieu il y a un an. L'équipe salariée est complétée par trois à quatre personnes en stage ou en service civique pour une durée de six mois, chacune étant sous la responsabilité d'une ou deux salariées. Ensemble, elles assurent le fonctionnement logistique et administratif de l'association et prennent part à l'organisation des activités qui rythment la vie de l'association. L'animation des activités relève du rôle des bénévoles.

L'association estime que ses bénévoles sont entre trois cents et trois cent cinquante. Selon l'activité dans laquelle ils sont engagés, ils fréquentent plus ou moins régulièrement l'association. Pour les cours de français et les activités culturelles, une présence hebdomadaire sur le long terme est requise. L'animation des cours se fait ensuite en binôme ou en trinôme, avec un bénévole référent pour chaque groupe. Pour les missions du pôle Lutte contre la précarité, les bénévoles peuvent venir de manière moins régulière, entre une fois par semaine et deux fois par mois. Comme dans toute association de loi 1901, certains bénévoles font également partie du CA, chargé de définir et de garantir l'orientation du projet associatif. Le CA peut accueillir entre douze et vingt personnes. Au moment de la rédaction de ce texte, il est composé de quatorze bénévoles. Quatre d'entre eux sont également membres du Bureau de l'association et s'occupent de la trésorerie et des ressources humaines, accompagnés par la déléguée générale responsable de l'équipe salariée.

Chaque semaine, une réunion appelée réunion d'information est organisée pour présenter les missions de l'association à un public qui souhaite y devenir bénévole. L'analyse statistique des informations fournies par les personnes qui y ont assisté au cours d'une année scolaire⁴⁴ nous a permis de faire émerger certaines caractéristiques relatives au profil des bénévoles de l'association. Ainsi, 74 % des 243 personnes qui ont assisté à ces réunions sont des femmes⁴⁵, 75 % sont âgées de vingt à trente-cinq ans, et 45 % habitent le Nord-est parisien.

⁴³ Au cours de notre recherche de terrain, seul un homme a été salarié à Autremonde ; il n'y est resté que quelques mois. C'est pourquoi nous utilisons souvent la forme féminine du nom « salariée » dans notre texte.

⁴⁴ Voir, en annexe n°5, les données relatives aux profils des participants à la réunion d'information.

⁴⁵ La répartition genrée des activités bénévoles fera l'objet d'analyse dans le chapitre 10 (voir 10.2.3).

Les personnes dites « accueillies » sont divisées en trois sous-catégories : « accueillies / apprenantes / participantes ». Les apprenants sont ceux qui suivent les cours de français, les accueillis ceux qui fréquentent les accueils de jour et les participants ceux qui participent aux activités culturelles. Ces trois sous-catégories sont perméables et peuvent se superposer : certaines personnes peuvent à la fois suivre des cours de français, venir aux accueils de jours et participer à une activité culturelle. Elles pourront donc être nommées différemment selon les situations. La catégorie « accueilli » peut englober celle des apprenants et des participants. Ainsi, l'annonce dans la newsletter de la tenue d'un événement précise : « *Cette session est ouverte à tout le monde, publics accueillis⁴⁶ et bénévoles* ». Notons que la catégorie « accueilli » ne subsume pas l'ensemble des membres non-salariés et non-bénévoles de l'association. Ainsi, à notre connaissance, les personnes rencontrées uniquement à l'extérieur de l'association, lors des maraudes ou des accueils de rue, parfois de manière très régulière, ne sont pas appelées « accueillies ».

Les personnes accueillies par l'association sont en grande majorité des hommes. Français ou étrangers, ils sont confrontés à des conditions de vie précaires. Ils sont pour la plupart SDF*. Ils vivent alors dans la rue, sont hébergés chez des particuliers, par des organismes sociaux ou dans des foyers de travailleurs migrants. Lorsqu'ils vivent en foyer, ils y sont souvent « surnuméraires » : ils n'en sont pas des résidents officiels, mais y sont hébergés par un pair dont ils partagent la chambre. Les personnes accueillies ont pu être orientées vers Autremonde par d'autres associations, par des services sociaux ou par des pairs. Dans les foyers, les personnes qui fréquentent déjà l'association peuvent ainsi conseiller aux nouveaux arrivants de s'y rendre. L'association ne produit pas de données concernant l'ensemble de ses membres accueillis et il n'a pas été possible d'établir une description statistique de leurs profils. Toutefois, nous avons pu le faire pour la sous-catégorie des apprenants, à partir des 343 fiches d'inscription⁴⁷ aux cours de français remplies pendant une année scolaire.

Au regard de ces fiches⁴⁸, il apparaît qu'au moment de leur inscription au cours de français, plus d'un tiers des apprenants (38 %) est arrivé en France depuis moins d'un an et plus des deux tiers (70 %) depuis moins de cinq ans. Les inscrits sont en grande majorité des hommes (86 %), âgés de vingt à trente-cinq ans (84 %) et vivant à Paris (60 %). Une part importante des apprenants (37 %⁴⁹) entre dans la catégorie SDF. La

⁴⁶ Nous soulignons.

⁴⁷ Voir l'annexe n°6 pour un exemple de ces fiches d'inscription.

⁴⁸ Voir en annexe n°7 les profils des personnes inscrites aux cours de français.

⁴⁹ Dans la moitié des fiches d'inscription, le type de logement n'est pas indiqué.

moitié des inscrits est originaire d'un pays d'Afrique de l'Ouest, principalement du Mali, de Mauritanie ou du Sénégal. Une part relativement importante des apprenants – 12 % – est de nationalité afghane. Les autres personnes inscrites viennent de différentes régions du monde : sous-continent indien, Amérique latine ou encore Europe de l'Est. Selon le type de cours de français, les nationalités des inscrits diffèrent. Ainsi, les cours de « FLE » (Français Langue Étrangère) ou de « perfectionnement », destinés à des personnes scolarisées dans leur pays d'origine, sont composés pour 20 % d'Afghans, pour 10 % d'Algériens et pour 8 % de Maliens. Les autres apprenants peuvent être de nationalité guinéenne, iranienne, pakistanaise ou encore roumaine. Dans les cours « ASL » (Ateliers Socio-Linguistiques), conçus pour des apprenants non-lecteurs et non-scripteurs, les trois quarts des apprenants (78 %) sont maliens, mauritaniens ou sénégalais. Seuls 2,4 % sont de nationalité afghane. Dans les cours de français que nous nommons « libres », qui regroupent des personnes dont le degré de maîtrise du français, de la lecture et de l'écriture varie, près de la moitié des apprenants (43 %) sont maliens, mauritaniens ou sénégalais et 14 % sont de nationalité afghane. Ces informations révèlent une certaine homogénéité dans les profils des apprenants. Pour la plupart originaires des mêmes régions et arrivés au même moment en France, ils ont des langues, des habitudes socio-culturelles et des savoirs en partage, des conditions de vie communes.

Autremonde s'inscrit ainsi dans le réseau parisien des associations de solidarité avec les personnes dites en situation d'exclusion et de migration. L'association est liée, par son mode de financement et par ses activités, aux politiques publiques visant l'accompagnement et le contrôle de ces populations. C'est donc un lieu privilégié pour observer la façon dont sont accueillies, en milieu associatif, les personnes confrontées à des conditions de vie précaires, qu'elles soient françaises ou non.

4.2 Une approche ethnographique et sociolinguistique en milieu associatif

Notre travail de recherche repose sur une longue période d'immersion au sein de l'association Autremonde. Pendant trois ans, nous y avons pris place de différentes manières, endossant tour à tour les statuts de bénévole, salariée et doctorante. Notre approche de cet espace et de ses membres correspond à ce qui est nommé « méthode ethnographique » (Ghasarian, 2002 : 14) ou « enquête anthropologique » (Olivier de Sardan, 1995: §4) en sciences sociales. Dans cette sous-partie, nous présenterons d'abord notre parcours au sein de l'association (4.2.1). Nous nous interrogerons,

ensuite, sur le caractère spécifique de l'approche ethnographique dans le cadre d'une recherche en sociolinguistique (4.2.2). Nous nous livrerons, enfin, à un exercice de réflexivité vis-à-vis de nos pratiques de terrain (4.2.3).

4.2.1 Parcours ethnographique et positionnements multiples

Pour Olivier de Sardan (1995: §87), il est fondamental que la « posture » du chercheur soit explicitée à ses lecteurs : « il s'agit en l'occurrence non seulement d'expliciter "d'où l'on parle", mais aussi "d'où l'on a produit ses données", et comment ». Cette section est destinée à décrire, de ce point de vue, le déroulement de notre terrain de recherche à Autremonde.

Nous commençons à connaître l'association en tant que bénévole. Nous y animons, pendant plusieurs mois, un atelier appelé « Migrapass », dont l'objectif est d'accompagner des personnes récemment arrivées en France dans la construction d'un CV et d'un projet professionnel. Il s'agit de tenir compte et de mettre en valeur différentes compétences qu'elles ont acquises dans leur pays d'origine, au cours de leur parcours migratoire et depuis leur arrivée en France. Bien que beaucoup des participants n'aient pas de titre de séjour, le rôle des bénévoles est tout de même de les guider dans une recherche d'emploi ou de formation. De cette expérience émerge un premier questionnement relatif au rôle des associations dans l'accompagnement des personnes en situation irrégulière sur le territoire français. Les projets professionnels auxquels aboutissent, ensemble, bénévoles et participants à la formation se ressemblent : manœuvre dans le bâtiment, plongeur dans la restauration, agent d'entretien. La tension entre, d'un côté, la valorisation des expériences de vie et de travail des participants et, de l'autre, la reproduction d'un ordre socio-économique dans lequel ils occupent des emplois précaires, nous interroge. Les relations interpersonnelles qui se tissent entre les personnes présentes et les processus d'identification et d'altérisation à l'œuvre dans la rencontre nous déconcertent également. Tandis que certains semblent se fonder sur des stéréotypes relatifs à l'Afrique ou à l'Europe (voir chapitre 2), d'autres paraissent les remettre en cause ou les dépasser. L'importance accordée par les bénévoles aux savoirs langagiers, tant aux savoirs déjà-là qu'à ceux à acquérir, de même que leur évaluation, nous intéresse particulièrement.

Nous faisons part à la déléguée générale et à la salariée responsable du pôle insertion des migrants de notre désir de faire d'Autremonde un terrain de recherche doctorale. Nous les informons, également, de notre recherche de financement pour

mener à bien ce projet. Intéressées par l'idée d'une recherche sur l'association, elles nous proposent un poste de remplaçante dans leur équipe. Quelques mois plus tard, nous remplaçons, à temps partiel et pendant près d'un an, la salariée chargée de la coordination des cours de français à visée professionnelle. Nous commençons alors à observer l'association avec un regard sociolinguistique et écrivons un mémoire de master. Celui-ci porte sur les liens faits, par les membres de l'association, entre maîtrise de la langue française et intégration. Dans ce cadre, nous menons quelques entretiens avec des bénévoles et des apprenants que nous accompagnons en tant que chargée de la coordination des cours de français. Certains seront exploités ici (voir 5.1.2). Dès cette époque, tant le CA que l'équipe salariée sont avertis de notre démarche de recherche et intéressés par le regard extérieur et universitaire que nous leur proposons.

Lorsque se termine notre contrat avec Autremonde et que commence notre contrat doctoral, notre relation avec l'association et ses membres se transforme à nouveau. En effet, nous n'entrons plus dans aucune des trois catégories de membres de l'association et n'avons plus de statut associatif, en dehors de celui d'« ancienne salariée ». Notre objectif est alors de (re)nouer des liens avec les différents membres de l'association et de (re)prendre place au sein de cet espace. Pour justifier notre présence et notre participation aux activités de l'association, nous décidons d'abord de nous réengager comme bénévole. Pendant trois mois, nous animons à nouveau l'atelier Migrapass et plus ponctuellement les accueils de jour. Rapidement, nous prenons toutefois conscience des inconvénients liés au cumul des activités de bénévole et de doctorante.

En effet, le rôle de bénévole vient avec un ensemble d'obligations : temps de présence délimité par les horaires de la mission, interactions avec les accueillis encadrées par le règlement, peu de temps d'inactivité. Par exemple, pendant les accueils de jour, les bénévoles sont sollicités en permanence : pour tenir le registre des entrées, aider quelqu'un dans l'utilisation d'un ordinateur, lire un courrier, orienter vers une association pour un accompagnement administratif, inscrire à une activité organisée par l'association, servir un café, etc. En outre, plusieurs de ces tâches sont liées à une place bien définie à l'intérieur de la salle où se tient l'accueil de jour : à côté des ordinateurs, derrière le bar, devant la porte. Les accueils de jour peuvent réunir jusqu'à soixante personnes dans une salle d'une cinquantaine de mètres carrés. Lorsqu'il y a beaucoup d'affluence, il est difficile de circuler pour adresser la parole à l'une ou l'autre des personnes présentes, de s'engager dans une discussion ou de prendre le temps de l'observation. Comme le remarque l'anthropologue Chowra Makaremi (2008), qui devient bénévole à Amnesty International afin de mener une

ethnographie dans la zone d'attente pour personnes en instance de l'aéroport de Roissy, endosser le rôle de bénévole conditionne et restreint les déplacements et les interactions sur le terrain. Autremonde est, comme Amnesty International à l'aéroport de Roissy, un lieu où, pour les bénévoles, « les déplacements sont libres, mais circonscrits à certaines parties et contrôlés » (2008: 179).

Par ailleurs, à Autremonde, il est fortement déconseillé aux bénévoles de donner leur numéro de téléphone aux personnes accueillies ou de les rencontrer en dehors de l'association et des horaires des missions. Ces règles sont énoncées par une salariée lors de la *réunion d'intégration*, qui marque le début de l'engagement des bénévoles dans l'association⁵⁰. Nous avons enregistré l'une de ces réunions. La mise en garde y prend la forme suivante :

« On ne donne pas son numéro de téléphone personnel, on ne donne pas son adresse, on ne donne pas son lieu de travail. Voilà des informations vraiment personnelles qui pourraient amener les personnes à vouloir nouer des relations avec vous en dehors du cadre d'Autremonde. À Autremonde, il y a un cadre qui est là pour vous protéger, de façon à ce que vous soyez pas tout seuls si à un moment ou à un autre vous rentrez dans une situation qui peut être un petit peu difficile à gérer émotionnellement ».

Jouer le rôle de la bénévole implique donc de maintenir une distance entre nous et les accueillis, et de circonscire les échanges avec eux à l'intérieur de l'espace associatif.

Face à ces contraintes, et plutôt que de déroger au rôle de bénévole en contrevenant à l'ordre en vigueur dans l'association, nous décidons d'en sortir. Nous continuons à fréquenter l'association, mais cessons de nous engager comme bénévole dans ses activités. Nous nous présentons, selon nos interlocuteurs et leur connaissance du système universitaire français, comme une étudiante ou une doctorante en train de mener un travail de recherche sur les activités de l'association. Ce changement de position entraîne une transformation de nos pratiques de recherche.

Une nouvelle phase de notre recherche de terrain commence. Elle durera six mois. Tout d'abord, nous assistons une à deux fois par semaine à des cours de français qui ont lieu dans les locaux de l'association. Les apprenants y sont répartis en trois ou quatre sous-groupes. Chaque sous-groupe compte environ dix personnes, réunies selon

⁵⁰ Voir le chapitre 6 pour une analyse de cette réunion.

leur niveau en français et leur degré de scolarisation. Un ou deux bénévoles se chargent de chaque petit groupe. Nous ne prenons pas part à la préparation ni à l'animation du cours. Tandis que les bénévoles sont debout, nous nous asseyons autour de la table, parmi les apprenants. À chaque début de séance, nous nous présentons comme une étudiante en train de mener une recherche sur Autremonde et intéressée par le déroulement des cours de français. Après avoir assisté deux fois au même atelier, nous demandons l'autorisation d'enregistrer avec un dictaphone. Les bénévoles et les apprenants n'étant pas toujours les mêmes d'une semaine à l'autre, nous renouvelons notre demande à chaque début de séance. Nous précisons que ces enregistrements nous permettront de réécouter le cours plusieurs fois, qu'ils seront anonymisés et ne seront pas diffusés à l'extérieur du cadre de l'université. En quelques occasions, ces explications sont traduites par un apprenant à ceux qui n'ont pas compris. L'obtention du consentement, parce qu'elle pose particulièrement question lorsque les participants à la recherche ne parlent pas français, sera traitée dans la suite de notre travail (voir 5.2.1). Une fois que tout le monde a donné son accord, nous plaçons le dictaphone en évidence au milieu de la table et le laissons enregistrer pendant les deux heures de l'atelier. Pendant la séance, nous répondons aux demandes d'aide et de correction des apprenants assis près de nous. Les bénévoles nous sollicitent parfois pour faire des photocopies, distribuer des exercices ou vérifier que nos voisins ont bien compris les consignes. À l'issue de la séance, nous assistons au « debrief ». Lors de cette discussion, qui dure de cinq à dix minutes, les bénévoles des différents sous-groupes se réunissent pour faire le compte-rendu de leur séance, compte-rendu qui peut également être publié sur Whatsapp ou envoyé par mail.

Nous nous rendons également à l'association lors des accueils de jour. Nous profitons de ces moments pour maintenir et approfondir nos liens avec les membres de l'association, nous tenir au courant de la vie associative. Nous n'enregistrons pas et prenons des notes une fois rentrée chez nous ou, de façon discrète, sur le moment même avec notre téléphone. Nous ne sommes pas considérée par les bénévoles comme faisant partie de leur équipe, ce qui nous donne une plus grande liberté de déplacement. Toutefois, nous sommes facilement et régulièrement perçue comme une bénévole par les personnes accueillies. Il arrive souvent que certaines s'adressent à nous pour obtenir de l'aide dans leurs démarches administratives. Selon les situations, nous détrompons notre interlocuteur en l'orientant vers les bénévoles présents ou répondons

à sa requête. Parfois, lorsque nous refusons de le faire, une négociation s'engage. En témoignent les notes de terrain prises après un accueil de jour⁵¹ :

« Arshad⁵² vient me chercher pour que je l'aide sur l'ordinateur. Je refuse : je l'informe que je ne suis pas bénévole et lui propose de demander à quelqu'un d'autre. Il me répond qu'il sait que je ne suis pas bénévole, mais que je pourrais le faire "as a friend". J'accepte, en précisant que je ne pourrai pas y passer trop de temps. Arshad me montre un mail de Pôle emploi, qui l'informe qu'il n'a pas fait son actualisation et que ses droits à l'allocation chômage vont lui être retirés. Rapidement, Arshad s'énerve, à la fois contre Pôle emploi et contre la personne qui utilise l'ordinateur à côté de lui. Je vais alors chercher Manon, alors en service civique au pôle précarité et plus familiarisée que moi avec ce type de démarche administrative. »

Lors du même accueil de jour, une autre interaction témoigne des négociations à l'œuvre autour de mon rôle dans l'espace associatif :

« Aujourd'hui, Karim⁵³ est venu à l'accueil de jour avec un jeune homme que je n'avais encore jamais vu. Il s'installe à côté de moi au bar et me demande si je travaille ici. Je lui réponds que non. J'ai l'impression qu'il cherche à me séduire et je tente d'écourter la conversation. Il me questionne à nouveau : pourquoi tu es là ? Est-ce que tu es bénévole ? Je réponds non. Il insiste : pourquoi tu es là ? Je lui explique que je travaillais ici avant et que je reviens pour dire bonjour et discuter. J'hésite à lui expliquer que je suis en train de faire une thèse, mais je ne le fais pas. Il déclare alors qu'il veut que je l'aide à remplir un dossier. Je lui rappelle que je ne suis pas bénévole et lui suggère de le faire avec quelqu'un d'autre. Il insiste : il veut le faire avec moi. Je lui dis que moi je ne veux pas et qu'il peut le faire avec les bénévoles présents. Karim intervient et lui parle en arabe. Le jeune homme s'en va. »

⁵¹ Les prénoms ont été remplacés par des pseudonymes. Voir en 5.2 pour les choix relatifs à l'anonymisation.

⁵² Arshad est un homme iranien d'une quarantaine d'années avec qui je discute régulièrement lorsque je vais à l'accueil de jour. Il parle peu français et nous utilisons principalement l'anglais.

⁵³ Karim est un jeune homme marocain de trente ans. Nous nous rencontrons régulièrement lors des activités organisées par l'association, nous discutons souvent ensemble et nous entendons bien.

Ces petits récits remettent en scène deux situations où notre refus de répondre à la sollicitation d'une personne accueillie fait l'objet d'une négociation. Dans le premier cas, nous cédon à la demande d'Arshad et l'accompagnons à l'ordinateur. Dès lors qu'il nous catégorise comme son amie, il nous est difficile de refuser sans compromettre la relation que nous entretenons avec lui. Dans le second cas, nous maintenons notre refus : nous ne connaissons pas notre interlocuteur et n'avons aucune envie d'entrer dans le rapport de séduction qu'il a engagé. Dans les deux cas, nous nous appuyons ou sommes soutenue par des personnes avec qui nous avons noué une relation de confiance : Manon à qui nous demandons de prendre notre place auprès d'Arshad, puis Karim qui fait partir notre interlocuteur gênant.

Notre positionnement en dehors du cadre associatif habituel a pu également surprendre les bénévoles. Il nous arrivait d'entrer dans la salle de l'accueil de jour par la porte donnant sur la rue et non par celle donnant sur le bureau des salariées. Or il est rare qu'une jeune femme ne vivant visiblement pas une situation de grande précarité entre dans l'accueil de jour par cette porte⁵⁴. Quand l'accueil de jour ouvre au public, les bénévoles sont déjà à l'intérieur et les personnes qui entrent sont généralement des accueillis. Assis à une petite table devant l'entrée, un bénévole note dans un cahier le prénom donné par les personnes qui arrivent. Lorsque nous entrons au cours de l'accueil de jour, cela semble poser question : faut-il ou non noter notre prénom ? Certaines fois, les bénévoles ont jugé qu'il n'était pas nécessaire de le faire, d'autres fois, ils ont estimé que c'était la démarche à suivre. Le cahier sert à comptabiliser le nombre de personnes accueillies par l'association, information destinée notamment aux financeurs. Le geste d'y inscrire ou non notre prénom nous positionne donc dans ou hors de la catégorie des accueillis. La scène suivante, issue de nos notes de terrain, illustre cette hésitation :

« La bénévole qui tient le cahier est une jeune femme que je ne connais pas. Je lui donne d'emblée mon prénom et me présente ainsi, sans vraiment y avoir réfléchi, comme une accueillie. Pascale, une bénévole que je connais depuis plus d'un an, s'avance alors vers moi pour me saluer. Elle hésite à voix haute : est-ce qu'on se fait la bise ? Est-ce qu'on se serre la main ? L'interrogation est importante, car si les bénévoles se font la bise entre eux, il leur est explicitement demandé au moment où ils s'engagent dans l'association de serrer

⁵⁴ La dimension spatiale de l'ordre social au sein de l'association est analysée au chapitre 7, en 7.2.

la main aux accueillis. Pascale décide finalement de me serrer la main et me positionne, elle aussi, comme une accueillie. »

Le récit de cette situation montre que, en sortant de la position de bénévole, nous venons perturber la répartition des rôles à l'intérieur de l'association. Sans être salariée, seuls deux statuts y sont possibles : bénévole ou accueillie. Il n'existe pas de place tierce disponible et la transgression de cet ordre génère un malaise. En sortant des statuts associatifs, nous mettons en lumière leur force et leur stabilité (cela sera plus amplement traité dans la partie 3).

Nous participons également aux différents événements organisés en soirée ou le week-end par l'association : formations sur le droit des étrangers à destination des bénévoles, soirées festives et musicales, journées porte ouverte de l'association, etc. Nous en enregistrons et filmons certaines, ou nous contentons de prendre des notes⁵⁵. Affranchie des restrictions posées aux bénévoles et aux accueillis, nous disposons d'une plus grande liberté de mouvement dans les différents espaces de l'association et pouvons y circuler en dehors des temps de mission. L'année précédente, notre travail de coordination des cours de français nous avait permis de nouer des relations de confiance avec certains des membres de l'association, et plus particulièrement ceux participant aux cours de français : nous accompagnions les bénévoles dans leur engagement et rencontrions régulièrement les apprenants. Cette interconnaissance préalable a certainement facilité la réalisation des entretiens et participé au climat favorable autour de notre présence et de celle du dictaphone lors des cours de français.

À cette même période, nous rejoignons un projet collectif de création artistique. Ce projet, mis en place un an auparavant par une ancienne salariée de l'association, avait abouti à un spectacle mêlant danse, théâtre et poésie. Les membres du groupe, bénévoles et accueillis, avaient participé au processus de création, accompagnés d'une chorégraphe et d'une slameuse. La création finale interrogeait la migration, la rencontre et la confrontation à l'altérité. Lorsque nous rejoignons le projet, il s'agit de reprendre le processus de création artistique et de mettre en place un nouveau spectacle. Quelques personnes avaient été invitées à rejoindre le groupe et nous en faisons partie. La réflexion sur des thématiques telles que l'altérité ou la discrimination, engagée l'année précédente, devait être approfondie par des rencontres avec des universitaires en sciences humaines et sociales travaillant ces thématiques sous des angles divers. Notre position particulière au sein de l'association et le regard distancié que nous portions sur ses activités avaient intéressé la personne chargée du

⁵⁵ Les données de notre corpus sont présentées au chapitre suivant, en 5.1.

projet. Nous avons souvent discuté avec elle de notre projet de recherche doctorale et nous pouvions faire le lien avec le monde universitaire.

Pendant plusieurs mois, nous prenons part au processus de création, organisons plusieurs rencontres avec des universitaires, partons pour une semaine de résidence artistique avec le groupe et participons à la représentation du spectacle, dans un théâtre parisien. Les pratiques de création collective et les nombreux débats qui les accompagnent, de même que les liens tissés avec les membres du groupe nourrissent alors notre réflexion et nous permettent d'affiner notre compréhension de l'ordre social en vigueur au sein de l'association. Les relations entre les membres du groupe s'ordonnent, en effet, selon une forme différente : les participants se font la bise, leurs corps se rapprochent et se touchent, les journées de répétition se terminent autour d'un verre. Ces petites transgressions de l'ordre associatif viennent, en creux, le mettre en lumière. Cette expérience, menée en parallèle de notre recherche de terrain à Autremonde, nous a permis de prendre part à une activité associative inhabituelle au sein de l'association. La mise en place d'un projet artistique de ce type, où les catégories « bénévole » et « accueilli » ne sont pas mobilisées dans l'organisation des relations et où l'ensemble des participants est impliqué dans la prise de décision et le processus de création, a fait figure de nouveauté et d'exemple à reproduire. Au cours d'une réunion⁵⁶ rassemblant les différentes catégories de membres de l'association, il est ainsi qualifié d'« *édifiant* » par une salariée.

La fermeture des portes de l'association pendant l'été marque le début d'une troisième phase de notre recherche de terrain, celle d'un désengagement progressif. Notre présence se fait moins régulière : si nous continuons à participer à certains événements festifs et collectifs, nous n'assistons plus aux cours de français et venons rarement aux accueils de jour. Néanmoins, avec l'arrivée des restrictions sanitaires liées à la pandémie de covid-19, nous recommençons à participer aux activités de l'association. Lors des deux mois du premier confinement, Autremonde, comme la quasi-totalité des associations parisiennes, ferme ses portes. Pendant plusieurs jours, les personnes qui vivent à la rue ou qui ont l'habitude de fréquenter les accueils de jour et les distributions alimentaires sont livrées à elles-mêmes. Face à cette situation, l'équipe salariée et le CA décident d'organiser de nouveaux circuits de maraude pédestre au cours desquels seront distribués des paniers-repas, des vêtements et des sacs de couchage. En faisant des dons matériels et en distribuant des repas, l'association s'écarte de ses *statuts*. Pour tester cette nouvelle forme d'action, ils

⁵⁶ Il s'agit de la réunion sur la participation des publics, à laquelle nous avons assisté et que nous avons enregistrée.

choisissent de s'adresser en premier lieu à des personnes qui connaissent bien l'association et nous en faisons partie. Pendant toute la période du confinement et à raison d'une à deux fois par semaine, nous participons à ces maraudes. Cette expérience nous a permis de prendre conscience, du fait de son absence, de l'importance du réseau associatif qui accompagne les personnes confrontées à des conditions de vie précaires et de l'inscription d'Autremonde dans ce réseau. Le projet de l'association – notamment le choix de ne pas faire de distribution alimentaire – prend sens en tant qu'il s'inscrit dans un dispositif d'aide sociale plus large.

Avec la fin du premier confinement, les activités de l'association ne reprennent que partiellement. Pendant plusieurs mois, l'accès aux locaux reste limité. Cela vient accélérer la fin de notre recherche de terrain. Toutefois, cela n'est pas synonyme d'un désengagement total vis-à-vis de l'association. Les échanges avec le CA et l'équipe salariée relatifs à notre recherche se poursuivent. Ils donnent lieu à de premières formes de restitution. Nous reviendrons sur cet aspect dans la suite du texte (voir en 4.2.4).

4.2.2 Définir une démarche ethnographique en sociolinguistique

La démarche que nous avons mise en œuvre et que nous avons relatée précédemment s'apparente à l'enquête ethnographique telle qu'Olivier de Sardan (1995: §4) la définit :

« L'enquête de type anthropologique se veut au plus près des situations naturelles des sujets – vie quotidienne, conversations –, dans une situation d'interaction prolongée entre le chercheur en personne et les populations locales, afin de produire des connaissances *in situ*, contextualisées, transversales, visant à rendre compte du "point de vue de l'acteur" des représentations ordinaires, des pratiques usuelles et de leurs significations autochtones ».

Peut-on considérer que l'attention portée, en sociolinguistique, à la dimension langagière et interactionnelle de l'ordre social s'accompagne d'un regard différent de celui de l'anthropologie et de la sociologie sur les relations d'enquête ? Qu'est-ce qui fait la spécificité d'un point de vue sociolinguistique sur les pratiques ethnographiques, tant sur le plan des concepts mobilisés pour théoriser cette démarche méthodologique que sur le plan de sa mise en pratique ? La littérature concernant l'ethnographie et la recherche de terrain dans les domaines de la sociologie, de l'anthropologie et de la

sociolinguistique apporte des éléments de réponse à cette question. Elle nous permet, dans le même temps, de caractériser la sociolinguistique ethnographique que nous avons mise en œuvre.

4.2.2.1 « Le terrain » sociolinguistique : un territoire de recherche ?

Dès son émergence dans les années 1960 aux États-Unis et en Europe, la sociolinguistique fonde la production de connaissances sur un travail de terrain. La discipline est liée à l'anthropologie et à la dialectologie, tant sur un plan institutionnel et théorique que méthodologique. Au début du XX^{ème} siècle, dans les universités américaines, « la linguistique est d'ailleurs notée comme une "branche" de l'anthropologie » (Fishman, 1971: 22). En France, au tournant du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle, des linguistes tels que Meillet et Cohen tissent des liens entre la linguistique, la dialectologie et l'ethnologie, et mettent en œuvre une approche sociale du langage (Boutet & Tabouret-Keller, 2009). Leurs travaux, qui s'appuient sur des enquêtes de terrain, sont considérés comme fondateurs de la sociolinguistique française (Boutet, 2009). La sociolinguistique se distingue alors d'autres courants linguistiques par la démarche empirique sur laquelle elle s'appuie et qui laisse toute sa place aux conditions de production et de réception des pratiques langagières (Gasquet-Cyrus, 2015: 29). La filiation disciplinaire de la sociolinguistique et son approche empirico-déductive des faits langagiers font de l'approche ethnographique un fondement de cette discipline.

S'il est établi que la sociolinguistique est « une linguistique de terrain », c'est-à-dire une linguistique « qui prend en compte, méthodologiquement et théoriquement, les situations sociales dans lesquelles sont produits les matériaux de langage soumis à l'analyse » (Boutet, 1994: 2-3), la définition de la notion de terrain ne fait pas consensus. Nous partirons de celle proposée par Greco (2010) et préciserons dans quelle mesure notre approche ethnographique correspond à cette définition. Puis, tenant compte de la nécessité, soulevée par Didier de Robillard et al. (2012: 33), de problématiser la « métaphore spatiale » de la notion de terrain, nous soulignerons l'intérêt de penser en termes de *territoire* de recherche.

Greco (2010: 2) définit le terrain en tenant compte de ses dimensions spatiale, contextuelle et interactionnelle :

« Le terme "terrain" renvoie à une pluralité de lieux et de contextes au sein desquels le chercheur prend contact avec la communauté qu'il souhaite étudier, négocie les modalités et les contenus de

l'enquête et participe aux activités proposées par les membres. Ces tâches sont accomplies par le biais de nombreuses interactions sociales dans lesquelles plusieurs identités sont négociées et gérées au cours d'une temporalité plus ou moins longue ».

Notre démarche de recherche ne vise pas tant à étudier une communauté déjà délimitée qu'à décrire les pratiques qui participent à constituer, maintenir et ordonner un collectif. De plus, nous ne pouvons établir le moment de la prise de contact avec l'association et de notre entrée sur le terrain : nous étions *déjà là* avant que notre regard sur Autremonde ne se fasse sociolinguistique. Cela mis à part, la démarche empirique que nous avons mise en œuvre se rapproche, en plusieurs points, de cette définition du terrain. En effet, comme nous l'avons rapporté précédemment, notre immersion au sein de l'association Autremonde s'est faite sur le temps long. Notre participation aux activités associatives nous a conduite à endosser plusieurs rôles et à nous positionner de manière dynamique dans l'ordre social selon lequel fonctionne cet espace et en interaction avec ses membres. Les motifs et les modalités de notre présence en tant que doctorante ont été présentés aux membres de l'association, discutés et négociés avec eux, et ce dans les différentes situations où nous nous trouvions – cours de français, réunions, accueil de jour, etc. Nos interactions prolongées avec les membres de l'association nous ont amenée en différents lieux, qui ne se réduisent pas au local d'Autremonde : parcs et bars du quartier de Belleville, rues de Paris lors de manifestations pour les droits des étrangers, foyers de travailleurs migrants dans le cadre de cours de français et de visites à un membre de l'association, etc. La définition proposée par Greco s'accorde à l'approche empirique que nous avons mise en place à Autremonde, en ce qu'elle tient compte, à la fois, de la dynamique des positionnements du chercheur et de ses interlocuteurs, et de la diversité des lieux et des contextes dans lesquels se déroulent leurs interactions. C'est cependant la notion même de terrain que nous souhaitons discuter : quels sont les présupposés véhiculés par ce terme ? En quoi celui de territoire permettrait-il de poser un autre regard sur le rapport entre le chercheur, le site social de sa recherche et les personnes qu'il y rencontre ?

De Robillard et al. (2012) mettent en garde contre l'absence de problématisation de la métaphore spatiale véhiculée par la notion de terrain. En effet, elle fait courir le risque de considérer « le terrain » comme un lieu délimité et possédant une « réalité substantielle » (2012: 33). C'est cette réalité substantielle que le chercheur viendrait révéler en décrivant « son terrain » à l'aide d'« informateurs » / « témoins » et de leurs discours (2012: 32-33). Les termes mêmes d'informateur, de témoin ou d'enquêté laissent ainsi supposer que les interlocuteurs du sociolinguiste sont les passeurs,

transparents et passifs, d'une vérité du terrain, lui aussi transparent (2012: 29). Pour éviter cet écueil, nous proposons de considérer le terrain comme un territoire construit, délimité et rendu signifiant par son étude. Il s'agit de mettre en avant la dimension processuelle du terrain et le rôle du chercheur dans sa construction, tout en incluant ses aspects spatiaux et relationnels. Ce caractère processuel et construit a été souligné par des sociolinguistes :

« "Les terrains" ne sont pas des lieux objectifs et extérieurs au chercheur. De même qu'il construit ses données à partir des matériaux bruts qu'il recueille, le chercheur doit construire son terrain. » (Boutet, 2002: 569)

« Un terrain se construit, c'est un processus qui met en jeu, dans des situations hétérogènes, des agents impliqués dans des relations sociales complexes et les pratiques langagières qui vont avec, y compris celles du chercheur. » (Gasquet-Cyrus, 2015: 29)

Nous souhaitons ici tenir compte de la dimension construite et relationnelle du terrain, sans laisser au second plan le caractère matériel du ou des lieux arpentés par le chercheur. En effet, dans le cadre de notre recherche, tant de notre point de vue que de celui des membres de l'association, l'espace social et l'espace spatial d'Autremonde sont interreliés (voir en 7.2). C'est pourquoi le concept de territoire nous est apparu pertinent.

En géographie, le territoire se caractérise tout autant par sa « nature intentionnelle, le caractère volontariste de sa création » que par sa dimension physique, puisqu'il « s'inscrit dans un premier lieu dans l'ordre de la matérialité, de la réalité concrète de cette terre d'où le terme tire son origine » (Di Méo, 1998 : 108). Lorsque le chercheur définit l'espace social sur lequel porte son approche ethnographique, il produit et trace, dans le même geste, les contours du territoire de sa recherche. Despret (2019), philosophe des sciences, nous invite à penser le territoire de manière souple et large. Précisons tout d'abord que Despret (2019: 21) met à distance la conception appropriative et agressive d'un territoire lié à l'exploitation de ressources, telle qu'elle émerge au XVII^{ème} siècle et avec la Modernité. Le *territoire* de recherche n'est pas à entendre au sens de « propriété » du chercheur ni de lieu où « poussent les faits » et où ils sont (re)cueillis (Dachet cité par de Robillard et al., 2012: 33). Despret (2019: 24) montre que, si le territoire est bien un espace physique et délimité intentionnellement, ses frontières sont « élastiques, négociables et poreuses ». Selon les périodes et les usages qui en sont faits, les frontières du territoire se déplacent.

Le caractère élastique du territoire fait écho à notre expérience ethnographique. En effet, les contours de l'association sont déjà délimités, sur le plan institutionnel, avant qu'elle ne devienne notre objet de recherche. L'association a une adresse, un local, une existence juridique. C'est de ces délimitations que nous sommes partie pour définir l'étendue de notre territoire de recherche. Nous y avons associé, progressivement, de nouveaux lieux. Au local principal de l'association, nous avons agrégé les trottoirs, le parc et le café attenants, les salles mises à disposition par la mairie et d'autres associations ou les réseaux sociaux numériques, *lorsque* ces espaces étaient investis par les membres de l'association. En effet, « le même espace [...] peut être à certains moments un territoire, et à un autre ne pas l'être » (2019: 102). L'agencement de ces lieux, les uns avec les autres, en territoire de recherche, s'est justifié dès lors que les personnes en présence manifestaient collectivement leur appartenance à l'association par des objets, par le recours à des catégories fonctionnelles au sein de l'association ou par l'organisation de leurs relations sociales. Ainsi, la photo suivante montre des personnes participant à un jeu qui mobilise les langues parlées par les apprenants des cours de français⁵⁷. Si cette activité se déroule dans l'espace public, les t-shirts verts marqués du logo de l'association signalent qu'elle s'inscrit dans le cadre associatif. Pour reprendre l'expression de Despret (2019), en cette situation, nous « territorialisons » donc temporairement le lieu du parc pour en faire un lieu de notre étude.



Photo 5 : Jeu de loto aux portes ouvertes (capture-écran de notre vidéo)

⁵⁷ Voir le chapitre 8 pour une analyse de cette activité.

Notre terrain de recherche est donc un ensemble non figé de lieux et de situations disparates, que nous avons identifiés et agencés en fonction de la façon dont ils étaient investis par les membres de l'association. La notion de territoire, compris comme *praxis*, permet d'englober les caractères physiques, interactionnels, relationnels et subjectifs du terrain de recherche. Dans ce texte, nous utiliserons les termes « territoire » et « terrain » de façon variable, selon que nous souhaitons souligner ou non leur dimension processuelle, dynamique et élastique.

Le territoire a également un caractère social et plusieurs travaux en sciences humaines et sociales ont souligné l'importance des relations entre le chercheur et ses interlocuteurs au cours de sa recherche de terrain.

« Le terrain n'est pas une chose, ce n'est pas une catégorie sociale, un groupe ethnique ou une institution. C'est tout cela, peut-être, selon les cas, mais c'est d'abord un ensemble de relations personnelles où "on apprend des choses". "Faire du terrain", c'est établir des relations personnelles avec des gens qu'on ne connaît pas par avance, chez qui l'on arrive un peu par effraction. » (Agier, 2004: 35)

Notre terrain de recherche est donc aussi à considérer comme un réseau de relations, où nous entrons et où nous prenons place. La toile de ce réseau est tissée par « les relations humaines qui préexistent à la recherche et celles qui s'instaurent pendant l'enquête » (Lambert, 2011: 367). Les relations interpersonnelles qui s'établissent entre le chercheur et ceux qu'il rencontre participent à délimiter son territoire de recherche. La présence sur le temps long, l'expérience partagée d'activités quotidiennes ou d'événements inhabituels, permettent la construction d'une forme d'intimité et de confiance entre le chercheur et les personnes avec lesquelles il construit son terrain (Agier, 2004).

Les relations interpersonnelles qui s'organisent avec le chercheur, mais aussi autour de sa personne et en son absence, affectent le degré d'engagement des individus dans la recherche. Elles ont une incidence forte sur son bon déroulement : acceptation de sa présence, participation à la démarche de recherche et aux entretiens, autorisation d'être filmé et enregistré. L'interprétation qui est faite des motifs de la présence du chercheur et de l'intérêt qu'elle représente pour les acteurs du terrain joue également un rôle important. En effet, comme l'indique Mondada (2005: 9) :

« L'établissement de la relation avec les informateurs a d'une part des effets sur la qualité de leur collaboration et donc, en définitive, sur la qualité des données ainsi constituées ; d'autre part, elle a des effets sur les relations de confiance, d'acceptation, voire d'intérêt ou de curiosité scientifique que les informateurs nourriront envers les enquêteurs. »

Nous faisons l'hypothèse que le fait que notre démarche ethnographique n'ait rencontré aucun obstacle tient à la fois à la nature des relations nouées avec les membres de l'association et à leur intérêt pour notre sujet de recherche. Cet intérêt varie sans doute selon nos interlocuteurs. Il nous semble que, pour la plupart d'entre eux, la perspective que notre recherche puisse participer à l'amélioration des activités de l'association a favorisé leur adhésion. L'idée que notre travail permettrait de mieux saisir l'écart entre le projet de l'association et les pratiques de ses membres nous a d'ailleurs été exprimée à plusieurs reprises par des salariées ou des membres du CA.

La dimension relationnelle peut donc être considérée comme le socle de la démarche ethnographique et la condition première de la production de savoirs. Or l'approche sociolinguistique nous permet de poser un regard particulier sur ces relations ethnographiques. Les chercheurs en sciences humaines et sociales ont souligné qu'au cours de sa recherche, comme dans n'importe quelle situation sociale, le chercheur est observé et catégorisé par ses interlocuteurs – dont il pourrait être dit qu'ils mènent, ainsi, leur propre investigation sur sa personne (Mauger, 1991: 138). Les interactions entre les participants à la recherche, chercheur compris, peuvent donc être appréhendées comme donnant lieu à des positionnements respectifs. Le chercheur est identifié, catégorisé, positionné dans l'espace communicationnel et situé au sein de l'architecture du site social de la recherche. Le fait d'interroger les places qu'il occupe et les critères qui ont amené ses interlocuteurs à le catégoriser d'une façon ou d'une autre permet d'éclairer la structure de l'espace étudié, les critères et les catégories pertinentes pour ses membres et la façon dont l'ordre social est produit ou reproduit dans les interactions. Les places occupées par le chercheur ne sont pas seulement revendiquées par celui-ci ou assignées par ses interlocuteurs. Elles sont négociées en permanence dans la dynamique des interactions. Les outils théoriques et méthodologiques de la sociolinguistique sont ici particulièrement intéressants, car ils permettent de décrire ces processus, mis en œuvre par les interactants, chercheur compris. Ils permettent, également, de reconsidérer la technique de l'observation participante.

4.2.2.2 Point de vue sociolinguistique sur l'observation participante

La démarche ethnographique que nous avons adoptée peut être qualifiée d'observation participante. En effet, l'observation participante est une technique par laquelle le chercheur, pour comprendre à la fois le fonctionnement du site social de la recherche et le point de vue des personnes rencontrées sur celui-ci, s'immerge dans leur quotidien. Il s'agit d'une « technique de recherche dans laquelle le sociologue observe une collectivité sociale dont il est lui-même membre », mais où il est également « connu en tant qu'observateur extérieur » (Soulé, 2007: 128-129). Le chercheur « se frotte en chair et en os à la réalité qu'il entend étudier » et « peut ainsi l'observer, sinon "de l'intérieur" au sens strict, du moins au plus près de ceux qui la vivent, et en interaction permanente avec eux » (Olivier de Sardan, 1995: §8). Nos pratiques ethnographiques, décrites précédemment, s'accordent avec cette définition⁵⁸.

La technique de l'observation participante a fait l'objet de critiques, adressées par des anthropologues et des sociologues. Nous reviendrons sur ces critiques, puis nous montrerons comment le cadre sociolinguistique, en problématisant la notion de participation, permet de faire un pas de côté et de porter un autre regard sur cette technique. En anthropologie et en sociologie, l'approche ethnographique par observation participante a été considérée comme problématique, car reposant sur un obstacle difficile à dépasser, voire sur une contradiction. En effet, « chacun sait combien il est difficile d'être à la fois pris dans le jeu et de l'observer » (Bourdieu, 1978: 67), d'être « alternativement émotionnellement engagés, en tant que participants, et froidement observateurs, dépassionnés, des vies des autres » (Tedlock cité par Soulé, 2007: 131). Autrement dit par l'ethnologue Favret-Saada (1990: 147) :

« En rhétorique, cela s'appelle un oxymoron : observer en participant, ou participer en observant, c'est à peu près aussi évident que de déguster une glace brûlante. »

Le paradoxe de l'observation participante reposerait donc sur l'impossible, ou la difficile, conciliation entre l'observation et la participation. La participation est

⁵⁸ La technique de l'observation participante est abordée dans le rare ouvrage de sociolinguistique en français qui traite, sous un angle méthodologique, de la linguistique de terrain : *La linguistique de terrain, méthode et théorie*, Blanchet (2012). Mais la définition de l'observation participante qui y est donnée renvoie à un mode de recueil des données « hors de toute situation explicite et formelle d'enquête » (p.46), c'est-à-dire des situations où « on cache aux personnes qu'on les observe, à tout le moins qu'on observe quelque chose de précis dans leur vie quotidienne » (p.50). N'ayant pas mis en place une observation participante « clandestine » ou « couverte » (Soulé 2006 : 128), nous ne faisons pas entrer ce texte dans la discussion des prochains paragraphes.

comprise, ici, comme la contribution du chercheur aux activités sociales dans lesquelles s'engagent ses interlocuteurs sur le terrain ; l'observation, comme l'absence d'engagement dans ces activités. Ainsi entendues, observation et participation sont en opposition. Certains chercheurs reprennent la dénomination d'observation participante parce qu'elle désigne les deux principales situations dans lesquelles se retrouve le chercheur : « celles qui relèvent de l'observation (le chercheur est témoin) et celles qui relèvent de l'interaction (le chercheur est coacteur) » (Olivier de Sardan, 1995: §8). L'observation participante vient alors englober les différents degrés d'engagement du chercheur dans les activités de ses interlocuteurs, sur un spectre où l'on trouve d'un côté l'observation, de l'autre la participation, et de l'un à l'autre une « typologie des rôles (qui n'existent pas dans une forme pure) » : « le participant total, le participant comme observateur, l'observateur comme participant, l'observateur total et le simple fait d'"être là" » (Ghasarian, 2002: 9). Parfois, lorsque le degré d'engagement penche plus du côté de la participation que de celui de l'observation des activités, l'observation participante est renommée « participation observante » (Soulé, 2007). Cependant, et comme le fait remarquer l'anthropologue Althabe (1990: §21), « en aucune façon, une situation ne peut être considérée de l'extérieur, l'observateur en est obligatoirement un des acteurs ».

Althabe fait émerger deux façons de considérer la participation, rarement démêlées : participation à l'activité sociale et participation à l'interaction. La perspective sociolinguistique nous permettra d'explicitier cette distinction. En effet, dans le cadre théorique sociolinguistique, la participation peut aussi renvoyer au plan interactionnel. Le chercheur est toujours participant à une situation de communication et cette participation ne vient pas s'opposer à l'observation. Goffman (1981: 133-166) établit une typologie des différentes formes de participation à l'interaction. Il remarque qu'un individu physiquement présent peut écouter ou entendre une conversation sans être un participant « ratifié » de l'interaction, c'est-à-dire sans que les propos tenus ne lui soient directement adressés, donc sans contribuer à l'échange ou à l'activité en cours. Cette position pourrait correspondre à celle de l'« observateur total » mentionnée ci-dessus (Ghasarian, 2002: 9). Or Goffman (1981: 141) montre bien que ces personnes « tiers » « ont accès à la rencontre d'une façon qui, si minime soit-elle, peut être perçue des participants [ratifiés] » et donc orienter l'interaction. C'est pourquoi les différentes positions des personnes en présence, qu'elles soient adressées ou non dans la rencontre, sont considérées comme des « statuts *participationnels* », dont l'ensemble forme le « cadre *participationnel* » de l'échange (1981: 146-147). Dans cette perspective interactionnelle, l'observation fait donc partie des formes de

participation à une rencontre et la contradiction entre le statut d'observateur et celui de participant n'a plus cours.

Dès lors, comment appréhender les formes de participation du chercheur sur le terrain ? Selon une perspective interactionnelle, la participation est conçue comme le positionnement du locuteur dans une activité en cours, positionnement à la fois dynamique et multimodal. Dans les travaux réalisés par Goodwin ou Mondada, la participation des locuteurs à un échange est analysée comme une pratique située, négociée et transformée d'une interaction à une autre, autant qu'au cours d'une même interaction. La participation est :

« un processus éminemment flexible et en transformation permanente [...]. Même si elle peut se stabiliser dans des structures institutionnelles, elle émerge toujours de la micro-organisation des tours [de parole] et de la manière dont ils sont adressés, voire ré-adressés moment par moment dans le déroulement de l'interaction » (Mondada & Keel, 2017: 13).

Dans ce processus, la dimension non verbale de la participation est fondamentale. Goodwin (2007: 57) insiste sur la dynamique corporelle avec le concept de « *embodied participation framework* ». Il rappelle que, « *in order to build action within face-to-face interaction, participants frequently attend to multiple visual fields simultaneously, including both objects being worked with, and each other's bodies* » (2007 : 57). Ainsi, le cadre participationnel est structuré par la façon dont les locuteurs sont positionnés dans l'espace : le placement des corps manifeste une certaine participation à l'interaction, tout en rendant possible – ou non – des formes d'engagement collectif dans l'activité en cours. En outre, les regards, les expressions faciales, les mouvements du corps, les manipulations d'objets sont repérés et interprétés par l'ensemble des locuteurs présents et orientent le déroulement de l'interaction (Mondada & Keel, 2017: 19-21).

Ce détour par une définition interactionnelle de la participation permet de considérer la technique d'observation participante, certes comme une alternance entre des moments d'observation et de participation à des activités, mais aussi comme une participation permanente, dynamique et multimodale aux situations de communication. Autant par des canaux verbaux que non verbaux – gestes, regards, position dans l'espace –, le chercheur participe aux interactions dans lesquelles il s'engage et desquelles il est témoin. Il prend ainsi part à la définition du cadre participationnel, oriente la structuration des interactions et les contenus énoncés. S'il

peut participer en tant qu'observateur, à aucun moment il n'est *simplement là* (Ghasarian, 2002). Il participe toujours à construire les données qui constitueront son corpus.

La perspective sociolinguistique attentive à la construction interactionnelle du sens et des activités sociales permet également de reconsidérer le « paradoxe de l'observateur » (Labov, 1972) et de souligner les présupposés épistémologiques présents derrière l'idée que le chercheur, par sa présence, altérerait les pratiques qu'il était venu observer. En effet, en sciences du langage, tout comme dans d'autres disciplines des sciences humaines et sociales, l'interaction entre le chercheur et ses interlocuteurs a pu être considérée comme source de biais. Le chercheur influencerait leurs discours, entraînant la production de discours éloignés de la « réalité » (1972: 105). Il ferait alors obstacle à l'apparition des pratiques langagières authentiques des locuteurs, celles-là mêmes qui l'intéressaient. C'est ce constat qui amène Labov (1972: 113) à parler du paradoxe de l'observateur : « *to obtain the data most important for linguistic theory, we have to observe how people speak when they are not being observed* ». Pour résoudre ce paradoxe, Labov (1972) propose de faire oublier la présence du chercheur en tant que chercheur et mentionne plusieurs stratégies : imiter les pratiques des sujets observés, observer de manière anonyme, etc.

La notion de paradoxe de l'observateur sous-entend donc qu'il existe des pratiques naturelles ou authentiques, propres à des groupes de locuteurs. Elle laisse de côté la variabilité des pratiques, l'importance de la situation et de l'agentivité des interlocuteurs dans la définition de l'interaction. En outre, elle véhicule la conception d'un chercheur qui, en position d'observateur total, pourrait adopter un point de vue omniscient sur les pratiques observées.

« Pour cette option [« que l'on peut résumer comme "positiviste" »] il existerait une réalité neutre, indépendante de la perspective prise par l'observateur. L'observateur ne peut qu'introduire des biais, ou au minimum une distorsion, dans cette réalité, et à ce titre il constitue une gêne (on trouve même le terme "danger") pour une observation scientifique pure. » (Gadet, 2003: np)

Comme nous l'avons précisé plus haut, le chercheur construit son territoire de recherche, participe sous des formes diverses aux interactions dans lesquelles il s'engage et à la production de ses données. Le développement de l'étude du langage comme pratique sociale, notamment en sociolinguistique et en particulier dans le champ de la linguistique interactionnelle, a participé à la mise en cause du paradoxe

de l'observateur et de ses présupposés. Comme l'explique Mondada (1998), le paradoxe de l'observateur n'est pas un problème significatif. Chercher à minimiser l'impact du chercheur sur ses données n'apporte rien, car cet impact est inévitable. Les effets du chercheur sur les interactions qu'il observe sont « inéliminables » (1998: 41). Puisqu'il est présent, il participe à la définition du cadre participatif qu'il observe, même s'il participe en tant qu'observateur. En ce sens, le chercheur est à prendre en compte « au même titre que les autres acteurs sociaux présents sur la scène du terrain » (1998 : 40). Il est donc à considérer comme un acteur social parmi les autres, engagé avec eux dans une activité qui ne se résume pas à de l'observation.

Un point de vue sociolinguistique sur la démarche ethnographique permet ici deux choses. D'une part, d'éviter l'écueil positiviste selon lequel l'objectif de la recherche serait de mettre au jour les pratiques authentiques des individus au sein de *leur* groupe social. D'autre part, il fournit un appareil théorique et méthodologique permettant d'analyser la co-construction des relations qui lient les individus en présence, chercheur compris. Nous verrons tout de suite comment la perspective sociolinguistique permet aussi de reconsidérer la démarche réflexive sur les pratiques ethnographiques.

4.3 Réflexivité vis-à-vis des pratiques ethnographiques

Plusieurs travaux en sciences humaines et sociales ont montré que la réflexivité sur les pratiques de recherche était utile à l'interprétation des données (Legavre, 1996), qu'elle permettait d'ajuster le positionnement du chercheur au fil de son enquête (Bajard, 2013) et qu'elle pouvait être une source complémentaire de savoirs sur l'objet étudié (Mauger, 1991; Memmi & Arduin, 1999). Selon Ghasarian (2002: 20), « plus l'auteur est prolixe au sujet des conditions de production de son texte, plus il dévoile les mécanismes de son autorité, mieux il justifie son analyse ». Olivier de Sardan (2000: 419) attire toutefois l'attention sur les excès de réflexivité et la « déferlante d'introspections sociologiques ». Sans toujours avoir de portée méthodologique, ces introspections quittent parfois le « second plan » où elles devraient rester cantonnées (2000: 439). Olivier de Sardan interroge : « jusqu'où doit-on aller ou ne pas aller dans la mise au jour des rapports que le chercheur a entretenus avec les "indigènes" ? » (2000: 435).

Tenant compte de cet avertissement, nous reviendrons sur certains aspects du rapport entretenu avec notre terrain de recherche et nos interlocuteurs. L'accent sera mis sur ceux qui sont révélateurs de la construction de l'ordre social de l'espace

associatif observé. Nous tâcherons, dans le même temps, de souligner les intérêts d'une réflexivité outillée par le cadre théorique et méthodologique de la sociolinguistique. En effet, les travaux en sciences du langage qui mettent en œuvre cette approche réflexive ont montré combien cela pouvait être fécond dans la compréhension du site social de la recherche (notamment Achard, 1994; Auzanneau, 2015; Briggs, 1986; Greco, 2010). Les paragraphes suivants traiteront de la dynamique des rapports de pouvoir dans nos interactions avec les personnes rencontrées au cours de notre recherche de terrain, ainsi que sur les rapports de places et les processus de catégorisation qui ont participé à donner corps à la situation sociale particulière qui résulte de l'observation participante. Nous commencerons cependant par interroger les notions d'ethnographie du proche, d'*insider* et d'*outsider*, en les mettant en regard avec notre expérience de recherche.

4.3.1 Rapports de pouvoir, d'identification et de différenciation

4.3.1.1 À propos des notions d'ethnographie du proche, d'*insider* et d'*outsider*

La description de notre parcours au sein de l'association (voir 4.2.1) a fait apparaître l'intrication des rôles que nous y avons joués – doctorante, bénévole, salariée. Elle a également souligné la difficile délimitation du commencement et de la fin de notre recherche de terrain, du fait du caractère familial de l'association. Plusieurs éléments rapprochent notre démarche de ce qui est nommé « ethnographie du proche » ou « anthropologie du chez-soi » (Campigotto et al., 2017). Tout d'abord, nous fréquentions Autremonde avant que l'association ne devienne notre terrain de recherche. Ensuite, l'association se situe dans la ville où nous habitons et dans un quartier que nous fréquentons régulièrement. Enfin, nous partageons plusieurs caractéristiques sociales avec les membres du groupe des salariées et des bénévoles (femme, française, ayant fait des études supérieures) et nous avons été membre de ces deux groupes. Dans quelle mesure cela fait-il de notre démarche ethnographique une démarche spécifique, différente de celles qui prennent place dans des lieux lointains ou avec des groupes sociaux auxquels le chercheur n'appartient pas initialement ? Dans les paragraphes suivants, nous reprendrons la définition de l'ethnographie du proche, avant d'y poser un regard critique et d'interroger ses présupposés théoriques. Nous montrerons que le positionnement proche ou lointain, d'*insider* ou d'*outsider* est avant tout déterminé dans le *hic et nunc* des situations sociales.

La première caractéristique du « terrain chez-soi » est qu'il « n'implique pas pour le chercheur un éloignement géographique de son contexte quotidien de vie »

(Campigotto et al., 2017: 8). Cette proximité géographique a été interprétée comme un risque : à l'inverse des terrains dits « exotiques », c'est-à-dire ces « lieux lointains qui, par définition, installent une distance entre l'observateur et ce(ux) qu'il observe » (2017: 13), les terrains dits proches ou familiers rendraient plus difficile la distanciation nécessaire du chercheur par rapport aux pratiques de ses interlocuteurs. Dans cette optique, la proximité pose le problème suivant : « comment penser l'expérience ethnographique et ses conditions de possibilité en tant que "chercheur indigène" (Peirano, 1998), quand on tente de comprendre des paradigmes et des pré-conceptions semblables à ceux qui régissent familièrement – voire inconsciemment – son appréhension du monde ? » (2017: 9). Autrement dit, comment le chercheur peut-il appréhender des pratiques auxquelles il est accoutumé et les interpréter en dehors de ses prénotions ?

Ce questionnement se fonde sur l'idée que la distance géographique est le corollaire de la distance sociale ou culturelle. Plus nous nous éloignerions de notre lieu d'origine, plus l'altérité des sujets rencontrés s'accroîtrait. À l'inverse, le physiquement proche serait synonyme de socialement ou culturellement proche. Cette conception, d'une part, ne tient pas compte des travaux anthropologiques, comme ceux de Descola (2011), qui ont montré que des sociétés fonctionnant de manière radicalement différente pouvaient cohabiter dans une même zone géographique et que des sociétés fonctionnant de manière similaire pouvaient se trouver en différents points du globe. D'autre part, elle ne prend pas non plus en considération la mobilité des sujets, d'un groupe social à un autre, d'un lieu à un autre. L'espace d'Autremonde illustre cette non-coïncidence entre distance géographique et distance culturelle : bien qu'ils se situent en un même lieu, les membres de l'association viennent de plusieurs endroits du monde et ont des parcours et des expériences de vie sensiblement différents les uns des autres.

La superposition des distances géographique et culturelle empêche également de penser les groupes sociaux comme les résultats de processus dynamiques et l'hétérogénéité de ces regroupements d'individus. En certaines situations, au cours de notre recherche de terrain, nous pouvions nous sentir plus proche de personnes récemment arrivées d'Afrique subsaharienne que de personnes ayant toujours vécu à Paris. Dans ces situations, l'âge pouvait par exemple jouer un rôle essentiel. Nous pouvions ainsi avoir un même intérêt pour des formes de divertissement ou des références musicales avec des personnes de la même tranche d'âge que la nôtre, qu'elles aient ou non grandi sur le continent européen. Dans des moments de fête, nous avons ainsi pu être dans une complicité plus forte avec les membres les plus jeunes de

l'association qu'avec ses membres les plus âgés. En d'autres situations, le genre pouvait également jouer. Nous pouvions ainsi avoir en partage, avec les rares femmes accueillies par l'association, l'expérience d'être une femme dans un milieu très masculin et nous trouver dans une proximité plus grande avec elles. Des trajectoires de vie distinctes et des habitudes culturelles différentes n'empêchent donc pas, a priori, toute forme de proximité sociale.

Les critiques portées, en sociologie et en anthropologie, à la notion d'ethnographie du proche soulignent, en outre, son héritage colonial, qui fait du lointain le territoire de l'autre et donc de l'anthropologie, et du proche le territoire du même et donc de la sociologie (Gullestad et al., 2009: 207). La distinction entre ethnographie du proche et du lointain apparaît dès lors comme sous-tendue par une vision qui, d'une part, associe et accentue distance géographique et distance culturelle et, d'autre part, fige et homogénéise les regroupements sociaux. C'est cette conception qui justifie l'effort réflexif important généralement demandé aux chercheurs dont le terrain est familier (Campigotto et al., 2017).

Cette familiarité interroge également la possibilité de la distanciation du chercheur vis-à-vis de ses observations sur le terrain. Pour Althabe (1990: §2-3), la distanciation est un processus « fondateur », nécessaire au « projet analytique » qui guide les activités du chercheur. Elle est ce qui permet de distinguer la pratique ethnographique de la communication ordinaire, alors qu'elles « se développe[nt] dans la non-séparation » l'une avec l'autre (1990: §2). Olivier de Sardan (2000: 432) définit la « mise à distance » comme un ensemble de procédures permettant « de se dégager en tant que chercheur des positions et des jugements qui sont les siens en tant qu'acteur ». Pour Bensa (1995: §12), la « juste distance » pourra être atteinte « moins [par] le maintien de l'observateur dans une voie moyenne, à mi-chemin de soi et de l'autre, que [par] l'incessant parcours des différentes places que les membres de la société d'accueil vous assignent ». Posée en ces termes, la recherche de la juste distance n'apparaît donc pas comme spécifique aux terrains dits familiers, mais à la démarche ethnographique de manière générale. En terrain perçu comme lointain, le chercheur doit lui aussi éviter l'écueil ethnocentrique et mettre à distance ses préconceptions ; il est lui aussi positionné, de manière variable et dynamique, dans l'ordre social de l'espace qu'il étudie.

Laissant de côté la distinction entre ethnographie du proche et du lointain, nous pourrions considérer que nous sommes une « *insider* » sur notre terrain, puisque nous y sommes « déjà impliqué[e] » avant que notre recherche ne commence (Olivier de

Sardan, 2000: 431). Mais la distinction dichotomique entre *insider* et *outsider* va-t-elle de soi ? Ne conduit-elle pas, elle aussi, à une conception homogénéisante du groupe social étudié ? Car si le chercheur peut être membre ou non-membre du groupe, alors c'est que ce groupe existe a priori, qu'il est délimité et figé, qu'il a des caractéristiques définies et qui lui sont propres. Ne peut-on pas plutôt considérer que les termes d'*insider* et d'*outsider* renvoient à des positionnements dynamiques qui, parce qu'ils sont situés et interactifs, peuvent varier, s'articuler, être négociés ? Ces fluctuations se font alors en fonction des rôles joués par le chercheur et ses interlocuteurs dans une situation donnée, mais aussi de la reconfiguration de leurs relations, tout au long de la durée de l'ethnographie. Cetrez (2005), anthropologue des religions, montre comment certaines caractéristiques sociales (genre, nationalité, religion, parcours scolaire) ont été rendues significatives sur son terrain de recherche doctorale et ont favorisé ou fait obstacle, selon les situations, à la production de données et à la compréhension des phénomènes observés. Nous suivrons cette proposition en centrant notre démarche réflexive sur la dynamique de nos positionnements et sur les procédés de catégorisation qui les ont orientés.

4.3.1.2 La relation de domination sur le territoire de recherche

Nous nous interrogerons, pour commencer, sur les rapports de pouvoir qui se sont mêlés aux relations nouées avec nos interlocuteurs, sur notre terrain de recherche. Nous les présenterons en montrant dans quelle mesure ils nous renseignent sur l'ordre social qui organise, plus largement, les relations au sein de l'espace d'Autremonde.

Pour Cameron et al. (1993 : 81) : « *[power relations] are not entirely determined by pre-existing differences of status imported from other contexts. Something happens within the process of research itself* ». Selon Bourdieu, la « relation d'enquête » est, en effet, une relation asymétrique en tant que telle :

« C'est l'enquêteur qui engage le jeu et institue la règle du jeu ; c'est lui qui, le plus souvent, assigne à l'entretien, de manière unilatérale et sans négociation préalable, des objectifs et des usages parfois mal déterminés, au moins pour l'enquêté. Cette dissymétrie est redoublée par une dissymétrie sociale toutes les fois que l'enquêteur occupe une position supérieure à l'enquêté dans la hiérarchie des différentes espèces de capital, du capital culturel notamment. »
(1993 : 1392)

Bourdieu distingue ici deux éléments qui favorisent la dimension asymétrique de la démarche ethnographique : le fait, d'une part, que le chercheur soit le maître du jeu, d'autre part, qu'il soit souvent dans une position sociale supérieure à celle de ses interlocuteurs. Le chercheur représente, en effet, l'institution universitaire et le savoir institué. Dans le cadre de notre recherche de terrain, de fortes inégalités existent effectivement entre nous et les personnes accueillies par l'association. Tandis que nous sommes née en France, que nous avons grandi à côté de Paris, que nous y avons fait des études supérieures et que nous maîtrisons les normes légitimes d'usage du français en France, nombre de nos interlocuteurs sont arrivés depuis peu en France et sont en situation irrégulière sur le territoire. Ils sont souvent sans emploi ou travaillent sans être déclarés. Ils n'ont pas, ou peu, été scolarisés dans leur pays d'origine et ne savent pas lire et écrire, sont allophones ou ne maîtrisent pas la norme légitime et dominante du français en France. En outre, et comme nous le verrons dans la suite de ce texte, nous occupons, dans un contexte postcolonial et face à des personnes originaires de territoires anciennement colonisés, la position dominante. Un autre élément, propre à notre terrain de recherche, vient accentuer cette asymétrie. Nos rôles passés dans l'association, notre relative ancienneté et le *turn-over* important parmi les bénévoles et les salariées, font que notre connaissance du fonctionnement de l'association a pu parfois dépasser celle de nos interlocuteurs. Ce savoir supplémentaire pouvait alors nous conférer une certaine autorité.

Notre position sociale, si elle était plus légitime que celle d'une partie de nos interlocuteurs, n'impliquait toutefois pas toujours une situation de domination.

« La réduction de la situation d'enquête à une situation de domination, du simple fait que l'enquêteur appartient aux classes ou cultures dominantes et l'enquêté aux classes ou cultures dominées, fait peu de cas des ressources, considérables (y compris l'*exit option*), dont disposent les enquêtés pour "manipuler" eux aussi les enquêteurs. » (Olivier de Sardan, 2000: 438)

Les participants à la recherche – comme tout individu en d'autres situations – ont des moyens de résister ou de tirer profit de la relation ethnographique. Ils peuvent y trouver un intérêt, comme nous l'avons mentionné précédemment (voir 4.2.2), mais aussi négocier le déroulement et les modalités de l'observation participante. Pour certains entretiens, par exemple, une contrepartie a été négociée, de façon plus ou moins explicite. Dans le cas de l'entretien mené avec Mohamed, accueilli par l'association, nous avons convenu ensemble et en amont que le rendez-vous serait divisé en deux

temps : l'un pour l'entretien, l'autre pour la rédaction de son CV. De plus, à l'occasion de plusieurs entretiens réalisés avec des bénévoles des cours de français, il nous est apparu que nous faisons figure, pour notre interlocuteur, d'experte en didactique du français et d'intermédiaire avec la salariée chargée de la coordination de leurs activités. L'entretien était pour eux l'occasion de souligner des dysfonctionnements dans l'organisation des cours, de demander un accompagnement plus approfondi ou des retours sur leurs pratiques d'enseignement. Les notes, prises à la suite d'un entretien et alors que nous avons déjà rencontré plusieurs bénévoles, le montrent bien :

« Le bénévole me demande alors explicitement de venir observer les cours de français que lui et les autres bénévoles animent. Selon lui, j'ai de l'expérience et je pourrai leur donner des conseils. Il me demande aussi de faire la médiation avec la nouvelle salariée et de faire remonter les demandes des bénévoles que j'ai eues en entretien. Il me dit : "Si les autres bénévoles que tu vois te disent la même chose que moi, tu pourrais en parler avec la nouvelle salariée. Je pense que tu es mieux placée que nous pour faire ça." »

Nous avons alors refusé de prendre ce rôle, soulignant les compétences en didactique de la future salariée et les bénéfices d'une communication directe avec celle-ci. Ces deux exemples montrent que positionner, a priori, le chercheur dans une position ascendante et de domination, c'est laisser de côté l'agentivité et la subjectivité de ses interlocuteurs. C'est aussi laisser de côté l'évolution des positionnements, selon les situations et au cours de la recherche.

En effet, le rapport de force dans la relation ethnographique – comme tout rapport de force – n'est pas figé. Au contraire, il est dynamique, varie au cours des interactions et peut aussi se renverser. Ainsi, sur notre terrain de recherche, la répartition des places entre expert et non expert a pu être variable, la place de celui qui sait pouvant être tenue autant par nous-même que par notre interlocuteur. En quelques occasions, des bénévoles de l'association, plus âgés, ont pu se positionner en enseignants et nous ramener à une position d'étudiante : évaluant le thème de notre recherche, nous en proposant d'autres. Nous avons également pu être confrontée, au cours d'interactions avec des hommes, à des rapports de pouvoir liés au genre (cela sera traité dans le chapitre 10). Nous nous sommes ainsi trouvée renvoyée de diverses manières à une position dominée, par l'objectivation de notre corps féminin ou par la confrontation à des pratiques de séduction à sens unique, comme cela arrive aux chercheuses au cours de leur ethnographie (Blondet, 2008). La récurrence de ce phénomène, auquel étaient

confrontées d'autres femmes membres de l'association, nous a conduite à arborer les signes d'une femme mariée, à la fois à Autremonde et sur les réseaux sociaux utilisés pour communiquer avec les membres de l'association : port d'une alliance, statut « en couple » sur Facebook, photo de profil de couple sur Whatsapp. Ce n'était donc pas toujours le statut de chercheuse ou les capitaux socio-économiques qui entraient dans les jeux de pouvoir : l'âge, le genre, mais aussi la racialisation des corps⁵⁹ intervenaient aussi dans la production des rapports de domination. Ces expériences incorporées nous ont convaincue de la nécessité d'une conception à la fois dynamique et située des rapports de pouvoir, non seulement dans la relation ethnographique, mais aussi dans l'espace associatif.

4.3.1.3 « Encliquée » dans l'« équipe » des bénévoles

L'immersion du chercheur sur son territoire est souvent favorisée par un certain groupe d'interlocuteurs – famille, groupe de pairs, etc. C'est ce phénomène d'inscription du chercheur dans un réseau déjà établi qu'Olivier de Sardan (1995) appelle l'« encliquage ».

« L'insertion du chercheur dans une société ne se fait jamais avec la société dans son ensemble, mais à travers des groupes particuliers. Il s'insère dans certains réseaux et pas dans d'autres. [...] Le chercheur peut toujours être assimilé, souvent malgré lui, mais parfois avec sa complicité, à une "clique" ou une "faction" locale, ce qui offre un double inconvénient. D'un côté, il risque de se faire trop l'écho de sa "clique" adoptive et d'en reprendre les points de vue. De l'autre, il risque de se voir fermer les portes des autres "cliques" locales. [...] Le fait même que dans un espace social donné les acteurs locaux soient largement reliés entre eux sous forme de réseaux rend l'anthropologue de terrain nécessairement tributaire de ces réseaux pour produire ses données. » (1995: §81)

Au cours de notre ethnographie, nous avons fait l'expérience de cet encliquage, en étant affiliée à la « clique » des bénévoles. Plusieurs éléments permettent de le comprendre. Tout d'abord, nous avons été bénévole puis salariée à Autremonde. Lorsque nous revenons à l'association après la fin de notre contrat avec l'association, plusieurs personnes nous ont déjà vue endosser l'un ou l'autre rôle. Elles peuvent donc

⁵⁹ Voir le chapitre 9 pour l'analyse de processus de catégorisations raciales opérés par les membres de l'association et le chapitre 10 pour une analyse de l'articulation entre des rapports sociaux de race, de genre et d'âge au cours des activités associatives.

interpréter notre présence régulière dans l'espace de l'association comme un retour à une activité bénévole. De plus, nous ressemblons à une bénévole. En effet, les oppositions catégorielles de genre (masculin /féminin), de classe (populaire /moyenne et supérieure), de langue (allophone /francophone) et de race (non blanc /blanc) se superposent généralement à l'opposition entre accueillants et accueillis. Les bénévoles sont pour la plupart des femmes, françaises, blanches, de classe moyenne ou supérieure, âgées de vingt à trente-cinq ans ; les accueillis des hommes, étrangers, non blancs, de classe populaire. Nous avons vu précédemment qu'il n'existait pas de statut tiers : lorsque nous sommes présente à un cours de français ou à un accueil de jour, nous ne pouvons donc, a priori, qu'occuper la place de bénévole.

Lors des accueils de jour, il arrive régulièrement que l'on vienne nous solliciter pour des inscriptions aux activités d'Autremonde ou pour des orientations vers d'autres associations (voir 4.2.1). Selon les situations et notre capacité à répondre à ces demandes, nous nous conformons au rôle de la bénévole – et participons donc, nous aussi, à cet enclichage – ou détrompons notre interlocuteur et le dirigeons vers quelqu'un d'autre. Lorsque nous assistons à un cours de français, l'ensemble des participants nous affine généralement à l'« équipe » des bénévoles, dans le sens donné par Goffman (1973: 84) d'une personne ou d'un ensemble de personnes « engagées dans la réalisation d'un spectacle » et dont « la coopération dramaturgique est indispensable pour entretenir une définition donnée de la situation ». Ici, il s'agit de l'équipe occupée à l'animation du cours de français et à la transmission de ressources langagières.

Notre affiliation à cette équipe a pu se faire de façon plus ou moins explicite. Par exemple, à l'occasion d'un cours de français⁶⁰, un apprenant demande « *bénévole, c'est quoi ?* », puis reformule sa question : « *quand c'est âgé, c'est bénévole ?* ». Le duo de bénévole est alors composé de deux femmes : Clémence et Sylvie, âgées respectivement d'une trentaine et d'une soixantaine d'années. Sylvie lui répond « *non c'est pas... parce que Iris et Clémence sont bénévoles, mais elles sont jeunes* ». Elle nous associe ainsi de façon explicite à cette catégorie de membres de l'association. En d'autres occasions, cette affiliation se fait par nos activités : nous faisons des photocopies, distribuons les feuilles, aidons notre voisin dans la réalisation d'un exercice. À la suite d'un cours de français, nous notons :

« La première partie du cours est consacrée à un jeu de présentations collectives. Pendant ce temps, je fais trois tests de positionnement

⁶⁰ Les citations sont tirées de l'enregistrement audio du cours de français n°7.

pour des nouveaux venus. La bénévole qui s'en occupe habituellement n'est pas là et ceux qui sont présents ne l'ont jamais fait. »

Ces pratiques à la fois verbales et non verbales ont participé à la construction d'une certaine image de nous-même, à la justification de notre présence dans l'association et à la définition de notre positionnement à l'intérieur du cadre participatif. Le procédé d'enclichage est, comme nous avons voulu le montrer, le résultat de négociations, d'hétéro-catégorisations et d'auto-catégorisations.

Si cette affiliation au réseau des bénévoles a facilité l'accès à leurs discours et à leurs espaces, elle a aussi conduit à nous éloigner de celui des personnes accueillies par l'association. Elle nous a permis de faire l'expérience d'une certaine séparation et d'imperméabilité entre les groupes formés par les personnes qui fréquentent l'association. Elle a mis en évidence l'importance de plusieurs indices – phénotypiques, genrés, langagiers, vestimentaires – dans l'assignation à un groupe plutôt qu'à un autre.

4.3.2 Une recherche impliquée et engagée

La sociolinguistique, depuis sa naissance comme discipline dans les années 1970, s'intéresse aux questions sociales et politiques contemporaines. Comme le disent Boutet et Heller (2007: 311) :

« Faire une linguistique "dans le monde", c'est l'ancrer, sinon dans l'actualité immédiate – ce qui risquerait de la faire tomber dans un applicationnisme un peu court – du moins dans les préoccupations, les intérêts, les questionnements de notre société. »

Du fait de cette proximité entre thématiques de recherche et questions sociales, de nombreuses recherches en sociolinguistique se situent dans les domaines de l'intervention sociale – avec des travaux réalisés en lien avec les pouvoirs publics – ou de la politique linguistique – dans le cas de participation « à des expériences institutionnelles de gestion des langues » (Gadet, 2004: 89). De nombreux sociolinguistes ont partie liée avec les politiques linguistiques (par exemple Calvet & Calvet, 2017; Cerquiglioni, 1999), le milieu scolaire (par exemple Candelier, 2003; Labov, 1993), du travail (entre autres Boutet, 1987; Gumperz, 1989b), ou judiciaire (entre autres Gumperz, 1989a; Labov, 1989). L'intervention du chercheur et l'application des résultats de sa recherche, dans une situation sociale donnée, sont loin

d'être étrangères à la discipline. Notre recherche doctorale n'est pas le résultat d'une requête de l'association Autremonde. Elle ne correspond donc pas à une « intervention », au sens donné par Léglise (2000: np) : « les interventions font suite à une demande ; il s'agit de produire un diagnostic ou une expertise [...] qui conduise à proposer éventuellement des changements dans la situation étudiée ».

La démarche que nous avons mise en place la rapproche plutôt des recherches dites impliquées (Léglise et al., 2006; Léglise & Canut, 2009). En effet, sans être l'objet d'une demande extérieure, elle vise la production de savoirs destinés, d'une part, au champ scientifique et, d'autre part, à notre terrain de recherche et au milieu associatif plus largement. Notre question de recherche résonne avec les préoccupations exprimées par le CA et l'équipe salariée, concernant notamment la persistance de rapports inégalitaires dans l'espace associatif, en dépit du projet porté par l'association. La restitution de nos résultats fait partie des engagements que nous avons pris auprès du CA, au début de notre recherche. Il est attendu que le point de vue sur les pratiques associatives que nous présenterons alors permette aux membres de l'association d'y porter un regard nouveau et d'aller vers leur transformation. Si notre recherche est impliquée, la question reste de savoir si – et en quoi – elle est engagée. Nous proposons de considérer l'engagement sous deux angles : d'abord celui du positionnement du chercheur vis-à-vis de ses interlocuteurs sur le terrain, ensuite celui de la visée critique de la recherche.

Selon Cameron et al. (1993), il importe de considérer l'activité de recherche comme une interaction entre le chercheur et ses interlocuteurs sur le terrain, et donc de considérer le positionnement du chercheur comme un positionnement négocié *in situ* et non prédéfini.

« The roles of “researcher” and “informant” are best seen not as pre-given identities which individuals adopt when the situation requires, but as context-dependent identities, negotiated between researcher and researched as part of the process of establishing »
(1993: 87).

Cameron (1998: 24) distingue trois types de positionnements : « ethics, which is research ON people; advocacy, research ON and FOR people; and empowerment, research ON, FOR and WITH people ». Selon cette typologie, notre positionnement se situe entre l'*advocacy* et l'*empowerment*, puisque l'ensemble de notre recherche n'a pas été menée *avec* nos interlocuteurs sur le terrain. Ainsi, ils n'ont pas été impliqués dans la définition de la problématique et du cadre théorique ni dans l'analyse des

données. Néanmoins, ils ont joué un rôle majeur dans la mise en place de la recherche, en facilitant l'accès à certains documents et activités associatives ou en nous conviant à des réunions. Notre question de recherche a, en outre, été infléchie par les discussions que nous avons eues avec certains membres de l'association. De plus, une partie des connaissances produites par et au cours de la recherche a été et sera partagée avec l'association. La réalisation de quelques restitutions au cours de notre recherche a été une façon de concilier le temps long de la thèse avec celui, plus rapide et plus rythmé, de la vie associative.

Dans la typologie proposée par Mondada (2005: 10-11) des différentes formes de « "dédommagement" des informateurs », elle distingue ceux qui seront réalisés pendant l'enquête de ceux qui le seront après. Au cours de notre recherche de terrain, les « contre-dons symboliques » ou les « prestations pour la communauté concernée » (2005: 10) que nous avons effectués peuvent donc être considérés comme des formes de restitution. À quelques reprises, l'association nous a en effet demandé de partager nos connaissances relatives aux politiques linguistiques et migratoires, et de nous positionner comme experte de cette thématique. À l'occasion d'une soirée intitulée « Vive la diversité des langues ! » organisée par Autremonde dans le cadre de la semaine antiraciste du 20^{ème} arrondissement, il nous a été proposé d'intervenir dans un débat sur les discriminations liées aux langues. Nous y avons décrit les évolutions récentes de la place donnée à la langue dans les politiques migratoires et dans l'accès à un titre de séjour et à la nationalité française.

Dans le cadre du projet artistique auquel nous avons participé, nous avons également animé une table ronde intitulée « Parler le(s) français : Respect de la parole vs monopole de la langue ». La représentation, dans un théâtre parisien, de la création collective à laquelle nous avons participé, était en effet précédée d'une après-midi d'ateliers et de discussions relatives aux thématiques qui avaient traversé le projet artistique : le rapport aux langues, à la migration, aux inégalités sociales. Dans la description de la table ronde sur le programme, nous n'étions pas présentée comme participante au projet artistique ou comme membre de l'association, mais comme doctorante en sciences du langage. Ces sollicitations et ces interventions peuvent être interprétées comme des formes de rétribution dans le cadre d'un don/contre-don. D'un côté, nos interlocuteurs se rendent accessibles et actifs dans notre recherche et participent en cela à notre travail de production de savoirs. De l'autre, nous partageons avec eux ces connaissances et prenons le rôle d'experte lors d'événements publics. Au moment où nous finissons ce manuscrit, un échange est en cours avec quelques-unes

de ses membres, afin de définir les points qui seraient susceptibles d'intéresser l'association et d'être pris en compte dans la préparation du prochain *projet associatif*.

Pour Verdier (2018: 7), cette forme d'engagement vis-à-vis des participants à la recherche se conjugue souvent avec sa portée critique. La sociolinguistique qui vise à « rendre compte *in fine* du social [et non du fonctionnement de la langue], des faits sociaux, par le biais, par l'entrée spécifique des langues et du langage » (Boutet, 2017: 33) est une sociolinguistique critique au sens bourdieusien, c'est-à-dire une « science sociale [qui] consiste à dé-couvrir tout ce qui est dévoilé-voilé par le langage ordinaire » (Bourdieu, 1981: 56). C'est bien la visée que nous adoptons, en choisissant de proposer une vision *désenchantée* du monde associatif, par la mise en lumière de certains des rapports de pouvoir qui y sont à l'œuvre dans leur dimension langagière. Si nous qualifions notre recherche d'engagée, c'est donc autant par le type de dialogue que nous avons eu avec nos interlocuteurs sur le terrain que par sa portée critique.

« en recueillant, décrivant, analysant les pratiques langagières des locuteurs il s'agit, par l'entrée particulière qui est la nôtre à savoir les langues et le langage, de contribuer à la transformation des rapports sociaux, de produire des connaissances utiles, dans une dialectique entre savoirs et action. » (Boutet, 2017: 33)

Conclusion

L'association où nous avons mené notre recherche est une association située à Paris, dans le quartier de Belleville. Elle se consacre à la « lutte contre l'exclusion » selon un angle spécifique : celui du maintien du lien social avec les personnes en situation d'exclusion et de migration. Elle organise, pour ce faire, différents types d'activités et notamment des accueils de jour, des activités culturelles, des cours de français. Les personnes qui fréquentent l'association sont localement nommées « salariées », « bénévoles » ou « accueillies », selon les activités dans lesquelles elles s'engagent. Nous avons-nous même été bénévole et salariée, avant que l'association ne devienne notre terrain de recherche doctorale. Cette expérience de différents rôles et statuts associatifs nous a permis d'avoir une connaissance approfondie de l'association, mais a aussi affecté notre positionnement en tant que chercheuse. Les relations de confiance tissées avec les salariées et certains bénévoles ont facilité notre accès à différents espaces. Ces relations – de même que notre parcours au sein de l'association et que l'ordre associatif lui-même – ont participé au fait que nous ayons été « encliquée » dans l'équipe des bénévoles. Elles nous ont également conduite à mener une recherche

à la fois impliquée et engagée, dont la restitution auprès de l'association devra permettre d'alimenter la réflexion menée par certains de ses membres autour du projet associatif et de sa mise en œuvre.

Dans ce chapitre, nous avons présenté les apports de la sociolinguistique dans les questionnements relatifs aux pratiques de terrain qui traversent les sciences humaines et sociales. Nous avons montré que le cadre sociolinguistique permet d'appréhender la fabrique du terrain comme un processus dynamique, co-construit et négocié avec les interlocuteurs du chercheur sur le terrain. Nous avons également souligné l'éclairage apporté, sur la technique de l'observation participante, par les travaux menés sur la participation par des linguistes et des sociologues intéressés par la dimension langagière et interactionnelle des relations sociales. Ceux-ci rappellent que, même lorsque le chercheur observe ses interlocuteurs réaliser une activité sans s'y engager lui-même, il est inscrit dans le cadre participatif. Il est donc nécessaire de le prendre en compte comme un participant. À travers ce chapitre, nous avons questionné et exploré la spécificité d'une démarche ethnographique et sociolinguistique. Il nous semble que celle-ci, en rappelant l'interrelation entre pratiques langagières et ordre social, met au centre l'aspect co-construit et négocié des rapports sociaux, dans toutes les étapes de la recherche de terrain. Dès lors, les relations ethnographiques peuvent être considérées comme des processus, dans lesquels les participants à la recherche – dont le chercheur – s'engagent suivant des positionnements variables.

Chapitre 5. De la production des données à la restitution des résultats : méthodes et questions d'éthique

Introduction

Au cours de notre recherche de terrain, nous avons enregistré de nombreuses activités associatives, réalisé plusieurs entretiens et rassemblé différents textes écrits relatifs au fonctionnement de l'association. Notre corpus est composé d'une partie de ces matériaux. La production de ce corpus n'a pas été sans poser question. Ce chapitre a pour objectif de présenter nos données, ainsi que la méthode et les outils adoptés pour les produire (5.1). Il expose également les considérations éthiques et déontologiques qui ont émergé à différentes étapes de la constitution de notre corpus : demande de consentement, anonymisation des données, respect de la face de nos interlocuteurs et de la confiance accordée (5.2).

5.1 Présentation des données et de leur production

Notre corpus est composé de données de différents types : orales et écrites, audio et audiovisuelles, « naturelles » (Mondada, 2005) et artificielles. Pour Olivier de Sardan (1995: §51), cette diversité des données est gage de scientificité :

« Tout plaide [...] pour prendre en compte des données qui sont de référence, de pertinence et de fiabilité variables, dont chacune permet d'appréhender des morceaux de réel de nature différente, et dont l'entrecroisement, la convergence et le recoupement valent garantie de plausibilité accrue. »

5.1.1 Les outils du chercheur : considérations techniques et interactionnelles

Tout comme le chercheur, les instruments qu'il mobilise pour enregistrer l'activité à laquelle il participe sont à prendre en considération. Si leur présence peut être oubliée, ils peuvent aussi être rendus signifiants par les participants, par des gestes de pointage, des regards, des mises en mots. Par exemple, pendant un cours de français, alors que plusieurs des apprenants parlent en même temps, la bénévole intervient et

pointe le dictaphone : « y a Iris qui est en train d'enregistrer, si vous parlez tous en même temps elle pourra rien capter »⁶¹. La situation est ainsi contextualisée comme une situation ethnographique, dans un objectif propre à l'activité en cours : le dictaphone est utilisé comme un instrument de régulation de la parole des apprenants. Les instruments du chercheur sont susceptibles d'orienter le déroulement de l'interaction en cours, de même que les autres objets présents. Au cours de notre recherche, trois instruments ont été mobilisés pour produire des données : le dictaphone, la caméra et le smartphone.

Sur notre terrain de recherche, le dictaphone présente l'avantage de la discrétion. Lors des cours de français auxquels nous participons, nous pouvons ainsi le laisser au milieu de la table, sans qu'il soit un obstacle matériel au déroulement de l'activité. Lors de certaines activités filmées – comme le jeu de loto ou la soirée sur le racisme –, nous pouvons poser le dictaphone loin de la caméra pour compléter l'enregistrement audiovisuel, mais aussi le déplacer au cours de l'activité, sans que le dispositif d'enregistrement paraisse trop lourd. Le dictaphone ne permet pas, toutefois, de tenir compte de la multimodalité des échanges et d'enregistrer les gestes et les mimiques, les positions et les déplacements des locuteurs dans l'espace. La prise en notes, au cours de l'activité observée ou a posteriori, des éléments perçus comme significatifs a partiellement pallié ce manque.

En quelques occasions, nous avons filmé l'activité en cours avec une caméra, posée sur un trépied. Ce dispositif, plus imposant que le dictaphone, a été principalement employé dans des situations où nous pouvions mobiliser notre statut associatif ou celui d'un tiers pour faire accepter la caméra. Nous avons ainsi utilisé la caméra, lorsque nous étions salariée, pour enregistrer une activité dont nous étions l'organisatrice : le jeu de loto. Notre statut nous conférait alors une position d'autorité qui a certainement facilité l'installation de la caméra. Celle-ci a également été utilisée pour filmer une réunion d'intégration animée par une salariée et destinée à des personnes souhaitant s'engager comme bénévoles dans l'association. À cette occasion, c'est le soutien de la salariée – qui reste hors champ – et sa position haute vis-à-vis des futurs bénévoles qui a favorisé l'utilisation de ce dispositif. La caméra produit, certes, une première sélection des pratiques observables en laissant hors champ une partie de la scène. Mais les données ainsi produites permettent de tenir compte de la dimension non verbale des interactions dans les analyses.

⁶¹ Citation extraite de l'enregistrement du cours n°7.

Nous nous sommes également servie de notre smartphone en différentes occasions, pour enregistrer des conversations, filmer des événements et prendre des notes. Le caractère commun du smartphone le fait passer inaperçu. Posé sur une table aux côtés d'autres smartphones, il disparaît facilement en tant qu'instrument d'enregistrement. Lors de certains événements, festifs notamment, nous n'étions d'ailleurs pas la seule à utiliser notre téléphone pour filmer. Toutefois, parce qu'il tend à invisibiliser la situation ethnographique, contrairement au dictaphone et à la caméra, l'utilisation du smartphone pose des questions de consentement à la recherche ; nous en traiterons par la suite (voir 5.2).

5.1.2 Présentation des données : les données « naturelles » et « orchestrées »

Une partie de nos données consiste en l'enregistrement d'activités associatives n'ayant pas été organisées par ou pour nous. Mondada (2005: 3) nomme « données naturelles » ces « activités enregistrées dans leur contexte social d'accomplissement, qui auraient eu lieu même en l'absence du chercheur, qui se répètent éventuellement de manière ordinaire au fil du temps et qui surtout n'ont pas été orchestrées en tant que telles par l'enquêteur ». La production de ce type de données permet l'étude du caractère socialement situé des pratiques langagières et de la formation de l'ordre social. Il s'agit, en outre, d'activités habituelles pour les participants. Leurs pratiques sont donc moins contraintes par la présence du chercheur que lors d'activités atypiques mises en place par celui-ci, comme les entretiens. Au cours des activités ordinaires, « le chercheur est souvent pour un groupe une contrainte ou un enjeu négligeable par rapport aux propres contraintes ou enjeux qui pèsent quotidiennement sur ce groupe » (Olivier de Sardan, 1995: §13).

Nous nous sommes également intéressée aux textes écrits qui cadrent le fonctionnement de l'association. Nous avons eu accès à la plupart de ces documents – projet associatif, statuts, rapports d'activité, règlement intérieur – en assistant aux assemblées générales (AG). D'autres ont pu être consultés grâce à l'accord de l'équipe salariée. C'est le cas des fiches d'inscription aux cours de français ou des données relatives au profil des bénévoles de l'association. Ces textes nous ont fourni des données informatives sur les membres de l'association.

Le tableau suivant présente les données naturelles qui composent notre corpus et les détaille brièvement. Les textes écrits et les activités enregistrées seront présentés de manière plus approfondie lorsqu'ils feront l'objet d'analyses, dans les chapitres suivants.

Tableau 2 : Les données naturelles

Type de données	Activité associative	Présentation
Audio	Cours de français (numérotés de 1 à 9)	Cours de français sans inscription, organisés plusieurs fois par semaine par l'association
	Réunion sur la participation des publics	Des membres salariés, bénévoles et accueillis se réunissent pour réfléchir à la façon de rendre plus souples les frontières entre bénévoles et accueillis
	Assemblée générale	Les membres du bureau présentent le rapport d'activité et le rapport financier de l'année passée et les participants élisent de nouveaux membres du CA.
Audiovisuelles	Jeu de loto	Activité ludique animée par des apprenants des cours de français pour donner de la visibilité à leurs langues
	Réunion d'intégration	Réunion animée par une salariée et à laquelle participent des personnes souhaitant devenir bénévoles
	Soirée sur le racisme	Des membres salariés, bénévoles et accueillis se réunissent pour discuter de ce que signifie pour eux le racisme.
Écrites	Type de texte	Présentation
	<i>Projet associatif</i> (annexe n°1)	Il présente les missions organisées par l'association, les objectifs poursuivis et le sens qui leur est donné.
	<i>Statuts</i> (annexe n°2)	Ils décrivent l'objet de l'association, son organisation et son mode de fonctionnement.

<i>Règlement intérieur</i> (annexe n°3)	Il complète les statuts en précisant les règles de fonctionnement susceptibles d'être fréquemment modifiées.
Résumé du <i>projet associatif</i> (annexe n°4)	Écrit par des bénévoles de l'association, il est destiné à être lu par des personnes en apprentissage du français.
Fiches de renseignements issues des réunions d'information ⁶²	Fiches individuelles remplies par les participants aux réunions d'information, lors desquelles le projet de l'association est présenté.
Fiches d'inscription aux cours de français (annexe n°6)	Fiches individuelles, remplies par des salariées et des bénévoles, lors de l'inscriptions des apprenants aux cours de français.
Rapports d'activité et rapports financiers	Rapports annuels qui présentent la situation financière de l'association et qui rappellent les principaux événements qui se sont déroulés l'année précédente.
Newsletter	Courrier mensuel envoyé, par mail, aux adhérents de l'association. Il liste les événements associatifs à venir.
Conversation Whatsapp des cours de français	Conversation entre le groupe des bénévoles qui animent les cours de français que nous avons observés. Ils y échangent des informations relatives à ces cours.

Nous avons observé plus d'une dizaine de cours de français et en avons enregistré neuf. Ils sont présentés dans le tableau suivant :

⁶² Les données issues de ces fiches sont présentées en annexe n°5.

Tableau 3 : Les cours de français

N° du cours	Format d'animation	Bénévole
1	solo	Denis
2	solo	Anne
3	solo	Sylvie
4	solo	Cécile
5	solo	Cécile
6	solo	Sylvie
7	duo	Sylvie et Clémence
8	trio	Sandra, Salomé et Annick
9	solo	Anne

En complément des enregistrements d'activités organisées par l'association, nous avons également mené et enregistré des entretiens avec des bénévoles animant des cours de français et des personnes accueillies. Ce sont des entretiens dits « semi-directifs » (Bres, 1999). Bien que l'organisation des tours de parole y diffère de la conversation quotidienne, ce type d'entretien tente de s'en approcher (Mondada, 2001). Ils se distinguent en cela des entretiens guidés par un questionnaire, où le chercheur a préparé une série de questions auxquelles son interlocuteur devra répondre, les unes après les autres. Dans le cas des entretiens semi-directifs, les thèmes à aborder ont été établis en amont dans un guide d'entretien, qui « structure l'interrogation mais ne dirige pas le discours » de l'interlocuteur (Blanchet & Gotman, 2007: 62). L'objectif est que celui-ci se sente à l'aise et encouragé dans la prise de parole. Face à nos différentes expériences d'entretien, nous nous sommes toutefois demandé dans quelle mesure ce mode de production de données était pertinent dans le cadre de notre recherche.

Mener des entretiens avec des personnes en apprentissage du français et non familiarisées avec ce type d'interaction s'est révélé particulièrement difficile. En effet, la méthode de l'entretien semi-directif n'est pas adaptée lorsque les interlocuteurs n'ont pas de langue en partage et ne disposent pas d'un traducteur. Après un premier entretien où la communication a été empêchée par cette absence de langue en partage, nous avons présélectionné nos interlocuteurs en fonction de leur aisance à l'oral en

français. Nous avons fait nos demandes d'entretien à des personnes qui nous paraissaient à même d'argumenter, de développer leurs idées, de parler d'elles et de donner leurs opinions en français. Malgré cette première sélection, les situations d'entretien ont occasionné des malaises, des malentendus. Selon Bres (1999: 62), en cédant l'initiative à son interlocuteur, le chercheur le place en « position haute, plus propice au développement du discours et à son investissement par le sujet parlant ». Encore faut-il que la personne interrogée soit familière de cette situation d'interaction et qu'elle en connaisse les codes.

Notre premier entretien a été réalisé dans le cadre de notre mémoire de master 2 avec Ahmed, un Soudanais d'une trentaine d'années. Nous étions, à cette époque, salariée de l'association. Nous avons rencontré Ahmed l'année précédente, dans un atelier que nous animions en tant que bénévole, et nous continuions à discuter régulièrement avec lui lorsque nous nous croisions à l'association. C'est cette interconnaissance préalable et notre bonne entente qui nous ont encouragée à lui proposer de faire ce premier entretien. Nous lui disons que nous menons une étude sur la place des langues à Autremonde, ce qui correspond à la question de recherche que nous posions alors. Nous nous donnons rendez-vous sur un temps d'accueil de jour, mais, faute de salle libre, nous faisons l'entretien dans un café proche de l'association. L'entretien dure trente-cinq minutes et est empreint d'un malaise que nous ne parvenons pas à désamorcer. Outre les longs silences, les reformulations et les incompréhensions dus au fait qu'Ahmed est en apprentissage du français, la situation en elle-même paraît lui être inconfortable. Il ne retire pas son manteau, répond souvent uniquement par oui ou par non, insiste pour payer nos cafés, et demande, soulagé, « on peut y aller ? » quand je lui propose de mettre fin à l'entretien. Il nous semble que son inconfort tient à la fois à l'indétermination des objectifs que nous poursuivons et à la méconnaissance de ce type d'interaction. S'agit-il d'un rendez-vous galant, puisque nous sommes tous les deux seuls dans un café et que cela sort du cadre associatif habituel de nos rencontres ? D'un entretien d'embauche, puisque j'en arrive à le questionner sur ses expériences professionnelles passées ? Comment se conduire dans cette situation ?

Briggs (1986: 94), qui s'est intéressé à la méthode de l'entretien dans sa dimension langagière et interactionnelle, met en garde :

« any type of interviews will be plagued by serious procedural problems if it is not based on sensitivity to the relationship between the communicative norms that are presupposed by the interview and

those that are more broadly characteristic of the population under study ».

Dans le cadre de notre recherche de terrain dans une association où les personnes présentes ont des profils sociolinguistiques extrêmement variés, nous n'étions pas en mesure de saisir les habitudes interactionnelles des uns et des autres, à la fois du fait de leur hétérogénéité et de leur pluralité. Nous pouvions certes sentir l'incompréhension forte autour de la situation d'entretien, mais pas la résoudre. En tout, quatre entretiens ont été menés avec des personnes rencontrées lors des cours de français. Nous nous sommes ensuite concentrée sur les entretiens avec les bénévoles animant des cours de français, sans rencontrer d'obstacles particuliers.

Notre difficulté à appliquer la méthode de l'entretien semi-directif avec une partie de nos interlocuteurs, notamment ceux arrivés récemment en France, pourrait également être expliquée par leurs expériences passées d'interactions semblables. En effet, depuis leur arrivée en Europe, ils ont été confrontés à des formes d'interaction similaires à celles de l'entretien semi-directif. Face à des agents de la préfecture, des juges, des médecins ou encore des avocats, il leur a fallu mettre leur vie en récit. Ces entretiens juridiques, administratifs ou médicaux imposent un haut degré de surveillance de soi, du dit et du non-dit. Il est possible que ces expériences répétées affectent l'entretien semi-directif, l'interprétation que se font nos interlocuteurs des attendus de cette interaction et de la conduite à adopter. Comme le note Briggs (1986 : 57), « *differences between the interviewer and the interviewee's perceptions of the roles they are assuming in the encounter will [...] profoundly affect the sort of text that is produced and how it is to be read* ». Ces différents éléments ont mis en lumière la nécessité de considérer l'entretien de recherche comme un « événement interactionnel » (Mondada, 2001).

En effet, l'entretien est « un événement au cours duquel l'informateur et l'enquêteur négocient ensemble, à toutes fins pratiques, des positionnements, des points de vue, des propositions contingentes sur le monde » (2001: 197). La parole qui y est produite est adressée, inscrite dans des relations sociales et façonnée par de nombreux paramètres situationnels. Les discours tenus ne peuvent être décontextualisés, car ils sont « des interprétations co-produites conjointement par l'enquêteur et l'informateur au sein d'un événement communicationnel » spécifique (Mondada, 1998: 59). Sur un plan relationnel, les entretiens nous ont aussi permis de renforcer nos liens avec certains de nos interlocuteurs, de mieux les connaître et de mieux nous faire connaître d'eux. Le tableau suivant présente les entretiens réalisés qui font partie de notre corpus.

Tableau 4 : Les données orchestrées

Type de données	Entretien	Présentation
Audio	Mohamed	Il est guinéen et il a environ 35 ans. Il fréquente les accueils de jour et a suivi des cours de français pendant plusieurs mois.
	Lassana et Moussa	Ils sont maliens et ils ont un peu moins de 30 ans. Ils viennent aux cours de français et aux accueils de jour.
	Yacine, Younes et Ziyed	Yacine est algérien et a une trentaine d'années. Il suit un cours de français à visée professionnelle. Younes et Ziyed sont des amis à lui qui ne sont pas membres de l'association.
	Cécile	Elle est française et a une trentaine d'années. Elle anime des cours de français.
	Anne	Elle est française et a une soixantaine d'années. Elle anime des cours de français.
	Denis et Marie	Ils sont français et ont une soixantaine d'années. Ils animent des cours de français.
	Denis	Voir ci-dessus.
	Véronique	Elle est française et a une cinquantaine d'années. Elle anime des cours de français.
	Vincente	Il est espagnol et a une vingtaine d'années. Il anime des cours de français.

5.1.3 Transcrire les données

Nos analyses sont réalisées à partir de la transcription des enregistrements des activités associatives et des entretiens présentés ci-dessus. Le processus de transcription permet de rendre visibles et systématiquement observables des phénomènes qui pourraient passer inaperçus si l'on s'en tenait à la simple écoute. Pour Mondada (2008: 84), « la répétition est la caractéristique essentielle » de la pratique de la transcription. La transcription est en cela une expérience de l'interaction totalement différente, non seulement de celle qu'en ont eue les participants *in situ*, mais aussi de celle produite par l'écoute de l'enregistrement. La transcription et l'enregistrement

audio sont dépendants l'un de l'autre et s'éclairent mutuellement : « la transcription renvoie [à l'enregistrement] comme une instance de vérification et en permet une consultation outillée » (2008: 79). Elle lui donne une lisibilité qu'il ne peut présenter à lui seul ; l'enregistrement lui fournit son caractère d'évidence et de preuve.

La transcription peut être définie comme l'action de fixer une dynamique, de « rendre saisissable et reproductible un moment labile disparu après son occurrence » (2008: 79). Il s'agit, en effet, de passer de pratiques orales à un texte écrit. Transcrire n'est donc pas un procédé neutre ni la description mécanique de ce que font les individus en interaction. En opérant le passage d'un événement temporel et multimodal à un texte écrit, la transcription sélectionne et configure les pratiques langagières. Elle façonne notamment la représentation du dire par sa mise en page. Avec le retour à la ligne, la transcription distingue les tours de parole successifs et propose une représentation séquentielle et linéaire de l'interaction. Le chercheur sélectionne également ce qui sera transcrit ou non et la façon dont certains traits langagiers sont représentés.

La transcription et les conventions de transcription participent ainsi à produire une certaine image des locuteurs. Blanche Benveniste (1997) nomme « trucage orthographique » les formes telles que « p't'être » ou « j'suis » qui représentent les altérations propres à l'oral par des réductions graphiques. Or il ne s'agit pas tant de « l'instrument d'une transcription qui chercherait à être fidèle » que du « symbole d'un type de locuteur » (1997: 26). Parce que cette représentation de l'oral n'est généralement utilisée « que pour le "populaire" [elle] peut donc difficilement passer pour un innocent procédé de transcription » (1997: 2.). Face à ces enjeux, nous avons adopté une transcription orthographique normée, qui prend le morphème comme unité de base. Nous avons également choisi de ne pas représenter les traits de prononciation pouvant être perçus comme des accents. Les conventions de transcription que nous avons mobilisées, celles de Mondada (2012), permettent toutefois de représenter certaines caractéristiques prosodiques (allongement syllabique, intonation montante et descendante, pauses)⁶³. Ces traits prosodiques ont une valeur sémantique : « ils permettent de diriger l'auditeur parmi les nuances de sens inhérentes à la gamme sémantique des mots utilisés » (Gumperz, 1989a: 105). Ils ont également une valeur analytique, car ils font partie des « indices de contextualisation » qui orientent les interlocuteurs dans la co-construction du sens et de l'interaction (Gumperz, 1992: 231).

⁶³ Ces conventions de transcription sont présentées en annexe n°11.

Dès les premières étapes de la transcription, par la notation comme par la mise en page, le regard sur les pratiques langagières analysées est configuré. Pour Ochs (1979: 44-45), « *the transcriber should be conscious of the filtering process* » : « *what is on the transcript will influence and constrain what generalizations emerge* ». La transcription, en produisant une image du locuteur, soulève également des questions éthiques. Celles-ci se posent en d'autres endroits de la recherche et sous d'autres formes.

5.2 Éthique de la recherche et anonymisation des données

Notre recherche de terrain a été menée dans un espace associatif où le degré d'interconnaissance est fort et avec des personnes avec lesquelles nous n'avons pas toujours de langue en partage. Ces deux éléments ont rapidement suscité des interrogations éthiques. L'école doctorale à laquelle est rattaché notre travail de recherche n'impose pas de réglementation spécifique ni de comité d'éthique. C'est donc une éthique que l'on pourrait dire professionnelle, non instituée mais propre au champ académique dans lequel nous nous situons, qui a guidé notre réflexion et nos pratiques entourant le consentement à la recherche (5.2.1) et l'anonymisation de nos données (5.2.2).

5.2.1 Obtenir le consentement éclairé des enquêtés

L'autorisation d'enregistrer a toujours été demandée avant de lancer l'enregistrement et non après. Enregistrer nos interlocuteurs sans leur accord préalable et sans les informer des motifs de notre démarche serait entré en contradiction directe avec l'approche impliquée et engagée que nous avons adoptée (voir en 4.2.4). Cela aurait également pu mettre en péril la relation de confiance sur laquelle reposait notre approche. Pour autant, est-ce un consentement éclairé que nous avons obtenu ?

Le consentement éclairé peut être considéré comme un consentement informé : l'autorisation à être observé et enregistré s'appuie sur « l'information préalable » qui a été donnée par le chercheur (Mondada, 2005: 14). Cette information doit permettre « la compréhension des finalités pour lesquelles [l'enregistrement] est effectué », car « sans *information*, la *demande d'autorisation* n'a pas d'objet ni de sens » (2005: 14). Dans le cadre d'une recherche empirique menée suivant une approche ethnographique, la nature de cette information pose question. En effet :

« le travail ethnographique procède souvent par une démarche inductive, construit les questions au fur et à mesure de la recherche, distingue difficilement le temps de l'enquête du temps qui lui serait extérieur, implique des personnes au gré des relations de confiance qui s'établissent. » (Fassin, 2008: 132)

Le fait que les questions de recherche émergent et se transforment au cours de la recherche de terrain affecte la nature des informations qu'il est possible de donner aux personnes enregistrées. En outre, il est difficile de s'assurer que celles-ci ont compris la démarche de recherche et cerné ses implications, notamment lorsqu'elles sont en apprentissage du français et qu'elles ne sont pas familières avec le milieu universitaire.

Quand nous commençons notre recherche de terrain, notre question de recherche porte sur le rôle donné à la langue française, par les membres de l'association, dans la définition de l'intégration et de sa mise en œuvre. Lorsque nous parlons de notre recherche et que nous sollicitons l'autorisation d'enregistrer des activités associatives ou des entretiens, nous expliquons donc aux participants que nous sommes intéressée par la place des langues à Autremonde. Progressivement, notre questionnement s'obscurcit, puis se déplace sur les pratiques de l'accueil. L'information que nous donnons aux personnes enregistrées se transforme donc elle aussi. Pour éviter de donner une information qui pourrait se révéler erronée par la suite, nous décidons de changer de « niveau de généralité » (Mondada 2005: 15). Nous présentons alors notre recherche comme portant sur le fonctionnement de l'association. Les demandes d'informations supplémentaires, de la part de nos interlocuteurs, ont alors porté le plus souvent sur les modalités pratiques de notre travail de recherche : à quelle université étions-nous rattachée ? Étions-nous rémunérée ? Combien de temps notre travail allait-il durer ? Lorsque leurs questions portaient plus spécifiquement sur le contenu de nos observations et sur nos résultats, nous tentions d'explicitier le processus de la démarche empirique : avant d'avoir réécouté, transcrit et analysé ces enregistrements, nous ne pouvions pas leur répondre de façon précise. Il nous est difficile d'estimer la façon dont cette démarche a été comprise par nos différents interlocuteurs. Pour des étudiants ou des personnes ayant fait des études supérieures, il nous a semblé que notre démarche de recherche était relativement claire. Pour nos interlocuteurs qui n'avaient pas été scolarisés, cela a pu ne pas être le cas.

Mondada (2005: 15) invite à prendre en compte l'« information » non pas comme « un simple transfert de messages et de contenus », mais comme « les processus, les contextes et les contingences qui caractérisent cette activité communicationnelle par

laquelle un enquêteur explique l'objet de son enquête à ses partenaires sur le terrain ». Toutefois, pour les motifs présentés ci-dessus, il nous a souvent semblé difficile de nous assurer que la présentation de notre recherche était comprise par nos interlocuteurs. Dans les quelques cas où la demande d'autorisation était traduite par un participant dans une langue que nous ne connaissions pas, nous n'avons ainsi aucun moyen de déterminer le contenu de cette traduction. Dans les autres cas, lorsque nos interlocuteurs disaient simplement oui, il nous est difficile d'établir que leur « *autorisation* » signifiait aussi leur « *acceptation* » de l'enregistrement (2005: 15).

Il est possible de considérer que l'acceptation à être enregistré reposait alors, non pas sur l'information relative à la recherche, mais sur un principe de confiance, vis-à-vis de nous ou de l'association. Autrement dit, si notre présence avait été approuvée par Autremonde, alors nous étions légitime à être là et notre requête pouvait être acceptée. Mais l'autorisation peut aussi être interprétée comme le résultat d'un rapport de force. Il est tout à fait possible que, vu notre proximité avec les bénévoles et l'équipe salariée, et vu les rapports hiérarchiques en vigueur au sein de l'association, plusieurs personnes n'aient pas pu ou n'aient pas voulu dire non. Quoi qu'il en soit, l'impossibilité récurrente de nous assurer du consentement éclairé des participants à la recherche a rendu d'autant plus nécessaire, non seulement l'anonymisation des personnes enregistrées et la restitution de nos résultats, mais aussi la vigilance vis-à-vis de l'image des participants produite par notre recherche.

Pour Fassin (2008), ces difficultés liées à l'obtention du consentement invitent à le reconsidérer. Il est plus pertinent, selon lui, de « penser en termes de "consentement ethnographique", c'est-à-dire d'un "processus relationnel et séquentiel plutôt que d'un accord contractuel", impliquant donc une redéfinition permanente tout au long de la recherche » (2008: 127). Cela permet, ainsi, de tenir compte de « l'ambiguïté du travail ethnographique, toujours objet de négociation et d'interrogation » (2008: 127).

5.2.2 Préserver l'anonymat des enquêtés, anonymiser les données

Les considérations éthiques se prolongent après la période consacrée à l'observation participante. En effet, préserver l'anonymat et la confidentialité des actions des participants à la recherche est un enjeu éthique qui se présente dans tous les travaux qui se fondent sur l'observation et l'enregistrement de pratiques sociales individuelles. Se conformant à la déontologie en vigueur dans les sciences humaines et sociales, le chercheur doit

« garantir aux enquêtés une dissociation entre leurs paroles – parfois aussi leurs actes – et leur identité, soit par rapport à ceux qui les connaissent, autres enquêtés ou proches (confidentialité), soit par rapport à la masse anonyme des lecteurs potentiels (anonymat) » (Beliard & Eideliman, 2008: 124).

Mais dans un cadre sociolinguistique, où les analyses sont produites à partir de la transcription d'interactions langagières situées, la garantie de l'anonymat et de la confidentialité des participants se heurte à une importante difficulté. En effet, l'anonymisation de certains éléments entre en contradiction avec la nécessité de conserver, non seulement leur sens sociologique, mais aussi leur rôle dans la construction du sens en interaction.

En effet, la modification des détails permettant l'identification des enquêtés risque d'altérer le rôle qu'ils jouent dans la construction, à la fois sociologique et interactionnelle, du sens. Le premier acte d'anonymisation porte généralement sur le nom et le prénom des participants à l'enquête. Or noms et prénoms ont un « sens sociologique » : ils sont « [des] indicateur[s] de position sociale » (Zolesio, 2011: np). Ils sont porteurs d'indices sur le genre, l'âge ou la classe sociale de l'individu (Coulmont, 2006), mais aussi sur des affiliations culturelles ou religieuses. En Afrique de l'Ouest, le prénom et le nom fonctionnent par exemple comme des signes d'appartenance à un groupe ethnique. Les techniques d'anonymisation doivent donc préserver « ces indications sociales [...] qui sont déjà autant d'éléments significatifs pour l'analyse des cas étudiés » (Zolesio, 2011: np) et qui permettent aux lecteurs de se construire une image des locuteurs et une compréhension des interactions analysées au plus proche des situations décrites et transcrites par le chercheur.

Nos données étant analysées avec les outils de la sociolinguistique interactionnelle, leur dimension située est fondamentale. En effet, le contexte social dans lequel elles s'inscrivent est considéré comme déterminé par et déterminant pour la configuration des interactions langagières (Mondada, 2005). De plus, les « détails » des pratiques langagières, vers lesquels les interlocuteurs s'orientent pour construire leur compréhension de la situation interactionnelle, participent à la construction du sens et à l'organisation de l'interaction (2005: 3). Au moment d'anonymiser les données, il s'agit alors d'interroger ces détails, de déterminer ceux qui favorisent l'identification des locuteurs et d'évaluer la façon dont ils « interv[iennent] dans la production du sens de leurs actions et de leur identité » (2005: 4), autant pour les participants à l'interaction que pour l'analyste et ses lecteurs.

Notre recherche se focalise sur la dimension langagière des pratiques de l'accueil au sein d'un seul espace associatif. La description détaillée des activités de l'association et de son projet associatif, tout comme l'utilisation de certains textes publiés en ligne, ne pouvait être mise de côté pour assurer l'anonymat de la structure sans que cela affecte l'intérêt des analyses. En outre, nous avons été salariée de l'association et avons participé à un projet artistique qui a fait l'objet d'une médiatisation. Il aurait donc été aisé de retrouver, à partir de notre nom, celui de l'association où nous avons mené notre recherche. Dans de telles circonstances, nous ne pouvions empêcher l'identification de la structure associative et donner cette garantie à nos interlocuteurs sur le terrain. Après avoir échangé avec le CA autour des enjeux liés à l'anonymisation, celui-ci a donné son accord pour que le nom de l'association soit mentionné. Les efforts d'anonymisation ont donc essentiellement porté sur l'identité des membres de l'association.

Autremonde est une association de petite taille et le degré d'interconnaissance y est fort. Malgré les arrivées et les départs réguliers, tant chez les salariés que chez les bénévoles et les accueillis, un nombre non négligeable de personnes restent membres de l'association pendant plusieurs années. Par conséquent, des éléments autres que le nom ou l'âge, tels que les activités associatives auxquelles la personne participe, sa façon de parler, ses expériences professionnelles ou migratoires, peuvent conduire à son identification par d'autres membres de l'association. Les risques liés à la mise au jour de leur identité sont de deux ordres. D'une part, cela peut conduire à des tensions au sein de l'espace associatif. Nous nous situons dans une perspective de recherche critique et nous montrons notamment comment les pratiques des membres de l'association peuvent conduire à la (re)production de rapports de domination. Permettre leur identification pourrait, dans ce contexte, en faire des membres indésirables du groupe. Ce n'est pas notre souhait. D'autre part, plusieurs membres de l'association sont réfugiés* ou en situation irrégulière sur le territoire français et leur identification pourrait les mettre en danger. Bien que ce risque soit ténu, nous préférons l'éviter.

Les efforts d'anonymisation portent tant sur la restitution des résultats de la recherche auprès des membres de l'association que sur le reste des discours produits sur cette recherche. Les publications issues de ce travail pourront facilement être lues par les membres de l'association. De plus, « les personnes sont mobiles dans l'espace et dans les milieux sociaux et il n'est pas impossible que le fils d'un patient puisse reconnaître son père dans un cours universitaire portant sur des consultations thérapeutiques » (Mondada, 2005: 27). Une grande vigilance a donc été accordée à

l'ensemble des discours relatifs à ce travail de recherche, qu'ils soient destinés aux membres de l'association ou à la communauté universitaire.

Conclusion

Dans ce chapitre, le processus de production des données a été mis en lumière. Différents instruments d'enregistrement – dictaphone, caméra et smartphone – ont été utilisés au cours de notre recherche de terrain. Leur choix a dépendu des activités enregistrées et de notre positionnement au sein de ces activités. La démarche ethnographique nous a permis de constituer un corpus composé de données hétérogènes : textes écrits qui présentent l'association et encadrent son fonctionnement, enregistrements audio ou audiovisuel d'activités associatives, enregistrements audio d'entretiens menés avec des membres bénévoles et accueillis. L'hétérogénéité de nos données nous permet d'appréhender la production de l'ordre social à Autremonde sous plusieurs angles et selon une multiplicité de points de vue.

La production de ces données n'a pas été sans questionnements. La réalisation d'entretiens semi-directifs avec des personnes en apprentissage du français ou ne maîtrisant pas les codes de cette situation de communication nous a, ainsi, posé question. Cette technique de production de données nous a, d'une part, semblé peu adaptée à notre terrain de recherche et à une partie de nos interlocuteurs. Elle a, d'autre part, fait émerger un questionnement éthique que nous avons retrouvé en d'autres situations d'enregistrement. En effet, il nous est apparu difficile de nous assurer, non seulement du consentement des participants à la recherche, mais aussi de leur bonne compréhension de ses enjeux. Cela nous paraît pourtant nécessaire, dans le cadre d'une démarche d'« *empowerment* », c'est-à-dire d'une recherche « *ON, FOR and WITH people* » (voir 4.2.4). Cette position s'est également révélée délicate sur un autre plan, celui de la conciliation entre l'implication dans l'espace associatif, la construction et le maintien de relations de confiance d'un côté, et la perspective critique de notre recherche de l'autre.

Conclusion de la partie II

Cette partie nous a permis de présenter l'association où nous avons mené notre terrain et d'éclairer nos pratiques de recherche au sein de l'espace associatif. Selon une démarche empirique et inductive, c'est de cette expérience ethnographique qu'a émergé notre question de recherche.

Autremonde se situe dans un quartier populaire parisien et se donne pour objectif de renouer et maintenir le lien social avec les personnes en situation d'exclusion et de migration. L'association fonde son action sur un principe d'accueil inconditionnel : toute personne, quels que soient sa situation administrative, son genre ou encore sa religion, peut adhérer à l'association et participer à ses activités. Les membres de l'association sont divisés en trois groupes nommés localement les « salariés », les « bénévoles » et les « accueillis ». Les membres de chacun des trois groupes réalisent des tâches différentes au sein de l'association. L'organisation logistique, par exemple, relève des salariées, l'animation des activités associatives des bénévoles et la participation à ces activités des accueillis. Les membres de ces trois groupes présentent également des traits sociaux relativement homogènes. Ainsi, les salariées et les bénévoles ont pour la plupart entre vingt et trente-cinq ans et sont principalement des femmes ; les accueillis, eux, sont principalement des hommes, confrontés à des conditions de vie précaires. Au sein du groupe des accueillis, ceux qui suivent les cours de français organisés par l'association sont appelés « les apprenants ». Ils forment, eux aussi, un groupe relativement homogène. Ils sont, pour la plupart, arrivés récemment en France et sont, pour moitié, originaires d'Afrique de l'Ouest. La division des membres de l'association en trois groupes, si elle est liée à une répartition des tâches associatives, manifeste également des distinctions sociales.

Lors de notre recherche de terrain, la participation à diverses activités associatives sur le temps long nous a permis d'expérimenter l'ordre social en vigueur au sein de l'association. Dans les relations tissées avec nos interlocuteurs, nous avons fait l'expérience des frontières associées aux trois catégories de membres – « salarié », « bénévole », « accueilli » – mais aussi de différents rapports de pouvoir. Ces expériences ont participé à l'émergence de notre questionnement relatif à la façon dont s'articulent différents rapports de pouvoir au sein des associations de solidarité, ainsi qu'à la façon dont ils sont liés à la relation d'accueil dans laquelle s'engagent les personnes en présence.

Les liens de confiance noués avec l'équipe salariée et le CA, de même que leur intérêt pour notre démarche, ont eu un rôle non négligeable dans le déroulement de notre recherche. Ils ont, d'une part, favorisé l'accès à certaines informations relatives aux membres de l'association et facilité notre présence et celle des instruments d'enregistrement au cours des activités associatives. D'autre part, le dialogue mené, avec certaines salariées et bénévoles, autour de questions relevant d'un intérêt mutuel – notamment liées à la tension produite par l'écart entre le projet associatif et sa mise en pratique – nous a permis d'affiner notre compréhension de la façon dont les membres de l'association perçoivent celle-ci et conçoivent son action, de saisir sa complexité.

Notre recherche doctorale peut être qualifiée d'impliquée et d'engagée. Elle adopte une perspective critique et a été menée suivant la volonté de produire des connaissances appropriables par les participants à la recherche et, plus largement, par les associations de solidarité et les collectifs militants. Nous avons souligné en quoi cette perspective critique était délicate à concilier avec la relation de confiance qui nous lie à l'association et avec les rapports étroits que nous entretenons avec plusieurs de ses membres. Il nous semble, néanmoins, que la question de la (re)production de rapports de pouvoir au sein de collectifs qui se constituent pour faire le bien et promouvoir l'égalité sociale mérite d'être posée davantage. À notre connaissance, en France, elle a fait l'objet de peu de recherches. Celles qui existent s'inscrivent principalement dans le domaine de la sociologie. En 2013, la revue *Raison présente* a ainsi consacré un numéro aux « conflits dans les mouvements sociaux » (Dunezat & Galerland, 2013). Actuellement, toujours en sociologie, Tyszler (2022) s'intéresse à la racialisation et la virilisation des relations, à la fois entre les bénévoles et entre les bénévoles et celles et ceux qui traversent la frontière, lors des maraudes organisées par des associations à la frontière franco-italienne. En sociologie également, Cesaro (en cours) s'interroge sur les effets de domination dans la relation d'accompagnement au sein d'associations accompagnant des demandeurs d'asile LGBT. Nous nous inscrivons dans la lignée de ces travaux, qui contribuent à mettre en lumière les rapports de pouvoir à l'œuvre dans les mondes de la bien-faisance en France. Il nous semble que le cadre sociolinguistique, parce qu'il permet l'analyse fine des processus langagiers qui conduisent à la (re)production de rapports de domination, peut apporter un éclairage fécond sur cette question.

PARTIE III. L'ORDRE ASSOCIATIF DE L'HOSPITALITÉ

Introduction de la partie III

Les pratiques de l'hospitalité auxquelles nous nous intéressons dans ce travail se situent dans l'espace d'Autremonde, une association parisienne de solidarité qui accueille des personnes dites en situation d'exclusion et de migration. Il s'agit donc d'explorer la dimension langagière des lois de l'hospitalité dans un milieu spécifique : un milieu associatif et solidaire. Dans cette partie, nous nous demanderons dans quelle mesure les traits caractéristiques de la relation d'accueil (décrits au chapitre 3) sont reproduits ou transformés par l'institution associative. Nous examinerons les moyens mis en œuvre par l'institution associative pour ordonner les pratiques de l'hospitalité qui se déploient en son sein.

Pour ce faire, nous nous appuierons sur les travaux de Smith portant sur « l'ethnographie institutionnelle » (2001, 2018). Selon Smith, les institutions sont des organisations extra-locales, qui ne se matérialisent que dans *le hic et nunc* des interactions. Grâce à la démarche ethnographique, il est donc possible d'observer comment une institution – ici associative – se matérialise *in situ*. Pour Smith, nous l'avons vu au chapitre 3 (voir 3.1.1), « *texts are of foundational ontological significance to the existence of anything we can call 'large-scale organization,' or 'institution.'* ». Suivant Smith, nous nous intéresserons, dans les chapitres 6 et 7, au pouvoir des textes institutionnels associatifs sur la coordination et la standardisation des activités des personnes qui fréquentent Autremonde.

Le chapitre 6 sera consacré à l'analyse de l'ordre social qui se dégage de la scénographie discursive déployée dans et par les textes instituant le collectif associatif. Il s'agira d'étudier l'ethos de l'association produit dans et par ces textes, mais aussi de rendre compte des catégories de personne qui y sont proposées. Nous nous demanderons, d'une part, comment ces catégories sont distinguées et, d'autre part, comment elles sont hiérarchisées. Les textes institutionnels ordonnent et coordonnent les relations entre les personnes qui s'identifient au collectif associatif. Pour Smith (2001: 175), « *the question of how [the texts] enter into actual courses of action is always an empirical one* ». Il s'agira donc également d'analyser le statut d'acteur de ces textes, en situation. Nous montrerons, ce faisant, comment la circulation de l'ethos associatif permet aux personnes de faire groupe, mais aussi comment l'ordre associatif est reproduit et maintenu « *translocally and transtemporally* » (2001: 172).

Dans le chapitre 7, nous poursuivons l'exploration de l'ordre associatif en nous intéressant aux interactions dans lesquelles les participants recourent aux catégories de la collection « membres de l'association », standardisées par les textes institutionnels associatifs. Nous observerons la façon dont ces catégories sont mobilisées et investies dans des processus de catégorisation de soi et des autres, mais aussi dans des discours méta-langagiers. Ce faisant, nous mettrons en lumière la façon dont les membres de l'association s'approprient l'ordre associatif, le réaffirment, le négocient ou le transgressent. Nous ferons, à la fin de ce chapitre, un pas de côté. Nous quitterons, en effet, le plan langagier pour aborder les pratiques de l'hospitalité dans leur dimension spatiale. En nous intéressant à la territorialisation de l'hospitalité au sein de l'espace associatif, nous montrerons que, de même que les pratiques langagières, les pratiques spatiales peuvent reproduire ou enfreindre l'ordre associatif de l'hospitalité.

Chapitre 6. Faire groupe : les effets praxéologiques des textes institutionnels

Introduction

Ce chapitre est consacré à l'analyse de l'effet des textes institutionnels sur la mise en ordre du collectif associatif. Nous nous appuyerons, pour ce faire, sur le *projet associatif*, les *statuts* et le *règlement intérieur*. Ces textes sont, en effet, des « discours constituants de l'action collective » de l'association : ils « offrent au mouvement sa raison d'être » et sont « reconnus comme tels » par les membres du groupe (Orkibi, 2015). L'ethos collectif qui y est exprimé participe à fédérer le groupe et à produire l'appartenance au collectif. Comme présenté dans le chapitre 3 (voir 3.1.1), les associations sont ici considérées comme des organismes institutionnels. Les textes mentionnés ci-dessus, en tant que textes institutionnels, ont donc un statut d'acteur (Smith, 2001). Ils prescrivent et modèlent tant la mise en œuvre des activités sociales que l'interprétation qui en est faite par les membres de l'association. C'est le pouvoir de ces textes dans la régulation des catégories et des concepts mobilisés dans le *hic et nunc* des interactions langagières qui nous intéressera dans ce chapitre.

Dans une première sous-partie (6.1), nous analyserons l'image de l'association produite dans et par les documents écrits qui cadrent son fonctionnement : le *projet associatif*, les *statuts* et le *règlement intérieur*. L'ethos discursif qui émerge de ces textes sera décrit et mis en regard avec l'« ethos préalable » (Amossy, 2010: 73-75), c'est-à-dire celui qui préexiste à l'énonciation (6.1.1). Nous montrerons comment ces textes mettent en ordre et hiérarchisent, sur un plan discursif, le collectif associatif (6.1.2).

Dans une seconde sous-partie (6.2), nous étudierons des situations d'interaction où ces textes sont mentionnés. En effet, Smith (2018: 175) précise que « la coordination des activités ordinaires se réalise à la fois par la parole et par le texte ». C'est lorsque les textes institutionnels sont insérés dans les conversations et les activités quotidiennes qu'ils exercent leur pouvoir de coordination des activités et de standardisation des expériences individuelles. C'est pour observer les effets de ces textes que nous nous intéresserons à leur activation lors d'une réunion d'intégration pour de futurs bénévoles de l'association (6.2.1) et lors d'un cours de français consacré à la lecture d'un résumé du *projet associatif* (6.2.2). Nous montrerons comment, dans

ces situations, l'institution associative se matérialise localement et inscrit les personnes présentes dans des relations de pouvoir.

6.1 L'ethos d'Autremonde : construction discursive d'une image du collectif associatif

Dans le milieu associatif, la nécessité de *faire groupe* autour d'un projet et de valeurs communes se pose avec vigueur. La construction d'un ethos collectif joue un rôle majeur dans ce mouvement de cohésion, car elle permet de « faire exister le collectif dans le mouvement même où celui-ci édifie et projette son image de soi » (Amossy & Orkibi, 2021: 9). Cette image verbale du groupe fait écho à l'ethos préalable du secteur associatif, formé par l'ensemble des discours antérieurs produits sur les associations de solidarité. Nous l'avons vu dans le chapitre 1 (voir 1.2.3), ceux-ci ont participé à en élaborer une représentation enchantée, les posant en modèle de démocratie, « d'altruisme, de générosité, de dévouement » (Lochard, 2013). Les discours constitutifs de l'association Autremonde sont donc des lieux privilégiés pour l'observation de la production d'un ethos collectif et de l'actualisation discursive d'un ethos préalable. Nous reprendrons, dans nos analyses, la distinction entre locuteur, énonciateur et sujet parlant présentée au chapitre 3 (voir en 3.2.3).

6.1.1 La formation d'un ethos discursif associatif

6.1.1.1 Une institution associative instanciée discursivement par un locuteur collectif

Afin d'appréhender la façon dont l'association est représentée sur le plan discursif, nous nous sommes livrée à l'étude exhaustive, dans le *projet associatif*, des verbes dont « Autremonde » (désigné comme tel, par « association » ou par le pronom « elle ») est l'agent. Ce relevé montre que l'association apparaît, dans la scénographie discursive, comme une entité qui agit, qui perçoit et qui désire. Les occurrences de ces verbes sont soulignées, par des pointillés verts, dans le *projet associatif* en annexe n° 1. Le tableau suivant liste ces verbes, les classe selon leur sémantisme et présente des exemples d'occurrences.

Tableau 5 : Projet associatif – occurrences où « *Autremonde* » est agent du procès verbal

Type de verbe	Verbe	Exemple d'occurrences
Perception	observer, constater.	« <i>Autremonde observe toujours une société plus inégalitaire et plus divisée</i> » (p.4) ; « <i>Autremonde constate que la défiance vis-à-vis de "l'Autre" »</i> (p.4).
Volition	rechercher, entendre, aspirer, vouloir.	« <i>Autremonde [...] recherche la participation de tous</i> » (p.5) ; « <i>Autremonde aspire à faire connaître</i> » (p.7) ; « <i>les actions de solidarité qu'elle entend développer</i> » (p.7).
Action	naitre, placer, savoir, favoriser, défendre, lutter, nourrir, poursuivre, s'appuyer, pratiquer, collaborer, entreprendre, agir, contribuer, outiller, se baser, inscrire, participer, s'engage, veiller, conduire, investir, organiser, proposer, promouvoir, encourager, s'approprier.	« <i>l'association place la création de lien social [...] au cœur de son approche</i> » (p.3) ; « <i>Autremonde favorise ainsi la mixité sociale</i> » (p.4) ; « <i>l'association veille également à accroître son autonomie financière</i> » (p.5) ; « <i>elle participe à des coordinations d'acteurs sociaux</i> » (p.5) ; « <i>Autremonde s'engage pour que toutes et tous</i> » (p.6), « <i>Autremonde s'est approprié le guide</i> » (p.10).
Permission	permettre, donner.	« <i>Autremonde permet à toutes les personnes souhaitant s'engager de le faire sans prérequis</i> » (p.5) ; « <i>Autremonde donne la possibilité à chacun de développer sa pratique de la langue</i> » (p.7).

Cette somme d'énoncés où *Autremonde* joue le rôle sémantique d'agent de procès relatifs à la perception, la volition, l'action ou la permission, a pour effet de personnifier l'association. « *Autremonde* » réfère alors à une entité individuelle, autonome et agissante.

Dans le *projet associatif*, un « *nous* » fait également entendre sa voix. Nous avons ainsi relevé plusieurs verbes de volition, d'action et de permission, dont le sujet est « *nous* ». En voici quelques exemples : « *nous souhaitons permettre* », « *nous aspirons à supprimer* », « *nous proposons* », « *nous accueillons* », « *nous affirmons* », « *nous donnons la possibilité* ». Certaines de ces occurrences ressemblent fortement à celles

où « *Autremonde* » est le sujet du verbe : le verbe utilisé est le même, le complément ou son contenu référentiel sont similaires. C’est le cas des exemples présentés dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Projet associatif – occurrences où « nous » est sujet des verbes « donner », « favoriser », « encourager », « proposer »

Verbe	Sujet « nous »	Sujet « Autremonde »
Donner	« Pour permettre à <i>chacun</i> de réaliser ses projets [...] nous <i>donnons la possibilité</i> , via notamment des ateliers dédiés, de valoriser les parcours »	« Autremonde <i>donne la possibilité</i> à <i>chacun</i> de développer sa pratique de la langue française »
Favoriser	« nous entendons <i>favoriser une réelle inclusion</i> »	« Autremonde <i>favorise</i> ainsi <i>la mixité sociale</i> » ; « Notre association <i>favorise</i> aussi <i>les échanges de savoirs</i> »
Encourager	« nous entendons [...] <i>encourager</i> une participation <i>plus active</i> à l’association »	« Autremonde <i>encourage</i> les bénévoles à être <i>encore plus acteurs</i> et engagés »
Proposer	« nous <i>proposons des actions</i> qui rendent possible leur développement »	« Autremonde <i>propose</i> un engagement dans <i>des actions</i> solidaires de terrain »

Le fait que « nous » et « *Autremonde* » soient utilisés comme sujets des mêmes verbes et dans des tournures dont le contenu propositionnel est proche produit une identification entre les deux entités. Le « nous » s’associe à l’association et « fai[t] advenir un locuteur collectif qui n’est pas une donnée initiale mais une construction culturelle, un produit discursif dans lequel la polyphonie des voix se fond dans une parole commune » (Amossy, 2021: 35). Sur un plan scénographique, cette voix apparaît, en effet, comme l’assemblage de plusieurs voix indéterminées. C’est en cela qu’elle peut être considérée comme la voix d’un « on-locuteur » (Perrin, 2007), qui prend en charge l’acte d’énonciation du *projet associatif*.

6.1.1.2 L’ethos d’Autremonde, celui d’un « contre-monde »

L’ethos préalable des associations des associations de solidarité est celui de « contre-monde[s] » incarnant une « spécificité [...] fondée sur un rapport particulier aux valeurs et au bien public » (Lochard, 2013). L’image discursive de l’association,

construite dans le *projet associatif* (PA), actualise cet ethos préalable. En effet, Autremonde s'y présente en décalage avec le reste de la société. C'est le cas dans les extraits suivants :

« Témoin des évolutions sociales, Autremonde observe toujours une société plus inégalitaire et plus divisée. » (PA p.4)

« Autremonde constate que la défiance vis-à-vis de "l'Autre" et de ses différences a progressé, engendrant une crispation des rapports humains et un repli sur soi. » (PA p.4)

L'association, sujet de verbes de perception, y est représentée comme une observatrice neutre des réalités sociales. Les deux verbes sont mis au présent et la subjectivité de l'énonciateur est peu marquée : pas de déictique personnel ni de modalisateur. Néanmoins, les guillemets qui entourent « *l'Autre* » indiquent la mise à distance de cette forme de dénomination et la mise en cause dont elle fait l'objet, du point de vue de l'énonciateur. En outre, le contenu propositionnel des compléments des verbes « *observe* » et « *constate* » est connoté négativement (« *inégalitaire* », « *divisée* », « *défiance* », « *crispation* », « *repli* »), témoignant du point de vue axiologique porté sur le monde par l'énonciateur. Autremonde, en reprenant ce point de vue, exprime son regret vis-à-vis de l'état de la société et se positionne en témoin de sa déliquescence supposée. Le nom même de l'association, « *Autremonde* », manifeste une différence entre l'association et la société.

Cette distance avec le reste de la société n'est pas un objectif visé par l'association, au contraire :

« Autremonde aspire à faire connaître ses valeurs et à les voir s'étendre dans la société au sens large. » (PA p.7)

« Autremonde veut faire connaître ses valeurs et les voir s'étendre à l'ensemble de la société. » (PA p.8)

Dans ces deux extraits presque identiques, le présupposé que les valeurs défendues par l'association ne sont pas suffisamment partagées est fait. L'association apparaît, du fait des verbes « *aspire* » et « *veut* », comme une organisation agissante et mue par la volonté de diffuser ses valeurs. La distinction entre l'association et la société est donc présentée comme temporaire : à terme, la seconde accordera ses valeurs et ses principes à ceux de la première.

Dans le texte du *projet*, la distinction vis-à-vis du monde associatif est également affirmée :

« Désireuse de "faire de l'humanitaire autrement", l'association place la création de lien social, par l'écoute, les échanges et la convivialité, au cœur de son approche, ce qui en constitue une spécificité forte. » (PA p.3)

L'utilisation des signes typographiques du discours rapporté place l'association dans le rôle du locuteur responsable de l'acte d'énonciation cité. Dans un texte où la voix qui s'exprime est généralement celle de l'association, ces guillemets mettent en exergue l'énoncé « *faire de l'humanitaire autrement* ». La particularité de l'association, marquée par l'adverbe « *autrement* », est reprise à la fin du paragraphe par « *une spécificité forte* ». C'est parce qu'elle place « *la création de lien social [...] au cœur de son approche* » qu'Autremonde se distingue des autres associations de solidarité. Nous retrouvons ici la « rhétorique de polarisation », dont Orkibi (2008) fait une caractéristique importante de la construction de l'ethos des mouvements sociaux. La polarisation, en effet, favorise l'identification à un groupe en le démarquant des autres, présentés péjorativement. Dans le *projet*, si les autres associations ne sont pas dépréciées, Autremonde est cependant présentée comme proposant quelque chose de singulier.

Dans le *projet*, l'association se montre plus largement en rupture avec la société.

« L'urgence sociale suscite des réactions d'indifférence, d'incompréhension ou même de mépris et d'intolérance. Pourtant, si une partie de la population y semble résignée, la précarité et l'exclusion continuent de révolter et de mobiliser. » (PA p.4)

Le connecteur « *pourtant* » marque une opposition entre deux groupes : celui qui fait preuve « *d'indifférence, d'incompréhension ou même de mépris et d'intolérance* » face à « *l'urgence sociale* » et celui qui « *se révolte et se mobilise* ». Il est implicite qu'Autremonde fait partie du deuxième groupe. Le mouvement argumentatif, initié par « *pourtant* », place l'association et ses membres en opposition avec « *une partie* » de la société. La mise en discours de cette opposition s'appuie sur des termes à l'axiologie inverse. D'un côté, la « *révolte* » et la « *mobilisation* », termes à la connotation très positive dans un contexte associatif. De l'autre, une liste de termes à la connotation négative : « *résignée* », « *indifférence* », « *incompréhension* », « *mépris* » et « *intolérance* ». Dans cette opposition axiologique, l'association est

positionnée du côté positivement évalué. En outre, dans « *la précarité et l'exclusion continuent de révolter et de mobiliser* », le verbe « *continuent* » dénote, à travers un effet de présupposition lexicale, un procès qui perdure dans le temps. Cela fait écho à la durabilité du positionnement de l'association, soulignée à plusieurs reprises dans le *projet associatif*, et participe à présenter l'association comme une entité stable et fidèle à ses valeurs. L'association et ses membres sont ainsi montrés comme faisant rupture, se montrant fermes et combattifs face à une société hostile ou découragée.

Ce sont ces valeurs de fermeté et de combattivité, qui guident les actions de l'association et son idéal de société, qui participent à distinguer Autremonde des autres associations de solidarité et de la société. L'ethos d'Autremonde coïncide, ici encore, avec son ethos préalable. Comme l'a montré Lochard (2013), les associations de solidarité se caractérisent, en effet, par la place importante qu'elles accordent à la promotion et à la défense de valeurs, qui donnent forme à l'idéal de société visé. La valeur première revendiquée par l'association est « *l'accueil inconditionnel* ». Dans la section intitulée « *Valeurs et principes d'action* » du *projet associatif*, le premier point est : « *1. Inconditionnalité de l'accueil* ». Plus loin dans le texte, « *l'accueil inconditionnel* » est caractérisé comme étant « *notre valeur fondatrice* » (PA p.9).

Un autre terme, édifié en valeur défendue par l'association et très récurrent dans notre corpus, est « *le lien social* ». Il est qualifié de « *mission principale* » (PA p.4) et est présenté comme un produit qui se fait, se crée et se renforce. Il est également présumé que, pour les personnes accueillies par l'association, ce lien s'est défilé :

« l'association place la création de lien social, par l'écoute, les échanges et la convivialité, au cœur de son approche, ce qui en constitue une spécificité forte. » (PA p.3)

« Autremonde a pour mission principale de renouer et maintenir le lien social avec toute personne le nécessitant » (PA p.4)

« *La convivialité* » fait également partie des valeurs promues et défendues par l'association. Articulée à « *l'accueil inconditionnel* » et au « *lien social* » dans les discours produits par l'association, elle contribue à lui donner une image de lieu d'hospitalité. Ce qui fait de ces différents termes des valeurs, c'est non seulement leur axiologisation et le fait qu'ils sont présentés comme commandant les actions mises en œuvre par les membres de l'association, mais aussi leur récurrence et leur caractère irrévocable. Appliqués aux bénévoles de l'association, ces mots-valeurs construisent

l'image d'un bon maître de maison ; appliqués à l'association, ils produisent l'ethos d'un chez-soi protecteur.

Les procédés d'énonciation et de catégorisation sociale déployés dans le *projet associatif* mettent en scène non pas deux, mais trois groupes : celui de l'association, celui de la société et celui des « *Autre[s]* ». Ces deux extraits du *projet associatif* (p.4) en témoignent. Nous avons choisi de présenter des captures-écran, afin de rendre visibles les effets typographiques analysés.

Autremonde constate que la défiance vis-à-vis de « l'Autre » et de ses différences a progressé, engendrant une crispation des rapports humains et un repli sur soi.

• POUR QUE LA SOCIÉTÉ SOIT PLEINEMENT CONSCIENTE DE LA VALEUR DE SA DIVERSITÉ, AUTREMONDE LUTTE CONTRE L'INDIFFÉRENCE ET LES EXCLUSIONS, VA AU-DEVANT DE L'AUTRE ET MILITE POUR QU'IL RETROUVE SA PLACE DANS L'ESPACE SOCIAL. •

Dans le premier extrait, la majuscule et l'article défini (« l'*Autre* ») provoquent un effet de généralité. Ils participent à produire une catégorie sociale homogène et universelle, celle de *la* figure de l'altérité. Dans le deuxième extrait, « *l'autre* » est à nouveau déterminé par un article défini ; la typographie ne nous permet pas de savoir si le terme porte une majuscule. Les guillemets qui entourent « *l'Autre* », dans l'extrait 1, ont deux effets conjoints : d'une part, ils séparent ce segment du contexte et le font ressortir ; d'autre part, ils montrent que le locuteur ne prend pas la pleine responsabilité de l'utilisation de ce terme et le marquent comme relevant d'une énonciation autre. Dans le deuxième extrait, « *l'autre* » est employé sans guillemets et est inscrit, comme le reste de l'énoncé, sous le régime de responsabilité du locuteur, qui s'approprie alors cette façon de dire.

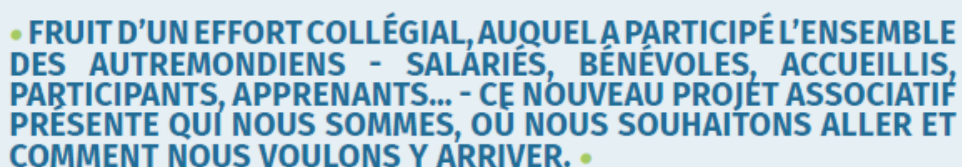
Du point de vue de l'association, trois entités sont distinguées : celle à laquelle le locuteur s'identifie, l'association Autremonde, celle de la société, à laquelle il oppose une voix dissonante, et celle de « *l'Autre* ». Ces trois entités sont liées les unes aux autres par un ensemble de mouvements dont « *l'Autre* » est le centre. En effet, le premier extrait met en scène « *la société* » dans un geste de recul vis-à-vis de « *l'Autre* » : « défiance vis-à-vis de "*l'Autre*" » et « repli sur soi ». Dans le second extrait, on observe d'abord un mouvement de convergence, opéré par « *Autremonde* » vers « *l'Autre* » passif : « *Autremonde* [...] va au-devant de *l'autre* ». Dans la suite de l'énoncé, c'est un mouvement de retour de « *l'Autre* » vers « *la société* », également enclenché par « *Autremonde* », qui est représenté : « *Autremonde* [...] milite pour qu'il retrouve sa place dans l'espace social ». La scénographie de ces différents

mouvements rejoue et actualise l'ethos de distinction de l'association. Alors que la société est montrée dans un mouvement d'éloignement vis-à-vis de « *l'Autre* », le locuteur collectif se montre, lui, dans un geste de rapprochement. Si le mouvement est inverse, la caractérisation de « *l'Autre* » comme entité distincte et différente du locuteur persiste néanmoins.

L'image du collectif associatif s'élabore donc selon un ethos de distinction, où Autremonde se démarque à la fois du reste de la société et des autres associations. La spécificité de l'association tient aux valeurs qu'elle défend et à sa relation avec « *l'Autre* » : elles font d'Autremonde un lieu d'hospitalité. L'ethos de l'association qui émerge du *projet* reprend ainsi l'ethos préalable d'une association de solidarité, s'y accorde et contribue à le maintenir.

6.1.1.3 Mise en discours d'un ethos collectif mais divisé

Dans le *projet associatif*, l'institution associative manifeste, en tant que locuteur, un ethos collectif. Le « *nous* » qui s'exprime, en effet, « subsume tous les individus » qui lui sont associés « sous [la] même représentation » d'un groupe cohérent et uni (Amossy, 2010: 156-182). C'est le cas dans l'extrait suivant, situé en deuxième page du *projet* et mis en exergue par un encart de couleur et l'utilisation de majuscules. À nouveau, nous présentons une capture-écran afin de rendre visibles les effets typographiques.



• FRUIT D'UN EFFORT COLLÉGIAL, AUQUEL A PARTICIPÉ L'ENSEMBLE DES AUTREMONDIENS - SALARIÉS, BÉNÉVOLES, ACCUEILLIS, PARTICIPANTS, APPRENANTS... - CE NOUVEAU PROJET ASSOCIATIF PRÉSENTE QUI NOUS SOMMES, OÙ NOUS SOUHAITONS ALLER ET COMMENT NOUS VOULONS Y ARRIVER. •

Le locuteur collectif se présente ici comme englobant tous les sujets membres de l'association, désignés par leur statut : « *salariés, bénévoles, accueillis, participants, apprenants* ». Sur un plan énonciatif, le « *nous* » efface la somme des « *je* » qui le composent. Néanmoins, ces individualités sont sans cesse rappelées. La scénographie du *projet associatif* montre, en effet, une réflexivité du locuteur collectif sur lui-même et sur les individus qui le composent. Dans les extraits suivants, le « *nous* » est reformulé ou repris par un groupe nominal ou par les pronoms indéfinis « *toutes et tous* » et « *chacun* ». Cela a pour effet de produire l'image d'un locuteur collectif, mais non homogène.

« Nous portons une attention particulière à coconstruire et cogérer nos activités, en prenant en compte les avis de toutes et tous, quel que soit leur statut, pour faciliter notamment l'intégration au groupe. » (PA p.6)

« Nous souhaitons de cette façon que tout le monde participe à la vie de l'association et que l'engagement de chacun puisse s'inscrire dans la durée. » (PA p.10)

L'aspect composite du « *nous* » est mis en avant sur le plan référentiel. Dans le premier extrait, le passage des marques de première personne « *nous* » et « *nos* » aux pronoms indéfinis « *toutes et tous* » puis au pronom de troisième personne « *leur* » produit un geste réflexif, par lequel le locuteur vient se décrire lui-même. L'utilisation de « *tout le monde* » et « *chacun* », dans le deuxième extrait, montre le jeu opéré entre la dimension unifiante du « *nous* » et la prise en compte des individualités qui y sont subsumées. L'ethos discursif de l'association présente ainsi l'image d'un « *nous* » pluriel, où la dimension collective ne masque ni les individualités qui la composent, ni leur place au sein de l'institution associative. Nous retrouvons cette caractéristique dans l'énoncé suivant :

« Pour ne plus faire de distinction entre les personnes présentes à Autremonde, qu'elles soient accueillies, bénévoles, salariées, apprenants, stagiaires, participantes, en service civique... nous entendons utiliser davantage le terme d'Autremondien. » (PA p.9)

Le groupe nominal « *les personnes présentes à Autremonde, qu'elles soient accueillies, bénévoles, salariées, apprenants, stagiaires, participantes, service civique* » rappelle la composition du « *nous* » du locuteur, telle qu'elle a été présentée à la première page du *projet associatif*. Il fait en effet écho à l'encart mentionné ci-dessus : nous retrouvons le mot « *Autremondien* », une liste des statuts marquée comme non exhaustive par les trois petits points, et le « *nous* » du locuteur collectif. Par ces procédés discursifs, ce dernier se définit de manière explicite par la liste des différents statuts existant au sein de l'association. Dans le même temps, il est affirmé que « *le terme d'Autremondien* » a pour but d'effacer ces différences de statut.

Si nous prenons *le projet associatif* comme un objet matériel, c'est-à-dire le livret qui est distribué au sein de l'association, nous observons que cet ethos collectif est également construit par une scénographie non verbale. La dernière page du *projet* (voir photo 6) reprend une liste de témoignages courts commençant par « *Je reviens à Autremonde parce que* ». Ces témoignages ont été récoltés, sous la forme de petits papiers, lors des accueils de jour organisés au sein de l'association. Ils ont été écrits par des bénévoles et des accueillis. Présentés les uns à la suite des autres, sans espace ni retour à la ligne, ils occupent l'ensemble de la dernière page du *projet associatif*. Comme en témoigne la photo suivante, seule la typographie permet de les distinguer : « *Je reviens à Autremonde* » est écrit en gras et en bleu. Le « *nous* » qui s'exprime dans et par le *projet associatif* est ainsi mis en scène comme le tout formé par cette addition de « *je* » quasi indistincts.



Photo 6 : Dernière page du projet associatif (capture-écran)

L'ethos collectif est également représenté par les deux photos de groupe insérées dans le document, en deuxième et avant-dernière page du livret. Sur la première photo, qui précède le texte du *projet associatif*, environ soixante-dix personnes sont regroupées et occupent le centre de l'image. Assises ou debout, bras levés ou enlacés, on peine à distinguer les corps et les visages. Le vide du premier et de l'arrière-plan, une plage de galets et la mer, renforce la densité du groupe. La situation même de la photo, celle d'une sortie en bord de mer, contribue à produire l'image d'un groupe uni par des relations amicales.

inter générations **Je reviens à Autremonde** parce que autrement je prends mon 9 millimètres autrichien, une balle, une vie de moins **Je reviens à Autremonde** parce que je recherche l'amitié, des conseils, des sorties et surtout de la bonne ambiance, paix et amour dans le monde ! **Je reviens à Autremonde** parce que l'atmosphère est bienveillante **Je reviens à Autremonde** parce que j'aime la diversité de ceux et celles qui y viennent, tous les autremondien-nés **Je reviens à Autremonde** parce que ça me plait de revoir des gens même si ça a changé **Je reviens à Autremonde** parce que je fais partie des murs **Je reviens à Autremonde** parce que tout y est instructif, l'éducation populaire, parce que les gens sont conviviaux, parce que c'est une plate forme d'échanges, d'informations et d'orientation **Je reviens à Autremonde** parce que vous êtes gentils, serviables, parce que vous avez une conscience professionnelle, parce que vous aidez les gens, parce que vous les orientez pour leurs problèmes familiaux **Je reviens à Autremonde** parce que c'est mieux que Poudlard ! **Je reviens à Autremonde** parce que les femmes sont très belles et gentilles, parce qu'il y a la scène ouverte à laquelle je participe, parce qu'il y a les sorties à un prix modique qui sont très diversifiées, parce qu'il y a une certaine convivialité, parce que des gens du monde entier y sont représentés et que grâce à eux, j'apprends en permanence, parce que je suis content de donner des informations à quelques migrants, parce que je me sens utile **Je reviens à Autremonde** parce que c'est comme une famille, mais en mieux **Je reviens à Autremonde** parce que c'est le nouveau monde dont on rêve ! **Je reviens**



Photo 7 : Sortie à la mer (projet associatif)

La seconde photo est placée après le texte du *projet associatif* et avant la liste des témoignages. Dix-sept personnes se tiennent debout ou agenouillées et occupent toute la hauteur de l'image. On distingue la plupart des visages des individus, qui se tiennent très proche les uns des autres, bras sur l'épaule de leur voisin. Le partage d'un même vêtement, toque blanche et tablier rouge, donne l'image d'un groupe uniforme. À nouveau, le positionnement du groupe au centre et l'espace vide sur les côtés produisent l'impression d'un bloc uni.



Photo 8 : Dîner de Noël (projet associatif)

Dans les deux photos, le point de vue adopté est celui d'un observateur placé à l'extérieur du groupe. Le groupe se présente : il se tient face à lui, uni et souriant. Cette scénographie redouble l'ethos élaboré dans le *projet associatif* : une somme de « je » qui, associés, forment le « nous » collectif d'Autremonde.

6.1.2 Ordonner le groupe : distinguer, classer et hiérarchiser des catégories de membres

Les discours constituant l'association instituent trois catégories de membres : les salariés, les bénévoles et les accueillis. Un profil type émerge pour chacune de ces catégories, dans le *projet associatif* (PA), les *statuts associatifs* (SA) et le *règlement intérieur* (RI)⁶⁴. Ces textes rendent également compte des points de vue portés sur ces catégories, ainsi que de la place qui leur est donnée au sein de l'ordre associatif.

6.1.2.1 Salariés, bénévoles et accueillis : trois catégories de membres

Les membres de la catégorie « bénévole » sont les seuls à être caractérisés en âge : ils sont jeunes. Dans la partie « *Historique* » du *projet associatif*, nous lisons :

« En 1994, un groupe de jeunes part en mission humanitaire au Rwanda » (PA p.3)

« Association humanitaire de jeunesse, indépendante de tout parti politique et non confessionnelle, Autremonde naît alors d'une volonté : permettre l'engagement des jeunes dans l'action humanitaire de terrain » (PA p.3)

Les bénévoles sont, de plus, décrits par un qualificatif à l'axiologie très positive dans le milieu associatif : ils sont « *engagés* ». Sur les douze pages du *projet associatif*, les termes « *engager* », « *engagé* » et « *engagement* » apparaissent vingt-et-une fois⁶⁵. Ils sont employés à quinze reprises dans un rapport de qualification avec le terme « *bénévole* ». L'engagement est donc une première caractéristique de la figure du bénévole. Elle est le point de départ d'une seconde caractéristique : sa place de témoin. Dans le *projet associatif*, nous lisons :

« permettre l'engagement des jeunes dans l'action humanitaire de terrain et leur donner ainsi la capacité de témoigner sur les situations

⁶⁴ Ces textes sont présentés respectivement dans les annexes n° 1, 2 et 3.

⁶⁵ Ces occurrences sont surlignées en bleu dans l'annexe n°1.

de détresse, pour qu'elles soient connues et combattues par toutes et tous » (PA p.3)

« Sensibilisés et engagés, confrontés à des situations de terrain et acteurs du processus d'inclusion, les bénévoles acquièrent ainsi une compréhension des phénomènes de grande précarité et d'exclusion, qui leur permet ensuite de témoigner et de porter les valeurs de l'association auprès d'un plus large public. » (PA p.4)

« Ainsi sensibilisés, engagés et formés, les participants aux actions de l'association sont plus à même de témoigner, de défendre et de promouvoir ses valeurs dans leur environnement de vie. » (PA p.5)

Les connecteurs « *ainsi* » (PA p.3, 4 et 5) et « *ensuite* » (PA p.4), de même que le pronom relatif « *qui* » (PA p.4), produisent une relation de consécution et de causalité entre l'engagement et le témoignage, le premier rendant possible le second. Les bénévoles sont donc définis par leur activité dans et hors de l'association. Ils sont présentés comme participant à la vie d'Autremonde et à ses activités, mais aussi à la transformation de la société. Les extraits suivants rendent compte de leur action sur la société :

« Sensibilisés et engagés, confrontés à des situations de terrain et acteurs du processus d'inclusion, les bénévoles [...] » (PA p.4)

« Autremonde propose un engagement dans des actions solidaires de terrain qui confrontent et sensibilisent les bénévoles aux problématiques de la précarité et de l'exclusion, tout en les rendant acteurs de solutions. » (PA p.7)

L'action des bénévoles est caractérisée de manière relativement abstraite ; son objectif et ses effets restent implicites. En effet, elle est qualifiée de « *solidaire* » sans que soit précisé avec qui, comme participant au « *processus d'inclusion* », sans que soit précisé de qui, et comme menant à des « *solutions* », sans que soit précisé lesquelles. La figure du bénévole qui se dessine est donc celle d'un jeune, engagé et actif à la fois au sein de l'association et en dehors.

Dans le *projet associatif*, l'énonciateur manifeste un point de vue sur ces deux derniers aspects. Dans les sections « *Objectifs* » et « *Axes de développement* », deux titres concernent explicitement les bénévoles : « *Mobiliser les bénévoles et fidéliser*

leur engagement » et « Pérenniser l'engagement des bénévoles ». Sous cette dernière sous-section, nous lisons :

1 « Ces actions de formations ont également pour but de rendre les
2 bénévoles autonomes dans la réalisation des missions et de
3 partager ensemble la responsabilité de la réalisation des objectifs
4 de l'association.
5 Afin que nous partagions toutes et tous la même vision ainsi que
6 la responsabilité de l'accomplissement de nos objectifs, des temps
7 d'échanges et de travail commun ponctuent le parcours des
8 bénévoles, qui participent ainsi à la vie de l'association. Nous
9 souhaitons de cette façon que tout le monde participe à la vie de
10 l'association et que l'engagement de chacun puisse s'inscrire dans
11 la durée.
12 Par la transmission d'informations et des actions de mobilisation
13 collectives, Autremonde encourage les bénévoles à être encore
14 plus acteurs et engagés dans la défense des valeurs promues par
15 l'association. » (PA p.9-10)

Les verbes et locutions verbales « *ont pour but* » (1.1), « *souhaitons* » (1.9) et « *encourage* » (1.13) manifestent la volonté de l'association d'agir sur les bénévoles. Différents marqueurs énonciatifs montrent le point de vue porté, par l'énonciateur, sur les bénévoles de l'association et sur ce qu'ils devraient être. Les verbes « *souhaitons* » et « *encourage* », tout d'abord, indiquent que la transformation des bénévoles est conçue comme une amélioration. Cette transformation vise à renforcer leur degré d'investissement dans la vie et les activités de l'association : « *rendre les bénévoles autonomes* » (1.1-2), « *être encore plus acteurs et engagés* » (1.13-14). L'usage du subjonctif pour « *participe* » et « *puisse* » (1.8 et 9) signale que, du point de vue de l'énonciateur, l'acte de participer « *à la vie de l'association* » (1.8) et de s'engager « *dans la durée* » (1.11) n'est pas réalisé par l'ensemble des bénévoles. De même, le marqueur argumentatif de but « *afin que* » et le subjonctif « *partagions* » (1.5) montrent que, pour l'énonciateur, tous les bénévoles n'ont pas « *la même vision* » et « *la responsabilité de l'accomplissement* » des objectifs de l'association (1.5-6). Par le déterminant possessif « *nos* », dans « *nos objectifs* » (1.6), l'énonciateur s'identifie au locuteur. L'institution associative se positionne ainsi en surplomb : légitime pour évaluer les bénévoles et donner la direction de leur amélioration.

Ces marques linguistiques construisent le présupposé selon lequel l'engagement des bénévoles à Autremonde ne serait pas suffisamment stable. Lors de notre recherche de terrain, nous avons entendu à plusieurs reprises des salariées et des membres du CA s'inquiéter devant l'importance du *turn-over* parmi les bénévoles et insister sur la nécessité d'y remédier. Cet extrait du *projet* nous semble faire écho à ces voix, qui ne sont pas uniquement celles des membres d'Autremonde. En effet, l'idée d'une transformation de l'engagement bénévole, d'un engagement militant pour une cause commune vers un engagement individuel, ponctuel et « à la carte », est une idée bien présente dans le milieu associatif. Elle semble avoir été diffusée, depuis les sciences sociales, dans les années 1990 (Lebon, 2018). À cette époque, en effet, des travaux de sociologie décrivent cette transformation et en font le signe de l'individuation de la société (Ion, 1996). Depuis, ce constat a été remis en cause par des études adoptant une perspective historique sur le bénévolat (Brodiez, 2006; Lebon, 2018). Elles montrent que la figure du « militant total » est une « fiction rétrospective » : elle « tire son existence non d'une réalité concrète mais des regards projetés sur elle depuis aujourd'hui » (Collovald cité par Brodiez, 2004: np).

Les trois textes institutionnels qui nous intéressent caractérisent également les bénévoles vis-à-vis de leur place dans la structure associative. Les bénévoles sont, dans les *statuts*, présentés comme une sous-catégorie d'adhérents et, dans le *règlement intérieur*, comme une sous-catégorie d'administrateurs. Dans le *projet associatif* et le *règlement intérieur*, la catégorie « bénévole » est elle-même divisée en sous-catégories : les « bénévoles », les « nouveaux bénévoles » et les « bénévoles référents ». La catégorie « bénévole » n'est donc pas présentée comme homogène. L'ancienneté dans l'association, l'investissement dans la vie associative et le degré de responsabilité dans l'organisation des activités sont des critères par lesquels l'institution distingue différents types de bénévoles.

Les textes institutionnels mentionnent peu les membres de la catégorie « salarié ». Ils leur accordent, néanmoins, une place importante. Ils sont, en effet, présentés comme des acteurs majeurs de la vie de l'association. Ainsi, dans le *projet associatif* :

« animée par une équipe salariée, Autremonde s'appuie sur l'engagement bénévole » (PA p.4)

Dans le segment « *animée par une équipe salariée* », qui qualifie « Autremonde », les salariés sont en position d'agent et l'association de patient. Cela marque le rôle essentiel qu'ils jouent vis-à-vis de celle-ci. Ils apparaissent, en outre, comme des membres à part dans l'organisation associative. En effet, leur adhésion à l'association

est possible, mais pas obligatoire et ils ne peuvent pas, contrairement aux autres catégories de membres, être élus au CA.

Les membres de la catégorie « accueilli », aussi appelés « publics », sont les seuls membres de l'association à être caractérisés par leurs conditions de vie. Ils sont présentés comme confrontés à « *l'exclusion* » et « *la précarité* ». Par exemple, dans le *projet associatif* et les *statuts* :

« Avec l'accueil, l'information et l'orientation quotidienne des publics en situation de migration et/ou de précarité, une activité d'accès au droit se constitue » (PA p.3)

« Autremonde est une association implantée à Paris, dont la mission principale est de renouer et maintenir le lien social entre toutes les personnes composant notre société, quelle que soit leur situation (précarité, isolement, migration, etc.) » (SA art.2)

« Inclure les plus isolés, soutenir leurs projets de vie » (PA p.1)

Les « *publics* » sont caractérisés, dans le premier extrait, par la périphrase « *en situation de migration et/ou de précarité* ». Dans le second, la qualification de « *leur situation* » est faite entre parenthèses, lesquelles hiérarchisent le contenu énoncé et diminuent l'importance du segment qu'elles entourent. Ces procédés permettent d'éviter l'utilisation de catégories stigmatisantes, telles que « migrants » ou « précaires » et de ne pas essentialiser les personnes décrites. « *Migration* », « *précarité* » et « *isolement* » sont présentés comme des phénomènes conjoncturels. À l'inverse, dans le troisième extrait, le superlatif « *les plus isolés* » vient référer directement aux personnes accueillies par l'association. Leur isolement devient une caractéristique de leur personne.

Les membres de la catégorie des accueillis sont également décrits comme en manque de reconnaissance :

« Autremonde promeut également la participation de ses publics et favorise des projets qui contribuent à redonner confiance et estime de soi, pour que chacun (re)trouve sa place dans la société. » (SA art.2)

« elle [l'association] contribue à revaloriser les personnes accueillies et à les reconnaître dans leur citoyenneté. » (PA p.5)

« Pour permettre à chacun de réaliser ses projets, y compris professionnels, nous donnons la possibilité, via notamment des ateliers dédiés, de valoriser les parcours, d'acquérir de nouvelles compétences et de mieux appréhender les codes sociolinguistiques du monde professionnel, ceci contribuant également à renforcer la confiance en soi. » (PA p.7)

Les verbes « *redonner* », « *revaloriser* » et « *reconnaitre* » marquent un procès de retour à un état antérieur, caractérisé ici par « *la confiance en soi* » et « *l'estime de soi* ». L'agent de cette restauration est, dans chaque extrait, l'association. Elle est référée par « *Autremonde* » ou par le « *nous* » du on-locuteur de l'institution. La « *détresse* » (PA p.3) des accueillis est donc présentée comme multiforme, concernant à la fois leur situation socio-économique et leur sentiment vis-à-vis de leur qualité personnelle. Dans la scénographie déployée par ces textes, et notamment dans le *projet associatif*, cela vient justifier la raison d'être de l'association : « *renouer et maintenir le lien social avec toute personne le nécessitant* » (PA p.4).

De même que pour la catégorie des bénévoles, le point de vue de l'énonciateur sur la catégorie des accueillis est montré dans le *projet associatif*. C'est le cas, par exemple, dans la section « *Axes de développement* », sous le titre « *Aller plus loin dans la participation des publics et la coconstruction* » :

1 « Au cœur du projet d'Autremonde, la participation des publics
2 demeure notre principale préoccupation. Nous voulons poursuivre
3 notre travail en ce sens, en favorisant non seulement la cogestion
4 des activités, mais aussi la coconstruction de celles-ci, persuadés
5 du fait qu'en agissant ainsi, nous répondrons mieux aux besoins
6 des personnes. » (PA p.9)

La voix du on-locuteur associatif exprime un point de vue sur le contenu énoncé. Plusieurs marqueurs de subjectivité sont présents : le « *nous* » de l'association (1.2 et 4) et des termes relatifs au souhait et à l'intention, tels « *préoccupation* » (1.1), « *voulons* » (1.2) et « *persuadés* » (1.4). Le fait que l'inquiétude de l'énonciateur vis-à-vis de « *la participation des publics* » soit assumée par le locuteur est montré par le déterminant possessif « *notre préoccupation* » (1.2). Cette participation est présentée comme une caractéristique à développer chez les membres de la catégorie « *accueilli* ». Son caractère non abouti est présupposé, dès le titre, avec la locution « *aller plus loin* », puis par le verbe « *poursuivre* » (1.3) et par l'utilisation du futur et de l'adverbe « *mieux* » : « *nous répondrons mieux aux besoins des personnes* » (1.5).

La place des accueillis dans la structure associative est également présentée. Ils sont, comme les bénévoles, une sous-catégorie d'adhérents :

« Afin d'encourager la participation des adhérents accueillis / apprenants / participants, un nombre de sièges, fixés dans le règlement intérieur, leur est réservé au CA. » (SA art.10)

Cette citation des *statuts* montre aussi que la catégorie des accueillis est divisée en sous-catégories. La mention des adjectifs « *accueillis* », « *apprenants* » et « *participants* », séparés par des barres obliques, est utilisée à de nombreuses reprises dans le *règlement intérieur* et les *statuts*. C'est leur lien avec les activités organisées par l'association qui détermine leur appartenance à l'une ou l'autre de ces sous-catégories. Ils sont nommés « accueillis » lorsqu'ils fréquentent les accueils de jour, « apprenants » lorsqu'ils participent aux cours de français et « participants » lorsqu'ils participent aux autres activités. Le terme d'accueilli est le terme englobant. Il permet d'opposer cette catégorie à celles de bénévole et de salarié, comme l'illustre l'exemple suivant :

« L'association agit dans un esprit de rencontres et d'échanges à statut égal entre les personnes, qu'elles soient bénévoles, accueillies ou salariées. » (PA p.5)

Cet extrait du *projet associatif* nous amène à interroger la façon dont est exposée la relation entre ces trois catégories de membres de l'association et leur position dans l'ordre associatif. Ici, le rattachement à l'une ou l'autre de ces catégories est présenté comme donnant accès à un « *statut égal* ». Cependant, c'est un ordre bien plus hiérarchisé qui apparaît à la lecture des textes constitutifs, principalement du *règlement intérieur*.

6.1.2.2 Un ordre associatif hiérarchisé

Les *statuts associatifs* et le *règlement intérieur* rendent compte du caractère fortement hiérarchisé de la structure associative. Tout d'abord, le CA est présenté comme ayant autorité sur l'ensemble des membres de l'association.

« Le CA décide de la politique annuelle de l'association et prend des décisions qu'il juge dans l'intérêt de l'association. » (SA art.10)

Dans cet extrait des *statuts*, les verbes ayant trait au pouvoir décisionnaire (« *décider* », « *prendre des décisions* », « *juger* ») montrent que le CA a une capacité d'arbitrage et

de prescription au sein de l'association. Ce pouvoir s'applique tant aux salariés qu'aux bénévoles. Ainsi, il est dit du président du CA – et donc de l'association –, que :

« En tant qu'employeur, il a autorité sur le délégué général, auquel il délègue la direction des salariés dans le cadre d'une lettre de mission qu'il fait valider par le CA. » (SA art.11)

Dans cet énoncé, les deux agents sont le président et le CA : « *il* [le président] *a autorité sur* », « *il délègue* » et « *il fait valider par le CA* ». Le délégué général et les salariés, eux, sont en position de patients. La distribution des rôles sémantiques renforce le contenu énoncé : le pouvoir du CA s'exerce sur les salariés, par le biais du délégué général.

Le régime de sanction prévu par le *règlement intérieur* à la suite d'un incident rend également compte du rapport hiérarchisé entre les catégories de membres de l'association. Il confirme l'autorité du CA sur les bénévoles et souligne l'autorité des salariés sur les bénévoles. Ainsi, si un incident est commis par un bénévole :

« En fonction de la gravité des faits, un avertissement peut être donné. L'avertissement est donné au bénévole à la suite d'un entretien entre le bénévole concerné, le responsable du pôle et le DG. Une copie de l'avertissement est transmise au bureau du CA. » (RI p.3)

Ce sont donc des salariés, « *responsable du pôle* » et « *DG* », et non pas d'autres bénévoles, qui ont le pouvoir de donner un avertissement au bénévole en faute. Les bénévoles, eux, ont autorité sur les accueillis :

« Suivant la gravité de l'incident provoqué, les bénévoles peuvent demander l'exclusion à effet immédiat d'un accueilli des activités de l'association. » (RI p.5)

Le verbe « *peuvent* » peut être compris, d'une part, comme référant au pouvoir déontique qu'ont les bénévoles de renvoyer un accueilli. Il peut aussi exprimer la permission, donnée aux bénévoles par l'institution associative, d'exclure un accueilli. Dans un cas comme dans l'autre, il indique leur pouvoir sur les publics de l'association. Les bénévoles se trouvent, dans cette position d'autorité vis-à-vis des accueillis, à égalité avec les salariés. Dans les extraits suivants, les membres des

catégories « bénévole » et « salarié » sont, par exemple, présentés comme interchangeables par la conjonction « ou » :

« La sanction est annoncée à la personne accueillie / participante / apprenante par le salarié et/ou le délégué général et un bénévole référent de la mission, ou par un bénévole et un bénévole référent » (RI p.4)

« Les personnes accueillies doivent se conformer aux règles de sécurité affichées à différents endroits de l'établissement et aux consignes orales que les bénévoles ou les salariés peuvent leur communiquer (évacuation, etc.). » (RI p.5)

« *Les personnes accueillies* » sont présentées, ici, comme n'ayant aucun pouvoir sur la situation. Dans le premier extrait, qui concerne le cas où une personne accueillie a commis une faute, celle-ci est réceptrice de la sanction. Dans le second extrait, la modalité déontique, portée par le verbe « *doivent* » et exprimée par la voix de l'autorité associative, s'applique aux personnes accueillies. Celles-ci sont, en outre, visées par les différents termes relatifs à la discipline – « *se conformer* », « *règles* », « *consignes* » –, lesquels sont prononcés par des bénévoles « ou » des salariés.

Les textes de cadrage de l'association, loin de présenter une structure où les catégories de membres seraient de « *statut égal* » (PA p.5), rendent plutôt compte d'une répartition inégale du pouvoir. Le CA se dégage comme la première instance d'autorité, suivi des salariés, des bénévoles et enfin des accueillis. Cette hiérarchie s'articule à un rapport de subordination épistémique, qui apparaît dans le *projet associatif*.

« Autremonde permet à toutes les personnes souhaitant s'engager de le faire sans prérequis de qualification ou de diplôme, et les outille de nouvelles connaissances et compétences. » (PA p.5)

« Avec un parcours d'intégration complet (réunions d'information et d'intégration, formations et accompagnement par des bénévoles référents et par l'équipe salariée) et des temps forts associatifs, nous accueillons les nouveaux bénévoles et accompagnons leur engagement. » (PA p.7)

Dans le premier extrait, c'est l'association personnifiée qui opère la transmission de « *connaissances* » et de « *compétences* ». Ces savoirs sont donnés aux « *personnes* » qui fréquentent l'association, sans que le cotexte permette de les rattacher à une catégorie de membres de l'association. Dans le second extrait, les destinataires de ces savoirs sont mentionnés : il s'agit des « *nouveaux bénévoles* ». Ceux qui produisent et transmettent ces savoirs sont les membres de la sous-catégorie des « *bénévoles référents* » et de la catégorie des salariés, mais aussi le « *nous* » de l'institution associative. Les savoirs des différents membres de l'association, loin d'être mis en doute, sont reconnus. Dans le *projet*, l'association affirme ainsi sa « *volonté de permettre un réel échange des savoirs entre toutes et tous* » (PA p.9). Néanmoins, seuls les salariés et les bénévoles référents sont explicitement décrits comme formateurs et accompagnateurs potentiels.

6.1.2.3 Conception performative de l'activité catégorielle : parler d'« *Autremondiens* »

Dans le *projet associatif* et les *statuts*, l'énonciateur affiche de façon appuyée un point de vue critique sur la structure hiérarchisée de l'association.

« À terme, nous aspirons à supprimer les barrières existantes au sein de l'association et liées aux étiquettes, et souhaitons proposer un parcours aux personnes désirant s'en affranchir. » (PA p.9)

Ce point de vue est exprimé par la voix du on-locuteur associatif, dont la présence est signalée par l'utilisation de la première personne du pluriel et des verbes d'intention « *aspirons* » et « *souhaitons* ». L'existence de « *barrières* » au sein de l'association et d'« *étiquettes* » est présupposée en étant présentée comme un constat objectif. L'énonciateur porte, toutefois, un jugement péjoratif sur elles. Elles sont décrites comme une charge contraignante, que l'association veut « *supprimer* » et dont certains pourraient vouloir « *s'affranchir* ». Pour ce faire, le locuteur collectif propose d'employer une autre catégorie : celle d'« *Autremondiens* ». Ce terme est utilisé neuf fois dans le *projet associatif*, cinq dans les *statuts* et quatre dans le *règlement intérieur*⁶⁶. Ces occurrences sont inscrites, pour une part, dans des énoncés portant sur la catégorie elle-même et sur ses modalités d'usage. C'est le cas directement à la suite de l'extrait précédent :

1 « Pour ne plus faire de distinction entre les personnes présentes à

⁶⁶ Les occurrences du terme « *Autremondien-s* » sont surlignées en rose dans les documents en annexe 1, 2 et 3.

2 Autremonde, qu'elles soient accueillies, bénévoles, salariées,
 3 apprenantes, stagiaires, participantes, en service civique... nous
 4 entendons utiliser davantage le terme d'Autremondien.
 5 En supprimant ces cases, nous entendons favoriser une réelle
 6 inclusion, et ainsi encourager une participation plus active à la vie
 7 de l'association. » (PA p.9)

De même que dans le précédent extrait, la subjectivité de l'énonciateur est ici fortement marquée. Cela passe par l'emploi répété d'un « *nous* » collectif et d'un verbe de volonté – « *nous entendons* » (l.3 et 5) –, mais également par des adverbes et adjectifs d'intensité (« *davantage* » l.4, « *réelle* » l.5, « *plus* » l.6) ou des termes à l'axiologie positive comme « *favoriser* » et « *encourager* » (l.5 et 6). Au début de l'énoncé, le complément de but « *pour ne plus faire de distinction* » marque explicitement que l'utilisation du mot « *Autremondien* » s'inscrit dans la stratégie assumée par l'association d'aller vers des rapports sociaux plus horizontaux entre ses membres. Ce terme est produit, par la voix de l'association, en catégorie de personnes : il désigne « *les personnes présentes à Autremonde* » (l.1).

Le *projet associatif* témoigne de l'instabilité catégorielle et du processus de glissement vers une catégorie de personnes jugée plus pertinente, glissement qui est ici impulsé par la voix de l'autorité associative. Comme le rappellent Mondada et Dubois (1995: 282), « ce qui est habituellement considéré comme un point stable de référence pour les catégories peut être décatégorisé, rendu instable, évoluer, sous l'effet d'un changement de contexte ou de point de vue ». L'extrait analysé rend compte de la mise en scène d'une rupture dans le point de vue de l'institution associative sur ses membres et sur les catégories mobilisées pour les définir et les distinguer les uns des autres. En effet, « une catégorie lexicale impose un point de vue, un domaine sémantique de référence, concurrencé par d'autres catégories suggérées, et produisant du sens à partir du contraste avec les précédentes » (1995: 286). Ici, c'est le sens produit par la distinction entre salariés, bénévoles et accueillis, et la hiérarchisation de ces trois catégories qui sont présentés comme problématiques par le locuteur collectif. L'innovation catégorielle, avec « *Autremondien* », permet de ne plus *dire* cette distinction. C'est là que repose le contraste avec ces trois catégories concurrentes. L'association se montre ainsi dans un travail de construction catégorielle, visant la catégorie la plus pertinente pour identifier et décrire les personnes membres de son institution. Par cette dénomination *ad hoc*, le locuteur collectif « [exprime] et [affirme] une conception du monde et des rapports sociaux » (Boutet, 2016: 110) qui met l'accent sur l'égalité entre les personnes.

L'énoncé méta-discursif relatif à cette catégorie témoigne également de la valeur performative accordée par l'institution associative à l'activité langagière de catégorisation. L'emploi d'un autre mot doit, en effet, produire une autre réalité. L'utilisation de « *Autremondien* » est explicitement présentée comme permettant de « *ne plus faire de distinction* » entre les membres de l'association et de supprimer les « *cases* », dont la présence est dans le même temps pointée par le démonstratif « *ces* » (1.5) – « *accueillies, bénévoles, salariées, apprenantes, stagiaires, participantes, en service civique* ». Le fait de ne plus *dire* la différence est conçu comme permettant sa disparition.

De ce point de vue, la transformation de l'ordre associatif passe par le langage. Les textes constitutifs donnent également des indications quant à l'emploi de la catégorie « *Autremondien* ». Ainsi, dans les *statuts* :

« L'association se compose d'adhérents (personnes bénévoles, accueillies / apprenantes / participantes et salariées), appelés "Autremondien". » (SA art.4)

« Des personnes non adhérentes à l'association peuvent participer aux activités de l'association, dans les conditions prévues par le règlement intérieur; elles seront alors également appelées "Autremondien", mais n'auront pas de droit de vote des adhérents. » (SA art.4)

Ces deux énoncés fonctionnent comme des consignes relatives à la catégorisation des membres de l'association. Qu'ils soient adhérents ou non, ils peuvent être désignés par la catégorie « *Autremondien* ». Notons, toutefois, que dans le premier extrait, les catégories de membres que l'association souhaite faire disparaître, « *bénévoles* », « *accueillis / apprenants / participants* » et « *salariés* », restent mentionnées.

Les textes fournissent des exemples d'utilisation du terme « *Autremondien* ». Le tableau suivant répertorie les quinze occurrences qui, dans le *règlement*, les *statuts* et le *projet*, ne font pas l'objet d'un métadiscours.

Tableau 7 : Règlement intérieur, statuts et projet associatif – occurrences d'« Autremondien(s) » sans méta-discours

Texte	n°	Occurrences
Règlement intérieur	1	« pour tous les Autremondien(s) » (art.4)
	2	« mises à la disposition des Autremondien(s) » (art.10)
	3	« L'ensemble des Autremondien(s) est tenu de s'y conformer » (art.10)
	4	« l'entretien des locaux entre tous les Autremondien(s) » (art.10)
Statuts associatifs	5	« Tous les Autremondien(s) adhérents disposent du droit de vote » (art.4)
	6	« du tiers des Autremondien(s) à jour de cotisation » (art.8)
	7	« s'assure de la participation active de tous les Autremondien(s). » (art.9)
Projet associatif	8	« effort collégial auquel a participé l'ensemble des Autremondien(s) » (p.2)
	9	« accessibles et communiquées à l'ensemble des Autremondien(s). » (p.6)
	10	« d'actions et de réflexions permettant aux Autremondien(s) » (p.7)
	11	« sensibilisation, d'information et de formation des Autremondien(s) » (p.8)
	12	« afin que chaque Autremondien se sente davantage acteur du projet » (p.10)
	13	« Je reviens à Autremonde parce que j'apprécie les autremondien(s) » (p.12)
	14	« je suis mieux chez les autremondien(s) » (p.12)
	15	« j'aime [...] tous les autremondien-ne(s) » (p.12)

Plusieurs régularités ressortent de l'étude de ces occurrences. Tout d'abord, le terme « Autremondien » est majoritairement employé au pluriel (14 occurrences sur 15). Ensuite, il est à plusieurs reprises précédé par « tous les » (5 occurrences) et « l'ensemble des » (3 occurrences). Cela a pour effet de souligner la dimension

groupale et composite des « Autremondiens ». La seule fois où le terme est utilisé au singulier, c'est avec le déterminant « *chaque* » (occurrence n° 12) qui, en pointant un élément du collectif, signale l'existence de ce dernier.

Synthèse

L'image de l'association Autremonde, qui émerge des trois textes analysés, peut être qualifiée d'ethos associatif. Sa forme discursive est similaire, en plusieurs points, à l'ethos des mouvements sociaux étudié par Orkibi (2015). Exprimé par un « discours protestataire », l'ethos de ces mouvements soutient et contribue à modeler une « action collective », c'est-à-dire une « pratique sociale destinée à contester et modifier certains aspects de la réalité sociale » et déployée par « des individus collaborant les uns avec les autres » (2015: 2). L'ethos des associations de solidarité projette ainsi l'image d'un collectif faisant le bien et véhicule une représentation de ce qui est considéré comme la bonne société. L'ethos associatif est, en outre, un ethos collectif qui ne vise pas l'homogénéisation du groupe, mais qui montre l'hétérogénéité dont il est constitué. Il est l'image d'une *association* d'individus, qu'il contribue à fédérer.

Les textes étudiés ordonnent le collectif associatif et en établissent la hiérarchie. Ils distinguent les trois catégories de membres dont il est composé et présentent les rapports que doivent entretenir les personnes rangées dans ces catégories. C'est l'institution associative, instanciée par un on-locuteur, qui exprime l'ethos associatif et établit sa hiérarchie interne. L'institution associative se montre, dans la scénographie discursive, dans une réflexion vis-à-vis de sa structure interne et des frontières qu'elle érige entre ses membres. En témoigne la dénomination « Autremondien », présentée comme permettant de supprimer les distinctions entre les membres de l'association.

6.2 La lecture des textes institutionnels et l'activation de leur statut d'acteur

Les textes constitutifs de l'association sont actualisés en plusieurs situations, par leur lecture ou par leur citation. Le texte du *projet associatif*, par exemple, est cité lors des AG et lors des réunions dites d'information et d'intégration, destinées à de nouveaux bénévoles. Dans les pages suivantes, nous nous intéresserons à deux situations où les textes constitutifs sont mentionnés : une réunion d'intégration et un cours de français. Nous faisons nôtre la question de Smith (2018: 169) :

« Comment les textes qui accomplissent la standardisation et la généralisation spécifiques et essentielles aux institutions telles que nous les entendons pénètrent-ils dans les réalités locales où prennent corps les institutions ? Comment les coquilles qui parsèment le discours institutionnel sont-elles remplies ? »

Nous observerons donc comment l'activation des textes institutionnels conduit à catégoriser les personnes présentes, à rappeler et à actualiser l'ordre social en vigueur au sein de l'association.

6.2.1 La réunion d'intégration : introduire de nouveaux membres

La réunion enregistrée se déroule en soirée, dans la grande salle de l'association. Sur la photo suivante, nous avons numéroté les participants de gauche à droite et par rangée. Certains sont hors champ et leurs mimiques et leur gestuelle n'ont donc pas pu être prises en compte. Ils sont tous assis sur des chaises, face à Laura qui se tient debout, hors champ. La caméra est posée sur un trépied, à côté d'elle. Après avoir lancé l'enregistrement, nous nous sommes installée dans une autre pièce.

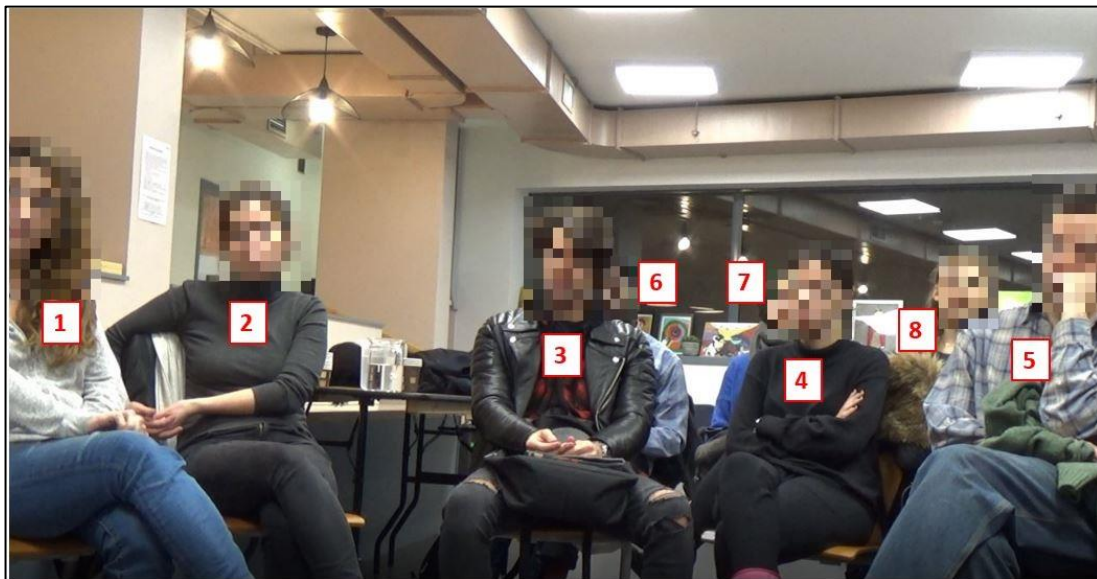


Photo 9 : Participants à la réunion d'intégration (capture-écran de notre vidéo)

La réunion d'intégration est introduite, par Laura, comme une activité de lecture du livret d'accueil des bénévoles. Au début de la réunion, Laura annonce qu'elle sera divisée en deux temps : un premier sera consacré à une présentation de l'association et de ses différents membres, un second au détail des activités associatives dans lesquelles ses interlocuteurs pourront s'engager. Elle présente, alors, le contenu de ses

propos comme directement tiré du livret d'accueil des bénévoles, qu'elle leur distribuera par la suite⁶⁷ :

07:49 LAU donc vous embêtez pas à prendre trop de notes/ tout
ce que je vous raconte ce soir il est résumé dans
07:53 ce: dans ce petit cahier/

Laura fait une analogie entre le contenu qu'elle énonce à l'oral et celui énoncé par le texte écrit. Une fois la première partie de la réunion terminée, elle introduit la seconde de la façon suivante :

1 38:59 LAU eh bah du coup on va enchaîner sur les activités à
2 proprement dit/ (.) du coup je vous distribue le
3 petit livret
4 *(13.1) *

lau *distribue les livrets*

5 LAU hop (0.4) donc là tout ce que je viens de vous dire
6 c'est résumé dans les premières pages du livret/
7 (0.8) nous du coup on va lire les activités on va
8 39:41 commencer à partir de la page onze#

im #im.



image 1

Laura qualifie, à nouveau, les propos qu'elle vient de tenir comme similaires au texte du livret (« *c'est résumé* » 1.6) et les situe à l'intérieur du document : « *dans les premières pages du livret* » (1.6). Elle réaffirme, ainsi, que le livret a une fonction de résumé et que son discours oral est une activité de mention du texte. La deuxième partie de la réunion, elle, est présentée comme une activité de lecture collective. En effet, Laura passe du « je » au « nous », de « *je viens de vous dire* » (1.5) à « *nous du*

⁶⁷ Les conventions de transcription sont présentées en annexe n°11.

coup on va lire » (1.7). Avec le « nous » et le « on », tous les deux inclusifs, elle fait de l'activité à venir une activité de groupe. L'usage du verbe « lire » et la consigne « on va commencer à partir de la page onze » (1.8) permettent d'identifier l'activité à venir comme une activité de lecture. Les participants adoptent l'attitude attendue : ils ont le livret ouvert sur les genoux et le regardent (voir image 1).

Les pages suivantes livreront l'analyse des effets de la lecture du texte du livret et de la mention du *projet associatif* sur les positionnements des personnes participant à l'interaction. Nous verrons comment Laura actualise l'ordre en vigueur au sein de l'association, s'y situe et y situe ses interlocuteurs. Nous montrerons qu'elle les prépare, ce faisant, à prendre place au sein de l'institution associative.

6.2.1.1 Se fondre dans le « on-locuteur » de l'institution associative

À plusieurs reprises lors de la réunion, Laura prête sa voix de sujet empirique à celle, discursive, de l'association. Les trois extraits suivants, où Laura thématise la relation entre bénévoles et accueillis, en témoignent. Dans le premier, elle parle de la réaction à tenir en cas de « *dérapages* » de la part des accueillis. Dans le deuxième, elle met en garde ses interlocuteurs contre les risques d'une relation trop personnelle avec les publics. Dans le dernier, elle leur donne des conseils sur la façon d'entrer en lien avec eux.

Extrait 1 :

18:24 LAU quand y a parfois des dérapages `fin voilà ils sont
au courant (.) autremonde on fait pas n'importe
quoi non plus/ on est très très cool/ mais à
18:33 condition qu'il y ait du respect (.)

Extrait 2 :

22:29 LAU après moi c'est votre vie je veux pas en entendre
parler si y a des problèmes derrière faudra pas
aller chercher autremonde à la rescousse parce que
22:35 là on y sera vraiment pour rien

Extrait 3 :

33:45 LAU parlez de vous/ et naturellement ils parleront
d'eux (.) voilà c'est: c'est une des forces
33:48 d'autremonde/ on est là pour le lien social/

Dans chacun de ces énoncés, « *autremonde* » réfère à une entité agissante, qui a des « *forces* » ou qui peut venir « *à la rescousse* ». « *Autremonde* » est ensuite pronominalisé par un « *on* » de première personne du pluriel, qui inclut la personne de Laura et l'association. Par cette pronominalisation, Laura se positionne, sur un plan scénique, comme le porte-voix de l'association et, sur un plan scénographique, comme prise dans le on-locuteur de l'institution associative. Notons que, si ce « *on* » inclut les interlocuteurs de Laura dans le premier et le dernier extrait, il les exclut dans le deuxième. En effet, dans le deuxième extrait, le « *je* » du sujet empirique et le « *on* » de l'institution associative s'opposent fermement au « *vous* » des interlocuteurs : « *c'est votre vie* », « *je veux pas en entendre parler* ». La modalité boulique, dans le segment « *je veux pas* » est aussi, du fait de la position hiérarchique de Laura, une modalité déontique. Un rapport de subordination presque hostile est ainsi instauré entre, d'un côté, Laura et l'association qu'elle incarne et, de l'autre, ses interlocuteurs. La fluctuation de leur identification à la voix de l'association, affirmée dans les extraits 1 et 3 et rejetée dans l'extrait 2, pourrait témoigner de leur statut de nouveaux membres du collectif. Elle pourrait aussi venir souligner la nécessité de suivre les règles établies pour maintenir l'appartenance à l'institution. Dans le cas où les nouveaux membres ne les respecteraient pas, ils seraient mis à distance.

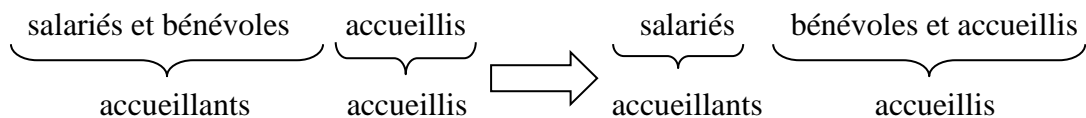
6.2.1.2 Rappeler la singularité d'Autremonde

De même que dans le *projet associatif* et en adéquation avec l'ethos préalable des associations de solidarité, la « *spécificité forte* » d'Autremonde (PA p.3) au sein du monde associatif est mise en discours par Laura. Elle est présentée, ici, comme résultant de plusieurs éléments : l'accueil inconditionnel, la formation des bénévoles et leur âge. En début de réunion, Laura insiste sur l'inconditionnalité de l'accueil mis en œuvre par l'association, précisant qu'il s'applique autant aux publics qu'aux bénévoles :

1	11:34	LAU	hu:m une autre particularité d'autremonde/ c'est
2			qu'on va pratiquer un accueil inconditionnel clara
3			vous l'a déjà expliqué <((boit de l'eau)) (.) hmm
4			(1.1)> du point de vue des publics/ donc c'est-à-
5			dire qu'on va pas regarder ni la situation
6			administrati:ve (.) ni l'endroit où vit la
7			perso:nne ni évidemment la religion la couleur de
8			peau tout ça/ (0.8) mais l'accueil inconditionnel
9	11:51		chez nous ça marche aussi pour les bénévoles

La séquence est introduite et thématisée par « *une autre particularité d'autremonde c'est* ». Laura explique alors que l'association met en place un « *accueil inconditionnel* ». Toutefois, ce n'est pas « *l'accueil inconditionnel* » des « *publics* » qui est marqué comme une singularité, mais celui des « *bénévoles* ». Tandis que l'accueil inconditionnel « *du point de vue des publics* » est décrit comme déjà connu (« *clara vous l'a déjà expliqué* » 1.2-3) et comme allant de soi (« *évidemment* » et « *tout ça* » 1.7-8), le fait qu'il s'applique aux bénévoles apparaît comme une information nouvelle. Ainsi, à la ligne 8, la pause relativement longue et la conjonction « *mais* » détachent « *l'accueil inconditionnel chez nous ça marche aussi pour les bénévoles* » de ce qui précède. La locution déictique « *chez nous* » souligne qu'il s'agit de quelque chose de propre à cette association et l'adverbe « *aussi* » met l'accent sur « *les bénévoles* ». Les marqueurs énonciatifs participent, dans cette séquence, à montrer le caractère unique d'Autremonde : elle applique un accueil inconditionnel *pour tous*.

En précisant que ses interlocuteurs sont, de son point de vue, des hôtes-accueillis par l'association, Laura renforce sa position d'hôte-accueillant. En déplaçant la relation d'accueil au niveau de la relation entre salariée et bénévoles, elle marque sa position hiérarchique : face à une salariée, les bénévoles peuvent être considérés comme des invités. Le déplacement de la superposition entre, d'une part, les rôles d'accueillant et d'accueilli et, de l'autre, les catégories de bénévole, salarié et accueilli est illustré par le schéma suivant :



Le caractère spécifique de l'association apparaît à nouveau quelques minutes plus tard, à propos des formations proposées par l'association :

- | | | | |
|---|-------|-----|---|
| 1 | 13:29 | LAU | donc voilà hésitez pas euh à vraiment les faire |
| 2 | | | parce que je dis pas ça parce que je travaille à |
| 3 | | | autremonde c'est vraiment rare les associations qui |
| 4 | | | proposent gratuitement aux bénévoles (.) des |
| 5 | | | formations autant de qualité et autant bien `fin |
| 6 | 13:40 | | voilà bien ficelées |

La prise en charge du point de vue de l'énonciateur par le sujet empirique, marquée par le « *je* » déictique, est redoublée par l'utilisation du méta-discours : « *je dis pas ça parce que je travaille à autremonde* » (1.2-3). Ce commentaire sur le dit fonctionne comme un effet d'annonce. Le segment qui suit présente la gratuité et la qualité des

formations proposées par l'association aux bénévoles. La dimension extra-ordinaire de ces deux caractéristiques est soulignée et renforcée par les adverbes d'intensité « *vraiment* » (1.3) et « *autant* » (répété deux fois 1.5). Ici, Laura se dissocie de l'association pour mieux en affirmer la particularité. Dans l'extrait suivant, à l'inverse, le sujet empirique et l'énonciateur se fondent dans l'institution associative.

Le participant 5 questionne Laura sur l'existence d'un « *turn over* » chez les bénévoles. Elle lui répond par l'affirmative, et explique :

1	38:23	LAU	comme en fait c'est un peu particulier chez nous à
2			autremonde l'âge moyen du coup l'âge moyen du
3			bénévole c'est vingt-huit ans +notre bénévole moyen
		p6	+hoche la tête -->
4			est une femme de vingt-huit ans+ *((hh)) et c'est
		p6	--> +
		p1	*sourit et se
5			assez exceptionnel* pour les associations d'avoir
			tourne vers les autres part.*
6			un âge moyen aussi jeune et du coup ce qui veut
7	38:36		dire qu'il y a énormément d'étudiantsΔ (.)
		p5	Δôte la main
			devant sa bouche et murmure

L'utilisation du déictique à la fois spatial et personnel « *chez nous* » (1.1) et du possessif « *notre* » (1.3) manifeste l'identification du sujet énonciateur avec le collectif associatif. C'est par la voix de l'association qu'un nouveau trait distinctif est annoncé : la jeunesse des bénévoles. Cet élément est préqualifié d'« *un peu particulier* » (1.1), puis d'« *assez exceptionnel* » (1.5) ; les adverbes d'intensité jouant un rôle d'euphémisation. La fonction distinctive de l'âge des bénévoles au sein du champ associatif est marquée à nouveau, ligne 6, par un adjectif d'intensité qui s'approche cette fois de l'hyperbole : « *un âge moyen aussi jeune* ». Plusieurs participants réagissent à cette information : hochements de tête, sourire, changement de posture. Ces réactions montrent l'intérêt que suscite, chez eux, cette information. Ils semblent, pour la plupart, avoir entre vingt et trente ans, et pourraient manifester, par leur gestuelle, leur identification à la catégorie des bénévoles.

Dans le *projet associatif*, l'absence de « *fidélité* » des bénévoles était considérée comme un phénomène problématique, sans qu'une cause lui soit donnée. Ici, la jeunesse des bénévoles est présentée, par Laura, comme un facteur expliquant l'instabilité de leur engagement, mais surtout comme une singularité appréciable de

l'association. Le fait que la réunion en cours ait pour but d'inciter des personnes à rejoindre l'association nous semble expliquer cette argumentation.

De même que dans le *projet associatif*, lors de la réunion l'association est présentée comme tenant une place à part vis-à-vis du reste de la société. La différenciation d'avec celle-ci apparaît dans la séquence suivante, où Laura décrit le principe des « *droits culturels* » appliqué, par l'association, pendant les activités culturelles.

1 01:31:11 LAU euh: sachez que la façon de voir c'est le courant
2 des droits culturels c'est (.) d'être absolument
3 absolument convaincu (.) que chaque individu (.)
4 est porteur en lui de sa propre culture (.) et a
5 des choses à apporter et que on est pas là pour que
6 les gens rentrent de force (.) dans un moule
7 culturel (.) alors oui ils sont en france (.) oui
8 ils doivent apprendre le français (.) oui ils
9 doivent apprendre les codes sociaux de notre
10 société (.) d'accord (0.3) c'est pas pour ça qu'ils
11 doivent abandonner leur culture (.) leur langue (.)
12 leurs savoir-faire (.) leurs danses leur tout voilà
13 tout ce qui fait un individu en fait c'est super
14 violent d'obliger un individu (0.3) de euh: (.) tu
15 changes de religion tu changes de langue *tu
p4 *hausse
16 changes de codes**parce que surtout tu dois te
les sourcils **hoche la tête --->
17 noyer dans la masse*
--> *
18 et surtout qu'on te remarque pas (0.2) non (0.2)
19 nous à autremonde on dit/ (0.3) et bah euh tu sais
20 rapper en wolof et bah tu vas rapper en wolof et
21 c'est pas grave tu rappers pas en français (.) tu
22 veux danser traditionnel de ton pays/ et bah vas-y
23 à fond au contraire et apprends-les-nous (0.4)
24 01:32:01 voilà

Dans un premier mouvement énonciatif (1.7-10), Laura montre son adéquation avec ce qu'elle présente comme étant la doxa. Des éléments relevant de l'évidence (« *ils sont en France* » 1.7) ou du sens commun (« *ils doivent apprendre le français* » 1.8 ; « *ils doivent apprendre les codes sociaux de notre société* » 1.9-10) sont introduits de manière répétée par un « *oui* » concessif. La séquence est conclue par un « *d'accord* », également concessif. Cette concession établie, un deuxième mouvement énonciatif commence.

Laura évoque à nouveau la doxa, cette fois pour s'en démarquer (l.10-13). En effet, avec « *c'est pas pour ça que* » (l.10), elle actualise un lien de causalité – et le nie dans le même temps – entre apprendre le français et « *les codes sociaux de notre société* » (l.9-10) et « *abandonner [...] tout ce qui fait un individu* » (lignes 11-13). Sans la nommer, c'est à la conception assimilationniste qu'elle renvoie ici. Elle décrit, ensuite, le système assimilationniste comme un système autoritaire. Le point de vue péjoratif porté dessus est marqué par la modalité expressive : « *c'est super violent* » (l.13-14). Des lignes 14 à 18, elle fait entendre la voix de ce locuteur adverse. Cette voix, introduite par une courte pause, est donneuse d'ordre. En témoigne l'emploi de la modalité déontique, avec « *tu dois* » et « *tu changes* », ce dernier segment étant répété trois fois. La voix s'adresse, par le « *tu* » générique, à un interlocuteur indéfini qui englobe le public de Laura et les fait entrer dans la peau d'un étranger*. L'une des participantes manifeste son accord avec elle, en haussant les sourcils et en hochant la tête.

Après une courte pause, qui signale un changement de locuteur (l.18), Laura mêle sa voix à celle de l'association. Dans ce troisième mouvement énonciatif, elle inscrit l'association dans une opposition avec cette pensée assimilationniste. Cette dernière séquence est explicitement marquée comme étant une réponse de l'association, inscrite dans une relation polémique avec la doxa. Elle commence par un « *non* » adversatif (l.18) qui, tout en faisant écho aux « *oui* » précédemment énoncés, marque le désaccord, non seulement de Laura, mais de l'association toute entière. En effet, la séquence est introduite par un verbe de parole et le retour, avec le « *on* » redoublé du pronom tonique « *nous* », du locuteur collectif qu'est l'association : « *nous à autremonde on dit* » (l.19). La séquence se développe avec la mise en scène d'adresses à un interlocuteur qui fait figure d'étranger, à nouveau référé par un « *tu* » générique : « *tu sais rapper en wolof* », « *tu vas rapper en wolof* », « *tu rappers pas en français* », « *tu veux danser* », « *vas-y à fond* », « *apprends-les-nous* » (l.19-23). L'institution associative est ainsi représentée comme permettant et encourageant la démonstration et le partage des savoirs des personnes qu'elle accueille. Les limites de la séquence où s'exprime la voix de l'association sont marquées sur un plan rythmique : la séquence est encadrée par deux pauses (l.18 et 23).

Dans cet extrait, l'association est placée dans une rupture avec le modèle assimilationniste et ce que Laura présente comme le sens commun. La scénographie, où se déploie un dialogue à plusieurs voix, montre qu'Autremonde s'en distingue par la reconnaissance qu'elle accorde aux savoirs, principalement linguistiques et culturels, des étrangers présents sur le territoire et accueillis dans son espace.

6.2.1.3 Convoquer les valeurs défendues : « le lien social », « la bienveillance », « et tout ça »

La réunion d'intégration est également l'occasion de rappeler les valeurs défendues par l'association et établies dans le *projet associatif*. Nous y retrouvons, notamment, la défense du « *lien social* » et de la « *bienveillance* », qui font la bonne hospitalité. Plusieurs similarités avec le *projet associatif* apparaissent.

Sur un plan syntaxique, de même que dans le *projet*, « *le lien social* » est de façon récurrente le complément d'un verbe renvoyant à un processus de création. Ici, il s'agit du verbe « faire ».

Exemple 1 :

15:02 LAU euh bah le lien social en fait ça peut pas se faire
en one shot c'est comme ça c'est on peut pas venir
une seule fois et faire du lien social le lien
social ça se fait forcément dans la durée et
15:09 forcément dans la régularité

Exemple 2 :

36:34 LAU quand vous partirez en maraude vous verrez
quasiment les mêmes personnes chaque semaine parce
qu'on fait du lien social/ et que du coup ils
36:40 savent que vous êtes là/ ils vous attendent

Exemple 3 :

42:56 LAU et du coup le but c'est de prolonger la soirée
autour d'un petit café d'un petit thé et de faire
du lien social exactement comme ce qu'on fait en
42:59 kafet/ mais là/ à l'extérieur

Exemple 4 :

58:54 LAU on s'amuse/ (.) on demande des nouvelles euh voilà
on fait purement du lien social/

Utilisée à six reprises dans l'ensemble de la réunion, l'expression « faire du lien social » apparaît comme une locution figée, employée pour décrire les activités quotidiennes réalisées par l'association. Par ailleurs, dans les quatre exemples cités, « le lien social » est présenté comme justifiant l'existence de l'association ; c'est aussi le cas dans le *projet associatif*. Pendant la réunion d'intégration, Laura déclare ainsi :

14:55 LAU l'objet principal de notre association c'est le
lien social/ (.) avec des personnes précaires
15:01 isolées migrantes françaises/

33:45 LAU c'est une des forces d'autremonde/ on est là pour
le lien social/

Ici, « *le lien social* » est qualifié d'« *objet principal de notre association* ». Cet énoncé fait directement écho, voire mention, au *projet associatif* où il est la « *mission principale* » de l'association. Également présenté comme sa raison d'être (« *on est là pour le lien social* »), « *le lien social* » apparaît donc comme un principe guidant les activités mises en place par l'association et les relations entre ses membres.

Lors de la réunion, il est mis en rapport avec d'autres valeurs, qui apparaissent également dans le *projet associatif*. Laura déclare, par exemple :

37:40 LAU quand il faut choisir gardez bien en tête que la
priorité c'est la bienveillance la convivialité le
lien social (.) l'échange l'estime de soi (.) et
37:48 tout ça

Elle énonce, sous la forme d'une liste non exhaustive (« *et tout ça* »), une série de mots-valeurs qui doivent guider les bénévoles dans leur relation avec les personnes accueillies par l'association. Cette liste, dont chaque élément porte une axiologie positive, peut être considérée comme celle des valeurs qui font la bonne hospitalité.

Plus tard dans la réunion, Laura fait écho à cette liste de valeurs en décrivant l'attitude qui fait, cette fois, le bon maître de maison.

Extrait 1 :

1 01:00:16 LAU mais du coup voilà c'est vraiment le prisme du lien
2 social donc bah on est accueillants on est
3 souriants on est bienveillants euh voilà on fait en
4 sorte que les personnes se sentent euh à l'aise ici
5 se sentent bien accueillies se sentent euh voilà
6 01:00:22 c'est c'est véritablement le but d'autremonde

Extrait 2 :

1 01:07:25 donc on fait attention (.) et on est bienveillants
2 on prend le temps de réexpliquer plusieurs fois et
3 voilà en français facile et doucement et avec des
4 01:07:30 mimes si besoin et avec tout ça quoi (.)

La répétition de « *on est + accueillants / souriants / bienveillants* » (1.2-3), dans le premier extrait, renforce la modalité déontique. Nous retrouvons ce procédé énonciatif dans le deuxième extrait, avec les formes « *on fait attention* », « *on est bienveillant* » et « *on prend le temps* » (1.1-2). La modalité déontique est, dans ces deux extraits, adoucie par l'utilisation du pronom « *on* », qui inclut les interlocuteurs de Laura dans un collectif plus large, dans lequel elle s'inscrit également. L'énonciation de ces règles de comportement dresse le modèle à suivre pour devenir un bon hôte, pour que « *les personnes [...] se sentent bien accueillies* ».

Pendant la réunion, Laura insiste sur la nature de la relation entre bénévoles et accueillis. La façon dont elle la présente fait écho au texte du *projet associatif*. Dans le *projet*, nous lisons :

« donner à tous les moyens d'une construction autonome de leur propre parcours de vie, en redonnant confiance, dignité et estime de soi. » (PA p.4)

« L'association agit dans un esprit de rencontres et d'échanges à statut égal entre les personnes, qu'elles soient bénévoles, accueillies ou salariées. » (PA p.5)

« les ateliers sportifs et artistiques ou encore le Réveillon de la solidarité sont autant d'exemples de cette volonté de décloisonner les rapports sociaux, par tous moyens. » (PA p.6)

« À terme, nous aspirons à supprimer les barrières existantes au sein de l'association et liées aux étiquettes » (PA p.9)

Différents termes et expressions sont repris par Laura et agencés dans des énoncés similaires. Au début de la réunion, elle explique ce que doivent être les relations entre les membres de l'association.

Extrait 1 :

1	17:49	LAU	hu:m: ensuite ce que euh ce que je voudrais aussi
2			vous rappeler ce qui est important pour vous de
3			garder en tête c'est que euh à autremonde/ (.) on
4			vise un rapport d'égalité (.) et de normalité* dans
		p1	*hoche
5			les échanges (.) avec les personnes* (.) on est là
			la tête *

6 pour essayer un petit peu de gommer les rapports
7 sociaux *de gommer les étiquettes* (.) donc le but
 p1 *hoche la tête *
8 c'est vraiment un rapport d'égalité dans dans les
9 18:07 échanges au quotidien (.)

Plus tard, après avoir décrit l'activité de maraude, elle rappelle les valeurs défendues par l'association.

Extrait 2 :

1 36:47 LAU le but avec tous ces habitués toutes ces personnes/
2 bah c'est de créer des espaces d'échanges des
3 espaces de partage (.) des espaces où euh leur va-
4 leur parole est mise en valeur/ où ils sont bien où
5 ils ont confiance où c'est sécurisant (.) c'est
6 juste ça l'objectif d'autremonde (.) et toutes nos
7 missions doivent être vues par le prisme du lien
8 social (.) de l'échange (.) de l'estime de soi (.)
9 typiquement en atelier de français/ (.) évidemment
10 que les personnes sont là pour apprendre le
11 français (.) on va pas se mentir ils sont là pour
12 apprendre le français mais avant tout ils sont là
13 pour passer un bon moment *+(0.4) et+* pour avoir
 p3 *hoche la tête*
 p4 +hoche la tête+
14 un moment au calme *+sécurisant où ils se sentent
 P3 *hochement de tête -->
 p4 +hochement de tête -->
15 bien+* où ils se sentent estimés (.) où ils sentent
 --> *
 --> +
16 37:23 euh voilà c'est ça

Les expressions présentes dans le *projet associatif* sont ici reformulées. « Décloisonner les rapports sociaux » devient « gommer les rapports sociaux » (l.6-7, extrait 1), « échanges à statut égal entre les personnes » devient « rapport d'égalité dans les échanges avec les personnes » ou « dans les échanges au quotidien » (l.4-5 et 8-9, extrait 1), « supprimer les barrières [...] liées aux étiquettes » est reformulé en « gommer les étiquettes » (l.7, extrait 1). L'expression « redonner confiance, dignité et estime de soi » est reprise, dans le deuxième extrait, aux lignes 5, 8 et 15.

Ces mots-valeurs sont présentés par Laura comme fondant l'action de l'association – « le but c'est vraiment » (l.7-8, extrait 1), « le but [...] bah c'est » (l.1-2, extrait 2), « c'est juste ça l'objectif d'autremonde » (l.5-6, extrait 2) – et l'action que ses

interlocuteurs auront au sein de l'association. Elle les interpelle, en effet, par le déictique « vous » – « *ce qui est important pour vous de garder en tête* » (1.2-3, extrait 1) – et en les incluant dans le collectif associatif – « *on vise* », « *on est là pour* » (1.3-4 et 5-6, extrait 1). Dans ces segments, qui introduisent une liste de mots-valeurs ou viennent la conclure, nous trouvons, en effet, des éléments exprimant une finalité (« *vise* », « *est là pour* », « *le but* », « *l'objectif* »), soulignant sa nécessité (« *important* », « *vraiment* ») ou son caractère d'évidence (« *bah* », « *juste* »).

Cette circulation d'éléments discursifs entre le *projet associatif* et la réunion d'intégration témoigne de l'existence d'un discours propre à l'association et constitué autour d'une série de mots-valeurs. La réunion est destinée à de nouveaux bénévoles : c'est donc dès leur arrivée dans l'espace associatif qu'ils sont mis en relation avec ce discours associatif. Certains d'entre eux manifestent, d'ailleurs, la bonne compréhension de ces valeurs et de ces objectifs. Dans les deux extraits, des participants hochent ainsi la tête à l'énoncé des objectifs poursuivis par l'association.

6.2.1.4 (se) Positionner dans l'ordre institutionnel

La réunion d'intégration est également l'occasion de présenter à ces nouveaux membres l'ordre social en vigueur au sein de l'association et de leur montrer la place qu'ils doivent y occuper. Les propos de Laura représentent cet ordre associatif.

Dans l'extrait suivant, tiré d'une séquence plus longue consacrée à la description de l'activité « kamion », un accueil de rue installé sur différentes places du Nord-est parisien, Laura met en discours la séparation entre bénévoles et salariés. Après avoir parlé de la préparation et du déroulé de la mission, elle en décrit la fin :

1 44:41 LAU et donc après vous revenez et vous faites le temps
2 de rangement le temps de debrief le temps de
3 debrief/ il est super important pour deux choses
4 c'est comme ça dans toutes nos missions la première
5 chose c'est ce qui va nous servir de reporting pour
6 l'équipe salariée (.) votre debriefing il nous
7 arrive à nous/ *et c'est ce qui va nous permettre
p3 *lève les yeux et regarde laura -->
8 de faire toutes nos stat' (.) pour savoir bah
9 combien de personnes on voit au kamion combien de
10 personnes on va machin combien y avait de présents
11 à l'atelier de français/ combien tout ça donc déjà
12 pour nous c'est indispensable/* (.) pour pouvoir
p3 --> *reg. le livret -->
13 faire notre reporting et ensuite la la deuxième

un second temps, comment elle produit une frontière entre le groupe des bénévoles et celui des accueillis.

En début de réunion, Laura présente les « *quelques petites règles* » que les nouveaux bénévoles se devront de respecter. Après avoir abordé la question de la ponctualité, elle poursuit :

1 20:51 LAU ensuite euh: vous allez voir autremonde vous êtes
2 très autonomes on a peu de règles dans le fond donc
3 les quelques unes que je vais vous donner là
4 maintenant c'est mieux de les respecter euh la
5 première chose c'est en termes de salutations euh à
6 autremonde on vous demande de serrer la main on
7 fait des poignées de mains des checks c'est très
8 franco-français de faire la bise à tout va euh
9 c'est pas comme ça dans tous les pays du monde et y
10 a des personnes que vous allez mettre très très mal
11 à l'aise si vous essayez *de leur faire la bise*
p1 * sourit *

12 notamment tout ce qui est rap- à rapport homme
13 femme euh voilà ça peut être un petit peu compliqué
14 donc euh voilà nous on n'est pas là pour imposer
15 des codes sociaux *on n'est pas là euh* on serre la
p1 *hoche la tête *

16 main on checke ça: ça marche très très bien et
17 21:27 évitez de faire la bise s'il vous plait (.)

Dans cet extrait, Laura présente une première règle : ne pas faire la bise. L'énoncé de cette règle est introduit par le segment « *c'est mieux de les respecter* » (1.4), qui crée un effet de menace. La règle est ensuite exprimée, sous la forme d'un ordre, par la voix du on-locuteur de l'institution associative : « *à autremonde on vous demande de serrer la main* » (1.5). Laura continue à mobiliser cette voix collective dans la suite du segment – et dans les extraits suivants – lorsqu'elle emploie la modalité déontique : « *on fait des poignées de main* » (1.6-7), « *on n'est pas là* » (1.14 et 15), « *on serre la main* » (1.15-16), « *on checke* » (1.16). En se fondant dans l'institution associative, Laura gagne en autorité.

La nécessité de ne pas faire la bise est argumentée des lignes 7 à 17. Faire la bise est connoté négativement, notamment par la locution adverbiale « *à tout va* » (1.8). Le caractère culturellement situé de ce mode de salutation est souligné (« *c'est très franco-français* » et « *c'est pas comme ça dans tous les pays du monde* » 1.7-9) et présenté comme risquant de mettre à mal la face des interlocuteurs. Laura prévient, en effet : « *y a des personnes que vous allez mettre très très mal à l'aise* » (1.10-11), « *ça*

peut être un petit peu compliqué » (1.13). La participante 1 manifeste sa bonne interprétation des raisons de la règle par un sourire. Le risque de déstabiliser les personnes accueillies entre en contradiction avec les valeurs de la bonne hospitalité, défendues par l'association et analysées précédemment. La nécessité de serrer la main est finalement justifiée par l'opposition de l'association au modèle assimilationniste, sur laquelle Laura reviendra près d'une heure plus tard (nous l'avons vu en 6.2.1.2) : « *on n'est pas là pour imposer des codes sociaux* » (1.14-15). À nouveau, la participante 1 marque son assentiment par des hochements de tête. Avant de passer à la règle suivante, l'interdiction est à nouveau rappelée, cette fois par l'impératif : « *évitez de faire la bise s'il vous plait* » (1.17). La marque de politesse peut être interprétée tant comme adoucissant l'ordre que comme renforçant la posture d'autorité de Laura.

Cette posture est maintenue par la suite. Après une pause, Laura aborde une deuxième règle : ne pas donner d'« *informations personnelles* » « *aux accueillis et aux apprenants* ».

1	21:28	LAU	hu:m l'autre chose qu'on vous demande d'éviter de
2			faire (.) c'est de donner euh trop d'informations
3			personnelles sur vous *(0.8)* alors euh: la plupart
		p1	*hoche la tête*
4			des bénévoles quand ils restent longtemps à
5			autremonde ils finissent tous <((en souriant)) par
6			donner +des informations personnelles sur
		p2	+sourit -->
7			leur vie aux accueillis et aux apprenants>+ mais
		p2	-->+
8			c'est à vous de le faire si vous sentez le faire
9			dans un premier temps je vous demande de ne pas le
10			faire c'est-à-dire on ne donne pas son numéro de
11			téléphone personnel (.) on donne pas son adresse
12			(0.4) on donne pas son l- son lieu de travail (.)
13			voilà des informations vraiment personnelles qui
14			pourraient amener les personnes à vouloir nouer des
15			relations avec vous en en dehors du cadre
16	22:00		d'autremonde Δ(0.8)Δ voilà
		p3	Δhoche la têteΔ

Cette règle est présentée comme concernant les interlocuteurs de Laura, du fait de leur statut de novices, mais pas l'ensemble des bénévoles : les anciens en sont dispensés (1.3-7). L'ordre est donné une première fois par la voix de l'institution associative – « *on vous demande de* » (1.1) –, et une seconde fois par la seule voix de Laura – « *je*

vous demande de ne pas le faire » (l.9). L'application de l'ordre est ensuite explicitée par la répétition de « *on ne donne pas + numéro de téléphone / adresse / lieu de travail* » (l.10-12), qui répète la modalité déontique. Le « *on* », ici, inclut les interlocuteurs de Laura et les positionne comme membres de l'association, à ses côtés.

Le risque encouru en cas de non-respect de la règle est ensuite précisé : ces informations « *pourraient amener les personnes à vouloir nouer des relations avec vous en dehors du cadre d'autremonde* » l.14-16). Le participant 3 hoche la tête et marque sa compréhension de l'ordre. La construction de l'énoncé ne permet pas de lever l'ambiguïté sur ce qui constitue la menace, exprimée par le conditionnel « *pourraient* ». En effet, elle peut porter ou bien sur le fait d'« *amener les personnes à vouloir nouer des relations avec vous* » de manière générale, ou bien sur le fait que cela se produise « *en dehors du cadre d'autremonde* ». Les membres de la catégorie « *accueilli* » apparaissent, quoi qu'il en soit, comme représentant un potentiel danger pour les bénévoles inexpérimentés.

Ce motif est répété dans la séquence suivante, consacrée à « *la dernière règle* » et qui débute une minute plus tard. Il s'agit de l'interdiction de s'inscrire « *dans un rapport de don* » avec les accueillis.

1	23:05	LAU	hu:m: et ensuite la dernière règle pour laquelle
2			alors là pour le coup je pense que c'est un ⁶⁸ peu
3			près la seule règle où on est véritablement
4			véritablement véritablement intransigeants (.) on
5			vous demande en aucun aucun cas de rentrer dans un
6			rapport de <u>don</u> avec les publics (.) ça peut aller
7			très vite on s'en rend pas compte hein une
8			cigarette (.) un timbre (.) un coup de téléphone un
9			euro par-ci un euro par-là (.) jamais vous allez ça
10			semble anodin comme ça mais en fait vous allez
11			mettre le doigt dans un engrenage que vous allez
12	23:30		plus maîtriser du tout après
			[...]
13	24:04		donc euh donc voilà mais ça vraiment soyez
14			vigilants là-dessus aucun ⁶⁹ relation de don avec les
15			publics (.) c'est vraiment la règle sur laquelle on
16	24:13		est les les plus intransigeantes (hh)

Le rapport de don se restreint ici aux objets et services qui seraient donnés par les bénévoles aux accueillis. L'interdiction d'entrer dans ce type de rapport est introduite

⁶⁸ Sic.

⁶⁹ Sic.

par un segment où Laura montre son point de vue sur le contenu énoncé (« *je pense que* » 1.2). Il s'agit, de son point de vue, de « *la seule règle où on est véritablement véritablement véritablement intransigeants* » (1.3-4). Le superlatif « *la seule* » et la répétition de « *véritablement* » créent un effet d'attente et présentent la règle à suivre comme étant de la première importance. Ce segment conduit également à requalifier, a posteriori, les règles précédemment établies comme ne devant pas obligatoirement être suivies. La dernière règle est également exprimée par la voix du on-locuteur de l'association : « *on vous demande* » (1.4-5). L'interdiction du rapport de don est renforcée par la répétition de « *aucun* » (1.5). La transgression de cette règle apparaît comme périlleuse et pouvant se produire à tout instant : « *ça peut aller très vite* » (1.6).

L'impression de danger est soutenue, dans la suite de la séquence, par le rapport de places que Laura instaure avec ses interlocuteurs. Dans la scénographie élaborée par le discours, elle se place, en effet, face à des novices. Elle exprime, d'une part, le point de vue du néophyte qui n'a pas l'expérience lui permettant de comprendre la gravité de la situation : « *on s'en rend pas compte* » (1.7), « *ça semble anodin* » (1.9-10). Face à ce point de vue, elle en expose un autre, qu'elle prend en charge : « *vous allez mettre le doigt dans un engrenage que vous allez plus maîtriser du tout* » (1.10-12). Ce point de vue est celui d'une experte, qui connaît les conséquences de la transgression. En témoigne l'ancrage de cet énoncé dans une temporalité future avec « *vous allez* » (1.9, 10 et 11) et « *après* » (1.12). Le risque encouru, s'il n'est pas explicitement décrit, est induit par le terme « *engrenage* », qualifié par la préposition « *que vous n'allez plus maîtriser du tout* ». En évoquant le risque de chaos en cas de manquement à cette règle, Laura présente les accueillis comme potentiellement dangereux, et la distance à maintenir avec eux comme garante de l'ordre et de la sécurité.

Quelques secondes plus tard, elle répète l'ordre et rappelle l'avertissement. Elle affirme à nouveau son point de vue par un adverbe marquant la force de son opinion : « *ça vraiment soyez vigilants* » (1.13-14). Elle conclut cette séquence en qualifiant cette règle de la même façon que lorsqu'elle l'avait introduite : celle « *sur laquelle on est les plus intransigeantes* » (1.15-16). Néanmoins, en employant « *intransigeantes* » au féminin, elle ne fait plus entendre la voix de l'institution associative, comme en introduction. C'est la voix de l'équipe salariée, composée entièrement de femmes, qui est exprimée. Laura positionne, ainsi, les salariées comme la première instance d'autorité au sein de l'association.

Dans ces trois extraits, qui forment une séquence thématique de quatre minutes, Laura élabore, dans une scénographie discursive, l'ordre social selon lequel fonctionne

l'association. Elle se construit une place d'experte, dans un rapport d'ascendance avec des novices subordonnés. Elle manifeste, ainsi, que le groupe salarié auquel elle s'associe a autorité sur celui des bénévoles, notamment des nouveaux bénévoles, auquel elle identifie ses interlocuteurs. Ceux-ci ne manifestent pas de résistance à ce rapport asymétrique. Au contraire, par leurs hochements de tête et leurs sourires, plusieurs montrent leur accord avec le contenu énoncé par Laura et avec le rapport de places qu'elle instaure, participant ainsi à sa co-construction. La catégorie des accueillis, qui n'est pas représentée sur la scène de l'interaction est, elle aussi, caractérisée et positionnée, sur le plan scénographique, dans l'ordre associatif. Dans la séquence analysée, Laura met l'accent sur la nécessité de maintenir une distance avec eux. Représentés comme potentiellement dangereux, ils doivent être tenus à l'écart dans la relation tant physique, que personnelle et sociale. Ils sont ainsi placés dans un rapport d'altérité avec les bénévoles et les salariés, qui forment, face aux accueillis, un même groupe. Par l'énonciation de ces différentes règles, Laura restreint la nature du « *lien social* » visé par l'association.

Les frontières érigées, dans la scénographie discursive, entre les catégories de membres de l'association et qui les maintiennent à distance les unes des autres, ne sont pas stables. Dans la réunion d'intégration, comme c'était le cas dans les textes institutionnels étudiés précédemment, bénévoles et salariés peuvent, par exemple, être associés dans un même groupe. Ainsi, dans l'exemple suivant :

1	24:20	LAU	souvent les gens que vous allez voir ont tout un
2			tas de problèmes avec euh bah les papiers quand
3			c'est des personnes étrangè:res ou avec la caf avec
4			les impôts avec euh la ratp avec euh qui vou- tout
5			ce que vous voulez et euh ils font souvent appel à
6			nous/ bénévoles et salariés pour les accompagner
7	24:34		dans leurs démarches

La composition du « *nous* » est directement explicitée (1.6) : il inclut les bénévoles et les salariés de l'association, Laura et ses interlocuteurs. Face à eux est placé le groupe des accueillis, désigné par « *les gens que vous allez voir* » (1.1) et « *des personnes étrangères* » (1.3). La relation qui noue ces deux groupes est présentée, par Laura, comme une relation asymétrique. En effet, les accueillis sont décrits comme confrontés à des situations difficiles. Celles-ci sont amplifiées par des expressions généralisantes « *tout un tas de problèmes* » et « *tout ce que vous voulez* » (1.2 et 5). Leur résolution passe par la demande de l'aide des bénévoles et des salariés (« *ils font souvent appel à nous* » 1.5-6).

En d'autres occasions, la cohésion du collectif prend le pas sur sa mise en frontière. Dans la séquence suivante, Laura décrit le déroulement d'un atelier cuisine, intitulé « La fabrique du goût », et montre un groupe associatif uni.

1 01:34:27 LAU donc euh en fait euh le but c'est que comme son nom
2 l'indique on cuisine tous ensemble et on mange tous
3 ensemble et quand je dis tous ensemble c'est que
4 c'est pas le bénévole qui va cuisiner pour aller
5 servir à manger à l'accueilli (.) c'est que on
6 réfléchit à des recettes tous ensemble un peu en
7 amont/ (.) en général on essaie au maximum
8 d'utiliser des invendus que nous donnent des
9 partenaires sur des marchés et tout ça (.) avec ces
10 invendus on réfléchit à des recettes/ et après tout
11 le monde cuisine ensemble tout le monde va couper
12 les oignons tout le monde va faire cuire ça tout le
13 monde voilà/ (.) et vous en tant que bénévoles vous
14 êtes juste là pour un peu répartir les postes de
15 travail s'assurer que euh tout le monde est pas en
16 train de <((en souriant)) faire le dessert alors
17 que personne *fait l'entrée alors qu'on doit
p4 *sourit -->
18 commencer par l'entrée `fin voilà*> ce genre de
p4 -->*
19 choses quoi vous vous assurez un peu de la
20 logistique/ mais tout le monde est au même niveau
21 tout le monde cuisine ensemble tout le monde mange
22 01:35:11 ensemble c'est des soirées super sympas

Au début de la description de cet atelier cuisine, Laura répète à deux reprises « *tous ensemble* » (l.2-3), puis précise, par un énoncé méta-discursif, « *quand je dis tous ensemble c'est que c'est pas le bénévole qui va cuisiner pour aller servir à manger à l'accueilli* » (l.3-5). L'expression « *tous ensemble* » est ainsi présentée comme ne référant pas à une relation asymétrique. Déterminées par un article défini en emploi générique, les catégories de membres « *bénévole* » et « *accueilli* » renvoient à *la* figure du bénévole et de l'accueilli. Ce point de vue sur l'activité cuisine, où celle-ci reproduirait une asymétrie, est rejeté par l'énonciateur par le présentatif « *c'est pas* ». La suite de l'énoncé contribue plutôt à mettre en discours la cohésion des membres de l'association et le caractère horizontal de leurs relations. Cela passe, notamment, par une grande fluidité dans l'usage des pronoms personnels. L'énonciateur s'inscrit dans un « *on* » ou un « *nous* », qui inclut également les participants à l'activité décrite – par exemple « *des invendus que nous donnent des partenaires* » (l.8-9) ou « *on réfléchit à*

des recettes » (1.10). Les interlocuteurs de Laura sont également contenus dans ce « on »/« nous » et adressés comme à des membres de l'association.

À partir de la ligne 13, Laura affine ses interlocuteurs à la catégorie « bénévole » : « *vous en tant que bénévoles* ». Elle continue, ensuite, à décrire les tâches des bénévoles en utilisant le pronom « vous », plaçant ainsi ses interlocuteurs sur la scène de l'activité cuisine : « *vous êtes juste là pour* » (1.13-14), « *vous vous assurez un peu de la logistique* » (1.19-20). Le sourire de Laura, auquel répond celui de la participante 4, souligne le fait qu'il s'agit d'une activité plaisante.

La répétition, à de nombreuses reprises, des locutions « *tous ensemble* » et « *tout le monde* », donne au « on »/« nous » une dimension cohésive. L'ensemble des individus référés par ces pronoms sont montrés comme unis dans et par l'action. En effet, « *tout le monde* » est utilisé dans la grande majorité des occurrences en sujet d'un verbe d'action : « *tout le monde cuisine* » (1.10-11), « *tout le monde va couper des oignons* » (1.11-12), « *tout le monde va faire cuire* » (1.12), « *tout le monde est pas en train de faire* » (1.15-16), « *tout le monde cuisine* » et « *tout le monde mange* » (1.21). L'unité du sujet « *tout le monde* » est renforcée par l'adverbe « *ensemble* », dans « *tout le monde cuisine ensemble* » (1.10-11) puis « *tout le monde cuisine ensemble tout le monde mange ensemble* » (1.21-22). La locution « *tous ensemble* », elle, est utilisée en complément de manière pour préciser le déroulement d'une action opérée par le sujet « on ». Laura décrit ainsi : « *on cuisine tous ensemble* » et « *on mange tous ensemble* » (1.2-3), « *on réfléchit à des recettes tous ensemble* » (1.6).

Ce qui apparaît comme étant le plus important, ce n'est pas tant les tâches décrites que cette unité du groupe et sa cohésion dans la réalisation d'une activité commune. C'est ce que nous paraît montrer le segment « *tout le monde voilà* » (lignes 10-11), où le marqueur conclusif « *voilà* » remplace le verbe attendu. Sur un plan référentiel, ce n'est pas l'action réalisée qui prime, mais la dimension collective du sujet qui la réalise. Les membres de l'association sont ainsi mis en scène comme ayant certes des statuts associatifs différents, mais formant un « nous » uni et soudé par l'action.

Synthèse

L'analyse de la scénographie qui se déploie dans le discours de Laura montre comment la mention du *projet associatif* conduit à actualiser l'ordre associatif et à y positionner les participants à l'interaction. Laura s'affilie ainsi à la catégorie des salariées et place ses interlocuteurs dans celle des bénévoles. Elle met également en

scène les relations qui lient la catégorie des bénévoles à celle des salariées et des accueillis. D'une part, la position d'autorité des salariées vis-à-vis des bénévoles est affirmée à plusieurs reprises. D'autre part, les bénévoles sont avertis du danger que pourrait représenter une trop grande proximité avec les accueillis. Cet avertissement peut être interprété comme relevant du maintien d'une distinction avec des personnes perçues comme déviantes. Nous y voyons également un trait caractéristique de la relation d'accueil : la nécessité de garder l'invité à distance, afin de garantir la possibilité de mettre fin à l'hospitalité. Comme mentionné au chapitre 3 (voir 3.1.1) : « à l'hôte devenu trop familier, il est impossible de donner congé » (Gotman, 2001: 103).

La mention du texte du *projet* permet également de diffuser les valeurs qui donnent sens aux activités se déroulant au sein de l'institution associative. L'action de l'association est ainsi présentée sous les traits de la bonne hospitalité et Laura installe ses interlocuteurs dans le rôle des bons maîtres de maison, accueillants et bienveillants. Ces derniers répondent, par des gestes et des mouvements de regard, à cette mise en discours de l'ordre associatif de l'hospitalité. Dès leur entrée dans l'association, les nouveaux membres bénévoles sont donc familiarisés avec le discours de l'association Autremonde.

Nos analyses soulignent également la fluidité des rôles sociaux, tels qu'ils sont présentés sur le plan de la scénographie discursive. Plutôt que des rôles préétablis et liés, a priori, à une catégorie de membres de l'association, ce sont des rôles qui se jouent et se rejouent, se forment et se reforment que nous mettons en lumière.

Nous allons, à présent, nous intéresser à une autre situation où le *projet associatif* est mentionné, cette fois par la lecture de son résumé. Il s'agit d'un cours dit de perfectionnement en français, destiné à des apprenants qui ont été scolarisés, qui ont une bonne maîtrise de l'oral et de l'écrit en français, et qui souhaitent l'améliorer.

6.2.2 La lecture d'un texte : entre diffusion du projet associatif et activité didactique

Le cours de perfectionnement n'est pas un cours auquel nous avons l'habitude d'assister. Ce sont Denis et Anne qui nous invitent à venir en observer une séance, animée par Anne, du fait de la thématique particulière qui y sera abordée. Nos notes de terrain reviennent sur le moment où cette proposition nous est faite, juste avant que l'AG ne commence :

« J'arrive un peu en avance à l'AG. Je salue Denis, qui me raconte ce qu'ils ont fait au dernier cours de français : avec le groupe du niveau le plus avancé, ils ont lu un résumé du projet associatif qu'il avait rédigé, en une page, en français facile. Il s'est rendu compte que c'était encore trop compliqué et que certains mots n'étaient pas compris : "Autremonde lutte contre les indifférences et l'exclusion", notamment. Il me dit d'abord que c'est un problème, parce que les apprenants ne sont "pas capables" de lire le projet associatif pour lequel on leur demande de voter. Et puis, tout de suite, il se reprend et dit que ce sont en fait les rédacteurs du projet qui ne sont pas capables de l'écrire de telle sorte que tout le monde puisse le comprendre. Il a donc décidé, avec Anne, de réécrire le projet en français encore plus facile. Avant cela, Anne va tester la première version qu'il a rédigée avec "un groupe de FLE", le surlendemain. Il pense que ce serait intéressant que j'y aille, pour voir comment ça se passe. Anne arrive à ce moment-là. Je dis à Anne que Denis m'a conseillé de me faire inviter dans son prochain cours. Elle me répond "oui, absolument" sans que je ne lui en dise plus. Ils avaient peut-être déjà parlé ensemble du fait de me faire venir à cette séance. Je lui demande plus de détails sur son cours : il est destiné à des apprenants de niveau avancé, le soir, dans un foyer proche de l'association. Comme c'est la période de ramadan, elle ne sait pas s'il y aura beaucoup de monde. Elle m'invite quand même à venir. »

Effectivement, seuls deux apprenants sont présents : Konate et Sena. Ils paraissent avoir entre vingt et trente ans, et sont tous deux originaires du Mali. Sena a vécu en Guinée Équatoriale avant de venir en France. Il fréquente l'association depuis quelques semaines, tandis que Konate vient aux cours de français depuis plusieurs années.

6.2.2.1 Activité de lecture dans un cadre d'apprentissage

Comme prévu, le cours est consacré à la lecture du résumé du *projet associatif*, reproduit en annexe n° 4. Cette activité de lecture est présentée à la fois comme une activité d'apprentissage et comme visant la transmission d'informations sur l'association.

1 02:37 ANN euh: (1.2) alors il y a eu (.) euh: (0.8) un résumé
 2 hein qui a été fait (0.6) que je vais vous
 3 distribuer je vous donne pas euh bon tous les

4 papiers d'autremonde ça serait beaucoup trop
5 compliqué et ça serait peut-être pas pas très
6 amusant/ (0.5) mais il y a eu donc un résumé/ (.)
7 hein qui a été fait/ (.) que je vais vous donner/
8 que vous garderez/ qu'on va lire ensemble/
9 KON d'a[ccord
10 ANN [ok/ pour rappeler (0.3) un petit peu qu'est ce
11 que c'est qu'autremonde qu'est-ce que c'est que
12 cette association (0.3) qu'est-ce qu'on y fait/
13 (0.5) quels sont les projets/ (.) et quelles sont
14 les actions/ hmm à venir (0.3) auxquelles vous
15 pouvez participer (1.5) ça vous va/
16 KON oui
17 ANN ok/ (.) il y a des mots importants hmm qu'on va
18 expliquer/ (.) je pense pas que ce soit très
19 difficile pour vous (.) mais (.) on va quand même
20 03:27 revenir là-dessus ensemble

Au début du cours, Anne introduit l'objet de la séance et souligne son objectif général : « *pour rappeler un peu qu'est-ce que c'est qu'autremonde* » (1.10-11). Elle présente également le support utilisé : un résumé. L'usage de la tournure passive, « *un résumé qui a été fait* » (1.7), permet de ne pas mentionner ce qui a été résumé et les auteurs de ce résumé. Lorsque Anne précise l'intérêt de travailler à partir d'un résumé, elle déclare que cela permet d'éviter d'avoir « *tous les papiers d'autremonde* », ce qui « *serait beaucoup trop compliqué* » et « *pas très amusant* » (1.3-6). Pour les interlocuteurs d'Anne, ce à quoi renvoient « *tous les papiers* » n'est pas explicité. De notre côté, nous savons, notamment grâce à la discussion que nous avons eue avec Denis, qu'Anne renvoie certainement au *projet associatif* et aux *statuts*. Cette précision nous aide, au moment de l'analyse, à mettre à jour les traces d'une intertextualité entre le résumé et ces textes.

Anne introduit le cours comme une séance de lecture collective (« *qu'on va lire ensemble* » 1.8). Cette lecture doit permettre une meilleure connaissance de l'association, et ce dans un but précis : que les apprenants participent davantage aux activités de l'association. En effet, avec l'adresse « *quelles sont les actions à venir auxquelles vous pouvez participer* » (1.13-15), Anne donne une finalité concrète à l'activité de lecture, pour les deux apprenants. Elle s'oriente ainsi vers le troisième « *axe de développement* » établi dans le *projet associatif* : « *Aller plus loin dans la participation des publics* ». La séance est aussi présentée comme ayant une finalité pédagogique sur un plan lexical : « *il y a des mots importants hmm qu'on va*

expliquer » (1.17-18). La lenteur du débit, la fréquence et la longueur des pauses participent également à inscrire l'interaction dans un contexte d'apprentissage.

Le fait que l'activité de lecture soit aussi une activité d'apprentissage conduit à mettre à distance le contenu énoncé. L'extrait suivant, où Anne reprend Sena sur la prononciation du mot « *indifférence* », l'illustre bien. Ce n'est pas, en effet, l'aspect sémantique du terme qui est mis en avant, mais sa matérialité phonétique.

1 23:57 SEN indifférence
 2 (1.6)
 3 ANN ça c'est {ẽ̃}
 4 SEN indi
 5 ANN {ẽ̃} [{ẽ̃}]
 6 SEN [i n] (0.3) {ẽ̃}
 7 ANN le {ẽ̃} de: de quoi (.) de lapin (0.4) vous savez le
 8 lapin là (inaud.) lapin
 9 KON oui
 10 SEN ouais
 11 ANN hein/ c'est ça {ẽ̃} *(1.4)* in (.) di (.) ffé (.)
 12 *tape sur le tableau*
 13 rence c'est pas différence (0.3) c'est INdifférence
 14 SEN indifférence
 15 ANN oui (0.5) une grande indifférence/
 16 SEN (1.7) face (1.3) autres
 17 ANN aux autres
 18 SEN aux autres
 19 ANN aux autres
 20 SEN [aux autres]
 21 ANN [beaucoup] montrent une grande
 22 SEN différence
 23 ANN indifférence=
 24 SEN =aux [autres]
 25 24:38 ANN [aux] autres (0.7) bon

Dans cette séquence, Anne et Sena se concentrent sur la prononciation du son {ẽ̃}. Les participants co-construisent le contexte de classe, tant par le contenu énoncé que par l'organisation de l'interaction. Au début de la séquence, Sena répète, à plusieurs reprises et après Anne, le son isolé ou le mot dans lequel il s'inscrit. Cette alternance particulière des tours de parole forme une paire adjacente, qui nous paraît typique des situations d'apprentissage. L'analogie faite par Anne avec un mot contenant le même son – ici « *lapin* » (1.7) –, procédé utilisé de façon récurrente dans le cours, rend également saillant le contexte de classe. C'est aussi le cas de la distinction opérée par Anne entre deux mots de la même famille : « *différence* » et « *indifférence* » (1.13). Le

contenu propositionnel des énoncés participe ainsi à construire la situation de classe ; c'est également le cas de l'ordre interactionnel.

Aux lignes 13 à 15, l'organisation des tours de parole suit un ordre ternaire : Anne produit l'énoncé correct, Sena le répète, Anne l'évalue positivement. Ensuite, Sena manque le mot « aux » (l.16). Anne l'ajoute et cela déclenche la répétition d'une paire adjacente, où Sena reproduit l'énoncé correct en alternance avec Anne (l.17-20). Puis, des lignes 21 à 25, les deux participants se livrent à la co-énonciation de la phrase écrite : « *beaucoup montrent une grande indifférence aux autres* ». Les chevauchements, ainsi que la reformulation de « *différence* » en « *indifférence* », témoignent de la dimension collaborative de l'activité de lecture. Une fois la lecture de la phrase achevée, Anne manifeste sa satisfaction. Après une pause, le « *bon* » (l.25) vient, en effet, indiquer la conclusion de la séquence.

Les trois participants se livrent donc à la représentation attendue d'un cours de français. Anne endosse le rôle de l'enseignante, Sena et Konaté celui de l'apprenant. Le rapport de places avec, d'un côté, Anne en experte de la langue et, de l'autre, Sena et Konaté en apprentis, est élaboré par l'ensemble des participants.

6.2.2.2 Activation du pouvoir du texte : diffusion des valeurs de l'association

Le texte du résumé résonne avec celui du *projet associatif* et des *statuts*. Dans le résumé, on lit par exemple :

« Elle agit pour créer du lien entre des personnes différentes. »

Il s'agit de la reformulation d'énoncés situés dans le *projet* et les *statuts* :

« la mission principale est de renouer et maintenir le lien social entre toutes les personnes composant notre société, quelle que soit leur situation » (SA art.2)

« Autremonde a pour mission principale de renouer et maintenir le lien social avec toute personne le nécessitant, quelle que soit sa situation » (PA p.4)

Le résumé reformule ces énoncés en réduisant le nombre de mots et en simplifiant la structure syntaxique. Comme nous l'avons précisé, il a, en effet, été conçu comme une version simplifiée du *projet associatif*, accessible à des personnes en apprentissage du français et de la littérature.

Le résumé précise également :

« Toutes les personnes d'Autremonde sont appelées des **Autremondiens** ! »

Cela fait directement écho aux *statuts associatifs*, qui stipulent : « *L'association se compose d'adhérents [...], appelés "Autremondiens"* » et « *Des personnes non adhérentes à l'association peuvent participer aux activités de l'association [...] elles seront alors également appelées "Autremondiens"* ». Dans le résumé, la distinction entre adhérents et non-adhérents est effacée et englobée dans l'expression « *toutes les personnes d'Autremonde* ». Nous y retrouvons, toutefois, une structure d'énoncé similaire à celle des *statuts* : groupe nominal + « *appelés* » + « *Autremondiens* ». Si dans les *statuts* le terme « *Autremondiens* » ressort du fait des guillemets, dans le résumé il est mis en évidence, en italique et en gras. Dans le résumé, le titre du *projet associatif* est, de plus, repris mot pour mot, et présenté comme étant « *le projet d'Autremonde* » :

« Le projet d'Autremonde c'est : "**Lutter contre l'indifférence et les exclusions**" »

La deuxième partie de l'énoncé, écrite en gras, se détache du cotexte. Les guillemets, en outre, pourraient marquer le fait qu'il s'agit d'une citation du *projet associatif*. Les termes « *indifférence* » et « *exclusion* » ont été définis juste avant :

« Beaucoup montrent une grande **indifférence** aux autres : on ne s'intéresse pas à eux. C'est pour cela que des personnes vivent isolées, seules, ce qu'on appelle l'**exclusion**. »

Les deux termes sont mis en avant, par leur mise en gras. La forme de la définition est rendue visible par les deux points, pour le terme d'indifférence, et par le segment méta-discursif « *ce qu'on appelle* », pour celui d'exclusion. La définition de l'exclusion reprend le terme « *isolées* », également utilisé dans le *projet* et les *statuts* pour caractériser les personnes accueillies par l'association. Ces différentes citations et reformulations témoignent de la forte intertextualité entre le résumé, le *projet* et les *statuts*.

Anne se fait médiatrice entre le texte et ses lecteurs. Elle souligne certaines de ses caractéristiques, le commente. Par exemple, après la lecture de l'extrait que nous

venons d'analyser, elle attire l'attention de ses interlocuteurs sur le fait que des termes sont écrits en gras :

1	29:56	ANN	donc vous avez vu vous avez deux <u>mots</u> (0.4) qui
2			sont écrits en <u>gros</u> (0.5) il y a <u>indifférence</u> (1.2)
3			d'accord (0.4) <u>indifférence</u> (.) <u>indifférence/</u> (0.3)
4			[<u>donc</u> ((ppp))] <u>exclusion</u>
5		KON	[<u>exclusion</u>]
6		SEN	<u>exclusion</u>
7	30:12	ANN	ça va/ (1.0) bon

Avec « *vous avez vu* » (l.1), Anne attire l'attention des apprenants sur la forme du texte. Si elle ne propose pas d'interprétation concernant cette variation typographique, les deux termes en gras, « *indifférence* » et « *exclusion* », sont néanmoins repérés. Les deux notions principales du titre du *projet associatif* sont ainsi mises en avant. Sena et Konaté manifestent qu'ils ont compris la centralité du mot « *exclusion* » en le répétant tour à tour (l.5 et 6).

Une minute plus tard, Anne commente le segment écrit « *Le projet d'Autremonde c'est : "Lutter contre l'indifférence et les exclusions"* » :

31:03	ANN	se battre (0.4) contre l' <u>indifférence</u> (.) et les
		<u>exclusions</u> (.) hmm/ (0.2) donc ça c'est le projet/
		d' <u>autremonde</u> (0.3) et ça c'est la <u>phra::se</u> (0.5)
31:14		qui résume (0.3) tout (0.3) <u>autremonde</u>

Anne souligne l'importance de ce segment. Après une pause, elle reformule le texte écrit, en inversant la structure : de « *le projet d'Autremonde c'est* » à « *donc ça c'est le projet d'autremonde* ». Par la tournure présentative « *donc ça* », Anne qualifie a posteriori le contenu propositionnel de l'énoncé écrit. L'allongement syllabique de « *phrase* », ainsi que la variation rythmique et les pauses entre « *résume* », « *tout* » et « *autremonde* », produisent un effet solennel. Les termes « *indifférence* » et « *exclusion* » sont répétés et leur importance, pour le collectif associatif, est réaffirmée. Ici, le rapport de places se complexifie. Si Anne occupe toujours la place d'experte de la langue face à des non-experts, elle prend aussi la place d'experte de l'association face à des néophytes.

6.2.2.3 Lire un texte et parler par la voix de l'association

La lecture du texte par les participants à l'interaction les conduit à se faire, les uns après les autres, les porte-voix de l'association. Dans le cas de la réunion d'intégration, Laura renvoyait au texte du livret et du *projet associatif* sans toujours en faire la lecture

directe. Dans la situation qui nous intéresse ici, les participants à l'interaction lisent le texte du résumé et s'en font les « citateurs ». Ils sont les « producteurs empiriques » (Kuyumcuyan, 2006: 153) d'un discours déjà énoncé préalablement. Il y a donc une activité de « mention », une « double énonciation » (2006: 151). La parole, en effet, « donne avant tout à voir une autre énonciation » et « ne parle du monde » « qu'à travers cette caution/fiction d'une réduplication énonciative ». Le lecteur du texte se pose en « citeur, et non locuteur, de l'énoncé produit » (2006: 153). Le locuteur, ici, est l'institution associative. Ce caractère double de l'énonciation nous intéresse. D'une part, il produit un décalage entre le plan scénique et le plan scénographique. La mention conduit, en effet, à « l'établissement d'une déixis distincte » (Perrin, 1994: 233). D'autre part, les sujets empiriques lisent et *disent* « nous » avec l'institution associative. Cela nous semble relever du processus de constitution du collectif associatif. Par exemple, lorsque Sena fait la lecture du paragraphe suivant :

« En France, on a souvent peur de la personne qui est différente de nous ou qu'on ne connaît pas. Beaucoup montrent une grande indifférence aux autres : on ne s'intéresse pas à eux. C'est pour cela que des personnes vivent isolées, seules, ce qu'on appelle l'exclusion. »

Les « on » pourraient être indéfinis et donner à l'énoncé une valeur de vérité générale. Cependant, l'utilisation du « nous », dans le segment « *la personne qui est différente de nous* », pourrait fonctionner comme un déictique et inclure le sujet parlant. En effet, dans la scénographie discursive, ce « nous » exprime la voix plurielle de l'institution associative. Mais lorsque ce « nous » est lu à voix haute, la voix empirique du sujet parlant se fond avec celle de la figure discursive de l'association. Cela produit un écart entre les plans scénique et scénographique. Sur le plan scénique de l'organisation associative, qui se manifeste ici par la situation de cours de français, Sena fait partie des publics de l'association, donc de ces personnes « *isolées, seules* » et « *différente[s]* » du « nous ». Mais par l'activité de lecture, il prend position, sur le plan scénographique, dans le « nous » et se met à distance du « eux », des « autres » auxquels on ne « *s'intéresse pas* ».

Lorsque Anne reformule ce paragraphe, son positionnement énonciatif est difficile à déterminer.

1	29:13	ANN	donc il y a la société (0.6) ok/ (0.9) quand une
2			personne arrive (0.8) et qu'elle n'est pas pareille
3			(0.3) que les autres/

4 KON oui
5 ANN hein/ pour des raisons variées/ ok/ (1.3) on en a
6 peur\ (0.8) donc/ (0.8) on l'exclut\ (0.7) et on
7 fait plus attention à elle\
8 KON oui
9 (0.9)
10 ANN c'est compris/ ça
11 29:35 KON oui

Le tour de parole d'Anne, des lignes 1 à 4, est destiné à vérifier que Sena et Konaté ont bien compris le texte du résumé. La fonction explicative du tour est manifestée par la répétition du marqueur argumentatif « *donc* » (l.1 et 6) et de marqueurs discursifs qui demandent une confirmation de compréhension : « *ok* » (l.1 et 5), « *hein* » (l.5) avec intonation montante. Les pauses fréquentes et longues, qui ponctuent le tour, montrent qu'Anne adapte son rythme de parole et le ralentit. Le contenu énoncé est présenté sous les traits d'une vérité générale, du fait de l'utilisation du présent et de l'absence de déictique personnel. Les « *on* » des lignes 3 et 4 (« *on en a peur* », « *on l'exclut* », « *on fait plus attention* ») pourraient donc avoir une valeur indéfinie. Ils renverraient, alors, au point de vue de « *la société* » (l.1), point de vue distinct de celui de l'association qui, comme il est écrit plus loin dans le résumé, va « *à la rencontre de l'autre* ».

Ces « *on* » pourraient aussi fonctionner comme des « *nous* », dans lesquels Anne s'inscrirait alors, voire inscrirait également ses interlocuteurs. L'ensemble des participants à l'interaction se verraient donc attribuer une attitude de rejet des personnes différentes. Aucun trait linguistique, énonciatif ou interactionnel ne permet de trancher pour une interprétation plutôt que pour une autre. De même, les « *oui* » (l.4 et 8) de Konaté pourraient manifester, ou bien, sa bonne compréhension du propos, en réponse aux sollicitations d'Anne, ou bien, son adhésion au contenu énoncé et au point de vue qui lui est attribué. La composition énonciative et interactionnelle de cet extrait ne fournit pas d'indices sur le positionnement d'Anne et de Konaté vis-à-vis du contenu énoncé.

Peu après, c'est au tour de Konaté de lire le texte du résumé. L'acte de lecture en fait également le porte-voix de l'institution associative :

1 33:05 ANN continuez (0.2) konaté
2 (0.9)
3 KON les autremondiens (1.6) vont (0.4) à (0.3) à la
4 (0.3) rencontrer
5 (0.3)

6		ANN	la rencontre
7		KON	la rencontre (0.6) de l'autre (1.7) qui (.) qui est
8			(.) différent (0.8) en (0.6) en
9		ANN	ou
10	33:27	KON	ou (0.9) qu{y} on (0.8) ne connaît pas\

La lecture du texte est explicitement inscrite dans un contexte de classe. Au début de l'extrait, Anne donne à Konaté la consigne de poursuivre la lecture et le sélectionne ainsi pour le tour de parole suivant. La lecture de Konaté est ponctuée par de nombreuses pauses, qui témoignent de la difficulté que représente l'exercice. Aux lignes 6 et 9, Anne prend le tour pour souligner une erreur de lecture. Lorsque Konaté reprend la parole, il commence par répéter le mot correctement avant de continuer. La construction interactionnelle de la séquence confirme Anne dans le rôle de l'enseignante et Konaté dans celui de l'apprenant. À cette distribution scénique des rôles interactionnels et sociaux s'articule la scénographie discursive du texte lu. De même que le faisait Sena, Konaté mobilise sa voix pour faire entendre celle, discursive, de l'institution associative. Il prend ainsi place dans le « *on* » de l'association et du groupe des « *autremondiens* ». Suivant la scène déployée par le texte, il prête sa voix empirique à l'expression d'une distinction d'avec « *l'autre* », mis à distance en étant qualifié de « *différent* » et d'inconnu.

6.2.2.4 Lire le texte et prendre place au sein de la structure de l'association

L'activité de lecture est aussi l'occasion, pour les participants à l'interaction, de se positionner au sein de la structure associative. C'est le cas dans l'extrait suivant, où Konaté finit la lecture de la phrase « *Toutes les personnes d'Autremonde sont appelées des Autremondiens* ». L'extrait commence après qu'Anne a repris Konaté sur la lecture de « *sont appelées* » et sur la prononciation de la liaison. C'est ce qui explique que Konaté fasse cette liaison facultative en ligne 2, mais non celle attendue aux lignes 4 et 6.

1	13:25	ANN	donc toutes les personnes (0.4) d'autremonde/
2		KON	hmm sont^appelées
3		ANN	sont^appelées/
4		KON	le (0.9) des (0.7) des autremondiens
5		ANN	des autremondiens
6		KON	des autremondiens
7		ANN	voilà c'est ça (0.6) est-ce que c'est compris/
8			(1.2) sena vous avez compris/
9		SEN	oui
10		ANN	oui/ (1.5) vous avez réussi/
11		KON	oui

12 ANN alors vous êtes euh (0.4) vous êtes qui/ alors
13 (0.3) vous êtes
14 KON autremondien
15 ANN bah vous êtes/ des autremondien\
16 KON oui
17 ANN et vous êtes des autremondien/ pourquoi\
18 KON parce que euh on est dedans
19 ANN parce que/
20 KON on est dedans
21 ANN oui/
22 KON on fait des cours avec euh on fait le cours avec
23 autremonde
24 ANN oui
25 KON [c'est ça que on est autremondien]
26 ANN [vous faites des cours avec autremonde] d'accord
27 14:10 vous faites les cours à avec autremonde

L'extrait est composé de deux séquences distinctes. La première, des lignes 1 à 11, est une séquence didactique centrée sur l'activité de lecture. Anne accompagne Konaté dans la lecture, en répétant certains segments. Elle évalue positivement la réalisation de l'exercice avec « *voilà c'est ça* » (1.7). Elle vérifie ensuite, par une série de questions adressées à Sena puis à Konaté, leur bonne compréhension du texte. Les participants se répartissent les rôles d'enseignant et d'apprenant, comme attendu. La question « *vous êtes qui alors* » (1.12) opère comme une transition et introduit une deuxième séquence, où les participants endossent des rôles directement liés à la structure associative. Cette question crée, par le marqueur consécutif « *alors* », un pont entre la scénographie discursive et la scène de l'interaction. Sena et Konaté, interpellés par le « *vous* », sont sommés de se définir vis-à-vis du contenu du texte. Konaté répond à la demande et complète l'énoncé par la catégorie prévue : « *autremondien* » (1.14). Cette co-construction de l'attribution catégorielle est validée par Anne : « *bah vous êtes des autremondien* » (1.15). Elle donne à cette catégorisation, avec l'interjection « *bah* », une valeur d'évidence, tout en rappelant avec le « *vous* » pluriel qu'elle concerne également Sena. Les trois interlocuteurs co-construisent, ici, la catégorisation de Sena et Konaté comme Autremondien.

La fin de la séquence est consacrée à la justification de leur appartenance à cette catégorie. Dans la paire adjacente question / réponse formée par les tours de parole d'Anne et Konaté – « *et vous êtes des autremondien/ pourquoi* » (1.17) / « *parce que euh on est dedans* » (1.18) – Konaté donne une explication spatiale à son appartenance à la catégorie des Autremondien. Il explique : « *on est dedans* ». Poussé à préciser son propos par Anne (ligne 21), il le reformule : « *on fait le cours avec autremonde* » (1.22-

23). Par l'utilisation de la préposition « avec », il personnifie l'association et se place dans une relation de complémentarité « avec » elle. Anne évalue positivement cette réponse (1.24) puis répète par deux fois l'énoncé de Sena, ce qui équivaut également à une évaluation positive. Notons que, ligne 27, elle commence par reformuler l'énoncé de Konaté (« vous faites les cours à ») avant de se reprendre et d'employer la préposition « avec », utilisée par Konaté.

Les ponts entre le texte et la situation d'interaction sont à nouveau produits par la suite, notamment lors de la lecture des cinq points qui font les « priorités d'Autremonde ». Ces points sont les mêmes, à l'exception du dernier, que ceux développés dans la partie « Axes de développement prioritaires » du projet associatif. Le dispositif didactique a changé, et c'est désormais Anne qui lit le texte. Arrivée au point trois, elle dit :

1	50:03	ANN	trois (0.7) faire participer (.) davantage les
2			publics/ (1.2) dans les activités avec une
3			intention particulière à l'accueil des femmes\
4			(1.4) faire participer davantage les publics (.)
5			les publics c'est vous
6			(0.7)
7		KON	oui
8			(1.0)
9		ANN	les publics c'est (.) vous/ qui appartenez/ à
10			l'association\ (1.2) et faire participer davantage
11			les publics dans les activités c'est à dire amener
12			tout le monde (.) à participer à toutes les
13	50:38		activités

L'explicitation du contenu propositionnel de l'énoncé écrit donne lieu, ici encore, à la catégorisation des interlocuteurs d'Anne selon les termes proposés par le texte. Elle déclare : « les publics c'est vous » (1.5). Cette affirmation rencontre l'adhésion de Konaté, manifestée par un « oui » (1.6). Après une pause, Anne reprend la parole et reformule ce segment en lui ajoutant une relative : « vous qui appartenez à l'association » (1.9-10). Cette relative vient modifier le sens de « les publics », qui renvoient alors, non pas aux personnes « en situation de migration et/ou de précarité », comme l'indique le projet associatif, mais plus largement à toute personne membre de l'association. Dans la suite de la séquence, l'expression « les publics » est à nouveau reformulée, cette fois en « tout le monde » (1.12). Cela confirme l'inscription de Konaté et Sena dans un groupe plus large, celui de l'ensemble des membres de l'association. Anne se place à distance de ce groupe : aucun marqueur énonciatif ne montre qu'elle s'y identifie.

La lecture du cinquième point donne également lieu à l'inscription, par Anne, de ses interlocuteurs dans le collectif associatif :

1 51:32 ANN quatre former des bénévoles (0.4) et animer des
 2 temps de partage (1.6) cinq (0.4) faire évoluer
 3 l'association (0.2) vers une plus grande (0.4)
 4 participation (0.2) de tous les autremondiens (1.0)
 5 parce que plus vous participez aux activités/ (0.6)
 6 et plus l'association grandit (0.6) plus elle
 7 devient importante et plus elle devient (.)
 8 intéressante (3.2) est-ce que c'est compris ça ce
 9 que je vous ai lu là
 10 51:57 KON oui c'est compris franchement

Le point quatre, « *former des bénévoles et animer des temps de partage* » (1.1), le seul qui concerne explicitement les bénévoles de l'association, est aussi le seul qui ne fait pas l'objet d'une séquence explicative. Anne passe directement au point suivant, après une pause relativement longue (1.2). Le rythme de lecture est lent, ponctué par des pauses longues. Le débit de parole ralentit sur les mots « *participation* » et « *autremondiens* » (1.4), qui sont à la fois des mots longs et des mots clés dans le texte du résumé. Le rythme fonctionne comme un indice de contextualisation, par lequel Anne maintient la relation de rôles enseignante / apprenants et la situation de classe.

À la ligne 4, après une pause, Anne introduit, avec le marqueur de causalité « *parce que* », un mouvement de justification du texte lu. Elle crée un lien entre la scène de l'interaction et la scénographie du texte, en associant ses interlocuteurs à la catégorie des Autremondiens. En effet, dans le texte, l'action de participer est menée par « *tous les autremondiens* ». Dans le commentaire produit par Anne (1.4), elle l'est par un « *vous* » qui désigne Sena et Konaté. Par ce procédé énonciatif, Anne les inscrit dans le collectif associatif et leur donne un rôle actif dans la réalisation des « *priorités d'Autremonde* ».

Plus tard, Anne positionne à nouveau ses différents interlocuteurs dans la structure associative, en actualisant cette fois la distinction entre les apprenants et les bénévoles. La lecture du résumé est terminée et Anne présente une autre feuille, où sont listées des activités associatives hebdomadaires. Elle incite Sena et Konaté à y participer. Cela l'amène à parler d'une vente de livres et de CD à petits prix, organisée quelques jours plus tard dans les locaux de l'association. Anne explique :

1 01:07:22 ANN vous pouvez acheter (0.5) mais vous pouvez aussi/
 2 (0.5) aider/ (0.8) à organiser/ (1.2) cette vente
 3 (1.1) donc si ça vous intéresse vous le dites/ et

4 puis moi je mets votre nom\ (2.0)
5 KON c'est le: [c'est xxx xxx xxx samedi/]
6 ANN [ou alors vous venez juste] euh je sais
7 pas ce qui c'est est-ce qu'on est obligé de
8 s'inscrire pour les bénévoles oui mais pour eux
9 IRI je sais pas (0.6) je sais pas du tout
10 ANN bon en tout cas si ça vous intéresse vous venez
11 (0.7) ok/ ce jour-là et puis peut-être vous pouvez
12 01:07:50 trouver des choses pour vous qui vous intéressent

À la ligne 8, avec « *pour eux* », Anne met à distance Sena et Konaté, et se rapproche conjointement de nous. La question de l'inscription nous est, en effet, directement adressée. Cela produit une transformation du cadre participatif : alors que nous étions, depuis le début de la séance, une participante tierce de l'interaction et les apprenants des participants adressés, nos statuts participatifs s'échangent. Dans la question « *est-ce qu'on est obligé de s'inscrire* » (1.7-8), le « *on* » indéfini pourrait englober l'ensemble des membres de l'association, et des participants à l'interaction. C'est en précisant « *pour les bénévoles oui mais pour eux* » (1.8) qu'Anne reproduit l'opposition catégorielle entre les « *bénévoles* » et le « *eux* » des apprenants, opposition instaurée par le cadre associatif.

L'actualisation de cette opposition s'articule avec l'actualisation d'une frontière au sein du cadre participatif : Anne et moi formons un groupe, distinct de celui de Sena et Konaté. Nous pourrions également estimer qu'une deuxième frontière est élaborée, entre Anne et nous. En effet, en nous adressant la question, elle propose de nous donner la place d'experte de l'association, qu'elle occupait jusqu'alors. Nous marquons notre refus de l'occuper, en insistant sur notre méconnaissance par la répétition de « *je sais pas* » et l'adverbe d'intensité « *pas du tout* » (1.9).

La non-appartenance de Sena et Konaté à la catégorie des bénévoles est nuancée, moins d'une minute plus tard. Toujours à propos de cet événement, Anne déclare :

1 01:08:25 ANN on peut venir dans la journée\ (0.5) ou bien pour
2 acheter/ (0.8) ou bien pour euh: aider (1.0) à:
3 ranger les li:vres euh ranger (0.6) voilà (1.4)
4 donc vous êtes aussi bénévoles
5 01:08:38 KON d'accord

La séparation précédemment produite entre le « *eux* » et « *les bénévoles* » semble défaite, lorsqu'Anne catégorise ses interlocuteurs : « *vous êtes aussi bénévoles* » (1.4). Cet énoncé peut être interprété de deux manières. D'un côté, le « *aussi* » pourrait indiquer la similarité entre Anne et ses interlocuteurs et leur appartenance à la même

catégorie de membres de l'association. La réalisation d'une activité commune – celle de l'aide – conduit à une affiliation catégorielle commune. La relation de causalité entre l'activité et la catégorie de membres est, en effet, marquée par le connecteur argumentatif « *donc* ». D'un autre côté, « *aussi* » pourrait signifier l'addition : Sena et Konaté cumuleraient alors le statut d'apprenant et celui de bénévole.

Dans la séquence suivante, qui se situe une quinzaine de minutes avant la fin du cours, les participants réactualisent leurs positions respectives et différenciées, à la fois au sein de la situation de classe et du collectif associatif.

1 01:13:39 ANN bon euh la kafet c'est aussi le lieu/ (.) alors
2 sauf le dimanche (0.5) parce que euh les gens qui
3 travaillent à autremonde ne travaillent pas le
4 dimanche (0.5) euh (0.2) mais si vous voulez avoir
5 des informations (1.0) euh d'ordre administrative
6 (0.8) euh:: bon pour euh vos papiers:: euh pour euh
7 un logement: pour euh bon etcetera/ (0.5) à ce
8 moment là (.) à la kafet/ vous pouvez aller
9 rencontrer/ (0.3) hein les bénévoles (0.3) ou (.)
10 les gens qui travaillent à autremonde/ (0.4) qui
11 vous donneront des informations (.) qui vous
12 guideront/ (0.2) qui vous donneront des adresses/
13 (0.4) pour vous aider\
14 (0.9)
15 KON hmm d'accord
16 ANN donc ça se fait au moment/ (.) des kafets\
17 (0.4)
18 sauf le dimanche
19 (1.6)
20 KON [d'accord]
21 ANN [hmm hmm/]
22 (1.8)
23 ANN voilà
24 KON ouais
25 (2.6)
26 ANN on est revenu un petit peu là-dessus mais je
27 pensais je pense que c'est que c'était euh
28 important
29 (0.8)
30 SEN oui c'est vrai=
31 KON =très important
32 ANN donc ça veut dire que vous êtes pas tout seuls
33 (0.8) vous êtes des autremondiens
34 KON oui on est autre- ((rire)) on est autremondiens oui
35 ANN vous êtes à autremonde
36 KON autremondien oui

Le rôle d'enseignante tenu par Anne est maintenu. Les nombreuses pauses qui ponctuent ses tours de parole, le « *hmm hmm/* » (1.20) demandant confirmation de la bonne compréhension, le marqueur d'évaluation « *voilà* » (1.36), de même que l'énoncé commentant l'ensemble de la séance (« *je pense que c'était important* » 1.26-27) en sont les indices. Sa place d'experte de l'association est, elle aussi, réaffirmée. En effet, elle manifeste sa connaissance du fonctionnement de la kafet – l'accueil de jour de l'association – par l'utilisation d'un futur à valeur de prédiction. Elle déclare : « *donneront des informations* », « *vous guideront* », « *donneront des adresses* » (1.10-12). Dans le segment « *vous pouvez aller rencontrer* » (1.8-9), le marqueur déontique « pouvoir » exprime, non pas la capacité, mais la possibilité. Cela manifeste l'autorité d'Anne sur ses interlocuteurs. Face à elle, ceux-ci occupent la place des néophytes.

Ce rapport de places est élaboré par l'ensemble des participants. Konaté manifeste ainsi à plusieurs reprises son adhésion au propos d'Anne, par des marques d'accord (1.15, 19 et 23). Le contenu de la séance est, plus largement, évalué positivement par Sena et Konaté. Aux lignes 29 et 30, ils renchérissent à l'énoncé produit par Anne, où celle-ci exprime son point de vue sur le cours qu'elle a proposé : « *je pensais je pense que c'est que c'était euh important* » (1.25-27). Dans ce segment, Anne prend explicitement en charge le contenu énoncé, notamment par l'utilisation de la modalité épistémique « *je pense que* ». La force de son affirmation est néanmoins atténuée par l'imparfait « *je pensais* », « *c'était* », et des « *euh* » d'hésitation. Konaté et Sena prennent alors la parole, presque à l'unisson, et manifestent leur approbation : « *oui c'est vrai* » (1.29), « *très important* » (1.30). En reformulant « *c'était euh important* » en « *très important* », Konaté conforte la face d'Anne, tout en montrant qu'il partage son point de vue. Sena et lui se positionnent donc à la fois comme acteurs du processus d'apprentissage et engagés vis-à-vis du collectif associatif.

Cette séquence est aussi un moment de réactualisation de l'ordre associatif et de la place que Sena et Konaté y occupent. Anne mentionne les catégories de « *bénévole* » et « *salarié* », soit explicitement, soit par la périphrase « *les gens qui travaillent à autremonde* » (1.2-3 et 10). Dans la scénographie établie dans l'énoncé, ils sont les interlocuteurs du « *vous* » déictique qui réfère à Konaté et Sena. La relation qu'ils entretiennent est décrite comme une relation d'aide. En effet, les bénévoles et les salariés sont les agents de différentes actions relatives au fait d'aider, de soutenir – « *guider* », « *donner* », « *aider* » –, tandis que le « *vous* » est patient. Des lignes 32 à 35, l'appartenance de Konaté et Sena à la catégorie des Autremondiens est

de nouveau affirmée. Cette catégorisation est initiée par Anne : « *vous êtes des autremondiens* ». Elle est reprise par Konaté (l.33 et 35). Le « *voilà* » d'Anne (l.36), pourrait marquer à la fois la conclusion de la séquence et la validation de l'apprentissage. Les répétitions du terme « *autremondien* » et son utilisation dans un geste d'auto-catégorisation montrent à Anne que Konaté a bien appris ce mot, mais aussi qu'il le reconnaît comme une catégorie sociale à laquelle il peut s'identifier.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous nous sommes penchée sur le contenu des principaux textes constituant et instituant l'association : *projet associatif*, *statuts* et *règlement intérieur*. Nous avons analysé l'ethos discursif qui y est déployé : l'image d'un collectif associatif hospitalier et animé par un ensemble de valeurs – lien social, convivialité et accueil inconditionnel. En mettant l'accueil inconditionnel au cœur de son projet, Autremonde se positionne, d'une part, contre la segmentation des publics accueillis par les associations de solidarité et, d'autre part, comme un espace ouvert aux personnes en situation irrégulière sur le territoire français. L'affirmation de cette valeur revêt donc un caractère politique particulièrement fort dans le contexte actuel, alors que la xénophobie et le racisme gagnent en importance et que l'immigration, d'autant plus lorsqu'elle est irrégulière, est « criminalisée » (Poiret, 2003). L'accueil inconditionnel rappelle l'hospitalité « absolue » décrite par Derrida (1997a: 34), celle qui est accordée « à l'autre absolu, inconnu, anonyme [...] sans lui demander ni réciprocité (l'entrée dans un pacte) ni même son nom ».

L'ethos de l'association présente des similarités avec l'ethos des mouvements sociaux étudié par Orkibi (2008, 2015). Il s'agit, en effet, de l'image d'un collectif qui promeut un idéal de société, se positionne contre un aspect de l'état du monde actuel et se singularise, à la fois vis-à-vis de la société et des autres associations, par un procédé de polarisation. Les individus qui composent ce collectif sont subsumés par le « nous » de l'institution associative, mais n'y sont pas invisibilisés. Si l'unité du collectif est montrée, son hétérogénéité l'est aussi. Trois catégories de membres sont ainsi présentées – salarié, bénévole et accueilli – dont certaines sont divisées en sous-catégories.

Les trois textes étudiés comportent une dimension prescriptive, laquelle est caractéristique des discours instituant (Oger & Ollivier-Yaniv, 2003b). Ils ordonnent, en effet, les relations entre les membres de l'institution. L'analyse de ces textes nous a permis de mettre en lumière l'ordre associatif qui s'en dégage. Il se caractérise

notamment par l'autorité des salariés sur les bénévoles et les accueillis, d'une part, et par l'autorité des bénévoles sur les accueillis, d'autre part. Dans ces textes, une exigence de l'institution associative vis-à-vis de ses membres bénévoles et accueillis est également exprimée. Il s'agit de la volonté d'un engagement plus fort de leur part dans les activités de l'association – nous retrouverons cette thématique au chapitre suivant. L'institution associative se montre, notamment dans le *projet associatif*, dans un mouvement de remise en question vis-à-vis de son propre fonctionnement. En effet, y est exprimé un décalage entre l'idéal d'égalité poursuivi et la distinction hiérarchisée entre les trois catégories de membres instituée par les textes eux-mêmes. L'expression de cette tension nous semble rejouer l'aporie derridienne (1997a) entre *la loi* et *les lois* de l'hospitalité (voir 1.1) : l'idéal d'horizontalité poursuivi par l'association se heurte à l'asymétrie intrinsèque de l'ordre de l'hospitalité.

Ayant analysé le contenu des trois principaux textes constituant l'association, nous nous sommes ensuite penchée sur leur statut d'acteur (Smith, 2001, 2018). Nous avons, pour ce faire, analysé les effets de leur mention lors de deux activités associatives : une réunion d'intégration de nouveaux bénévoles et un cours de français. Dans ces situations, la mention des textes institutionnels, par leur lecture ou par leur citation, conduit, d'une part, à diffuser un discours propre à l'association et, d'autre part, à rappeler l'ordre associatif et à y positionner les participants à l'interaction.

Dans les deux situations analysées, la mention des textes institutionnels s'accompagne d'une fluidité des rôles sociaux et des positionnements énonciatifs mis en scène sur le plan discursif. Le positionnement de Laura est ainsi particulièrement dynamique. Au cours de la réunion d'intégration, elle se différencie des bénévoles, les présentant comme des invités et comme des membres de l'association sur lesquels elle a autorité. Mais elle se positionne également à leurs côtés et s'identifie à eux, dans un mouvement de différenciation avec les accueillis. Son discours met en scène une relation d'accueil où la distribution des rôles d'accueillant et d'accueilli n'est pas figée et préétablie, mais fluide et mouvante. Les mouvements d'identification et de différenciation opérés par Laura s'appuient également sur les trois catégories de membres de l'association. Le discours de Laura affirme les différences entre ces trois catégories, tout en les montrant comme unies au sein d'un même groupe. Nous retrouvons ici un trait de l'ethos associatif exprimé dans les trois textes étudiés : Autremonde est un collectif hétérogène, mais uni.

Nous nous sommes ensuite intéressée à un cours de français consacré à la lecture d'un résumé du *projet associatif*, écrit par des bénévoles. Au fil de la lecture du

résumé, nous avons montré comment Anne mettait en lumière les principes qui guident l'action de l'association et les catégories de membres qui la composent. Elle dresse des ponts entre la scénographie discursive déployée dans le résumé et la scène de l'interaction, en affiliant ses interlocuteurs à des catégories proposées par le texte. Nous avons montré que ces processus d'affiliation catégorielle étaient loin d'être stables. Sena et Konaté sont, en effet, successivement placés dans la catégorie des publics, des bénévoles et des Autremondiens. Ces glissements rappellent la tension exprimée dans le *projet associatif* entre, d'un côté, l'institution de catégories de membres bien distinctes et, de l'autre, la volonté d'effacer les différences entre les personnes qui fréquentent l'association. Lorsqu'Anne affine ses interlocuteurs à la catégorie des Autremondiens, elle suit la préconisation faite par le *projet* et les *statuts* et participe à la diffusion de cette catégorie. À d'autres occasions, elle réactualise toutefois l'appartenance de Sena et Konaté à la catégorie des publics, et réaffirme une distinction entre « eux » et « nous ». Elle rappelle également la relation d'aide et d'accueil qui lie les personnes présentes au sein de l'espace associatif et souligne la différence entre, d'un côté, les bénévoles et les salariés qui jouent le rôle des aidants et, de l'autre, les accueillis qui jouent le rôle des aidés.

Dans cette situation de classe, la lecture du résumé oscille entre une activité didactique et une activité de diffusion/appropriation du *projet*. Cela affecte la prise en charge du contenu énoncé par les participants à l'interaction. En effet, selon que leur subjectivité est investie dans l'acte d'énonciation ou que celui-ci correspond au déchiffrement du texte, leur positionnement énonciatif fluctue. Nous avons souligné que l'acte de lecture du résumé par Konaté et Sena entraînait parfois un décalage entre le plan scénographique et le plan scénique. Lorsqu'ils parlent par la voix du collectif associatif, leur « je » s'inscrit, sur le plan discursif, dans le « nous » de l'institution associative. Dans la situation d'interaction, ils restent pourtant les « autres » que l'association accueille, ceux que le résumé présente comme isolés, seuls et exclus, comme faisant « souvent peur » au « nous ».

À travers ce chapitre, nous avons pu explorer le statut d'acteur des textes institutionnels et leur pouvoir de coordination des relations interpersonnelles selon un ordre associatif hiérarchisé. L'analyse de l'actualisation de ces textes en situation nous a également permis de montrer la part de liberté des sujets vis-à-vis de ceux-ci. En effet, les sujets mobilisent les catégories qui y sont proposées de manière fluctuante, expriment et affirment des points de vue personnels vis-à-vis des raisons d'être de l'association.

Chapitre 7. L'hospitalité, une relation asymétrique et contraignante

Introduction

Dans le chapitre précédent, nous nous sommes intéressée à l'image de soi construite par l'association dans différents textes de cadrage : *projet associatif*, *statuts associatifs* et *règlement intérieur*. Nous avons vu comment ces textes présentaient l'idéal d'hospitalité poursuivi par l'association et instituaient un ordre associatif en distinguant trois catégories de membres – salariés, bénévoles et accueillis – et en présentant les relations entretenues les unes avec les autres. Nous avons analysé la façon dont cet ordre associatif, constitué dans et par ces textes institutionnels, était activé en situation, en nous concentrant sur deux exemples : une réunion d'intégration destinée à de futurs bénévoles et un cours de français dédié à la lecture d'un résumé du *projet associatif*. Dans ce chapitre, nous nous intéresserons à la façon dont cet ordre associatif s'articule à celui de l'hospitalité. Nous nous concentrerons, principalement, sur l'activité langagière de catégorisation et sur ses effets en termes de positionnement dans l'interaction et dans l'ordre social en vigueur au sein de l'association (7.1). Dans une seconde partie, plus brève, nous montrerons comment la prise en compte de la dimension spatiale des pratiques de l'hospitalité permet de complexifier l'analyse de la répartition des rôles dans la relation d'accueil (7.2).

7.1 Processus de catégorisation et ordre de l'hospitalité

Les textes institutionnels associatifs précédemment décrits instituent trois catégories de membres : « bénévole », « salarié » et « accueilli ». Elles sont reconnues comme formant un « *category-set* » (Sacks, 1989: 271), que nous nommons « membres de l'association ». Nous avons vu au chapitre 6 comment ces catégories étaient mises en circulation au sein de l'espace associatif, par la mention des textes constituant l'association. Dans cette sous-partie, nous nous intéresserons à l'actualisation des catégories de cette collection dans des interactions qui se sont déroulées au cours d'activités associatives. Dans un premier temps, nous analyserons l'emploi de ces catégories dans des procédures de présentation de soi (7.1.1). Nous montrerons, ensuite, comment les personnes qui fréquentent l'association se saisissent de ces catégories pour se situer dans l'ordre associatif ou pour le contester. Nous décrirons, enfin, comment l'affiliation à l'une ou plusieurs de ces catégories s'articule à des

rappports de places, dans une co-construction qui engage l'ensemble des participants à la rencontre (7.1.3).

Cette première sous-partie nous permettra de rejoindre la réflexion de Sacks (1989) sur l'inscription des processus de catégorisation dans les mécanismes du contrôle social. L'affiliation d'un individu à l'une des catégories de la collection « membres de l'association », parce que ces catégories sont « *inference rich* » et parce que chaque membre en est le représentant (voir chapitre 3), participe directement à placer cet individu au sein de l'ordre associatif et de l'hospitalité. Reprenant les termes de Sacks (1989: 274), affilier quelqu'un à l'une de ces catégories, c'est lui dire : « souviens-toi que tu es un accueilli / un bénévole / un salarié », « chacune de tes actions sera exemplaire des attributs de cette catégorie ».

7.1.1 Les catégories de membres : des catégories pertinentes pour la présentation de soi dans l'espace associatif?

Tout d'abord, la question se pose de savoir si – et si oui comment – les catégories de la collection « membres de l'association » sont reprises par les personnes qui fréquentent l'espace associatif au cours de leurs activités. Pour y répondre, nous nous demanderons si toutes les catégories de la collection « membres de l'association » sont considérées comme pertinentes pour la présentation de soi. Nous nous intéresserons à l'utilisation de ces catégories par les personnes qui fréquentent l'association, dans des processus d'hétéro-catégorisation et d'auto-catégorisation, et en lien avec leur positionnement dans l'ordre associatif.

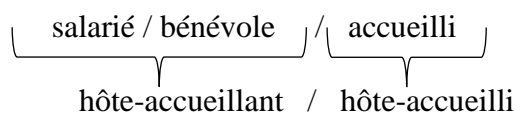
Lors d'un entretien, un bénévole de l'association montre qu'il reconnaît l'appartenance de la catégorie « bénévole » à la collection « membres de l'association » et sa pertinence au sein de l'espace associatif. Ce jeune homme est espagnol et n'a pas le français pour première langue. Il nous raconte :

1 47:44 VIN moi c'est très marrant je me retrouve à faire prof
2 de français alors que `fin prof (1.1) bénévole
3 (1.6) non comment c'est quoi/ notre nom (0.3)
4 officiel (0.8) si c'est euh: (1.9) bénévole/ (0.4)
5 bref et euh: (1.3) parce que moi à la base ma
6 première prof de français c'est c'est une
7 47:55 allemande/ qui me l'a appris

L'énoncé commence par plusieurs procédés discursifs qui mettent à distance son activité de « *prof de français* » (1.1-2). Le commentaire réflexif et évaluatif « *c'est très*

marrant » (1.1), l'usage de l'expression « *faire prof* » (1.1) plutôt qu'« être prof », le désengagement de l'agentivité du sujet dans « *je me retrouve à* » (1.1), manifestent que cette affiliation à la catégorie « *prof de français* » fait l'objet d'un examen. C'est ensuite la pertinence de la catégorie elle-même qui est examinée : le jeune homme se reprend – « *fin prof* » (1.2) – et propose, après une longue pause, une autre catégorie, celle de « *bénévole* » (1.2). L'énoncé présente alors un mouvement dialogal, tant avec le locuteur lui-même qu'avec nous, son interlocutrice : « *non comment c'est quoi* » (1.3), « *si c'est* » (1.4), « *bref* » (1.5). Ce qui est mis en question, c'est la pertinence de la catégorie qu'il a sélectionnée pour se désigner. Le questionnement de Vincente est marqué par les pauses, longues et nombreuses. Il nous demande de l'aider dans cette sélection : « *c'est quoi notre nom officiel* » (1.3-4). Par l'usage de l'adjectif « *officiel* », il manifeste sa connaissance d'une façon de se nommer propre à l'espace de l'association, liée au rôle qui y est exercé. Ce sont ces désignations, ici dites officielles – « *bénévole* », « *salarié* », « *accueilli* » –, que nous regroupons dans la collection catégorielle « *membres de l'association* ».

Si les catégories « *bénévole* » et « *salarié* » sont fréquemment utilisées par les différents membres de l'association, l'étude de notre corpus montre que les personnes qui sont catégorisées comme accueillies ou apprenantes, elles, s'auto-catégorisent rarement comme telles. Nous faisons l'hypothèse que cela témoigne du fait que ces catégories sont associées à des places moins valorisées au sein de l'ordre de l'accueil. Comme le rappelle Sacks (1989: 280), les collections catégorielles sont généralement organisées autour de deux classes : par exemple « *blanc* » / « *non blanc* », « *femme* » / « *homme* ». Cette binarité s'articule à une répartition du pouvoir ou des ressources : « *the haves and the don't haves* ». Dans notre cas, les trois catégories de la collection « *membres de l'association* » peuvent être articulées aux deux catégories de la collection « *hôte* » :



Or, nous l'avons vu au chapitre 3, les hôtes-accueillants ont le pouvoir sur les hôtes-accueillis. Les membres de la catégorie « *accueilli* » peuvent donc être considérés comme les « *don't haves* » de la collection catégorielle. Le fait que cette catégorie n'est pas associée à une image positive contribue, selon nous, au fait qu'elle soit moins utilisée dans des processus d'auto-catégorisation. L'étude de plusieurs séquences de

présentation de soi nous permettra de rendre compte de ce phénomène. Elle montrera également comment d'autres collections catégorielles sont co-construites comme pertinentes, dans ces situations.

Nous nous intéresserons à deux types de situations où la présentation de soi se fait sous la forme d'un « tour de table » – qu'il y ait une table ou non – : au début de cours de français et lors de l'élection des membres du CA. Suivant Greco (2006: 157), nous envisagerons le tour de table comme une « pratique sociale » où « chacun des participants est invité à prendre la parole pour donner une présentation de soi adéquate au contexte en cours ». Dans une telle situation interactionnelle, « les procédés utilisés par les participants pour se présenter relèvent d'une certaine systématité » et suivent la position des participants dans l'espace (2006: 157). La perspective praxéologique que nous adoptons vise donc à décrire comment les participants au tour de table sélectionnent les catégories pertinentes pour se présenter et comment ils accomplissent, ainsi, leur positionnement au sein de l'ordre associatif.

7.1.1.1 La présentation de soi en cours de français

Les cours de français que nous avons observés commencent généralement par un tour de table de présentation. Ce tour de présentation peut avoir lieu au début du cours, lorsque l'ensemble des personnes se trouvent réunies dans la même salle, ou après qu'elles ont été réparties en petits groupes selon leur niveau de maîtrise du français, de la lecture et de l'écriture. Dans le premier cas, les apprenants sont assis en cercle sur des chaises, dans la grande salle de l'association. Dans le second cas, les apprenants sont assis autour de la table (voir la photo n°2 en 4.1.2). Dans les deux cas, les bénévoles restent debout. Dans le premier cas, le bruit ambiant, les allées et venues, mais aussi la distance entre la personne prenant la parole et le dictaphone font que l'enregistrement audio est difficile. Sur les neuf cours de français enregistrés, cinq commencent par un tour de table de présentation en petit groupe. Dans les quatre autres cas, la présentation a déjà eu lieu en grand groupe et n'est pas répétée.

Parmi les cinq cours avec tour de présentation, deux sont animés par un duo ou un trio de bénévoles, les trois autres par une bénévole⁷⁰ seule. Le tableau suivant liste les cinq cours dont seront tirés les extraits dans les pages suivantes et rappelle les prénoms des bénévoles qui les animent. La numérotation des cours reprend celle présentée dans le tableau n°3 (voir 5.1.2).

⁷⁰ Ces cours sont tous animés par des femmes, d'où l'utilisation du féminin pour « bénévole ».

Tableau 8 : Les cours de français avec tour de présentation de soi

N° du Cours	Format d'animation	Bénévoles
3	Solo	Sylvie
4	Solo	Cécile
6	Solo	Sylvie
7	Duo	Sylvie et Clémence
8	Trio	Sandra, Salomé et Annick

Pour éviter l'accumulation d'exemples et faciliter la lecture, les transcriptions des cinq tours de présentation que nous avons analysés sont mises en annexe n°10. Les exemples que nous mobilisons ici sont représentatifs des pratiques des participants aux cours enregistrés.

Dans les cinq cours, le tour de présentation est chaque fois impulsé par une bénévole. En témoignent les deux exemples suivants :

Cours n°3 :

0:19 SYL alors ce que je vous propose déjà c'est qu'on se présente hein/ on commence par qui
 BAK (inaud.)
 0:31 MAM bonjour tout le monde

Cours n°8 :

02:23 SAL alors (0.6) je commence moi je suis salomé

Le début de chacune des cinq séquences de tour de présentation montre que ce n'est pas toujours la bénévole qui impulse le tour qui produit aussi la première présentation. Cela s'avère être le cas dans pour les cours n°6 et 8. Mais la première personne qui se présente peut aussi être désignée par la bénévole (cours n°4 et 7) ou s'autodésigner (cours n°3). Le rôle joué au sein du cours – enseignant ou apprenant – ne semble donc pas jouer sur la primauté dans la prise de parole. Il joue, cependant, sur l'ouverture de la séquence du tour de table de présentation. Ce sont, en effet, les bénévoles qui sont les « "meneu[ses] du jeu" » (Greco, 2006: 160) : elles lancent l'activité et, lorsque le rythme du tour de table ralentit, elles rappellent au locuteur le plus proche de celui qui vient de se présenter que c'est à son tour de le faire. Elles ont donc un statut particulier :

elles peuvent « à la fois se présenter et dicter les règles du jeu » (2006: 160). Ce rôle interactionnel s'accorde avec leur rôle social : elles sont les enseignantes.

La structure interne des tours de présentation de soi est strictement réglée. La description des tours de table fait apparaître deux modèles différents : l'un est produit par les apprenants, l'autre par les bénévoles. Les exemples suivants illustrent le modèle de présentation produit et suivi par les apprenants.

Cours n°3 :

01:12 PAR⁷¹ **bonjour tout le monde (0.4) je m'appelle PRÉNOM
(0.5) je viens du mali (0.5) je suis malien (0.9)
j'ai trente ans j'habite à VILLE⁷² NUM.DEPARTEMENT
01:21 (1.3) c'est tout**

Cours n°4 :

01:49 PAR **bonjour tout le monde je m'appelle PRÉNOM je viens
du mali (0.4) j'ai vingt-six ans (.) j'habite à
01:54 VILLE NUM.ARRONDISSEMENT**

Cours n°8 :

06:25 PAR **bonjour à tous je m'appelle PRÉNOM (0.4) je suis
afghan (0.6) j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT**

Dans ces quelques tours, représentatifs de tous les autres, nous retrouvons les éléments types du modèle de présentation des apprenants. Chaque tour commence par une formule de salutation collective (« *bonjour tout le monde* » ou « *bonjour à tous* ») et se poursuit par le prénom donné en complément du verbe « s'appeler » (« *je m'appelle* »). Deux autres éléments sont ensuite ajoutés dans un ordre variable : la nationalité ou le pays d'origine et la ville habitée. La mise en mots de ces informations est toujours identique : « *je viens du + pays* », « *je suis + nationalité* » et « *j'habite + ville (et arrondissement ou département)* ». Si l'âge est généralement donné, ce n'est pas toujours le cas. Dans l'exemple tiré du cours n°8, le participant ne l'indique pas. Greco

⁷¹ Ici, nous avons choisi de ne pas remplacer le prénom des participants par un pseudonyme, car ce qui nous intéresse ce sont les collections catégorielles qu'ils mobilisent. Dans les transcriptions, ils sont identifiés comme « participant » (« PAR »). Lorsqu'ils sont plusieurs à prendre la parole dans un même extrait, nous les numérotons selon l'ordre de prise de parole : participant 1, 2, etc. ; PA1, PA2, etc. Lorsqu'ils énoncent leur nom et prénom, nous les remplaçons par NOM et PRÉNOM.

⁷² Pour favoriser l'anonymisation des participants, nous remplaçons le nom de la ville par VILLE, le numéro d'arrondissement par NUM.ARRONDISSEMENT et le numéro de département par NUM.DEPARTEMENT. Lorsque c'est une station de métro qui est énoncée, nous la remplaçons par NOM.STATION.

(2006: 158) rappelle que « la socialisation à la pratique "présentation de soi" passe par une compétence catégorielle (Goodenough, 2001) dans le choix des dispositifs identitaires et s'affine au cours du temps des interactions présentes et passées ». Pour les participants, le tour de présentation fait partie de la routine du cours de français. La dimension temporelle du tour de table est donc structurante. Cette pratique « s'accompli[t] au fil du temps grâce à une succession temporelle, ordonnée de présentations de soi » (2006: 160), succession qui a lieu pendant le cours, mais aussi d'un cours à l'autre. Pour certains des apprenants, cette activité de présentation de soi est répétée au moins une fois par semaine depuis plusieurs mois.

La stabilité du modèle de présentation des apprenants et la séquentialité de cette pratique font que le tour attendu peut être produit sans difficulté, même pour ceux dont c'est le premier cours. C'est le cas dans l'extrait suivant, tiré du cours n°4 :

1	01:49	PA1	bonjour tout le monde je m'appelle PRÉNOM je viens
2			du mali (0.4) j'ai vingt-six ans (.) j'habite à
3			VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
4			(4.8)
5		PA2	bonjour tout le monde je m'appelle PRÉNOM (.) je
6			suis malien (0.7) et j'habite à VILLE
7			(2.8)
8		PA3	bonjour tout le monde (0.3) je m'appelle (1.0) NOM
9			PRÉNOM (0.7) moi je mauritanie (0.6) j'ai vingt-deux
10			ans=
11		CEC	=alors je suis mauritanien/
12		PA3	je suis mauritanien
13		CEC	ou alors tu peux dire je viens de mauritanie (.)
14			c'est comme tu veux (0.5) d'accord/
15		PA3	oui
16			(3.2)
17		CEC	alors du coup c'est la première fois que tu viens/
18		PA3	ouais ouais
19	02:30	CEC	d'accord

Le participant 1 est en deuxième position dans le tour de table et produit le modèle attendu. La pause à la fin de son tour de parole contribue, de même que la position des corps dans l'espace, à signaler au participant 2 que c'est à lui de parler. Deux éléments peuvent permettre au participant 3 de comprendre que le tour du participant 2 est terminé. Premièrement, l'utilisation de la conjonction « et » avant « j'habite à + ville » (1.6) qui signale l'ajout du dernier élément d'une liste. Deuxièmement, le long silence qui suit cet ajout (1.7). Lorsque le participant 3 prend la parole pour se présenter (1.8), trois autres apprenants l'ont donc déjà fait. Son tour est configuré par ceux qui

précèdent : il reproduit la même salutation collective (« *bonjour tout le monde* ») et la même structure interne. Il adapte les informations le concernant et omet la mention de la ville. Nous pouvons considérer que le segment « *moi je mauritanie* » (1.9) montre qu'il construit son tour en rapport avec les précédents. En effet, les participants 1 et 2 se sont catégorisés comme maliens. Avec le pronom tonique « moi », le participant 3 indiquerait que sa nationalité diffère de celle de ses prédécesseurs.

Une fois son tour terminé, Cécile intervient et lui propose deux solutions pour reformuler « *je mauritanie* » sous une forme verbale : « *je suis mauritanien* » (1.11) ou « *je viens de mauritanie* » (1.13). Ces deux façons de dire correspondent à celles mobilisées habituellement par les apprenants pour se catégoriser selon leur origine nationale. Avec cette intervention, Cécile rappelle le contexte de classe et la relation d'enseignement qui la lie à ses interlocuteurs. Elle rappelle que la pratique du tour de table s'inscrit pleinement dans l'activité didactique.

Dans d'autres cas, les bénévoles interviennent pour amener les apprenants vers la réalisation du modèle de présentation attendu. L'extrait qui suit, tiré du cours n°6, commence juste après que Sylvie s'est présentée. Elle était la première à le faire et désigne le prochain participant en lui demandant « *tu veux commencer* ». Il répond :

1	01:57	PA1	ouais moi c'est: PRÉNOM (1.4) PRÉNOM
2		SYL	PRÉNOM
3		PA1	hmm (1.3) NOM
4		SYL	NOM
5			(1.0)
6		PA1	hmm (0.9) je suis malien
7		SYL	tu es malien (2.5) tu habites
8		PA1	(inaud.)
9		SYL	tu habites NOM.STATION (1.3) (bonjour)
10		PA2	bonjour tout le monde (.) je m'appelle PRÉNOM (1.0)
11			j'habite euh (0.7) VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (.)
12			NOM.STATION
13		SYL	hmm hmm et tu viens d'où/
14		PA2	sénégal
15		SYL	alors (0.7) je je viens du sénégál
16		PA2	je viens du sénégál
17	02:30	SYL	très bien (0.4) on continue/

Sylvie accompagne, par des questions, les participants 1 et 2 dans la réalisation de leur présentation. Ligne 2, elle signale à son interlocuteur que son tour n'est pas complet en répétant son prénom sans rien ajouter. Après qu'il a repris le tour et donné son nom de famille, elle répète celui-ci sans poursuivre (1.4). Le participant 1 ajoute alors sa

nationalité. Sylvie reprend son énoncé – « *tu es malien* » (1.7). Après une longue pause, qui aurait permis au participant 1 de reprendre le tour (1.7), elle ajoute : « *tu habites* » (1.7). Parce que seul le participant 1 peut compléter cet énoncé, cela a pour effet de lui rendre le tour. Il répond à la demande de complément de Sylvie, laquelle reprend à nouveau son énoncé : « *tu habites NOM.STATION* » (1.9). En s’adressant ensuite au participant suivant, Sylvie signale qu’elle estime que la présentation du participant 1 est désormais complète. Il a fourni les éléments attendus : prénom, nationalité, lieu d’habitat. Lorsque le participant 2 prend le tour (1.10), il produit le modèle type : salutation collective + prénom + ville et arrondissement habités.

Notons que le tour du participant 2 est orienté vers celui du participant 1 : comme celui-ci, le participant 2 indique la station de métro près de laquelle il vit. Un élément structurel est néanmoins manquant : l’origine nationale. Sylvie reprend le tour. Elle évalue positivement l’énoncé du participant 2 par un « *hmm hmm* » et l’interroge : « *tu viens d’où* » (1.13). Le participant 2 répondant à cette question par le nom du pays et non par la phrase complète attendue, Sylvie la produit à sa place : « *je viens du sénégal* » (1.15). Elle valide finalement la présentation du participant 2 et ouvre la place pour la suivante : « *très bien (0.4) on continue* » (1.17). Cette séquence illustre la façon dont les règles suivies par le modèle de présentation de soi peuvent être explicitées par la meneuse du jeu.

Ce rôle interactionnel n’est pas dévolu aux bénévoles. Ainsi, dans l’extrait suivant, tiré du cours n°8, ce sont deux bénévoles (Sandra et Salomé) et une apprenante (Ines) qui accompagnent une autre apprenante (Samira) dans la réalisation de son tour de parole.

1	03:28	SAN	samira tu peux te présenter/ tu t’appelles comment/ [...]
2	03:36	INE	samira je suis marocaine
3		SAL	((rire))
4		SAM	(inaud.)
5		SAN	voilà (.) je m’appelle samira
6		SAM	je m’appelle samira
7		SAN	je suis marocaine
8		SAM	marocaine
9	03:54	SAL	et tu habites (.) à VILLE/

Sandra attribue le tour de parole à Samira en utilisant ce que Greco appelle « le dispositif du prénom » (2006: 163). Ce dispositif permet, d’une part, « l’avancement du tour de table », mais aussi d’« indexer une connaissance entre les membres antérieure » et de souligner « un partage d’expériences communes » entre les deux

participantes (2006: 163). Samira fréquente depuis plusieurs mois et de façon régulière les cours de français de l'association. Elle est en apprentissage de la lecture et de l'écriture et rencontre d'importantes difficultés pour s'exprimer en français. Elle est âgée d'une quarantaine d'années, ce qui la distingue des autres apprenants. Ces éléments nous semblent expliquer sa notoriété au sein des participants – bénévoles et apprenants – des cours de français. Beaucoup la connaissent et connaissent son prénom, lui manifestent de la sympathie et l'aident, comme Ines le fait dans cet extrait.

Voyant qu'elle peine à produire la réponse attendue, Ines, sa voisine, produit le tour à sa place : « *samira je suis marocaine* » (1.2). En ajoutant la nationalité de Samira, qui n'était pas demandée par Sandra, Ines montre à la fois qu'elle maîtrise le modèle de présentation attendu et qu'elle connaît bien Samira. C'est ensuite Sandra qui prononce ces deux éléments structurants du modèle, chacun étant répété par Samira : « *je m'appelle samira* » (1.5), « *je suis marocaine* » (1.7). Salomé pose alors une autre question, afin d'accompagner Samira dans la réalisation du modèle complet : « *et tu habites à VILLE* » (1.9). Les trois participantes co-énoncent, ensemble, la présentation de Samira.

L'analyse de ces différents extraits montre que le modèle de présentation de soi des apprenants, dans les cours de français, est figé par une routine. Sa stabilité met en lumière les catégories considérées, par les bénévoles, comme pertinentes : le prénom, l'origine nationale et la ville habitée. Il s'agit de catégories pertinentes *du point de vue des bénévoles*, car ce sont elles qui amènent les apprenants, par des questions et des relances, vers la réalisation des éléments structurant le modèle lorsqu'ils viennent à manquer.

Lorsque ce sont des bénévoles qui se présentent, un élément du modèle diffère : l'origine nationale est remplacée par le statut au sein de l'association. En témoignent ces deux tours de présentation produits par Sylvie, aux cours n°3 et 6.

- (3) 03:08 SYL moi je m'appelle (0.4) je m'appelle sylvie
 ? sylvie
 SYL je suis bénévole à autremonde euh depuis CHIFFRE⁷³
 ans/ (inaud.) (.) et j'habite euh: VILLE (0.3)
 03:19 NUM.ARRONDISSEMENT
- (6) 01:31 SYL donc bonjour/
 (5.1)

⁷³ Toujours pour favoriser l'anonymat des personnes, nous remplaçons le nombre d'années par CHIFFRE.

SYL on va se présenter (0.8) hein/ (0.6) voilà (.) et
 après je vous propose d'écrire votre nom (.) sur
 une feuille devant vous (.) d'accord/ (0.8) alors
 moi je m'appelle sylvie hein je suis bénévole à
 autremonde depuis CHIFFRE ans (0.9) euh j'habite (.)
 01:55 VILLE (.) NUM.ARRONDISSEMENT (2.0) tu veux commencer/

Dans le premier cas, le tour de parole de Sylvie conclut le tour de table, dans le second, elle est la première à commencer. Bien que les deux cours aient été enregistrés à un mois d'intervalle, le tour produit est identique. D'une part, les traits d'identification donnés par Sylvie sont les mêmes et apparaissent dans le même ordre : prénom – « *sylvie* » –, catégorie de membres de l'association – « *bénévole* » –, durée de l'engagement, ville et arrondissement habités. D'autre part, les termes employés sont similaires, seuls les marqueurs discursifs « *euh* » et « *hein* » varient. Dans les deux énoncés, nous avons, par exemple, « *moi je m'appelle sylvie* » avec l'utilisation du pronom tonique. La répétition à l'identique du tour de présentation de Sylvie montre le caractère habituel et figé du modèle.

Le tour de présentation de Cécile, produit lors du cours n°4, ressemble fortement à ceux de Sylvie, produits dans les cours n°3 et 6. Nous y retrouvons la mention du prénom, de la catégorie de membres de l'association et de la ville et l'arrondissement de vie. Deux variations apparaissent : Cécile donne son âge et indique les activités associatives dans lesquelles elle s'engage plutôt que la durée de cet engagement. Au cours n°7, Clémence mentionne à la fois son âge et son ancienneté dans l'association. Ce dernier point est également précisé par Sandra, Salomé et Annick au cours n°8. L'âge et l'ancienneté apparaissent donc comme des variables dans le modèle de présentation des bénévoles, qui peuvent être actualisées ou non.

Dans son tour de présentation, au cours n°8, Salomé ajoute une autre information : sa nationalité et son pays de naissance.

1 02:23 SAL alors (0.6) je commence moi je suis salomé (.) je
 2 suis bénévole à autremonde depuis euh CHIFFRE an (.)
 3 je viens les mercredis je vous connais presque tous
 4 (0.5) et euh:: je suis française (.) née au PAYS
 5 02:38 (0.6) en CONTINENT (0.8) et j'habite à VILLE
 [...]
 6 02:53 SAL donc euh voilà qui veut se pré- qui prend la suite
 7 (0.6) pour se présenter
 8 (1.9)
 9 ANN moi je viens prendre la suite [je suis toute]
 10 SAL [très bien]

11 ANN nouvelle (0.4) je suis une nouvelle bénévole (0.4)
 12 nouvelle (.) new (0.6) et je suis donc euh une
 13 élève ((rire)) élève euh voilà pour devenir euh
 14 aussi euh animatrice euh de groupe (.) voilà je
 15 m'appelle annick (1.5) et qu'est-ce que je peux
 16 03:20 dire (0.3) je suis: voilà (.) ((rire))

Salomé ajoute aux éléments structurant le modèle qu'elle est de nationalité française et le pays dans lequel elle est née. Dans notre corpus, elle est la seule personne bénévole à mobiliser la nationalité et le pays de naissance comme des critères de présentation de soi. L'actualisation de cet élément, qui appartient au modèle de présentation des apprenants, produit une première forme d'identification avec eux. Le fait qu'elle soit née dans un autre pays que la France fonctionne également comme un marqueur d'identification avec ses interlocuteurs.

Annick, qui est la deuxième personne à se présenter, assiste pour la première fois à un cours de français. Comme c'est souvent le cas pour les bénévoles débutants, elle ne participe pas au cours en tant qu'animatrice principale, mais en tant qu'observatrice. Cela pourrait expliquer qu'elle ne reproduise qu'en partie le tour de présentation type des bénévoles. Elle n'indique, en effet, que son prénom, sa catégorie de membres de l'association et son ancienneté. La ville où elle habite, élément structurant du modèle, et la nationalité, variation ajoutée par Salomé, ne sont pas reprises. Les hésitations, explicitées par le contenu propositionnel des énoncés (« *qu'est-ce que je peux dire* » 1.15-16) ou montrées par les pauses, les allongements syllabiques (« *je suis:* » 1.16), les rires (1.13 et 16) et la fréquence des marqueurs discursifs (« *euh* » 1.12, 13 et 14, « *voilà* » 1.1.13, 14 et 16) manifestent le caractère inhabituel que revêt, pour Annick, la production d'un tour de présentation dans ce contexte. Notons qu'elle opère un rapprochement tant avec ses interlocuteurs apprenants qu'avec ses interlocutrices bénévoles : « *je suis une nouvelle bénévole* » (1.11), « *je suis donc euh une élève* » (1.12-13), « *élève euh voilà pour devenir aussi animatrice euh de groupe* » (1.13-14). L'auto-catégorisation comme « *élève* », qui la rapproche des apprenants, et comme « *animatrice* » et « *bénévole* », qui la rapproche de Salomé et Sandra, lui confère une position intermédiaire dans la situation de classe.

L'analyse des tours de table de présentation au début des cours de français nous a permis de mettre en lumière plusieurs choses. Tout d'abord, l'activité de présentation de soi est co-construite par l'ensemble des participants à l'interaction. Chaque tour de parole est orienté à la fois par celui qui le précède et vers celui qui lui succède. La répétition de la présentation de soi, à chaque cours et pendant un même cours, conduit

à la stabilisation d'un modèle type. Greco (2006: 169) note que la pratique de la présentation de soi « se construit dans la séquentialité de l'action au travers de trois temporalités » : l'« intra-tour », l'« inter-tour » et l'« événement discursif ». Nous retrouvons chacune de ces temporalités dans les extraits analysés : 1) celle de l'« intra-tour », avec la « succession d'unités de construction de tour » liées à « plusieurs collections catégorielles » (le prénom, l'âge, le lieu de vie) ; 2) celle de l'« inter-tour », avec l'encadrement de chaque présentation par des « dispositifs verbaux » (« *bonjour tout le monde* », « *c'est tout* », « *voilà* ») et « non verbaux » (la disposition des corps dans l'espace) ; et 3) celle de l'« événement discursif », chaque présentation « empruntant des dispositifs catégoriels proches de celles qui l'ont précédée » – à l'exception des collections « nationalité » et « membres de l'association », qui alternent selon les locuteurs.

Dans notre corpus, une autre temporalité joue un rôle majeur : celle de la mémoire des tours de table passés. En outre, tous les participants ne jouent pas le même rôle dans l'élaboration du tour de table : celui des participants bénévoles est prépondérant. Lorsque des catégories attendues ne sont pas actualisées, ce sont eux qui amènent les autres participants à le faire. Le caractère pertinent des catégories mobilisées pour se présenter est donc construit par les bénévoles. De plus, les catégories pertinentes ne sont pas les mêmes pour tous les participants. Alors que, pour les participants bénévoles, la catégorie de membres de l'association est actualisée, ce n'est pas le cas pour les autres participants. Ceux-ci ne se catégorisent pas comme accueilli ou apprenant et remplacent cet élément par leur nationalité. Tandis que, pour une partie des participants, le trait identitaire pertinent est celui de « membre de l'association », pour l'autre, il est celui d'étranger* à la nation.

Les cours de français sont une activité associative à laquelle participe une partie importante des membres de l'association. Comme l'indique un rapport d'activité publié au cours de notre recherche, 78 bénévoles sont mobilisés chaque mois pour assurer 28 cours de français, qui réunissent entre 12 et 15 apprenants. C'est donc un espace décisif pour l'élaboration des rôles et des positions au sein de l'association. Le fait que les catégories « accueilli » et « apprenant » n'y soient pas considérées comme des catégories pertinentes pour se désigner, et donc se positionner au sein de l'ordre associatif, nous semble contribuer à expliquer pourquoi elles sont peu utilisées dans des processus d'auto-catégorisation dans le reste des activités associatives. L'analyse du tour de présentation de soi des candidats à l'élection au CA va dans ce sens.

7.1.1.2 Être présenté et se présenter comme un futur administrateur

Les interactions présentées ont été enregistrées lors d'une AG, qui s'est déroulée dans la grande salle de l'association. La salle est pleine : des personnes sont assises sur des chaises placées en rang, d'autres sont debout ou assises près du bar. Devant elles, la présidente, la vice-présidente et la trésorière se succèdent⁷⁴. Elles présentent, notamment, le rapport financier et le rapport d'activité, et reviennent sur plusieurs temps forts qui ont marqué l'année qui vient de s'écouler : des projets culturels, la braderie. L'élection pour le renouvellement d'une partie des membres du CA a lieu à la fin de l'AG. La présidente annonce l'élection et explique son déroulement. L'ensemble des candidats⁷⁵ l'a rejointe et fait face au public. La présidente conclut son introduction par le point suivant :

1 46:05 PRE⁷⁶ euh et hum:: et euh dans nos dans nos statuts euh
2 il est précisé que trois places (.) sont réservées
3 (.) euh aux accueillis\ donc ça va un petit peu à
4 l'encontre de ce qu'on a dit au début de cette euh
5 de ce CA en disant qu'on essayait de casser les
6 étiquettes à autremonde (0.4) on a quand même gardé
7 cette euh ça dans les statuts/ (.) mais en: voulant
8 justement impulser cette dynamique de: de
9 participation des publics dans le conseil
10 d'administration (0.4) euh: donc ces trois places
11 réservées (.) euh on va: elles sont à condition
12 évidemment que les personnes soient élues à la
13 majorité absolue (.) c'est-à-dire à plus de
14 cinquante pour cent (0.6) euh et euh et donc ces
15 trois places leur sont réservées\ (.) si ces places
16 ne sont pas euh si les si les trois accueillis qui
17 se présentent (0.4) euh ne sont pas élus n'ont pas
18 les cinquante pour cent (.) les places iront aux
19 46:49 autres membres (1.8) voilà

⁷⁴ Nous avons choisi de genrer ces fonctions au féminin afin de préserver l'anonymat des personnes qui les occupaient, mais aussi celui des autres personnes dont les propos sont repris dans ce travail. Les personnes occupant ces fonctions changent régulièrement : les identifier permettrait de reconnaître l'AG enregistrée et plus largement la période précise à laquelle nous avons réalisé l'ensemble de nos enregistrements.

⁷⁵ Pour garantir leur anonymat, nous avons genré les candidats au masculin et modifié leur propos dans les transcriptions en fonction de ce changement, lorsque nécessaire.

⁷⁶ Toujours pour préserver l'anonymat des personnes, nous avons décidé de ne pas donner de pseudonyme aux membres du bureau, mais de les désigner par la fonction qu'ils occupent. Pour les candidats non membres du bureau, nous remplaçons leurs noms et prénoms par NOM et PRÉNOM dans le corps du texte. Pour les identifier dans les transcriptions, nous notons CA1, CA2, CA3, etc. selon l'ordre dans lequel ils se présentent.

catégorie d'administratrice et décline ses responsabilités au sein du CA, en précisant le nombre d'années pendant lequel elle a exercé ces fonctions. Elle revient sur les motifs qui la poussent à se présenter à nouveau, puis appelle le candidat suivant. Celui-ci prend la parole :

49:23 CA3 oui c'est moi (0.5) bonsoir moi c'est PRÉNOM NOM (.)
et euh ça fait CHIFFRE ans que je suis à: autremonde
depuis CHIFFRE ans (.) euh ou presque euh référent
maraude et depuis CHIFFRE ans aussi euh
49:35 administrateur

Il se catégorise, lui aussi comme administrateur et indique ses années d'ancienneté dans l'association, comme l'avait fait le participant 1, ainsi que ses années d'ancienneté au CA, comme l'avait fait la présidente. Nous voyons, ici, comment les tours de présentation s'élaborent les uns par rapport aux autres. Ce candidat actualise la collection catégorielle « membres de l'association », ce que n'avaient pas fait ses prédécesseurs, et se désigne comme « *référent maraude* ». Nous l'avions mentionné dans le chapitre précédent, la catégorie « bénévole » se divise en effet en plusieurs sous-catégories, dont celle de référent. Deux autres candidats se présentent après lui, puis c'est au tour d'un troisième :

53:08 CA6 bonsoir à tous (.) à toutes (1.4) euh je me
présente je m'appelle PRÉNOM NOM je suis malien
(0.8) et de: (0.4) d'ethnie soninkée (0.8) donc
j'ai souhaité euh devenir euh un administrateur
aujourd'hui (0.9) car euh j'aime autremonde euh en
53:27 fait

Si ce participant fait partie des « *trois accueillis* » candidats annoncés par la présidente, il ne s'auto-catégorise toutefois pas comme tel. Il n'actualise pas la collection catégorielle « membres de l'association », mais celle de la nationalité – « *je suis malien* » – et de l'ethnie – « *d'ethnie soninkée* ». Il fait ainsi émerger un autre point de vue sur les collections adaptées pour se présenter dans ce contexte. De même que dans les cours de français, ce sont ici les catégories nationale et ethnique, et non celles de la collection « membres de l'association », qui sont rendues pertinentes pour la présentation de soi d'un accueilli. Bien que ce candidat fréquente l'association depuis plusieurs années, il ne mentionne pas son ancienneté, comme l'on fait les locuteurs qui l'ont précédé. Il montre ensuite son désir de rejoindre la catégorie d'administrateur, avec « *j'ai souhaité devenir* ». Le candidat suivant reprend, lui, le modèle de présentation appliqué par les autres :

54:19 CA7 bon bah moi c'est ma CHIFFRE année à autremonde en tant que bénévole et euh (0.4) voilà c'est:

Il se catégorise comme membre de l'association – « *en tant que bénévole* » –, indique son ancienneté – « *ma CHIFFRE année* ». Il ne reprend pas les collections catégorielles de la nationalité et de l'ethnie actualisées par son prédécesseur et n'en fait donc pas des collections pertinentes pour lui. Le onzième candidat à prendre la parole fait lui aussi partie des « *trois accueillis* » :

57:40 CA11 bonjour bah moi c'est PRÉNOM je connais autremonde depuis (.) fff (0.3) ((rires)) je compte plus ça fait trop là ((rires)) euh: si je me repré- ça fait CHIFFRE ans que je suis administrateur (.) <((plus lentement)) administrateur> (0.6) si je me représente au c a bah c'est

Le participant ne reprend pas la catégorie « accueilli », à laquelle il avait été affilié par la présidente. Il indique son ancienneté dans l'association et, en précisant qu'il ne peut pas la chiffrer en années – « *je compte plus là ça fait trop* » –, se positionne comme le plus ancien des candidats. Il rappelle ensuite son ancienneté au CA – « *ça fait CHIFFRE ans* » – et se catégorise comme administrateur. Le troisième candidat « accueilli », qui n'était pas présent mais avait préparé un texte à lire pour lui, ne s'y catégorise pas non plus selon la collection « membres de l'association ». Il y indique, comme les autres, son ancienneté au sein de l'association : « *je fréquente autremonde depuis quasiment CHIFFRE mois je suis à toutes les kafets* ».

L'analyse de ces présentations de soi dans le cadre d'une élection au CA montre que, à l'inverse de la catégorie « bénévole », celle d'accueilli n'est pas mobilisée dans un processus d'auto-catégorisation. Les candidats qui ont été catégorisés comme tels mobilisent d'autres attributs pour se définir : celui de la nationalité, de l'ethnie, mais aussi celui de l'ancienneté. Indiquer le nombre d'années d'ancienneté dans l'association ou au CA est une caractéristique commune à la majorité des candidats. Cela peut s'expliquer par le mimétisme et l'orientation du tour de chaque participant vers les tours précédents (Greco, 2006), mais aussi par l'importance du critère de l'ancienneté dans l'espace de l'association. Elle témoigne, d'une part, d'une connaissance approfondie de l'association et, d'autre part, d'une certaine notoriété individuelle. Elle fournit, de cette façon, un surplus de légitimité bienvenu dans le cadre d'une élection.

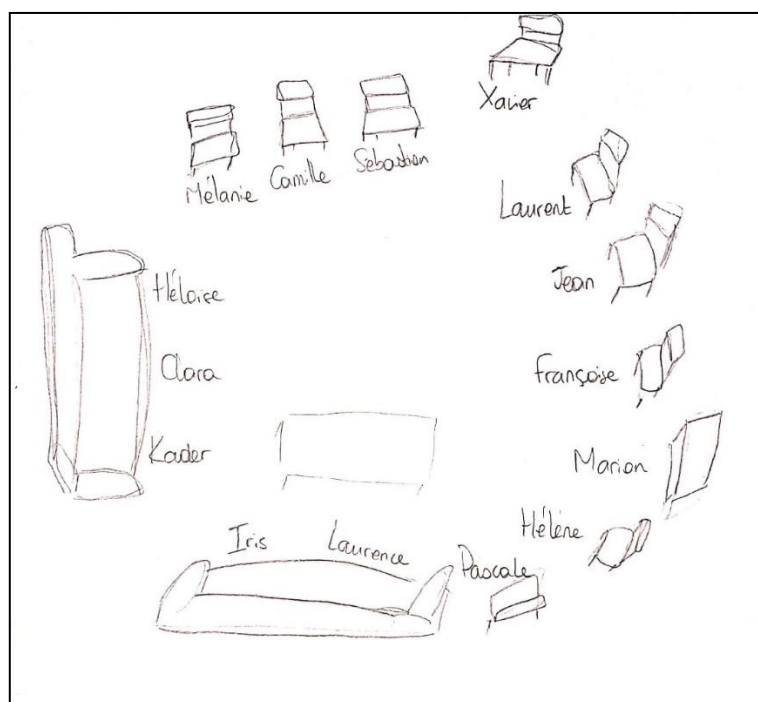
Le fait que les composantes de la collection catégorielle « membres de l'association » ne soient pas mobilisées de la même façon selon la catégorie d'appartenance nous semble révélateur d'une forme de hiérarchisation de ces catégories, du point de vue des participants. Le fait que la catégorie « accueilli » ne soit pas utilisée dans les tours de présentation de soi, alors que c'est le cas de celles de salarié et de bénévole, confirme notre hypothèse selon laquelle la catégorie d'accueilli est dotée d'une valeur moindre que les autres. Selon la collection catégorielle bi-classe des « hôtes » (hôte-accueillant / hôte-accueilli), elle est celle des « *don't haves* ». Puisque l'affiliation à une catégorie affecte l'image de soi des individus, elle affecte également leurs pratiques de présentation de soi. Le fait qu'une catégorie soit peu valorisée explique qu'elle soit moins mobilisée dans des processus d'auto-catégorisation. Ce non-dit montre comment les processus de catégorisation s'articulent, *in situ*, à des processus d'évaluation et de hiérarchisation. Ce phénomène n'échappe pas à certains membres de l'association. Pendant la période de notre observation participante, il faisait l'objet de réflexion, notamment au sein de l'équipe salariée et du CA, et des discours *sur* les catégories de membres étaient produits.

7.1.2 Questionner l'activité catégorielle, questionner l'ordre associatif

Nous nous intéresserons, dans cette sous-partie, aux discours produits *sur* les catégories de la collection « membres de l'association ». Cela nous permettra d'observer, d'une part, les savoirs méta-langagiers relatifs au processus de catégorisation déployés par les membres de l'association et, d'autre part, le sens donné aux catégories de membres par des personnes qui fréquentent l'association. Par leurs activités méta-langagières, elles illustrent l'interrelation entre processus de catégorisation et formation de l'ordre social. Les échanges sur lesquels nous nous concentrerons dans les prochains paragraphes se sont produits lors d'une réunion qui s'est tenue dans la grande salle de l'association. Cette réunion avait été annoncée dans la newsletter envoyée par mail aux adhérents de l'association. Elle était présentée comme une discussion ouverte à tous sur « *la participation des publics* », dans le cadre d'un « *groupe de réflexion mixte* », dont l'objectif était de réfléchir aux « *questions liées au bénévolat et [à] l'accompagnement des personnes vers le bénévolat* »⁷⁸. Le groupe que nous formons est dit « *mixte* », car il est composé de personnes salariées, bénévoles et accueillies. Afin de préserver l'anonymat des personnes, nous n'affilierons pas toujours les participants à une catégorie de membres. Nous faisons

⁷⁸ Citation de la newsletter annonçant cet événement.

partie des quinze personnes présentes à cette réunion. Les participants sont installés en cercle, de la façon suivante :



Dessin 1 : Placement des participants à la réunion sur la participation des publics

Lors de la réunion, les participants s'interrogent sur les modalités à mettre en œuvre pour rendre plus souple la structure interne de l'association et plus poreuses les frontières entre accueillis et bénévoles. Comment informer les accueillis de la possibilité de devenir bénévoles ? Devront-ils passer, eux aussi, par la réunion d'intégration ? Devront-ils être accompagnés par un bénévole dans cette transition ? Une personne extérieure à Autremonde, que nous appellerons Mélanie, a été invitée. En effet, elle travaille dans une association qui a connu une restructuration qui va dans la direction qui intéresse le groupe de réflexion. Dans l'association de Mélanie, une partie importante des personnes confrontées à des conditions de vie précaires et autrefois catégorisées comme publics, est désormais rangée dans la catégorie « bénévole » et joue le rôle d'accueillant.

La réunion commence par la présentation, par Mélanie, de son association, du changement qui s'y est opéré et de son fonctionnement actuel. Plusieurs personnes échangent avec elle et lui demandent des précisions. La conversation se centre ensuite sur Autremonde. Les participants discutent de ce que recouvre le terme « participation » et des modes de reconnaissance accordée aux formes de participation

qui ont été distinguées au cours de la réunion. La question des effets de l'affiliation au « statut » de bénévole et d'accueilli arrive rapidement dans la discussion. Vingt minutes après le début de la réunion, en effet, Laurence dit à Mélanie : « *on a la question du vocabulaire de dire euh voilà on va passer d'un statut d'accueilli à un statut de bénévole en fait ça nous gêne* ». Elle s'explique : « *on fixe un cadre* » « *en amont* » « *de l'engagement de la personne* » et « *on contraint déjà la personne à rentrer dans un moule* ». À partir de cette prise de parole, la question de la dénomination des membres de l'association et de son lien avec la structure de l'ordre associatif revient de manière récurrente. Nous interpréterons le problème posé par Laurence, puis par d'autres participants, comme relatif à l'instabilité du processus de catégorisation. Nous décrirons comment, au cours de cette réunion, les catégories sont « travaillées linguistiquement de l'intérieur, décomposées et recomposées, associées et contrastées, constamment ajustées au contexte et à la dynamique interactionnelle » par les participants (Mondada, 1997: 301).

7.1.2.1 L'activité de catégorisation : nommer, classer, hiérarchiser

Lors de cette réunion, une part non négligeable de la réflexion sur les modalités de « *la participation des publics* » consiste en une réflexion sur les processus de catégorisation au sein de l'espace associatif. Les extraits et leur analyse rendent compte de l'activité méta-langagière et de la « négociation intersubjective des processus de référenciation » auxquelles se livrent les participants (Mondada & Dubois, 1995: 286). S'il s'agit de phénomènes communs, ils nous semblent néanmoins revêtir une importance particulière dans le cadre d'un collectif associatif, où *faire groupe* suivant un projet et un idéal partagés est essentiel. Dans ce contexte et en vue d'une action collective, il apparaît d'autant plus impératif de s'accorder sur une intelligibilité commune du monde. Nous le verrons, les participants à la réunion ont bien conscience que la mise en ordre de la relation d'accueil comporte une part langagière. Dès lors, il nous semble nécessaire de préciser ce que pourrait être l'apport de notre recherche pour les membres des associations de solidarité. Plus que de révéler les effets des activités de catégorisation langagières sur la mise en ordre des relations sociales, l'intérêt de nos analyses est de montrer *comment* les sujets parlants s'emparent des catégories existantes, les travaillent et les opposent. En décrivant *comment* les interactants mettent en discours une insatisfaction catégorielle, nos analyses illustrent la dynamique du processus de catégorisation. Elles rendent compte de la façon dont peut émerger un changement dans les pratiques de catégorisation au sein d'un collectif.

Les échanges entre les participants témoignent d'une indécision dans la façon de dire, qui nous paraît liée à une transformation du point de vue porté sur l'ordre associatif et à la volonté de changer cet ordre. Lors de la réunion, la catégorisation des membres de l'association comme bénévoles et accueillis est présentée comme étant récemment devenue une source de discussion. Nous ne pouvons établir avec certitude que ces catégories ne faisaient pas l'objet de discussions jusqu'alors. Nous savons néanmoins que l'objectif de développer la « *participation des publics* » a été officialisé peu de temps auparavant par le *projet associatif* et qu'il se concrétise, à cette période, par la mise en place d'activités dites co-gérées par des personnes catégorisées comme bénévoles et accueillies. La réflexion autour des termes « accueilli » et « bénévole » nous semble relever de l'instabilité propre à l'activité langagière de catégorisation : « ce qui est habituellement considéré comme un point stable de référence pour les catégories peut être décatégorisé, rendu instable, évoluer, sous l'effet d'un changement de contexte ou de point de vue » (Mondada & Dubois, 1995: 282).

Au cours de la réunion, plusieurs participants se livrent à la mise en discours de points de vue portés sur les catégories de membres de l'association. Ainsi, une dizaine de minutes après que Laurence a posé « *la question du vocabulaire* », Camille y revient :

1 33:16 CAM dans dans la question de passer à à de accueilli à
2 bénévole en fait moi je trouve que ça (.) ça met
3 dans une case à un endroit où t'es accueilli alors
4 c'est pas terrible quoi et puis t'es bénévole euh
5 là c'est le saint graal comme tu disais et puis du
6 coup euh (0.4) il faudrait se faire ce parcours
7 là pour euh (0.3) justifier d'une valeur au sein de
8 l'association (0.8) [et et que du coup] attend
9 HEL [non mais c'est ce que tu xxx]
10 CAM juste [au] bout de mon idée (0.4) et (.)
11 HEL [excuse-moi]
12 CAM et que du coup je trouve que si (.) on arrive
13 à se détacher de ça (.) et juste de donner (.) euh
14 (0.3) en fonction de de parler de responsabilité
15 parce que faut pas dénier le fait que y a quand
16 même des responsabilités quand tu fais tourner une
17 mission/ et et que euh faut un référent: faut
18 quelqu'un `fin voilà/ (.) ça ça faut quelqu'un qui
19 ait les clés: `fin: ce que tu disais/ quoi (0.7)
20 voilà/ (.) mais juste faire en fonction
21 des personnes (2.2) (indaud.)
22 (1.2)
23 MAR oui c'est peut-être ça aussi parce que des

24 étiquettes comme tu dis c'est valoriser euh ouais
25 le savoir
26 CAM mais ça ça n'empêche pas que y a un référent/ et
27 que (.) et que pour moi dans ce sens-là c'est le
28 référent qui a un peu le
29 (1.4)
30 MAR la coordination (indaud.)
31 (1.5)
32 34:22 CAM les responsabilités

Camille développe un métadiscours sur les catégories « bénévole » et « accueilli », mettant en lumière leur caractère praxéologique et leurs effets sur la classification et la hiérarchisation des membres de l'association. Tandis que la catégorie « accueilli » est modalisée par une appréciation péjorative (« *c'est pas terrible quoi* » 1.4), celle de bénévole est décrite de manière bien plus positive, par l'hyperbole : « *c'est le saint graal* » (1.5). Dans la scénographie discursive déployée dans l'énoncé, le passage de la catégorie d'accueilli à celle de bénévole est présenté comme une trajectoire (« *passer de [...] à* » 1.1-2, « *se faire ce parcours là* » ligne 6-7) par laquelle l'individu acquière une valeur au sein de l'ordre associatif (« *pour euh justifier d'une valeur* » 1.7). L'opposition radicale et hiérarchisée entre « accueilli » et « bénévole » est présentée comme instituée : l'une et l'autre catégories sont décrites comme des positions figées (« *une case* », « *un endroit* » 1.3) auxquelles les membres de l'association sont assignés. Seule la catégorisation comme bénévole apparaît valorisante, du point de vue des membres de l'association : « *il faudrait faire ce parcours-là pour justifier d'une valeur au sein de l'association* » (1.6-7). Nous retrouvons, à nouveau, l'idée que l'appartenance à la catégorie « bénévole » a un effet positif sur l'image de l'individu : elle le fait entrer dans le groupe des *possédants*.

Camille manifeste une attitude critique, tant vis-à-vis de ce constat que de la formulation du problème. D'une part, avec « *en fait moi je trouve que* » (1.2), elle annonce une séquence d'argumentation et marque le propos à venir comme relevant de son point de vue. Elle se décharge, par contraste, de la responsabilité énonciative du segment précédent, c'est-à-dire de « *la question de passer de accueilli à bénévole* ». D'autre part, avec le marqueur dialogique et interlocutif⁷⁹ « *comme tu disais* » (1.5), elle attribue la qualification de « *saint graal* » à un autre participant. N'ayant pas trouvé trace de cet énoncé rapporté dans l'enregistrement de la réunion, nous supposons qu'il a été produit avant celle-ci. L'utilisation du conditionnel montre, également, que le

⁷⁹ Par dialogisme interlocutif, nous renvoyons au fait que, dans son énoncé, le locuteur tient compte des énoncés antérieurs des interlocuteurs ou bien anticipe sur leurs énoncés à venir (Bres, 2005: 53).

point de vue exprimé appartient à un énonciateur autre et n'est pas pris en charge par la locutrice. Après avoir énoncé cette critique des catégories de membres, Camille pose un objectif commun : « *si on arrive à se détacher de ça* » (1.12-13). Le démonstratif « *ça* » peut renvoyer tant à la hiérarchie instituée entre les deux catégories qu'aux termes mêmes de la question « *passer de accueilli à bénévole* » (1.1-2). En décrivant la hiérarchie produite par ces deux catégories et en la rejetant, Camille met en cause le caractère figé d'une assignation *a priori* à une catégorie de la collection « membres de l'association », ainsi que la pertinence même de cette collection catégorielle. En proposant de « *juste faire en fonction des personnes* » (1.20-21), elle rappelle l'hétérogénéité des individus affiliés à la catégorie « accueilli », souligne le caractère homogénéisant du processus de catégorisation et affiche la dimension arbitraire de la pré-catégorisation comme accueilli.

Marion, qui prend ensuite le tour (1.23-25), souligne également la dimension praxéologique du processus de catégorisation. Malgré les marqueurs dialogiques « *oui* », « *comme tu dis* » et « *ouais* » qui ponctuent son tour et situent son contenu propositionnel dans la continuité de celui du tour de Camille, il nous semble que son énoncé s'oriente dans une direction inverse. Marion réaffirme, en effet, la nécessité de poser « *des étiquettes* » : « *c'est valoriser euh ouais le savoir* ». Alors que Camille dénonçait l'effet hiérarchisant des catégories de membres, Marion met en avant l'effet positif de la valorisation produite par la catégorisation. Qu'elles considèrent leurs effets comme bénéfiques ou non, les deux participantes s'accordent sur la dimension praxéologique de l'activité langagière de catégorisation.

Moins de quinze minutes plus tard, Laurence produit de nouveau un énoncé méta-langagier sur l'activité de catégorisation et met en avant son caractère « indispensable » dans l'organisation des relations et des activités en cours (Mondada, 2007: 323). Elle exprime une critique du terme « autremondien », prononcé quelques minutes avant par un autre participant dans l'énoncé « *on est autremondiens* ».

1 47:34 LAU et donc ouais (.) donc euh on essaie en fait de
2 mettre des mots de mettre des mots sans mettre des
3 étiquettes donc c'est un peu compliqué parce que
4 faut bien qu'on arrive à se comprendre alors on est
5 tous autremondiens (.) mais pardon ça marche pas
6 dans le `fin ça marche pas il faut faut bien qu'on:
7 (0.3) c'était l'expression de clara faut bien qu'on
8 dise des mots pour qu- pour se comprendre parce que
9 sinon on sait pas qui: qui est qui qui fait quoi
10 faut bien qu'on trouve des mots/ (0.3) donc euh (.)

11 euh on met on essaie de pas mettre d'étiquette mais
 12 en même temps il faut bien qu'on: qu'on qu'on mette
 13 des mots et qu'on valorise les choses et qu'on
 14 essaie de: (0.4) de: de se positionner: euh (0.3)
 15 voilà et de répondre à des
 16 PAS hmm
 17 48:07 LAU des demandes des besoins euh

L'énoncé de Laurence entre en résonance avec les constats relatifs à l'activité de catégorisation faits par Sacks (1989) et Mondada (1997, 2007). Ainsi, aucun individu n'échappe à cette activité, car elle permet de rendre intelligible un monde qui « ne préexiste pas comme tel mais dont les objets émergent comme des entités discrètes au cours du temps de l'énonciation qui y réfère » (Mondada & Dubois, 1995: 287).

Parce qu'elle participe à modeler une représentation du monde et qu'elle révèle un certain point de vue sur celui-ci, l'activité de catégorisation n'est pas sans poser problème aux personnes. C'est la tension entre le caractère indispensable de la catégorisation et l'insatisfaction causée par l'idée de ne plus recourir aux catégories « accueilli » et « bénévole » que Laurence met en discours, lorsqu'elle cite Clara et dit « *faut bien qu'on dise des mots pour qu- pour se comprendre* » (1.7-8), puis « *on essaie de pas mettre d'étiquette mais en même temps il faut bien qu'on qu'on mette des mots* » (1.11-13). La répétition du déontique « *faut bien* » témoigne de cette tension. Étant donné qu'il existe toujours « plusieurs catégories possibles pour identifier une personne », le choix d'une catégorie plutôt qu'une autre est un « problème de décision d'appartenance qui se pose aux acteurs sociaux » (1995: 278).

Il s'agit alors, pour le sujet parlant, de trouver « la référenciation adéquate » (1995: 285) ; c'est cette adéquation qui est interrogée par Laurence : « *alors on est tous autremondiens mais pardon ça marche pas* » (1.4-5). Avec cet énoncé, Laurence reprend et répond à une remarque faite par Denis, plus tôt dans la réunion : « *on est autremondiens* ». Elle actualise également un élément du discours propre à l'association et vient s'y opposer. Nous l'avons mentionné précédemment (voir 6.1.2.3), l'expression « *tous les autremondiens* » apparaît, en effet, de manière récurrente dans les textes institutionnels associatifs. Nous pourrions dire que, du point de vue de Laurence, l'utilisation de la catégorie « autremondien » entraîne une « non-correspondance entre les mots et les choses » (1995: 286). Ce qui n'est plus rendu pertinent et n'est plus discrétisé avec cette catégorie, c'est « *qui est qui* » et « *qui fait quoi* » (1.9). Autrement dit, Laurence refuse l'effacement de la distinction des rôles d'accueillant et d'accueilli (« *qui fait quoi* »), mais aussi des caractéristiques supposées substantielles des individus qui conduisent à la distribution de ces rôles (« *qui est*

qui »). Selon ses dires, la catégorie « autremondien » ne permet pas de configurer de manière satisfaisante « le caractère intelligible, sensé, cohérent des rencontres et du monde social » (2007: 321). C'est le lien entre la catégorisation et la « poursuite de l'action » (2007: 321) que Laurence met alors en lumière : « *il faut bien qu'on mette des mots et qu'on valorise les choses et qu'on essaie de: (.) de: de se positionner: euh voilà et de répondre à des des demandes des besoins* » (1.12-17).

Après ce tour de parole, un participant introduit un changement de thématique et propose de revenir sur l'analogie entre la structure familiale et associative, le mot « famille » ayant été prononcé par Mélanie lors de la présentation de son association. La discussion se poursuit sur le lien entre savoirs, reconnaissance des savoirs et position au sein de l'association. L'articulation de ces trois éléments est illustrée par la description d'activités associatives : les accueils de jour et un projet artistique. Hélène, une bénévole, souligne alors l'importance de la « *parole collective* », autrement dit du discours tenu par l'institution associative sur ses membres, dans la légitimation des personnes et de leurs savoirs. C'est sur cet élément que revient Laurence, deux minutes plus tard. Son tour de parole rend compte de la co-construction dialogale et dialogique de la réflexivité sur l'activité de catégorisation :

1 55:43 LAU oui moi je j'entends ce que tu dis sur la
2 représentation collective et sur euh (.) sur la
3 parole collective (.) je pense qu'il y a un enjeu
4 autour de ça (.) euh sur le fait que on peut très
5 bien être (0.5) accueilli (0.5) euh `fin (.) avoir
6 cette étiquette d'accueilli sur une kafet parce que
7 tu viens boire un café (.) que euh voilà c'est bon
8 (0.3) mais que tu peux être euh (.) tu peux savoir
9 sur un autre projet (0.3) et en fait je pense que
10 nous on a besoin de décaler notre vision (.) et
11 notre posture par rapport à ça (0.3) parce que euh
12 56:07 notre étiquette elle est un peu définitive

Avec les marques d'accord « *oui* » et « *j'entends* » (1.1), que l'on peut interpréter à la fois comme un verbe de perception et de compréhension, Laurence présente son tour de parole comme complétant celui d'Hélène. Elle cite l'énoncé produit par celle-ci quelques minutes plus tôt – « *la représentation collective* », « *la parole collective* » (1.2 et 1.3) –, indique qu'il s'agit d'un discours rapporté en l'introduisant par un verbe de parole – « *ce que tu dis sur* » (1.1) – et l'attribue à Hélène par le « tu » déictique. Le modalisateur épistémique « *je pense que* » (1.3) montre que Laurence prendra en charge le contenu propositionnel qu'elle s'apprête à énoncer. L'amorce de ce tour de parole rend compte de la co-élaboration de la réflexion qui se déploie lors de cette

réunion. Dans la suite du tour, Laurence met en discours une réflexivité sur le processus qui mène à la catégorisation comme accueilli.

Dans un premier temps (1.4-7), elle justifie l'emploi de cette catégorie : « *on peut très bien être accueilli* ». Elle reformule tout de suite « *être accueilli* » en « *avoir cette étiquette d'accueilli* » (1.5-6). Ce faisant, elle répare et, dans le même temps, met en lumière l'effet essentialisant de son premier énoncé et le caractère construit de la catégorisation comme accueilli. La réparation d'un énoncé potentiellement essentialisant est reproduite, lorsqu'elle reformule « *tu peux être* » en « *tu peux savoir* » (1.8). Ces phénomènes de reformulation témoignent de l'attention que Laurence porte à la mise en discours et au pouvoir des mots. Elle souligne, en effet, la nécessité de tenir compte du contexte dans le processus de catégorisation. Le choix de la catégorie « accueilli » est ici justifié par le lieu et l'activité à laquelle se livre l'individu : « *sur une kafet* », « *parce que tu viens boire un café* » (1.6-7).

Dans un second temps (1.8-12), Laurence remet en question le caractère figé de cette catégorisation : « *notre étiquette elle est un peu définitive* ». La critique, explicitement prise en charge par l'énonciatrice du fait du « *je pense que* » (1.9), est faite à l'ensemble de l'association. Avec l'utilisation de la première personne du pluriel (« *nous* » 1.10, « *notre* » 1.10, 11 et 12), Laurence interpelle ses interlocuteurs directs et les englobe plus largement dans le collectif associatif. C'est la « *vision* » et la « *posture* » de tous les membres de l'association qui est mise en question. Le lien entre processus de catégorisation, point de vue sur le monde et effets sur l'organisation sociale est explicitement énoncé.

7.1.2.2 Définir les catégories « accueilli » et « bénévole »

Les énoncés portant sur les catégories « accueilli » et « bénévole » montrent que les participants s'interrogent sur ce qui définit ces deux catégories et sur ce qui les distingue. La question qu'ils se posent est de savoir si cette distinction est légitime et ce qu'elle révèle de la structuration de l'ordre associatif. Plusieurs participants produisent des énoncés visant la définition de ces catégories et deux types de définition émergent : la définition par les activités associées aux membres d'une catégorie et celle par les caractéristiques intrinsèques qui leur sont attribuées. Dans le premier cas, le rôle joué dans la relation d'accueil vient justifier la catégorisation. Dans le second, il y a une affiliation, *a priori*, à une catégorie de membres. Nous illustrerons, dans les prochains paragraphes, ces deux processus.

Alors que Mélanie vient de donner le nombre de personnes salariées et bénévoles au sein de sa structure associative, Pascale demande :

1 17:43 PAS combien de: `fin nous après on appelle que nous on
2 dit les accueillis/ (0.3) donc des gens qui
3 viennent/
4 FRA? cinquante cinquante
5 (0.8)
6 MEL des gens qui viennent/ euh à peu près deux cents
7 17:52 par jour

Pascale s'adresse à Mélanie pour lui demander une information chiffrée sur les publics de l'association. Une participante prend le tour pour répondre à Pascale, mais ne fournit pas la réponse attendue. Mélanie répond alors à la question de Pascale, en reprenant la périphrase que celle-ci avait énoncée pour définir « *les accueillis* » : « *des gens qui viennent* » (1.2-3). Le tour de Pascale contient des segments méta-discursifs qui portent sur l'activité langagière de catégorisation : « *on appelle* », « *que nous on dit* » (1.1-2). Notons que l'utilisation de la première personne du pluriel – « *nous on* » – marque l'appartenance de Pascale au collectif associatif et sa conscience de l'existence de façons de dire propres à l'association. C'est pour clarifier le sens de la catégorie « accueilli » auprès de Mélanie qu'elle se livre à sa définition. La conjonction « *donc* » (1.2) joue ici un rôle discursif similaire à « c'est-à-dire » et montre que « *des gens qui viennent* » explicite le sens donné à la catégorie « *les accueillis* » à Autremonde. La définition donnée s'appuie sur l'activité de déplacement vers l'espace associatif. Le référent spatial n'est pas précisé, mais nous considérons qu'il s'agit du lieu de l'énonciation, c'est-à-dire de l'association. Pascale produit ainsi, de manière implicite et par opposition, une définition des autres catégories de la collection « membres de l'association » : elles seraient caractérisées par le fait d'être déjà là. La définition proposée par Pascale s'appuie donc sur celle du rôle d'hôte-accueilli, en opposition avec celle d'hôte-accueillant.

Près d'une heure plus tard, alors que la conversation porte sur l'intérêt que des personnes catégorisées comme accueillies soient élues au CA, Denis remarque :

01:13:05 DEN est-ce que y a pas des questions de vocabulaire
LAU ah si [on a un sujet]
DEN [parce que (0.3)] dans les mots (0.3)
bénévole (.) accueilli (0.3) le bénévole c'est
01:13:13 celui qui donne l'accueilli c'est celui qui reçoit

La structure de son énoncé manifeste que Denis se livre à une activité de définition : « *le bénévole* » / « *l'accueilli* » + présentatif « *c'est celui qui* ». Il présente leur sens comme étant contenu par les termes eux-mêmes : « *dans les mots bénévole accueilli* ». Comme pour Pascale, la définition de la catégorie repose, pour Denis, sur une activité – « *celui qui* + verbe d'action » – et non sur une qualité. Tandis que Pascale renvoyait à la relation d'hospitalité, Denis superpose les catégories « *bénévole* » et « *accueilli* » aux rôles joués dans le rapport de don. Il rappelle, ainsi, que la relation d'accueil est une relation de don et fige l'ordre associatif autour de cette relation. Parce qu'au sein de l'association l'accueilli n'est pas le bénévole, l'accueilli ne peut pas être celui qui donne, ni le bénévole celui qui reçoit. Une dizaine de minutes plus tard, Hélène définit la catégorie « *accueilli* » en renvoyant, comme Pascale, à la distribution des rôles dans la relation d'accueil.

1 01:23:07 HEL l'autre truc et après j'arrête de parler/ (0.3)
 2 c'est que: si y a un truc sur quoi: euh (0.4) euh
 3 moi ce je suis très a- à quoi je suis très
 4 attachée/ (0.3) c'est l'accueil inconditionnel
 5 (0.4) donc accueilli/ ça vient de là/ (0.3) c'est
 6 parce que y a une porte qui est ouverte (inaud.)
 7 les gens ils rentrent et ils sont accueillis parce
 8 que quand ils rentrent on fait bonjou:r ((rire)) et
 9 01:23:29 c'est ça/ l'accueil

Dans cet extrait, la définition d'accueilli s'inscrit dans le prolongement de la mention de « *l'accueil inconditionnel* », présenté comme fondamental pour Hélène (« *à quoi je suis très attachée* » 1.3). Lorsqu'elle déclare « *donc accueilli ça vient de là* » (1.5), le « *là* » peut renvoyer à la fois au lien morphosémantique entre « *accueil* » et « *accueilli* » et à un lien logique entre la catégorie « *accueilli* » et la valeur de « *l'accueil inconditionnel* » portée par l'association. La définition du terme « *accueilli* » repose, ici encore, sur une activité sociale liée à la relation d'accueil : être un accueilli, c'est être accueilli. Hélène illustre son propos en décrivant une situation d'accueil (1.6-8). Avec le « *on* » (1.8), Hélène s'y met en scène dans le rôle de l'accueillante et place une partie de ses interlocuteurs dans cette même position : « *quand ils rentrent on fait bonjou:r* » (1.8). Sur le plan de la scénographie discursive, l'alternance entre le « *ils* » des accueillis et le « *on* » des accueillants dans « *ils rentrent* » / « *on fait* » (1.8) provoque la mise à distance des accueillis vis-à-vis du « *je* » énonciateur. Sur le plan scénique, cette distinction entre « *ils* » et « *on* » produit une frontière entre les participants à l'interaction : elle conduit à l'altérisation de Kader et Xavier, deux participants catégorisés explicitement et à plusieurs reprises comme accueillis et donc associés au « *ils* ».

Le fait que la définition des catégories « accueilli » et « bénévole » soit présentée comme reposant uniquement sur des activités sociales mérite d'être interrogé. Plus tôt dans la réunion, Kader rappelle qu'il a « occupé » plusieurs « classes » au sein de l'ordre associatif. Il souligne qu'il a animé « bénévolement » une activité culturelle et commente de la façon suivante le fait d'avoir endossé différents « statuts » : « pour moi personnellement ça m'a travaillé la tête ». Hélène prend alors la parole. La séquence qui suit rend compte de la tension qui entoure les motifs d'affiliation aux catégories « bénévole » et « accueilli ». Kader, qui est généralement catégorisé comme accueilli et qui peut également s'auto-catégoriser comme tel, met en avant que le fait d'effectuer une activité « bénévolement » ne permet pas forcément d'être associé à la catégorie « bénévole ».

1 01:03:10 HEL ouais mais regarde kader euh (0.3) moi je suis
2 administratrice mais je suis je suis bénévole/
3 avant tout (0.5) parce que (inaud.) [tu deviens]
4 KAD [oui:]
5 administrateur parce que t'es bénévole
6 KAD oui mais moi j'étais administrateur mais j'étais
7 pas bénévole
8 (0.5)
9 HEL bah euh
10 CAM [(inaud.)]
11 IRI [((rire))]
12 KAD [((rire))]
13 HEL oui non alors [ça c'est une des questions] qu'on
14 KAD [tu vois ce que je veux dire]
15 qu'on avait euh
16 (0.7)
17 CAM oui
18 HEL à laquelle °il faudrait réfléchir un peu (inaud.)°
19 KAD parce que je te ferais dire que j'étais
20 administrateur bénévolement
21 (0.3)
22 HEL bah moi aussi/
23 LAU ((rire)) [((rire))] [((rire))][((rire))]
24 KAD [bah alors]
25 PAS [oui/]
26 01:03:36 KAD [alors]

Des lignes 1 à 5, Hélène attire l'attention de Kader sur le fait que le cumul de ce qu'il a appelé des « classes » ou des « statuts » n'est pas une situation singulière. Elle est également concernée : elle se définit elle-même comme « bénévole » et « administratrice » (1.1-2). Elle hiérarchise ces deux affiliations catégorielles – « je

suis bénévole avant tout » –, puis les place dans un rapport de causalité : « *tu deviens administrateur parce que t'es bénévole* » (1.3 et 5). La remarque de Kader, « *j'étais administrateur mais j'étais pas bénévole* » (1.6-7), vient défaire ce rapport de causalité et crée un malaise chez son interlocutrice. La pause entre la fin du tour de Kader et le début de celui d'Hélène, de même que le fait qu'Hélène produise un tour sans contenu propositionnel (« *bah euh* » 1.9), rend compte de son hésitation. Celle-ci apparaît dans les tours de parole suivants, des lignes 13 à 18, du fait du nombre important de marqueurs discursifs (« *alors* », « *euh* ») et de reformulations (« *oui* » en « *non* » 1.13 ; « *qu'on avait* » 1.15 en « *à laquelle il faudrait* » 1.18), mais aussi de la baisse du volume de la voix sur la fin de son tour (1.18).

Kader met alors en mots la distinction entre l'action bénévole – au sens de non-salarié – et la catégorie « bénévole » : « *je te ferais dire que j'étais administrateur bénévolement* » (1.19-20). Par le contraste produit par l'énonciation rapprochée de « *j'étais administrateur mais j'étais pas bénévole* » et de « *j'étais administrateur bénévolement* », il met en avant que le processus de catégorisation ne dépend pas toujours du type d'activité des individus. La différence entre la position d'Hélène et celle de Kader est davantage mise en lumière lorsque la première s'exclame « *bah moi aussi* » (1.22) et que le second lui rétorque « *bah alors* » (1.24). Kader n'explicite pas la conclusion de son argumentation et laisse le paradoxe irrésolu : il ne suffit pas d'agir bénévolement pour être *un* bénévole à Autremonde. Les rires de différents participants – dont Kader lui-même – qui ponctuent la séquence lui donnent un caractère léger et l'empêchent de prendre un tour plus sérieux. Si Kader met le doigt sur une contradiction forte entre l'égalité revendiquée et les inégalités effectives et dévoile qu'il est touché par cette inégalité – « *ça m'a travaillé la tête* » –, il n'en fait pas un motif de rupture avec ses interlocuteurs ou avec l'association. La mise en cause de l'ordre de l'accueil, par un « *accueilli* » et à des « *accueillants* », est, dans cette situation, exprimée et entendue.

C'est directement à la suite de cette séquence que Pascale produit un énoncé qu'elle reprendra et développera peu après : « *oui mais mais en même temps en même temps y a des représentants de différents donc on va pas pas tout gommer sinon on écrase plein de choses* ». Lorsqu'elle parvient à prendre le tour de parole quelques minutes plus tard, Pascale énonce une définition de la catégorie « *accueilli* » qui relève à la fois d'une activité liée à la relation d'accueil au sein de l'association et de qualités supposées intrinsèques aux personnes affiliées à cette catégorie. Elle s'accorde ainsi avec Kader pour dire qu'effectuer une action bénévole ne suffit pas pour être

catégorisé comme tel. Mais tandis que Kader présentait cela comme quelque chose de contradictoire et problématique, Pascale justifie cette distinction.

1 01:06:28 PAS [...] j'entends bien tout ça/ je me dis que (0.4)
2 euh: faudrait trouver un système pour euh: (.) oui/
3 pour euh (0.3) arriver à ce que surgissent des
4 propositions: des trucs des uns et des autres/
5 (0.5) mais en même temps/ (.) euh faut pas non plus
6 écraser (0.8) un certain nombre de différences
7 (0.4) moi ce que je trouve important/ par exemple
8 kader que tu sois avec PRÉNOM (.) euh: au conseil
9 d'administration/ (.) pour représenter aussi des
10 accueillis/ (.) y a des accueillis je vais pas
11 reprendre l'exemple de ceux qui sont sur le canapé
12 (.) qui veulent être que accueillis (0.4) voilà (.)
13 sur la kafet moi je connais essentiellement la
14 kafet (.) mais euh ce que on disait être accueilli
15 ou être bénévole pour moi y a une grande différence
16 (0.3) qui est que (.) euh: quand on est accueilli
17 quelque part on a des droits qu'on a pas en tant
18 que bénévole (0.5) c'est-à-dire que (.) moi/ en
19 tant que bénévole de kafet (.) euh le minimum c'est
20 je suis souriante je suis bienveillante avec tout
21 le monde (0.5) si j'ai des problèmes dans ma vie
22 que suis pas en forme que ça va pas eh ben je vais
23 pas venir (0.3) parce que je serai pas disponible
24 pour les [autres] attends laisse-moi finir kader
25 KAD [bah]
26 (0.3) euh ça/ (.) c'est une chose que je ne vais
27 pas exiger d'accueillis `ce que quand t'es à la rue
28 parce qu'on a des problèmes jusque là et tout ça
29 (.) on n'a pas forcément cette disponibilité
30 d'esprit (0.5) voilà donc là je fais une différence
31 entre accueillis et entre bénévoles (0.3) et je
32 pense que si notre mission c'est quand même (.) un
33 un accueil inconditionnel il faut aussi pouvoir
34 accueillir des gens (.) qui n'auront pas (0.3)
35 cette capacité-là parce qu'ils n'ont pas/ cette
36 01:07:51 disponibilité
[...]
37 01:08:42 PAS mais j- voilà je voulais juste attirer l'attention
38 sur ça (.) sur le fait qu'il y ait des
39 représentants de ces différences-là/ représentant
40 des salariés représentant (.) des accueillis: euh
41 voilà et sans se voiler la face (.) être bénévole
42 ça suppose un certain nombre de capacités (0.7) que
43 on a ou qu'on a pas/ (.) hein (.) mais qu'on a

Au début du tour de parole de Pascale, le marqueur argumentatif « *mais en même temps* » (1.5) introduit une nouvelle séquence argumentative et la place en opposition avec la séquence précédente. Alors que le maintien d'une distinction entre bénévoles et accueillis était questionné par les participants, Pascale le justifie. Le segment « *faut pas non plus écraser (.) un certain nombre de différences* », dans lequel Pascale accentue le mot « écraser » (1.5-6), introduit la thématique de l'argument développé par la suite. Pascale va, en effet, se concentrer sur ce qui oppose ces deux catégories de membres. Sa subjectivité est affichée tout au long de sa prise de parole. Le déictique de première personne, « je » et « moi », est très présent, de même que les marqueurs d'opinion (« *je me dis* » 1.1, « *je trouve* » 1.7, « *pour moi* » ligne 11, « *je pense* » 1.31-32). Pascale présente son point de vue comme polémique : « *je voulais juste attirer l'attention sur* » (1.37), « *sans se voiler la face* » (1.41). Le changement de registre avec l'expression « *la merde la plus complète* » (1.44-45) participe également à afficher une rupture avec les autres participants. Cette rupture s'effectue toutefois au sein du collectif associatif. Pascale appuie, en effet, son argumentation en rappelant le texte du *projet associatif* et en se positionnant, avec ses interlocuteurs et par le possessif « *notre* », comme membre de ce collectif : « *notre mission c'est quand même un accueil inconditionnel* » (1.32-33).

C'est depuis cette position que Pascale met en opposition les catégories « *bénévole* » et « *accueilli* ». Le terme « *différence* » est prononcé quatre fois et modalisé, par deux fois, par des marqueurs d'intensité : « *un certain nombre de différences* » (1.6), « *une grande différence* » (1.15). L'opposition entre bénévoles et accueillis s'appuie sur deux motifs. D'abord, elle est décrite comme reposant sur une distinction en termes de droits et de devoirs liés aux lois de l'hospitalité. Alors que l'affiliation à la catégorie « *accueilli* » donne accès à des droits (« *quand on est accueilli quelque part on a des droits* » 1.16-17), ce n'est pas le cas de celle de « *bénévole* ». À l'inverse, l'affiliation à celle-ci est décrite en termes de devoir par la modalité déontique renforcée par la répétition de verbes au présent : « *eh le minimum c'est je suis souriante je suis bienveillante avec tout le monde si j'ai des problèmes [...] ben je vais pas venir* » (1.19-23). Ce que rappelle ici Pascale, ce sont les obligations de la maitresse de maison dans la mise en œuvre de l'accueil.

Cette séquence fait directement écho à la présentation du rôle du bénévole faite par Laura lors de la réunion d'intégration que nous avons enregistrée et à laquelle Pascale n'a pas assisté. Elle reprend pourtant les mêmes termes que Laura, qui disait, comme

nous l'avons vu en 6.2.1 : « *mais du coup voilà c'est vraiment le prisme du lien social donc bah on est accueillant on est souriant on est bienveillant euh voilà on fait en sorte que les personnes se sentent euh à l'aise ici* ». Ce dialogisme montre la force d'imprégnation du *projet associatif* et a pour effet de renforcer l'image d'hôte accueillante produite par Pascale.

L'opposition entre bénévoles et accueillis repose également sur une distinction liée aux conditions de vie. Pascale énonce une incompatibilité entre le fait d'avoir la « *capacité* » (1.35) et la « *disponibilité d'esprit* » (1.29-30) nécessaire pour être un bon maître de maison et le fait d'être « *à la rue* » (1.27), d'avoir « *des problèmes jusque là* » (1.28), d'être « *dans la merde la plus complète* » (1.44-45). La « *différence* » entre bénévoles et accueillis est présentée, par le déictique spatial « *là* », comme localisée et portant sur ce point précis : « *là je fais une différence* » (1.30). La distinction entre les membres de la catégorie « *bénévole* » et « *accueilli* » prend une dimension presque ontologique, du fait de l'usage répété du terme « *capacité* » : « *des gens qui n'auront pas cette capacité-là* » (1.35), « *être bénévole ça suppose un certain nombre de capacités* » (1.42). Ici, l'affiliation à la catégorie « *bénévole* » ou « *accueilli* » est justifiée non par les activités auxquelles se livrent les personnes au sein de l'association, mais par leur condition sociale. Il y a donc une pré-catégorisation : être « *dans la merde* » est incompatible avec être *bénévole*.

Dans cette séquence, Pascale met également en mots le lien entre le fait d'être catégorisé comme accueilli et le fait d'être le représentant de tous les membres de cette catégorie. Elle actualise ainsi ce que Sacks (1989: 272) qualifie de « *presumptive representativeness* » de la catégorie, c'est-à-dire le fait que « *any member of any category is presumptively a representative of that category for the purpose of use of whatever knowledge is stored by reference to that category* ». Pascale déclare, en effet : « *je trouve important par exemple kader que tu sois avec PRÉNOM euh au conseil d'administration pour représenter aussi des accueillis* » (1.7-10). L'adverbe « *aussi* » montre que, sans Kader et son partenaire, les accueillis ne seraient pas représentés ; seuls les membres des autres catégories, les salariés et les bénévoles, le seraient. L'assignation catégorielle comme accueilli, pour Kader *in praesentia* et pour son partenaire *in absentia*, s'accompagne de l'attribution d'une charge de représentation. Cela témoigne de l'effet d'homogénéisation propre au processus de catégorisation sociale. Cet effet est bien mis en lumière lorsque Pascale explique vouloir « *attirer l'attention* » « *sur le fait qu'il y ait des représentants de ces différences-là* » (1.37-39). La collection catégorielle « *membres de l'association* » conduit, ici, à la différenciation entre les membres de deux catégories et à

l'essentialisation de cette différence. La question de savoir si les administrateurs accueillis doivent être considérés ou non comme des représentants des accueillis au CA, introduite par Camille à la suite du tour de Pascale, fait ensuite débat pendant plusieurs minutes.

Ces discours produits sur les catégories de membres de l'association témoignent du savoir des participants sur les effets de l'activité de catégorisation : classification, homogénéisation, hiérarchisation. Ils nous montrent également le point de vue des participants sur ces catégories et sur leur définition. La co-élaboration dialogale et dialogique de ces points de vue, dans une interaction qui se déroule dans le cadre d'une réunion dédiée à la réflexion sur le fonctionnement de l'association, illustre comment les membres d'un collectif peuvent remettre en question des façons de se nommer, en lien avec un idéal commun.

Jusqu'alors, nous nous sommes intéressée à l'actualisation, en interaction, des catégories de membres ou aux discours produits sur celles-ci. Dans la sous-partie suivante, nous interrogerons les liens entre catégorisation et construction de rapports de places, à partir d'extraits de cette même réunion.

7.1.3 Être membre de l'association : de la catégorisation au rapport de places

Dans les paragraphes suivants, nous observerons comment l'affiliation à une catégorie de la collection « membres de l'association » s'articule avec l'élaboration des rapports de places en interaction. Nous nous concentrerons sur trois des participants à la réunion. Tout d'abord, et plus brièvement, sur Hélène et Kader, qui s'auto-catégorisent, pour la première comme bénévole et administratrice, et pour le second comme accueilli et administrateur. Puis nous analyserons une séquence plus longue et décrirons comment Xavier, qui affirme son appartenance à la catégorie « accueilli », se positionne et est positionné par les autres participants. Nous interrogerons, par la description fine de la construction des places en interaction, l'articulation entre affiliation catégorielle et rapport de pouvoir.

7.1.3.1 Hélène, bénévole et administratrice

Près d'une heure après le début de la réunion, Mélanie, l'invitée membre d'une autre association, mentionne le « travail » qui a été fait pour « changer [les] représentations » des « bénévoles issus [des] publics » au sein de sa structure associative, afin qu'ils puissent s'engager sur toutes les activités proposées par

l'association et qu'ils ne soient pas « *cantonnés* », a priori, « *aux missions d'accueil de jour* ». Hélène rebondit sur la thématique des « *représentations* » et revient au cas d'Autremonde :

1 52:12 HEL quand tu nous dis c'est quoi le problème/ mais
2 c'est mais c'est une évolution et: de euh (.)
3 l'association et puis (inaud.) fait plus de vingt-
4 cinq ans (0.3) avec des jeunes qui changent c'est
5 pas les mêmes c'est machin et donc là sur quatre
6 cinq ans bah on voit que ça change ça on se pose
7 des questions (.) une espèce de conscientisation
8 machin de ceci et de cela/ (0.4) et puis:
9 l'évolution des publics et évolution (inaud.) et du
10 coup c'est chacun doit changer aussi (0.3) c'est-à-
11 dire je pense qu'il y a quelque chose qui est pas
12 mal/ (.) qui s'est construit en disant (.) on on
13 offre ça et et et vous venez le chercher et le
14 recevoir (.) et puis au bout d'un moment on est
15 plus complètement dans ça/ (0.3) mais quand même
16 encore dans ça/ `fin (inaud.) et donc du coup ça
17 évolue et du coup ça et comme toute évolution y a:
18 des trucs parce que on est pas la poste et puis
19 d'autres ben ça frictionne quoi (.) et donc sur le
20 coup de la kafet euh (0.5) cogérée ça (inaud.) part
21 de loin mais euh la la le problème celui-là c'était
22 bien celui-là c'était (inaud.) un problème de
23 représentation ou comme xavier ou kader peuvent le
24 dire que en face on est si on passe derrière le bar
25 (.) y a des gens qui disent qu'est-ce que tu fous
26 derrière le bar (0.3) et donc les questions de
27 légitimité elles se posent (inaud.)
28 LAU ouais ça c'est important la question de la
29 légitimité
30 HEL et où du coup la parole de l'association (inaud.)
31 une parole collective et une représentation
32 collective (.) et ce qu'on a écrit dans le nouveau
33 projet/ (.) c'est ça/ (.) c'est que c'est c'est ça
34 doit évoluer sur quelque chose d'autre (.) mais
35 c'est le début/ puis c'est en constante évolution
36 53:44 dans dix ans ça sera encore autre chose (inaud.)

Dans ce tour de parole, Hélène déploie l'ethos de la bénévole administratrice et endosse le rôle attendu. Elle se positionne, en effet, en mémoire de l'association et ancre, avec de nombreux marqueurs temporels, la discussion présente dans le temps long : « *plus de vingt-cinq ans* » (1.3-4), « *là sur quatre cinq ans* » (1.5-6), « *et puis au*

bout d'un moment » (1.14), « *ça part de loin* » (1.20-21). Cet ancrage temporel est fait vis-à-vis du passé, mais également du futur : « *c'est le début [...] dans dix ans ça sera encore autre chose* » (1.36). Le déploiement de cette chronologie a pour effet de faire de la locutrice un point de stabilité. Hélène insiste, en outre, sur le fait que l'association s'est transformée. Les verbes « changer » et « évoluer » sont utilisés à plusieurs reprises (1.4, 6, 8 et 10, et 1.17 et 34), de même que le terme « évolution » (1.2, 9, 17 et 35). Le fait même de pouvoir témoigner de ces transformations contribue à la maintenir dans une position de stabilité vis-à-vis de l'association.

Cet effet tient également au contraste entre le « je » déictique, qui émerge avec le modalisateur épistémique « *je pense que* » (1.11), et la récurrence du « on » utilisé avec un verbe au présent – « *on voit* » et « *on se pose* » (1.6), « *on offre* » (1.13), « *on est* » (1.14), « *on est pas* » (1.18). Hélène s'ancre ainsi dans le collectif associatif, tout en déployant un point de vue omniscient sur l'histoire de l'association. Sur le plan de la scénographie discursive, le « je » de la locutrice peut occuper plusieurs places. Dans la relation d'accueil, elle se montre à la fois à la place des accueillants – « *on offre ça* » / « *vous venez le chercher et le recevoir* » (1.12-13) – et à la place des accueillis. Elle mêle, en effet, sa voix à celle des deux accueillis présents à la réunion, en les citant (« *comme xavier et kader peuvent le dire* » (1.23-24) et en fondant son « je » dans le groupe qu'ils forment : « *si on passe derrière le bar y a des gens qui disent qu'est-ce que tu fous derrière le bar* » (1.24-26). Hélène se place aussi dans le groupe des administrateurs, lorsqu'elle rappelle : « *ce qu'on a écrit dans le nouveau projet c'est ça* » (1.32-33). Ce sont en effet les administrateurs et l'équipe salariée qui ont écrit le *projet associatif*. La longueur du tour de parole – une minute et demie –, interrompu par une intervention de Laurence où celle-ci manifeste son accord avec le contenu énoncé sans chercher à prendre le tour, est elle aussi significative. Cette capacité à conserver la parole témoigne d'une certaine autorité dans la situation d'interaction et vis-à-vis de ses interlocuteurs.

Une vingtaine de minutes plus tard, Hélène se positionne à nouveau en accord avec ce rôle, dans l'interrelation avec Kader. Les participants s'interrogent sur la fonction de « *représentants des accueillis* », dévolue ou non aux accueillis élus au CA. Kader met en discours sa perception du rôle qu'il tient en tant qu'administrateur accueilli :

1	01:11:06	KAD	tu penses un peu pour tout le monde/ (.) et: pour
2			toi pour euh voilà/ (.) sans: sans te donner euh
3			porte-parole de tel groupe (.) `fin voilà quoi tu
4			vois/ (0.4) moi je pense [(inaud.) du truc quoi
5		HEL	[oui ce qu'on avait&

6 &imaguiné c'est que vous alliez recueillir la parole
7 (.) mais ça fait pas de toi un porte-parole ça fait
8 quelqu'un (.) de toi quelqu'un qui va recueillir la
9 parole de l'autre et [la rapporter/] (.)
10 KAD [ouais voilà]
11 HEL [mais c'est pas un truc euh] (.) qui est une
12 MED [et la proposer ouais]
13 HEL synthèse de (0.4) tout tout ce que tout le monde
14 [euh]
15 01:11:30 KAD [bien sûr]

Dans cet extrait, nous observons une co-construction du discours en interaction par Hélène et Kader. Les chevauchements témoignent de la rencontre entre le point de vue des deux participants sur la question du rôle des administrateurs accueillis. Plusieurs marques de l'accord, énoncées tant par Hélène que par Kader, en témoignent : « *oui* » (1.5), « *ouais voilà* » (1.10), « *ouais* » (1.12), « *bien sûr* » (1.15). L'énoncé est lui aussi co-élaboré. Le segment « *sans te donner porte-parole de tel groupe* », énoncé par Kader (1.2-3), est ainsi repris par Hélène : « *ça fait pas de toi un porte-parole* » (1.7). Dans cette co-construction du discours, les deux participants, tous deux administrateurs, ne développent cependant pas le même ethos. Hélène manifeste, en effet, une position d'autorité : « *ce qu'on avait imaginé c'est que vous allez recueillir la parole* » (1.5-6). L'opposition entre « on » et « vous » exclut Kader de la prise de décision opérée par le « on ». Elle constitue deux groupes distincts, celui auquel appartient Hélène et celui auquel appartient Kader. De plus, Hélène définit ce dernier : « *ça fait pas de toi un porte-parole* » / « *ça fait [...] de toi quelqu'un qui* » (1.7-8). Le pouvoir de définir son interlocuteur, non contesté, témoigne de son autorité sur celui-ci. Le rôle de ce dernier, tel qu'il est présenté par Hélène, est de « *recueillir la parole de l'autre et la rapporter* » (1.8-9). L'expression « *l'autre* », avec le déterminant défini, rappelle le texte du *projet associatif*⁸⁰, qu'Hélène a participé à écrire. La différenciation entre Hélène et Kader se double de l'altérisation de ce dernier et vient renforcer le caractère asymétrique de leur rapport.

Le positionnement discursif et interactionnel d'Hélène se situe dans la continuité du rôle attribué aux administrateurs. Comme mentionné dans l'article 10 des *statuts*, les administrateurs « *décid[ent] de la politique annuelle de l'association* », « *veill[ent] à la cohésion de l'association* » et rédigent « *une feuille de route, qui constitue la stratégie à court terme de l'association* ». Comme cet extrait d'interaction entre Hélène et Kader en témoigne, tous les administrateurs ne possèdent néanmoins pas la

⁸⁰ Dans le *projet*, il est ainsi écrit qu'Autremonde « *va au-devant de l'autre* » et « *constate que la défiance vis-à-vis de "l'Autre" [...] a progressé* » (p.4).

même autorité ni le même pouvoir décisionnel. Ici, celui d'Hélène supplante celui de Kader. Cela peut tenir tant à l'ancienneté d'Hélène en tant qu'administratrice, plus longue que celle de Kader, qu'au fait que celui-ci est un administrateur accueilli et non un administrateur bénévole, comme il l'a fait remarquer quelques minutes auparavant.

7.1.3.2 Kader, accueilli mais administrateur

Lors de la réunion, Kader s'auto-catégorise à la fois comme accueilli et comme administrateur et déclare, nous l'avons vu précédemment, ressentir un malaise vis-à-vis de sa position dans l'association. Dans les deux extraits suivants, la co-construction de son rôle, dans l'interrelation avec les autres participants à l'interaction, s'accorde avec la tension exprimée autour de sa double affiliation catégorielle.

Ces deux séquences sont similaires. D'une part, Kader émet une proposition pour améliorer la communication interne à l'association. D'autre part, il se montre moins expert que ses interlocuteurs, vis-à-vis de l'association. Cela tient aux mots qu'il utilise : ses interlocuteurs, comme lui, signalent qu'il ne s'agit pas du lexique attendu. Dans le premier extrait, Laurence propose des solutions afin de visibiliser davantage l'importance accordée à « *la participation des publics* » au sein de l'espace associatif. Kader renchérit pour émettre également une proposition :

1 01:04:32 LAU peut-être en réunion d'info peut-être en kafet
2 peut-être afficher: peut-être euh redire euh vous
3 avez des talents vous avez des compétences euh (.)
4 bah dites-le nous quoi y a de la place pour vous à
5 autremonde ailleurs que euh à (.) `fin partout/
6 `fin je sais pas comment il faut le formuler/ (0.3)
7 mais euh (.) peut-être redire que euh y a des esp-
8 y a plein d'espaces en fait qui peuvent être
9 investis/ (0.3) par tout le monde et euh
10 KAD le mettre dans le cahier tu vois y a un un cahier
11 un flyer ou je sais pas comment vous appelez ça de
12 présentation
13 DEN? livret d'accueil/
14 KAD tu vois/ ce que j'ai eu au kamion (inaud.)
15 DEN? ce qu'on donne [au kamion][on distribue à] la
16 KAD [bah][bah déjà]
17 01:05:06 collecte euh

Lignes 10-11, Kader montre une hésitation sur l'usage du terme « cahier » : « *le cahier tu vois* », « *un cahier un flyer* ». Il déclare ensuite : « *ou je sais pas comment vous appelez ça* » (l.11-12). En renonçant à nommer « ça » et en opposant son « je » au

« vous » de ses interlocuteurs, il s'en différencie et justifie cette différenciation par la meilleure connaissance qu'il leur prête, concernant le lexique en usage dans l'association. Un participant répond à la sollicitation et lui propose un autre terme : « *livret d'accueil* » (l.13). Cela ne satisfait pas Kader, qui se tourne vers une autre participante et s'adresse directement à celle-ci : « *tu vois ce que j'ai eu au kamion* » (l.14). Ici, Kader met en avant un manque de connaissance du vocabulaire en vigueur au sein de l'association et se positionne, de ce fait, à distance de ses interlocuteurs.

La maîtrise du *bon* vocabulaire refait surface, un quart d'heure plus tard. Cette fois, ce sont les interlocuteurs de Kader qui lui font remarquer le caractère inadéquat de l'usage du terme « AG ». Laurence relance la thématique des modalités de la communication à mettre en œuvre pour mieux faire connaître cette volonté de développer « *la participation des publics* » et Kader fait une nouvelle proposition :

1 01:19:26 LAU je pense qu'il faut qu'on: s'interroge sur (.) co-
2 comment on annonce comment on parle de tout ça
3 comment on: communique quoi là on est douze mais
4 euh
5 KAD ouais en fait euh faut juste savoir (.) euh (0.4)
6 vous vous rappelez euh (0.4) quelle AG je sais plus
7 à quelle AG c'était (0.6) euh chaque groupe euh bon
8 voilà (0.4) donnait son avis ou proposait des
9 choses et y avait un rapporteur
10 CLA ah c'était un (inaud.)
11 LAU [c'était au séminaire]
12 HEL [ouais un séminaire]
13 HEL [ça on va faire ça]
14 KAD [ouais vous vous rappelez/
15 ? (inaud.)
16 KAD eh mais: en fait je trouve que ce système-là il a
17 01:19:53 bien fonctionné quelque part

Clara, une salariée, reprend Kader sur l'utilisation du mot « AG » (l.10). Cette correction est répétée par Laurence et Hélène, dont les tours de parole se chevauchent (l.11 et 12). Elles manifestent, ce faisant, leur connaissance du bon vocabulaire. Kader montre qu'il a bien reçu les corrections, mais n'en fait pas un élément pertinent. Avec « *ouais vous vous rappelez* » (l.14), il remet au centre de l'attention l'objet en question et non le signe utilisé pour y référer. À l'inverse de l'extrait précédent, il se positionne ici dans le même ensemble que ses interlocuteurs : le groupe de ceux qui ont partagé l'expérience d'un même événement, quelle que soit la bonne façon de le désigner.

Dans ces deux extraits, nous avons vu comment Kader tenait son rôle d'administrateur en étant force de propositions, tout en se ramenant ou en étant ramené, par ses interlocuteurs, à une place de non-expert. Bien que lui et Hélène aient en commun le statut d'administrateur, leur position d'autorité n'est pas la même. Ici, cette autorité tient à la capacité de démonstration d'un savoir sur l'association.

7.1.3.3 Xavier, accueilli revendiqué

Dans la séquence suivante, l'asymétrie dans le rapport de places entre les participants se fait plus forte. Laurence raconte une anecdote où elle et Xavier sont allés représenter l'association lors des vœux de la maire du vingtième arrondissement. Alors qu'ils sont invités à monter sur scène, Xavier est présenté comme un bénévole de l'association. Xavier prend alors la parole pour commenter cet événement. Si nous avons choisi de conserver cette séquence dans son entièreté, malgré sa longueur, c'est parce que celle-ci – près de 3 minutes – nous paraît significative pour l'analyse et l'interprétation.

1 56:51 XAV (inaud.) c'est marrant parce [que quand t'as dit
2 LAU [ouais
3 (.) quand elle a dit qu'il y avait: (0.3) toi
4 LAU ouais
5 XAV et un bénévole
6 LAU ouais
7 XAV moi j'ai en fait j'ai dit (inaud.) moi je suis pas
8 bénévole
9 (2.5)
10 LAU et voilà eh ben tu vois ça c'est une bonne
11 illustration c'était pour ça que je voulais euh
12 (0.3) en parler parce que (.) tu vois après moi
13 j'ai dit ben bonjour je m'appelle Laurence je suis
14 [***] et puis j'ai je t'ai donné le micro et puis
15 je t'ai dit ben présente-toi et t'as dit (0.3) moi
16 je suis Xavier et/ (0.9) [et je suis un accueilli]
17 XAV [(inaud.)]
18 (.) voilà (0.3) [et donc euh tu vois/]
19 PAS [mais c'était important/] euh
20 c'était important pour
21 LAU ouais
22 PAS pour toi de dire que t'étais accueilli et pas
23 bénévole/ ou: ça t'a vexé qu'on dise bénévole/
24 XAV bah moi franchement/ (.) ma
25 PAS c'est quoi
26 (1.0)
27 XAV moi je pense que ça m'a plus désorienté en fait

28 ? hmm/ hmm
29 (0.9)
30 PAS ça t'a gêné donc qu'elle [fasse cette confusion]
31 XAV [bah ouais parce que]&
32 &(1.0) ouais parce que je croyais que j'étais le
33 seul accueilli (1.7) tout le reste c'était que des
34 salariés ou (1.2) et moi/ non (4.1) moi je me (.)
35 moi franchement quand je fais la braderie ou (1.5)
36 ou les collectes/ (.) moi je sais que j'y
37 participerai pas comme bénévole
38 (1.5)
39 PAS bah pourquoi [parce que tu fais]
40 CAM [pourtant euh]
41 LAU [eh bah pourtant hein]
42 [((brouhaha, rires))]
43 PAS [mais tu fais le même [boulot/]
44 [((brouhaha))]
45 XAV [non mais] non [mais]
46 PAS [xavier]
47 XAV [non mais non mais
48 PAS [moi j'ai fait la collecte avec toi c'est pareil/&
49 [((brouhaha))
50 &hein
51 SEB ((rire))
52 XAV [moi j'aime pas]
53 CAM [même limite salarié][tu vois/ entre les deux]
54 IRI [((rire))]
55 XAV non (inaud.) [en fait moi]
56 PAS [c'est le même boulot][inaud.)&
57 DEN [attend&
58 PAS &importance] d'énergie
59 &attend `tend]
60 DEN laisse-le terminer
61 XAV non sauf que moi je me sens pas (.) moi je peux pas
62 je peux pas dire/ que je suis bénévole/ quoi
63 PAS pourquoi
64 HEL mais disons que au moins tu fais du bénévolat/
65 alors ça veut
66 dire si tu fais des heures braderies (.) à porter
67 des cartons [tu fais du bénévolat] donc quand
68 CLA [gratuit]
69 PAS tu fais la collecte [tu fais du] bénévolat
70 HEL [ça t'es d'accord]
71 MAR ((rire))
72 XAV non
73 HEL [c'est toi qui t'engages] (inaud.) c'est du
74 XAV [(pas gratuit)]

75 HEL bénévolat même si t'es pas bénévole/
76 XAV ouais mais moi j'ai j'ai trop de mal à me (2.8)
77 comment dire (2.9) je pense que moi j'ai vachement
78 de mal à me considérer comme bénévole
79 (0.4)
80 PAS hmm (1.8) pourquoi parce que t'aimes pas les
81 bénévoles ou parce que tu te sens pas capable
82 d'être bénévole/ <((en riant)) ou quoi>
83 (2.5)
84 XAV non/ moi je (.) moi je sais que (.) si on me
85 demande un truc j'essaie de (.) moi je préfère en
86 parler à soit une salariée ou un bénévole mais que
87 la personne qui demande un renseignement en fait
88 elle est venue me voir/
89 (1.3)
90 LAU [hmm/ (inaud.)]
91 CAM [oui mais c'est pas que ça le bénévolat tu vois/]
92 ? hmm
93 CAM [tu vois/ quand (inaud.)]
94 XAV [non mais (.) quand vous] vous demandez des trucs/
95 (1.0) euh (0.9) je sais pas je sais que (inaud.) je
96 lui ai dit (inaud.) responsable je dis euh oui bah
97 vas voir xavier/ (0.9) (inaud.) (2.5) [(inaud.)&
98 CAM [oui mais&
99 &eh non]
100 CAM &c'est parce que le kamion] t'as pas décidé que t'y
101 étais (inaud.)
102 (1.6)
103 XAV non mais c'est qu'en fait (0.7) je pense que (0.9)
104 je sais pas comment vous expliquer en fait
105 (2.8)
106 KAD moi en fait je pense que y a y a deux y a y a deux
107 59:53 côtés en fait

Au début de la séquence, Xavier met en scène une différence radicale entre les membres des catégories « bénévole » et « accueilli ». En revenant sur l'épisode de la mairie, il se montre, par le procédé du discours rapporté à la première personne, en train de refuser la catégorie de bénévole qui lui a été attribuée : « *moi j'ai en fait j'ai dit [...] moi je suis pas bénévole* » (1.7-8). Laurence rapporte ensuite son geste d'auto-catégorisation comme accueilli, en reproduisant un énoncé qu'il avait produit à la mairie : « *et t'as dit moi je suis xavier et je suis un accueilli* » (1.15-16). *In situ*, Xavier réaffirme cette affiliation catégorielle : « *je croyais que j'étais le seul accueilli* » (1.32-33). Dans un tour de parole (1.31-37), il opère plusieurs distinctions avec les autres catégories de membres : celle des salariés (« *c'était que des salariés ou et moi non* »)

et celle des bénévoles (« *moi je sais que j'y participerai pas comme bénévole* »). L'importance qu'il attribue au fait qu'il pense être le « *seul* » représentant de cette catégorie semble jouer un rôle dans l'affirmation de son appartenance. En outre, il avait exprimé, juste auparavant, de l'inconfort vis-à-vis de l'affiliation à la catégorie « *bénévole* » : « *moi je pense que ça m'a plus désorienté en fait* » (1.27). Ce sentiment est réaffirmé, au début du tour, en réponse à la demande de Pascale (« *ça t'a gêné donc qu'elle fasse cette confusion* » 1.30) : « *ouais* » (1.32). La forte présence des marqueurs de la subjectivité – déictiques et épistémiques – montre la prise en charge du contenu énoncé par Xavier : « *franchement* » (1.24 et 35), « *je pense que* » (1.27, 77 et 103), « *je croyais que* » (1.32), « *je sais que* » (1.36, 84, 95). Dans toute la séquence, il affirme explicitement le point de vue qu'il exprime comme le sien.

Le refus de Xavier de se dire bénévole provoque une réaction antagoniste chez certains de ses interlocuteurs. Plusieurs de leurs tours de parole débutent ainsi par des marques du désaccord : « *pourtant* » (1.40 et 41), « *mais* » (1.43 et 64), « *oui mais* » (1.91 et 98). L'objectif de ceux qui s'expriment est d'amener Xavier à dire qu'il est « *pareil* », qu'il est lui aussi bénévole ou « *au moins* » qu'il « *fait du bénévolat* » (1.64). La distinction que Xavier affirme et assume entre eux et lui n'est pas acceptée. Pascale psychologise son positionnement par l'usage de verbes qui renvoient aux sentiments : « *ça t'a vexé qu'on dise bénévole* » (1.23), « *ça t'a gêné* » (1.30), « *t'aimes pas les bénévoles* » (1.80), « *tu te sens pas capable d'être bénévole* » (1.81). La répétition de ces questions fait du refus de Xavier une réaction anormale.

Celui-ci maintient, néanmoins, sa position face au groupe. Plusieurs de ses tours de parole commencent également par des marqueurs du désaccord : « *non mais* » répété quatre fois (1.45 et 47), « *non (inaud.) en fait* » (1.55), « *non sauf que* » (1.61), « *non* » (1.72 et 84), « *ouais mais* » (1.76), « *non mais* » (1.93 et 103). Si le point de vue de Xavier ne rejoint pas celui des autres participants, ceux-ci sont néanmoins d'accord entre eux. Leur accord est exprimé par des rires, mais aussi par la co-construction d'énoncés. C'est le cas des lignes 48 à 54 où les chevauchements et le brouhaha soudain, loin de témoigner d'une concurrence dans la prise de parole, manifestent l'accord du groupe contre Xavier. Ces chevauchements conduisent à la co-élaboration du tour, par Pascale et Camille : « *c'est pareil hein* » (1.48 et 50), « *même limite salarié* » (1.53). Les rires de Sébastien et nous-même, qui ponctuent les tours de Pascale et Camille, affirment la cordialité de l'échange et construisent la connivence du groupe contre Xavier.

Les tours de parole de Xavier, eux, n'entraînent pas de rire. Lorsque des chevauchements interviennent sur ses tours de parole, il n'y a d'ailleurs pas de co-élaboration de l'énoncé, mais plutôt une prise du tour. Xavier l'abandonne en effet presque systématiquement. C'est notamment le cas des lignes 45 à 55 où, malgré le fait qu'une question lui est adressée par Pascale (« *bah pourquoi parce que tu fais [...] le même boulot* » 1.39 et 43), il ne parvient pas à prendre le tour pour y répondre. Ses trois tentatives – « *nan mais* » répété quatre fois, « *moi j'aime pas* » puis « *non sauf en fait moi* » – sont à chaque fois avortées. C'est l'intervention de Denis en sa faveur « *attend attend `tend laisse-le terminer* » (1.57 et 59) qui lui permet de le récupérer.

L'antagonisme entre Xavier et le groupe se retrouve également sur le plan de la déixis personnelle. Ainsi, lignes 94-95 et 104 : « *quand vous vous demandez des trucs euh je sais pas je sais que* », « *je sais pas comment vous expliquer en fait* ». L'opposition entre « je » et « vous » contribue à constituer les interlocuteurs de Xavier, face à lui, en un groupe uni. L'antagonisme se déploie donc tant sur un plan interactionnel que discursif et énonciatif. Une asymétrie autour de la prise de parole se déploie et isole Xavier vis-à-vis du reste du groupe.

Sans céder au groupe, Xavier ne parvient néanmoins pas à expliquer pourquoi il a « *vachement de mal à [se] considérer comme bénévole* » (1.77-78). Cette difficulté à dire se manifeste par des pauses très longues à l'intérieur d'un même tour de parole (jusqu'à quatre secondes ligne 34). Elle apparaît également par des trébuchements dans l'acte d'énonciation et des reformulations. Par exemple : « *moi je (.) moi je sais que (.) si on me demande un truc j'essaie de (.) moi je préfère* » (1.84-85). C'est également le cas lignes 103-104 : « *c'est qu'en fait (0.7) je pense que (0.9) je sais pas* ». Des commentaires méta-discursifs soulignent également cette difficulté : « *comment dire* » (1.77), « *je sais pas comment vous expliquer en fait* » (1.104). C'est sur cet énoncé que se clôt la séquence ; par la suite Xavier ne reprend plus la parole sur cette thématique. Sa tentative d'expliquer son positionnement n'aboutit pas et se conclut par un renoncement.

La séquence avait pourtant débuté par la proposition de Laurence de faire entendre le point de vue de Xavier sur la distinction entre « accueilli » et « bénévole ». C'est parce qu'elle sait qu'il a refusé, à la mairie, d'être catégorisé comme bénévole qu'elle souhaite faire entendre sa parole. L'énoncé « *ça c'est une bonne illustration c'était pour ça que je voulais en parler* » (1.11), avec l'utilisation du passé (« *c'était* », « *voulais* ») montre qu'elle y a réfléchi en amont. Son intention est donc de faire s'exprimer un point de vue qui va à l'encontre de ce qui a été dit jusque là : celui de

ne pas vouloir « *passer d'un statut d'accueilli à un statut de bénévole* ». Laurence souhaite donc rendre compte d'une pluralité de points de vue et laisser place à la contradiction. La séquence illustre plutôt comment ce point de vue alternatif est battu en brèche, comment une frontière se forme et se creuse entre Xavier et les autres participants. Notons ici un paradoxe : alors que les participants veulent faire dire à Xavier qu'il est comme eux et se mettre, dans l'ordre associatif, sur un pied d'égalité avec lui (« *j'ai fait la collecte avec toi c'est pareil* » 1.48, « *disons que au moins tu fais du bénévolat* » 1.64), le rapport de pouvoir qui se développe dans l'interaction le place et le maintient dans une position subordonnée.

Bourdieu (1977: 23) rappelle : « ce qui parle, ce n'est pas la parole, le discours, mais toute la *personne sociale* ». Pour proposer une explication au rapport de domination que nous venons de décrire, il nous semble nécessaire de décrire la « *personne sociale* » de Xavier. Il fréquente l'association depuis de nombreuses années et est également très actif dans deux autres associations. S'il vit aujourd'hui seul dans un logement, il a vécu à la rue et cela se voit sur son corps et dans son comportement : il a peu de dents et le visage marqué, il a des accès de violences verbales qui l'ont conduit à être exclu de l'association pour de courtes périodes. Il est réputé, au sein de l'association, pour son mauvais caractère et ses provocations, notamment envers les nouveaux bénévoles. Il est très investi dans la logistique des braderies organisées par l'association. Alors qu'il partage la plupart de ces caractéristiques avec Kader, nous avons vu que ce dernier ne peinait pas à se faire entendre. C'est d'ailleurs Kader qui prend la parole à la fin de la séquence pour proposer de formuler ce que Xavier ne parvient pas à dire.

Dire que leur personnalité n'est pas la même nous avancerait peu. Revenir sur leur place dans l'ordre associatif, mais aussi sur le rapport qu'ils entretiennent avec le langage et la parole, nous semble toutefois pertinent. Kader a été élu administrateur, ce qui n'est pas le cas de Xavier. Cette élection lui confère donc un surcroît de légitimité dans l'ordre associatif. En outre, il fait du rap. Il écrit et s'enregistre, il improvise et monte sur scène. La familiarité de Kader avec les mots et la prise de parole en public est donc différente de celle de Xavier. L'attention portée par Kader au caractère esthétique du langage apparaît lors de la réunion. L'extrait commenté plus haut : « *j'étais administrateur mais j'étais pas bénévole* », « *j'étais administrateur bénévolement* » nous semble relever de ce rapport particulier à la dimension poétique du langage. L'extrait suivant en témoigne également :

01:20:08 KAD **accueillis ouais voilà (0.4) encore ce mot**
DEN **les publics**

KAD [ouais]
 DEN [les publics]
 LAU [les publics ouais]
 ? [(inaud.)]
 01:20:13 KAD les républicains d'autremonde

Kader fait un jeu de mots entre « *les publics d'autremonde* » et « *les républicains d'autremonde* ». Il joue, ainsi, sur la proximité sonore entre les termes « public » et « républicain ». Il s'appuie également sur le fait que l'expression « *les publics d'autremonde* », dont la deuxième partie n'a pas été actualisée ici, circule au sein de l'espace associatif⁸¹. Tandis que Denis et Laurence se focalisent sur l'activité catégorielle et ses effets (« accueilli » ou « public »), Kader fait ressortir la part esthétique du langage.

L'analyse des extraits précédents montre que la catégorisation selon la collection « membres de l'association » est liée aux rapports de places qui se déploient au cours des interactions. Les positions des participants à l'interaction et leur pouvoir sur le déroulement de l'interaction et sur les autres participants sont liés à la catégorie à laquelle ils s'affilient. L'affiliation à la catégorie « administrateur bénévole », assumée par Hélène, est interreliée à l'autorité qu'elle exerce sur les autres participants – Kader, notamment. La revendication, par Xavier, de l'appartenance à la catégorie des accueillis – à la position *basse* dans l'ordre associatif, selon certains – s'articule à une position subalterne dans l'ordre interactionnel et l'ordre social.

Synthèse

Dans cette sous-partie, nous sommes revenue sur les liens entre processus de catégorisation et ordre de l'hospitalité. À Autremonde, l'ordre de l'hospitalité s'articule à l'ordre associatif et à la division entre des catégories de membres. Nos analyses rendent compte d'un ordre fortement hiérarchisé, où l'asymétrie entre accueillants et accueillis due à la relation d'accueil se double d'une hiérarchisation locale entre les membres des catégories « accueilli », « bénévole » et « salarié ». La position basse de la catégorie des accueillis dans cet ordre social se manifeste de deux façons. D'une part, par le fait que les membres de cette catégorie, s'ils peuvent être désignés comme tels par autrui, ne l'utilisent généralement pas pour se désigner. Si l'appartenance à cette catégorie de membres était valorisée – ou même neutre –, nous

⁸¹ Dans un rapport d'activité, on lit par exemple « [Les sorties] permettent la valorisation des cultures et l'expression des publics d'Autremonde » ; dans une newsletter, « Cette soirée d'information, à destination des publics d'autremonde, vise à approfondir l'accès aux droits à la santé ».

supposons qu'elle serait mentionnée plus fréquemment dans des gestes d'auto-catégorisation. D'autre part, par le fait que, dans le cas où l'appartenance à cette catégorie est revendiquée et que l'affiliation à la catégorie « bénévole » est contestée, cela n'est pas facilement accepté par des personnes qui se catégorisent comme salariées et bénévoles. Si l'appartenance à la catégorie « accueilli » était valorisée – ou même neutre –, nous supposons que cela ne provoquerait pas cette réaction.

Dans notre corpus, l'association de la catégorie « accueilli » à une position sociale basse nous semble relever principalement du point de vue des bénévoles et des salariées. Lors de la réunion sur la participation des publics, ce sont des salariées et des bénévoles qui souhaitent faire dire à Xavier qu'il est « *même limite salarié* », signalant par cela la place basse dans laquelle il se maintient en refusant de se dire bénévole. En témoigne également le fait que la catégorie « accueilli » n'entre pas dans les habitudes de présentation de soi des apprenants des cours de français, n'étant pas signalée comme pertinente par les bénévoles. Nous avons également montré que d'autres éléments jouaient dans la mise en ordre de l'accueil au sein de l'association. L'ancienneté, notamment, apparaît comme un facteur de légitimité vis-à-vis des autres membres, quelle que soit la catégorie d'appartenance. Elle semble conférer un surplus d'autorité aux participants à l'interaction, lorsque ceux-ci la mettent en avant dans leurs énoncés.

Dans la suite du chapitre, nous laisserons de côté et de manière provisoire la dimension langagière de l'ordre de l'hospitalité pour nous intéresser à sa dimension spatiale. Cela nous permettra de rendre compte de la complexité de la mise en ordre des relations sociales et de questionner la superposition entre, d'un côté, les rôles d'accueillant et d'accueilli et, de l'autre, les catégories « bénévole », « salarié » et « accueilli ».

7.2 La dimension spatiale de l'ordre de l'hospitalité

Nous questionnerons, dans les prochaines pages, le rapport entre la catégorisation comme bénévole, salarié ou accueilli et la distribution des rôles d'accueillant et d'accueilli. Nous partirons de la description fine des activités et des déplacements des membres de l'association au sein de l'espace associatif pour éclairer la relation sociale de l'accueil dans sa dimension spatiale. L'étude de la territorialisation de l'accueil révélera sa dimension asymétrique. Cette approche montrera, par ailleurs, que la distribution des rôles d'accueillant et d'accueilli ne recoupe pas toujours l'opposition entre bénévoles et salariés d'un côté, et accueillis de l'autre. La façon dont les

personnes s'approprient et s'orientent dans les différents lieux qui composent le territoire de l'association rend visible le rôle qu'elles jouent au sein de l'association et dans la relation d'accueil.

7.2.1. La territorialisation de l'hospitalité

7.2.1.1 Territoire de l'association et passage des frontières

Le local de l'association se trouve dans une petite rue du XXème arrondissement de Paris. Comme nous l'avons vu précédemment, l'association organise certaines de ses activités dans d'autres endroits : foyers de travailleurs migrants, salles municipales. Le lieu auquel nous nous intéresserons ici est celui où se déroule la majeure partie de ses activités et où se trouvent les bureaux des salariées. Ce qui se passe à l'intérieur de l'association n'est que partiellement visible depuis l'extérieur. À l'automne 2018, en effet, un film opaque a été collé aux vitres de l'espace salarié dans le but de leur éviter le dérangement occasionné par des personnes souhaitant entrer dans l'association en dehors des horaires d'ouverture. Auparavant observables depuis la rue, les bureaux sont désormais cachés. Les grandes fenêtres sont, pour leur part, placardées d'affiches renseignant sur les activités et événements organisés par Autremonde et d'autres associations (voir photo 11). Des rideaux occultants peuvent également être tirés, empêchant d'observer l'intérieur. Ces différents éléments participent à produire une frontière entre l'intérieur et l'extérieur de l'association.



Photo 10 : Zoom sur la devanture de l'association (Google street view)

Adoptons, dans un premier temps, un point de vue extérieur. Observons les entrées et les sorties pour quelques journées types. Comme le montre la photo suivante, depuis la rue, deux entrées sont possibles : celle de gauche et celle de droite.



Photo 11 : Les deux portes de l'association (Google street view)

Lundi matin, vers 9h30, une jeune femme ouvre la porte gauche de l'association. Elle entre, déverrouille le code de l'alarme, referme la porte derrière elle. Peu après entrent, par la même porte, six autres personnes. Elles laissent chaque fois la porte se refermer derrière elles. Dans le même temps, d'autres personnes arrivent, seules ou en petit groupe. Elles s'arrêtent devant l'association, sans y entrer. Les minutes passant, elles sont de plus en plus nombreuses, parfois jusqu'à une quarantaine. À 10h, le panneau vert, à droite, coulisse et laisse apparaître derrière lui une deuxième porte. Elle s'ouvre et les personnes pénètrent l'enceinte de l'association. Jusqu'à 10h30, d'autres continuent à entrer par cette porte, tandis que six ou sept jeunes femmes choisissent la porte de gauche. À de rares reprises, quelqu'un tente d'entrer par la porte de gauche, mais est redirigé vers celle de droite. Juste après 12h, toutes les personnes qui étaient entrées par la porte de droite ressortent par cette même porte. Elle est refermée derrière elles, ainsi que le panneau coulissant. Une quinzaine de minutes plus tard, les six personnes entrées entre 9h30 et 10h ressortent par la porte de gauche. Souvent, quelques-unes des jeunes femmes les suivent et reviennent, un peu plus tard, avec un repas.

Autour de 14h30, deux nouvelles personnes entrent par la porte de gauche. Peu après, deux personnes s'arrêtent devant le local de l'association et patientent sur le trottoir. À 15h, le panneau coulissant et la porte de droite s'ouvrent, et elles pénètrent l'enceinte de l'association. Dans les minutes qui suivent, quatre autres personnes

entrent par cette même porte. Peu de temps après, la porte est refermée, tandis que le panneau coulissant reste ouvert. À 17h, toutes les personnes entrées par la porte de droite ressortent, à nouveau, par cette même porte. Le panneau coulissant est refermé derrière elles. Les deux personnes entrées à 14h30 ressortent, elles, par la porte de gauche. À partir de 19h, les jeunes femmes entrées le matin commencent à sortir, seules ou à deux. Une seule reste à l'intérieur de l'association. Vers 19h30, un petit groupe de quatre personnes entre par la porte de gauche. La dernière jeune femme, présente depuis le matin, quitte alors l'association. Peu avant 21h, le petit groupe ressort. Les membres du groupe portent chacun un sac de randonnée et s'éloignent, à pied. Ils reviennent vers 23h30, entrent dans l'association et en ressortent peu de temps après, sans les sacs. Ils enclenchent l'alarme et l'un d'entre eux referme la porte à clé.

Le mercredi, la scène du lundi matin se répète. À partir de 9h30, quelques personnes entrent par la porte de gauche, puis un groupe se forme devant l'association. À 10h, le panneau coulissant s'ouvre et le groupe entre par la porte de droite. Entre-temps, toutes les jeunes femmes sont entrées par la porte de gauche. Le groupe ressort peu après midi. À 13h30, entre cinq et sept nouvelles personnes entrent par la porte de gauche. Jusqu'à 14h, d'autres personnes se présentent devant l'association sans tenter d'y entrer. Elles forment un nouveau groupe, moins nombreux que celui du matin. À 14h, le panneau coulissant s'ouvre, et elles pénètrent l'enceinte de l'association. Cette fois, la porte derrière le panneau coulissant reste ouverte : une cale l'empêche de se refermer. Pendant l'après-midi, de nombreuses personnes entrent et ressortent par cette porte. Une dizaine reste sur le trottoir et discute en petits groupes, en fumant des cigarettes et en buvant un café. Parfois, une des personnes entrées par la porte de droite sort par celle de gauche et s'en va. À partir de 17h30, toutes les personnes entrées par la droite ressortent par cette même porte. Le panneau coulissant est refermé derrière elles. Certaines s'en vont, d'autres continuent à discuter sur le trottoir. Une demi-heure plus tard, les quelques personnes entrées en début d'après-midi par la porte de gauche ressortent par le même côté. Aux alentours de 19h, les jeunes femmes arrivées le matin quittent progressivement l'association. La dernière à sortir remet l'alarme en route et referme la porte à clé derrière elle.

Le dimanche matin, vers 10h30, quelqu'un entre dans l'association par la porte de gauche. Elle ne fait pas partie du groupe des jeunes femmes que l'on a vues ouvrir la porte pendant la semaine. De toute la journée, on ne verra d'ailleurs aucune d'entre elles. Peu après, quatre personnes entrent par la même porte. Aux alentours de 11h, un groupe commence à se former sur le trottoir devant l'association. À 11h, le panneau coulissant est ouvert et le groupe s'engouffre dans l'association. Il en ressort à 13h et

le panneau est refermé. Les quelques personnes qui étaient arrivées autour de 10h30 ressortent par la porte de gauche, l'une d'elles ferme la porte à clé. Aux alentours de 14h30, la scène du mercredi après-midi se reproduit. Quelques personnes entrent par la porte de gauche, tandis que plusieurs personnes se regroupent sur le trottoir devant l'association. À 15h, le panneau coulissant s'ouvre et elles entrent dans l'espace de l'association. À 18h, après de nombreuses entrées et sorties, toutes les personnes qui étaient entrées depuis 15h ressortent et le panneau coulissant se referme. Une demi-heure après, celles qui étaient entrées par la porte de gauche ressortent par cette même porte et ferment à clé derrière elles.

La description des entrées et sorties de l'association lors de ces journées types nous donne plusieurs informations relatives aux frontières de l'association. Tout d'abord, elle montre que la porte par laquelle on entre revêt une importance particulière. La porte de gauche, contrairement à celle de droite, ne peut pas être franchie par tout le monde. Cette description rend également compte du caractère rythmé des entrées et sorties. Celles-ci se produisent non pas tout au long de la journée, mais à des heures précises. Elles se font le plus souvent par groupe. Un seul groupe reste dans l'espace de l'association, pendant toute la journée et du lundi au vendredi : celui des jeunes femmes.

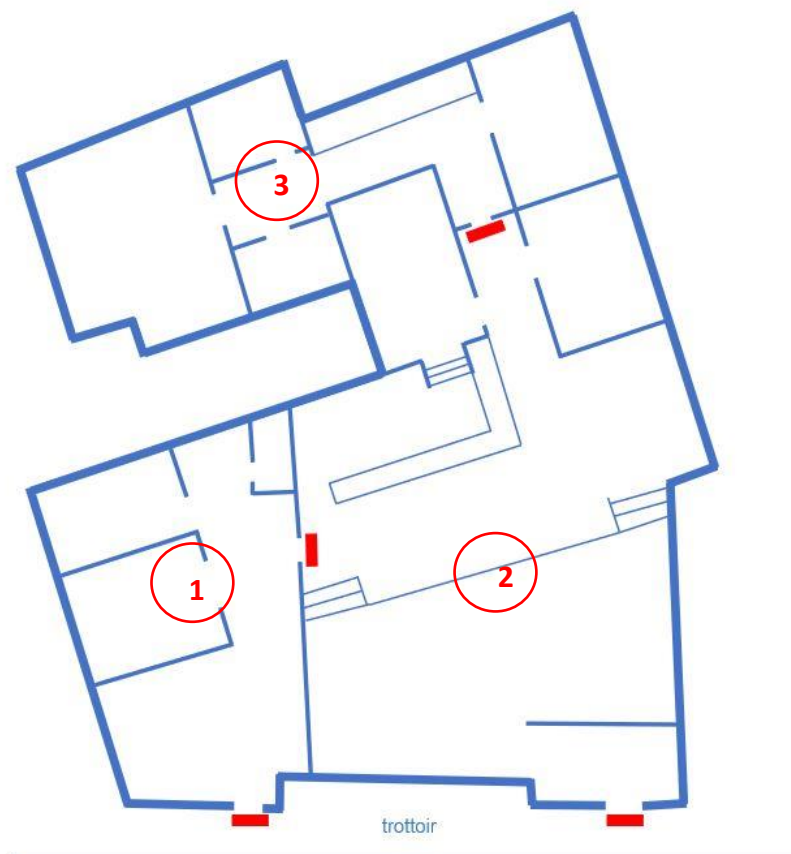
Nous repérons trois formes de traversée des frontières de l'association. 1) L'entrée dans l'association se fait uniquement par la porte de droite et après que celle-ci ait été ouverte depuis l'intérieur ; soit uniquement si des personnes se trouvent déjà à l'intérieur. La sortie se fait principalement par la porte de droite. Le territoire reste occupé par d'autres personnes avant, pendant et après le passage. Aucune action n'est possible sur l'ouverture ou la fermeture des portes de l'association. 2) L'entrée se fait par la porte de gauche, seulement si des personnes se trouvent déjà à l'intérieur. La sortie est possible par les deux portes, mais se fait généralement par celle de gauche. Elle peut être précédée par la fermeture de la porte de droite et du panneau coulissant. Elle ne peut avoir lieu que si des personnes restent présentes au sein de l'association. 3) L'entrée dans l'association est possible même si personne n'est présent à l'intérieur – elle nécessite donc de posséder une clé et de connaître le code de l'alarme. L'entrée a toujours lieu par la porte de gauche, de même que la sortie. Celle-ci peut avoir lieu lorsque l'espace de l'association est désert. L'ouverture et la fermeture des portes de l'association sont possibles. Ces trois formes de passage de la frontière se superposent en partie aux catégories de la collection « membres de l'association ». En effet, le cas 1) correspond aux personnes catégorisées comme accueillies et le cas 2) à celles catégorisées comme bénévoles. Le cas 3), lui, concerne un petit groupe de personnes

bénévoles et l'ensemble des personnes salariées. Les personnes qui appliquent la forme 3 de manière quotidienne, du lundi au vendredi, sont uniquement des salariées.

Le contrôle des limites du territoire de l'association – tant le contrôle de leur ouverture et de leur fermeture que le contrôle de ceux qui peuvent les franchir – fait partie du pouvoir accordé aux bénévoles et aux salariés. Parce qu'ils ont la capacité de déterminer les moments où l'espace de l'association s'ouvre à l'hospitalité, bénévoles et salariés jouent donc le rôle des accueillants. Néanmoins, ils n'ont pas tous les mêmes prérogatives. Pour reprendre les termes de Gotman (2001: 454), certains sont des « hôtes principaux » et d'autres des « hôtes secondaires ». L'équipe des accueillants est donc divisée en sous-groupes : ceux qui ont un pouvoir total sur les frontières de l'association et ceux qui ont un pouvoir partiel. Les personnes qui n'ont aucun pouvoir sur le contrôle des frontières de l'association endossent le rôle des accueillis : ils suivent les règles établies par leurs hôtes. L'observation de la dynamique des frontières nous donne un premier éclairage sur le rôle joué par les personnes qui fréquentent l'association dans la relation d'accueil. La description de la territorialisation de l'hospitalité, à l'intérieur de l'espace associatif, permettra de préciser cette distribution des rôles et de rendre compte de sa complexité.

7.2.1.2 Ordre spatial et ordre social

Nos observations et nos notes de terrain, mais aussi l'expérience que nous avons faite des rôles de bénévole et de salariée, nous ont permis de distinguer différents rapports à cet espace. Ceux-ci se manifestent par des degrés de restriction dans les déplacements au sein de l'association, dans la capacité d'agir sur le lieu et de le transformer. Nous avons formalisé, en les cartographiant, les modalités d'occupation des espaces qui composent le territoire de l'association. L'intérieur de l'association est divisé en trois parties, dont les frontières sont signalées par des portes, indiquées en rouge.



Carte 2 : Les frontières internes de l'association

La porte qui sépare les espaces 1 et 2 peut être franchie sans contrainte par les personnes salariées. Elle peut également être traversée par des bénévoles, bien que leur entrée dans l'espace 1 se fasse avec plus de précautions, notamment pendant les heures de travail des salariées. Lorsque celles-ci sont présentes, la présence des bénévoles dans l'espace 1 est généralement justifiée par le fait qu'ils viennent utiliser l'imprimante ou solliciter les salariées pour une information. Les personnes accueillies, elles, n'ont pas la possibilité de franchir cette porte sans intermédiaire. Elles ne peuvent entrer dans l'espace 1 que si l'autorisation leur en a été donnée, par un bénévole ou une salariée. Prenons l'exemple où, pendant un accueil de jour, qui se tient dans l'espace 2, une personne a besoin de renseignements sur sa situation administrative et que les bénévoles ne peuvent pas les lui donner. Un bénévole franchira alors la porte de l'espace 1 et demandera à la salariée chargée de l'accès au droit s'il peut faire entrer la personne en question. Si la requête est acceptée, il ira alors la chercher dans l'espace 2, l'accompagnera dans l'espace 1, puis retournera dans l'espace 2.

Cette pratique est formalisée dans les extraits du règlement intérieur affichés sur le mur qui sépare ces deux espaces, plus précisément par le point suivant : « *Seules la cafétéria et les toilettes sont en accès libre. Les autres parties du local ne sont accessibles que sur invitation* ». La porte qui sépare les espaces 2 et 3 peut, pour sa part, être librement franchie par les personnes salariées et bénévoles. Dans l'espace 3 se trouvent une salle où se déroulent des réunions et des activités linguistiques ou culturelles, une buanderie et un petit espace de rangement. On y trouve aussi les placards où sont stockées les denrées collectées par l'association et utilisées pour l'accueil de jour et les maraudes. Les personnes accueillies, elles, ne peuvent franchir cette porte si ce n'est pour participer à un atelier. Leur présence dans l'espace 3 est donc conditionnée par la participation à une activité associative.

Cette division de l'espace de l'association rend compte d'une première forme de territorialisation de l'hospitalité. L'ordre de l'hospitalité modèle le territoire de l'association. Si les maîtres de maison peuvent se déplacer dans l'ensemble du territoire, certaines parties ne sont pas accessibles à leurs hôtes, ou le sont sous conditions. Ici, l'espace 2 est celui consacré aux invités, tandis que l'accès aux autres espaces leur est limité. Le degré d'appropriation de l'espace de l'association et la possibilité – ou l'impossibilité – d'y circuler sans contrainte sont directement liés au rôle joué dans la représentation de l'hospitalité. L'inconditionnalité du déplacement est du côté des hôtes accueillants, sa conditionnalité du côté des hôtes accueillis. Un degré plus fin de description des orientations socio-spatiales des membres de l'association nous permet de préciser davantage les liens entre espace et ordre de l'hospitalité. La carte suivante rend compte des possibilités de co-présence entre salariés, bénévoles et accueillis dans les différents espaces de l'association.



Carte 3 : Occupation de l'espace de l'association par ses membres

Les espaces marqués par des points orange sont ceux où l'on trouve majoritairement des personnes salariées. Il s'agit d'espaces de rangement ou de bureaux. On peut également y rencontrer des bénévoles, mais bien plus rarement et/ou en présence d'une salariée. Ainsi, la présence d'un bénévole dans le bureau 2 s'explique, généralement, par un rendez-vous avec une salariée ou une demande d'information. Le bureau 3 est celui de la déléguée générale. Les bénévoles qui y ont rendez-vous occupent une place particulière dans l'organigramme de l'association : ils sont le plus souvent au CA.

Les espaces marqués par des points verts sont ceux fréquentés par des personnes bénévoles et salariées. C'est le cas du couloir de l'espace 3, de la cuisine, de l'espace autour de l'imprimante et de celui derrière le bar. La présence d'une personne accueillie y est plus rare et peut être sanctionnée. Ainsi, nous avons déjà vu qu'il soit demandé de quitter les lieux à une personne accueillie qui se trouvait dans le couloir, au fond de l'association. C'est dans les placards qui longent ce couloir que sont stockés les produits alimentaires donnés lors des collectes dans les supermarchés. Lorsque nous étions salariée, ils étaient parfois suspectés d'être consommés de manière abusive par des personnes accueillies.

D'autres lieux sont fréquentés à la fois par des salariés, des bénévoles et des accueillis. Ils sont marqués par des points bleus. S'y déroulent plusieurs activités réunissant des bénévoles et des accueillis, comme les cours de français et les accueils de jour, ou des salariés et des bénévoles, comme les formations ou les réunions

d'intégration. À l'occasion de soirées-débats ou d'événements festifs, la grande salle peut réunir l'ensemble des membres de l'association. Notons que le premier bureau est marqué par des points bleus et non oranges. En effet, on y trouve plus souvent des personnes accueillies, lorsqu'elles ont rendez-vous avec des salariées pour parler de leur situation administrative ou pour s'inscrire à des activités de l'association. Cela est beaucoup plus rare dans le second bureau et cela n'arrive presque jamais dans le troisième. Cette différence est liée aux tâches accomplies par les salariées. En effet, celles qui travaillent dans le premier bureau sont chargées de la coordination des activités culturelles et linguistiques, ainsi que de l'accès au droit, tandis que celles qui travaillent dans le second sont chargées de la communication, des financements, et de la coordination des activités liées au pôle précarité (maraudes, accueils de jour, etc.).

Le seul lieu où l'on trouve principalement des personnes catégorisées comme accueillies est marqué par des points jaunes : ce sont les toilettes de l'espace 2. Ils sont nettoyés par des bénévoles, mais utilisés uniquement par des accueillies⁸². Les toilettes de l'espace 1, elles, sont utilisées uniquement par des bénévoles et des salariés. L'accès à ces toilettes est régulé de manière stricte. En témoigne la scène suivante, relatée à partir de notes de terrain prises après que nous avons participé, en tant que bénévole, à un accueil de jour.

« Une femme d'une cinquantaine d'années vient nous voir et nous demande si elle peut utiliser les « *autres* » toilettes. Elle justifie sa requête en disant que celles de l'accueil de jour, « *ça craint* ». Nous savons que, lorsque nous fréquentions assidument l'association entre 2018 et 2020, les personnes accueillies n'étaient pas autorisées à utiliser les toilettes de l'espace salarié. Nous décidons de poser la question à la bénévole référente, autant pour savoir si cela est toujours le cas que pour lui laisser la responsabilité de la réponse. Elle nous dit que ce n'est pas possible. La femme, qui nous a suivie, argumente : « *la dernière fois, j'ai eu le droit d'y aller* ». La bénévole répète que c'est impossible et qu'elle en est désolée. »

L'affiliation à une catégorie émique s'accompagne donc d'un ensemble d'(im)possibles en termes de circulation au sein du territoire de l'association, où s'érigent également des frontières. Tandis que les salariés peuvent circuler sans contrainte dans l'ensemble du lieu, les déplacements des autres membres de

⁸² Cela rappelle l'ambiguïté de la position d'hôte-accueillant : « *he is a master who is willing to turn into a servant, at least temporarily* » (Rosello, 2002: 123).

l'association, catégorisés comme bénévoles ou comme accueillis, sont soumis à des restrictions. Celles-ci peuvent être légères et faciles à lever – un bénévole entre avec précaution dans l'espace 1, mais peut y entrer – ou strictes, notamment pour les accueillis.

Ainsi, lorsque nous étions salariée de l'association, si une personne se présentait en avance à une activité associative, nous devions la faire patienter dehors plutôt que dans la grande salle de l'association. Un soir où il pleuvait, nous avons hésité à appliquer cette règle. Notre responsable avait alors réaffirmé avec fermeté l'impossibilité de patienter à l'intérieur, provoquant la colère et le départ de celui qui était arrivé trop en avance. L'observation des orientations socio-spatiales des personnes qui circulent au sein de l'espace de l'association nous renseigne sur leur rôle dans la relation d'accueil et vient complexifier la pré-catégorisation des salariés et des bénévoles comme hôtes accueillants, et des accueillis comme invités. En effet, à l'aune de cette description, les salariés apparaissent comme des hôtes principaux et les bénévoles comme des hôtes secondaires.

Cette distinction est elle aussi à nuancer : parmi les bénévoles, certains ont plus de maîtrise sur les lieux que d'autres. Les bénévoles membres du CA, ainsi que certains bénévoles référents, ont une amplitude de déplacement plus importante. Ils possèdent une clé de l'association et entretiennent des relations plus régulières et plus familières avec l'équipe salariée, ce qui leur permet de franchir les frontières internes au territoire de l'association plus librement. En outre, ils peuvent se trouver en position d'accueillant vis-à-vis d'autres bénévoles, récemment arrivés ou moins souvent présents. Les personnes catégorisées comme accueillies, elles, sont positionnées dans le rôle des invitées. Elles n'ont pas de prise sur le territoire et suivent les règles qui ont été fixées par les maîtres de maison. Néanmoins, elles ne forment pas, elles non plus, un groupe homogène. Certaines font preuve d'une plus grande latitude dans leur déplacement et franchissent les différentes frontières que nous avons établies, sans être sanctionnées.

C'est le cas de Sofiane, qui, lorsque nous avons réalisé notre recherche de terrain, pouvait entrer dans l'association par la porte de gauche pour saluer les salariées et passer de l'espace 1 à l'espace 2 sans solliciter de bénévole. Si nous l'avons vu s'asseoir dans le bureau 2 pour discuter avec les salariées présentes, nous ne l'avons cependant jamais vu seul dans l'espace 3. Sa relation à l'espace de l'association rend compte d'une position particulière dans l'ordre de l'hospitalité : entre hôte accueillant et hôte accueilli. Sofiane a une expérience particulière de l'association, qu'il a

commencé à fréquenter il y a plus de dix ans. Au moment de notre terrain de recherche, il est très présent aux accueils de jour, s'implique dans la vie associative et dans plusieurs projets culturels. Il anime également à plusieurs reprises les scènes ouvertes organisées par l'association et s'inscrit comme bénévole dans les missions de maraude et d'accueil de jour. Il est élu deux années consécutives membre du CA.

D'autres personnes accueillies, qui connaissent également l'association depuis de nombreuses années, ne manifestent pourtant pas ce même degré de liberté vis-à-vis des frontières internes et externes de l'espace associatif. Marie, qui vient aux accueils de jour de l'association depuis plusieurs années et qui a également été élue au CA, n'entre jamais dans l'espace salarié sans y avoir été autorisée. Xavier, qui vient également depuis de nombreuses années, n'entre que très rarement dans cet espace de l'association, même s'il y est invité. L'attitude des membres accueillis vis-à-vis de la territorialisation de l'hospitalité en vigueur au sein de l'association et du rôle qui leur est attribué dans la relation d'accueil est donc variable. Cette variabilité vient souligner la complexité et la dynamique des frontières entre le groupe des accueillants et des accueillis, sans contredire les régularités observées et la division socio-spatiale du territoire de l'association.

En outre, la volonté exprimée par l'association de « *gommer les étiquettes* »⁸³ de bénévoles et accueillis a des répercussions sur l'accès à certains espaces de l'association. La mise en place d'accueils de jour dits « cogérés », peu avant que commence notre recherche de terrain, a modifié les conditions d'accès au bar et à la cuisine. Cette cogestion consiste en « *une participation volontaire des accueillis à des postes qui étaient auparavant réservés uniquement aux bénévoles* »⁸⁴. Le temps d'un accueil de jour, des personnes accueillies peuvent ainsi se placer à l'entrée de l'association et noter les noms des entrants, mais aussi passer derrière le bar pour servir des boissons. Un espace qui était auparavant interdit à celles et ceux catégorisés comme accueillis ne l'est désormais plus tout à fait.

Cette transformation du territoire reste néanmoins fortement encadrée : seule une personne accueillie à la fois peut jouer le rôle d'hôte et seuls les espaces du bar et de la cuisine lui sont ouverts. La cogestion ne lui permet pas de se déplacer librement dans les espaces 1 et 3. L'usage de l'article indéfini « des » et des effets partitifs qui lui sont associés, dans l'extrait du compte-rendu, le stipule bien : elle peut occuper

⁸³ Cette expression utilisée par la présidente et la vice-présidente de l'association lors de l'AG enregistrée.

⁸⁴ Extrait du compte-rendu d'une réunion portant sur les kafets cogérées, qui nous avait été transmis par mail.

« des postes auparavant réservés uniquement aux bénévoles » et non « les postes ». La cogestion place ainsi des personnes, qui restent catégorisées comme accueillies, dans un rôle intermédiaire entre hôte-accueilli et hôte-accueillant, que l'on pourrait qualifier d'apprenti hôte. La possibilité d'avoir une action sur l'espace et de le transformer témoigne également du rôle joué dans la représentation de l'hospitalité. Nous en rendrons compte dans les prochains paragraphes.

7.2.2 *Faire un lieu d'accueil*

Nous l'avons vu, au sein de l'association, c'est l'espace 2 – composé de la grande salle, du bar et de la cuisine – qui est la scène principale de la représentation de l'hospitalité. Selon les moments de la journée et le calendrier de l'association, il est investi pour différents types d'activité : cours de français, accueil de jour, réunion, fête. Il fait donc sans cesse l'objet d'aménagements et de réaménagements, de la part des maîtres de maison. La transformation de l'espace s'accorde aux différentes manifestations de l'hospitalité ; en formant différents décors, elle donne sens aux activités qui s'y déroulent. En effet,

« l'espace n'est pas un décor, mais un élément du système qui participe à la définition d'une situation [...] il va concourir à la définition du contexte et de la situation et permettre à l'acteur de tenir son rôle. » (Picard, 1995: 57)

Les photos rendent compte de la transformation de la grande salle selon l'activité en cours. Elles illustrent la façon dont varient l'agencement des tables et des chaises, l'éclairage et les objets présents, la répartition des personnes dans l'espace.



Photo 12 : Soirée de Noël des membres d'un projet artistique (notre photo)



Photo 13a : soirée-débat sur les discriminations (réseaux sociaux)



Photo 13b : Atelier art plastique (réseaux sociaux)



Photo 13c : Accueil de jour (capture-écran d'une vidéo publiée sur internet)



*Photo 14 : Accueil de jour
(captures-écrans de vidéos
publiées en ligne)*

La préparation de l'espace fait partie de la mise en œuvre de l'hospitalité, que nous pouvons considérer comme un rituel. En effet, selon la psycho-sociologue Picard (1995: 93), le rituel intervient généralement dans des situations « à risques », c'est-à-dire « qui présentent une valeur symbolique forte ou nécessitent de la prudence ou de la circonspection pour ne pas menacer la face ou le territoire des acteurs ». C'est le cas de la situation d'hospitalité en milieu associatif, où toute personne, connue ou inconnue, est susceptible de pénétrer le territoire de l'association. Le rituel de l'hospitalité, comme tout rituel, « ne se présente pas de façon isolée ; il est constitué d'un enchaînement de plusieurs comportements fixes et répétitifs qui s'effectuent dans un ordre immuable » (1995: 90). Or « [ces] formes codifiées, [ces] modèles de conduite » ont été répertoriées dans les traités de savoir-vivre, qui se sont développés à partir de la fin du XIX^{ème} siècle et qui forment, pour Picard, une « grammaire » normative des relations sociales (1995: 14). Dans la section relative aux réceptions d'un de ces traités, nous lisons, par exemple :

« Toutes les dispositions relatives à la réception [...] doivent avoir été si bien prises que les maîtres du logis, libres de toute autre préoccupation, puissent se consacrer entièrement à leurs invités. » (Staffe, 1891: 190)

« Quand le salon est très fréquenté, très rempli, les gracieux aides de camp dont nous parlions tout à l'heure, deviennent presque indispensables. [...] L'aide de camp se glisse auprès d'une personne isolée dans la conversation générale [...]. Le charmant auxiliaire essaye de faire parler avec lui cette personne séparée des autres, soit en l'amusant par une causerie toute simple, soit en écoutant religieusement le monologue transcendant de celui qu'il est chargé de distraire. » (1891: 115)

« Si [la maîtresse de maison] voit naître une discussion qui menace de tourner à l'aigre, elle doit se jeter à travers... aussi adroitement que possible. À tout prix, elle détourne l'orage ; [...] tout vaut mieux que de laisser éclater une querelle chez soi. » (1891: 116)

« En un mot, jusqu'au moment où le dernier invité aura quitté le seuil de leur maison, ils ne s'appartiendront pas, ils se devront tout entier à leurs hôtes, distribuant équitablement les attentions et l'amabilité entre tous. » (1891: 173)

Le déroulement de l'accueil de jour à Autremonde fait écho à cette codification de l'hospitalité, inscrite dans les traités de savoir-vivre. Cette résonance rend compte de la dimension rituelle de l'acte d'accueillir chez soi, mais aussi de la dimension socialement et culturellement située des lois de l'hospitalité. Dans notre description, nous reprendrons certaines formulations du traité de savoir-vivre de la baronne de Staffe. Nous souhaitons, ce faisant, mettre en lumière des effets de résonance et souligner la part de rite dans l'accueil mis en œuvre au sein de l'espace associatif.

À l'occasion de l'accueil de jour, appelé « la kafet » par les membres de l'association, la grande salle s'ouvre au public, trois après-midis par semaine et pendant trois heures et demie. Une équipe de cinq à sept bénévoles arrive une demi-heure à l'avance. Ils se répartissent différentes tâches. Certains sont en cuisine et s'occupent de préparer des boissons chaudes et des carafes de grenadine en quantité suffisante pour les invités. Cela est fait avec attention : le chocolat chaud doit être suffisamment chocolaté, le café assez fort, mais pas trop, pour convenir au plus grand nombre. Pendant ce temps, d'autres installent les tables et les chaises dans la grande salle. Si elles sont sales, un coup d'éponge est passé. Une fois que tout est prêt, l'effervescence retombe. Les bénévoles se réunissent autour du bar et la bénévole référente leur demande quel rôle ils veulent jouer pendant l'accueil de jour : servir les boissons, noter les entrées, aider à l'utilisation des ordinateurs ou à faire des CV. S'ils sont en nombre suffisant, un ou deux d'entre eux se retrouveront sans poste attribué. Ils auront pour tâche de se rendre disponibles pour leurs hôtes, en discutant ou en jouant à des jeux de société avec eux ; des « gracieux aides de camp » pour reprendre les mots de la baronne Staffe. Ce rôle est rarement confié à des bénévoles débutants, auxquels on conseille le plus souvent de servir les boissons derrière le bar.

Une fois la répartition des rôles effectuée, une salariée vient apporter des informations relatives à la vie de l'association à transmettre aux accueillis : une sortie culturelle, une soirée d'accès au droit, des places libres dans les cours de français, etc. Un moment de latence s'installe alors, le temps que sonne l'heure du début de la kafet. À 14h, un bénévole va ouvrir la porte pour faire entrer les invités. Un autre s'assied à une petite table, installée devant la porte. Il est la première personne que rencontrent les arrivants et note leur prénom sur un cahier. Pendant la durée de l'accueil de jour, les hôtes tiennent leur poste. Ils s'occupent de leurs convives et échangent parfois, discrètement et à voix basse, des informations relatives aux uns et aux autres : untel traverse une période difficile et il faut prendre des précautions particulières pour ne pas le froisser, tel autre vient depuis peu et est très enthousiaste vis-à-vis des activités de l'association, untel a toujours énormément de questions administratives à poser, il

peut être difficile d'y répondre. Les hôtes, accueillants et accueillis, travaillent à créer une ambiance conviviale. Si des tensions se nouent entre deux personnes, d'autres s'efforceront de les faire retomber. En outre, si une personne est nouvelle dans l'association, qu'elle soit bénévole ou accueillie, quelqu'un s'approche généralement pour discuter avec elle ou lui proposer de jouer aux cartes. De manière générale, les accueillants s'efforcent de répondre aux attentes des accueillis. Ils ne refusent pas une partie de Uno, ni d'ajouter un sucre dans le café, ils ne dérangent pas une personne qui somnole sur le canapé.

Les accueillis restent dans le périmètre de la grande salle. Ils ne s'aventurent pas dans les autres espaces de l'association ni derrière le bar. Peu avant 17h30, les bénévoles font ressentir à leurs invités que la fin de la réception approche. Ils précisent que c'est la dernière tasse de thé, la dernière partie de cartes, commencent à ranger les verres et les tasses qui traînent. À 17h30, les accueillis sont explicitement invités à sortir. Certains échangent des aurevoirs, se disent à la semaine prochaine, d'autres prennent un café à emporter. Une fois le dernier invité parti, la porte est refermée et le rangement commence. Les bénévoles font la vaisselle, nettoient les tables, passent l'éponge sur le bar. Ils plient les tables, rangent les chaises dans un coin, passent le balai et la serpillère. Quand tout est propre et que l'espace est redevenu celui d'avant la réception, ils se réunissent autour du bar ou sur les canapés. C'est le moment dit « debrief ». Après avoir recensé différentes informations, telles que le nombre de personnes présentes ou le nombre d'orientations juridiques effectuées, chacun est invité à donner son ressenti vis-à-vis de la réception.

La description du déroulement de l'accueil de jour rend compte de la dimension codifiée de l'acte de recevoir. Il suit, ici, les lois de l'hospitalité en vigueur dans la société et la « grammaire sociale » établie dans les traités de savoir-vivre. La description des tâches auxquelles se livrent les différents participants à cette mise en pratique rituelle de l'hospitalité met également en lumière la répartition des rôles. Seuls les accueillants ont un pouvoir d'action sur l'espace.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous nous sommes intéressée aux catégories de la collection (Sacks, 1989) « membres de l'association », tant lorsqu'elles faisaient l'objet de discours méta-langagiers que lorsqu'elles étaient utilisées dans des processus de catégorisation. Ces catégories sont, en effet, mobilisées par les personnes qui fréquentent l'association pour se désigner et se distinguer les unes des autres. Chaque

personne présente au sein de l'espace associatif peut être rangée dans l'une des trois catégories – « salarié », « bénévole », « accueilli ». Néanmoins, l'une de ces catégories, celle d'accueilli, est plus souvent utilisée dans des processus d'hétéro-catégorisation que d'auto-catégorisation. Ce constat nous a menés à l'hypothèse que des valeurs distinctes étaient attribuées à ces trois catégories, par les membres de l'association.

L'analyse des processus de catégorisation a eu pour objectif de mettre en lumière les effets de cette activité langagière sur la formation de l'ordre social. L'étude des discours produits sur les catégories de la collection « membres de l'association » a montré comment l'affiliation à une catégorie s'accompagnait d'attentes en termes de comportement ou de caractéristiques sociales – les catégories étant « *inference rich* » (Sacks, 1989: 272). Ici, ces attentes sont à la fois liées à l'hospitalité et au milieu associatif. Ainsi, il est attendu des bénévoles et des salariés qu'ils se conforment au rôle du bon maître de maison, qu'ils soient disponibles et aimables envers leurs invités. À l'inverse, il est attendu des accueillis qu'ils se conforment au rôle d'invité, qu'ils soient respectueux de l'autorité de leurs hôtes, mais aussi qu'ils soient dans des conditions de vie précaires. Le rôle d'hôte-accueilli est, en effet, lié à la non-possession de ressources matérielles. De manière implicite, la disponibilité et l'amabilité des bénévoles leur seraient donc assurées par des conditions matérielles favorables.

L'ordre associatif se mêle ainsi à l'ordre de l'hospitalité. La collection catégorielle « membres de l'association » s'articule avec la collection « hôtes », laquelle se divise en deux sous-classes : les hôtes-accueillants (salariés et bénévoles) et les hôtes-accueillis (accueillis). La binarité de cette collection est liée à une binarité dans la répartition des ressources : les « *haves* » et les « *don't have*s ». Nous voyons à l'œuvre l'articulation entre processus de catégorisation et contrôle social : l'affiliation à une catégorie permet l'assignation à une place dans l'ordre social et le maintien de l'individu à cette place. L'asymétrie constitutive de la relation d'accueil est ainsi renforcée par la verticalité de l'ordre associatif ; et inversement⁸⁵.

⁸⁵ Il nous reste à établir si – et si oui, comment – les catégories de la collection « membres de l'association » sont énoncées dans d'autres langues que le français par les personnes qui fréquentent l'association. Au cours d'une discussion avec un ancien membre accueilli de l'association avec qui nous sommes restés en contact, celui-ci nous explique qu'il a arrêté de fréquenter Autremonde parce qu'il y avait trop de « *barrages* » entre les groupes et que les membres du CA, les bénévoles et les salariés restaient trop entre eux. Nous lui demandons alors si, lorsqu'il parlait soninké avec d'autres membres de l'association, il utilisait également les catégories « bénévole », « salarié » et « accueilli ». Il nous répond qu'il distinguait deux groupes au sein de l'association. Le premier est composé de « *soro be ga gennme a yi* » (« ceux qui vous rencontrent ») et « *soro be ga i deemana* » (« ceux qui vous aident »). Ce groupe englobe indistinctement les personnes catégorisées comme salariées et bénévoles. Le second est composé de « *soro be ga demander mulla* » (« ceux qui ont besoin d'aide »).

Nous nous sommes intéressée à l'hospitalité, en tant qu'ensemble de pratiques principalement langagières, mais aussi spatiales. Sur le plan langagier, nos analyses d'interactions situées ont montré les traces langagières du processus de mise en frontière entre accueillants et accueillis, en insistant sur la dynamique des rapports de places (Vion, 1999) et des rôles interactionnels (Mondada & Keel, 2017). Le pouvoir des accueillants sur les accueillis se manifeste selon de multiples facettes : une expertise relative à l'association, le pouvoir de déterminer la catégorie pertinente pour se présenter, d'orienter le déroulement de l'interaction et de répartir les tours de parole, de se faire entendre. Sur le plan spatial, nous avons montré comment les déplacements des individus au sein de l'espace associatif manifestent la territorialisation de la relation d'accueil. *Les lois* de l'hospitalité se déploient tant sur un plan spatial – territorialisation de l'accueil, transformation de l'espace – que sur un plan langagier – activités de catégorisation, dynamique interactionnelle. Les pratiques spatiales sont donc à saisir dans leur interrelation avec les textes de cadrage et les activités langagières des membres de l'association. C'est l'ensemble de ces pratiques sociales qui participe à la mise en frontière entre accueillants et accueillis, à la mise en ordre des relations entretenues par ces deux groupes. L'analyse fine des pratiques de l'accueil – ici principalement langagières et spatiales – est le résultat de l'articulation entre une approche sociolinguistique et une démarche ethnographique. Cette articulation permet la mise en lumière des lois de l'hospitalité et de leur effet contraignant, mais aussi des différentes attitudes qu'ont les individus vis-à-vis de ces contraintes : adhésion, affirmation, contestation, déplacement.

Nous retrouvons, dans ces distinctions, l'articulation entre la relation d'aide et la relation d'accueil. Selon les dires de cette personne, l'ordre associatif reste néanmoins second, la distinction entre salariés et bénévoles n'étant pas effectuée.

Conclusion de la partie III

Dans cette troisième partie, nous avons pris comme point de départ la proposition faite par Smith aux chercheurs travaillant sur les espaces institutionnels. Smith souligne, en effet, l'intérêt des recherches où la « *presence of people and their activities is restored ethnographically without taking for granted the organization itself* » (2001: 160). Elle encourage à explorer la façon dont l'institution « *comes into being* » (2001: 191) et montre le rôle fondamental joué par les textes institutionnels dans ce processus.

Nous avons sélectionné trois documents écrits produits par l'association ; ces trois documents – le *projet associatif*, les *statuts* et le *règlement intérieur* – étant les principaux textes cadrant son fonctionnement. Si, dans la partie 2, nous les avons utilisés comme des sources d'information sur l'association Autremonde, nous les avons ici étudiés en tant qu'acteurs, qui coordonnent et régulent les activités des personnes au sein de l'espace institutionnel associatif. En tant que textes institutionnels, ils instituent et standardisent des catégories de personnes, présentent une certaine organisation des relations sociales et proposent une interprétation de ces relations (Smith, 2018).

Dans cette partie, nous avons montré que ces textes, « constituants » (Orkibi, 2015: 5) et « instituants » (Oger & Ollivier-Yaniv, 2003a), étaient le lieu de l'élaboration discursive d'un ordre associatif de l'hospitalité. Ces textes, d'une part, inscrivent l'action associative dans le domaine de la bien-faisance et, d'autre part, hiérarchisent les catégories de membres de l'association. Nous avons analysé comment ces textes étaient activés *in situ* et en interaction. Leur activation va alors de pair avec le rappel de l'ordre associatif et l'attribution, aux participants à l'interaction, d'une place au sein de cet ordre. Nos analyses ont ainsi permis de rendre compte de « *the everyday production of the existence of an organization or institutional order in particular local sites* » (Smith, 2001: 172). Elles ont montré comment l'institution associative est rendue reconnaissable, maintenue et réaffirmée, chaque fois que les individus recourent aux catégories standardisées qui sont instituées par les textes qui encadrent son fonctionnement.

L'appropriation des textes par les sujets – lecture, citation, commentaire – va de pair avec l'expression de leur point de vue sur le contenu de ces textes. S'ils peuvent, dans leurs énoncés, reproduire l'ordre associatif et le réaffirmer, ils peuvent aussi le transformer. Nous l'avons notamment observé dans les processus de catégorisation qui

mobilisent la collection « membres de l'association » et dans les discours métalangagiers qui portent sur elle.

Le déplacement de notre angle d'analyse, du plan langagier vers le plan spatial, a permis de complexifier notre regard sur le maintien de l'ordre associatif de l'hospitalité. En décrivant les déplacements des personnes au sein de l'espace associatif, nous avons souligné l'interrelation entre les pratiques langagières et spatiales dans la mise en œuvre d'une hospitalité associative. Cela nous a permis de rendre davantage compte de l'ambivalence entre, d'un côté, les contraintes exercées par les cadres institutionnel et social sur les individus et, de l'autre, la liberté dont ils font preuve vis-à-vis de ces cadres. Nous avons montré, en effet, comment les sujets se saisissent de l'ordre territorial de l'hospitalité et le réaffirment ou le subvertissent.

Dans les espaces associatifs, les pratiques de l'hospitalité sont donc ordonnées par l'institution associative. Les associations, toutefois, n'inventent pas leurs propres lois de l'hospitalité. À Autremonde, nous retrouvons, en effet, l'inégale répartition du pouvoir entre accueillant et accueilli, l'ambiguïté du rôle de l'hôte-accueillant, à la fois maître et serviteur de l'hôte-accueilli, de même que des traits socio-culturels relatifs à l'organisation de l'espace déjà présents dans les milieux bourgeois du XIX^{ème} siècle. L'institution associative qui nous intéresse présente, toutefois, une particularité : celle de se positionner contre la dimension inégalitaire des lois de l'hospitalité et d'instituer cette divergence. Ce mouvement, porté par les textes institutionnels et repris par certains des membres de l'association, ne va pas sans provoquer des tensions, des contradictions.

À travers cette partie, nous avons montré qu'une partie des membres de l'association avait un pouvoir non négligeable sur la coordination des activités sociales qui s'y déroulent. Ce pouvoir est plus important que dans d'autres organisations institutionnelles. En effet, ce sont des membres de l'association qui écrivent les textes institutionnels qui posent le cadre de l'accueil, en établissant les catégories génériques qui distinguent les personnes présentes, en ordonnant et en conceptualisant les relations qui les lient. Leur pouvoir sur les textes leur confère donc un pouvoir sur l'ordre associatif dans lequel s'inscrit la relation d'accueil.

PARTIE IV. PRATIQUES DE L'HOSPITALITÉ ET ARTICULATION DES RAPPORTS SOCIAUX

Introduction de la partie IV

Dans la partie précédente, nous nous sommes intéressée à la façon dont les textes institutionnels de l'association modelaient l'ordre social en vigueur au sein de son espace. Ils instituent, en effet, des catégories et des concepts qui permettent d'interpréter, mais aussi d'orienter les relations sociales entre les personnes qui fréquentent l'espace de l'association. Nous avons montré comment ces textes et leur contenu étaient activés en situation, comment les catégories proposées étaient réinvesties et négociées par les membres de l'association. Nous avons souligné le lien entre la dimension langagière de l'ordre associatif et sa dimension spatiale, en décrivant les déplacements des personnes au sein de l'espace associatif et l'inscription socio-spatiale de la relation d'accueil.

Dans cette partie, nous nous intéresserons à la dynamique des relations de rôles et des rapports de places au cours de différentes activités associatives. Il s'agira d'observer la variabilité de positionnements et de mouvements d'identification et d'altérisation en partie indépendants des textes institutionnels. Autrement dit, nous analyserons la façon dont les membres de l'association endossent les rôles d'accueillant et d'accueilli, selon l'ordre associatif de l'accueil, mais aussi d'autres rôles. Il peut s'agir de rôles directement liés à la situation sociale – ceux d'enseignant et apprenant par exemple – ou formés, *ad hoc*, par les participants à la rencontre. La mise en œuvre de ces relations de rôles s'articule, en outre, à différents types de rapports sociaux. Les membres de l'association s'inscrivent, en effet, dans des rapports sociaux de genre, de classe, de race, de langue, etc. *In situ*, les membres de l'association produisent des oppositions entre les individus, s'inscrivent dans des groupes sociaux, négocient des assignations catégorielles.

Certaines frontières sociales semblent transversales et partagées par l'ensemble des membres de l'association – notamment la dichotomie entre modernes et non modernes, qui se manifeste par exemple dans l'opposition entre l'Europe et l'Afrique. L'analyse de la dimension langagière des relations de rôles et des rapports de places, de leur dynamique et de leur fluidité, montrera les processus de mise en frontière qui s'appuient sur cette opposition, mais aussi sa mise à distance par les participants. Nous

explorerons, dans cette partie, la façon dont différents rapports sociaux se mêlent à l'ordre associatif et institutionnel de l'accueil et affectent les pratiques de l'hospitalité.

Les analyses présentées dans les trois chapitres suivants nous conduiront à observer l'articulation de relations de rôles et de rapports de places dans leur dimension langagière. Dans le chapitre 8, nous nous intéresserons à la façon dont l'ordre associatif s'articule ou laisse place à une autre forme de mise en ordre des activités sociales. À partir de l'analyse interactionnelle et multimodale d'une activité de jeu, il s'agira de montrer comment les participants à la rencontre rendent pertinents d'autres rôles que ceux d'accueillant et d'accueilli, et d'autres catégories que celles de la collection « membres de l'association ». Nous décrirons comment ils investissent ces rôles et ces catégories, et comment ils négocient la place qui leur est attribuée dans l'interaction. Nous mettrons en lumière des positionnements fluides et dynamiques, qui mettent à distance l'ordre associatif, sans toutefois s'en détacher.

Lors des activités associatives, les participants s'engagent dans des rapports sociaux qui ne sont en rien liés aux textes institutionnels. En effet, ils distinguent et opposent les membres de l'association selon des catégories raciales (blanc / non blanc) et socio-spatiales (Europe / Afrique). Nous nous interrogerons, dans le chapitre 9, sur la façon dont les rapports sociaux de race s'articulent à la relation d'accueil, en dépit du projet de solidarité et des valeurs de convivialité et de bienveillance promus par l'association. Nous soulignerons, d'une part, le caractère transversal et partagé d'une conception eurocentrée du monde et des sociétés, d'autre part, sa mise en question.

Dans le chapitre 10, nous nous concentrerons plus spécifiquement sur les situations de classe. Les cours de français proposés par l'association se sont révélés être des situations particulièrement propices à la mise en œuvre de rapports de pouvoir et de domination. Nous montrerons comment s'articule, autour de la transmission de ressources langagières, une multiplicité d'enjeux politiques et de rapports de pouvoir. Nous soulignerons comment l'analyse des pratiques langagières permet d'observer le glissement de rapports asymétriques vers des rapports de domination.

Chapitre 8. La bienveillance et l'échange des savoirs en pratiques

Introduction

L'ethos d'Autremonde, en tant qu'ethos d'un collectif qui se consacre à faire le bien, se fonde sur la défense de plusieurs valeurs, dont la bienveillance, la convivialité et l'égalité. Dans le *projet associatif*, nous trouvons ainsi les énoncés suivants :

« L'association agit dans un esprit de rencontres et d'échanges à statut égal entre les personnes, qu'elles soient bénévoles, accueillies ou salariées » (PA p.5)

« Mettre à disposition des espaces de convivialité mixtes, ouverts à toutes et tous » (PA p.6)

Lors de la réunion d'intégration, Laura, salariée, explique aux futurs bénévoles : « *Gardez bien en tête que la priorité c'est la bienveillance, la convivialité, le lien social, l'échange, l'estime de soi et tout ça* ». Autremonde accorde, en outre, une place aux ressources langagières des personnes accueillies. Ainsi, dans la section « Apprendre et pratiquer le français » du *projet associatif*, il est précisé : « **Multiculturelle**⁸⁶, notre association favorise aussi les échanges de savoirs. » Ce positionnement s'incarne, notamment, par l'organisation récurrente d'un jeu de loto, animé, dans leurs langues, par des apprenants des cours de français. Pendant les années où nous fréquentons l'association en tant que salariée puis doctorante, ce jeu est ainsi organisé à quatre reprises, lors des portes ouvertes de l'association et d'événements militants. Comment ces valeurs et ces principes, posés dans les textes, orientent-ils la mise en œuvre des relations entre les membres de l'association ? Comment s'articulent-ils aux rôles endossés par les personnes participant aux activités associatives ? Ces questions seront approfondies grâce à l'analyse de l'interrelation entre ordre interactionnel et ordre social au cours d'un jeu de loto.

Dans un premier temps (8.1), il s'agira de montrer comment cette activité de jeu, si elle participe à mettre en lumière les savoirs linguistiques des apprenants des cours de français, contribue aussi à un bouleversement des rôles endossés par les participants au jeu. La distinction entre les rôles d'accueillant et d'accueilli, présentée dans les

⁸⁶ Dans le texte du projet, le terme « multiculturel » est en gras et en bleu.

chapitres 6 et 7 comme solidement ancrée, semble en effet s'effacer et laisser place à une répartition des rôles fluide et dynamique, détachée de la relation d'accueil. La mise en pratique du principe d'«*échange des savoirs*» favorise alors l'instauration d'interactions «*complémentaires*» (Vion, 1992: 124), qui ne mettent pas toujours en jeu des rapports asymétriques.

Dans un second temps (8.2), nous nous intéresserons à la façon dont les participants au jeu adoptent – ou non – une attitude bienveillante vis-à-vis de joueurs progressivement placés à part. Suivant Goffman, nous considérerons la folie comme un comportement qui «*s'attaque à la syntaxe de la conduite*» et «*dérange*» l'organisation de l'activité en cours (1973a: 341). Nous décrirons donc la façon dont les joueurs négocient l'attribution du statut de joueur *à part* ou *à part entière*. Cela nous conduira à interroger les traces interactionnelles tant de la déviance que de la bienveillance.

Pour mieux situer les analyses présentées, nous décrivons d'abord l'activité ludique en question : le jeu de loto. Le maître du jeu est un apprenant des cours de français. Quelques jours avant l'événement, le bénévole ou la salariée en charge de l'organisation du jeu sélectionne, parmi les apprenants, plusieurs maîtres du jeu. C'est à ce moment-là que sont définies, par ces derniers, les langues dans lesquelles se dérouleront les parties de loto. Les joueurs peuvent appartenir à toutes les catégories de la collection «*membres de l'association*». Selon l'événement dans lequel s'inscrit le jeu, ils peuvent aussi ne pas être membres d'Autremonde ; c'est le cas lors des portes ouvertes. Chaque joueur possède une plaquette de couleur, sur laquelle sont inscrits plusieurs chiffres. Le maître du jeu pioche, dans une boîte, un carton de couleur indiquant un chiffre. Il énonce, dans la langue choisie pour la partie, le nom de la couleur et le chiffre. Les joueurs doivent lever la main si leur plaquette est de la couleur annoncée et si le chiffre annoncé y est inscrit. Plusieurs joueurs peuvent avoir une plaquette de la même couleur et des chiffres en commun. Le joueur le plus rapide reçoit le carton. Le joueur qui a complété sa plaquette en premier gagne la partie. Pour aider les joueurs, les termes désignant les chiffres et les couleurs dans la langue de la partie sont écrits sur un panneau. Le jeu que nous avons filmé se déroule lors des portes ouvertes de l'association, dans un parc situé à quelques centaines de mètres de son local.

Outre ce loto, plusieurs activités sont organisées tout au long de l'après-midi : pique-nique, braderie sous le belvédère du parc, rallye. C'est un weekend du début de l'été, il fait beau et le parc est fréquenté par bien d'autres personnes que les membres

de l'association. Elles sont invitées à participer, elles aussi, aux différentes activités. Plusieurs membres de l'association portent des tee-shirts verts ou blancs portant le logo d'Autremonde. Leur distribution ne dépend pas de la catégorie de membres : des salariés, des bénévoles et des accueillis en portent. Comme il n'y en a pas assez pour tout le monde, tous n'en portent pas. Les portes ouvertes sont organisées par l'équipe salariée et le CA ; quelques bénévoles qui ne sont pas administrateurs prêtent aussi main forte. Nous sommes, à ce moment-là, salariée de l'association depuis près d'un an. En tant que chargée de la coordination des cours de français, c'est nous qui nous sommes occupée de préparer l'activité du loto. En amont, nous avons proposé aux apprenants des cours de français d'y participer en tant qu'animateurs. Avant le jour J, nous avons organisé une réunion avec les volontaires pour préparer les supports et expliquer les règles du jeu. Nous avons décidé de filmer le jeu du loto, en prévision de la constitution de notre corpus de thèse. La caméra a été posée sur un trépied, de façon à avoir dans le champ l'animateur du jeu et une partie des joueurs. Elle a été heurtée à quelques reprises, ce qui permet de rendre compte de la répartition des participants dans l'espace (voir les photos 15). La plupart du temps, seuls l'animateur et les premiers rangs des joueurs sont visibles.



Photo 15 : Le jeu du loto (captures-écran de notre vidéo)

Nos analyses mettront en lumière la dynamique des rôles et des rapports de places dans cette situation particulière, où les membres de l'association se réunissent en

dehors de ses locaux, un après-midi du weekend, autour d'activités ludiques. Elles montreront comment ce dé-placement⁸⁷ participe à sortir, dans une certaine mesure, de l'ordre associatif de l'hospitalité présenté dans les chapitres 6 et 7⁸⁸. Nous soulignerons, en effet, comment d'autres rôles et catégories sont rendus pertinents par les participants pour co-construire l'activité en cours. La distinction opérée par Vion (1995) entre « cadre social » et « module », selon laquelle le cadre correspond au « rapport de places dominant » et le module à « un type d'interaction subordonné » au cadre, nous permettra de mieux comprendre l'articulation des rapports de places. L'imbrication d'un « module » dans un « cadre » explique, en effet, que les participants à l'interaction « puissent conduire simultanément deux rapports de places » (1995: 184). Ici, le jeu de loto peut être considéré comme un module interactionnel, qui s'inscrit dans le cadre plus large de l'institution associative.

Nous tiendrons compte des dimensions verbale et non verbale des interactions. Nos analyses s'appuieront sur la transcription multimodale d'extraits vidéo. Elles porteront sur la dimension linguistique des échanges, mais aussi sur la position des participants dans l'espace, sur leurs gestes et leurs regards. En effet, le cadre participatif est incarné : lors d'une rencontre en face à face, les participants s'appuient sur les corps et les objets présents dans leur champ visuel pour conduire l'organisation de l'activité en cours (Goodwin, 2007). L'ensemble de ces éléments s'articule dans la co-élaboration du sens et dans la co-construction des places à la fois interactionnelles et sociales des participants.

8.1 Jeux de langues et jeux de rôles

Le jeu du loto se divise en plusieurs parties. La première est en soninké et est animée par Samba. Nous nous intéresserons à la façon dont trois joueurs – Samba, Laurent et Sidi – endossent respectivement les rôles d'animateur, d'arbitre et d'allié. Nous soulignerons la façon dont ces rôles sont co-construits et négociés par l'ensemble des participants à l'interaction, ainsi que les liens qu'ils entretiennent avec l'ordre associatif.

⁸⁷ Par « dé-placement », nous souhaitons suggérer un lien entre le changement de lieu et la dynamique des rapports de places qui sera analysée dans la suite du texte.

⁸⁸ Pour une salariée de l'association, avec qui nous discutons de ce chapitre, nos analyses montrent plutôt comment le « vrai projet » de l'association peut être atteint.

8.1.1 Samba : un maître du jeu concurrencé

L'intrication entre le cadre social de l'institution associative et le module interactionnel du jeu de loto explique l'articulation entre deux rapports de places inverses : un premier où Hélène, Pascale et Salomé sont, en tant que bénévoles, dans une position d'expertes face à Samba ; un second où Samba, en tant que locuteur du soninké, est dans une position d'expert vis-à-vis de ces joueuses.

L'analyse multimodale de la dynamique des rôles et des rapports de places montre comment le rôle de Samba est modelé et concurrencé par plusieurs participantes au jeu. Au début de la partie, Salomé, Hélène et nous-même orientons Samba dans son rôle d'animateur et le façonnons pour qu'il réponde à nos attentes. Samba se tient d'abord debout, face à plusieurs joueurs assis, puis s'assied. Hélène, Pascale et Salomé sont assises parmi les joueurs. Nous-même nous tenons debout, du côté des joueurs, avant de nous asseoir. C'est Samba qui propose de lancer le jeu :

```

1  0:08    SAM  on continue/
2          IRI  on commence †vas-y†
                †hoche la tête†
3          HEL  vas-y on est partis
4          SAL  †*tu veux pas prononcer †les mots *†déjà qu'on les
                *pointe le panneau                                *pointe son
                                                                *reg. iris --->
                iri †reg. salomé                                †reg. sam †reg. salomé
5          entende*
                oreille*
6          HEL  †ouais qu'on les entende une fois ouais
                iri †reg. samba --->
7          SAL  ce serait pas mal*
                reg. iris --->*
8          IRI  ouais†
                -->†
9          HEL  parfois tu sais (inaud.)
10         SAL  ouais
11         SAM  †fobine †
                noir
                †s'assied†
12         ?   hein/
13         SAM  fobine baane
                noir un
14         ?   quoi/
15         SAL  *baane c'est un*
                *monte le bras et lève le pouce*
16         HEL  ouais tu peux nous faire

```

17 PAS c'est quoi la couleur la couleur
18 SAM fobine
noir
19 PAS tu peux nous faire les couleurs (inaud.)
20 ? (inaud.) fobine
noir
21 HEL [non non est-ce que tu peux nous] dire une fois
22 SAM [fobine baane]
noir un
23 HEL toutes les couleurs et une fois tous les chiffres
24 qu'on les entende une fois
25 SAM d'accord
26 ? avant de (inaud.)
27 sam fouille dans la boite
28 IRI ##tu peux dire regarde makkaji filo sikko‡
jaune deux trois
‡se penche et pointe le tableau ‡
im #im.1
29 SAM +*makkaji* sikko +
jaune trois
+dévoile le carton+
sal *hoche la tête*
30 PAS non \$#tu nous les dis seulement\$
\$pointe le panneau \$
im #im.2
31 HEL tu nous les dis une fois pour qu'on les entende une
fois
32 SAL comment ça se prononce makkaji (inaud.)
33 SAM makkaji
34 SAL *#après/*
pointe le panneau
im #im.3
35 SAM sikko
36 HEL «est-ce que tu peux nous dire toutes les couleurs»
«pointe le tableau »
37 une fois «pour qu'on les entende»
«pointe son oreille »
38 SAM +makkaji+
jaune
+pointe la couleur sur le panneau+
39 SAL makkaji
40 SAM +\$bula\$+
bleu
+pointe la couleur sur le panneau+
pas \$hoche la tête\$
41 SAM +fodumbe+
rouge

+pointe la couleur sur le panneau+
 42 PAS fodumbe
 43 SAM +(inaud.)+
 +pointe la couleur sur le panneau+
 44 SAL hein/
 45 SAM +\$sokinhae\$+
 vert
 +pointe la couleur sur le tableau+
 pas \$hoche la tête\$
 46 SAM +sokinhae+
 vert
 +pointe la couleur sur le tableau+
 47 01:19 SAM +\$#fobine\$+
 noir
 +pointe la couleur sur le tableau+
 pas \$hoche la tête\$
 im #im.4



Image 1



Image 2



Image 3



Image 4

En ce début de partie, plusieurs participantes indiquent à Samba la façon dont il doit tenir son rôle d'animateur. Elles souhaitent qu'il énonce la liste des chiffres et des couleurs avant que la partie ne commence. Salomé, Hélène et Pascale se placent dans une position d'autorité vis-à-vis de Samba. Cette position est marquée, notamment, par l'usage de la modalité déontique : « *vas-y on est partis* » (1.3), « *tu veux pas prononcer les mots* » (1.4), « *tu peux nous faire* » (1.16 et 19), « *tu peux nous dire* »

(1.21), « *tu nous les dis* » (1.30 et 31), « *est-ce que tu peux nous dire* » (1.36). Notons que la modalité déontique est atténuée à plusieurs reprises par le verbe « pouvoir ». En outre, chaque fois qu'un ordre est formulé, il est justifié : « (*pour*) *qu'on les entende* » est ainsi répété tout au long de la séquence.

Nous-même sommes en position d'autorité vis-à-vis de Samba, mais aussi de Salomé, Hélène et Pascale. À cette période, nous sommes salariée et chargée de la coordination des cours de français, pour lesquels Hélène et Salomé sont bénévoles. Pascale, elle, est bénévole pendant les accueils de jour. Notre position d'autorité se manifeste, notamment, par le jeu des regards. Au début de l'extrait, Salomé s'adresse à Samba pour lui demander de « *prononcer les mots* », mais elle regarde vers nous (1.4). Elle continue à nous regarder, lorsqu'elle dit « *ce serait pas mal* » (1.7). L'usage du conditionnel, qui atténue la modalité déontique, pourrait aussi contribuer à placer Salomé dans une position subordonnée vis-à-vis de nous. Dans l'interaction, nous interprétons d'ailleurs son tour de parole comme nous étant aussi adressé, puisque nous l'évaluons positivement (« *ouais* » 1.8), tout en gardant le regard dirigé vers Samba, destinataire de la consigne donnée par Salomé. Nous adressons également des ordres à Samba : « *tu peux dire regarde* » (1.28).

L'usage de la modalité déontique, de même que le jeu de regard entre Salomé et nous, montre le maintien de l'ordre associatif en ce début de partie : en tant que salariée, nous occupons une place hiérarchique plus haute que celle des participants bénévoles et accueillis ; les bénévoles, une place hiérarchique plus haute que celle de Samba. Celui-ci modifie d'ailleurs son attitude et l'adapte aux consignes données par ses interlocutrices. Il donne les couleurs en soninké les unes après les autres, en pointant à chaque fois le carré de couleur sur le tableau, accordant ses gestes à ceux qui lui ont été demandés et présentés en exemple. Les images 1, 2 et 3 illustrent les consignes gestuelles montrées par les participantes, les images 2 et 4 l'observation de la consigne par Samba.

Ce début de partie illustre bien la façon dont peuvent s'articuler différents rapports de places. Ainsi, Salomé et Hélène se placent à la fois comme des participantes expertes de l'animation et non expertes du soninké. D'une part, elles orientent, nous l'avons vu, le jeu d'animateur de Samba. D'autre part, elles manifestent qu'elles sont dans l'apprentissage et l'acquisition de nouveaux savoirs. En effet, lignes 39 à 47, elles répètent les couleurs après Samba et hochent la tête. Les relations de rôles et les rapports de places sont co-construits : « choisir la qualité en laquelle on va agir c'est donc, jusqu'à un certain point, choisir (ou tenter de choisir) la qualité en laquelle sont

présents les récipiendaires de l'action » (Goffman, 1981: 154-155). Face à elles, Samba est placé en non expert de l'animation – il suit les consignes données par les participantes – et en expert du soninké – il connaît cette langue et sait prononcer les mots inscrits sur le panneau.

Pascale, elle, oscille entre une position d'experte et de non experte du soninké. Nous pourrions dire que la position hiérarchique haute qu'elle occupe, en tant que bénévole, dans l'ordre associatif, imprègne celle qu'elle tient dans le jeu. Après qu'il a listé les couleurs et répondant à la demande de plusieurs joueuses, Samba donne en soninké les chiffres de un à dix. Ensuite, nous lançons la partie : « *c'est parti* ».

1 01:55 SAM baane (.) fillo (.) sikko (.) naxato (.) karako (.)
un deux trois quatre cinq
2 tumu (.) ñerou (.) segu (.) kabu (.) tanmou
six sept huit neuf dix
3 IRI c'est parti
4 ? ok
5 PAS [doucement hein] (.) parle doucement hein
6 SAL [merci]
7 02:09 SAM <((en souriant)) d'accord>

Ligne 5, Pascale s'adresse à Samba et lui dit « *doucement hein* », « *parle doucement* ». Si elle manifeste, ainsi, sa méconnaissance du soninké, l'utilisation de la modalité déontique la maintient dans une position d'autorité vis-à-vis de Samba. En lui souriant, Samba renforce sa position d'expert de la langue et affirme la position de novice de Pascale. Il est celui qui va faire preuve de bienveillance en s'adaptant à Pascale. Quelques minutes plus tard, Pascale renégocie le rapport de places et se positionne en experte de l'animation :

1 04:59 SAM makka
jaune
2 MAR les curieux et curieuses ça se passe ici si vous
3 avez envie on fait un [loto en langue inversé⁸⁹]
4 PAS [makka/ qu'est-ce que t'as]
5 dit/ makkaji
jaune
6 ? makka
7 PAS c'est pas marqué makka

⁸⁹ Marion parle de « loto en langue inversé ». Cette expression est dérivée du nom de l'activité « atelier de langue inversé », dont est tiré le jeu du loto. Il s'agit d'une activité mise en place lors d'événements particuliers – portes ouvertes, fête de fin d'année, rassemblements associatifs – où les apprenants des cours de français enseignent aux autres membres de l'association des mots de leurs langues. Le jeu du loto fait partie de cette activité plus large.

8 **SAM** **makkaji**
9 ? **makkaji makkaji**
10 05:13 **PAS** **prononce bien**

Dans cette séquence, Pascale prend une position d'experte vis-à-vis de l'art de parler en public et corrige Samba sur sa prononciation : « *prononce bien* » (l.10). Alors que Samba a dit « *makka* » pour la couleur jaune (l.1), le mot écrit sur le tableau est « *makkaji* »⁹⁰. L'intervention de Pascale montre que, de son point de vue, le terme écrit prend le pas sur le terme prononcé par Samba. Cet échange témoigne à la fois de l'autorité donnée par Pascale à l'écrit sur l'oral, et de celle de Pascale sur Samba. Pascale peut évaluer sa bonne prononciation du soninké, bien qu'elle n'en soit pas locutrice. Samba s'accorde d'ailleurs à la demande de Pascale et dit « *makkaji* ». (l.8) Sa place d'expert du soninké ne lui est donc pas totalement assurée.

Samba endosse le rôle du maître du jeu. Il est assis face aux joueurs, énonce les chiffres et les couleurs, remet le carton au vainqueur. Il est toutefois concurrencé dans ce rôle par plusieurs participantes. Dans l'extrait suivant, Pascale gagne le carton. Ce n'est pas Samba, mais Hélène et Sandra qui établissent sa réussite. Comme Hélène, Sandra anime des cours de français au sein de l'association.

1 02:12 **SAM** **ewa makkaji (0.5) sikko**
 jaune trois
2 (1.6)
3 **PAS** **makkaji sikko (.) [MOI]**
4 **SAM** **[makkaji] (.) sikko**
5 (1.6)
6 **HEL** **ah oui c'est vrai**
7 **SAN** **ouais**
8 **PAS** **oui c'est vrai**
9 **SAN** **ouais**
10 02:24 ? **((rire))**

Nous retrouvons, dans cet échange, la structure ternaire typique des interactions en situation de classe : (1) question, (2) réponse, (3) évaluation (Mondada, 1995: 71). Mais alors qu'en situation de classe c'est l'enseignant qui produit les tours 1 et 3, ce sont ici des participants différents qui le font. Tandis que Samba pose la question (« *makkaji sikko* » l.1), les tours d'évaluation sont produits par Hélène puis Sandra (« *ah oui c'est vrai* » l.6, « *ouais* » l.7). En évaluant la réponse de Pascale, elles

⁹⁰ En soninké, le mot « *makka* » désigne, selon le contexte, le maïs ou la couleur jaune. « *Makkaji* », qui signifie « jus de maïs », désigne également la couleur jaune.

prennent elles aussi le rôle de maitresses du jeu, aux côtés de Samba. Elles ne sont pas seules à revendiquer ce rôle.

Plusieurs personnes sont présentes, non pas en tant que joueuses mais en tant que spectatrices. Au début de la partie, Marion, salariée de l'association, en fait partie. Après quelques instants, elle sort toutefois de cette place dans le cadre participatif. Elle intervient, en effet, pour modeler le jeu de rôle de Samba, alors que celui-ci tente de faire deviner le troisième numéro-couleur aux joueurs.

1 2:45 SAM fobine tanmou
noir dix

2 (0.5)

3 PAS °fodumbe°
rouge

4 ? fobine il a dit

5 SAM <((plus lentement)) fobine>

6 sam pointe le carré noir

7 02:50 MAR %ah montre pas %#chht
%geste de la main %doigt sur les lèvres
im #im.5
[...]

8 3:11 mar #s'assied à côté de samba
im. #im.6



Image 5



Image 6

Après que Samba a énoncé la couleur et le numéro (l.1), Pascale prononce à voix basse «*fodumbe*». Une autre participante la corrige : «*fobine il a dit*». Samba répète alors la couleur, plus lentement et en insistant sur la deuxième partie du mot, qui diffère de «*fodumbe*» : «*fobine*». Il pointe, juste après, le carré de couleur noire au tableau. C'est ce geste qui fait réagir Marion. Elle agite d'abord la main de haut en bas, puis met son doigt sur la bouche et dit «*chht*» en se penchant vers Samba (voir image 5). Les gestes de Marion peuvent être considérés comme infantilissants à l'égard de Samba,

malgré la situation de jeu et les ressources langagières de ce dernier. Samba, en effet, n'est pas à l'aise en français. Comme l'a montré l'analyse du début de la partie, il ne comprend pas tout ce que ses interlocutrices lui disent. Beaucoup de mimes sont utilisés par les participantes pour accompagner leurs énoncés. Par exemple, dans le premier extrait, Salomé se touche l'oreille pour mimer l'action d'entendre et plusieurs participantes pointent le tableau du doigt. Dans ces situations, le non verbal accompagne, voire supplante le verbal dans la construction du sens. Les gestes de Marion sont donc à situer dans la continuité de ces mimes. Néanmoins, le mime de Marion accompagne l'onomatopée « *chht* » et non une proposition verbale. En outre, le geste de mettre le doigt devant sa bouche est généralement adressé à des enfants. Il place Marion et Samba dans un rapport où la première infantilise le second.

Un participant gagne le tour et Marion se déplace pour s'asseoir à côté de Samba (1.8 et image 6). Ce déplacement conduit à la reconfiguration du cadre participatif. En effet, Marion s'assied dans la même position que Samba et face aux joueurs. Dans cette nouvelle disposition, celui-ci n'apparaît plus comme l'animateur principal, puisqu'ils sont désormais deux à faire face au groupe des joueurs. En outre, le regard de Marion va des cartons que Samba sort de la boîte au panneau. Elle semble, ce faisant, vérifier non seulement qu'il accomplit correctement son rôle, mais aussi qu'il énonce la couleur et le numéro corrects. Elle lui fait également des commentaires à l'oreille et lui indique à quelques reprises le carton qu'il doit choisir dans la boîte. Dans cette disposition, Samba perd la prérogative à la fois du statut d'expert du soninké et du maître du jeu. Marion reste dans cette position pendant un peu moins de deux minutes, avant de se lever et de quitter le jeu.

L'analyse multimodale de ce début de partie montre l'intrication entre le cadre social – la structure associative – et le module du jeu. Le rapport de places dominant et asymétrique est maintenu : les salariées et les bénévoles sont dans une position hiérarchique supérieure aux accueillis. Plusieurs joueuses, bénévoles lors des cours de français, affichent une position d'expertes de l'animation du jeu. Ce rapport de places s'articule à un autre, inverse. Dans le cadre du jeu, c'est Samba qui occupe la position d'expert du soninké, face à des non-experts de la langue. Le rapport de places dominant, celui de la structure associative, conduit à quelques reprises à la négociation du rapport de places lié à l'activité du loto. C'est le cas lorsque Pascale se fait experte du soninké et corrige Samba sur sa prononciation. La partie avançant, la place d'expert du soninké et le rôle de maître du jeu de Samba ne sont progressivement plus mis en cause. Celui-ci reste seul face aux joueurs, énonce les chiffres et les couleurs en

soninké, distribue les cartons au joueur qui donne la bonne réponse. Il est néanmoins secondé par Laurent, qui se forge progressivement un rôle d'arbitre.

8.1.2 Laurent : se faire arbitre

Laurent fréquente les accueils de jour de l'association. Lorsque nous l'y croisons, il nous apparaît comme quelqu'un de réservé et timide. Nous n'avons jamais discuté avec lui et ne connaissons pas sa situation. Au cours de la partie, il rend pertinent un rôle qui n'avait pas été prévu en amont et l'endosse : le rôle d'arbitre. À de nombreuses reprises, deux participants lèvent la main pour réclamer le même carton, car ils l'ont tous les deux sur leur plaquette. Il s'agit alors de les départager. Les séquences suivantes illustrent comment Laurent se saisit de ce problème et le résout en devenant arbitre. Avant que l'extrait suivant ne débute, plusieurs participants parlent en même temps. Laurent demande le silence :

```

1  6:15    LAU   chh
2          SAM   fodumbe tumu
              rouge   six
3          (0.8)
4          LAU   fodumbe
5          PAS   [fodumbe combien/]
6          SAL   [fodumbe          ] (0.5) fodumbe/
7          ?     tanmu
              dix
8          ?     tanmu
9          PAS   $moi moi$
              $lève la main$
10         LAU   six c'est bon Δah c'était elle d'abord:
              Δpointe salomé du doigt --->
11         ?     ah TUmumu tumu
12         PAS   moi
13         LAU   d'abord elle c'est d'abord elle
              sam   #tend le carton à pascale
              im    #im.7
14         LAU   e:lle a dit ça en premier
15         PAS   qui c'est qui a dit avant
16         LAU   [ah non c'est d'abord lui
17         SAL   [c'est moi
18         LAU   bon par làΔ (.) pardon
              --->Δ
19         sam   #tend le carton à salomé
              im    #im.8
20         SAL   merci:
21         PAS   t'as vraiment tumu/

```

22 SAL eh oui/
 23 06:34 LAU [chh on entend rien]
 24 PAS [j'avais compris tanmu]

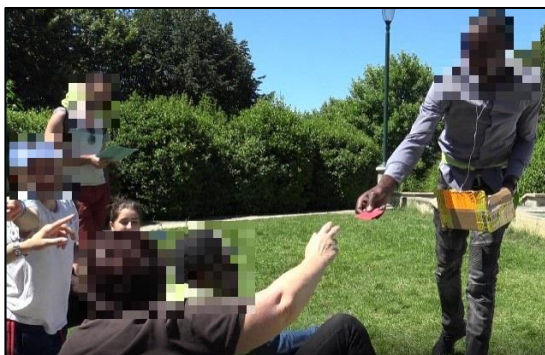


Image 7

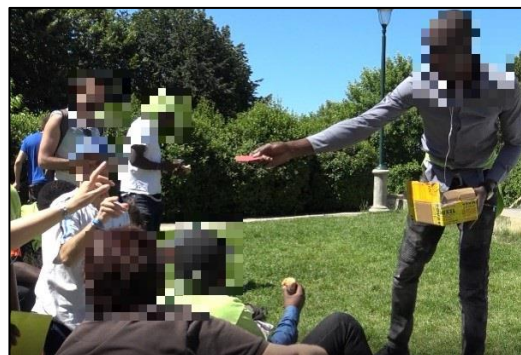


Image 8

Après être intervenu dans la régulation du jeu en demandant le silence, Laurent intervient une seconde fois. Deux joueuses revendiquent le carton : Pascale et Salomé. Quelques secondes après l'énoncé du chiffre et de la couleur, Salomé lève la main (hors champ) et Pascale dit : « *moi moi* » tout en levant la main (1.9). Les prises de parole de plusieurs participants (1.7-11) nous indiquent qu'ils se méprennent sur le chiffre : ils ont entendu « *tanmou* » et non « *tumu* ». Laurent intervient pour déterminer que, entre Pascale et Salomé, c'est Salomé qui doit prendre le carton. Il se redresse et il évalue positivement sa réponse : « *six c'est bon* » (1.10). Il la place, ensuite, en premier dans la chronologie des réponses : « *elle a dit ça en premier* ». Pascale, qui est placée au premier rang et n'a pas pu voir Salomé lever la main, interroge : « *qui c'est qui a dit avant* » (1.15). Deux participants s'auto-sélectionnent pour lui répondre : Laurent (« *c'est d'abord lui* » 1.16) et Salomé (« *c'est moi* » 1.17). Samba, qui s'était jusque-là dirigé vers Pascale pour lui donner le carton (image 7), se détourne alors d'elle et tend le carton à Salomé (image 8). L'intervention de Laurent et son insistance ont permis de départager les deux adversaires. Laurent participe également à conclure le tour et à passer au suivant, en demandant à nouveau le silence (« *chh on entend rien* » 1.23). En désignant la gagnante et en abaissant le volume sonore, il aide Samba à accomplir son rôle de maître du jeu.

Laurent tient ce rôle d'arbitre tout au long de la partie, en intervenant pour départager les joueurs dès lors qu'il y a un conflit relatif à l'ordre dans lequel ils ont levé la main. Samba se plie, à chaque fois, à sa décision. Les deux séquences suivantes l'illustrent bien :

1 09:21 SAM fobine baane
 noir un

3 moh lève la main=
4 iri =lève la main
5 IRI moi [moi moi
6 LAU [Δ‡+fobine c'est d'abord lui il l'a dit‡Δ
Δpointe la plaquette de mohamedΔ
iri ‡regarde la plaquette de mohamed‡
sam †avance vers mohamed
7 IRI oui mais il l'a pas
8 moh baisse la main
9 LAU ah
10 sam tend le carton à iris
11 09:28 IRI moi je l'ai ((rire))

Puis :

1 10:31 SAM fobine karago
noir cinq
2 LAU fobine
3 moh lève le doigt=
4 IRI =‡moi
‡lève la main
5 MOH moi (.) moi moi
6 sam avance vers iris
7 HEL c'est cinq noir
8 LAU là c'est lui qui avait dit en premier
9 sam se tourne vers mohamed
10 10:38 SAM c'est toi/
11 sam donne le carton à mohamed

Dans ces deux exemples, nous voyons à la fois comment Laurent arbitre la situation et comment Samba suit la décision qu'il a prise. Dans les deux cas, il y a un conflit entre nous et Mohamed et, dans les deux cas, Laurent fait remarquer que c'est Mohamed qui s'est manifesté en premier : « *fobine c'est d'abord lui il l'a dit* » (extrait 1, 1.6), « *là c'est lui qui avait dit en premier* » (extrait 2, 1.8). Samba, lui, s'adapte à la décision de Laurent. Dans le premier cas, il commence à se diriger vers Mohamed pour lui donner le carton après que Laurent l'a désigné comme gagnant. C'est seulement après que nous avons souligné qu'il n'a pas le chiffre annoncé sur sa plaquette (« *oui mais il l'a pas* » 1.7) et que Laurent a acquiescé (« *ah* » 1.9) que Samba nous tend le carton (1.10). Dans le second cas, Samba s'avance vers nous pour nous donner le carton. Dès lors que Laurent prend la parole pour rétablir l'ordre (« *là c'est lui qui avait dit en premier* » 1.8), il se détourne de nous (1.9) et tend le carton à Mohamed (1.11). Pendant l'ensemble de la partie, Laurent seconde Samba dans l'animation du jeu, en s'attribuant la fonction d'arbitre. L'ensemble des participants le reconnaît comme tel. Il cumule, ainsi, le rôle

de joueur et le rôle d'arbitre. Quelques minutes plus tard, il seconde également Marion dans l'organisation de l'après-midi.

Marion, salariée de l'association, revient en effet vers le groupe de joueurs pour annoncer l'heure de départ pour la prochaine activité : un rallye. Au début de sa prise de parole, plusieurs participants se tournent vers elle. Dès lors que Samba annonce le chiffre et la couleur du carton suivant, ils se retournent tous vers lui, à l'exception de Laurent.

1 13:13 MAR [hu:m] (inaud.) je compte sur vous euh
2 PAS [quelle couleur]
3 moi je vais remplacer laura en haut (.) à treize
4 heures quarante-cinq ça serait bien que ceux qui se
5 sont inscrits pour le rallye
6 SAM sokinhae
vert
7 MAR [viennent nous][chercher]en haut et on va euh=
8 SAM [sikko]
trois
9 ? [c'est moi]
10 LAU =Δvers treize heures trente/
Δpointe le belvédère -->
11 MAR ouais vous venez nous chercher [vers treize heures&
12 SAL [eh donne-lui&
13 MAR &quarante]
14 SAL &donne-lui]
15 LAU ouais là-hautΔ
---->Δ
16 MAR ouais là-haut d'accord/
17 FOU madame [je vous fais un cadeau hein]
18 ? [(inaud.) du théâtre] [il faut aller&
19 HEL [madame/ ben&
20 ? &les] chercher aussi/
21 HEL &ouh la]
22 LAU ouais d'accord Δtreize heures quarante là-hautΔ
Δpointe le belvédère Δ
23 Δpour le rallye=
Δse tourne vers sam. ---->
24 MAR =et moi je suis là et si y a des gens du théâtre
25 qui me Δcherchent je suis [en haut euh
26 LAU [Δtreize heures quaranteΔ
--> Δse tourne vers marion Δ
Δpointe le belvédère Δ
27 lau se tourne vers samba
28 SAM bula naxato
bleu quatre

Dans cette séquence, Laurent se fait l'intermédiaire entre le groupe de joueurs et Marion, qui a rapidement perdu leur attention. Ligne 10, il demande confirmation de l'horaire en pointant le lieu de rendez-vous du doigt : « *vers treize heures trente/* ». Marion, qui avait dit « *treize heures quarante-cinq* », lui répond en avançant l'horaire de cinq minutes, comme dans un geste de négociation : « *treize heures quarante* ». Laurent lui fait ensuite confirmer le lieu de rendez-vous : « *ouais là-haut* » (l.15 et 16). Ligne 22-23, il résume l'annonce de Marion en reprenant les informations les plus importantes : « *treize heures quarante là-haut pour le rallye* ». Pendant ce temps, la partie ne s'est pas arrêtée. Laurent se détourne ensuite de Marion pour se tourner vers Samba, proposant ainsi de clôturer la séquence (l.23-26). Marion reprend alors la parole pour ajouter une dernière information (« *si y a des gens du théâtre qui me cherchent je suis en haut* » l.24-25). Tandis que les autres participants restent impliqués dans la partie, Laurent la regarde à nouveau, répète l'horaire (l.26) en pointant le lieu de rendez-vous. Il se retourne ensuite vers Samba (l.27). Marion accepte la clôture de la séquence et remercie Laurent (l.29). En accordant son attention à Marion et en répétant les informations pour les autres participants, qui sont restés engagés dans le jeu, Laurent prend une posture de responsabilité vis-à-vis du groupe. Il apparaît comme un membre sérieux de l'association, qui ne se laisse pas dissiper par le jeu.

8.1.3 Sidi : allié des joueurs

À chaque partie, quelques joueurs se démarquent : ils répondent plus rapidement que les autres ou aident leurs voisins en leur indiquant qu'ils ont le chiffre en jeu sur leur plaquette. Ce sont les joueurs qui maîtrisent la langue du loto en cours. Leur connaissance du soninké, du bambara ou du peul leur donne, ainsi, une place valorisée parmi les participants. C'est le cas de Sidi. Tout au long de la première partie, il intervient pour aider les joueurs qui l'entourent. S'il s'était porté volontaire pour animer la partie de loto en bambara, il s'avère rapidement qu'il parle aussi le soninké. Par la suite, il anime d'ailleurs une partie dans cette langue. L'analyse de plusieurs séquences, où Sidi intervient auprès d'autres joueurs, montre comment les rapports de places entre les participants s'organisent aussi autour de la (non-)maîtrise de la langue du loto.

Dans les trois extraits qui suivent, Sidi se fait l'allié de Pascale. Celle-ci a deux plaquettes, une rouge et une jaune, et se trouve en difficulté.

1 03:12 SAM makkaji (.) fillo
jaune deux

2 PAS hein/

3 sid se penche et tape sur la plaquette de pascale --->

4 HEL makkaji fillo deux jaune deux jaune[∞]
sid ---> ---> ∞

5 sid tape la plaquette et lève la main -->

6 PAS makkaji:∞
sid ---> ∞

7 SAL [fillo]

8 SAM [fillo]

9 PAS sikko fillo *Şoui c'est moi*
Şlève la main et sa plaquette

10 03:25 sam tend le carton à pascale

Après l'énoncé du chiffre et de la couleur, Pascale manifeste son incertitude, d'abord par un « *hein* » interrogatif (1.2), puis par l'allongement syllabique sur « *makkaji* : » (1.6). Hélène vient l'aider, en répétant le tour de parole de Samba et en le traduisant (1.5). Dans le même temps, et dès l'énoncé du chiffre et de la couleur, Sidi signifie à Pascale qu'elle a la réponse. Il tape sa plaquette et produit le geste que Pascale doit faire : lever la main (1.5). Lignes 7 et 8, Samba et Salomé répètent le chiffre, et complètent ainsi le tour entamé par Pascale ligne 6. Celle-ci réalise alors qu'elle a bien la bonne réponse et lève la main (1.9). En disant « *oui c'est moi* », elle paraît s'adresser à ceux qui l'ont aidée et leur confirmer qu'ils lui ont donné la bonne réponse. Plusieurs minutes plus tard, Samba donne à nouveau un chiffre que Pascale possède sur sa plaquette. Mais Salomé, plus rapide, remporte le carton :

1 07:35 MAM fodumbe sikko
rouge trois

2 SAL [sikko sikko]

3 LAU [c'est rouge]

4 SAL moi (.) moi

5 PAS oh là là

6 sid #pointe la plaquette de pascale et sourit
im #im.9

7 PAS bah oui mais elle va plus vite

8 07:43 SAL eh ouais ((rire))



Image 9

Après que Salomé a remporté le carton, le « *oh là là* » de Pascale, qui manifeste son désarroi, fait réagir Sidi. Il se penche à nouveau pour pointer la plaquette de Pascale, lui montrant qu'elle avait également la réponse. En souriant (image 9), il présente son geste comme une aide bienveillante. Pascale lui répond : « *bah oui mais elle va plus vite* » (1.9). Par sa comparaison avec Salomé, elle se montre comme une joueuse qui rencontre des difficultés, moins bonne que les autres. Cette place se confirme dans l'extrait suivant :

- | | | | |
|----|-------|-----|---|
| 1 | 11:44 | SAM | makkaji ñeru
jaune sept |
| 2 | | sid | lève le bras et claque les doigts |
| 3 | | sam | se dirige vers sidi |
| 4 | | PAS | makkaji [combien/ |
| 5 | | SID | [«c'est ici»
«pointe le carton de pascale» |
| 6 | | SAM | [*ñeru]
*se tourne vers pascale |
| 7 | | PAS | [*j'arrive][pas à j'ai pas le temps] |
| | | sam | *va vers pasc. et pose le carton sur sa plaquette |
| 8 | | ? | [sept sept] |
| 9 | | MAR | tu gagnes pascale/ |
| 10 | 11:54 | PAS | bah ils me font gagner quoi ((rire)) |

À l'énoncé du chiffre et de la couleur, Sidi lève directement la main pour Pascale (1.2). Ce geste est interprété, par Samba, comme le signe que c'est lui qui possède la bonne réponse : il s'avance vers lui pour lui tendre le carton (1.3). Sidi lève le malentendu en pointant la plaquette de Pascale et en accompagnant son geste par l'énoncé déictique : « *c'est ici* » (1.5). Samba s'oriente alors vers la joueuse et dépose le carton sur sa plaquette, sans que celle-ci n'ait eu à lever la main. En effet, Sidi a effectué cette action pour elle. Pascale se positionne alors comme une joueuse en difficulté, par des énoncés évaluant une mauvaise performance : « *j'arrive pas* », « *j'ai pas le temps* » (1.7). Elle explicite ensuite à Marie, qui l'interpelle, le rapport de places aidants / aidée qui la lie aux autres participants : « *ils me font gagner* » (1.10). L'utilisation du pronom « *ils* »

marque qu'elle n'inclut pas que Sidi dans le groupe des aidants. Et en effet, dans l'ensemble des extraits présentés, d'autres joueurs aident également Pascale. Dans le premier extrait, Hélène répète et traduit l'énoncé de Samba, dans le second, Laurent traduit la couleur annoncée et dans le troisième, un participant traduit le chiffre. Ces alliés ne sont pas, initialement, des locuteurs du soninké. Le fait d'afficher leur bonne compréhension de cette langue, face à une joueuse en peine, leur permet de prendre une place haute dans la hiérarchie des joueurs.

Synthèse

Nos analyses multimodales de la dynamique des rôles et des rapports de places montrent comment le « module » du jeu du loto s'imbrique dans le « cadre social » de l'institution associative (Vion, 1995). Au début de la partie, cette articulation est particulièrement visible. Deux rapports de places y sont à l'œuvre : celui d'expertes de l'animation – place occupée par les bénévoles des cours de français – et celui d'expert de la langue – place occupée par le maître du jeu. Les bénévoles et les salariées conservent une autorité sur les accueillis, et notamment sur le maître du jeu : elles peuvent modeler son rôle, entrer en concurrence avec lui. Progressivement, l'ordre associatif de l'accueil s'estompe et n'est plus investi dans l'organisation de l'activité en cours. Les relations de rôles dans lesquelles s'engagent les participants sont décorréliées de l'ordre associatif et liées à l'activité de jeu : maître du jeu, arbitre, joueur, spectateur.

Ces rôles ne sont pas figés et peuvent être endossés successivement par des personnes différentes. Laurent, catégorisé en d'autres situations comme accueilli, se forge, par exemple, un rôle d'arbitre et adopte une posture d'autorité vis-à-vis du déroulement du jeu – position reconnue par les autres participants. Des éléments tels que le degré de maîtrise de la langue du loto entrent également en jeu dans l'élaboration des rapports de places. Les aidants sont ici ceux qui comprennent cette langue ou qui ont rapidement retenu les termes utilisés, les aidés ceux qui ne la comprennent pas et qui sont plus lents. Les asymétries qui se font jour se détachent des positions occupées au sein de l'ordre associatif. Le déplacement physique des membres de l'association, en dehors des locaux où les activités associatives se déroulent habituellement, et leur engagement dans une activité ludique nous semblent expliquer l'effacement relatif de l'ordre associatif et de la distinction des participants selon la collection « membres de l'association ». Si l'ordre associatif ne disparaît pas totalement, il passe toutefois au second plan.

8.2 Jouer avec les différences : être un joueur à part (entière)

Les textes constituant de l'association font référence, de façon récurrente, à la « différence ». Dans le *projet associatif*, il est écrit : « *Autremonde constate que la défiance vis-à-vis de "l'Autre" et de ses différences a progressé* ». Le résumé du *projet* écrit par un bénévole (voir 6.2.2.) indique : « *En France on a souvent peur de la personne qui est différente de nous ou qu'on ne connaît pas.* » De quelle différence s'agit-il ?

Dans les discours de présentation de soi, Autremonde se décrit comme une association de solidarité avec les personnes en situation d'exclusion et de migration. Le fait d'être étranger* constitue donc une première forme de différence. Puisque nombre des personnes accueillies par l'association sont SDF* ou sans-abri*, la différence peut aussi être liée à la classe sociale et au nomadisme. Dans le chapitre précédent, Pascale insistait d'ailleurs sur la différence entre bénévoles et accueillis. Pour elle, cette différence tenait notamment au fait que les seconds étaient « *à la rue* » et « *dans la merde* ». Une enquête menée par l'Observatoire du Samu social de Paris (Laporte & Chauvin, 2010) auprès de personnes SDF⁹¹ vivant en Île-de-France établit que 31,5 % d'entre elles présentent un trouble psychiatrique sévère. Les « troubles psychiatriques sévères » englobent « les troubles psychotiques », « les troubles anxieux » et « les troubles sévères de l'humeur » (2010: 13). L'absence de domicile et la santé mentale sont, en effet, interreliées : « les problèmes psychiatriques favorisent la probabilité de se trouver en situation de rue autant que l'expérience de la survie favorise l'émergence de problématiques psychologiques, voire psychiatriques » (Besozzi, 2020: 73). Lors de la réunion d'intégration, Laura prévient ses interlocuteurs : « *Pour nos publics vous en aurez aussi une petite partie, alors là on a pas les stats mais bon moi à vue de nez je dirais quand même vingt pour cent, une petite partie avec des troubles psychologiques et psychiatriques.* » Elle leur précise qu'ils s'en apercevront lorsque, en interagissant avec l'une de ces personnes, ils se rendront compte « *que bon il se passe un truc assez bizarre* », que « *c'est pas normal* ». Cette remarque de Laura fait directement écho à celle de Goffman, relative à la définition de la maladie mentale comme déviance sociale :

⁹¹ Cette enquête a été menée auprès de personnes SDF (selon la définition de l'Insee, voir glossaire), majeures, parlant français, en état de comprendre et de répondre aux questions. Elle exclut les personnes « sous l'emprise non maîtrisée de produits psychoactifs et celles atteintes de certains troubles psychiatriques sévères » (Laporte & Chauvin, 2010: 34), les réfugiés* et demandeurs d'asile. L'enquête ayant été menée dans des services d'aide – accueils de jour, lieux d'hébergement, aide alimentaire – elle exclut les personnes qui ne les fréquentent pas.

« la première fois que l'acte qui sera perçu comme un symptôme mental est accompli par celui qui sera vu comme un malade mental, cet acte n'est pas pris pour le signe d'une maladie, mais plutôt pour une déviation des normes sociales, autrement dit, pour une infraction aux règles et aux attentes de la société. » (1973a: 322)

Une partie des personnes accueillies par l'association est ainsi renvoyée à cette forme de déviance spécifique, qui est généralement nommée « folie ». Suivant Goffman, la folie est ce qui « se manifeste et apparaît publiquement comme un trouble à l'ordre de la coprésence ou de l'intelligence partagée dans une situation d'interaction », ce qui « met à mal la syntaxe des conduites » (Joseph, 2020: §6). De ce point de vue, le fou est celui qui, parce qu'il ne respecte pas les règles de l'interaction, ne rend pas son comportement « compréhensible et pertinent » pour ses interlocuteurs (Nizet & Rigaux, 2005: 51). Dès lors, comment la folie se manifeste-t-elle en interaction ? Comment devient-elle significative sur le plan de l'organisation de l'activité en cours ? Comment le statut de fou est-il négocié par les participants à l'interaction ? Nous explorerons ces questions à partir de l'analyse d'interactions situées dans le jeu de loto et de la façon dont Henri, l'un des participants, est progressivement positionné comme un joueur à part.

Henri rejoint la deuxième partie du jeu de loto. Cette partie est animée par Sidi, qui prend la suite de Samba. La langue du jeu est maintenant le bambara. Henri est assis dans la première rangée de joueurs. Mamadou est placé en retrait, derrière lui. Ils ont tous les deux la même couleur de plaquette et plusieurs numéros en commun. Ils sont donc en compétition pour remporter les cartons et c'est le plus rapide qui doit l'emporter. Mohamed se tient debout à côté d'Henri : il joue aussi, mais sa plaquette est d'une autre couleur. Pascale, elle, ne joue pas cette partie. Elle est désormais spectatrice. La photo suivante illustre la répartition des joueurs dans l'espace.



Photo 16 : La deuxième partie de loto (capture-écran de notre vidéo)

Henri fréquente les accueils de jour de l'association. Son comportement laisse deviner des troubles psychiatriques : il parle tout seul, s'agite. Au cours de la partie, il se fige parfois, le visage tourné vers le sol ou vers Sidi, la bouche ouverte. À d'autres moments, il recouvre son visage de ses mains ou fait des gestes avec les bras, sans lien avec le déroulement du jeu. Ces gestes peuvent être interprétés comme « manifest[ant] qu'[il] n'est pas prêt à rester à sa place » (Goffman, 1973a: 331). L'attitude interactionnelle d'Henri s'écarte à plusieurs reprises de « la syntaxe de la conduite » (1973a: 341) attendue dans cette situation ; c'est en cela qu'elle peut être considérée comme relevant de la folie. Henri est aussi un joueur très lent. Il a du mal à suivre l'enchaînement des énoncés de Sidi et ne parvient pas à vaincre Mamadou en rapidité. Mamadou a, de plus, mis en place une stratégie pour gagner plus facilement : il lève la main dès l'énoncé de la couleur, sans attendre celui du chiffre. S'il s'avère qu'il n'a pas le chiffre sur sa plaquette, il le donne ensuite à Henri.

L'analyse de quelques extraits montrera comment Henri est positionné et se positionne dans les relations de rôles liées à l'activité du jeu. Cela apportera un éclairage sur la façon dont peut être gérée l'anormalité dans un cadre associatif et solidaire. Cela illustrera également les négociations à l'œuvre autour de l'attribution des rôles et du traitement réservé à celui qui dévie par rapport à la norme en présentant des troubles mentaux, notamment de la part de ce dernier.

8.2.1 Henri : une attitude interactionnelle déviante ?

Henri rejoint la deuxième partie : le loto est en bambara et c'est Sidi qui joue le rôle de l'animateur. La partie a déjà commencé quand Sidi dit :

1 5:42 SID boulama kélé
bleu un
2 mam tend sa plaquette vers sidi
3 sid donne le papier à fouss
4 hen lève le bras
5 HEN *bleu/
*#montre sa plaquette -->
im #im.10
6 SID bilema fila*
rouge deux
hen --> *
7 hen #se tourne vers mam. et lui montre sa plaquette
im #im.11
8 MAX t'as dit quoi/
9 SID *bilema fila
rouge deux
hen *se tourne vers sidi et lève le bras
10 SAM bilema fila
11 MAX [euh: moi
12 SAM [moi
13 SID *bilema fila
hen *baisse le bras
14 SAM moi moi moi
15 MAX moi moi
16 HEN *boulama/
bleu
*lève la main, montre sa plaquette
17 MAX moi
18 hen montre sa plaquette à mohamed
19 moh #pointe la plaquette d'henri
im #im.11
20 HEN boulama* *monsieur
tourne sa plaquette vers fof.
21 HEN +j'ai boulama+*
moh +pointe la plaquette d'henri+
hen *montre sa plaquette à sidi
22 SID non c'est: rouge bilema c'est rouge (.) boulama
23 c'est: bleu
24 MAM \$ça c'est (inaud.)
\$pointe la plaquette d'henri
25 06:10 hen hoche la tête



Image 10



Image 11



Image 12

Au fil de cette interaction, un décalage s'installe entre Henri et le reste des participants au jeu. Mamadou manifeste qu'il a le chiffre énoncé sur sa plaquette et récupère le carton. Immédiatement après, Henri lève le bras (1.4). À cet instant, le tour suivant n'a pas encore commencé. Cette situation, où deux joueurs lèvent la main en décalé pour le même carton, est récurrente au cours du jeu et nous l'avons d'ailleurs vue se présenter précédemment. Henri réclame le carton en énonçant sa couleur en français et en montrant sa plaquette (1.5, image 10). Sidi le regarde mais ne lui répond pas. Il ouvre le tour suivant et annonce un nouveau numéro : « *bilema fila* » (1.6). De son côté, Henri n'abandonne pas. Il continue à lever la main (1.9 et 16) et sollicite deux participants proches de lui, Mamadou (1.7) puis Mohamed (1.18), en se tournant vers eux et en leur montrant sa plaquette.

Si Mamadou ne lui prête pas attention, Mohamed s'intéresse à sa situation. Il suit les mouvements d'Henri du regard et se rapproche de lui. C'est avec le soutien de Mohamed, qui pointe également du doigt la plaquette d'Henri (image 11), que Henri apostrophe Sidi. Il répète sa couleur, cette fois en bambara (« *boulama* » 1.16 et 20), et l'interpelle : « *monsieur* » (1.20). Il réussit à attirer son attention : Sidi le regarde. À ce moment-là, Henri a désormais un tour de retard, car le participant qui avait « *bilema fila* » a déjà récupéré son carton. Sidi interprète donc la revendication d'Henri comme liée au tour qui vient de se clôturer et non au tour qui l'a précédé. Il reprend Henri sur ce qu'il interprète comme une erreur liée à la proximité phonétique entre « *boulama* » et « *bilema* » : « *bilema c'est rouge* », « *boulama c'est bleu* » (1.22). Le décalage qui s'installe ici est donc lié à la lenteur d'Henri et au suivi du déroulement du jeu tour par tour, mais pas à la compréhension du soninké.

8.2.2 La bienveillance contre les règles du jeu

Le décalage entre Henri et le reste des participants n'est pas permanent. En quelques occasions, Henri lève la main à l'énoncé d'un numéro qu'il possède et gagne le carton. En d'autres occasions, Mamadou a levé la main avant lui, souvent avant l'annonce du numéro. Sidi adopte alors différentes réactions : ou bien il donne directement le carton à Mamadou, ou bien il hésite avant de donner le carton à Mamadou, ou bien il donne le carton à Henri. C'est ce dernier cas de figure qui se présente dans l'extrait suivant :

```

1  12:28    SID  boulsama naani$
           bleu     quatre
           mam     $lève main$
2          sid  s'avance --> $* -->
           hen                    *lève la main
           mam                    $lève la main
3          sid  donne le carton à henri
4          MAM  eh c'est moi ça (.) $frère faut me donner ça$
                    $tape sur l'épaule d'henri$
5          MAM  (inaud.)
6          sid  donne le carton à mamadou
7          MAX  [((rire))
8          MAT  [((rire)) oh henri tu t'es euh *(inaud.)
12:39     hen                    *#signe de la main
           im                    #im.13

```



Image 13

Mamadou lève la main avant que Sidi n'ait complété son énoncé. Sidi commence à s'avancer vers Mamadou et Henri, quand ce dernier lève la main à son tour (1.2). Mamadou, qui avait baissé la sienne, la relève immédiatement. Mais Sidi, au lieu de lui donner le carton, le donne à Henri qui le pose sur sa plaquette (1.3). Mamadou proteste (1.4) et récupère le carton. Cette interaction fait réagir deux autres joueurs, Mathilde – bénévole pendant les accueils de jour – et Maxime – un jeune homme qui n'est pas membre de l'association mais qui s'est assis pour jouer au loto. Ces deux participants rient et, ce faisant, soulignent un trouble dans l'interaction. En effet, les études interactionnelles sur le rire ont montré une « *recurrent relationship between*

laughter and environments which are in some sense delicate, tricky, dispreferred, or in some other way problematic » (Glenn & Holt, 2013: 16). Ici, le rire des deux joueurs présente comme problématique le geste de Mamadou de reprendre le carton à Henri. Le commentaire adressé par Mathilde à Henri va dans ce sens : « *oh henri tu t'es euh* » (1.8). Henri l'interprète également comme tel, puisqu'il fait un geste de la main, comme pour dire « ce n'est pas grave ». Les rires de Mathilde et de son voisin signalent que Mamadou a dérogé à une règle. Comme il ne s'agit pas d'une règle relative au jeu du loto, il nous semble qu'elle se rattache au cadre associatif qui englobe l'activité en cours. À l'inverse de Sidi, qui a donné le carton à Henri alors qu'il n'était pas le premier à lever la main, Mamadou ne réserve pas de traitement particulier à Henri et réclame son dû. Accepter le traitement spécifique fait à son adversaire aurait été, de la part de Mamadou, une manifestation de la bienveillance promue par l'association.

8.2.3 Négocier un rôle de joueur à part (entière)

Lors de la partie suivante, Sidi manifeste à nouveau un traitement spécifique vis-à-vis d'Henri en tant que joueur. À plusieurs reprises, il s'avance vers Henri avant que celui-ci n'ait levé la main. Les réactions d'Henri varient. La première fois, il ne fait pas de commentaire. La seconde fois, il remercie Sidi :

1	13:21	SID	sokinhae tumu vert six
2		sid	dépose le carton sur la plaquette d'henri
3		hen	joint les mains
4	13:28	HEN	ok tumu tanmou (.) euh je comprends pas euh très
5			bien c'est pour ça euh

Sidi ne traite pas Henri comme un participant comme les autres. Il n'attend pas de lui les gestes attendus des autres participants, comme le geste de lever la main. Cela contribue à sortir Henri de son rôle de joueur à part entière. En effet, il n'a plus besoin d'être actif pour récupérer les cartons. Dans l'extrait présenté, Henri négocie ce traitement différencié. D'abord, il joint les paumes dans un geste de remerciement (1.3). Ensuite, il justifie (« *c'est pour ça* » 1.5) son absence de réactivité par la proximité phonétique entre « *tumu* » et « *tanmu* » et par sa mauvaise compréhension du soninké. Il se positionne, ainsi, comme un joueur en difficulté mais bien engagé dans la partie. Peu après, Sidi dépose à nouveau le carton alors que Henri n'a pas levé la main. Henri le refuse, car il a déjà gagné ce carton, mais peine à faire entendre sa voix :

1	14:35	SID	sokinhae karago vert cinq
---	-------	-----	-------------------------------------

2 sid s'avance vers hen., pose le carton sur sa plaquette
3 HEN mais non (.) j'en ai déjà un
4 SID ouais ouais (inaud.)
5 HEN non je je l'ai
6 SID <((en riant)) oui>
7 HEN je l'ai
8 14:46 INE *il l'a déjà il l'a déjà
hen *donne le papier à sidi

À nouveau, Sidi s'est avancé vers Henri avant que celui-ci n'ait levé la main et a déposé le carton directement sur sa plaquette. Cette fois, Henri proteste. Ce refus est justifié par les règles du jeu : il en a déjà un exemplaire et n'en a pas besoin de deux. Il justifie explicitement son refus à trois reprises (1.3, 5 et 7). L'alternance des tours de parole entre Sidi et Henri montre que le premier entend bien le second. Il ne tient cependant pas compte de ce que Henri lui dit : il lui répond « *ouais ouais* » mais ne reprend pas le carton. Le rire de Sidi (1.6) manifeste, à nouveau, un trouble dans l'interaction et l'incompréhension de Sidi face au comportement d'Henri. De son point de vue, celui-ci devrait conserver le carton. C'est seulement lorsqu'une autre participante, Ines, répète l'énoncé déjà produit par Henri et que celui-ci lui tend le carton que le malentendu se dénoue. La position d'autorité tenue par Ines, bénévole de l'association, pourrait participer à faire entendre la voix d'Henri.

Dans cette séquence, nous voyons que si la prise de parole d'Henri est prise en compte par Sidi, puisque l'ordre interactionnel est maintenu, ce n'est pas le cas du contenu de son discours. Cette séquence conduit à interroger le statut que Sidi donne à la parole et à la personne d'Henri. Nous l'avons vu, Sidi le positionne comme un joueur à *part* plutôt qu'à *part entière*. Il nous semble que cette séquence montre qu'il le perçoit également comme un sujet parlant à *part* plutôt qu'à *part entière*. Cela pourrait être lié au « non-statut » de la parole du fou, qui ne serait qu'une « production verbale inopinée, intempestive et absurde » (Skuza, 2011). L'anormalité de l'attitude non verbale d'Henri – gestes brusques, mouvements des lèvres – conduirait Sidi à considérer également comme anormale son attitude verbale. Quelques tours plus tard, Henri affirme à nouveau son rôle de joueur.

1 16:25 hen #tend le bras poing serré
im #im.14

2 SID sokinhae sikko
vert trois

3 sid s'avance vers henri

4 hen [#dresse l'index]#lève la main

5 sid [#dépose le carton]
im #im.15 #im.16



Image 14



Image 15



Image 16

Juste avant que Sidi ne pioche le carton dans la boîte, Henri tend un bras, le poing serré devant lui. Ce geste se situe dans la continuité d'autres gestes réalisés par Henri dans les secondes qui précèdent l'extrait et qui semblent liés à une activité de réflexion : doigt levé, main passée sur le crâne, puis extension du bras comme sur l'image 14. Il est possible que Sidi, tourné vers les autres joueurs, ait perçu ce geste comme une main tendue dans le cadre du jeu. Après l'annonce du numéro, il s'avance vers Henri. Celui-ci lève le doigt, au moment même où Sidi se penche pour déposer le carton sur sa plaquette (image 15) et garde la main levée après que Sidi s'est redressé (image 16). Par ce geste et sa continuation après qu'il a récupéré le carton, Henri manifeste à la fois un décalage vis-à-vis du déroulement du jeu et un maintien dans son rôle de joueur.

Le dernier extrait présenté témoigne de la négociation à l'œuvre autour de la place spécifique attribuée par Sidi à Henri vis-à-vis des autres joueurs. De son côté, Sidi n'attend plus d'Henri qu'il lève la main pour lui attribuer le carton et dépose celui-ci directement sur sa plaquette – ce qu'il ne fait pas pour les autres joueurs. De son côté, Henri affirme sa position de joueur : il reste assis, face au panneau, le regard dirigé vers celui-ci. Il continue, également, à réaliser les gestes du joueur de manière prononcée et prolongée – doigt tendu et main levée – bien que de manière souvent décalée par rapport au tour. Mamadou et Sidi adoptent des attitudes différentes vis-à-vis d'Henri. Mamadou le traite comme un joueur parmi les autres et maintient le même niveau de compétition avec lui, quitte à se faire sanctionner par les autres participants. Sidi en fait un joueur à part, voire le sort de la situation de jeu en ne lui reconnaissant

pas une capacité d'action en tant que joueur. L'analyse montre la réaction d'Henri vis-à-vis de ce traitement différencié et le processus de négociation qu'il met en place avec Sidi pour conserver et affirmer son rôle de joueur.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous nous sommes focalisée sur une activité ludique, organisée dans l'espace public, soit hors de l'espace associatif habituel. Le jeu et le déplacement semblent favoriser un effacement de l'ordre associatif, décrit comme fortement ancré dans la partie précédente. Les analyses montrent comment les participants à l'interaction continuent à rendre pertinente la structure sociale de l'association, tout en la faisant passer au second plan. Ce sont d'autres rôles qui, au premier plan, organisent l'échange. Ces rôles sont directement liés à l'activité de jeu en cours : animateur, arbitre, joueur. Ainsi Laurent, accueilli par l'association, se fait arbitre et est reconnu en tant que tel par l'ensemble des participants. La répartition des rôles est, en outre, fluide et changeante. Ce sont ces caractéristiques qui font des interactions analysées des interactions dites « complémentaires » (Vion, 1992: 129-134). En effet, elles « se développent à partir de rapports de places complémentaires », qui peuvent s'organiser selon un « axe vertical » et « hiérarchique » – entre arbitre et joueur, par exemple – ou « non hiérarchique » – entre arbitre et animateur, par exemple. Une activité conçue et organisée pour mettre en œuvre « *l'échange des savoirs* » voulu par l'association – ici les ressources langagières – permet ainsi de gommer, en partie, la classification et la hiérarchisation des membres de l'association selon les catégories « salarié », « bénévole » et « accueilli ». Ces catégories de membres restent présentes dans le cadre du jeu du loto, mais ne sont pas celles selon lesquelles les participants organisent l'activité.

Les analyses montrent également comment, dans ce cadre, la gestion de la « *différence* » est endossée par les différents participants à l'interaction et dans quelle mesure cette gestion s'accorde avec le principe de bienveillance promu par Autremonde. Alors que la prise en charge de la déviance relève, selon le projet associatif, du rôle des accueillants, ici elle l'est également par des participants au jeu qui sont accueillis par l'association. Considérer la façon dont la folie est co-construite sur un plan interactionnel, autant par le participant considéré comme fou que par ses interlocuteurs, permet aussi d'observer la négociation dont elle fait l'objet. Selon Goffman (1973a: 331), la folie se manifeste par « des inconvenances situationnelles », c'est-à-dire par un décalage vis-à-vis des attentes liées à la situation d'interaction et

par l'impossibilité de rendre intelligible une attitude interactionnelle. Nous avons vu comment cette inintelligibilité, qui se fonde au départ sur des éléments précis, est ensuite posée a priori par Sidi, l'animateur du jeu. Quoi que fasse Henri et quel que soit son degré d'adéquation avec l'activité en cours, cela est traité comme incompréhensible. L'attitude de Sidi peut néanmoins être considérée comme bienveillante : à l'inverse de Mamadou, les règles du jeu sont pour lui secondaires. Ce qui est premier, c'est préserver la face d'Henri. Sur le plan de l'échange et de l'interaction, la bienveillance nous semble donc se manifester par le fait de donner la priorité à la préservation de la face, en dépit de la manifestation d'une forme de déviance et aux dépens du respect des règles de l'interaction en cours.

Chapitre 9. Une altérité radicale et racialisée ?

Introduction

Le fait de se réunir autour de la volonté de faire le bien, de « *lutter contre les exclusions* » et de « *décloisonner les rapports sociaux* »⁹² n'empêche en rien la difficulté de « *think and act out of modes of reasoning, intervention, and transformation that are predefined by histories of modernity that continue to exert control over how resources are distributed and inequality is produced* » (Del Percio, 2018: 112). Ce constat, fait par exemple dans des collectifs associatifs et militants italiens par Del Percio (2016, 2018) et Di Cecco (2019), est également valable pour l'association Autremonde.

Dans les textes institutionnels qui structurent l'ordre associatif, nous ne trouvons aucun processus de racialisation des personnes impliquées dans la relation d'accueil. Pourtant, nos observations ethnographiques sur le long terme rendent compte d'un usage récurrent, par les membres de l'association, de catégories raciales (blancs⁹³ / noirs), de l'articulation de ces catégories raciales avec des catégories socio-spatiales (Europe-France / Afrique) et avec les personnes rattachées à ces espaces (Européens-Français / Africains). Ces catégories sont notamment mobilisées dans des processus d'identification et de différenciation entre les personnes présentes au sein de l'association. Dès lors, il s'agit de savoir dans quelle mesure la représentation du monde selon un ordre eurocentré et racialisé affecte les pratiques de l'accueil en milieu associatif et solidaire.

Dans un premier temps (9.1.), nous montrerons comment les membres de l'association réinvestissent, dans des processus d'altérisation, la dichotomie pluriséculaire modernité / tradition. Il s'agira de décrire et d'analyser la façon dont ils construisent, par leurs pratiques langagières, une opposition entre l'Europe et l'Afrique et l'inscrivent dans la continuité de discours formés à l'époque des Lumières et de l'impérialisme colonial (voir le chapitre 2 pour une contextualisation socio-historique). Les termes « Afrique » et « Europe », d'autant plus lorsqu'ils sont inscrits

⁹² Citation du *projet associatif*, p.1 et 2.

⁹³ Selon l'Académie française, les « noms de personnes considérés [sic.] comme appartenant à un peuple prennent la majuscule : *un Blanc, une Blanche, un Noir, une Noire* ». Parce que nous considérons que « les blancs » et « les noirs » sont des catégories sociales et non des noms de peuples, nous n'y mettons pas de majuscule. En ligne : <https://www.academie-francaise.fr/nadia-t-france>. Consulté le 20/07/2022.

dans un rapport d'opposition, comportent un « surplus de sens » (Dufour, 2007: 9). Plus qu'à des zones géographiques, ils réfèrent, en effet, à des catégories socio-spatiales. Leur mise en opposition actualise un « héritage dialectique de type inégalitaire », ce « système de catégorisation [étant] inscrit dans une antériorité des relations de dominance » coloniale (2007: 37). Nous décrivons comment, dans différentes situations d'interaction – entretiens et activités associatives –, les participants actualisent la relation dialectique entre Afrique et Europe et la mobilisent pour faire émerger des frontières au sein du collectif associatif.

Dans un second temps (9.2.), nous nous focaliserons sur les processus de racialisation mis en œuvre par les membres de l'association. Nous nous concentrerons sur des interactions où les catégories raciales sont rendues pertinentes, sans faire l'objet d'un métadiscours, dans des processus de distinction ou de hiérarchisation. Pour éviter l'écueil de la surinterprétation, nous nous concentrons principalement sur des interactions où la racialisation est verbalement explicite. Nous analyserons donc des interactions au cours desquelles les locuteurs utilisent le terme « race » et ses dérivés, ainsi que les termes « noir » et « blanc », ou bien au cours desquelles ils créent des liens entre des traits corporels et des comportements sociaux. Nous montrerons que, si les catégories raciales sont considérées comme pertinentes par les locuteurs dans la description du monde et des relations sociales, elles sont, dans le même temps, mises à distance par différents procédés langagiers : variation linguistique, discours rapporté, marques d'hésitation. Cela nous conduira à nous interroger sur le statut ontologique accordé à la race.

9.1 L'Europe versus l'Afrique : actualisation d'une opposition moderne et eurocentrée

L'analyse de nos données rend compte du fait que les personnes qui fréquentent l'association mettent en discours une représentation spécifique de l'histoire : une histoire linéaire, dirigée par et vers le progrès. Cette représentation est socialement et historiquement située : élaborée à l'époque des Lumières, elle est dite « eurocentrée » (voir chapitre 3). Cette conception de l'histoire s'accompagne d'une classification et d'une hiérarchisation des sociétés humaines, et la justifie. En effet, elle rend possible le « déni de co-temporalité » (Fabian, 2006) ou la non-contemporanéité du contemporain, c'est-à-dire qu'elle rend possible de considérer que des individus ou des savoirs « *no son contemporáneos en el tiempo, aunque sean contemporáneos en el*

*espacio*⁹⁴ » (Castro-Gómez, 2007: 89). Européens et Africains peuvent ainsi être opposés avec, du côté des premiers, la modernité et le progrès et, du côté des seconds, la tradition et l’immobilité⁹⁵. Ce phénomène peut être conjugué à la racialisation des sociétés. Aux oppositions binaires qui structurent la dichotomie moderne / non moderne – nature / culture, raison / émotion, ordre / chaos, etc. – s’ajoute, alors, l’opposition blanc / non blanc. Le réinvestissement de ces oppositions binaires, dans la relation d’accueil, oriente la représentation de l’autre, accueillant ou accueilli, et donc le sens donné à l’hospitalité. Nous nous demanderons donc comment l’opposition entre Afrique et Europe est actualisée suivant des motifs eurocentrés, comment elle est, parfois, explicitement racialisée, et comment elle est liée à l’hospitalité associative.

9.1.1 Une Afrique et des Africains immobiles

L’Afrique et les Africains font, depuis la période qui précède la colonisation, l’objet d’un stéréotype, c’est-à-dire d’une « représentation collective figée » selon laquelle une « série d’attributs obligés [leur] sont rattachés » (Charaudeau & Maingueneau, 2002: 546-547). Ce stéréotype est d’abord conçu en Europe, puis se diffuse à une échelle plus large. Selon ce stéréotype, les personnes originaires du continent africain sont immuables et leurs pratiques sociales restent inchangées dans l’histoire. Ils sont bien contemporains, mais relèvent d’une temporalité passée. Ce stéréotype de l’immobilité historique, pluriséculaire, est perpétué aujourd’hui. Détrie et Perroux (2014) ont ainsi montré comment il avait été actualisé dans les discours de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, prononcés à Dakar respectivement en 2007 et 2012.

Ce stéréotype est également repris par plusieurs membres de l’association. C’est, par exemple, le cas de Denis, avec qui nous avons mené deux entretiens. L’analyse des quatre extraits suivants montre les procédés linguistiques qui construisent la non-contemporanéité du contemporain et l’immobilité des Africains. Denis parle, dans chaque extrait, des apprenants des cours de français originaires d’Afrique de l’Ouest et, plus largement, de ceux qui, originaires de cette région, ont émigré en France.

Extrait 1 :

1 07:06 DEN ces gens vivent dans un double espace (0.9) ils
2 sont encore très liés à leur village d’origine/ je

⁹⁴ « ne sont pas contemporains dans le temps, bien qu’ils soient contemporains dans l’espace » (notre traduction).

⁹⁵ Nous l’avons vu au chapitre 2 (voir 2.1), d’autres catégories sociales ou socio-spatiales peuvent être opposées selon ce même ordre : hommes et femmes, ruraux et urbains, colonisateurs et colonisés, pays du nord et pays du sud, etc.

3 parle des: des soninkés
4 IRI ouais/
5 DEN ils vivent dans un double espace/ (0.4) ils ont (.)
6 une vie multi-localisée
7 IRI ouais/
8 DEN ils ont (0.6) ils restent toujours en lien avec
9 leur village/ ils téléphonent une fois par semaine
10 ils envoient de l'argent chaque fin de mois:
11 07:19 etcetera

Extrait 2 :

1 27:02 DEN (0.5) à la limite ces maliens ou ces mauritaniens:/
2 leur euh (0.6) ils sont multi-localisés et ils
3 restent encore très/ dans leur village (0.4) ils
4 ont un (.) peut-être que le pied/ qu'ils ont dans
5 leur village est peut-être plus important que le
6 27:20 pied/ qu'ils ont en france/ (0.6) ici/ (0.4)

Extrait 3 :

1 41:38 DEN ils te racontent toujours des tas d'histoires/ mais
2 c'est la famille qui les envoie/ parce que la
3 famille euh (.) est restée dans le schéma d'il y a
4 cinquante ans: (0.7) on envoie quelqu'un qui va
5 envoyer de l'argent tous les toutes les fins de
6 41:48 mois

Dans chaque extrait, Denis utilise le verbe « rester » (extrait 1, 1.8 ; extrait 2, 1.3 ; extrait 3, 1.3). Selon le *Trésor de la langue française* (TLFI, 1994c), ce verbe signifie « continuer d'être de façon plus ou moins prolongée ou durable, dans un lieu ou dans un état ». Qu'il renvoie à une permanence dans un lieu ou dans un état, il désigne donc une situation passée qui se prolonge dans le temps présent. Dans les extraits 1 et 2, les adverbes « toujours » et « encore » accentuent ce sème de la continuité. Dans l'extrait 1, en disant « *ils restent toujours en lien avec leur village* » (1.8-9), Denis exprime un jugement négatif sur la persistance de ce « lien ». Il est sous-entendu que l'émigration en France devrait s'accompagner d'une rupture avec la région d'origine. Cette rupture permettrait de se conformer à la norme de l'urbanité occidentale.

En effet, au début du même extrait, dans « *ils sont encore très liés à leur village d'origine* » (1.1-2), l'adverbe « encore » marque que les pratiques des Soninkés sont en décalage avec les attentes de l'énonciateur. L'adverbe intensif « très » indique que l'attendu n'est pas l'absence totale de liens avec le village d'origine, mais l'existence

de liens moins forts. Une opposition entre rural et urbain est ici actualisée : du point de vue de l'énonciateur, les Soninkés sont du côté du premier pôle, alors qu'ils devraient se rapprocher du second. Ce motif est toujours présent dans l'extrait 2, qui se situe vingt minutes plus tard dans l'entretien. Denis remarque : « *ils restent encore très dans leur village* » (1.2-3). Ici, les deux sens du verbe « rester » – continuer d'être dans un lieu et continuer d'être dans un état – sont activés du fait d'un phénomène de collusion syntaxique. En effet, après l'adverbe « très », on attend un adverbe ou un adjectif qualifiant une manière d'être. Or c'est le complément de lieu « *dans leur village* » qui est énoncé. Dès lors, « *dans leur village* » prend un sens à la fois spatial et comportemental, référant à une façon d'être.

Dans le troisième extrait, Denis actualise de nouveau le stéréotype de l'immobilisme des Africains. Il déclare, en effet : « *la famille est restée dans le schéma d'il y a cinquante ans* » (1.3-4). Les stratégies migratoires auxquelles il fait référence sont montrées comme adéquates dans le passé, mais en décalage avec la réalité actuelle. Les familles sont présentées comme incapables de se transformer et de s'adapter au changement. Dans un quatrième extrait, le stéréotype de l'immobilisme est de nouveau produit :

52:53 DEN et c'est des solidarités qui coup- qui ne se coup-
qui sont encore ancrées ancrées ancrées (.)

De même que précédemment, l'adverbe « encore » montre que, du point de vue de l'énonciateur, il y a un décalage entre la situation décrite et l'attendu. Cela porte, ici, sur les « *solidarités* », dont il était attendu qu'elles disparaissent. La répétition de « *ancrées* » marque l'importance du décalage et du retard par rapport à la norme. En outre, le terme « ancré » et sa répétition indiquent que, selon Denis, ces solidarités sont comme sédimentées chez les Peuls et les Soninkés.

Notons, dans l'ensemble de ces extraits, la faible présence de déictiques personnels. Certes, le jugement de l'énonciateur apparaît par plusieurs marqueurs énonciatifs, comme « encore », « toujours », « peut-être ». Mais l'usage du présent et du présentatif donne aux énoncés une valeur objective. Cela a pour effet de faire du locuteur la voix de la doxa. La présence d'un lexique spécialisé – « *double espace* », « *multi-localisé* » (extraits 1 et 2) – contribue, en outre, à positionner Denis dans une place de sachant. Le point de référence à partir duquel sont évalués les Africains de l'Ouest, c'est donc le point depuis lequel Denis produit l'acte d'énonciation : un point de vue situé qui se présente comme neutre.

Nous retrouvons cette opposition entre continent africain et continent européen selon une métaphore spatio-temporelle dans l'entretien réalisé avec Yacine et ses deux amis. Yacine explique pourquoi il a décidé de quitter l'Algérie :

- 1 34:29 YAC moi je savais que je devais partir parce que je
 2 savais que rien ne va avancer
 3 IRI hmm
 4 YAC on sera toujours stagner on avance mais au
 5 millimètre près c'est pas
 6 YOU on avance
 7 YAC c'est pas là une vitesse de croisière c'est
 8 YOU on recule ouais on recule on avance pas ((rire))
 9 YAC c'est comme euh comment dire comment on l'appelle
 10 euh cet animal qui ne marche pas vraiment
 11 IRI l'escargot/
 12 YAC voilà comme l'escargot
 13 ((rires))
 14 YAC trois mètres par heure
 15 YOU une tortue
 16 YAC plus qu'une tortue les tortues c'est rapide
 17 ((rires))
 18 34:58 YAC c'est pour ça que je voulais partir ((rire))

Yacine justifie sa volonté d'émigrer vers la France par l'immobilisme de l'Algérie⁹⁶. Ce statisme est exprimé, d'une part, par la récurrence d'expressions qui réfèrent à l'immobilité (« rien ne va avancer » 1.2, « on sera toujours stagner » 1.4, « on avance pas » 1.8), à un mouvement lent vers l'avant (« on avance mais au millimètre près » 1.4-5, « trois mètres par heure » 1.14) ou à un mouvement vers l'arrière (« on recule » répété deux fois 1.8). D'autre part, le statisme est illustré par la métaphore de l'escargot, « animal qui ne marche pas vraiment » (1.10). La comparaison faite par Yacine entre l'escargot et la tortue, qu'il présente comme « rapide » (1.16), renforce l'image d'une Algérie inerte. L'absence de changement social est exprimée par l'absence de mouvement dans l'espace. Nous retrouvons, ici, la conception eurocentrée de l'histoire, selon laquelle celle-ci aurait un *sens*.

Dans les extraits présentés ci-dessus, les Français et les Africains sont opposés et inscrits dans un décalage temporel – les Algériens, les Maliens ou les Mauritaniens étant en retard vis-à-vis des Français. L'opposition est homogénéisante et essentialisante, pour l'Afrique comme pour la France et l'Europe. Elle repose sur une vision du monde eurocentrée que nos interlocuteurs ne remettent pas en cause, tout

⁹⁶ L'entretien a eu lieu avant le Hirak, soulèvement populaire qui a conduit à la démission du président algérien Abdelaziz Bouteflika.

comme ils ne remettent pas en cause l'idée que l'histoire a une direction, qu'elle est dirigée vers le progrès et que le modèle du progrès est incarné par les sociétés occidentales. Afrique et Africains sont déviants par rapport à la norme, dont l'Europe, la France et les Français sont les exemples. Les références à cette déviance, exprimées sous la forme d'un décalage temporel, sont prescriptives : elles sont « porteuses d'évaluations et d'une injonction à *faire* » (Dufour, 2007: 31), à se conformer au modèle. Nous voyons ici comment sont réactivés, selon le « paradigme du développement », « les stéréotypes coloniaux à valeur moralisatrice et discriminatoire, qui opposaient les "civilisés" aux "sauvages" et autres "primitifs" » (2007: 34).

Ces discours sont révélateurs d'une présomption de différence entre l'Afrique et l'Europe, que la personne qui s'exprime soit originaire d'un continent ou de l'autre. Dans les extraits de l'entretien avec Denis, l'altérisation des Africains de l'Ouest était montrée par l'usage de déterminants démonstratifs : « *ces gens* » (extrait 1), « *ces mauritaniens* », « *ces maliens* » (extrait 2). La présomption d'une différence radicale entre l'Afrique et l'Europe et, par métonymie, entre leurs habitants, apparaît également dans l'extrait suivant, issu du cours de français n°6, animé par Sylvie. La séquence se déroule pendant un exercice de « vrai ou faux ». Les apprenants doivent juger des phrases déclaratives relatives à la France : « *la France a trente-deux millions d'habitants* », « *en France l'autorité parentale est partagée entre le père et la mère* », « *chacun est libre d'adhérer au parti politique de son choix* », « *chacun est libre de choisir son mari ou sa femme* », « *en France on ne travaille pas le 8 mai* », « *tout le monde paie des impôts* », « *en hiver il peut neiger* ». Ousmane, aidé par Sylvie, a lu la quatrième phrase : « *chacun est libre de choisir son mari ou sa femme* ». Sylvie lui demande de l'évaluer :

1	14:44	SYL	est-ce que c'est vrai ou est-ce que c'est faux
2		OUS	non c'est faux
3		?	ouais c'est vrai
4		?	c'est vrai
5		SYL	c'est vrai
6		?	(inaud.)
7		SYL	alors
8		IBR	°c'est pas faux°
9		MOU	c'est vrai
10		OUS	eh/
11			(0.7)
12		MAK	c'est vrai
13		MOU	c'est vrai

14	?	an ga ma an jollen wara kooni yaqare muurunu an da ⁹⁷ si tu n'ouvres pas ton cœur qui va te chercher une femme
15	OUS	ma an nta do kaara ya tu parles bien du pays non
16		((rires))
17	SYL	allez
18		(0.8)
19	OUS	il insulté moi=
20	YAY	=même là-bas c'est comme [ça
21 15:05	OUS	[insulté moi

A la question de savoir s'il est vrai ou faux que « *chacun est libre de choisir son mari ou sa femme* », Ousmane répond « *non c'est faux* » (1.2). Deux apprenants le contredisent (1.3 et 4) et Sylvie évalue positivement leur réponse : « *c'est vrai* » (1.5). Cette répartition des tours de parole en trois temps – question, réponse, évaluation – est typique des interactions en classe (Weeks, 1985). Ousmane réagit à l'évaluation faite par Sylvie et montre sa surprise – ou son désaccord – par l'interjection « *eh* » (1.10). Un apprenant commente, en soninké : « *si tu n'ouvres pas ton cœur qui va te chercher une femme* » (1.14). Il fait, ainsi, reposer le choix du mari ou de la femme sur la responsabilité de l'individu amoureux. Ousmane demande alors, toujours en soninké : « *tu parles bien du pays non* » (1.15). Contrairement à certains des énoncés de l'exercice, « *chacun est libre de choisir son mari ou sa femme* » ne commence pas par « *en France* ». Il semble qu'Ousmane ait compris que l'énoncé était relatif au « *pays* » et non à la France. Ce serait donc suivant cette interprétation qu'il aurait donné sa réponse.

Un participant précise ensuite : « *même là-bas c'est comme ça* » (1.20). Puisque le tour est produit en français, de façon très rapprochée de celui d'Ousmane et chevauché par celui-ci, il ne s'inscrit pas dans la continuité de l'échange en soninké. Il est, plutôt, adressé à Sylvie et aux autres apprenants. Nous pouvons supposer que le participant a compris que l'énoncé « *chacun est libre de choisir son mari ou sa femme* » concernait la France, de même que les autres énoncés de l'exercice, et que par « *là-bas* » il réfère à sa région d'origine. La comparaison qu'il établit, avec le « *même* », entre ici – la France – et « *là-bas* » peut être interprétée de deux façons. Le « *même* » peut être considéré comme soulignant un sous-entendu présent dans la phrase de l'exercice, selon lequel « *là-bas* » chacun ne serait pas libre de choisir son mari ou sa femme. Le participant viendrait récuser ce sous-entendu et contester l'opposition, implicitement produite par l'exercice, entre la France et l'Afrique de l'Ouest. Le « *même* » peut

⁹⁷ L'énoncé est en soninké.

également être considéré comme marquant un rapport de similarité entre ici et « là-bas », sans actualiser le présupposé d'une différence entre les deux espaces.

L'opposition entre ces deux espaces est à nouveau actualisée, cette fois par Sylvie, après la lecture de la dernière phrase de l'exercice : « *en hiver il peut neiger* ». Elle interroge :

1	21:21	SYL	c'est vrai ou pas (.) en france [il peut] neiger
2		MOU	[oui]
3		MAK	neige
4		OUS	oui
5		SYL	en afrique pas pas:
6		?	pas neiger non
7	21:56	SYL	il neige pas

Sylvie met en opposition la France et l'Afrique (l.5), opposition validée par un apprenant (l.6). L'Afrique semble alors se restreindre à l'Afrique de l'Ouest et aux pays d'origine de ses interlocuteurs. Après la fin de l'extrait, l'absence de neige en Afrique est contestée par Ousmane et Sylvie revient sur son propos. Ce qui nous intéresse, c'est que, bien que les phrases qui composent l'exercice ne mentionnent que la France, plusieurs participants produisent une opposition entre la France et leur région d'origine, ou l'Afrique plus largement. Cette comparaison n'est pas actualisée pour chaque énoncé. Son actualisation pourrait, néanmoins, conduire les participants à (ré)interpréter, sous son prisme, les phrases de l'exercice. Nous y retrouverions plusieurs stéréotypes relatifs à ces deux espaces : d'un côté une France non sexiste, égalitaire et démocratique, de l'autre une Afrique sexiste, inégalitaire et autoritaire (Guénif-Souilamas, 2006). L'analyse de cette séquence en situation de classe montre comment, lorsqu'une comparaison est établie entre la France et l'Afrique, celle-ci se fait selon un rapport d'opposition. L'opposition construite au cours de cet exercice s'appuie sur des stéréotypes produits lors de la période coloniale et participe à les perpétuer.

9.1.2 La distinction entre Europe et Afrique, une opposition racialisée

Dans l'extrait suivant, l'idée d'un décalage temporel entre Europe et Afrique est réactualisée. L'opposition entre les deux continents est, en outre, racialisée : l'opposition entre les deux catégories socio-spatiales se superpose à une opposition entre deux catégories raciales. L'interaction analysée se déroule au cours d'une « *soirée débat* » intitulée *Et si on parlait : racisme(s) ?*, organisée pour les membres bénévoles et accueillis de l'association Autremonde et animée par deux intervenantes

rattachées à une association d'éducation populaire. L'événement est filmé avec un téléphone, accroché en hauteur dans un coin de la salle, et enregistré avec un dictaphone que nous gardons avec nous. Une quarantaine de personnes participent à la soirée. Dans un premier temps, les participants se répartissent en groupes de cinq personnes pour discuter de la signification du mot « racisme » (voir photo 17). Nous sommes nous-même membre d'un groupe. Après une trentaine de minutes de discussion, un porte-parole est désigné pour synthétiser et restituer à l'ensemble des participants les échanges qui se sont tenus au sein de son groupe.



Photo 17 : Soirée-débat sur le racisme (capture-écran de notre vidéo)

Progressivement, cette organisation de la parole, proposée par les intervenantes, est renégociée par les participants. Les restitutions des échanges se transforment en témoignages et définitions personnelles du racisme. La séquence analysée est extraite d'une restitution de ce type. Les propos du locuteur, un Guinéen d'une trentaine d'années, s'inscrivent dans une relation dialogique et interdiscursive⁹⁸ avec le discours eurocentré, mais également avec un autre discours, afrocentriste.

1 52:50 SID parce que/ (0.4) nous/ (.) on a oublié les ancêtres
 2 ce qu'ils nous ont donné (0.5) vous les blancs/ (.)
 3 quand j'ai vu en france moi j'ai moi j'ai envie de
 4 moi j'ai envie d'apprendre le français parce qu'ils
 5 ont travaillé (.) ils n'ont pas oublié ce que les
 6 ancêtres ont laissé (.) c'est pour cela ils sont

⁹⁸ La notion de dialogisme interdiscursif renvoie, suivant Bakhtine, au fait que « le locuteur, dans sa saisie d'un objet, rencontre les discours précédemment tenus par d'autres sur ce même objet, discours avec lesquels il ne peut manquer d'entrer en interaction » (Bres, 2005: 52; voir aussi Moirand, 2002: 176).

7 toujours devant
8 (0.8)
9 ? ((rire))
10 SID voilà\ [et même si (.) même si ils font tout/ mais]
11 [((applaudissements))]
12 SID ils vont jamais laissé ça (.) l'aide/ là c'est
13 quitté où c'est quitté en afrique (1.0) sécurité
14 socia:le aide euh association tout ça là (0.7) je
15 vous manque pas de respect les français mais c'est
16 quitté en afrique (0.3) c'est les africains qui ont
17 inventé tout (.) mais pou/rquoi nous on est
18 toujours derrière (.) et puis toujours nous on
19 subit on dit on est (0.3) même si un blanc regarde
20 un africain mal/ il va il se sent déjà victime il
21 [ah lui là xxx (.) moi je suis africain] (0.8)
22 [((rires)) --->]
23 avant les africains on s'appelait les kamites (0.6)
24 fier d'être africain/ berceau de l'humanité\ (0.5)
25 équité humilité (0.3) si/ (0.7) tous les africains
26 on pouvait faire (.) en sorte (0.5) que les traces
27 que les ancêtres ont laissées (0.5) si on pouvait
28 suivre ça (1.9) moi chez moi/ (0.4) ça
29 53:45 va mieux avancer un peu\

Dans cette séquence, Sidi produit une opposition racialisée entre l'Afrique et la France, mais aussi entre les participants à l'interaction. Notons qu'ici encore les deux termes opposés sont, d'un côté, un continent, de l'autre, un pays. La répétition des pronoms de première personne du pluriel, « *nous* » (1.2) et « *on* » (1.19, 23 et 27), renforcés à plusieurs reprises par un pronom tonique (1.1, 17 et 18), inscrit le locuteur et une partie de ses interlocuteurs dans le groupe des Africains. L'identification à cette catégorie socio-spatiale est explicite : « *moi je suis africain* » (1.21). La référence répétée à l'Afrique produit une homogénéisation du continent africain et des personnes qui y sont rattachées. En outre, la répétition du « *nous* » a pour effet de haranguer une partie des participants à l'interaction. Leur « *nous* » est mis face à un « *vous* », qui désigne l'autre partie des participants à l'interaction. Ce deuxième groupe est catégorisé comme celui des Français (« *je vous manque pas de respect les français* » 1.14-15) et des blancs (« *vous les blancs* » 1.2). L'opposition entre Africains et Français se superpose et se double d'une opposition raciale entre blancs et non blancs. Cette opposition divise les participants à la rencontre en deux groupes, homogènes et imperméables.

Plusieurs procédés interactionnels et syntaxiques renforcent l'antagonisme. D'une part, l'interpellation d'une partie des participants par une catégorie raciale – « *vous les*

blancs » (1.2) – puis nationale – « *je vous manque pas de respect les français* » (1.14-15). D'autre part, la mise en scène discursive d'une rencontre hostile entre « *un blanc* » et « *un africain* » : « *si un blanc regarde un africain mal* » (1.19-20). Cet énoncé, où « *un blanc* » est le sujet du verbe d'action et « *un africain* » son objet, met en scène un rapport de domination malveillant. Nous voyons ici à l'œuvre l'articulation entre des catégories spatiales, nationales et raciales qui a pour effet de spatialiser et de nationaliser la race, et, inversement, de racialiser l'espace et la nation. Ce geste d'assignation catégorielle et de mise en opposition rattache les participants à deux groupes présentés comme étant radicalement différents.

Ces deux groupes sont, en outre, hiérarchisés et situés dans des moments historiques distincts. Sidi recourt, en effet, à la même métaphore spatiale que Yacine et Younes pour signifier une différence entre Français et Africains. Il dit des Français qu'« *ils sont toujours devant* » (1.7), se demande « *mais pourquoi nous on est toujours derrière* » (1.17-18), et espère que « *chez [lui] ça va mieux avancer un peu* » (1.28-29). Ces énoncés s'appuient sur le principe de non-contemporanéité du contemporain et le réactualisent. Les hiérarchies raciales et socio-spatiales sont traduites, motivées et justifiées par une forme de discordance des temps. Ce décalage historique vient renforcer la position basse occupée par le groupe des Africains vis-à-vis de celui des Français, position également signalée par les segments « *on a oublié* » (1.1), « *on subit* » (1.19), « *il se sent victime* » (1.20). Ce que Sidi conteste, ce n'est pas le mode de classification des sociétés en fonction du modèle incarné par l'Europe occidentale, mais la place que son groupe occupe dans ce classement. Il présente un paradoxe : les éléments qu'il mentionne comme plaçant les Français « *devant* » les Africains – c'est-à-dire « *l'aide* », la « *sécurité sociale* », les « *associations* » (1.12-14) – viennent d'Afrique. Il déclare : « *c'est les africains qui ont inventé tout* » (1.16-17). Leur place, « *derrière* » les Français, n'est donc pas justifiée.

Sidi rattache son propos à un discours différent de celui de la modernité et du développement. Il déclare, en effet, « *avant les africains on s'appelait les kamites* ». Le terme « kamite » renvoie à ce qui serait le nom originel de l'Afrique (Aterianus-Owanga, 2014: 153). Cette désignation est utilisée par des personnalités politiques et des artistes, principalement africains et afro-américains, dans « une tentative d'autodéfinition d'une africanité alternative à celle forgée par la colonisation » (2014: 153). La relation dialogique et interdiscursive entre l'énoncé de Sidi et ce que nous appellerons ici le discours kamite pourrait également être marquée par l'énonciation scandée du segment « (0.6) *fier d'être africain/ berceau de l'humanité* \ (0.5) *équité humilité* (0.3) ». Il s'agirait de « figements discursifs » (Krieg-Planque, 2015) associés

à ce courant de pensée. Cela pourrait également expliquer la référence répétée aux ancêtres : « *on a oublié les ancêtres* » (1.1), « *ce que les ancêtres ont laissé* » (1.5-6), « *les traces que les ancêtres ont laissées* » (1.26-27). La dénomination « kamite » renvoie, en effet, à une identification reposant sur des origines et un passé communs. Dans un article publié en ligne par APR News (2018), une agence de presse ouest-africaine, et titré « Qu'est-ce qu'un Kamite ? », le segment « un noir qui se donne ce nom veut montrer par là qu'il a pour idéal de ressembler à ses ancêtres qui [...] » est ainsi énoncé à de multiples reprises.

L'analyse de l'intervention de Sidi rend compte d'un syncrétisme entre le discours eurocentré du développement et celui d'un afrocentrisme « kamite ». Ce syncrétisme ne gomme ni la représentation linéaire de l'histoire ni l'idée de progrès et de développement. Celles-ci se mêlent à la valorisation des Africains. En outre, le maintien même de l'opposition catégorielle entre Europe et Afrique, « en donnant réalité » aux entités nommées l'une vis-à-vis de l'autre, « participe à confirmer et donc à renforcer une relation de dominance, assumée ou subie, et *in fine* à contresigner un ordre du monde » (Dufour, 2007: 38). L'analyse de cette séquence, de même que celle des extraits d'entretiens réalisés avec Denis et Yacine, rend compte de la façon dont s'articule, dans les discours, une opposition binaire et radicale entre « nous » et « vous », « français » et « africains », « blancs » et « non blancs ». L'identification des membres de l'association et/ou des participants à l'interaction à l'un ou l'autre groupe participe à la formation d'une frontière hermétique. Le fait que celle-ci soit produite aussi bien par des locuteurs français, guinéens et algériens témoigne du caractère diffus et partagé de cette vision du monde eurocentrée.

Les processus de mise en frontière, d'opposition et de hiérarchisation que nous avons analysés précédemment font parfois l'objet de discours critiques de la part des membres de l'association. Ainsi, lors de la soirée sur le racisme, un participant prend la parole une quarantaine de minutes après Sidi. Il opère une distinction parmi le groupe des blancs et rappelle le rôle joué par « *les jeunes de maintenant qui vient là* », « *les blancs qui sont pas racistes qui sont en train de marcher avec nous* ». Cinq minutes plus tard, un autre déclare : « *y a d'autres [des français] qui peuvent le penser ouais [...] euh nous on est supérieurs par rapport à eux mais y a d'autres qui ne pensent pas à ça* ». Il rapporte, ensuite, le propos de Sidi et le conteste :

1 01:38:03 OUM si tu te sens seul victime (0.4) parce que lui m'a
 2 regardé (.) il est blanc il m'a il me regarde (2.1)
 3 je pense que >comment je dis mais attends parce
 4 que< pourquoi/ il me regarde (0.6) parce que je

5 suis: je suis de même couleur différente je suis de
6 couleur différente de lui/ (1.4) pourtant lui il
7 n'a pas de cette/ imagination\ (0.3) il peut te
8 regarder gentiment ou il a quelque chose à te dire
9 (.) parce que y a des gens euh (0.7) il peut te
10 regarder comme ça y a des gens qui aiment (.) trop
11 regarder (0.6) mais qui regardent pas méchamment
12 mais y a d'autres quand tu les regardes (0.9) ils
13 01:38:26 pensent autrement

Le locuteur, Oumar, s'oppose à deux éléments développés par Sidi et par d'autres participants à la soirée. Il met en scène une rencontre entre un blanc et un non blanc et en fait le récit du point de vue de ce dernier. Le passage du « tu » générique (« *si tu te sens seul victime* » 1.1) au « je » (« *lui il m'a regardé* » 1.1-2) signale une rupture : c'est désormais le point de vue d'un locuteur fictif qui est exprimé. Le personnage de cette scène racialise la rencontre : « *il est blanc il m'a il me regarde* » (1.2), « *il me regarde parce que [...] je suis de couleur différente de lui* » (1.4-6)⁹⁹. Le marqueur argumentatif « *pourtant* » (1.6), de même que le retour au « tu » générique (« *il peut te regarder gentiment* » 17-8) marquent la fin du récit et le retour au point de vue d'Oumar. Celui-ci conteste alors l'homogénéisation du groupe des Français. Avec « *y a des gens* » (1.9) et « *y a d'autres* » (1.12), Oumar opère une distinction entre les Français qui racialisent la rencontre et ceux qui « *n'[ont] pas de cette imagination* » (1.7). Ce faisant, il conteste la racialisation systématique des relations sociales.

Synthèse

Nous avons montré, dans les paragraphes précédents, la force des stéréotypes forgés à l'époque des Lumières et de la colonisation. L'opposition pluriséculaire entre un continent africain immuable, qui incarne la tradition, et un continent européen moderne et posé en modèle, est toujours actualisée aujourd'hui. Cette opposition, qui mobilise une conception spécifique de l'histoire et une spatialisation du temps, est, à plusieurs reprises, racialisée. Si le discours eurocentré peut être mêlé à d'autres discours, par exemple un discours afrocentriste, il reste pertinent malgré tout pour les

⁹⁹ L'insistance, dans cet extrait, sur le fait d'être regardé fait écho à des conversations que nous avons eues avec de jeunes hommes accueillis par l'association et originaires du Mali et du Sénégal. Certains nous ont fait part, en effet, de leur malaise face à ce qu'ils interprétaient, à leur arrivée en France, comme des regards insistants et agressifs. D'autres nous ont raconté leur surprise face à la demande qui leur avait été faite, dans le milieu professionnel ou associatif par exemple, de « regarder dans les yeux ». Pour eux, baisser le regard était une marque de respect et regarder fixement dans les yeux un geste intrusif et incorrect. Plusieurs personnes nous ont ainsi expliqué s'être d'abord senties insultées, avant d'identifier les façons de regarder comme porteuses de significations différentes selon les lieux et les groupes sociaux.

locuteurs. L'homogénéisation produite par l'usage répété de catégories nationales, socio-spatiales et raciales fait, elle, l'objet de contestations. C'est le cas lors de la soirée sur le racisme, mais également en d'autres occasions. Rappelons que l'ensemble de ces discussions se déroule dans un espace associatif. La rencontre et l'engagement dans des activités avec des personnes affiliées à ces différentes catégories pourraient favoriser la mise en cause de leur opposition binaire et l'émergence de points de vue plus nuancés.

9.2 Un autre racialisé. Comment dire la race, si elle n'existe pas ?

Au cours de notre recherche de terrain, nous avons constaté que les membres de l'association recourraient de façon récurrente à des catégories raciales, sans les questionner. Nous en avons vu des exemples plus haut. Il nous a semblé que, ce faisant, ils racialisait l'ordre social de la rencontre. Devant cette impression, nous avons voulu analyser plus en détail les procédés langagiers par lesquels les processus de catégorisation raciale étaient produits. Nous avons d'abord constaté que, dans notre corpus, les discours explicitement racialisants étaient le plus souvent produits par des personnes racisées¹⁰⁰ et africaines. Plusieurs interprétations sont possibles, sans s'exclure mutuellement. Tout d'abord, si la « difficulté de dire » la race (Fassin, 2006) est forte dans la société française, elle ne l'est souvent pas ailleurs. Selon les situations dans lesquelles les individus sont socialisés, les réticences devant les mots « race », « noir », « blanc » ne sont donc pas les mêmes. Ensuite, les personnes racisées et celles qui ne le sont pas ont une expérience distincte des processus de racialisation et de domination. L'expérience du racisme, l'identification à un groupe dominé pour un motif racial et l'adhésion aux revendications antiracistes peuvent favoriser l'usage des catégories raciales au quotidien. En outre, en France, la blancheur, en tant que norme, est non marquée. Guillaumin (1972: 169) rappelle ainsi que dans « l'expression "gens de couleur" [...] ne se trouvent point compris les blancs ». Les processus d'auto-catégorisation comme blanc sont donc rares.

Bien que, dans notre corpus, les membres de l'association aient recours aux catégories raciales, ils rappellent aussi l'inexistence de la race en tant que réalité biologique. Au cours de la soirée *Et si on parlait : racisme(s)*, plusieurs participants

¹⁰⁰ Nous suivons l'argumentaire de Mazouz (2020) pour justifier ici l'usage du terme « racisé » et non celui de « racialisé ». Le terme « racisé » qualifie, en effet, l'« assignation racialisante » produite par un groupe dominant pour définir « un groupe dominé comme étant une race ». Le terme « racialisé », lui, qualifie les assignations raciales, qu'elles soient produites par un groupe dominant ou dominé. Ainsi, les personnes blanches sont racialisées mais non racisées.

invoquent ainsi l'appartenance à une espèce commune. L'un dit, par exemple : « *nous sommes tous des créatures de dieu, c'est le même sang qui coule dans nos veines* », « *le seule race qui est sur la terre, c'est l'être humain.* » Lors d'une autre activité, un participant déclare : « *quand tu coupes mon peau là, ce sang qui va sortir c'est même sang qui va sortir avec toi.* » Un autre dit : « *on est des êtres humains, on est tous pareils, mentalement ou psychologiquement ou je sais pas physiquement, on est tous pareils* ». L'inexistence de la race est donc réaffirmée à de multiples occasions, et notamment par des personnes racisées. Pourtant, les membres de l'association mobilisent de manière récurrente des catégories raciales. Cela pourrait témoigner du fait qu'elles sont considérées, par les individus, comme renvoyant à des réalités historiquement, socialement et politiquement construites, et non à des réalités naturelles.

Dans les pages suivantes, nous analyserons des extraits d'interactions dans lesquels les participants actualisent des catégories raciales, dans des processus d'auto-catégorisation ou d'hétéro-catégorisation. Nous montrerons comment ils s'en saisissent pour opérer des distinctions et des oppositions entre eux et les autres, que ces derniers soient présents ou non. Nous soulignerons également le fait que, bien souvent, ces catégories et les identifications raciales qu'elles entraînent sont mises à distance par les individus mêmes qui les rendent opératoires. Nos analyses porteront sur des données enregistrées en différentes situations : des cours de français, une réunion d'intégration et des entretiens.

9.2.1 « Les noirs c'est pas comme les blancs » : distinguer, opposer, hiérarchiser

À la fin du cours de français dédié à la lecture d'un résumé du *projet associatif* (voir 6.2), Sena, l'un des deux apprenants présents, prend longuement la parole. Il explique vouloir participer à la diffusion du projet associatif auprès des personnes qui, accueillies par l'association, ne comprendraient pas le français. Au cours de son argumentation, il mobilise les catégories raciales « noir » et « blanc » et les oppose radicalement.

1	01:20:42	SEN	euh faut: que: (0.7) on trouve une solution/ (1.8)
2			même si c'est pas: les bénévoles/ (0.6) nous/ (.)
3			on peut expliquer à les gens/ (.) comment ça
4			fonctionne\
5		ANN	hmm hmm/
6		SEN	parce que (0.3) avant de: amener quelqu'un/ (0.9)

s'inscrit. Il actualise des catégories raciales et spatiales, les oppose et y associe ses différents interlocuteurs. Il déclare, en effet : « *parce que nous/ (1.4) c'est pas un mot: bizarre quand même (.) les noirs/ c'est pas comme les blancs (0.7)* » (1.14-16). Par ce « nous », il s'affilie – ainsi que Konaté, l'autre apprenant – à la catégorie « les noirs ». Il introduit cette catégorie raciale par un énoncé métadiscursif – « *c'est pas un mot bizarre quand même* ». Précédé par une longue pause qui produit un effet d'attente, cet énoncé semble renvoyer à « la difficulté de dire » la question raciale en France (Fassin, 2006: 25) et venir la contester. Le mouvement d'identification à la catégorie « les noirs » est immédiatement suivi d'une différenciation radicale avec « les blancs ». Si Sena s'affilie explicitement, par le « nous », à la catégorie des noirs, il n'assigne pas ses interlocutrices – Anne et nous-même – à celle des blancs par un « vous » déictique. Cette assignation reste implicite. L'opposition entre les deux catégories raciales s'articule ainsi à la production d'une frontière entre les participants à l'interaction.

La distinction entre ces deux groupes est ensuite rattachée à une distinction spatiale entre « *chez nous là-bas* » et « *ici* » : « *quand on quitte chez nous là-bas on vient ici pour chercher une vie meilleure* » (1.16-18). Cette superposition d'oppositions (« nous » / « vous » ; « noirs » / « blancs » ; « là-bas » / « ici ») est mobilisée par Sena pour distinguer deux conceptions différentes de l'émigration. La première est celle qu'il rattache au point de vue des blancs : les gens émigreraient « *pour venir étudier* » (1.19). C'est le caractère binaire des catégories raciales et la symétrie syntaxique qui nous permettent d'interpréter cet énoncé comme relevant du point de vue des blancs : au segment « *les noirs c'est pas comme les blancs* » répond, en effet, le segment « *pour chercher une vie meilleure (0.5) c'est pas une vie pour venir étudier* » (1.18-19). La deuxième conception de l'émigration est donc celle des noirs : « *tout le monde ils veulent de l'argent pour pouvoir aider les autres* » (1.19-22). Ce faisant, Sena crée un lien entre des critères phénotypiques et des comportements sociétaux. Il racialise l'opposition entre « *ici* » et « *là-bas* », entre « nous » et « vous », voire également – et a posteriori – entre « nous » et « les bénévoles ». L'argumentaire de Sena conduit aussi à présenter le point de vue des blancs – ou de l'association – sur l'apprentissage du français comme idéaliste : d'autres considérations, plus urgentes – « *chercher une vie meilleure* », « *aider les autres* » –, entrent en jeu.

Jusqu'alors, Sena s'associait à la catégorie des noirs par l'usage de la première personne du pluriel (« nous [...] les noirs », « on quitte chez nous », « on vient » 1.14-17). Dans « *tout le monde ils veulent de l'argent* » (1.19-20), par l'usage du pronom « ils », il met à distance le point de vue exprimé. Cela s'inscrit dans le cadre de son argumentation : il a souhaité étudier le français et souhaite encourager d'autres à le

faire. Après avoir présenté « *les noirs* » comme une catégorie homogène partageant un même point de vue sur les motifs de l'émigration, Sena intègre une part d'hétérogénéité. Les interventions de Konaté participent à donner au groupe des noirs plus d'hétérogénéité. Il chevauche le tour de parole de Sena et manifeste son opposition : « *ah mais:* » (1.28). Puis, Konaté et Sena produisent en même temps un tour de parole qui opèrent des distinctions à l'intérieur du groupe des noirs : « *y a des gens* » et « *ça existe* » (1.32 et 33). Dans cet extrait, Sena mobilise les catégories raciales « noirs » et « blancs » et racialise les participants à l'interaction. Il exprime d'abord une affiliation franche à la catégorie des noirs, puis s'en distancie.

Lors de l'entretien mené avec Mohamed, celui-ci actualise également la catégorie raciale « noir », dans des procédés d'auto-catégorisation. Cette catégorie est chaque fois mobilisée pour le situer face à des interlocuteurs avec lesquels il se place dans un rapport de forte altérité. C'est le cas dans l'extrait suivant, au cours duquel Mohamed raconte ses interactions avec les Turcs, lorsqu'il vivait en Turquie :

1 13:20 MOH quand ils te voient ils vont te provoquer/ pour que
 2 tu parles avec eux (0.5) si tu es noir (0.6) il
 3 aime trop: parler avec les noirs (0.5) ils se
 4 moquent nous: ils se ils se se moquent de toi un
 5 petit peu:/ (0.4) et: ils venaient toujours te
 6 connaître euh (.) c'est c'est des gens encore euh
 7 on peut pas les condamner/ parce c'est (.) c'est
 8 pas facile ils savent ils connaissent pas de noirs
 9 euh et après ce qu'ils voient le noir dans la télé/
 10 ils voient pas le noir visa de vue/ (.) qui
 11 s'assoit/ comme ça/ donc quand c'est quelque chose
 12 pour eux/ (.) c'est une chance/ (0.4) de discuter/
 13 moi je l'ai donnée/ l'occasion de discuter avec eux
 14 13:53 (0.7)

Les membres de la catégorie des noirs sont ici présentés, du point de vue des Turcs, comme des figures étrangères et inconnues. Dans la scénographie discursive, le mouvement des Turcs vers « *les noirs* » est motivé par leur méconnaissance de cette catégorie de personnes et par leur curiosité (« *ils venaient toujours te connaître* » 1.5-6, « *ils connaissent pas de noirs* » 1.8, « *ils voient pas le noir* » 1.10). Mohamed se montre touché par leur naïveté – « *on peut pas les condamner* », « *c'est pas facile* » (1.7-8) – et se place ainsi dans une position de supériorité vis-à-vis d'eux. En effet, en tant que membre de la catégorie « *les noirs* », il peut venir combler cette ignorance. Il présente sa démarche comme une faveur qu'il leur accorde : « *c'est quelque chose pour eux* », « *c'est une chance* », « *moi je l'ai donnée l'occasion de discuter avec eux* » (1.11-

13). La rencontre entre les noirs et les Turcs est ainsi présentée, par Mohamed, comme venant combler un manque de connaissances chez ces derniers et développer leur ouverture au monde. Si « *les noirs* » sont montrés comme exotiques du point de vue des Turcs, le point de vue que Mohamed porte sur ces derniers le place dans une position de supériorité.

L'auto-catégorisation de Mohamed comme noir est mise à distance par plusieurs procédés énonciatifs. En effet, il ne s'affilie qu'à une seule reprise à cette catégorie par un déictique personnel : « *il aime trop parler avec les noirs (0.5) ils se moquent nous* » (1.2-4). Ce mouvement d'identification est suivi, immédiatement après, d'un mouvement de distanciation, marqué par la reformulation et le recours au « tu » générique : « *ils se moquent nous: ils se ils se se moquent de toi un petit peu* » (1.3-5). La fréquence de l'usage du « tu » générique, notamment dans la première moitié de l'extrait, contribue à cette mise à distance (« *ils te voient* », « *te provoquer* », « *tu parles* », « *si tu es noir* », « *te connaître* » 1.1-6). Par ce procédé énonciatif, Mohamed se distancie de la figure du noir exotisé qu'il met en scène et propose à son interlocutrice de s'y identifier. Par la suite, le nom « *noir* » est déterminé par des articles indéfinis et définis : « *ils connaissent pas de noirs* », « *ils voient le noir* » (1.7 et 8). L'usage de l'article défini au singulier, deux fois répété (« *ils voient le noir* », « *ils voient pas le noir* »), crée un effet de généralité et de forte homogénéité. Mohamed se maintient, toutefois, à distance de cette catégorie.

L'exotisation de la figure du noir est à nouveau mise en scène dans les deux extraits suivants. À nouveau, Mohamed recourt à cette catégorie tout en la mettant à distance. La catégorisation de Mohamed comme noir émerge, en effet, comme une hétéro-catégorisation dans le cadre d'un discours rapporté. Mohamed raconte comment il a commencé à travailler dans une entreprise turque qui vend des vêtements. Il a rencontré le patron de cette entreprise alors qu'il vendait des montres à la sauvette. Celui-ci lui a proposé de travailler pour lui et l'a emmené à son magasin :

1	15:01	MOH	j'ai vu là où il est: son magasin/ après il m'a
2			présenté ses potes/ j'avais pas de papier/ (0.3)
3			j'étais clandestin/ donc euh c'est pas facile/ (.)
4			j'étais le seul noir qui a commencé à travailler
5			là-bas\
6		IRI	ah oui/
7		MOH	tu as vu/ (.) y avait pas de noir/ donc lorsque je
8			suis venu tout le monde venait me regarder
9		IRI	<((en riant)) hmm>
10		MOH	ah ouais:/ ((rire)) il dit: il a amené un noir il a

Peu après, Mohamed nous raconte comment, une fois arrivé en Grèce, il a commencé à apprendre « *leur langue* ». Il fréquentait alors un parc du centre d'Athènes.

1 18:37 MOH le parc là c'est là-bas que je restais/ (0.4) tout
 2 le temps/ et: les grecs ils venaient me provoquer:/
 3 qu'on discute/ euh des fois ils me disent zenci¹⁰²
 noir
 4 (.) euh non il me dit μαύρο ¹⁰³(0.4) c'est aussi il
 noir
 5 dit black μαύρο/ (.) j'ai dit γιατί μαύρο ρε μαλάκα
 noir pourquoi noir connard
 6 (0.9) et pourquoi/ tu me dis:/ μαύρο (.) moi je
 noir
 7 suis pas μαύρο (0.4) et toi aussi/ t'es blanc/
 noir
 8 (0.9) eh/ (.) tu dis άσπρο (0.5) parce: il dit
 blanc
 9 άσπρο (0.5) je dis:: (.) c'est comme ça/ (.) j'ai
 blanc
 10 19:05 commencé: leur langue

La catégorie « noir » apparaît ici encore dans un processus d'hétéro-catégorisation et dans un discours rapporté. À nouveau, cette catégorie est mise à distance et émerge dans le récit d'une expérience d'altérisation. Ici, ce sont les Grecs qui viennent à la rencontre de Mohamed. Tandis que celui-ci se présente comme immobile (« *je restais* » l.1), les Grecs se dirigent vers lui (« *ils venaient me provoquer* » l.2). La catégorie « noir » est d'abord énoncée en turc (l.3), puis reformulée en grec et en anglais, dans du discours rapporté : « *il me dit μαύρο* », « *il dit black μαύρο* » (l.4 et 5). C'est la voix d'étrangers, qui s'expriment dans une langue alors inconnue de Mohamed, qui produit la racialisation.

Cette assignation à la catégorie raciale des noirs n'est pas acceptée par Mohamed. Dans l'interaction rapportée, il se montre, en effet, dans une contestation forte. Il met en question la pertinence de la catégorie – « *pourquoi noir connard* » (l.5) – et s'en dissocie radicalement : « *moi je suis pas μαύρο* » (l.6-7). La catégorisation de ses interlocuteurs comme blancs – « *et toi aussi t'es άσπρο* » (l.7) – est présentée, en réponse, comme un geste de défi, notamment par l'interjection « *eh* » (l.8). A l'hétéro-catégorisation comme noir répond l'hétéro-catégorisation comme blanc. L'adverbe

¹⁰² « zenci » est un terme turc.

¹⁰³ Les termes traduits dans la suite de l'extrait sont énoncés en grec. Merci à Sofia Bozoni pour la traduction du grec au français.

d'énoncer le mot « *noirs* » en entier. Elle procède ensuite à la reformulation de « *noirs* » en « *blacks* ». Cette reformulation est précédée par plusieurs marques d'hésitation : « *euh bah fin* ». L'allongement du « *euh* » pendant 0,7 seconde manifeste tout particulièrement la « difficulté de dire » (Fassin, 2006: 25) la catégorie raciale. L'énonciation de celle-ci est donc mise à distance, d'une part par les marques d'hésitation, d'autre part par le recours à la langue anglaise.

Dans notre corpus, nous n'avons pas de traces de personnes qui s'auto-catégorisent comme blanche. Lorsque cette catégorie est énoncée par des personnes qui pourraient être catégorisées comme telles, elle est mobilisée dans des processus d'hétéro-catégorisation¹⁰⁵, parfois mise à distance par du discours rapporté. Ce cas de figure se présente dans les deux extraits suivants. Dans le premier, qui se situe une minute après l'extrait présenté précédemment, Cécile nous rapporte la discussion qu'elle a eue avec la personne qu'elle nous présentait :

1	49:38	CEC	ce qu'il me disait PRENOM c'est que quand il croise
2			un: africain dans la rue/ (.) il sait/ d'où il
3			vient\ (.) juste à sa tête
4		IRI	ah/ ouais
5		CEC	il sait/ si c'est un soninké ou pas (0.5) et je lui
6			dis oui c'est vrai que nous/ si on a des touristes
7			euh allemands: ou norvégiens ou: 'fin des gens
8			scandinaves ou: (0.5) ou qui viennent euh plutôt
9			euh des pays méditerranéens: ou on va réussir aussi
10			à faire la différence (0.5) comme on est pas
11			l'habi- on n'a pas l'habitude euh: vous vous allez
12			voir un: (.) un blanc vous allez vous (0.5) vous
13			dire euh il est européen vous allez pas vous dire
14	50:05		il vient de tel pays

Dans cet extrait, Cécile mobilise la catégorie « blanc » dans un énoncé qu'elle rapporte et dont elle est la locutrice première : « *vous vous allez voir un: (.) un blanc* » (1.11-12). L'acte d'énonciation du mot « *blanc* » fait l'objet d'une hésitation, marquée par l'allongement syllabique sur le déterminant « *un:* » et par une courte pause. Dans l'interaction qu'elle rapporte, une opposition forte est marquée entre un « *nous* » dans lequel la locutrice s'inscrit (« *nous si on a des touristes* » 1.6, « *on va réussir* » 1.9, « *on n'a pas l'habitude* » 1.11) et un « *vous* » dans lequel elle inscrit son interlocuteur (« *vous vous allez voir* » 1.11-12, « *vous allez vous dire* » 1.1-13, « *vous allez pas vous*

¹⁰⁵ C'est le cas lors de l'entretien mené avec Véronique, une bénévole de l'association animant des cours de français. Lorsqu'elle parle de ses grands-parents, elle les catégorise comme « *blancs catholiques* ». Nous y reviendrons au chapitre 10 (voir 10.1).

dire » 1.13). L'opposition repose principalement sur la capacité à distinguer, selon des critères phénotypiques, des groupes ethniques (« *un soninké* » 1.5), nationaux (« *des touristes allemands ou norvégiens* » 1.6-7), ou socio-spatiaux (« *un africain* » 1.2, « *des gens scandinaves* » 1.7-8, « *des pays méditerranéens* » 1.9, « *européen* » 1.13). C'est la présence de « *un blanc* » dans cette série de distinctions qui inscrit ces différentes catégories socio-spatiales dans un ordre racialisé. Cécile et son interlocuteur y sont également inscrits.

Lors de la réunion d'intégration, Laura mobilise également la catégorie « blanc » dans du discours rapporté. Le locuteur premier est, cette fois, une personne accueillie par l'association. Laura présente l'atelier informatique organisé par l'association et précise qu'une session particulière existe pour les débutants, dont le but est de « *casser l'appréhension de la machine* » et qui est destinée à « *des gens qui n'ont jamais touché un ordinateur de leur vie* ». Elle rapporte alors une interaction :

01:20:48 LAU 'fin moi malheureusement j'entends encore assez
régulièrement la phrase non c'est pas pour moi
l'ordinateur c'est pour les blancs (0.5) voilà
cette phrase là je l'entends encore malheureusement
01:20:55 (0.4)

Dans cette interaction, c'est l'interlocuteur de Laura qui catégorise « *les blancs* » et qui se catégorise, par contraste, comme non blanc : « *c'est pas pour moi l'ordinateur c'est pour les blancs* ». Si l'énonciation de la catégorie raciale ne fait pas ici l'objet d'une hésitation, elle est néanmoins mise à distance par le recours au discours rapporté.

Au cours de cette réunion, Laura prononce une seconde fois le mot « blanc ». Toujours dans le cadre d'un discours rapporté, il est cette fois utilisé pour qualifier la catégorie « *bénévole* » de la collection « *membres de l'association* » :

1 01:31:50 LAU nous à autremonde on dit/ (0.3) et bah euh tu sais
2 raper en: en wolof et bah tu vas raper en wolof et
3 c'est pas grave tu raperas pas en français (0.4) tu
4 veux danser traditionnel de ton pays/ et bah vas-y
5 à fond au contraire et apprends-les nous (0.6)
6 voilà on essaie en fait au maximum que ce soit pas
7 (0.4) un: bénévo:le blanc: qui a fait les beaux-
8 a:rts ou qui a fait une école de dan:se et qui
9 arrive et qui apprend: (0.3) à la personnes
10 africaine comment en france on danse bien les
11 danses de salo:n/ (.) ou comment est-ce que en
12 france on fait bien: des natures mo:rtes euh voilà
13 non c'est pas du tout ça (0.5) chacun en lui a son

Dans cet extrait, plusieurs voix se mêlent. Laura introduit d'abord un premier segment (1.1 à 5) comme relevant d'un discours rapporté, produit par le locuteur collectif de l'association auquel elle s'associe (« *nous à autremonde on dit* »). L'énoncé rapporté est délimité par deux pauses (1.1 et 1.5). Dans le segment qui suit, où s'exprime toujours la voix de l'association, deux points de vue s'enchâssent : celui de l'association (« *on essaie en fait au maximum que ce soit pas* » 1.6) et celui auquel l'association s'oppose (« *un: bénévo:le blanc [...] des natures mo:rtes* » 1.7-12). Ce second point de vue, auquel Laura et l'association s'opposent, nous semble pouvoir être rapproché des discours sur le « *white man's burden* » ou sur le « *white saviour* » (Jefferess, 2015). Ces discours reprennent, à la période post-coloniale, celui de la « mission civilisatrice » qui incomberait à l'Europe occidentale vis-à-vis des populations colonisées. Laura rapporterait ce point de vue pour le contester. Dans ce second segment, l'expression d'un point de vue autre que celui de Laura et de l'association est marquée par une variation vocale. Laura modifie le ton de sa voix et réalise de nombreux allongements syllabiques. Ce segment est, en outre, délimité par une pause (1.7) et des marqueurs énonciatifs exprimant un désaccord et un jugement négatif (« *voilà non c'est pas du tout ça* » 1.12-13). La superposition des voix et des points de vue contribue, ici encore, à la mise à distance de la catégorie raciale.

Synthèse

Dans l'espace de l'association, les individus se livrent à des processus de racialisation explicite, en mobilisant les termes « noir » et « blanc » comme des catégories. Ce phénomène est récurrent et apparaît, dans notre corpus, autant en situation d'entretien qu'au cours d'activités quotidiennes de l'association. Si la catégorie « noir » est énoncée tant dans des processus d'auto-catégorisation que d'hétéro-catégorisation, ce n'est pas le cas de la catégorie « blanc », qui apparaît uniquement dans des processus d'hétéro-catégorisation. Ces deux catégories sont mobilisées pour être mises en opposition, ou bien directement entre elles (« *les noirs c'est pas comme les blancs* », « *je suis pas noir* »/« *toi aussi t'es blanc* »), ou bien avec des catégories socio-spatiales également racialisées (« *un blanc* »/« *un africain* »). Cela rappelle que les catégories raciales sont bien des catégories sociales pertinentes du point de vue des individus, qui les mobilisent pour opérer des classifications, des distinctions et des oppositions, non seulement entre des individus, mais aussi entre des groupes sociaux et des espaces.

À de nombreuses reprises, ces catégories sociales sont mises à distance par les locuteurs. Elles sont actualisées dans des discours rapportés, énoncées dans une langue différente de celle utilisée dans le reste de la conversation, entourées par des marques d'hésitation – notamment lorsqu'elles sont énoncées par des personnes qui pourraient être catégorisées comme blanches. Ce paradoxe entre la fréquence d'utilisation de ces catégories raciales et la récurrence de leur mise à distance rappelle le paradoxe soulevé par Guillaumin : « si la race n'existe pas, cela n'en détruit pas pour autant la réalité sociale et psychologique des faits de race » (1972: 64). La race est une construction, mais aussi une réalité sociale : nos interlocuteurs mobilisent les distinctions raciales, ils sont eux-mêmes assignés à une catégorie raciale, revendiquent ou contestent cette assignation. Mais la race n'existe pas : en témoigne la difficulté à la dire. L'analyse de la dimension langagière de la catégorisation raciale montre « ce qui résiste à la catégorisation et à la désignation – la complexité et l'ambiguïté du rapport à soi et aux autres » (Fassin, 2006: 26).

Conclusion

L'association étudiée s'inscrit dans « les mondes de la bien-faisance » (Ruiz De Elvira & Saeidnia, 2020). Son objectif est, en effet, d'aller vers un autre monde en rappelant à « *la société [...] la valeur de sa diversité* »¹⁰⁶, en « *lutt[ant] contre les discriminations* »¹⁰⁷ et en « *oeuvr[ant] pour la mixité sociale* »¹⁰⁸. Cette lutte pour l'égalité cohabite toutefois avec la reproduction, par plusieurs membres de l'association, de stéréotypes issus de la période moderne et coloniale. Nous avons ainsi montré, à travers ce chapitre, comment nos interlocuteurs réinvestissaient l'opposition socio-spatiale entre la France (ou l'Europe) et l'Afrique, comment ils hiérarchisaient et racialisait cette opposition.

La vision du monde eurocentrée, qui fonde cette opposition, semble traverser l'espace associatif. Elle est actualisée par des personnes au profil divers, socialisées en France ou en Afrique, au cours d'activités associatives ou d'entretiens. Les traces linguistiques qui rendent saillante cette vision du monde ont notamment trait à la conception du temps historique. Elles conduisent, en effet, à une spatialisation du temps et des transformations sociales – « *ils sont encore très dans leur village* » « *on recule, on avance pas* », « *pourquoi nous on est toujours derrière* ». Elles expriment

¹⁰⁶ Citation des *statuts*, art.2.

¹⁰⁷ Citation du *projet associatif*, p.4.

¹⁰⁸ Citation des *statuts*, art.2.

un déni de co-temporalité et un retard de l’Afrique vis-à-vis de l’Europe ; elles présentent cette dernière comme l’étalon de référence à l’aune duquel sont évaluées les autres sociétés. Cette conception de l’histoire est à la fois normative et prescriptive : du point de vue des locuteurs, il est attendu que les sociétés humaines se conforment au modèle occidental. Nous avons souligné comment, dans les discours des personnes enregistrées, la superposition d’oppositions spatiales, nationales et raciales vient justifier l’opposition entre l’Europe et l’Afrique. Ce que nous avons observé, dans notre corpus, c’est la construction d’une altérité à la fois spatialisée et temporalisée. Il nous semble que cela favorise la radicalisation et la naturalisation de l’altérité – et, partant, la racialisation de l’ordre social.

Cela n’est pas sans affecter la mise en œuvre de la relation d’accueil au sein de l’espace associatif. Nous observons, en effet, la présomption d’une différence entre les membres de l’association, dès lors qu’ils sont rattachés à des pôles distincts de la dichotomie entre modernes et non modernes ; et inversement, la présomption d’une similitude, dès lors qu’ils sont rattachés à un même pôle. À travers ce chapitre, nous avons montré comment les catégories raciales sont mobilisées, au cours des activités associatives, dans des processus de mise en frontière entre les participants à l’interaction. Ces processus d’opposition conduisent parfois à une superposition entre catégories raciales et catégories de membres de l’association – avec, d’un côté, des bénévoles blancs, de l’autre, des accueillis non blancs. Les processus de racialisation renforcent et radicalisent alors la frontière, soulignée dans la partie 3, entre accueillants et accueillis.

L’analyse de la matérialité langagière des processus de racialisation permet de rendre compte de leur complexité. Nous traitons, en effet, la racialisation comme un processus de catégorisation sociale. Nous avons montré que les catégories raciales sont rendues pertinentes par les membres de l’association, qui les mobilisent pour se distinguer les uns des autres. De leur point de vue, la race paraît donc être un critère saillant dans la mise en ordre des relations sociales. Toutefois, en nous intéressant à l’acte d’énonciation de la race, nous avons constaté que celle-ci était fréquemment mise à distance par les sujets parlants. La non-prise en charge de l’énoncé de la race peut advenir, par exemple, par le discours rapporté. Bien qu’il lui prête sa voix, le sujet empirique est alors distinct du locuteur qui racialise. Dans le cas de l’entretien avec Mohamed, la race est parfois même énoncée dans une autre langue que le français, langue de la conversation en cours. Les traces d’hésitation face à l’énonciation de la race – pauses, répétitions – sont également nombreuses. La race apparaît donc, le plus souvent, comme une collection catégorielle nécessaire mais gênante.

Nous faisons l'hypothèse que les rencontres qui se produisent, au sein du collectif associatif, avec des figures de l'altérité préétablies, favorisent la mise en question, voire le rejet, de la racialisation de l'ordre social. La binarité homogénéisatrice de l'opposition entre blancs et non blancs, entre Européens et Africains, ne permettrait pas de saisir de manière adéquate et satisfaisante les expériences des sujets. La rencontre entre les membres du collectif associatif ne semble pas, toutefois, conduire à une remise en question de la conception eurocentrée du temps historique et du progrès.

Chapitre 10. En classe : relations antagonistes et rapports de domination

Introduction

Dans ce chapitre, nous nous focaliserons sur une activité associative : les cours de français. Nous y observerons la dynamique des rôles et des rapports de place, en mettant en lumière l’articulation des rapports sociaux dans l’instauration de relations de domination.

Dans un premier temps (10.1), nous nous intéresserons aux discours produits sur l’enseignement du français et sur la langue française. À partir d’extraits d’entretiens menés avec des bénévoles et des accueillis, nous montrerons que l’enseignement du français est perçu comme allant au-delà de la simple transmission de ressources langagières. Des objectifs d’intégration, d’émancipation, mais aussi de survie lui sont donnés. La langue française est considérée comme véhiculant des valeurs – valeurs dont il est dit, en d’autres contextes¹⁰⁹, qu’elles sont universelles tout en étant difficilement exprimables dans toutes les langues. Le degré de maîtrise du français est ainsi, nous l’avons vu au chapitre 2, perçu comme un indice du degré d’altérité (voir 2.2). Certains bénévoles (re)produisent, en outre, des stéréotypes nationaux sur les apprenants des cours de français et les investissent dans des processus de hiérarchisation. Ils se livrent à des distinctions entre « bons » et « mauvais » apprenants qui s’appuient sur motifs similaires à ceux sur lesquels s’appuie la distinction entre « bons et mauvais migrants » – critères de nationalité, de classe sociale, motifs de l’émigration (Streiff-Fénart, 2018).

Dans un second temps (10.2), nous nous focaliserons sur la construction des relations interpersonnelles en situation de classe. Il a été démontré que, dans cette situation, « la relation entre les participants est a priori inégalitaire du fait des droits, prérogatives et obligations diverses liés aux statuts d’enseignant et d’élève » (Bigot, 2018: 30). Il s’agira ici d’observer comment certains traits sociaux – genre, race, âge, classe sociale – sont rendus pertinents dans l’interaction par les participants au cours. Nous montrerons comment ils s’articulent à la relation enseignant / apprenant et comment ils favorisent le passage d’une relation asymétrique à une relation de domination. Nos analyses souligneront également que cette relation de domination

¹⁰⁹ Voir notamment l’avant-propos du *Référentiel FLI, Français Langue d’Intégration*, en annexe n° 9.

n'est pas univoque et figée : d'une part, elle peut être subvertie et contestée, d'autre part, des rapports de domination inverses peuvent coexister. Nous avons fait le choix de nous concentrer sur la façon dont les antagonismes entre les membres de l'association peuvent se renforcer. Si nous laissons de côté les situations moins inégalitaires, cela ne signifie donc en rien qu'elles n'existent pas.

10.1 Apprendre et enseigner le français : une multiplicité d'enjeux

Dans cette sous-partie, nous explorerons plus spécifiquement les discours tenus sur l'apprentissage ou l'enseignement de la langue française, par les participants à la relation d'accueil. Pour les bénévoles que nous avons rencontrés en entretien, la pratique hebdomadaire de l'enseignement du français, de la lecture et de l'écriture correspond à la mise en acte d'une volonté de faire le bien. Marie, par exemple, justifie son engagement de la façon suivante : « *les gens avaient tellement besoin d'être aidés [...] je me suis dit bah, le peu que je peux leur donner, le peu qu'ils peuvent recevoir, ça sera toujours ça.* » Anne, elle, déclare : « *Tout ce que tu leur apportes c'est bon, tout ce que tu leur apportes ça leur fait plaisir.* » À plusieurs reprises, lorsque les bénévoles énoncent les motivations de leur engagement bénévole, ils convoquent ainsi le registre de l'aide et du don. S'ils se présentent alors en figures aidantes, ils peuvent aussi souligner la dimension réciproque de la relation d'aide. C'est le cas de Denis, qui explique : « *Moi je suis heureux ici parce que je reçois beaucoup.* » C'est aussi le cas de Cécile, qui déclare : « *Les cours de français, ça m'a aidée à changer de personnalité aussi, à m'ouvrir vers les autres.* » Véronique, elle, précise : « *Je suis très dans un donnant donnant.* » L'enseignement du français et la rencontre avec les apprenants sont donc présentés comme relevant de la bien-faisance et du don réciproque.

L'enseignement du français revêt également, dans les discours produits par les bénévoles en entretien, des enjeux sociaux et politiques. Il s'agit, pour la plupart, d'augmenter la capacité d'action des apprenants sur et dans le monde. Ainsi, pour Cécile, « *l'objectif, c'est vraiment qu'ils arrivent à se débrouiller en arrivant à Paris* », « *qu'ils puissent demander de l'aide ou [...] défendre leurs droits* ». Véronique, elle, nous rapporte les sentiments provoqués par une conversation qu'elle a eue avec un apprenant afghan. Elle nous dit : « *J'ai senti que c'était hyper important [...] pouvoir eux-mêmes ben dans un rendez-vous pour les papiers par exemple défendre son dossier quoi.* » La maîtrise du français est ici présentée comme relevant d'un enjeu social et politique : la « *défense* » de ses droits. Si les discours sur l'enseignement du français, tenus en entretien, présentent cette activité comme relevant des pratiques du

bien, ils sont aussi, parfois, des lieux de distinction et de hiérarchisation entre les apprenants. Bien-faisance et (re)production de hiérarchies sociales s'entremêlent alors. Pour mieux distinguer les motifs sur lesquels reposent ces distinctions et ces hiérarchisations, nous mettrons en perspective l'analyse d'entretiens menés avec Mohamed, Denis, Marie et Véronique¹¹⁰. Nos analyses chercheront à montrer en quoi avoir ou non la langue française en partage participe, du point de vue de nos interlocuteurs, à la réduction ou à l'amplification de l'altérité.

10.1.1 La langue française, un gage de liberté et d'émancipation

Dans les textes institutionnels produits par des organisations étatiques, l'apprentissage du français est présenté comme la « garantie d'une intégration réussie »¹¹¹. Dans le référentiel FLI (Français Langue d'Intégration), établi à la demande des institutions politiques pour distinguer les organismes chargés de la formation linguistique dans le cadre du « parcours d'intégration républicaine », il est écrit que la langue française « constitue le premier facteur de l'intégration », qu'elle est « le vecteur de la culture » et qu'elle « seule permet d'appréhender le sens de valeurs difficilement transmissibles dans les langues d'origine »¹¹². De ce point de vue, si l'apprentissage du français est un préalable à l'intégration, c'est parce que la langue permet une transformation des sujets. L'idée que la langue française serait « le vecteur de la culture » rappelle les discours républicains et coloniaux sur l'apprentissage de la langue française comme « instrument de civilisation ». Davesnes, administrateur colonial de la première moitié du XX^{ème} siècle, déclarait ainsi :

« Nous avons l'ambition – ce qui ne nous paraît pas absolument utopique – de franciser toute l'AOF, au sens linguistique et scolaire du mot aussi bien qu'au sens humain. Bien mieux, nous ne croyons pas pouvoir dissocier ces deux préoccupations : enseigner le français, amener les peuples africains à vivre une vie plus humaine ; la langue française nous paraît être un incomparable instrument de civilisation » (Davesnes cité par Calvet, 2010: 49).

Nous retrouvons cette association entre apprentissage du français et transformation de soi dans les discours tenus par des bénévoles en entretien. Lors de notre échange avec

¹¹⁰ Pour leur présentation rapide, voir en 5.1.2.

¹¹¹ Voir le spécimen du CIR en annexe n° 8.

¹¹² Voir l'avant-propos du *Référentiel FLI*, p.4 (annexe n° 9).

Marie et Denis, ceux-ci présentent ainsi la maîtrise de la langue française comme un gage de liberté.

Au début de l'entretien, Denis introduit la thématique des femmes étrangères et installées en France depuis plusieurs années. Il mobilise l'exemple de deux apprenantes du cours de français qu'il anime avec Marie pour illustrer le lien entre maîtrise du français et émancipation.

1 05:21 DEN et (.) alors y a l'autre cas/ parce que moi c'est
2 ce qui m'intéresse le plus c'est tout de même les
3 migrants âgés/ (0.4) c'est ces femmes on avait
4 samira et aminata/ (.) aminata je sais pas on la
5 voit plus/ (0.6) euh (.) qui sont ici depuis vingt
6 ans (0.4) trente ans (0.7) qui ont des enfants plus
7 grands/ (1.2) et (0.4) qui sont toujours restées/
8 (.) soit dans leur langue peule/ (.) pour aminata/
9 soit dans leur langue euh (.) arabe/ pour euh
10 samira/ (0.6) et qui se disent maintenant euh le
11 petit dernier il a douze ans: ou quatorze ans/
12 (0.5) euh samira elle nous dit par exemple/ quand
13 je veux prendre le métro/ (.) j'ai pas besoin de
14 connaître le plan/ je demande à mon fils mon fils
15 il m'accompagne/
15 IRI hmm/\

16 06:01 DEN et elles (.) elles ont envie de s'autonomiser/
[...]

17 06:09 (0.5) elles ont envie de s'autonomiser/ et le
18 français est la voie pour s'autonomiser (0.3)
19 s'autonomiser (0.4) mais je pense que (.) pour
20 l'avoir testé avec euh (.) en particulier ma femme
21 l'avait testé longuement avec une sénégalaise (0.5)
22 qui était une amie à elle/ (0.8) euh y a un âge (.)
23 où lire et écrire c'est pas le sujet (0.5) en
24 revanche être capable de parler (0.3) quelqu'un
25 comme samira il faudrait qu'elle puisse (0.4)
26 parler autrement qu'en arabe\ (0.5) demander son
27 chemin: euh je pense que lire et écrire euh c- c-
28 aminata peut-être pas mais (.) y a y a un âge/
29 06:38 (0.4) c'est complètement bloqué/ quoi

Dans cette séquence, Denis articule l'apprentissage de la langue française à un gain de liberté pour les femmes. Dès son introduction, l'objet du discours est imprégné de la subjectivité du sujet parlant, par la modalité appréciative : « *moi c'est ce qui m'intéresse le plus* » (1.1-2). Denis se positionne ainsi d'emblée comme un expert du sujet. Pour illustrer cette nouvelle thématique, il mobilise l'exemple de deux femmes

qui fréquentent l'atelier de français qu'il anime avec Marie : « *c'est ces femmes on avait samira et aminata* » (1.3-4). Il les qualifie, en utilisant une série de subordonnées relatives (« *qui sont ici depuis vingt ans trente ans* », « *qui ont des enfants plus grands* », « *qui sont toujours restées soit dans leur langue peule pour aminata soit dans leur langue arabe pour samira* » 1.5-9). Dans les deux premières subordonnées, le pronom relatif pourrait renvoyer tant aux femmes âgées qu'à Aminata et Samira¹¹³. Dans la troisième, si Aminata et Samira sont explicitement nommées, l'article possessif « *leur* » renvoie à un sujet pluriel. Ce glissement entre le niveau général et le niveau particulier fait émerger une catégorie sociale, ainsi que ses caractéristiques prototypiques, qui sera incarnée par Aminata et Samira dans la suite de l'extrait : la catégorie des femmes « *migrant[e]s âgé[e]s* », installées en France depuis plusieurs années, qui ont des enfants et qui ne parlent pas français.

Ce dernier aspect, celui de la langue, est amené d'une façon intéressante. En effet, dans la relative « *qui sont toujours restées soit dans leur langue peule [...] soit dans leur langue arabe* », l'adverbe temporel « toujours » accolé au verbe d'état « rester » présente les femmes concernées dans une forme d'immobilité et de passivité. Nous retrouvons, sous une nouvelle forme, le stéréotype de l'immobilité des Africains analysé au chapitre 9 (voir 9.1.1). Ce lien entre la langue et le mouvement, d'abord métaphorique, devient ensuite beaucoup plus concret. La thématique du déplacement est introduite immédiatement après, lorsque Denis met en scène la voix des femmes dont il parle. Le segment « *qui se disent maintenant* » (1.10) introduit un discours rapporté et fait entendre, au style direct, la voix de ces femmes âgées : « *euh le petit dernier il a douze ans ou quatorze ans* » (1.10-11). Denis produit ensuite un autre discours rapporté au style direct. Il y opère un changement de voix, pour faire entendre uniquement celle de Samira. C'est à travers la voix de celle-ci qu'il introduit l'idée selon laquelle ces femmes sont dépendantes de leurs enfants pour se déplacer : « *quand je veux prendre le métro j'ai pas besoin de connaître le plan je demande à mon fils* » (1.12-14). De cette manière, il n'engage pas sa responsabilité dans l'énoncé, mais la fait porter par son personnage, celle qui dit « je ».

Dans la suite du tour de parole de Denis, cette dimension polyphonique reste présente. Il continue à exprimer les voix et points de vue d'Aminata et de Samira et, par extension, ceux des autres membres de la catégorie qu'elles représentent. Le redoublement du pronom personnel et l'usage d'un verbe d'opinion dans « *elles elles ont envie de s'autonomiser* » (1.16) mettent ainsi en exergue l'avis de ces femmes, dont

¹¹³ Nous n'avons jamais rencontré Aminata et Samira nous semble avoir autour de cinquante ans.

Denis se fait le rapporteur. Le segment « *elles ont envie de s'autonomiser* » est répété ligne 17 et suivi par la conjonction « *et* », qui marque la sortie du discours rapporté. Dans le segment qui suit, « *le français est la voie pour s'autonomiser* » (l.18), ce n'est plus la voix des femmes qui est exprimée mais celle de la doxa. En effet, l'absence de déictique personnel et l'usage du présent de vérité générale donnent un effet d'objectivité au contenu énoncé. Selon la démonstration déployée par Denis, la pratique de la langue française est la solution, objective et naturelle, au manque d'autonomie des femmes dont il est question. Par l'effacement énonciatif, il montre qu'il s'appuie sur une opinion communément partagée, qui lie langue française et autonomie. La répétition du verbe « *s'autonomiser* » fait ressortir une autre forme d'hétérogénéité discursive. Ce terme rappelle, en effet, les discours sur l'exclusion – discours d'universitaires, de travailleurs sociaux, d'associatifs – auxquels nous nous étions intéressée dans le cadre de notre premier mémoire de master 2 (Padiou, 2017). L'inscription de l'énoncé de Denis dans ce réseau dialogique réaffirme la position d'expert qu'il occupe face à ses deux interlocutrices.

À la ligne 19, le connecteur argumentatif « *mais* » introduit un nouvel argument et le marque comme allant dans une direction argumentative opposée à ce qui précède. Denis précise : « *y a un âge où lire et écrire c'est pas le sujet* » (l.22-23). Cet argument est présenté comme relevant de son point de vue personnel, par le modalisateur « *je pense que* » (l.19). La structure clivée et l'expression figée « *c'est pas le sujet* » montrent que le sujet parlant affirme fortement son point de vue et donnent une dimension polémique à ce propos. L'apparition de cette dimension polémique peut s'expliquer par le fait que Denis se positionne à l'encontre de ce qui est préconisé par l'association, mais aussi par nous-même puisque nous sommes, au moment de l'entretien, chargée de la coordination des cours de français. Il est, en effet, demandé aux bénévoles de consacrer 80 % du temps du cours à l'oral et 20 % du temps à l'écrit et de se concentrer en premier lieu sur les besoins exprimés par les apprenants. La position d'expert dans laquelle se montre Denis lui donne la légitimité de présenter une conception de l'apprentissage différente de celle de l'association : pour les femmes « *âgées* », apprendre à lire et à écrire n'est pas nécessaire.

Le marqueur d'opposition « *en revanche* » (l.23-24) introduit ensuite un nouvel argument : « *quelqu'un comme samira il faudrait qu'elle puisse parler autrement qu'en arabe* » (l.24-26). En nommant Samira et en utilisant le comparateur « *comme* », Denis fait à nouveau de cette apprenante la représentante de l'ensemble de la catégorie des femmes « *migrant[e]s âgé[e]s* ». L'utilisation du conditionnel passé atténué la modalité déontique, tout en affichant l'expression du point de vue de l'énonciateur. Le

contexte comme le cotexte nous permettent de lever l'implicite de la périphrase « *autrement qu'en arabe* » : il s'agit de parler en français. Une pause dans le rythme du discours signale que Denis introduit un exemple d'action rendue possible par la maîtrise du français : « *demandeur son chemin* » (1.26-27). Notons que les exemples mobilisés par Denis pour illustrer l'autonomie de ces femmes relèvent tous du déplacement : prendre le métro, demander son chemin. Le mouvement, rendu possible par la pratique du français, s'oppose à l'immobilité des femmes qui « restent dans leur langue ». Le lien métaphorique entre langue et mobilité est filé tout au long de l'extrait, jusqu'à « *lire et écrire [...] y a un âge c'est complètement bloqué quoi* » (1.27-29).

Selon l'argumentaire déployé par Denis, pour les femmes étrangères âgées et non scolarisées, le développement d'une capacité de communication à l'oral en français est la porte vers l'autonomie. Les exemples mobilisés pour démontrer l'absence d'autonomie de ces femmes sont intéressants. En effet, ils font de la non-maîtrise de langue française un obstacle au déplacement dans la ville : ne pas pouvoir prendre le métro seule, ne pas pouvoir demander son chemin. Ce que Denis met derrière la maîtrise de la langue française dépasse donc la seule compétence de communication en français et englobe un ensemble bien plus large de comportements sociaux. La pratique du français est présentée comme le signe de l'émancipation des femmes.

Ce motif est repris par Marie, lors du même entretien. Quelques minutes plus tard, elle mobilise l'exemple d'une femme, Aïssata, pour illustrer le lien de cause à effet entre maîtrise du français et autonomie. Marie, soutenue par Denis, fait de la maîtrise de la langue française un gage de liberté.

1 08:53 MAR `fin moi j'ai un exemple aussi c'est c'est pas une
2 dame d'ici/ c'est une dame de: qui vient à
3 association¹¹⁴
4 IRI ouais/
5 MAR elle est malienne/ (0.4) elle a quarante-huit ans
6 (0.3) sept enfants
7 (0.6)
8 DEN ouh la la
9 MAR elle:: (0.3) elle parle (0.3) plutôt bien français
10 (.) mais elle continue toujours à faire des cours/
11 (0.4) parce que elle écrit ma:l/ elle lit ma:l/ et
12 puis elle fait plein de fautes/ (.) donc elle
13 continue à faire des cours/ (0.5) et (.) dans le
14 quartier (0.5) elle est connue de tous:
15 IRI ouais/=

¹¹⁴ Marie cite ici une autre association qu'Autremonde, dans laquelle elle est également bénévole.

16 MAR =et ça c'est parce qu'elle parle français
17 09:22 IRI d'accord
[...]
18 09:41 MAR elle est/ (0.4) elle est dans dans dans la vie
19 parisienne/ (.) euh: comme toi et moi (0.4) c'est
20 tout (0.8) c'est-à-dire que euh elle a (.)
21 justement cette autonomie/ (0.3) que lui a donné
22 (.) le fait de de connaître le français
23 IRI hmm
24 MAR parce que (.) elle aurait pu (.) euh: elle aurait
25 pu très bien elle a sept enfants (0.3) elle aurait
26 pu rester (.) à la maison/ [s'occuper des enfants/]
27 DEN [faire sa samira oui]
28 (.) faire voilà être samira\ (.) et elle/ a décidé
29 10:06 que non\ (0.4) elle allait apprendre le français
[...]
30 10:16 MAR mais (.) donc (.) elle (.) avec le français mais je
31 t'assure/ elle elle c'est une nana du vingt- une
32 bonne femme du vingtième/ quoi
33 IRI ouais
34 MAR mais elle elle ose/ (0.4) et justement c- le fait
35 de parler français (0.3) bah elle est elle est chez
36 elle/ quoi
37 DEN c'est l'exception ça=
38 MAR =et: et c'est c'est c'est elle est étonnante/ quoi
39 (0.4) étonnante (0.6) et si: et quand je vois
40 samira justement qui elle a dû rester chez elle (.)
41 [a:] voilà (0.5) euh: eh ben elles peuvent
42 DEN [ou aminata]
43 MAR pas avoir une comme tu dis/ elles peuvent même pas
44 prendre le métro/ (0.3) parce que si y a pas la
45 langue/ (0.3) [tu bouges] pas de chez toi (0.9) et
46 IRI [hmm]
47 MAR aïssata dès le [départ] ça elle l'a pigé/ et je
48 DEN [oui]
49 t'assure elle est/ euh
50 DEN un autre euh [un autre témoignage
51 MAR [c'est la bonne parisienne du
52 10:54 vingtième

Dans cet extrait, Marie mobilise l'exemple d'Aïssata pour illustrer le rôle primordial de la langue française dans l'accès à « l'autonomie ». Au début de la séquence, elle la présente par une liste de caractéristiques qui rappelle les formulaires administratifs : pays d'origine, âge, nombre d'enfants à charge (1.5-6). L'interjection de Denis, « *ouh la la* » (1.8), marque une réaction de surprise et un jugement négatif devant le nombre d'enfants d'Aïssata. Marie continue à présenter son personnage en introduisant une

nouvelle caractéristique : la compétence langagière (« *elle parle plutôt bien français* » 1.9). Dans le segment suivant, Marie précise qu'Aïssata suit des cours de français et le justifie : « *elle écrit ma:l/ elle lit ma:l/ et puis elle fait plein de fautes* » (1.11-12). L'effet de liste produit par l'intonation montante à la fin des propositions, la répétition de « *mal* » accentué par un allongement syllabique et l'utilisation de l'intensificateur « *plein de* » pour qualifier les « *fautes* » participent à justifier la poursuite des cours de français. En outre, par la distinction entre les compétences orales et écrites d'Aïssata en français, Marie produit une comparaison entre celle-ci et les femmes dont parlait Denis précédemment. De même que ces dernières, Aïssata maîtrise « *mal* » la lecture et l'écriture ; à l'inverse, Aïssata parle « *plutôt bien* » français. C'est ce point qui explique, dans l'argumentation de Marie, la différence entre leurs situations. En effet, Marie inscrit ensuite deux propositions dans un rapport de causalité : « *elle est connue de tous* » (1.14) parce que « *elle parle français* » (1.16). Le connecteur logique « parce que » n'engage pas la responsabilité du sujet ; au contraire, cette relation logique est présentée comme neutre et son objectivité est renforcée par le présentatif « *c'est* ».

Marie répond ensuite à une intervention de Denis que nous n'avons pas rapportée pour limiter la longueur de l'extrait. Elle dit d'Aïssata : « *elle est dans la vie parisienne euh comme toi et moi* » (1.18-19). Elle range ainsi cette femme dans une catégorie à laquelle Denis et elles appartiennent également, celle des Parisiens. Marie poursuit avec le connecteur argumentatif « *c'est-à-dire* » (1.20), qui introduit une explication au rattachement d'Aïssata à cette catégorie : « *elle a justement cette autonomie que lui a donnée le fait de connaître le français* » (1.20-22). Cette proposition apporte des indications supplémentaires sur la façon d'interpréter le fait d'être « *dans la vie parisienne* » et dans un rapport d'identité avec Marie et Denis : il s'agit d'être autonome. L'adverbe « *justement* » rend visible la dimension dialogique et interlocutive de l'énoncé. Il renvoie, en effet, à l'énoncé produit par Denis et précédemment analysé : « *le français est la voie pour s'autonomiser* ». L'affiliation d'Aïssata à la catégorie des Parisiens – ou plus précisément des Parisiennes – est produite à deux autres reprises (« *c'est une bonne femme du vingtième quoi* » 1.32, « *c'est la bonne parisienne du vingtième* » 1.51-52). Cette affiliation catégorielle est, à chaque fois, justifiée par le fait qu'elle parle français.

Au cours de son argumentation, Marie développe une brève fiction narrative, qui vise à démontrer la relation de causalité entre maîtrise du français et autonomie (1.24-28). En utilisant le conditionnel passé (« *elle aurait pu très bien* », « *elle aurait pu rester à la maison* »), Marie construit un autre chemin de vie pour Aïssata, où celle-ci fait le choix de l'immobilité. Denis intervient alors et chevauche le tour de parole de

Marie en faisant référence à Samira, qui servait d'exemple dans l'extrait précédent : « *faire sa samira oui* ». Ce faisant, il co-construit le tour de parole de Marie. Celle-ci intègre l'intervention de Denis dans son tour de parole avec le « *voilà* » et qualifie cette Aïssata fictive d'« *être Samira* ». Marie et Denis font ainsi de ces deux femmes deux sujets de même essence et les font entrer dans une même catégorie, celle représentée par Samira, c'est-à-dire celle des mères de famille et femmes au foyer qui ne parlent pas français.

Marie met ensuite fin au récit de la vie fictive d'Aïssata. La pause, suivie d'un « *elle* » prononcé avec une intonation montante (1.28), a pour effet de mettre l'accent sur l'Aïssata réelle, de la distinguer et de la faire sortir de la catégorie sociale à laquelle elle appartenait dans la scène fictive. Marie fait entendre la voix d'Aïssata et son geste de refus : « *elle a décidé que non* » (1.28-29). La polyphonie reste présente dans « *elle allait apprendre le français* » (1.29), où les voix de Marie et d'Aïssata se mêlent dans le discours indirect. Cette opposition entre l'Aïssata fictive et l'Aïssata réelle est aussi une opposition entre Samira et Aïssata, donc entre deux catégories de femmes. Elle laisse apparaître la logique sociale sur laquelle s'appuie Marie pour construire son énoncé. D'un côté, il y a les femmes non autonomes qui restent à la maison et s'occupent de leurs enfants, ce qui implique qu'elles n'apprennent pas le français. De l'autre, il y a les femmes autonomes qui apprennent le français, ce qui implique qu'elles ne restent pas à la maison et ne s'occupent pas de leurs enfants. Ces deux catégories de femmes sont, selon qu'elles parlent ou non français, dans des chez-soi différents. Pour celles qui parlent français, le chez-soi est celui de la ville et du quartier (« *elle est chez elle quoi* » 1.35-36) ; pour celles qui ne le parlent pas, il est restreint à l'espace domestique (« *elle a dû rester chez elle* » 1.40). L'appartenance à l'une ou l'autre catégorie est présentée comme relevant d'une responsabilité individuelle, du fait de l'utilisation de verbes de volonté (« *elle a décidé* » 1.28, « *elle ose* » 1.34, « *elle l'a pigé* » 1.47).

Marie rattache l'exemple qu'elle vient de développer à celui donné par Denis auparavant. Le segment « *comme tu dis elles peuvent même pas prendre le métro parce que si y a pas la langue tu bouges pas de chez toi* » (1.43-44) reprend les principaux arguments développés par elle et Denis, et opère une généralisation. Par « *comme tu dis* », Marie marque le segment qui suit comme la reprise d'un énoncé produit par Denis. Elle modifie de façon substantielle le propos de Denis, qui déclarait : « *samira elle nous dit par exemple quand je veux prendre le métro j'ai pas besoin de connaître le plan je demande à mon fils mon fils il m'accompagne* ». Dans le discours rapporté par Marie, le fait de devoir être accompagnée pour prendre le métro est transformé en

une impossibilité de prendre le métro. Marie sort ensuite du discours rapporté pour énoncer la conclusion de sa démonstration, présentée comme une vérité générale : « *si y a pas la langue tu bouges pas de chez toi* » (1.44-45). Le « tu » générique permet de généraliser la proposition au-delà des cas personnels. Marie reprend ainsi le propos développé par Denis, liant la maîtrise du français au mouvement et sa non-maîtrise à l'immobilité. Après une pause, elle revient au cas particulier d'Aïssata, qui a valeur d'exemple. Dans le segment « *ça elle l'a pigé* » (1.47), le point de vue du personnage est exprimé par le verbe de perception. Cela a pour effet de renforcer la généralisation précédente, en la présentant comme inscrite dans un savoir commun.

L'analyse de cet extrait met en lumière plusieurs choses. Tout d'abord, nous retrouvons l'argument selon lequel la maîtrise de la langue française libère les femmes de leur immobilité et leur permet de se déplacer dans la ville. Ensuite, le fait qu'une femme malienne puisse être considérée comme « *une bonne femme du vingtième* » (1.32) est conçu comme quelque chose relevant de l'inhabituel. En effet, tandis que Denis déclare « *c'est l'exception ça* » (1.37), Marie répète « *elle est étonnante* » (1.38 et 39). Enfin, la maîtrise du français est présentée comme le résultat de la volonté du sujet. Aïssata a « osé » apprendre et c'est grâce à cette audace qu'elle peut désormais être considérée comme « *chez elle* ». Cela sous-entend que si Aminatou et Samira – et l'ensemble de la catégorie sociale qu'elles représentent – ne parlent pas français, c'est par manque de volonté. Nous voyons donc ici transparaître l'idée selon laquelle la réussite de l'apprentissage de la langue relève d'une responsabilité individuelle (Hambye & Romainville, 2014b).

Le poids accordé à la responsabilité individuelle des étrangers*, que ce soit dans l'apprentissage de la langue ou dans le processus dit d'intégration, est une idée largement répandue, en France et en Europe. Selon l'enquête « *Integration of immigrants in the European Union* », menée à la demande de la Commission Européenne, 89 % des Français pensent qu'il est « *important for integration to be successful that immigrants speak the (or one of the) official language(s) of the host country* » (2022: 54). Par ailleurs, 80 % estiment que, parmi un ensemble de critères comme les institutions publiques ou l'emploi, « *immigrants themselves are important actors in their integration* » et 12 % qu'une « *successful integration lies mostly with the immigrants themselves* » et non avec la société d'accueil (2022: 81 et 78). En outre, les propos de Denis et de Marie montrent la force d'une évidence partagée, selon laquelle l'apprentissage de la langue française permettrait aux apprenants de s'imprégner des valeurs qu'elle véhicule – ici l'émancipation. Il est donc considéré que leur émancipation ne pourrait pas se faire par « *la voie* » des langues déjà parlées.

Ces propos actualisent deux motifs solidement ancrés dans l’imaginaire national et postcolonial : celui de la langue française comme vectrice de valeurs universelles qui n’existeraient pas dans les autres langues – ici l’émancipation – et celui de la soumission des femmes musulmanes à leurs maris (Guénif-Souilamas, 2006).

10.1.2 Langue et intégration : « la langue d’abord », une question de survie ?

L’idée selon laquelle « la maîtrise de la langue du pays d’accueil par les populations d’origine immigrée va constituer un facteur décisif de leur intégration » est « entourée du sceau de l’évidence » (Hambye & Romainville, 2014a: 6). C’est selon cette logique que les politiques migratoires font de l’apprentissage du français « la condition d’accès à certaines ressources dispensées par l’État » (2014a: 5). À Autremonde, de nombreuses personnes accueillies sont en situation irrégulière sur le territoire français et certaines peuvent espérer une régularisation par le travail. La circulaire dite Valls (2012: 5) informe que l’« admission exceptionnelle au séjour d’étrangers » – c’est-à-dire la régularisation – doit tenir compte « notamment de leur intégration dans la société française » et qu’un critère de cette intégration est « une maîtrise orale au moins élémentaire de la langue française ». Pour les personnes en situation irrégulière qui visent l’obtention d’un titre de séjour, l’apprentissage de la langue française est donc un élément préétabli et désigné, par les institutions, comme une preuve de leur « intégration ». L’idée commune, qui « érig[e] [la langue] comme le locus par excellence de l’intégration sociale » (Duchêne, 2012: 184), est alors directement liée à la sortie de conditions de vie précaires.

Dans notre second mémoire de master 2 (Padiou, 2018), nous rapportons les propos d’une bénévole animant un cours de français à Autremonde : « *Ah mais Yaya il parle vraiment bien français, il a toutes les chances de s’intégrer, ça serait dommage qu’on lui refuse l’asile !* ». Nous retrouvons cette association entre langue, intégration et situation administrative ou ressources matérielles dans les discours tenus par plusieurs personnes avec qui nous avons mené un entretien. Dans les paragraphes suivants, nous analyserons uniquement des extraits où nos interlocuteurs prononcent le terme « intégration » et le mettent en lien avec la langue. En effet, ayant établi que l’« intégration » n’était pas une catégorie d’analyse ou de description pertinente (voir chapitre 1), nous mobilisons ce terme seulement dans la mention de propos tenus par d’autres.

Lors de l’entretien mené avec Marie et Denis, nos deux interlocuteurs mettent en mots cette idée communément partagée selon laquelle l’intégration procède de la

langue. Juste avant l'extrait présenté, nous leur posons la question de ce qui, de leur point de vue, motive les apprenants à venir aux cours de français. Marie répond : « *s'ils viennent et qu'ils sont réguliers et qu'ils bossent, c'est parce qu'ils n'ont pas ils n'ont pas le choix : il faut qu'ils parlent français.* » Nous lui rappelons alors le cas d'un apprenant qu'elle avait mentionné plus tôt dans l'entretien et dont elle estimait qu'il n'avait pas besoin du français. Cet apprenant, indien, est marié à une française et parle principalement l'anglais dans l'espace de l'association. Marie nous rappelle que « *lui il est plus protégé que les autres* » et Denis précise qu'« *il a l'asile enfin ou l'asile ou la nationalité* ». Marie développe alors la comparaison qu'elle avait introduite entre cet apprenant et « *les autres* » :

1 17:32 DEN je pense qu'il a l'asile enfin ou l'asile ou la
2 nationalité/ enfin il a pas de souci de
3 MAR donc justement lui il a pas l'angoi/sse
4 IRI hmm
5 MAR que les autres ont (1.3) c'est-à-dire que les
6 autres ils cumulent quoi entre l'angoisse (0.3) de
7 pas savoir (0.8) ce qu'ils vont devenir/
8 IRI hmm
9 MAR mais la certitude/ (.) que de toute façon (0.4) ils
10 restent (.) et ils doivent parler français (1.2)
11 tu vois/
12 17:54 IRI ouais
[...]
13 18:16 DEN de toute façon ils auront jamais de papier/ (0.7)
14 parce que: (0.4) c'est des pays sûrs (0.4) c'est
15 des pays qui sont considérés comme sûrs/ le mali la
16 le sénégal (0.3) °sénégal° (.) la mauritanie (0.3)
17 ils peuvent des fois bidouiller en disant que: y a
18 de l'esclavage et tout ça [mais enfin] (.) ça en
19 MAR [hmm]
20 gros c'est des pays sûrs/ donc ils n'auront jamais
21 l'asile (.) politique (0.6) donc (0.7) le seul
22 moyen d'intégration pour eux/ (.) c'est de trouver
23 du boulot/ (0.3) pour bosser/ il faut parler
24 français/ (0.7) même pour faire la plonge (1.0)
25 18:43 c'est tout/ (0.9)

Lignes 9-10, Marie met en scène le point de vue des apprenants des cours de français : « *la certitude que de toute façon ils restent et ils doivent parler français* ». Elle prête ainsi sa voix aux apprenants et exprime que, de leur point de vue, l'apprentissage du français est premier en ordre d'importance. Dans le tour de parole de Denis, l'apprentissage du français est également premier, cette fois selon un ordre

chronologique. De la maîtrise de la langue française dépend, en effet, la possibilité de trouver un emploi (« *pour bosser il faut parler français* » 1.23-24). Ici, c'est l'emploi qui est présenté comme le critère principal – voire unique – de l'intégration (« *le seul moyen d'intégration pour eux c'est de trouver du boulot* » 1.21-23). La maîtrise de la langue est, elle, un préalable à l'obtention d'un emploi, quel qu'il soit. Dans les tours de parole de Denis et Marie, « *parler français* » est présenté comme une obligation par l'utilisation de la modalité déontique (« *ils doivent parler français* » 1.10, « *il faut parler français* » 1.23-24). L'affirmation de cette obligation, sans que ne soit précisé quelle entité l'exprime, montre l'effet d'évidence qui entoure la relation de causalité entre langue et intégration. De même que dans l'étude menée par Hambye et Romainville (2014a: 29), la maîtrise du français « est posée comme une des conditions principales de l'intégration, comme si elle allait constituer un tremplin indépendamment d'autres facteurs ».

Marie et Denis font également le lien entre le devoir de parler français et la situation administrative. Si l'apprenant indien n'a pas besoin de parler français, c'est notamment parce qu'il a un titre de séjour. La distinction entre cet apprenant et « *les autres* » (1.5) repose sur la distinction entre leurs situations administratives. En effet, « *l'angoisse de pas savoir ce qu'ils vont devenir* » (1.6-7) renvoie, implicitement, au fait d'être en situation irrégulière sur le territoire français. Denis intègre, lui aussi, la situation administrative des apprenants dans son argumentation : « *ils auront jamais de papier* » (1.13), « *ils n'auront jamais l'asile* » (1.20-21). La nécessité de parler français est donc présentée comme d'autant plus importante pour les personnes qui sont en situation irrégulière sur le territoire français. L'opposition entre ceux qui « *doivent parler français* » (1.10) et ceux qui ne le doivent pas se superpose à l'opposition entre ceux qui sont en situation irrégulière sur le territoire français et ceux qui ne le sont pas, mais aussi entre ceux dont la situation ne relève pas de l'asile – « *c'est des pays qui sont considérés comme sûrs*¹¹⁵ » (1.15) – et ceux dont la situation en relève. Le devoir de parler la langue nationale concerne uniquement les premiers.

Notons que ce discours est en décalage avec les politiques linguistiques migratoires. En effet, à l'exception du titre de réfugié*, l'obtention d'un titre de séjour de plus d'un an passe par la démonstration de la maîtrise du français (voir le tableau n° 1). À

¹¹⁵ L'OFPRA* établit une « Liste des pays d'origine sûrs » (2021), c'est-à-dire des pays dont l'OFPRA considère qu'ils donnent des « garanties de protection [...] contre les persécutions et les mauvais traitements » et qu'ils prévoient des « sanctions [...] en cas de violation avérée des droits individuels ». Au moment de l'entretien, si le Sénégal faisait effectivement partie de la liste des pays sûrs, ce n'était pas le cas du Mali et de la Mauritanie. Le Sénégal a depuis été retiré de cette liste, car l'homosexualité y est l'objet de sanctions pénales.

l'époque de l'entretien, l'obtention de la nationalité requiert ainsi le niveau B1 oral. Le processus de régularisation, lui, donne accès à un premier titre de séjour d'une durée d'un an et requiert « une maîtrise orale au moins élémentaire de la langue française » (Valls, 2012: 5).

Quelques minutes plus tard, Denis met à nouveau en lien l'apprentissage du français avec la situation, cette fois socio-économique, des apprenants. Avant le début de l'extrait, il fait une distinction, parmi les apprenants, entre ceux qui sont originaires d'Afrique de l'Ouest et « *ceux qui viennent d'afghanistan d'inde ou du pakistan qui sont une autre population* ». Il poursuit :

1 20:56 DEN c'est pas du tout la même euh les afghans euh (0.5)
2 et puis t'as (.) moi je suis stupéfait/ t'as des
3 afghans qui sont là depuis six mois/ (0.3) ils ont
4 fait dix années d'étude dans leur pays/ (0.6) et
5 ils s'intégreront (.) en deux ans moi j'en ai vu un
6 qui a appris sur internet il: fait (.) il apprend
7 le français comme un malade/ il au bout de six mois
8 21:12 il parle français/

Denis met en rapport la scolarité, l'apprentissage du français et l'intégration. Dans le segment « *ils ont fait dix années d'étude dans leur pays et ils s'intégreront en deux ans* » (1.3-5), la succession temporelle entre les deux événements, marquée par l'usage des temps (« *ils ont fait* » et « *ils s'intégreront* »), les inscrit également être une relation causale : la première proposition est la cause de la seconde. L'appartenance au groupe de ceux qui font des études supérieures est présentée comme la garantie d'une intégration accomplie. L'accomplissement de cette intégration est exprimé avec « *ils s'intégreront en deux ans* », où la valeur de prédiction du futur est renforcée par la délimitation temporelle. Denis mobilise ensuite un « argument par l'exemple » (Breton, 2016), pour justifier son propos (« *moi j'en ai vu un* » 1.5). Dans son argumentation, études supérieures et maîtrise de la langue sont donc mises en relation et présentées comme la garantie d'une intégration réussie.

L'intégration des apprenants ouest-africains, elle, est mise en question. Dans le discours de Denis, cela relève d'une absence de volonté. Il affirme, en effet : « *à mon avis ils n'ont pas d'objectif d'intégration* », « *ils veulent pas s'intégrer ces ces bouseux là non* ». Il explique :

1 28:06 DEN et et moi je pense que y a pas vraiment de volonté
2 de: (0.4) m:es copains: maliens mauritaniens de
3 cette région-là/ (1.6) c'est les intellectuels/ qui
4 s'intègrent\ (0.4) les avocats: les juristes les
5 gens qui ont fait les grandes écoles/ (0.7) mais
6 eux c'est les: c'est des campagnards/ (0.5) et ils
7 28:25 raisonnent comme des gens de la campagne/

Ici, Denis lie plus explicitement possibilité d'intégration et classe sociale. Dans cet extrait, la modalité épistémique – « *je pense que* » (1.1) – montre l'indécision du sujet vis-à-vis du contenu énoncé : « *y a pas vraiment de volonté de mes copains maliens mauritaniens de cette région-là* » (1.1-3). Cette indécision disparaît, avec l'effacement des marques de la subjectivité, dans la suite de l'extrait : « *c'est les intellectuels qui s'intègrent [...] les gens qui ont fait les grandes écoles* » (1.3-5). L'utilisation du présent et du présentatif « *c'est* » (1.3 et 6) contribue à donner au contenu énoncé un caractère objectif. L'argumentation s'appuie alors sur ce qui est présenté comme relevant du sens commun. Le point de vue de Denis reste marqué par le terme « *campagnard* » (1.6) et son suffixe « -ard » qui dénote un jugement péjoratif sur cette catégorie de personne. Il est néanmoins présenté comme un point de vue partagé. En effet, l'énoncé « *ils raisonnent comme des gens de la campagne* » (1.7) repose sur un implicite et fait appel à une représentation commune des « *gens de la campagne* ».

Le discours développé dans cet extrait entremêle deux types d'opposition. D'une part, nous retrouvons une distinction entre « bons et mauvais » étrangers, opérée selon la classe sociale et le niveau de qualification professionnelle (Canut, 2016). D'autre part, une articulation entre ville et savoir d'un côté, et campagne et ignorance de l'autre, dichotomie caractéristique de la modernité (Bauman & Briggs, 2003: 11). De ce point de vue, ce sont les modernes qui réussissent l'intégration : les élites socio-économiques et les urbains. Si la langue française n'est pas mentionnée de manière explicite, elle reste néanmoins présente. En effet, en Afrique de l'Ouest, maîtrise du français et classe sociale sont liées : « *les grandes écoles* » se font en français.

Dans l'extrait suivant, où Denis opère une distinction parmi le groupe des apprenants, le critère de la nationalité est de nouveau articulé à celui de la classe sociale et de l'urbanité :

1 32:33 DEN ceux qu'on a ici\ (0.8) pas des intellos/ je parle
2 pas des afghans ou des (.) là y a quelques intellos
3 y en a qu'on fait dix années d'étude tout ça (.)
4 mais ici dans la population qu'on a/ (.) c'est des
5 gens qui ont bricolé à l'école primaire trois

6 quatre ans y a quelques exceptions hein qui ont qui
7 ont été jusqu'au lycée et tout ça/ (0.6) et ceux-là
8 ils s'intégreront\ (0.4) mais la population qu'on
9 reçoit ici/ c'est des gens/ qui ont été à l'école
10 32:53 de brousse

Denis opère une distinction au sein du groupe des apprenants. Il actualise et oppose deux catégories de personnes : les « *intellos* » (1.1) et les « non intellos ». Cette opposition est réalisée par le marqueur argumentatif « *mais* » (1.4 et 8). Le fait que les « *intellos* » soient associés à la catégorie nationale « *les afghans* » (1.2) associe, implicitement, les « non intellos » aux nationalités ouest-africaines. Le rapport de causalité entre scolarisation et intégration est ici explicitement affirmé. Dans le segment « *ceux-là ils s'intégreront* » (1.7-8), le « *ceux-là* » réfère aux « *quelques exceptions qu'ont été jusqu'au lycée* » (1.6-7). Avec le démonstratif « *ceux-là* », Denis pointe ces individus parmi le groupe des apprenants et les distingue des autres. L'emploi du verbe « s'intégrer » au futur a ici encore une valeur de prédiction ; l'intégration n'est pas un processus mais un résultat. L'opposition repose sur le degré de scolarité, mais aussi sur sa localisation : avec l'utilisation du terme « *brousse* » (1.10), l'opposition entre rural et urbain est réactualisée et à nouveau associée à la réussite de l'intégration.

Le discours de Denis sur les apprenants est particulièrement essentialisant, voire insultant. Si ce type de discours est peu représentatif de celui des bénévoles avec lesquels nous avons échangé, ceux-ci réinvestissent néanmoins des dichotomies identiques. La mise en rapport entre la nationalité des apprenants, leur origine rurale ou urbaine et l'apprentissage du français apparaît chez d'autres bénévoles. C'est le cas de Véronique, qui anime depuis quelques mois des cours de français au sein de l'association. En entretien, elle mobilise ces mêmes motifs discursifs dans la construction d'une opposition entre les apprenants afghans et ouest-africains. Véronique nous explique qu'elle considère son engagement associatif comme du « *donnant donnant* » et que cela lui « *a permis de relativiser pas mal de choses* ». Elle illustre ensuite cette affirmation et introduit son illustration par « *l'exemple le plus frappant c'est euh les afghans* » :

1 06:23 VER c'est une euh découverte (0.3) parce que bah moi je
2 connaissais pas du tout de d'afghans/ (0.4) je ne
3 connais pas le pays/ je ne connaissais que ce que
4 j'en entends: euh un peu dans les médias: avec une
5 note pas toujours euh (.) j'ai lu de la littérature
6 un peu quand même euh (0.9) mais j'en avais une
7 image qui était vraiment euh ben fausse/ quoi

8 IRI ah ouais/
9 VER parce que je trouve euh `fin pour moi c'est des
10 gens euh hyper éduqués: euh (.) euh: bienveillants:
11 06:53 joyeux: euh l'inverse de l'image de gens
[...]
12 07:55 VER le mali j'y suis allée plus jeune maintenant c'est
13 un peu compliqué/ (.) c'est c'est plus dur et plus
14 rugueux\ (0.4) donc euh: donc euh: ce qui
15 correspond à ce que je ressens avec eux d'ailleurs
16 (0.5) euh y a un côté plus paysan en fait dans (.)
17 dans les gens qu'on accueille à autremonde je
18 trouve euh parce qu'ils viennent souvent des
19 villages/
20 IRI hmm
21 VER donc euh et j'imagine en connaissant moi d'où ils
22 viennent/ (0.4) le grand écart euh: quand t'arrives
23 de ta brousse et que tu débarques à paris/
24 IRI ouais
25 VER euh ça doit être euh waouh quoi t'en prends euh:
26 (1.1) `fin ça doit être comme euh je sais pas comme
27 une vague qui te: (.) submerge/ et je trouve qu'ils
28 ont quand même une capacité d'adaptation euh (0.4)
29 rapide/ (1.1) au-delà de la langue
30 IRI ouais
31 VER peut-être moins avec la langue parce que: (0.7) ben
32 comme ils ont souvent pas étudié
33 IRI hmm
34 VER je pense que pour eux c'est compliqué euh: (0.9) et
35 puis je pense que comme ils sont: pas: (0.9)
36 éduqués (.) dans les écoles/ euh ils ont pas cette
37 facilité cette soif d'apprendre (0.8) qu'ont par
38 exemple des afghans ou des srilankais qui ont déjà
39 étudié
40 IRI hmm
41 VER `fin moi c'est comme ça je le ressens

Au début de cet extrait, Véronique met en discours la transformation de son point de vue sur les Afghans et décrit la déconstruction des préjugés qu'elle portait sur eux. Elle présente son ignorance passée, par la répétition du verbe « connaître » sous une forme négative (« *je connaissais pas du tout d'afghans* », « *je ne connais pas le pays* », « *je ne connaissais que* » 1-3), et évalue négativement le point de vue qu'elle portait sur ce pays et ses habitants : « *une image qui était vraiment euh bah fausse quoi* » (1.7). Ses préjugés passés sont mis en opposition avec son point de vue actuel – exprimé au présent de l'indicatif et non plus à l'imparfait – : « *je trouve* », « *c'est des gens* » (1.9-10). L'acte de rencontre avec des Afghans, présenté comme une « *découverte* » (1.1),

conduit à la transformation de leur image : d'« *hommes qui terrorisent les femmes* », « *djihadistes* », « *ben laden et compagnie* »¹¹⁶, ils sont désormais vus comme des gens « *hyper éduqués* », « *bienveillants* » et « *joyeux* » (l.10-11). La présence de nombreux marqueurs de la subjectivité, notamment du déictique de première personne et de la modalité épistémique (« *je trouve* », « *pour moi* » l.9) marquent le contenu énoncé comme relevant d'un point de vue propre à Véronique et non d'une vérité générale.

De même que Denis, Véronique opère une distinction entre « *les afghans* » et les apprenants ouest-africains. Pour Véronique, la distinction repose sur le fait que pour elle, « *les populations africaines* » n'ont pas « *été une découverte* »¹¹⁷. Elle a, en effet, déjà voyagé au Sénégal et au Mali. Après avoir brièvement parlé du Sénégal, elle compare ce pays avec le Mali : « *c'est plus dur et plus rugueux* » (l.13-14). Ces deux adjectifs, qui qualifient dans un premier temps le Mali, sont ensuite appliqués aux Maliens eux-mêmes : « *ce que je ressens avec eux d'ailleurs* » (l.15). La dureté et la rugosité sont ensuite englobées dans l'expression « *un côté plus paysan* » (l.16). L'introduction du motif « *paysan* » se prolonge par une mise en opposition entre le rural et l'urbain, jusqu'à la ligne 27. Les « *villages* » et la « *brousse* » (l.19 et 23) sont présentés dans une opposition radicale avec « *paris* » (l.23). Cette radicalité est marquée par l'expression « *grand écart* » (l.22), par l'exclamatif « *waouh* » (l.25), par la métaphore de la « *vague qui te submerge* » (l.27). Cette mise en récit de l'arrivée en ville est faite selon un point de vue qui est à la fois celui de Véronique et celui des Maliens. L'usage du « *tu* » générique (« *t'arrives de ta brousse* », « *tu débarques à paris* », « *t'en prends* », « *une vague qui te submerge* » l.22 à 27) permet à Véronique de prêter sa voix aux émigrés maliens qu'elle met en scène. Ce court récit d'émigration est encadré par deux marqueurs de la modalité épistémique, qui le présentent comme relevant du point de vue de Véronique : « *j'imagine en connaissant moi d'où ils viennent* » (l.21-22) et « *je trouve qu'ils ont* » (l.27). Bien que cette description soit présentée comme relevant de son point de vue personnel et marquée comme subjective, nous retrouvons des similarités avec le discours déployé par Denis. Dans cet extrait, les apprenants apparaissent principalement sous les traits de « *paysan[s]* » « *rugueux* ». Ce sont également ces caractéristiques qui étaient mises en avant par Denis, sous une forme néanmoins bien plus péjorative – « *campagnards* », « *bouseux* ».

De même que Denis, Véronique met en lien le niveau de scolarisation des apprenants avec leur désir d'apprendre la langue française (l.32 à 39). Dans le segment

¹¹⁶ Comme elle le précise dans le segment que nous avons retiré entre les lignes 10 et 11.

¹¹⁷ Idem.

binaire « *comme ils sont pas éduqués dans les écoles* », « *ils ont pas cette facilité cette soif d'apprendre* », « *comme* » introduit un constat et le marque comme la cause du contenu exprimé dans la seconde partie. Après une pause, Véronique prolonge sa démonstration par une comparaison : « *qu'ont par exemple des afghans ou des srilankais qui ont déjà étudié* ». L'opposition entre Maliens et Afghans-Srilankais se superpose à celle entre scolarisés et non scolarisés pour justifier une différence de motivation dans l'apprentissage du français. En effet, si l'absence de scolarisation est présentée comme provoquant des difficultés dans l'apprentissage (« *c'est compliqué* », « *ils ont pas cette facilité* »), elle est ensuite présentée comme la cause d'un moindre désir d'apprentissage (« *cette soif d'apprendre* »). Cet argumentaire est, ici encore, ponctué par plusieurs marqueurs épistémiques (« *je pense que* » répété deux fois, « *c'est comme ça que je le ressens* »), qui marquent le contenu énoncé comme relevant du point de vue de Véronique. Il rejoint néanmoins celui développé par Denis, qui mentionnait l'exemple d'un Afghan qu'il avait vu apprendre « *le français comme un malade* » et l'opposait à l'absence de volonté dont faisaient preuve les Peuls et les Soninkés dans l'apprentissage du français et dans l'intégration.

L'idée d'une intégration impossible des apprenants ouest-africains, présentée par Denis, est également actualisée par Véronique. Plus tard dans l'entretien, alors qu'elle abordait l'histoire française de l'immigration, elle déclare :

1 46:43 VER c'est vrai qu'il y a des populations qui se sont
2 assimilées plus facilement que d'autres/ (.) mes
3 grands-parents hein euh
4 IRI hmm
5 VER blancs: euh catholi:ques euh c'était plus facile
6 que: noirs musulmans/ déjà euh
7 IRI ouais
8 VER c'est plus simple hein (0.7) euh: xxx qui mangent à
9 peu près les mêmes choses `fin tu vois y a
10 culturellement aussi euh: (.) y a tout un un truc
11 qui s'est fait/ (.) et que je pense que les
12 communautés: euh je pense africai:nes/
13 IRI ouais
14 VER souvent elles elles elles elles euh s'intègrent
15 euh: (1.0) pas toujours euh:: dans un modèle euh
16 français/
17 IRI hmm
18 VER donc du coup ben les français ils rejettent un
19 peu:: euh `fin tu vois voilà/ c'est (.) et je pense
20 que tout ça c'est plus compliqué
21 IRI ouais

22 VER mais mais après euh voilà moi je pense qu'on peut
 23 pas accueillir tout le monde maintenant je pense
 24 que les gens qui sont là il faut bien les
 25 47:27 accueillir

Ici, Véronique opère une distinction entre différentes « populations » (1.1) immigrées*, en rendant significatifs le critère du phénotype et de la religion : « blancs catholiques » (1.5) et « noirs musulmans » (1.6). Ces deux éléments, auxquels est ensuite ajoutée la nourriture (1.8-9), sont présentés comme des facteurs expliquant une différence dans la facilité d'« assimilation » et dans la possibilité d'une « intégration ». Ces deux termes, utilisés par Véronique sous leur forme verbale (« qui se sont assimilées » 1.1-2 et « elles s'intègrent » 1.14), ne font pas l'objet d'une mise à distance. Nous remarquons, néanmoins, la forte présence et l'accumulation, au fil de l'extrait, de marqueurs discursifs de l'hésitation : nombreux « euh », répétitions (« elles » répété quatre fois avant « s'intègrent » 1.14), longueur des pauses, récurrence de demandes d'accord (« hein » 1.8, « fin tu vois » 1.9 et 19), de modalisateurs (« souvent » 1.14, « pas toujours » 1.15, « un peu » 1.18-19) et de marqueurs épistémiques (« je pense » 1.11, 12, 19, 22 et 23). Nous y reviendrons dans le paragraphe suivant. Dans l'argumentation développée par Véronique, l'absence ou la difficulté d'intégration et d'assimilation, de même que le « rejet » des immigrés par « les français », relèvent de la responsabilité des « communautés [...] africaines » (1.12). En effet, elles sont les agents du verbe « s'intégrer » : « elles s'intègrent euh pas toujours » (1.14-15). Cette absence d'intégration « dans un modèle français » (1.15-16) est présentée, par les marqueurs de causalité « donc du coup ben » (1.18), comme la cause du segment « les français ils rejettent un peu » (1.18-19). Notons qu'en actualisant la catégorie nationale « les français » avec un article défini, Véronique ne se montre pas comme faisant partie de ce groupe et n'endosse donc pas la responsabilité du rejet.

Véronique présente ensuite un autre point de vue (1.22-25). Elle l'affiche comme étant le sien (« moi je pense ») et le marque comme distinct du précédent (« mais après »). Selon ce point de vue : « on peut pas accueillir tout le monde », « les gens qui sont là il faut bien les accueillir ». L'adverbe « bien », qui qualifie le verbe « accueillir » pourrait être interprété comme une marque de concession. Mais l'intonation de Véronique nous conduit à le considérer comme un adverbe de manière. Véronique met ainsi l'accent sur la nécessité d'un bon accueil et se rattache à la structure associative et à son activité de bien-faisance. De même que les marqueurs de l'hésitation listés précédemment, cette remarque lui permet de concilier la contradiction entre le propos énoncé – une différence radicale entre « les français » et « les communautés africaines » – et le projet de l'association Autremonde qui vise

« une société plus inclusive » et dénonce « la défiance vis-à-vis de "l'Autre" et de ses différences »¹¹⁸.

Dans les entretiens menés avec Denis et Véronique, les deux bénévoles actualisent les mêmes dichotomies et les superposent de la même façon : classes supérieures / classes populaires ; urbain / rural ; Afghans / Africains ; éduqués / non éduqués ; scolarisés / non scolarisés ; désir d'apprentissage du français / absence de désir ; intégration / non-intégration. Le recours à des catégories nationales ou ethniques et leur mise en opposition, selon des caractéristiques culturelles et comportementales, conduit à l'essentialisation des personnes et des groupes dont il est question. Dans ces différents extraits, les dichotomies qui sont investies par les locuteurs peuvent être rattachées à une vision du monde et des sociétés formées à la période des Lumières, mais aussi à des thématiques bien plus contemporaines (réfugié / migrant ; intégré / non intégré). Le tableau suivant synthétise les oppositions que nous avons mises en lumière, illustre leur superposition et leur mise en lien avec « l'intégration ».

Tableau 9 : Oppositions binaires et possibilité d'intégration

Les termes de l'opposition	
classe populaire	classe supérieure
rural	urbain
non scolarisé	scolarisé
ignorance	connaissance
situation irrégulière	réfugié
parler français = un devoir	parler français = un possible
non-intégration	intégration

La relation de cause à effet entre langue et intégration, explicitement mise en mots par Denis et que l'on retrouve, de manière plus diffuse, dans les propos de Véronique, est également actualisée par des personnes accueillies par l'association. C'est le cas de Mohamed, avec qui nous avons mené un entretien. Pendant l'entretien, Mohamed

¹¹⁸ Citation du *projet associatif* p.2 et 4.

revient sur les années qu'il a passées à Athènes, relate la façon dont il a commencé à apprendre le grec et les changements qui s'en sont suivis.

1 21:23 MOH moi je restais dans le parc là-bas parce on était
2 nombreux/ on est partagés partOUT (.) en a athènes
3 partOUT là où tu vois tu vas voir les gens il dort
4 partout: dans des cavernes dans les bunkers dans
5 les parcs/ (0.8) y avait pas de choix (0.9) xxx
6 c'est comme comment (0.8) petit à petit j'ai
7 commencé à communiquer avec eux parce je sais c'est
8 le premier (0.4) chose dans un pays l'intégration
9 (0.7) la langue d'abord (0.3) si tu sais pas parler
10 ça comment/ tu vas te débrouiller comment/ tu vas
11 s'en sort- (0.5) moi c'est leur langue là qui m'a
12 beaucoup aidé/ hein/ (0.3) [qui m'a] beaucoup sauvé
13 IRI [ouais/]
14 là-bas s:ur la vie de ma mère ça m'a beaucoup aidé
15 (0.5) sinon: je sais c'é- c'était mort/ pour moi\
16 (0.6) et comme les autres amis aussi qui sont morts
17 là-bas moi je sais/ (.) moi aussi c'était comme ça
18 (.) mais moi: la langue/ il m'a beaucoup aidé il
19 m'a beaucoup sauvé/ j'avais pas peur/ d'eux\
20 IRI hmm
21 MOH je rentrais je parlais des des trucs/ ils me ils me
22 respectaient (0.7) ils me disaient comment lui là
23 il est il est parlé notre langue/ c'est quelque
24 chose on peut pas faire ou lui: quelque chose tu as
25 vu (0.4) il parle grec/
26 IRI ouais
27 MOH αυτό μιλάει ελληνικά ρε μαλάκα έλα εδώ ρε¹¹⁹ (0.7)
il parle grec viens ici connard
28 ah:: petit à petit j'ai commencé à parler: (0.4)
29 quand je parle ils vont dire non c'est pas vrai
30 ((ri[re]))] il dit (.) γιατί ρε μαύρο εσύ τόσο
pourquoi toi noir tu parles
31 IRI [((rire))]
32 MOH πολύ (0.5) ωραία (.) αυτό ελληνικά (1.1) εσύ μυαλό
très (0.5) bien (.) le grec (1.1) viens tu as un
33 γαμησέ τα έχεις πάρα πολύ ωραία μυαλό cela veut
cerveau putain tu as un très bon cerveau
34 dire euh j'ai un:: une tête qui est: cerveau qui
35 fonctionne bien/ tu as vu (0.6) et:: ils vont dire
36 comment quoi toi tu as appris notre langue comme ça
37 (0.5) toi qui es un noir tu es venu tu: tu as (.)
38 tu as mangé notre langue comme ça vap ((rire))

¹¹⁹ Merci à Sofia Bozoni pour la transcription en grec et la traduction en français.

39 (0.6) je dis bah parce que: j'a- j'avais envie/ de
40 découvrir/ c'est pas que: juste je suis venu pour
41 euh (0.7) chercher quelque chose/ (0.7) j'ai envie
42 de découvrir aussi plein de trucs moi aussi y a ce
43 que je vais aller raconter des autres un jour/
44 (0.4) ou bien à mes fils/ (.) tout ça (0.4) [parce]
45 IRI [hmm]
46 c'est une histoire/ et: je peux dire ça à mes fils
47 un jour/ (.) comment j'ai vécu les langues que je
48 parlais comment j'ai appris ça donc c'est quelque
49 chose qui est très riche pour eux/
50 IRI hmm
51 MOH tu as vu: donc j'ai dit c'est: c'est bien pour moi
52 (0.3) d'apprendre euh vos langues euh tout ça (0.4)
53 on discutait dans le pa:rc euh tout ça on parlait:
54 je partais là où ils sont: (.) je restais avec eux:
55 23:44 à exarchia¹²⁰

Dans cette séquence narrative, où Mohamed revient sur les premiers temps de son installation en Grèce, il actualise le lien entre apprentissage de la langue nationale et « intégration ». L'extrait débute avec la présentation de la situation de départ de Mohamed, caractérisée par une grande précarité : « moi je restais dans le parc » (1.1). Mohamed s'inscrit tout de suite dans un collectif plus large (« on était nombreux » « on est partagés partout » 1.1-2) formé par les personnes qui dorment dans des endroits non prévus pour l'habitat (« cavernes », « bunkers », « parcs » 1.4-5). La pause de 0,9 seconde, ligne 5, marque une nouvelle étape du récit. Mohamed revient à la première personne du singulier et emploie le passé composé (« j'ai commencé à communiquer avec eux » 1.6-7). Il signale, ainsi, la transformation de sa situation de départ. Celle-ci tient au fait qu'il entre en contact avec « eux », c'est-à-dire avec les Grecs. Il énonce alors la relation entre langue et intégration : « l'intégration (0.7) la langue d'abord » (1.7-8). Cette relation est présentée comme faisant partie des savoirs qu'il détient déjà avant d'arriver en Grèce : « je sais c'est le premier chose dans un pays » (1.8-9). Il opère ensuite une généralisation à partir de sa situation personnelle, en utilisant le « tu » générique et le présent de l'indicatif : « si tu sais pas parler ça comment tu vas te débrouiller » (1.9-10). Il revient ensuite, avec le déictique de première personne du singulier, à sa situation personnelle : « moi c'est leur langue qui m'a beaucoup aidé », « qui m'a beaucoup sauvé là-bas » (1.11-13). Ce faisant, il illustre par son cas particulier l'énoncé à valeur de vérité générale qu'il a

¹²⁰ Exarchia est un quartier d'Athènes.

précédemment produit. Une agentivité est prêtée à la langue grecque, sujet de verbes d'action.

L'apprentissage de cette langue est présenté comme une nécessité vitale : « *sinon je sais c'était mort pour moi* » (1.15). Ici, « *c'était mort pour moi* », pourrait être interprété comme une expression familière, comme signifiant « c'était foutu ». Mais la référence, immédiatement après, aux « *autres amis aussi qui sont morts là-bas* » (1.16-17), affirme la thématique de la mort. Apprendre le grec est bien une nécessité vitale : cela a « *sauvé* » sa vie au sens propre. La maîtrise de cette langue permet d'éviter la mort et acquiert une valeur d'arme de défense face aux Grecs : « *j'avais pas peur d'eux* », « *ils me respectaient* » (1.19 et 21-22).

Des lignes 22 à 52, Mohamed met en scène un dialogue entre lui et des Grecs qu'il rencontre, dialogue qui porte sur sa maîtrise du grec. De nombreux verbes de parole marquent l'énoncé comme relevant d'un dialogue rapporté : « *ils me disaient* » (1.22), « *ils vont dire* » (1.29 et 35), « *il dit* » (1.30), « *je dis* » (1.39), « *j'ai dit* » (1.51). Mohamed fait également entendre la voix de ses interlocuteurs en parlant grec (1.27 et 30-33). Dans le discours qu'il rapporte, la surprise qu'il parle grec est mise en rapport avec sa catégorisation raciale. D'abord énoncée en grec (« *ρε μαύρο* » 1.30), la catégorie raciale l'est de nouveau en français, dans un segment présenté comme une traduction : « *toi qui es un noir* » (1.37). Du point de vue de ses interlocuteurs, il y a donc un décalage entre le fait qu'il soit noir et le fait qu'il parle grec : « *pourquoi toi noir tu parles très bien le grec* » (traduction 1.30 et 32), « *toi qui es un noir tu es venu tu as mangé notre langue* » (1.37-38).

Mohamed présente alors ses motivations à apprendre le grec : « *j'avais envie de découvrir c'est pas que juste je suis venu pour chercher quelque chose* » (1.39-41). Par le segment « *c'est pas juste je suis venu* », il inscrit son énoncé en contradiction avec le point de vue selon lequel les motivations à l'émigration seraient uniquement matérielles. Il justifie son opposition en mettant en avant deux motifs : celui de la découverte (« *j'avais envie de découvrir* », « *j'ai envie de découvrir aussi plein de trucs* » 1.39-40 et 41-42) et celui de la transmission (« *aller raconter des autres* », « *c'est une histoire* », « *dire ça à mes fils* » 1.43 et 46). L'énoncé conclusif « *c'est bien pour moi d'apprendre euh vos langues* » (1.51-52) résume les propos tenus par le personnage de Mohamed dans l'interaction rapportée. L'apprentissage du grec est ainsi évalué positivement : cela a permis à Mohamed d'éviter la mort, mais cela représente aussi un enrichissement personnel et des connaissances à partager et à transmettre. Ces deux motifs rappellent la figure ancienne de « l'aventurier » (Bardem,

1993; Streiff-Fénart & Poutignat, 2006) et l'interprétation de l'émigration comme une aventure, « où chaque épreuve surmontée dev[ient] source d'enseignement », « où il y a toujours du bon à trouver, de l'expérience à gagner et de la connaissance à acquérir » (Le Courant, 2014: 78).

Après nous avoir raconté son trajet de la Grèce à la France, Mohamed revient sur les premiers mois passés à Paris. N'ayant pas de logement, il dort à la rue et fréquente les associations. Il nous rapporte les propos qu'il tient à une femme rencontrée à cette période dans un accueil de jour : « *je suis dégoûté de l'Europe, je suis fatigué je viens de la Grèce j'ai fait six ans là-bas, c'est la galère on a passé vers la mer on a pris la route jusqu'à ici, on est venu ici encore pas d'hébergement je suis dehors* ». C'est cette femme qui fait les démarches pour lui obtenir un hébergement.

1 1:47:47 MOH elle m'a dit: monsieur NOM on a trouvé un place
 2 pour toi/ (1.4) il faut aller rester là-bas (0.8)
 3 depuis que j'ai rentré là-bas j'étais tellement
 4 content/ (.) parce je sais la rue c'est pas facile
 5 du tout\ (.) je peux pas faire tous mes choses dans
 6 la rue/ (0.9) et comment/ je vais améliorer: le
 7 français:/ comment je vais m'intégrer avec les
 8 gens/ j'ai pensé tout ça\ (0.6) et: donc euh (0.5)
 9 01:48:13 depuis que j'ai rentré/ (0.4) je suis bien\ (0.9)

Ici encore, Mohamed actualise le lien entre langue et intégration. Cela émerge sous la forme d'un dialogue intérieur : « *comment je vais améliorer le français* », « *comment je vais m'intégrer avec les gens* » (1.6-8). L'énonciation successive de ces deux questions crée une relation de succession temporelle entre les actions qu'elles réfèrent. Notons que Mohamed dit « *m'intégrer avec les gens* » et non pas « m'intégrer à la société ». Il fait, ainsi, de l'intégration une rencontre interpersonnelle. En posant à deux reprises la question du « *comment* », il lie ses objectifs (« *améliorer le français* » et « *m'intégrer avec les gens* ») à leur mise en pratique concrète. Il ramène ainsi au premier plan la question des conditions matérielles d'existence. L'obtention d'un logement est d'ailleurs présentée comme l'opérateur d'un changement à la fois matériel et psychologique (« *j'étais tellement content* » 1.3-4, « *je suis bien* » 1.9), qui lui donne la possibilité d'accomplir ses objectifs.

Dans ces deux extraits d'entretien, nous observons l'actualisation de l'évidence communément partagée, selon laquelle la maîtrise de la langue nationale est un préalable à l'intégration. La question reste toutefois de savoir quelle signification revêt « l'intégration », pour Mohamed. L'expression « *m'intégrer avec les gens* » laisse

penser qu'elle renvoie à un acte de rencontre, à la formation d'un réseau de connaissances. Cette question du sens donné au terme « intégration » par les personnes récemment arrivées en France reste à creuser.

Synthèse

Dans cette sous-partie, nous avons analysé la façon dont plusieurs membres de l'association, bénévoles et accueillis, faisaient de la langue française le véhicule de valeurs telles que la liberté, l'autonomie ou l'émancipation et lui attribuaient une fonction intégratrice. L'actualisation de cette association forte entre langue et valeurs est particulièrement présente dans les discours des bénévoles animant des cours de français. Dans leurs discours sur leur activité bénévole, enseigner le français consiste non seulement à transmettre des ressources linguistiques, mais aussi à amener les apprenants vers une transformation de soi. Nos interlocuteurs actualisent une conception de la langue fortement répandue, selon laquelle « seule [la langue du pays d'accueil] permet d'appréhender le sens de valeurs difficilement transmissibles dans les langues d'origine »¹²¹.

Nos analyses montrent que cette relation entre langue et valeurs est propice à la (re)production de stéréotypes sur les apprenants et à leur essentialisation. En effet, s'il est considéré que les personnes qui s'engagent dans l'apprentissage du français s'engagent aussi dans celui de l'autonomie, alors, par inversion, il est considéré que les personnes ne maîtrisant pas le français ne sauraient être autonomes. Bénévoles et apprenants réinvestissent également, dans leurs discours, l'idée que la maîtrise de la langue du pays d'accueil est indissociable de « l'intégration ». L'analyse de leurs discours montre la force d'évidence de cette idée. Dans les entretiens menés avec les bénévoles, nous avons vu que le rôle qu'ils prêtent à l'enseignement de la langue française est articulé aux représentations qu'ils se font de leurs interlocuteurs, en situation de classe. Ils constituent et s'appuient, en effet, sur des images types d'apprenants : afghans, ouest-africains, hommes, femmes, etc. Dans quelle mesure, en situation de classe, des enjeux autres que ceux liés à la transmission de ressources linguistiques entrent-ils en jeu dans la construction des relations interpersonnelles entre les participants ?

¹²¹ Voir l'avant-propos du *Référentiel FLI*, en annexe n° 9.

10.2 Relations de rôles en situation de classe : de l'asymétrie à la domination

La situation de classe se caractérise par son asymétrie. L'activité d'enseignement a d'ailleurs pour objectif de réduire cette asymétrie par l'« accroissement du savoir de l'autre » (Cicurel, 2011: 45). Cette asymétrie se manifeste sous plusieurs facettes. Elle s'observe, notamment, dans la teneur des rôles interactionnels et des rapports de places. L'enseignant a, en effet, la maîtrise sur la répartition des tours de parole, sur l'initiation et la clôture de séquences thématiques et interactionnelles, sur l'évaluation des tours de parole des apprenants. Dans le rapport de places à l'œuvre dans les interactions didactiques, il occupe donc la position haute. Cette position, si elle peut être contestée et négociée par les apprenants, reste stable. Sa stabilité est due au caractère institutionnel de l'interaction en situation de classe (Mondada & Keel, 2017). Le maintien de l'enseignant dans une place haute est lié au statut qui lui est accordé par l'institution ; dans notre cas, le statut de bénévole.

Dans les cours de langue, l'asymétrie entre enseignants et apprenants se double d'une dissymétrie linguistique, puisque l'enseignant a davantage de compétences dans la langue ciblée par l'apprentissage et utilisée dans la plupart des échanges (Vasseur, 2000: §15). Par ailleurs, Bigot (2018: 30) note que, dans le cadre de cours pour adultes, le fait que les apprenants soient pris en compte uniquement comme des élèves et non selon d'autres caractéristiques sociales – professionnelles notamment – « peut contribuer à déséquilibrer la relation entre les participants ». Nous avons observé que, dans certains cas, la situation de classe se fait le lieu de l'actualisation et du maintien d'une différence entre apprenants et enseignants, de l'essentialisation de cette différence et de l'infériorisation des premiers au profit de l'autorité de ces derniers. Le rapport asymétrique devient alors un rapport de domination. C'est à ce type de phénomène que nous nous intéresserons dans les pages suivantes.

Ce constat nous amène à revenir sur le « répertoire didactique » des bénévoles, c'est-à-dire « l'ensemble des ressources sur lesquels un enseignant s'appuie pour faire cours » (Cicurel, 2013: 24). Les bénévoles animant les cours de français à Autremonde sont peu formés. Une formation est organisée à la reprise des cours de français après la pause de l'été, puis une nouvelle fois au printemps. Cette formation est présentée comme obligatoire, mais tous les bénévoles ne la suivent pas : ils peuvent ne pas être disponibles ce jour-là ou devenir bénévoles après que la formation a eu lieu. Rares sont les bénévoles animant les cours de français qui ont une expérience professionnelle de l'enseignement. Lors des entretiens, plusieurs bénévoles nous font d'ailleurs

remarquer leur inexpérience : « *on faisait un peu de l'impro* », « *on est tout de même tous pratiquement autodidactes* », « *on bosse pas comme si on était véritablement des profs* ». Leur répertoire didactique s'est donc principalement formé dans « les périodes où en tant qu'élèves ils ont été exposés à des situations d'enseignement » (Cicurel, 2013: 24). En entretien, Cécile l'affirme d'ailleurs : « *Dans notre tête, on reproduisait ce qu'on avait appris nous à l'école, ce qui correspondait pas forcément à ce qu'il fallait faire quoi.* » Suivant le propos de Cécile, nous pouvons considérer que l'imitation d'un « agir professoral » (Cicurel, 2013) favorise l'actualisation d'une relation de rôle enseignant / apprenant fortement asymétrique et le basculement vers une relation de domination.

Nous avons observé ce phénomène de manière plus récurrente lorsque les bénévoles étaient âgés de plus de soixante ans. L'écart d'âge pourrait renforcer la co-construction de la position d'autorité du bénévole ainsi que des processus d'infantilisation. En effet, cela pourrait conduire à une forme de transposition des rapports familiaux – grand-parent / petit-enfant ou parent / enfant – sur les rapports d'apprentissage – enseignant / apprenant. En outre, dans les cours que nous avons observés, la plupart des apprenants sont originaires d'Afrique de l'Ouest. Dans cette région, l'âge est associé à l'autorité. Malgré les reconfigurations de l'institution d'ainesse sociale, qui accorde une place privilégiée aux hommes et aux femmes de plus de cinquante ans, l'âge reste un critère fondamental de hiérarchisation sociale (Attané, 2011).

Dans les pages suivantes, nous analyserons la façon dont la relation entre les participants aux cours de français passe d'une relation asymétrique – liée à la situation elle-même – à une relation de domination. Les analyses porteront sur la transcription de plusieurs cours de français, enregistrés au dictaphone. Ces cours réunissent un groupe relativement stable d'apprenants : une dizaine de jeunes hommes, âgés de vingt à trente-cinq ans, originaires d'Afrique de l'Ouest. Ils ont été réunis dans un même groupe, car ils sont tous en apprentissage de la lecture et de l'écriture et ont une maîtrise relativement faible du français à l'oral. Leurs compétences à l'oral en français sont néanmoins très hétérogènes : si certains peinent à construire des énoncés, d'autres se montrent bien plus à l'aise. Un petit groupe de bénévoles anime ces cours. Dans les extraits présentés, il s'agira d'Anne, Sylvie et Denis. Nous montrerons comment la relation entre enseignants, bénévoles et apprenants se constitue par l'installation de l'enseignant dans une posture d'autorité, parfois exacerbée. Nous montrerons

également comment la présomption de différence, analysée précédemment (9.1), se double ici d'une présomption d'ignorance¹²².

10.2.1 L'enseignant bénévole, une figure d'autorité

Lorsque nous assistons aux cours de français, nous avons souvent l'impression que s'instaure un rapport d'infantilisation entre le bénévole et les apprenants. Dans les notes prises après chaque cours observé, les allongements syllabiques faits par les bénévoles sur certains termes – « *bravo* », « *c'est biieeen* » – et la variation de la hauteur de leur voix sont notés à plusieurs reprises. Ce processus d'infantilisation passe également par les supports didactiques choisis par les bénévoles. Ceux-ci ont à disposition des classeurs avec des documents authentiques et des exercices sélectionnés par la salariée chargée de la coordination des cours de français, une banque d'exercices en ligne alimentée par la salariée et les bénévoles, et des manuels. Lorsque nous étions salariée, nous étions intervenue à quelques reprises pour recommander aux bénévoles de ne pas utiliser des supports initialement destinés à des enfants.

Dans l'exemple qui suit, extrait du cours n° 6, nous ne savons pas si l'exercice a été créé par un bénévole de l'association ou s'il est tiré d'un manuel. Il s'agit d'un exercice à trou qui vise à mettre en pratique la conjugaison des verbes « être » et « avoir » au présent. Dans l'extrait présenté, la phrase à compléter et les explications de la bénévole contribuent à l'actualisation d'une relation adulte / enfant. Il s'agit de la phrase « *on ___ jamais content de se faire disputer* ». La bénévole vérifie que les apprenants comprennent bien le verbe « disputer » et, voyant que l'un d'entre eux confond avec « discuter », elle écrit les deux termes au tableau :

1	51:14	SYL	ça c'est discuter/ (0.5) on discute/ (.) hein/
2			(0.5) et ça c'est (.) disputer
3		?	disputer
4		SYL	*disputer c'est quand je vous dis* ch:t arrêtez de
5			parler (0.5) hein/ je vous gron:de (0.6) hein/
6		YAY	oui
7		SYL	c'est disputer (.) on dispute un enfant parce qu'il
8			a fait une bêtise
9		?	hmm
10		?	ouais ouais ouais
11		SYL	hein/

¹²² Les traductions du soninké au français ont été réalisées par Abdoulaye Sow. Les analyses des interactions où les participants utilisent le soninké ont été menées en dialogue avec lui.

12 ? [k]
 13 SYL quand on voilà c'est disputé (1.0) ou alors/ (.)
 14 quand y a deux enfants ensemble/ (0.3) qui: se
 15 disputent (0.4) parce qu'ils sont pas d'accord (.)
 16 ça c'est à moi (.) non c'est à moi
 17 ? hmm [hmm]
 18 SYL [c'est se disputer\ (.) hein/ (0.5) parce que
 19 là je crois que c'est ça\ (0.5) on/ (.) jamais
 20 content de se faire disputer (1.4) donc en fait
 21 (0.6) euh voilà quand on:: (0.9) bah on est pas
 22 content/ si: (0.4) je vais voir mon patron et puis
 23 qu'il me dispute (.) on est pas content (0.7) hmm/
 24 52:04 (.) alors c'est quoi/ le verbe qu'on qu'on met: là

Le processus d'infantilisation est ici engagé par Sylvie, dans le cadre d'un discours visant à expliquer aux apprenants le sens du verbe « disputer ». Elle y met en scène sa propre voix : « *c'est quand je vous dis ch:t arrêtez de parler* » (1.4-5). Le changement de locuteur, sur le plan scénographique, s'accompagne par un changement dans la hauteur de la voix : elle monte sur le segment « *disputer c'est quand je vous dis* » puis baisse à nouveau sur le segment « *ch:t arrêtez de parler* ». Dans cette interaction rapportée, l'usage de la modalité déontique (« *arrêtez* ») et de l'onomatopée « *chut* », soulignée par un allongement syllabique, met en scène Sylvie dans une position d'autorité vis-à-vis de ses interlocuteurs. Ce rapport asymétrique est rappelé, mais aussi mis à distance par le discours rapporté.

Sylvie commente ensuite cette interaction, par l'énoncé méta-communicationnel « *je vous gron:de* » (1.5). L'utilisation du verbe « gronder » renforce le rapport d'infantilisation. En effet, selon le *Trésor de la langue française* (1994), « l'objet [du verbe « gronder »] désigne une personne, très souvent un enfant ». Il est ici explicite que les protagonistes de l'interaction rapportée sont Sylvie et les apprenants : ils sont désignés par les déictiques « je » et « vous ». En outre, la répétition de l'interpellation (« *hein/* » 1.5) crée un lien entre la scénographie discursive et la scène de l'interaction. Le commentaire de Sylvie entraîne donc la reconfiguration de la relation enseignant / apprenant en une relation adulte / enfant.

Ce glissement se maintient par la suite, lorsque Sylvie donne des exemples de l'utilisation du verbe « disputer ». Elle précise : « *on dispute un enfant parce qu'il a fait une bêtise* » (1.7-8), « *quand y a deux enfants ensemble ils se disputent* » (1.14-15). Elle inscrit, ce faisant, l'utilisation du verbe « disputer » dans la description de relations adulte / enfant et de « se disputer » dans celle de relations enfant / enfant. L'objet du verbe « disputer » est donc lui aussi désigné comme un enfant. Dans un

troisième exemple, Sylvie utilise le verbe « disputer » pour l’appliquer à une relation entre adultes : « *si je vais voir mon patron et puis qu’il me dispute* » (1.22-23). Le sujet du verbe « disputer » est ici « *mon patron* » et l’objet le « *je* » déictique de Sylvie. L’application du verbe « disputer » à une relation patron / salarié, de même que l’inscription de Sylvie dans l’énoncé par le déictique « *je* », opère un rapprochement entre Sylvie et les apprenants. Avec le « *on est pas content* », Sylvie s’inscrit dans le même groupe que ses interlocuteurs. Cet exemple propose également un emploi du verbe « disputer » où l’objet n’est pas un enfant. Nous pourrions considérer qu’il atténue, ce faisant, l’infantilisation des apprenants préalablement instaurée. Nous pourrions aussi considérer que, l’objet du verbe « disputer » étant « très souvent un enfant », cet exemple contribue plutôt à l’infantilisation de Sylvie, sur le plan de la scénographie discursive.

Les activités didactiques et les commentaires méta-discursifs des bénévoles peuvent donc conduire à l’infantilisation des apprenants. L’extrait que nous avons analysé montre qu’il ne s’agit pas d’un processus volontaire. En effet, les trois exemples donnés par Sylvie rendent compte d’un mouvement contradictoire : si elle est celle qui engage l’infantilisation, elle est aussi celle qui tente de la défaire. La question reste de savoir dans quelle mesure les apprenants se sentent infantilisés. Dans la séquence présentée, leurs réactions verbales sont des marques d’accord : « *oui* » (1.6), « *ouais ouais* » (1.10), « *hmm hmm* » (1.17). Certains apprenants sont en apprentissage du français et ne connaissent pas forcément les verbes « gronder » et « disputer » et leurs usages. Si d’autres apprenants parlent déjà français, suivant les usages qu’ils ont de cette langue, ces verbes ne dénotent pas forcément la même chose pour eux et pour Sylvie – et pour nous-même. Le recours à des exemples mettant en scène des enfants et à des supports conçus pour des enfants et non des adultes peuvent, néanmoins, être notés par les apprenants. Il en va de même pour les variations prosodiques.

La position d’autorité tenue par les bénévoles est, en certaines occasions, exacerbée. La relation entre enseignants et apprenants glisse alors de l’asymétrie vers la subordination. C’est le cas dans les deux exemples suivants, extraits de deux cours qui se sont déroulés à deux semaines d’intervalle. L’emploi de la modalité déontique par le bénévole y est signalé comme problématique par ses interlocuteurs. Le premier extrait est tiré du cours n° 2 animé par Anne. Celle-ci demande aux apprenants de rappeler la thématique abordée lors d’un cours précédent :

1 23:14 ANN donc dimanche dernier/ (0.4) hmm/ (.) dimanche
 2 avant avant (0.6) on était le: je sais plus quoi/
 3 (.) le: (inaud.) (0.9) hu:m: (1.3) ceux qui: (0.7)

4 ont travaillé (.) dans ce groupe-là avec *moi*/
 5 (0.8) on avait parlé de quoi/ (1.2) vous vous
 6 souven*ez*/
 7 MAK si=
 8 ANN =on avait qu'est-ce qu'on avait [on avait parlé de&
 9 ADA [on parlait le:&
 10 ANN &quoi]
 11 ADA &transport]
 12 MAK il [est par]lé
 13 ANN [oui]
 14 ANN mets pas ta main devant la bouche quand tu parles
 15 OUS o:h
 16 (1.2)
 17 ADA °eh (inaud.)°
 18 ((ri[res])) --> -->]
 19 ANN [oui mais parce que j'entends pas bien]
 20 ADA j'ai dit on a parlé les transports
 21 ANN oui on avait on avait euh travaillé sur les moyens
 22 23:50 de transport

L'énoncé « *mets pas ta main devant la bouche quand tu parles* » (l.14), prononcé par Anne, fait réagir ses interlocuteurs. Ousmane manifeste son indignation par un « *o:h* » (l.15). Puis, Adama, à qui l'énoncé est adressé, exprime son désaccord à voix basse (l.17). La longue pause entre leurs deux tours rend compte de l'émergence d'une tension. Pendant le cours, lorsqu'Anne donne des ordres ou des consignes, la modalité déontique est généralement atténuée. Elle est, par exemple, exprimée par le futur – « *on va l'écrire quand même* » – et adressée à l'ensemble du groupe plutôt qu'à une seule personne – « *ça vous l'écrivez sur votre cahier* », « *maintenant regardez la carte* »¹²³. Ici, l'usage de l'impératif renforce la modalité déontique, qui n'est atténuée par aucun adoucisseur. En outre, le contenu propositionnel de l'ordre rend saillant le contexte scolaire et éducatif. Il positionne Anne et Adama dans une relation éducatrice / éduqué. Cette remarque, qui sanctionne la tenue du corps, n'est pas isolée. Il arrive ainsi que des bénévoles demandent aux apprenants d'enlever leur manteau, de retirer leurs écouteurs ou leur casquette. Le cours de français ne vise alors plus l'enseignement de ressources linguistiques, mais la transformation d'une façon d'être.

Les réactions d'Ousmane et Adama sont suivies par les rires d'autres apprenants. Ces rires viennent marquer un trouble dans l'interaction (Jacknick, 2013: 186). Ils mettent en lumière la tension résultant de l'échange qui précède, où la face d'Adama est menacée, tout en désamorçant cette tension. Le tour de parole d'Anne – « *oui mais*

¹²³ Citations faites à partir de l'enregistrement du cours.

parce que j'entends pas bien » (1.19) – oriente vers la résolution du conflit émergent. Il atténue la dimension agressive de son tour de parole précédent, en justifiant l'ordre donné par une incapacité physique personnelle. Le « *oui* », marqueur dialogique, introduit le contenu énoncé comme répondant aux tours de parole précédents : tant celui d'Ousmane et d'Adama que les rires des autres participants. Le « *mais* », marqueur d'opposition, introduit le segment qui lui succède comme allant dans une direction argumentative opposée à celle suivie par les segments qui le précèdent. L'énoncé « *parce que j'entends pas bien* » incite ainsi ses interlocuteurs à donner une interprétation contraire à celle qu'ils avaient donnée au tour de parole « *mets pas ta main devant la bouche quand tu parles* ». Autrement dit, tandis que ce tour de parole pouvait être considéré comme une menace pour la face d'Adama, le « *oui mais* » indique qu'il faut, au contraire, ne pas le considérer comme tel. En répétant, avec un volume de voix plus fort, ce qu'il avait dit précédemment, Adama marque la clôture de cette séquence conflictuelle.

Nous retrouvons une séquence similaire dans l'extrait suivant, tiré du cours n° 1 animé par Denis. Celui-ci liste différents pays africains et demande aux apprenants de donner le nom de la monnaie utilisée dans ces pays : Guinée, Gambie, Ghana, Nigéria, Mali, etc. Lorsque Denis arrive au Maroc, les participants répondent : « *diram* ». Le bénévole répète leur réponse pour l'évaluer positivement. Un apprenant propose ensuite l'Angola :

1	01:03:06	DEN	le diram
2		MAM	(angola) (0.7) angola
3		DEN	après/ on va en algérie c'est quoi
4		MAM	angola/
5		GOU	dinar
6		LAM	dinar
7		BIL	dinar
8		DEN	dinar/
9			(1.4)
10		MAM	[angola]
11		BAK	[le dina:r]
12		DEN	et après on va en tunisie c'est le/
13		MAK	tunisie/c'est dinar
14		DEN	dinar\ hein/ c'est dinar tunisien
15		MAM	angola
16			(0.6)
17		DEN	oh là <u>arrête</u> hein
18		OUS	((ri[re]))
19			[((r[ires]))]
20		ADA ?	[O:H/]

21 ((rires))
 21 DEN ça on va jamais aller [là-bas hein]
 22 [((rires))]
 23 01:03:27 ((RIRES))

Un participant répète « *angola* » à quatre reprises (1.2, 4, 10 et 15). Il s'inscrit, ce faisant, dans la continuité de l'échange : il propose un pays pour que les autres participants donnent la monnaie qui y est utilisée. Sa proposition est toutefois ignorée par Denis, jusqu'à ce qu'il lui donne l'ordre de se taire : « *oh là arrête hein* » (1.17). La modalité déontique est, ici encore, renforcée par le recours à l'impératif, mais aussi par l'accentuation du verbe à l'impératif, l'interjection « *oh là* » et l'apostrophe « *hein* ». Ce qui semble être sanctionné, c'est le fait que Mamadou ait dérogé à la règle suivante : c'est Denis qui donne les noms de pays et ses interlocuteurs qui répondent par un nom de monnaie. Par ce rappel à l'ordre, Denis montre son autorité sur le groupe. La première réaction des autres participants est, ici encore, le rire. C'est d'abord Ousmane qui rit. Il est ensuite suivi par plusieurs apprenants. Ces rires, qui se prolongent, marquent comme « *laughable* »¹²⁴ (Glenn & Moncayo, 2003) la réaction de Denis. Ce faisant, ils mettent en lumière son caractère problématique et la menace faite à la face de Mamadou. Un apprenant s'exclame, avec un volume de voix fort : « *O:H* » (1.20). Il exprime, ce faisant, une surprise indignée. Il souligne le trouble occasionné par l'intervention de Denis et, en ne riant pas avec les autres, marque sa désaffiliation.

En riant ensemble, les participants font groupe – mais sans Mamadou et Denis, qui ne rient pas. Les rires deviennent plus forts après la remarque de Denis, par laquelle il justifie d'avoir fait taire Mamadou : « *ça on va jamais aller là-bas hein* » (1.21). Par l'usage d'un « on » inclusif, Denis s'associe au même groupe que ses interlocuteurs – à l'exception peut-être de Mamadou – le groupe de ceux qui n'iront pas en Angola. L'amplification des rires à la suite de cette remarque peut être interprétée comme un mouvement d'affiliation des apprenants rieurs avec Denis. En effet, une étude sur le rire comme activité interactionnelle a montré que l'« *affiliative laughter tends to follow (and refer to) one's speaker's criticisms of his/her opponent* » (Glenn & Moncayo, 2003: 112). Ici, les rires suivent la sanction adressée à Mamadou par Denis. L'étude citée note également que les critiques peuvent être marquées comme « *laughable* » par le fait que le locuteur laisse place au rire après son tour. C'est le cas ici. Si notre interprétation du rire des participants tend à démontrer un mouvement d'affiliation

¹²⁴ Le terme « *laughable* » pourrait être traduit par risible, au sens de « qui fait rire » plus que de « ridicule ».

entre Denis et les apprenants, et contre Mamadou, la réaction de l'apprenant qui dit « *OH* » témoigne d'un mouvement inverse. Si ces deux réactions s'orientent dans des directions opposées, elles marquent toutes les deux l'énoncé de Denis comme opérant une rupture. Dans un cas, l'acte de sujétion opéré par Denis vis-à-vis de Mamadou reçoit la faveur du groupe des rieurs, dans l'autre, elle est sanctionnée.

Dans ces deux exemples, l'autorité des bénévoles, qui leur est accordée par leur statut institutionnel et leur rôle d'enseignant, est exacerbée jusqu'à servir un rapport de domination. Dans les deux cas, le caractère problématique de ce basculement du rapport de places est signalé par les participants. Si ces situations ne sont pas les plus fréquentes, elles se produisent néanmoins. Elles se conjuguent, en outre, à des processus d'infantilisation qui sont beaucoup plus récurrents. En d'autres occasions s'instaure un rapport de pouvoir qui repose sur l'effacement des savoirs des apprenants. Ramenés à une différence radicale (voir 9.1), ils sont présumés ignorants.

10.2.2 Présomption d'ignorance

Cette présomption d'ignorance, posée a priori par les enseignants bénévoles, dépasse les connaissances relatives aux ressources langagières qui sont les objets de l'enseignement. Lors du cours animé par Denis, qui porte sur les moyens de transport, celui-ci procède à un tour de table. L'objectif est d'établir si les apprenants savent ou non faire du vélo :

1	27:23	DEN	qui est-ce qui sait faire du vélo
2		?	[hmm/]
3		DEN	[toi/] (0.7) qui est-ce qui sait faire le vélo
4		?	moi
5		MAK	moi
6		DEN	toi/ est-ce que tu sais faire du vélo
7		OUS	mais il est écrit (inaud.) non
8		MAK	je sais
9		DEN	est-ce que tu/ non faire (0.9) si je te mets un
10			vélo tu sais pédaler/
11		MAM	[ah faut pédale]
12		OUS	[oui] tout le monde
13		DEN	est-ce que toi tu sais faire du vélo
14		OUS	oui
15		DEN	est-ce que lassana est-ce que tu sais faire du vélo
16		LAS	oui
17		DEN	euh machin là est-ce que tu sais faire du vélo
18	27:48	?	oui

Peu après que Denis a posé au groupe la question « *qui est-ce qui sait faire du vélo* », le présupposé que quelqu'un ne le sache pas est désamorcé par Ousmane. Il répond en effet à la question pour l'ensemble du groupe : « *oui tout le monde* » (1.12). Dans le même temps, un autre apprenant manifeste le caractère évident de cette compétence, en disant « *ah faut pédale* » (1.11). Denis enclenche néanmoins un tour de table et pose à chaque participant la question suivante : « *est-ce que tu sais faire du vélo* ». Ce tour de table se prolonge après la fin de l'extrait. Ligne 17, il questionne un apprenant : « *euh machin là est-ce que tu sais faire du vélo* ». L'apostrophe « *machin là* », dévalorisante et objectivante, rend saillant le rapport de pouvoir qui lie les deux participants et place Denis en position dominante.

Dans cette séquence, le recours au « *foreigner talk* », c'est-à-dire à la « *native speakers' deliberate simplification of their language when speaking to foreigners* » (Lipski, 2005: §1), participe également à accentuer l'asymétrie entre Denis et ses interlocuteurs. Nous considérons le *foreigner talk* comme relevant également du présupposé de l'ignorance, cette fois d'une ignorance linguistique. Le bénévole reformule, en effet, la question « *qui est-ce qui sait faire du vélo* » en « *qui est-ce qui sait faire le vélo* ». Il défait ainsi la contraction entre « de » et « le » pour ne conserver que le déterminant, aboutissant à une forme agrammaticale mais peut-être supposée plus simple.

Ce procédé est réalisé par d'autres bénévoles lors des cours de français. C'est le cas dans les deux extraits suivants. Dans le premier extrait, tiré du cours n° 4, Cécile défait la même contraction entre « de » et « le » et ne conserve que le déterminant : « *faire le vélo* » et non « *du vélo* ». Dans le cadre de l'activité didactique en cours, les apprenants décrivent une image où des enfants portent un casque :

1	38:20	ALA	avec la casque
2		BIL	un casque
3		?	(inaud.)
4		CEC	c'est pas la casquette/ (.) c'est le:/
5		BIL	casque
6		CEC	le casque/ (.) est-ce que tu crois que c'est le
7			casque pour aller au travail\ t'es sûr/
8		ALA	non non c'est pas ça (.) le casque de:=
9		GOU	=de vélo=
10		ALA	=vélo
11	38:31	CEC	voilà c'est le casque pour faire le vélo:/

L'énoncé de Cécile, « *c'est le casque pour faire le vélo* » (1.11), clôt cette brève séquence où les apprenants ont ajouté un élément permettant de décrire le casque. Cet

ajout est évalué positivement, par le « *voilà* » et par la répétition de l'énoncé produit par les apprenants. Cécile, de même que Denis, dit « *faire le vélo* » (1.11) et non « du vélo ». Cette suppression de la préposition « de » intervient dans l'énoncé évaluatif qui vient clore la séquence ternaire : question / réponse / évaluation. Dans les réponses des apprenants, la préposition « de » était pourtant bien actualisée (1.8 et 9). Cette façon de dire est donc introduite par Cécile et non par les apprenants. Nous retrouvons ce phénomène dans l'extrait suivant, issu du cours n° 5, toujours animé par Cécile :

1 31:05 CEC c'est: l'hiver il fait froid:/ (0.4) y a (.) les
2 arbres y pas de y a pas de feuille c'est fini (0.3)
3 d'accord/ (.) les jours est-ce qu'ils sont (.)
4 longs/ ou ils sont courts les jours y a beaucoup la
5 nuit/ ou beaucoup le: beaucoup le soleil
6 ? euh: maintenant/ ou pas
7 OUS beaucoup de soleil
8 CEC y a beau[coup de soleil en no]vembre/
9 BAK [peu de soleil hein]
10 OUS ouais
11 CEC sûr/
12 BAK non en novembre y a pas beaucoup de soleil hein y a
13 beaucoup de nuit
14 CEC alors en novembre/ y a beaucoup la nuit\
15 OUS ouais
16 31:26 CEC d'accord/ le matin il fait nuit

De nouveau, dans la question posée par Cécile, la préposition « de » n'est pas actualisée : « *beaucoup la nuit* » et « *beaucoup le soleil* » (1.4-5). Ousmane répète, en réponse, la deuxième partie de l'énoncé, en remplaçant l'article défini par la préposition « de » : « *beaucoup de soleil* » (1.7). Cécile répète la réponse de l'apprenant, en prononçant elle aussi la préposition « de » (1.8). Un autre apprenant intervient alors pour évaluer négativement la réponse d'Ousmane et proposer une autre réponse : « *y a pas beaucoup de soleil hein y a beaucoup de nuit* » (1.12-13). Dans son énoncé, il prononce lui aussi les prépositions « de ». Dans le tour de Cécile qui clôt la séquence en donnant la bonne réponse, elle remplace à nouveau la préposition par un déterminant défini : « *y a beaucoup la nuit* » (1.14). Ces trois exemples de *foreigner talk* rendent compte d'une même transformation des règles syntaxiques. En effet, l'utilisation de la préposition « de » semble être considérée comme relevant d'un degré de difficulté trop élevé pour les apprenants. Elle est donc remplacée par un article défini. Les énoncés de plusieurs apprenants témoignent, toutefois, qu'ils sont bien à même d'utiliser cette préposition de manière adéquate.

La séquence suivante, extrait du cours animé par Anne, témoigne également du présumé de l'ignorance des apprenants. Son analyse montre le caractère inaudible que peut revêtir leur parole et les savoirs exprimés. L'activité consiste à lire des noms de pays sur un planisphère accroché au tableau. Après les tentatives infructueuses de la part de plusieurs apprenants, Moussa trouve la bonne réponse : l'Angleterre. La bénévoles le félicite, puis demande aux participants s'ils connaissent ce pays :

1 59:46 MOU angleterre
2 ANN oui:/ très bien (1.5) qui est-ce qui l'a lu/
3 ADA c'est moussa
4 ANN bravo (0.4) c'est l'angleterre (1.0) vous
connaissiez/ quand
5 même l'angleterre
6 ADA oui
7 ? angleterre oui
8 BAK angleterre
9 ANN vous avez entendu parler/ de l'angleterre/
10 ADA si
11 ? (inaud.)
12 ADA [angleterre]
13 ALA [angleterre/]
14 (1.1)
15 ANN [angleterre] (0.4) ça vous dit
16 ADA [rooney ni jamaane ke yaa ni]
c'est le pays de rooney
17 ANN [quelque] chose/
18 MOU [hein/]
19 ADA rooney ni jamaane ke yaa ni
c'est le pays de rooney
20 MOU rooney ni jamaane
le pays de rooney
21 ANN la grande ville en angleterre la capitale c'est (.)
[londres/
22 ADA [c'est angleterre
24 MAK londres
25 ANN londres (0.7) hmm hmm (0.6) ok/ (1.5) bon (0.3)
26 [on verra après]
27 ADA [s'il vous plait] c'est pays anglais
28 ANN oui/ anglais\ c'est ça ben l'angleterre c'est le
29 pays des anglais (1.1) voilà (0.3) quand on est né
30 en angleterre on est (.) anglais (0.7) ou anglais:e
31 (1.7) comme on est français/ français:e (0.4)
32 sénégalais/ sénégalais:e\ (1.6) ok/ (.) ah vous
33 connaissez anglais/ mais vous connaissez pas
34 angleterre (0.3) c'est ça
35 ? ((rire))

la menace et la dirigent sur Adama uniquement – lequel ne rit pas. Le rire d’Anne (l.38), qui répond aux précédents, contribue au renversement du rapport asymétrique qu’elle avait instauré en sa faveur. Parce que les apprenants font groupe contre elle par le rire, elle manifeste, en riant elle aussi, son désir de s’affilier à eux. L’utilisation du soninké et la référence footballistique partagée participent, elles aussi, à la cohésion des apprenants et à leur affirmation en tant que groupe de pairs.

Dans cette séquence, si la parole de plusieurs apprenants lui reste inaudible, Anne reconnaît toutefois que Moussa connaît le mot « Angleterre » et Adama le mot « anglais ». Or, une fois le cours terminé, elle invisibilise les connaissances exprimées par les apprenants qu’elle avait, sur le moment, reconnues. Cette invisibilisation intervient, dans un premier temps, dans la discussion que nous avons avec elle juste après le cours :

« À la fin de l’atelier, Anne me dit : "tu as vu ils ne connaissent vraiment rien de ce qui les entoure. Ils ne savent pas où est quoi." Je réponds : "c’est peut-être la carte, non ?" Elle déclare : "non même tu leur dis les noms et ils ne connaissent pas." »

Cette interaction rapportée témoigne de l’invisibilisation progressive des savoirs des apprenants, mais aussi d’une vision monolingue et référentielle du langage. Si les apprenants ne connaissent pas le mot « Angleterre », alors ils ne connaissent pas son référent. Notons que les participants à ce cours parlent pour la plupart le soninké, où « Angleterre » se dit aussi « Angletère ». Anne poste ensuite le compte-rendu de la séance sur le groupe Whatsapp qui réunit les autres bénévoles animant ces cours de français. Elle le conclut par les phrases suivantes : « *Après la pause, il reste peu de temps. Affichage d’un planisphère. Pour situer et nommer les 5 continents. Premières approches d’une ouverture sur le monde. Intéressant* »¹²⁵. L’énoncé mis en exergue contribue à invisibiliser le passé des participants, leur histoire personnelle, leurs expériences et les savoirs acquis et développés dans leur pays d’origine et lors de leur parcours migratoire. La vision du monde eurocentrée affecte ici la perception, rendant inaudibles certains énoncés et invisibles certains savoirs.

Nous n’avons pas observé ces rapports de domination et ces phénomènes d’invisibilisation des savoirs dans tous les cours auxquels nous avons assisté. L’écart d’âge, rappelons-le, nous semble être un facteur favorisant l’émergence du rapport de domination. Les bénévoles âgés, s’ils sont moins nombreux, sont néanmoins présents

¹²⁵ Nous soulignons.

et animent des cours de manière hebdomadaire. Nous avons donc laissé de côté les moments, bien plus nombreux, où les rapports entre bénévoles et apprenants relèvent de l'asymétrie ordinaire des interactions didactiques. Nous n'avons pas traité, non plus, les moments où les savoirs des apprenants sont valorisés. Dans cette section, nous avons choisi de nous concentrer sur les situations où, en classe, le rapport asymétrique est exacerbé, voire se transforme en rapport de domination en faveur des enseignants bénévoles. Ce que nous avons voulu démontrer, en effet, c'est que les cours de français sont des situations particulièrement propices à l'instauration d'un rapport de pouvoir de type dominant / dominé. De ce point de vue, les cours ne visent pas uniquement la transmission de ressources langagières. Nous l'avons vu précédemment, l'enseignement du français est aussi perçu comme un moyen de transformation des apprenants en tant que sujets sociaux. Il nous semble que les situations de classe sont donc aussi des lieux où est rappelée la place occupée par chacun dans l'ordre social selon lequel fonctionne, d'une part l'association, mais aussi, plus largement, la société.

Les rapports de domination observés ne sont pas unidirectionnels et ne placent pas toujours les bénévoles dans la position des dominants. La traduction et l'analyse d'interactions en soninké, toujours en situation de classe, montreront que s'y produisent aussi des rapports de pouvoir inverses. Dans ces interactions, des apprenants placent leurs interlocutrices en position subordonnée. Ils rejouent, en cela, des rapports sociaux de genre et la domination masculine.

10.2.3 Le genre de la relation d'accueil et le renversement du pouvoir

Avec cette sous-partie, plus exploratoire, nous souhaitons insister sur la complexité des rapports de pouvoir en mettant en lumière la façon dont ils s'entremêlent, parfois dans des directions opposées. En montrant leur hétérogénéité, nous soulignons également le défi que cette complexité représente pour l'analyste. Le caractère pluridimensionnel et hétérogène des rapports de pouvoir ramène, en effet, au premier plan l'illusion de l'omniscience du chercheur. Cette impossibilité de l'omniscience s'applique, d'une part, à la compréhension du point de vue émiqque des participants à l'interaction – d'autant plus lorsqu'ils ont été socialisés dans des situations diverses et différentes de celle du chercheur. Elle s'applique, d'autre part, à la maîtrise de l'ensemble des connaissances scientifiques accumulées en sciences humaines et sociales. Dans les paragraphes suivants, nous décrirons et analyserons l'articulation de différents rapports sociaux dans les interactions en situation de classe : entre des places et des rôles liés à l'activité (enseignant / apprenant), à l'ordre associatif (bénévole / apprenant), mais aussi à un ordre social genré, racialisé et postcolonial.

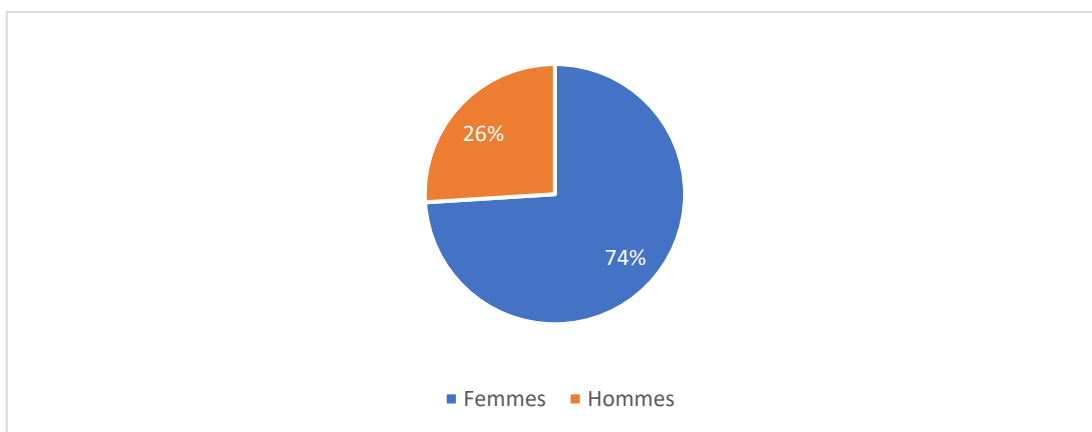
Jusqu'à présent, nous n'avons que peu abordé la dimension genrée des relations sociales dans le milieu associatif et solidaire et la part du genre dans l'interrelation entre pratiques langagières et ordre social au sein de l'association Autremonde. Quelques sociologues français se sont intéressés à la dimension genrée des rapports de pouvoir dans le milieu associatif et à la division genrée du travail militant (Dunezat & Galerland, 2013; Rétif, 2010). Leurs travaux montrent l'intérêt de prendre en compte le genre en tant qu'élément structurant les relations sociales, en milieu associatif et solidaire. Les associations de solidarité n'échappent pas, en effet, à l'ordre patriarcal, c'est-à-dire à « un ordre organisé autour du genre, dans lequel la structuration de l'autorité est construite sur la dualité et la hiérarchie de genre [...] où être un homme signifie être au sommet de la hiérarchie » (Gilligan, 2020). Par « genre », nous entendons « les catégories normatives du masculin/féminin », mais aussi « la relation polarisée » par laquelle ces catégories se constituent l'une l'autre (Dorlin, 2003). Les rapports sociaux de genre viennent, non pas se substituer ou se superposer aux rapports sociaux décrits précédemment, mais s'y articuler. La distinction entre *superposition* et *articulation* des rapports sociaux est importante. Comme l'ont démontré les féministes afro-américaines (notamment Crenshaw, 1989; Crenshaw & Bonis, 2005), les rapports sociaux de genre, de classe, de race, d'âge, etc. *s'articulent* mais ne se *superposent* pas les uns aux autres¹²⁶. Dans les paragraphes suivants, nous placerons notre focale sur la dimension genrée des pratiques de l'hospitalité, sans laisser de côté les autres rapports sociaux qui sont rendus pertinents par les acteurs sociaux.

10.2.3.1 Le genre et l'activité bénévole

Une enquête de l'Insee sur le monde associatif français, menée en 2013 (Burrinand & Gleizes, 2016), nous donne un aperçu de la place du genre dans l'activité de bénévolat. Selon cette enquête, 44 % des hommes et 40 % des femmes de plus de seize ans sont membres d'une association. Si le bénévolat est donc autant pratiqué par les femmes que par les hommes, le choix des associations dans lesquelles les personnes s'engagent, lui, « reste largement déterminé par le genre » (Rétif, 2010: 416). Ainsi, les hommes sont plus nombreux à s'engager dans des associations sportives ou liées à la vie professionnelle, tandis que les femmes sont « un peu plus présentes dans les associations tournées vers la convivialité ou à caractère social » (Burrinand & Gleizes,

¹²⁶ Le discours de Sojourner Truth, en 1851, lors d'une Conférence pour les droits des femmes, illustre d'une façon particulièrement efficace ce propos : « *Look at my arm ! I have ploughed and planted and gathered into barns, and no man could head me - and ain't I a woman ? I could work as much and eat as much as a man - when I could get it - and bear the lash as well ! And ain't I a woman ? I have born thirteen children, and seen most of 'em sold into slavery, and when I cried out with my mother's grief, none but Jesus heard me - and ain't I a woman ?* » (Truth citée par Crenshaw, 1989: 153).

2016). Autremonde fait partie des associations qui agissent dans le domaine de l'« action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative », où 7 % des femmes s'engagent contre 5 % des hommes. Pour mieux appréhender le cas de l'association qui nous intéresse ici, nous avons repris les données recueillies au moment des réunions d'information. Ces réunions, généralement organisées de façon hebdomadaire, sont destinées à faire connaître l'association auprès de personnes qui souhaiteraient s'y engager. Une salariée y présente le *projet associatif* et répond aux questions des participants¹²⁷. Les participants sont invités à renseigner des informations personnelles (prénom, nom, âge, genre) et à indiquer une ou deux missions qui les intéressent. C'est sur les données de l'ensemble des réunions d'information ayant eu lieu pendant une année que nous nous sommes appuyée pour établir les graphiques suivants¹²⁸.



Graphique 1 : Un engagement associatif genré

En accord avec les résultats de l'enquête de l'Insee, à Autremonde, les femmes bénévoles sont plus nombreuses que les hommes. Sur les 243 personnes qui ont participé à la réunion d'information, 74 % sont des femmes. Ce constat entre en résonance avec les travaux menés sur les pratiques du *care*. Les associations de solidarité, où la solidarité renvoie à « la sollicitude en direction des plus fragiles dans diverses activités d'entraide, de soin, de travail social » (Wieviorka, 2017: 8), font partie des espaces de *care*. Or « prendre soin (*caring*) des autres, c'est ce que font les femmes "bonnes" ; inversement, les personnes qui prennent soin des autres font du *care*, c'est-à-dire un travail de femmes. Elles sont dévouées aux autres, sensibles à

¹²⁷ La réunion *d'information* diffère de la réunion *d'intégration*, dont nous avons parlé dans la partie 3. La réunion *d'intégration* vient dans un second temps : elle concerne les personnes qui sont certaines de vouloir s'engager dans l'association.

¹²⁸ Les données mobilisées pour réaliser ces graphiques sont présentées en annexe n° 5.

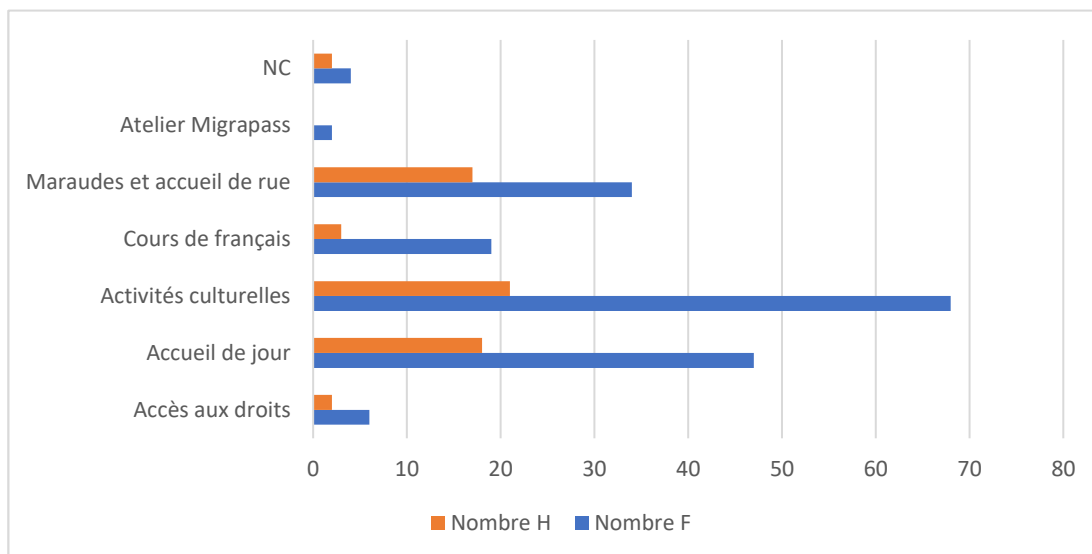
leurs besoins, attentives à leurs voix » (Gilligan, 2020: §5). Le genre donné au *care* explique, selon nous, cette surreprésentation des femmes à Autremonde.

Dorlin (2011: §5) ajoute que l'éthique du *care* est aussi à interpréter sous le prisme de la situation socio-économique des femmes : elle est « doublée d'une hiérarchisation de classe à l'œuvre, à l'intérieur même du groupe des femmes ». L'activité bénévole est ainsi une activité où sont plus largement représentées les classes moyennes et supérieures. Selon l'enquête statistique menée par l'Insee (Burrinand & Gleizes, 2016), en 2013, dans le quatrième quartile, 55 % des personnes sont bénévoles, contre 29 % dans le premier quartile¹²⁹. Le niveau d'étude entre également en jeu, puisque 45 % des personnes qui ont le bac et 56 % de celles qui ont un diplôme supérieur au bac sont bénévoles, contre 22 % de celles qui n'ont aucun de diplôme et 36 % de celles qui ont un diplôme inférieur au bac. Les femmes des classes moyennes et supérieures sont donc largement représentées dans les associations de solidarité. Si nous ne disposons pas de données relatives à la situation socio-économique des bénévoles d'Autremonde, celle-ci ne nous semble pas être en décalage avec les résultats de l'enquête de l'Insee.

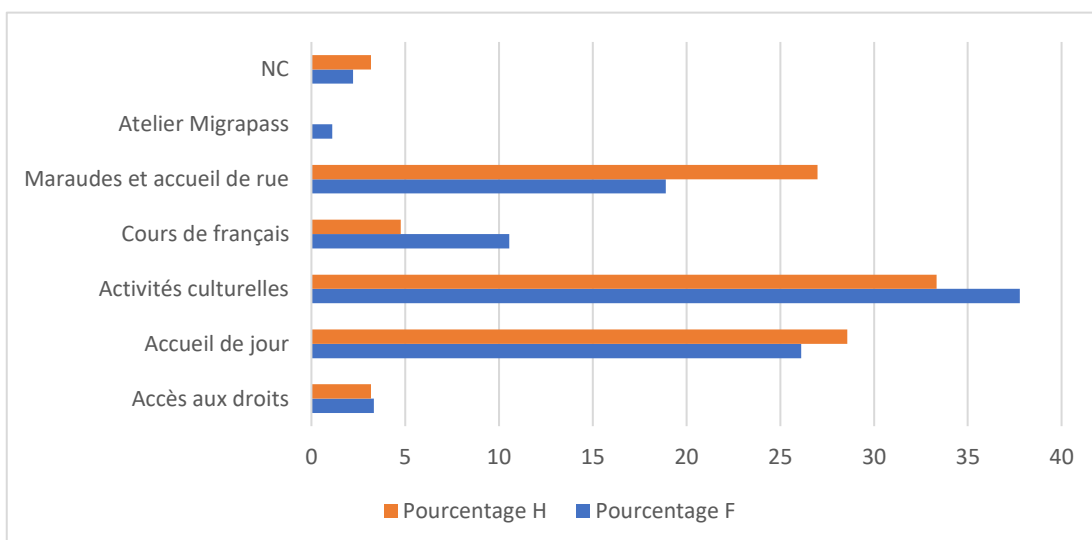
Si le genre oriente l'engagement associatif selon le domaine d'activité de l'association, il oriente également la répartition des tâches au sein des associations elles-mêmes (Dunezat, 2008; Rétif, 2010). À Autremonde, les bénévoles s'engagent dans des missions différentes selon qu'ils se catégorisent comme hommes ou femmes. Les graphiques suivants en témoignent.

¹²⁹ Le quatrième quartile correspond aux 25 % des personnes « les plus aisées », le premier aux 25 % des personnes « les plus modestes » (Burrinand & Gleizes, 2016: 2).

Graphique 2 : Un intérêt différencié pour les missions associatives en fonction du genre (en effectif)



Graphique 3 : Un intérêt différencié pour les missions associatives en fonction du genre (en pourcentage)

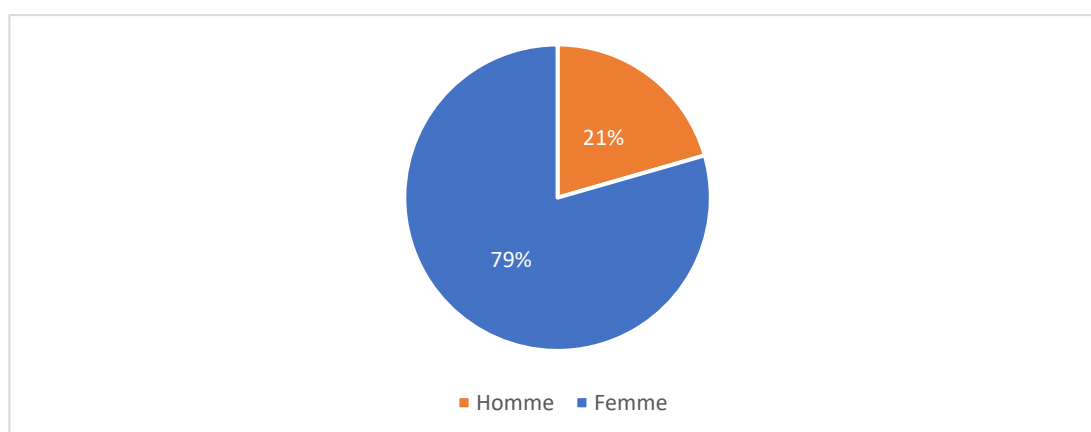


Lors de la réunion d'information, pour toutes les missions dans lesquelles les participants disent vouloir s'engager, les femmes sont plus nombreuses que les hommes (graphique 2¹³⁰). Lorsque le nombre est rapporté au pourcentage d'hommes et au pourcentage de femmes, des différences significatives apparaissent

¹³⁰ Note de lecture graphique 2 : Les activités maraudes et accueil de rue recueillent l'intérêt de 17 hommes et de 34 femmes, parmi les 180 femmes et les 63 hommes ayant rempli le formulaire.

(graphique 3¹³¹). Si, pour certaines missions, il n'y a pas d'écart notable selon le genre, c'est un critère qui semble pertinent pour d'autres. Ainsi, les cours de français intéressent 11 % des femmes contre 5 % des hommes. Les accueils de rue et les maraudes, eux, intéressent 27 % des hommes contre 19 % des femmes.

Lors de notre recherche de terrain, nous avons également comptabilisé le nombre d'hommes et de femmes engagés bénévolement sur les cours de français à un instant donné. Les femmes représentaient 79 % des bénévoles (graphique 4).



Graphique 4 : Le genre des bénévoles des cours de français

Le genre est donc un critère déterminant de l'engagement associatif. Les activités qui se déroulent à l'extérieur de l'association, dans la rue et en soirée – les accueils de rue et les maraudes – sont davantage préférées par les hommes que par les femmes. Celles qui se déroulent à l'intérieur des locaux de l'association, en journée et en soirée – les cours de français – sont davantage préférées par les femmes que par les hommes. Nous retrouvons, ici, un rapport genré à l'espace public (Perrot, 1997).

10.2.3.2 Rapports de pouvoir et rapports de genre

Dans les cours de français, des bénévoles qui sont en grande majorité des femmes font face à des apprenants qui sont en grande majorité des hommes. La distinction entre bénévoles et apprenants se double donc d'une distinction entre femmes et hommes. Il s'agit de savoir si cette répartition genrée des rôles est rendue pertinente par les membres de l'association, si elle est significative dans la mise en œuvre de la relation d'accueil. Comme mentionné au chapitre 3 (voir 3.1.1), les études de la

¹³¹ Note de lecture graphique 3 : Les activités culturelles recueillent l'intérêt de 38 % des 180 femmes ayant rempli le formulaire et de 33 % des 63 hommes ayant rempli le formulaire.

dimension genrée des pratiques de l'accueil ont principalement porté sur la relation entre hommes accueillants et femmes accueillies, ou entre femmes accueillantes et femmes accueillies. Dans les paragraphes suivants, nous proposons d'explorer la dimension genrée de la relation d'accueil, lorsque les femmes sont les maitresses de maison et les hommes les invités, en tenant compte du contexte migratoire et postcolonial dans lequel s'inscrit cette hospitalité.

Notre propre expérience en tant que jeune femme fréquentant de manière assidue l'association – comme salariée, bénévole ou doctorante – nous a permis de constater l'importance des rapports de genre au sein de l'association et du maintien d'une domination masculine¹³². Bien qu'elle ne fasse pas l'objet d'un discours porté par l'institution associative¹³³, cette expérience nous paraît partagée par les femmes qui fréquentent l'association – qu'elles soient bénévoles ou accueillies. Nous en avons d'ailleurs discuté de manière informelle avec des bénévoles et des salariées. En témoignent ces notes de terrain, écrites après un accueil de jour.

Mamadou me demande s'il peut faire le chemin jusqu'au métro avec moi. Je sais qu'il m'a envoyé plusieurs messages sur Messenger et que je n'y ai pas répondu. Il avait tenté plusieurs fois de m'inviter à boire un verre, m'avait envoyé des messages pour me dire que j'étais belle et gentille. Sur le chemin, il me demande pourquoi je n'ai pas répondu à ses messages. J'explique que je ne regarde pas Messenger, parce que je n'ai plus l'application sur mon téléphone. Cette explication ne semble lui convenir qu'à moitié. Il me dit : « mais vous, vous répondez jamais, vous pensez toujours que c'est pour draguer ». Je lui fais un regard plein de sous-entendus. Il répond : « bon, j'avoue, c'est vrai ». Puis, il m'explique que maintenant c'est fini pour lui, qu'il a une copine depuis cinq mois, qu'il veut se marier avec elle et « engager » des enfants. Il me dit que lui venait à Autremonde pour draguer des filles et qu'il n'est pas le seul, que tout le monde fait ça. Quand je lui demande si ça marche, il me répond que non, et que c'est d'ailleurs pour ça qu'il ne vient plus. Il a décidé

¹³² Nous avons mentionné, au chapitre 4, comment ces rapports de genre avaient affecté nos stratégies de positionnement vis-à-vis de nos interlocuteurs sur le terrain (voir 4.2 et 4.3).

¹³³ Ce constat correspond à la période où nous avons mené notre recherche de terrain. Au moment où nous écrivons ces lignes, un *Guide d'actions antisexistes en milieu associatif et militant* est en train d'être rédigé par des bénévoles. Il a pour but de mettre en lumière les comportements sexistes envers les femmes de l'association, qu'elles soient accueillies ou bénévoles, de donner des clés de compréhension et de proposer des pistes de réaction.

que c'était mieux de travailler, « faire de l'argent » et rencontrer une fille ailleurs.

Un mois plus tard, je réalise que Clara, Cécile et moi avons en commun de nous faire draguer de manière assez constante par Mamadou sur les réseaux sociaux.

Alors que je discute avec Clara dans les bureaux des salariées, elle me montre la discussion Messenger qu'elle a avec Mamadou. Ce ne sont que des messages et des photos de lui. Elle me dit que quelques fois elle répond pour lui dire qu'il lui envoie trop de messages, mais que la plupart du temps elle ne dit rien. Cécile entre dans le bureau et entend notre conversation. Elle nous dit que Mamadou est la seule personne qu'elle a bloquée sur son téléphone : il lui envoyait trop de messages.

Ces expériences de rapports de séduction non souhaités, le malaise qu'ils suscitent et le relatif silence dont ils font l'objet nous ont poussée à nous intéresser aux pratiques de l'hospitalité sous le prisme du genre. Lorsque des femmes accueillent des hommes, la verticalité de la relation d'accueil (accueillant > accueilli) se conjugue à une verticalité inverse, instaurée par l'ordre patriarcal (femme < homme).

Dans les pages suivantes, nous nous focaliserons sur l'articulation des rapports de pouvoir sous le prisme du genre dans les situations de classe. Dans ces situations, les bénévoles sont à 80 % des femmes et les apprenants à 80 % des hommes. La dimension genrée de la distinction entre bénévoles et apprenants y est donc particulièrement forte. Dans les cours enregistrés, les bénévoles sont souvent plus âgées que les apprenants. Comme nous l'avons montré précédemment (voir 10.2.1), cela semble favoriser l'instauration d'un rapport maternel – et donc infantilisant – entre les participants à l'interaction. En outre, le statut d'enseignant s'articule à celui de bénévole et vient renforcer la position haute occupée par les bénévoles vis-à-vis des apprenants. L'ensemble de ces éléments explique, selon nous, le glissement vers des relations de domination, où les bénévoles sont en position de dominants. Nous l'avons vu, ce rapport de pouvoir peut faire l'objet d'une négociation et d'une mise en cause par les apprenants. Dans les extraits que nous présenterons, le refus de la place de subordonné se manifeste par l'actualisation d'une masculinité virile. L'analyse de deux extraits rendra compte de la production d'une frontière étanche entre les participants à l'interaction, frontière qui repose à la fois sur la variation linguistique et sur des rapports sociaux de genre. Notre analyse montrera également la mise en scène d'une masculinité virile et sa négociation, au sein d'un groupe de pairs. Le fait que les deux

interactions étudiées soient en soninké et que nous n'ayons pas assisté à des propos similaires tenus en français sera traité après le deuxième extrait.

Le premier extrait est tiré du cours n° 3, animé par Sylvie. Il se situe pendant la pause. Adama, Ousmane, Moussa et Bakary discutent et débattent de qui est le meilleur étudiant parmi eux. Leur conversation se déroule en soninké. Elle dérive ensuite sur le sujet des femmes.

- 1 01:01:12 MOU **inke nta yaxare mulla sa yigo daga an kille prrrr**
moi je n'aime pas les femmes chef continue ton
chemin prrr
- 2 ADA? **i::hh (0.4) an toron wa ke**
ihh tu entends celui-là
- 3 MOU **ayi inke ken wa duna mulla yigo déjà inke ri xara**
4 **yere ya in hanmin nta tibaabi maxa**
non j'aime bien la vie chef déjà je suis là pour
étudier et je n'aime pas les blanches
- 5 ADA **ayi an na ti non ke nta linwa an da**
non dis juste que tu n'es pas intéressé par celle-
là
- 6 ? **tibaabinu ku wara**
laisse les blanches de côté
- 7 MOU **wallay k enta genme in nwa (.) jamaane ke an kiilun**
8 **ga na nyi ku an nta fo tuunu walla**
je vous jure que celle-là ne me plait pas du tout
(.) dans ce pays si tu as ces filles en tête tu
n'apprendras rien
- 9 ? **ken ta fo tuunu**
tu n'apprendras rien
- 10 OUS **hein/**
- 11 ADA **gide**
grand frère
- 12 BAK **yo xa ke jamaane an ga ma fonne ne tu**
oui dans ce pays si tu n'étudies pas un peu
- 13 ADA **gide**
grand frère
- 14 MOU **an xibaaren ma siro de**
tu ne t'informes pas tu ne peux pas t'en sortir
- 15 ADA **gide (0.5) gide (0.5) ku watya**
grand frère (0.5) grand frère (0.5) celles-là
- 16 ? **eyiwa ma alla sa na fonne tu**
ah sauf avec l'aide de dieu j'espère apprendre un
peu
- 17 ADA **ku watya**
celles-là
- 18 BAK **hmm**

- 19 ADA **ke be ga i laqge i nta fo tu**
à part ce qu'elles nous disent elles ne connaissent rien d'autre
- 20 ? **an ma xara**
si tu n'étudies pas
- ? **psss**
- 21 ADA **yere faayi de a di kanmun nya eh gide a di kanmun**
22 **nya kini an nwa de wuroodun wa no**
regarde ici elle t'a montré uniquement la surface eh grand frère elle ne t'a montré que la surface mais tu n'as pas vu ce qui est caché
- 23 ? **(inaud.)**
- 24 MOU **wallay in kune ti alla yi ke yan di xanu hari nan**
25 **xoto in nwa (.) wallay**
je te jure au nom d'alla c'est lui qui aime plus que moi
- 26 ADA **koni yaxarin fengenyexosonte kiinen ga na tiigeyi**
27 **moxo su**
une femme qui a les fesses aplaties son mari lui a beau faire il faudrait qu'il appuie fort
- 28 **((rires))**
- 29 01:01:53 ADA **an ma a tiige yi an ma a tiige yi**
qu'il appuie fort qu'il appuie fort

Dans cette séquence, l'affirmation d'un groupe de pairs se manifeste autour de rapports sociaux de genre et de race. Les participants à l'interaction mettent en scène une masculinité virile, en opposition avec la figure de la femme blanche. Le fait qu'il s'agit d'un groupe de pairs se manifeste notamment par l'usage des apostrophes : « *yigo* » (l.1 et 3) et « *gide* » (l.11, 13, 15 et 21). « *Yigo* » désigne l'homme et « *gide* » le grand frère, sans renvoyer à une fraternité biologique. Les deux apostrophes fonctionnent comme des marques de respect et participent à la construction d'une bonne entente entre les participants à l'échange. Moussa utilise le terme « *yigo* » pour apostropher Adama, et Adama le terme « *gide* » pour interpeller Moussa. Ce faisant, ils rendent à la fois pertinentes leur proximité affective et leur masculinité.

Le positionnement des membres du groupe vis-à-vis des femmes est ici un élément central de la conversation et de la structuration du groupe de pairs. La thématique des femmes est mise en opposition, par Moussa, avec celle des études : « *moi je n'aime pas les femmes chef continue ton chemin* », « *je suis là pour étudier et je n'aime pas les blanches* » (trad. l.1 et 3-4). Il nie d'abord son attirance pour les femmes en général (« *yaxare* » signifie « femme » l.1) puis restreint la catégorie des femmes à celle des femmes blanches (« *tibaabi* » signifie « blanches » l.4). Cette absence d'intérêt pour les femmes, affirmée par Moussa, fait l'objet d'une négociation. Adama exprime,

d'abord, sa surprise par une longue exclamation (« *i:h* ») et l'interpellation des autres participants à la discussion (« *tu l'entends celui-là* » trad. 1.2). Il marque, ce faisant, l'avis de Moussa comme inhabituel et anormal. Il conteste ensuite le propos de Moussa et l'encourage à exprimer son intérêt pour les femmes : « *non dis juste que tu n'es pas intéressé par celle-là* » (trad. 1.5). Par le démonstratif « *celle-là* », Adama dévie l'absence de goût de Moussa pour les femmes en général sur une femme en particulier, physiquement présente. Lorsqu'il reprend la parole, Moussa réaffirme son indifférence pour les femmes et l'opposition entre l'intérêt pour les femmes et l'accroissement des connaissances : « *dans ce pays si tu as ces filles en tête tu n'apprendras rien* » (trad. 1.7-8). La validité de cette opposition est géographiquement située : elle concerne « *ce pays* » (« *jamaane* »), c'est-à-dire la France. Moussa se défend également en détournant l'attention d'Adama sur un autre membre du groupe, en le présentant comme plus attiré que lui par la femme désignée : « *je te jure au nom d'alla c'est lui qui aime plus que moi* » (trad. 1.24-25). Le groupe de pairs se consolide ici autour d'une distinction commune vis-à-vis des femmes. Qu'elles les attirent ou non, elles sont mises à distance. La masculinité qui se dessine est ici racialisée. Il s'agit, en effet, de se définir face à des femmes blanches (« *tibaabi* » 1.4 et 6), donc en tant qu'hommes noirs. La binarité des catégories de genre s'articule ici à celle des catégories de race.

Adama reprend cette opposition faite par Moussa entre féminité et connaissance. Il déclare, en effet : « *à part ce qui sort de leur bouche elles ne connaissent rien* » (trad. 1.19). Autrement dit, elles n'ont pas de connaissances autres que celles qu'elles nous transmettent, c'est-à-dire celles relatives au français. Le terme « *fo* » (« *i nta fo tu* » 1.19) peut, en effet, être traduit par « les choses de la vie » : « *elles ne connaissent pas les choses de la vie* ». Adama concède ainsi une expertise linguistique aux enseignantes bénévoles et leur dénie toute autre forme de connaissance. Il se place, par contraste, comme celui qui sait. Nous voyons ici émerger la figure de l'aventurier qui, par ses voyages et sa débrouillardise, accroît sa connaissance du monde et démontre sa valeur en tant qu'homme (Biaya, 1997).

L'énoncé produit par Adama est particulièrement intéressant, en ce qu'il met en scène un rapport de places inverse à celui analysé précédemment (voir 9.2.2). En effet, lors du cours n° 2, Anne considérait comme possible que les apprenants ne connaissent pas l'Angleterre. Elle ne tenait pas compte des propos d'Adama, par lesquels il affirmait qu'il connaissait ce pays, et lui répondait : « *ah vous connaissez anglais mais vous connaissez pas angleterre* ». Le cours n° 2 a eu lieu trois jours avant le cours n° 3, pendant lequel se produit l'échange présenté ci-dessus. Il nous semble pertinent de les

mettre en lien, bien qu'Anne ne soit pas présente ce jour-là. Si Adama a fait l'objet d'une présomption d'ignorance lors du cours n° 2, il adresse, lors du cours n° 3, une accusation d'ignorance à ses enseignantes. Il met ainsi en cause la frontière épistémique instaurée par la situation de classe, où le savoir est du côté de l'enseignante.

La mise en question de la légitimité des enseignantes bénévoles se poursuit et prend une autre forme : elle s'exprime par leur objectivation et leur sexualisation. Ces processus passent, d'abord, par une métaphore : « *elle t'a montré uniquement la surface* », « *tu n'as pas vu ce qui est caché* » (trad. 1.21-22). Par cette métaphore, Adama renvoie au sexe féminin et à la relation sexuelle. L'acte sexuel est, ensuite, abordé de manière implicite : « *son mari lui a beau faire* » (trad. 1.26). Dans ce passage, Adama réinvestit un stéréotype sur les femmes blanches, selon lequel elles auraient les fesses plates (« *une femme qui a les fesses aplaties* » (1.26 : « *fengenye* » signifie fesse ou hanches et « *xosonte* » cassées ou aplaties). Ce stéréotype rappelle le stéréotype inverse, relatif aux fesses des femmes noires, construit au XIX^{ème} siècle par les scientifiques européens et rapporté par l'historienne Peiretti-Courtis (2021: 80-101). À la période coloniale, les fesses des femmes noires étaient mesurées et comparées à celles des femmes européennes, considérées comme la norme. La stéatopygie, c'est-à-dire une « hypertrophie graisseuse de la région fessière », avait été établie comme l'un des « traits sexuels caractéristiques » des femmes africaines. Dans les discours des médecins coloniaux, cette supposée difformité des fesses des femmes noires était liée à « une sexualité excessive et libérée ». Ici, suivant la même logique, avoir les « *fesses aplaties* » est une tare, selon Adama, puisque cela rend le rapport sexuel plus difficile.

La sexualisation des femmes qui fréquentent l'association semble être une activité courante pour ce groupe d'apprenants. Un mois plus tard, pendant un cours, le petit groupe se livre à nouveau à la sexualisation d'une de leurs interlocutrices. Ici, il s'agit de nous-même. L'extrait se situe pendant le cours n° 6 animé par Sylvie et pendant l'exercice du texte à trou dont nous avons analysé un extrait précédemment (voir 9.2.2). Nous y montrions que la bénévole, par l'usage des verbes « gronder » et « disputer », infantilisait les apprenants. Au cours de l'activité, ceux-ci mettent en scène leur virilité, dans une conversation en soninké. Pendant l'exercice, Sylvie quitte brièvement la pièce. Nous sommes la seule femme présente, assise autour de la table avec les apprenants.

1 47:34 SYL je je reviens je vais voir à quelle heure on fait
2 la pause
3 (11.37)
4 ? ((chuchote))
5 IRI hmm/
6 ? ((chuchote))
7 OUS iris musuwarin lenme in dugu na du suusa ti ken nwa
attend je vais me nettoyer avec le petit mouchoir
d'iris
8 (.) ((renifle))
9 eh xibaaren nti an maxa ken koota sa
eh toi tu n'as vraiment pas de chance l'autre jour
10 ? hmm/
11 (0.7)
12 OUS eh moussa
13 MOU ha/
14 OUS a do a nyantoro be ga ri ken koota
tu te souviens de la façon dont elle a exposé sa
chatte l'autre jour
15 ? iyo a ya ni
c'est bien elle
16 OUS in wa an katta an guman nwa wo
je vais te taper sur ta bite toi tu vas voir
17 ? thh
18 OUS in wa an katta an guman de wala an nan pete in
19 yaqqen nwa
je vais vraiment te taper sur ta bite si tu ne
laisses pas mon épouse tranquille
20 (1.3)
21 MOU an ti faayini an nan xara
tu ferais mieux d'étudier
22 OUS ha/
23 MOU [in ti an ti faayini an nan xara an na nafa be ge
24 yi]
je te dis que tu ferais mieux d'étudier pour en
tirer le bénéfice
25 SYL [bon allez maintenant c'est à toi]
26 48:18 la numéro 5

Dans cet extrait, c'est Ousmane qui introduit le thème de la sexualité. Moussa, de même que dans l'extrait précédent, tient le rôle de l'apprenant sérieux et concentré sur l'apprentissage. Ici, ce sont les sexes féminin et masculin qui sont objets de discours. Nous retrouvons, comme précédemment, le motif du dévoilement du sexe féminin :

« *tu te souviens de la façon dont elle a exposé sa chatte l'autre jour* »¹³⁴ (trad. l.14). L'utilisation de l'expression « *mon épouse* » (« *yaqqa* » l.19), pour désigner la femme dont il est question, induit des discussions passées entre les jeunes hommes et témoigne de la récurrence de discours sexualisant les femmes qui fréquentent l'association. Dans un autre extrait de conversation que nous avons fait traduire du soninké, un membre du même groupe fait allusion au fait qu'il s'est choisi une deuxième femme parmi les bénévoles animant les cours de français et qu'il en chercherait bien une troisième.

Dans l'interaction, une forme de masculinité est à nouveau mise en scène dans son rapport et son opposition avec la féminité. Ici, l'homme est celui qui possède la femme et la défend (« *si tu ne laisses pas mon épouse tranquille* » trad. l.19). La relation entre pairs masculins est également sexualisée. En effet, Ousmane avertit Moussa : « *je vais te taper sur la bite* » (trad. l.16 et 17). Le terme « *guman* », traduit par « bite » et qui signifie « bâton » en soninké, est utilisé comme métaphore du sexe masculin. Ousmane se livre ainsi à la mise en scène d'une masculinité virile, qui sexualise tant les pairs auxquels il s'identifie que les femmes desquelles il se différencie. Au sein du groupe de pairs, la mise en scène d'une masculinité virile ne fait pas l'unanimité. La réaction de Moussa, qui rappelle Ousmane à l'ordre du cours – « *tu ferais mieux d'étudier* » (trad. l.21 et 23) –, témoigne du fait que le renversement du cadre opéré par Ousmane n'est pas accepté de tous. Il pourrait également être perçu comme témoignant du caractère négocié et pluriel de la masculinité. Ici, Ousmane et Moussa incarnent respectivement la figure de l'homme virile et celle de l'homme instruit.

Dans le même temps où les apprenants sont infantilisés, que leurs savoirs sont niés et invisibilisés par les bénévoles, ils mettent en place un rapport de pouvoir inverse. Pour ce faire, ils rendent pertinents non pas les rapports de places de la situation de classe, mais les rapports sociaux de genre et de race. En tant qu'hommes, ils se placent en position haute vis-à-vis des femmes. Aux antagonismes explorés dans les pages précédentes – Français / Africains ; blancs / non blancs – s'ajoute alors celui entre hommes et femmes. Ce rapport de pouvoir, s'il est inverse à ceux précédemment observés, ne les met pas en cause pour autant. Il s'y articule, sans venir les annuler.

Ce renversement de la hiérarchie des places se fait dans une langue autre que le français, qui n'est pas comprise par les femmes concernées. Le fait de ne pas être compris permet aux locuteurs d'affirmer leur pouvoir sans risquer qu'il soit mis en cause. Le recours au soninké participe, d'une part, à accroître la complicité des

¹³⁴ Comme Ousmane parle de nous-même, il nous semble nécessaire de préciser, d'une part, que nous ne voyons pas à quel événement il fait référence, d'autre part, qu'il déforme la réalité.

participants à l'interaction en tant que groupe de pairs et, d'autre part, à renforcer la frontière qui les sépare des non-locuteurs du soninké – tant bénévoles qu'apprenants. Dans les séquences analysées, le français apparaît comme la langue de l'enseignement et de l'apprentissage, et le soninké celui de la complicité entre pairs et de l'affirmation de la subjectivité. Ces situations correspondent à des interactions où « l'emploi de langues distinctes [s'apparente] à des codes secrets qui excluent l'autre » et participe à la constitution de « frontières particulièrement étanches » (Léglise, 2018: 164 et 163). Les frontières linguistiques s'articulent à des frontières sociales et viennent contrebalancer les relations de pouvoir à l'œuvre.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous nous sommes concentrée sur une activité associative spécifique : l'enseignement du français. Nous avons étudié la dynamique des relations de rôles et des rapports de places pendant les cours de français, en nous concentrant sur la mise en œuvre, dans l'interaction, de rapports de domination.

Dans un premier temps, nous avons exploré le rôle donné à l'apprentissage du français par différents membres de l'association. L'analyse d'entretiens menés avec des bénévoles animant des cours de français a montré comment ceux-ci font des compétences langagières – notamment en français – un indice d'altérité. Dans le rôle prêté à la langue française et à son apprentissage s'entremêlent alors des stéréotypes liés au genre et à la classe sociale, à l'opposition entre ruraux et urbains. Les bénévoles avec qui nous avons mené des entretiens, tout comme Mohamed, réinvestissent l'idée commune que l'intégration dépend de la maîtrise de la langue nationale, sans la mettre en question. Cela est présenté comme objectif, comme relevant de la doxa. L'analyse des entretiens menés avec les bénévoles montre également que ceux-ci sont conscients des conditions de vie des apprenants et de la précarité dans laquelle ils sont entraînés par les politiques migratoires. Les bénévoles manifestent une certaine connaissance de ces politiques et du lien qu'elles opèrent entre maîtrise du français et droit au séjour. Mohamed souligne l'injonction paradoxale à laquelle sont confrontées les personnes en situation irrégulière sur le territoire : d'un côté, pour être régularisées, elles doivent s'engager dans l'apprentissage du français ; de l'autre, l'apprentissage du français nécessite des conditions matérielles d'existence qui peuvent difficilement être obtenues en l'absence de titre de séjour – logement, revenu financier.

L'engagement dans les activités associatives et la rencontre qui s'y produit avec des figures de l'altérité préétablies conduisent certains bénévoles à mettre en cause ces

figures préconçues. C'est le cas, nous l'avons vu, de Véronique vis-à-vis des Afghans. L'expérience de cette rencontre peut également les conduire à former de nouveaux stéréotypes. Ainsi, nous avons analysé l'émergence d'images types d'apprenants dans les discours tenus par les bénévoles en entretien – les femmes migrantes âgées, les Afghans, les Africains. À chaque type sont attribuées une attitude vis-à-vis de l'apprentissage du français et une compétence d'apprentissage. Au cours de notre recherche de terrain, nous avons observé qu'une distinction était opérée de manière récurrente par les bénévoles animant les cours de français. Il s'agit de la distinction entre les apprenants afghans et ouest-africains. En entretien, Denis et Véronique précisent cette distinction. Dans leurs propos, les premiers sont présentés comme de « bons apprenants » : ils manifestent, en effet, un désir d'apprendre et une rapidité dans l'apprentissage. Les seconds sont présentés comme de « mauvais apprenants » : ils manquent de motivation et rencontrent des difficultés. Cette distinction entre « bons et mauvais apprenants » recoupe celle opérée, en d'autres contextes, entre « bons et mauvais migrants » ; étant considérés comme « bons » ceux qui émigrent pour des motifs politiques, et comme « mauvais » ceux qui émigrent pour des motifs économiques (Streiff-Fénart, 2018). À Autremonde, les apprenants afghans sont le plus souvent en demande d'asile, tandis que les apprenants ouest-africains sont généralement en situation irrégulière sur le territoire français. Il nous semble que la formation d'images types d'apprenants et leur évaluation réinvestissent des éléments de cette opposition entre « bons et mauvais » étrangers.

Après avoir posé les enjeux que pouvait représenter, pour les bénévoles et les apprenants, l'apprentissage de la langue française, nous nous sommes intéressée à la co-construction des relations interpersonnelles en situation de classe, dans leur dimension langagière. Nous nous sommes concentrée principalement sur les rapports de pouvoir à l'œuvre entre les participants à ces cours. Nous avons souhaité montrer comment s'opère le glissement de rapports asymétriques – constitutifs de la situation de classe et de la relation d'accueil – vers des rapports de domination. Ce focus sur les rapports de pouvoir donne un aperçu orienté des relations co-construites lors des cours de français à Autremonde. Il laisse notamment de côté les situations dans lesquelles les savoirs des apprenants sont valorisés par les bénévoles et celles dans lesquelles les apprenants transmettent leurs savoirs aux bénévoles. Le focus opéré sur les relations de domination ne signifie en rien qu'elles sont représentatives de l'ensemble des relations sociales qui se tissent dans les situations de classe.

Ce dernier chapitre a proposé une analyse sociolinguistique de l'articulation des rapports sociaux, dans leur dimension interactionnelle. Cet objectif a notamment

nécessité de rendre compte du genre des membres de l'association et de la place du genre dans la division des tâches bénévoles. L'étude de la dimension genrée de l'engagement bénévole au sein de l'association Autremonde a permis d'établir que le groupe des bénévoles est aussi un groupe majoritairement composé de femmes, tandis que le groupe des apprenants est aussi un groupe majoritairement composé d'hommes. Ce constat ayant été établi, il s'est agi de savoir si – et si oui, comment – nos interlocuteurs rendent pertinente cette articulation entre catégorie d'hôte, catégorie de membres de l'association et catégorie de genre. Le fait que la distribution du pouvoir au sein des collections « hôte » et « membres de l'association » soit inverse à celle de la collection « genre » nous a semblé susceptible de favoriser la reconfiguration des rapports de pouvoir et de complexifier leur articulation. Le tableau suivant illustre les oppositions catégorielles à l'œuvre, en reprenant la distinction entre « *haves* » et « *don't have*s » proposée par Sacks (1989: 280).

Tableau 10 : Haves et don't have en situation de classe

<i>haves</i>	<i>don't have</i> s
bénévole	apprenant
accueillant	accueilli
masculin	féminin

Nous avons donc étudié comment les rapports de domination se manifestent *in situ* et en interaction, en situation de classe. Nous avons, pour ce faire, analysé l'interrelation entre les plans discursifs, interactionnels et scéniques. Il s'est agi d'étudier l'articulation entre les rapports sociaux de race, d'âge, de genre, ainsi que leur assemblage avec les relations de rôles liées à l'activité en cours, une classe de français en milieu associatif et solidaire.

La prise en compte des rapports de genre a permis de rendre compte de la configuration et de la reconfiguration des rapports de pouvoir selon des orientations parfois contraires. En effet, les rapports de pouvoir analysés se fondent sur l'ordre social (blanc / non blanc ; masculin / féminin ; jeune / âgé), sur l'ordre associatif (bénévole / apprenant) et sur l'ordre de l'hospitalité (accueillant / accueilli). Les participants à l'interaction s'appuient sur ces différentes oppositions, en accentuent certaines et en effacent d'autres, sans qu'elles ne disparaissent jamais complètement. Dans certaines situations, les rapports de pouvoir s'agencent selon une orientation

commune, conduisant à l'affirmation d'un rapport de domination entre les participants à l'interaction et de l'antagonisme entre bénévoles et apprenants. Ainsi, nous avons vu comment Denis, qui est un bénévole, mais aussi un homme blanc et âgé, affirme son pouvoir sur ses interlocuteurs et sa place de dominant. Dans l'une des situations analysées, la démonstration de son autorité entraîne l'affiliation d'une partie des apprenants et la désaffiliation d'une autre partie. Nos analyses montrent, en effet, les processus de contestation face à l'instauration de ces rapports de domination. Dans notre corpus, cette contestation n'émerge pas sous une forme discursive, mais plutôt sous celle d'exclamations et de rires. Suivant les études considérant le rire comme une activité interactionnelle (Glenn & Holt, 2013; Glenn & Moncayo, 2003), nous avons montré que les processus de (dés)affiliation fondés sur le rire peuvent être considérés comme des actes de résistance à la subordination.

Dans les situations analysées, les rapports de pouvoir s'agent aussi selon des orientations contraires. C'est notamment le cas lorsqu'Adama, qui a fait l'objet d'une infantilisation et d'une présomption d'ignorance de la part d'une bénévole, s'affirme en tant qu'homme noir et viril en objectivant les femmes présentes, en les ramenant à leur sexe et en délégitimant leurs savoirs. Il est à noter que l'affirmation de cette domination masculine se fait dans une langue qui n'est pas comprise par les personnes infériorisées. Les ressources linguistiques servent alors à protéger et à garantir une position dominante.

Dans les interactions étudiées, les rapports de pouvoir co-construits par les participants réinvestissent les hiérarchies de genre, d'âge et de race. Ils érigent des frontières franches entre bénévoles et apprenants, accueillants et accueillis. Mais nos analyses ont aussi permis de rendre compte de la façon dont les participants à l'interaction jouent des différentes facettes de l'ordre social, en rendant certaines plus saillantes que d'autres. C'est le cas lorsque Moussa rejette la masculinité virile à laquelle Ousmane et Adama tentent de l'affilier, en les rappelant au contexte de classe.

Conclusion de la partie IV

Dans cette dernière partie, nous nous sommes concentrée sur la co-construction, en interaction, des relations sociales entre les personnes qui fréquentent l'espace de l'association. Nous avons montré comment elles s'inscrivent dans l'ordre associatif décrit dans la partie 3 ou, au contraire, comment elles le font passer au second plan, en rendant pertinents d'autres rôles que ceux d'accueillant et d'accueilli, et d'autres catégories que celles de la collection « membres de l'association ». Les trois chapitres de cette partie mettent en lumière comment, *in situ*, l'organisation des relations de rôles et des rapports de places vient accentuer l'asymétrie propre à la relation d'accueil, la résorber ou la renverser.

Le chapitre 8 s'est focalisé sur l'analyse d'interactions s'étant déroulées lors d'un jeu de loto animé par des apprenants des cours de français et dans leurs langues. Nous avons montré que cette activité favorisait l'effacement de l'ordre associatif et l'instauration d'un rapport de places, où celles-ci « ne sont pas prédéfinies en termes de statut professionnel ou de place institutionnelle » (Vion, 1992: 135). Dans cette situation où le cadre dominant n'est plus le cadre associatif, la question de la gestion de la déviance se pose. L'adoption de la définition goffmanienne de la folie nous a permis d'identifier les traces langagières du comportement déviant, sa dimension co-construite, mais aussi la négociation dont fait l'objet l'attribution, à un participant, d'une place de joueur (à part) entière. Nos analyses montrent que, dans cette situation, le principe de bienveillance persiste comme principe organisateur de la relation sociale. En effet, celui qui est sanctionné n'est pas celui qui dévie, mais celui qui ne protège pas la face du déviant.

Le chapitre 9 a permis de mettre en lumière le caractère transversal d'une vision du monde eurocentrée au sein du collectif associatif. Selon cette vision, l'Europe et l'Afrique ne renvoient pas uniquement à des espaces géographiques : ce sont des catégories socio-spatiales, opposées et hiérarchisées, l'Europe occupant la position haute. Cette opposition est parfois racialisée par les membres de l'association, accueillants et accueillis, qui y articulent l'opposition blanc / non blanc. Ces processus de catégorisation socio-spatiale, nationale et raciale conduisent à la formation d'un antagonisme entre accueillants et accueillis, homogénéisent ces deux groupes et radicalisent leur différence. Nos analyses rendent compte du partage, d'une part, de cette conception eurocentrée et racialisée de l'ordre social, et, d'autre part, d'un inconfort face aux catégories raciales. Nous avons ainsi mis en évidence les résistances

de membres de l'association face à l'inscription de la relation asymétrique de l'accueil dans une relation de domination.

Le chapitre 10 se concentre sur des interactions en cours de français. Nous y analysons la (re)production de l'ordre social en interaction, en tenant compte des rapports sociaux de race, de genre et d'âge, et de leur articulation avec les rôles liés à la situation de classe. Nous nous sommes focalisée sur la mise en place de rapports de forces entre les participants à l'interaction. Nos analyses montrent comment, par des indices de contextualisation, les participants rendent saillantes différentes facettes de l'ordre social. Elles révèlent le caractère fluctuant de l'organisation des relations dans lesquelles ils s'engagent et la (re)configuration permanente des rapports de places dans lesquels ils s'inscrivent, parfois au cours d'une même interaction. Elles rendent compte, également, de la contestation dont peuvent faire l'objet la contextualisation de la situation, la définition des rôles sociaux et la distribution inégale du pouvoir. Ce chapitre propose, en cela, une analyse de la matérialité langagière de la dimension conflictuelle des relations sociales.

Tout au long de cette dernière partie, nous avons exploré les traces langagières qui permettent de distinguer rapports complémentaires, rapports asymétriques et rapports de domination, et d'observer les glissements de l'un à l'autre. L'attention portée à l'ordre interactionnel, aux positionnements énonciatifs et à leurs (re)configurations nous paraît en cela fructueuse. Il nous semble, en effet, que l'asymétrie et la domination peuvent être différenciées par leur (in)stabilité. L'asymétrie est liée à l'activité en cours, aux relations de rôles et aux rapports de places qui y sont rattachés. Le rapport asymétrique entre expert / non expert et enseignant / apprenant est ainsi amené à disparaître, dès lors que le contexte de classe n'est plus rendu pertinent par les interactants. La distribution des positions haute et basse varie donc d'une interaction à une autre, voire au cours d'une même interaction. La domination, elle, est plus stable et plus diffuse. Elle s'appuie, en effet, sur des rôles ou des catégories qui ne sont pas rattachés à une activité spécifique – des catégories de genre et de race, par exemple. Le rapport de domination est en cela un rapport d'ascendance du dominant sur le dominé, qui s'exerce par la violence physique ou symbolique, quelle que soit l'activité en cours. Ce que nous avons voulu montrer dans cette dernière partie, c'est à la fois comment ces rapports asymétriques et de domination sont actualisés *in situ*, mais aussi comment ils sont résistés et contournés par les participants à l'interaction.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Une étude sociolinguistique des lois de l'hospitalité

Cette thèse propose une étude des pratiques de l'hospitalité, telles qu'elles se déploient en milieu associatif et solidaire. Cette étude, parce qu'elle vise à « rendre compte des faits sociaux par l'entrée spécifique des langues et du langage » (Boutet & Costa, 2021: 12), s'inscrit dans le domaine de recherche de la sociolinguistique. Nous nous sommes, en effet, demandée dans quelle mesure les pratiques langagières étaient structurées par l'ordre de l'hospitalité en vigueur dans un espace associatif donné, tout en (re)produisant cet ordre.

L'espace associatif et solidaire présente, selon nous, un intérêt particulier en tant que terrain d'étude des pratiques de l'hospitalité. Dans cette situation, une tension forte entoure la rencontre entre accueillants et accueillis. Tandis que l'institution associative revendique une égalité et une horizontalité dans les relations entre les membres du collectif, ces relations s'inscrivent dans un ordre social asymétrique et fortement hiérarchisé, du fait de l'articulation entre l'ordre de l'hospitalité et l'ordre de l'institution. Les membres du collectif font groupe autour d'un projet commun et s'engagent dans des rapports asymétriques ou de domination contraires à ce projet. Ils ignorent ces rapports ou y résistent, en s'y opposant ou en les réorientant. Autrement dit, il s'agit d'un espace social où l'idéal revendiqué est sans cesse mis en cause au cours des interactions interpersonnelles. Défendu ou contredit, cet idéal oriente les positionnements et la mise en ordre des relations sociales. Dans cette étude, l'espace associatif et solidaire est donc exploré comme un espace social non figé et en tension, traversé par des rapports de pouvoir et des mouvements contradictoires.

Enjeux et apports de la thèse

Une articulation des niveaux d'analyse

Nous avons voulu rendre compte de la configuration et de la reconfiguration des positions dans l'ordre social, et de l'ordre social lui-même, en analysant la dynamique des rôles et des rapports de place aux niveaux énonciatif et interactionnel. L'articulation de ces différents niveaux d'analyse a permis de montrer comment, dans les situations étudiées, la mise en ordre des relations sociales s'appuie sur des indices

de contextualisation. Nos analyses mettent en lumière les marques langagières par lesquelles les interlocuteurs rendent saillants certains traits contextuels, qui donnent sens à l'activité en cours et qui déterminent des relations de rôles et des rapports de places.

Nous avons tenu compte des spécificités d'une relation d'accueil encadrée par une institution associative, qui l'ordonne et lui donne sens. Nous avons montré le rôle majeur joué par les textes institutionnels dans la définition et la diffusion des lois de l'hospitalité au sein d'un collectif associatif. L'acte de mention de ces textes institutionnels est aussi un acte par lequel les sujets parlants s'approprient l'ordre associatif, le soutiennent ou le redéfinissent. Dans cette perspective, nous avons souligné l'importance de l'activité catégorielle. Les catégories énoncées dans les textes institutionnels sont reprises par les personnes présentes qui manifestent, ce faisant, leur appartenance au collectif et participent à faire le groupe. Elles font aussi l'objet de métadiscours de la part des membres du groupe, qui mettent en question ou réaffirment leur pertinence. La distinction entre scène et scénographie, qui s'articulent et s'influencent l'une l'autre, mais peuvent aussi entrer en décalage, s'est ici révélée particulièrement féconde. Cela nous a permis de mettre en regard, d'un côté, l'ethos discursif et l'ordre associatif établis dans et par les textes institutionnels et, de l'autre, le mouvement des positionnements discursifs des locuteurs, positionnements qui soutiennent la relation instituée entre salariés, bénévoles et accueillis ou qui déplacent l'ordre établi.

Les pratiques langagières des membres de l'association ne sont pas seulement structurées par l'ordre associatif de l'hospitalité. Les locuteurs rendent également pertinente une organisation des relations sociales selon un ordre moderne, postcolonial et patriarcal. Au cours des interactions, les rapports de genre, de race, d'âge s'articulent entre eux, mais aussi à la relation d'accueil. Ils contribuent à accentuer l'antagonisme entre accueillants et accueillis, à creuser le caractère asymétrique de leur rapport, à le faire évoluer vers un rapport de domination, ou à le renverser. Nous avons rendu compte de ces processus de reconfiguration des rapports sociaux en nous concentrant sur l'interrelation entre l'ordre interactionnel et l'ordre social. Ces mouvements sont, en effet, marqués sur le plan énonciatif et interactionnel – par les catégories énoncées par les locuteurs, par l'expression du positionnement des énonciateurs vis-à-vis du contenu énoncé, ou encore par l'organisation des tours de parole. Le fait de tenir compte des pratiques langagières non verbales, telles que le rire, nous a permis de rendre compte de processus de contestation non discursifs.

Une démarche empirique et ethnographique

Notre recherche défend une démarche ethnographique de longue durée. Tant notre question de recherche que notre corpus ont, en effet, été constitués au cours d'une recherche de terrain de deux ans, dans une association parisienne de solidarité. C'est cette expérience ethnographique qui a orienté notre regard sur « *l'épaisseur historique* » des situations sociales observées (Boutet, 1994: 63).

Prendre le temps de la recherche de terrain nous a permis de constituer un corpus composé de données hétérogènes : des enregistrements audio et audio-visuels d'activités associatives et d'entretiens, des textes écrits associatifs, des notes de terrain. Ce corpus nous a permis de rendre compte d'une multiplicité de points de vue sur la relation d'accueil et d'une pluralité de positions au sein de celle-ci. Il nous a également permis de mettre en lumière la dynamique des rôles et des positionnements des membres de l'association, au cours de situations variées, et de souligner leurs régularités, mais aussi dans leur variabilité. La régularité de notre présence au sein de l'association, sur une temporalité longue, nous a aussi permis d'*être là* en certaines situations et de consigner certaines interactions qui nous ont ensuite parues clé pour rendre compte de la complexité des relations sociales au sein de l'espace associatif étudié.

La thèse que nous avons présentée repose, en grande partie, sur les relations ethnographiques qui ont été tissées avec les membres de l'association au cours de ces deux années. Ces relations interpersonnelles ont été déterminantes dans l'orientation de notre trajectoire ethnographique, dans la constitution de notre corpus et dans son analyse. Ces dernières ont, en effet, été orientées par les « processus d'*imprégnation* typiques de l'observation participante » et par la « connaissance sensible » produite par notre recherche de terrain (Olivier de Sardan, 2000: 434; 1995: §23). Or, nous l'avons dit, nous avons été généralement affiliée à l'équipe des accueillants et avons rencontré des difficultés à nous inscrire dans les réseaux de sociabilité des accueillis. Cela peut être expliqué par notre position au sein de l'ordre associatif, préalable à la recherche, mais aussi par des questions de compétences langagières et par des rapports sociaux de genre et de race – le chapitre 10 en rend bien compte. Cette remarque nous permet de revenir sur le fait qu'avec cette recherche, c'est *une* image de la relation d'accueil en milieu associatif que nous avons donnée.

D'autres images auraient pu être formées et nous esquisserons, à présent, deux des perspectives qui s'offrent à nous.

Perspectives de recherche

La première piste consisterait à poursuivre notre recherche en rendant compte de la dimension économique du langage et des liens entre compétences langagières et enjeux économiques, dans la lignée de travaux comme ceux de Del Percio et Wong (2019), Duchêne (2016), Heller (2003) ou Vigouroux (2017). A Autremonde, les cours de français occupent une place centrale, à la fois en nombre d'heures, en nombre de bénévoles et en montant des subventions. En outre, certains de ces cours sont dits à visée professionnelle. Au début de notre recherche de terrain, ils visaient quatre secteurs de métiers : la restauration, le bâtiment, le nettoyage et la grande distribution. Ces secteurs de métier emploient, dans les faits, beaucoup de travailleurs étrangers¹³⁵ et, selon les dires, l'emploi d'étrangers en situation irrégulière y est facilité. Ce constat nous pousse à nous interroger sur les liens entre le secteur associatif et le secteur marchand, et sur le rôle joué par les associations de solidarité dans la reproduction d'un ordre socio-économique néolibéral. Les travaux mentionnés ont mis en lumière, d'une part, la fonction marchande des ressources langagières et, d'autre part, le rôle des pratiques langagières dans la diffusion et la circulation d'une conception néolibérale du sujet, de la société et du marché du travail. Il nous paraît intéressant de nous demander, depuis un contexte français et associatif, dans quelle mesure l'enseignement du français y est aussi un enseignement de la place que doivent tenir les apprenants dans l'ordre économique. Cela nous conduirait à nous interroger sur le caractère transversal de cette vision néolibérale, mais aussi à explorer les réactions et les marges de manœuvre des membres de l'association – salariés, bénévoles et apprenants.

La seconde consisterait à prolonger et approfondir notre étude du « faire groupe » dans ses dimensions processuelle, hétérogène et conflictuelle, en nous concentrant cette fois sur les membres de la catégorie « accueilli ». Il s'agirait, alors, de nous interroger sur l'existence du groupe des accueillis, de tenir compte de l'hétérogénéité des personnes catégorisées comme telles, des processus d'identification et de différenciation dans lesquels elles s'engagent. Pour certains, l'espace associatif est un espace de rencontre avec des compatriotes, avec lesquels ils partagent un ensemble de connaissances sociales, culturelles et langagières. Dès lors, nous pouvons nous demander dans quelle mesure les rapports d'âge, de genre, de classe, d'ethnie ou de

¹³⁵ En 2017, « les personnes immigrées représentent en France 38,8% des employés de maison, [...] 27% des ouvriers non qualifiés du BTP, 24,8% des ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment, [...] 22% des cuisiniers, 19,3% des employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration, 19,3% des ouvriers qualifiés des travaux publics, 17,4% des agents d'entretien » (Harzoune, 2022).

langue, en vigueur dans ces groupes de pairs, affectent la (re)configuration des relations de rôles et des rapports de places et s'articulent à la relation d'accueil. En outre, à Autremonde, sont catégorisées comme accueillies des personnes aux profils extrêmement divers – trajectoire migratoire, ressources langagières, milieu social d'origine, état psychiatrique, etc. Au cours de notre recherche de terrain, nous avons observé des processus d'affiliation et de distinction entre personnes accueillies, autour d'oppositions telles que blanc / non blanc, francophone / non francophone, fou / sain d'esprit, chrétien / musulman, drogué / non drogué, etc. Il nous semble particulièrement intéressant de nous interroger, dans cette perspective, sur les procédés langagiers par lesquels le normal et l'anormal sont (re)définis dans cette situation de rencontre, d'explorer les antagonismes et les convergences qui s'y produisent, ainsi que les motifs sur lesquels ils reposent.

Une recherche utile ?

« La sociolinguistique, à quoi ça sert ? » Cette interrogation, posée par le 5^{ème} Congrès du RFS, a aussi été la nôtre au cours des années consacrées à ce travail. Boutet (2018: 171) déclare :

« La sociolinguistique est selon moi en capacité de faire de *l'implémentation sociale*, c'est-à-dire de contribuer à la transformation sociale du point de vue précis, volontairement et consciemment partiel qui est le nôtre : celui du langage et des langues en sociétés. »

Cette idée nous séduit, à la fois par son ambition et par la façon dont elle politise l'activité de recherche, et nous avons tenté de nous y conformer. Notre thèse propose ainsi une perspective à la fois critique et désenchantée sur le monde associatif, en se focalisant sur les rapports asymétriques et sur les relations de domination à l'œuvre au sein d'une association de solidarité. Le choix de mettre au centre la dimension conflictuelle des rapports sociaux en milieu associatif a été motivé par deux principaux facteurs. D'une part, c'est un aspect qui a été relativement peu étudié en sciences sociales et qui, à notre connaissance, ne l'a pas été en sciences du langage. Nous avons donc souhaité participer à l'accroissement des connaissances scientifiques relatives à cet objet. Le fait que ces rapports de force soient voilés par les discours associatifs et la rhétorique de la bien-faisance nous a paru rendre d'autant plus nécessaires leur rappel, leur mise en lumière et leur analyse. D'autre part, il nous semble qu'en mettant l'asymétrie et la domination au centre de notre écrit de recherche, nous mettons en valeur, par contraste, les rapports complémentaires dans lesquels les membres de ces

collectifs peuvent s'inscrire, les rapports de négociation dans lesquels ils peuvent s'engager, les processus de résistance qu'ils peuvent mettre en œuvre. Autrement dit, ce choix permet de rendre compte du caractère transversal et omniprésent des rapports de pouvoir, même au sein des collectifs qui en font un objet de lutte, mais aussi de mettre en lumière les situations où les personnes se défont des structures inégalitaires.

Ceci étant dit, la question de la circulation de notre propos, en dehors du milieu académique, reste posée. Nous l'avons mentionné, quelques restitutions partielles de nos analyses ont déjà été faites, sous différentes formes, aux membres de l'association Autremonde. Un travail de sélection et de vulgarisation reste à mener, en collaboration avec ceux-ci, afin de déterminer les éléments de cette recherche susceptibles de nourrir leur questionnement relatif au fonctionnement de l'association et à sa transformation. Notre souhait est que cette recherche doctorale puisse servir à Autremonde, mais pas uniquement. La tension créée par l'écart entre, d'un côté, l'idéal porté par un collectif et l'image de soi qu'il projette et, de l'autre, les pratiques de ses membres est loin d'être propre à cet espace associatif. Nombre d'associations de solidarité et de collectifs militants y sont également confrontés. Notre souhait est que cette recherche puisse alimenter leur réflexion à ce sujet.

BIBLIOGRAPHIE

- Achard, P. (1994). Sociologie du langage et analyse d'enquêtes : De l'hypothèse de la rationalité des réponses. *Sociétés contemporaines*, 18(1), 67-100.
- Agier, M. (2004). *La sagesse de l'ethnologue*. L'œil neuf.
- Agier, M. (2008). *Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Flammarion.
- Agier, M. (2016). *Les migrants et nous. Comprendre Babel*. CNRS Éditions.
- Agier, M. (2018). *L'étranger qui vient. Repenser l'hospitalité*. Éditions du Seuil.
- Agier, M., Gerbier-Aublanc, M., Masson Diez, E., et al. (2019). *Hospitalité en France : Mobilisations intimes et politiques*. Le passager clandestin.
- Akoka, K. (2020). Introduction. Dans K. Akoka (Éd.), *L'asile et l'exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants* (p. 7-35). La Découverte.
- Althabe, G. (1990). Ethnologie du contemporain et enquête de terrain. *Terrain* [en ligne], 1. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/terrain/2976>
- Amossy, R. (2010). *La présentation de soi*. Presses Universitaires de France.
- Amossy, R. (2021). Qu'est-ce que l'ethos collectif. Dans R. Amossy & E. Orkibi (Éds.), *Ethos collectif et identités sociales* (p. 21-51). Classiques Garnier.
- Amossy, R., & Orkibi, E. (2021). Introduction. Dans R. Amossy & E. Orkibi (Éds.), *Ethos collectif et identités sociales* (p. 7-17). Classiques Garnier.
- APUR. Atelier parisien d'urbanisme. (2002). *La population étrangère à Paris. Eléments de diagnostic sociodémographique à partir des données du recensement* [en ligne]. Diagnostic local d'intégration de la ville de Paris. Disponible sur : <https://www.apur.org/sites/default/files/documents/133.pdf>
- Aterianus-Owanga, A. (2014). Lord Ekomy Ndong, l'afropolitain. *Africultures*, 99-100(3-4), 148-157.
- Atlani-Duault, L., & Dozon, J.-P. (2011). Colonisation, développement, aide humanitaire. Pour une anthropologie de l'aide internationale. *Ethnologie française*, Vol. 41(3), 393-403.
- Attané, A. (2011). La notion d'aïnesse sociale a-t-elle encore un sens dans les contextes contemporains ouest-africains ? : L'exemple de la société burkinabé. *Actes du colloque international de Meknès*, 49-55.

- Aubouin, M. (2011). Circulaire relative au niveau de connaissance de la langue française requis des postulants à la nationalité française [en ligne], N°NOR IOCN1132114C. Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/34304>
- Aubry, A. (2020). Les divisions du travail caritatif : Enquête au sein d'une structure d'aide « aux plus démunies » de Suisse romande. Dans L. Ruiz De Elvira & S. A. Saeidnia, *Les mondes de la bienfaisance. Les pratiques du bien au prisme des sciences sociales* (p. 225-245). CNRS Éditions.
- Auer, P. (2013). The geography of language : Steps toward a new approach. *Freiberger Arbeitspapiere zur Germanistischen Linguistik (FRAGL)*, 16, 1-39.
- Auzanneau, M. (2015). La quête des parlers ordinaires. *Langage et société*, 154(4), 51-66.
- Auzanneau, M., Leclère-Messebel, M. & Juillard, C. (2012). Élaboration et théâtralisation de catégorisations sociolinguistiques en discours, dans une séance de formation continue. La catégorie « jeune » en question. *Langage et société*, 141, 47-69
- Auzanneau, M., & Trimaille, C. (2017). L'odyssée de l'espace en sociolinguistique. *Langage et société*, 160-161(2), 349-367.
- Ba, A. H. (2016). 2. Mobilités sahéniennes : Les processus contemporains des migrations. Dans A. H. Ba (Éd.), *Acteurs et territoires du Sahel* [en ligne]. ENS Éditions. Disponible sur : <http://books.openedition.org/enseditions/911>
- Bailly, A. (1989). L'imaginaire spatial. Plaidoyer pour la géographie des représentations. *Espaces Temps*, 40-41, 53-58.
- Bajard, F. (2013). Enquêter en milieu familial. Comment jouer du rapport de filiation avec le terrain ? *Genèses*, 90, 7-24.
- Balibar, R., & Laporte, D. (1974). *Le français national : Politique et pratique de la langue nationale sous la Révolution*. Hachette.
- Bancel, N., Blanchard, P., Boëtsch, G., et al. (2004). Introduction : Zoos humains : Entre mythe et réalité. Dans N. Bancel, P. Blanchard, G. Boëtsch, et al. (Éds.), *Zoos humains* (p. 5-18). La Découverte.
- Bardem, I. (1993). L'émancipation des jeunes : Un facteur négligé des migrations interafricaines. *Cahiers Sciences Humaines*, 2-3(29), 375-393.
- Bauman, R., & Briggs, C. L. (2003). *Voices of Modernity*. Cambridge University Press.
- Beaud, S., & Noiriel, G. (1990). Penser « l'intégration » des immigrés. *Hommes et Migrations*, 1133(1), 43-53.

- Beck, U. (2014). Nationalisme méthodologique - Cosmopolitisme méthodologique : Un changement de paradigme dans les sciences sociales. *Raisons Politiques*, 54(2), 103-120.
- Becker, H. (1985). *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Éditions Métailié.
- Beliard, A., & Eideliman, J.-S. (2008). Au-delà de la déontologie. Anonymat et confidentialité dans le travail ethnographique. Dans A. Bensa & D. Fassin (Éds.), *Les politiques de l'enquête* (p. 123-141). La Découverte.
- Bensa, A. (1995). De la relation ethnographique. A la recherche de la juste distance. *Enquête* [en ligne], 1. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/enquete/268>
- Benveniste, É. (1969). *Le vocabulaire des institutions indo-européennes. Volume 1 : Économie, parenté, société*. Éditions de Minuit.
- Bernardot, M. (2006). Les foyers de travailleurs migrants à Paris. Voyage dans la chambre noire. *Hommes & Migrations*, 1264(1), 57-67.
- Berthommière, W., Maurel, M., & Richard, Y. (2015). Intégration des immigrés et associations en France. Un essai d'approche croisée par l'économie et la géographie. *CyberGeo : European Journal of Geography* [en ligne], 749. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/cybergegeo/27296>
- Besozzi, T. (2020). *Idées reçues sur les SDF : regard sur une réalité complexe*. Le Cavalier bleu.
- Bessone, M. (2015). Le vocabulaire de l'hospitalité est-il républicain ? *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale* [en ligne], 17(1). Disponible sur : <https://journals.openedition.org/ethiquepublique/1745>
- Bhargava, R. (2013). Pour en finir avec l'injustice épistémique du colonialisme. *Socio*, 1, 41-75.
- Biaya, T. K. (1997). Les paradoxes de la masculinité africaine moderne : Une histoire de violences, d'immigration et de crises. *Ethnologies*, 19(1), 89-112.
- Bigot, V. (2018). *Analyse des interactions verbales et enseignement des langues* [en ligne]. Disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02314832>
- Blais, M.-C. (2008). La solidarité. *Le Télémaque*, 33(1), 9-24.
- Blanc, G. (2020). *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*. Flammarion.
- Blanche-Benveniste, C. (1997). *Approches de la langue parlée en français*. Ophrys.
- Blanchet, A., & Gotman, A. (2007). *L'enquête et ses méthodes. L'entretien*. Armand Colin.

- Blondet, M. (2008). Le genre de l'anthropologie. Faire du terrain au féminin. Dans A. Bensa & D. Fassin (Éds.), *Les politiques de l'enquête* (p. 59-80). La Découverte.
- Bolón Pedretti, A. (1999). Intégration-Exclusion : Deux préconstruits ? *Langage et société*, 90(1), 5-27.
- Bonnicco-Donato, C. (2012). La métaphore théâtrale et théorie des jeux dans l'oeuvre d'Erving Goffman : Des paradigmes individualistes ou situationnistes. Dans D. Cefaï & L. Perreau (Éds.), *Erving Goffman et l'ordre de l'interaction* (p. 209-228). Presses Universitaires de France.
- Bonnafous, S. (1992). Le terme "intégration " dans le journal Le Monde : Sens et non-sens. *Hommes et Migrations*, 1154(1), 24-30.
- Bouamama, S. (2005). L'intégration contre l'égalité (première partie). Les enseignements d'Abdelmalek Sayad. Dans *Les mots sont importants* [en ligne]. Disponible sur : <https://lmsi.net/L-integration-contre-l-egalite>
- Boudou, B. (2014). Éléments pour une anthropologie politique de l'hospitalité. *Revue du MAUSS*, 40(2), 267-284.
- Boudou, B. (2016). Au nom de l'hospitalité : Les enjeux d'une rhétorique morale en politique. *Cités*, 68(4), 33-48.
- Boudou, B. (2018). Etranger : La constitution progressive d'une catégorie juridique et statistique. Dans M. Veniard & L. Calabrese (Éds.), *Penser les mots, dire la migration* (p. 91-97). L'Harmattan.
- Boudou, B. (2019). « Pourquoi n'accueillez-vous pas des migrants chez vous ? » Définir le devoir d'hospitalité. *Revue du MAUSS*, 53(1), 291-307.
- Bourdieu, P. (1977). L'économie des échanges linguistiques. *Langue Française*, 34, 17-34.
- Bourdieu, P. (1978). Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 23(1), 67-69.
- Bourdieu, P. (1981). *Questions de sociologie*. Éditions de minuit.
- Bourdieu, P. (1993a). Esprits d'Etat. Genèse et structure du champ bureaucratique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 96-97(1), 49-62.
- Bourdieu, P. (1993b). *La misère du monde*. Éditions du Seuil.
- Boutet, J. (1980). Quelques courants dans l'approche sociale du langage. *Langage et société*, 12(1), 33-70.
- Boutet, J. (1987). Façons de dire la qualification. *Mots*, 14(1), 171-196.
- Boutet, J. (1994). *Construire le sens*. Bern.

- Boutet, J. (2002). Terrain. Dans P. Charaudeau & D. Maingueneau (Éds.), *Dictionnaire de l'analyse du discours* (p. 568-570). Éditions du Seuil.
- Boutet, J. (2009). Marcel Cohen, l'enquête et les faits linguistiques, de 1908 à 1928. *Langage et société*, 128(2), 31-54.
- Boutet, J. (2016). *Le pouvoir des mots*. La Dispute.
- Boutet, J. (2017). La pensée critique dans la sociolinguistique en France. *Langage et société*, 160-161(2), 23-42.
- Boutet, J. (2018). Sur l'étendue de la sociolinguistique : Peut-on unifier le champ sans pour autant l'uniformiser ? *Langage et société*, 164(2), 165-174.
- Boutet, J., & Costa, J. (2021). Introduction. *Langage et société, Hors-série* (HS1), 11-18.
- Boutet, J., & Heller, M. (2007). Enjeux sociaux de la sociolinguistique : Pour une sociolinguistique critique. *Langage et société*, 121-122(3), 305-318.
- Boutet, J., & Tabouret-Keller, A. (2009). Introduction. *Langage et société*, 128, 5-11.
- Brauman, R. (2005). 14. Indigènes et indigents : De la « mission civilisatrice » coloniale à l'action humanitaire. Dans N. Bancel, P. Blanchard, & S. Lemaire, *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*. La Découverte.
- Bres, J. (1999). L'entretien et ses techniques. Dans L.-J. Calvet & P. Dumont (Éds.), *L'enquête sociolinguistique* (p. 61-75). L'Harmattan.
- Bres, J. (2005). Savoir de quoi on parle : Dialogue, dialogal, dialogique ; dialogisme, polyphonie... Dans J. Bres, L. Rosier, P. Haillet, et al. (Éds.), *Dialogisme, polyphonie : Approches linguistiques* (p. 47-61). De Boeck Supérieur.
- Breton, P. (2016). II. Les familles d'arguments. Dans P. Breton, *L'argumentation dans la communication: Vol. 5e éd.* (p. 39-52). La Découverte.
- Briggs, C. (1986). *Learning how to ask : A sociolinguistic appraisal of the role of the interview in social science research*. Cambridge University Press.
- Brodiez, A. (2004). Militants, bénévoles, affiliés, affranchis, ... : L'applicabilité historique de travaux sociologiques. Dans D. Ferrand-Bechmann, *Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie ?* (p. 272-291). L'Harmattan.
- Brodiez, A. (2006). Penser les évolutions du militantisme depuis 1945. Le prisme de la sociohistoire des associations de solidarité. *Mutations de l'engagement* [en ligne], 8. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00174315>

- Brodiez, A. (2018). La sécularisation des valeurs de l'action sociale depuis la fin du XIXe siècle : Du principe de charité au principe de solidarité. *Informations sociales*, 196197(1), 28-36.
- Brubaker, R. (2001). Au-delà de l'« identité ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 139(1), 66-85.
- Brubaker, R. (2013). Categories of analysis and categories of practice : A note on the study of Muslims in European countries of immigration. *Ethnic and Racial Studies*, 36(1), 1-8.
- Brun, F. (2004). Sans-papiers, mais pas sans emploi. *Plein droit* [en ligne], 61. Disponible sur : <http://www.gisti.org/spip.php?article4266>
- Burger, M. (2004). La gestion des activités : Pratiques sociales, rôles interactionnels et actes de discours. *Cahiers de linguistique française*, 26, 177-196.
- Burricand, C., & Gleizes, F. (2016). Trente ans de vie associative. *Insee première*, 1580.
- Caenen, Y., Decondé, C., Jabot, D., et al. (2017). Une mosaïque sociale propre à Paris. *Insee analyses*, 53.
- Caillé, A., & Laville, J.-L. (1998). Présentation. *La Revue du M.A.U.S.S.*, 11, 5-20.
- Caillé, A., Chaniel, P., Gauthier, F., et al. (2019). Le don d'hospitalité Quand recevoir, c'est donner. *Revue du MAUSS*, 53(1), 5-26.
- Calinon, A.-S. (2013). L'"intégration linguistique" en question. *Langage et société*, 144, 27-40.
- Calvet, L. J. (2010). *Histoire du français en Afrique : Une langue en copropriété ?* Ecriture.
- Calvet, L. J., & Calvet, A. (2017). *Baromètre des langues dans le monde* (Le poids des langues dans le monde). Ministère de la Culture.
- Calvet, L.-J. (2001). *Linguistique et colonialisme. Petit traité de glottophagie*. Payot.
- Cameron, D. (1998). Problems of empowerment in linguistic research. *Cahiers de l'ILSL*, 23-38.
- Cameron, D., Frazer, E., Harvey, P., et al. (1993). Ethics, advocacy and empowerment : Issues of method in researching language. *Language & Communication*, 13(2), 81-94.
- Campigotto, M., Dobbels, R., & Mescoli, E. (2017). La pratique du terrain « chez soi » Entre familiarité, altérité et engagement. *Emulations*, 22, 7-15.
- Candelier, M. (2003). *L'éveil aux langues à l'école primaire*. De Boeck Supérieur.

- Canut, C. (2008). *Une langue sans qualité*. Éditions Lambert-Lucas.
- Canut, C. (2016). Migrants et réfugiés : Quand dire, c'est faire la politique migratoire. *Vacarme* [en ligne]. Disponible sur : <https://vacarme.org/article2901.html>
- Canut, C. (2021). *Provincialiser la langue. Langage et colonialisme*. Éditions Amsterdam.
- Castel, R. (2007). *Les métamorphoses de la question sociale : Une chronique du salariat*. Gallimard.
- Castro-Gómez, S. (2007). Decolonizar la universidad. La hybris del punto cero y el diálogo de saberes. Dans S. Castro-Gómez & R. Grosfoguel (Éds.), *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global* (p. 79-92). Siglo del Hombre Editores.
- Castro-Gomez, S., & Grosfoguel, R. (2007). Prologo. Giro decolonial, teoria critica y pensamiento heterarquico. Dans S. Castro-Gómez & R. Grosfoguel (Éds.), *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global* (p. 9-23). Siglo del Hombre Editores.
- Cazeneuve, B. (2015). Instruction du 30 mars 2015 relative à l'acquisition de la nationalité française. NOR : INTK1504908J. *Bulletin officiel du ministère de l'intérieur*, 5, 18-19.
- Cerquiglini, B. (1999). *Les langues de France*. Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie. Ministère de la Culture et de la Communication.
- Cesaro, S. (en cours). *Le sexe du travail social : Sociologie de l'engagement et du travail bénévole auprès de demandeur-se-s d'asile LGBT* [Thèse de doctorat]. Université Paris 8.
- Cetrez, O. (2005). An insider at the margins : My position when researching within a community I belong to. Dans H. Helve (Éd.), *Mixed methods in youth research* (p. 232-251). Finish Youth Research Society.
- Chakrabarty, D. (2007). *Provincializing Europe : Postcolonial thought and historical difference*. Princeton University Press.
- Charaudeau, P., & Maingueneau, D. (2002). *Dictionnaire d'analyse du discours*. Éditions du Seuil.
- Cicurel, F. (2011). De l'analyse des interactions en classe de langue à l'agir professoral : Une recherche entre linguistique interactionnelle, didactique et théories de l'action. *Pratiques. Linguistique, littérature, didactique*, 149-150, 41-55.
- Cicurel, F. (2013). L'agir professoral entre genre professionnel, cultures éducatives et expression du « soi ». *Synergies Pays Scandinaves*, 8, 19-33.

- Circulaire du 23 avril 1947 relative à l'instruction des demandes de naturalisation. (1947). *Journal officiel de la République française* [en ligne], 0101. Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000295838>
- Clerval, A., Fleury, A., & Humain-Lamoure, A.-L. (2011). Belleville, un quartier parisien. Dans R. de Villanova & A. Deboulet, *Belleville, quartier populaire ?* [en ligne]. Créaphis. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01925929>
- Commission nationale consultative des droits de l'Homme. (2021). *Rapport 2021 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Les essentiels* [en ligne]. CNCDH. Disponible en ligne sur : https://www.cncdh.fr/sites/default/files/2022-07/Les%20Essentiels%20Rapport%20Racisme%202021_3.pdf
- Convention relative au statut des réfugiés* [en ligne]. (1951). Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Disponible sur : <https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62>
- Cornuau, F., & Dunezat, X. (2008). Faire figure d'immigré-E. *Espace, populations, sociétés*, 3, 463-481.
- Costa, J. (2021). Standardisation. *Langage et société, Hors-série (HS1)*, 319-322.
- Cottin-Marx, S. (2019). *Sociologie du monde associatif*. La Découverte.
- Coulmont, B. (2006). Le choix du prénom. *Baptiste Coulmont* [en ligne]. Disponible sur : <https://coulmont.com/classes/2005-prenoms.pdf>
- Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics. *University of Chicago Legal Forum*, 1, 139-167.
- Crenshaw, K. W., & Bonis, O. (2005). Mapping the margins : Intersectionality, identity politics, and violence against women of color. *Cahiers du Genre*, 39(2), 51-82.
- Damon, J. (2003). Cinq variables historiques caractéristiques de la prise en charge des « SDF ». *Déviance et Société, Vol. 27(1)*, 25-42.
- Damon, J. (2012). *La question SDF*. Presses Universitaires de France.
- Damon, J. (2014). Focus—Compter les personnes sans domicile. *Informations sociales*, 184(4), 70-72.
- Damon, J. (2018). *L'exclusion*. Presses Universitaires de France.
- De Sousa Santos, B. (2011). Épistémologies du Sud. *Etudes rurales*, 187, 21-50.

- De Robillard, D., Debono, M., Razafimandimbimanana, E., & Tending, M.-L. (2012). Le sociolinguiste est-il (sur) son terrain ? Problématisations d'une métaphore fondatrice. *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, 2(1), 29-36.
- Del Percio, A. (2016). The governmentality of migration : Intercultural communication and the politics of (dis)placement in Southern Europe. *Language & Communication*, 51, 87-98.
- Del Percio, A. (2018). Language, communication, and the politics of hope : Solidarity and work in the Italian migration infrastructure. *Langage et société*, 165(3), 95-115.
- Del Percio, A., & Wong, S. W. V. (2019). Resetting Minds and Souls : Language, Employability and the Making of Neoliberal Subjects. Dans L. Martín Rojo & A. Del Percio (Éds.), *Language and neoliberal governmentality* [en ligne] (p. 1-21). Routledge. Disponible sur : <https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10068176/>
- Derrida, J. (1997a). *De l'hospitalité. Anne Dufourmantelle invite Jacques Derrida à répondre*. Calmann-Lévy.
- Derrida, J. (1997b). « Quand j'ai entendu l'expression "délict d'hospitalité" ». *Plein droit* [en ligne], 34. Disponible sur : <http://www.gisti.org/spip.php?article3736>
- Descola, P. (2011). Cognition, perception et mondiation. *Cahiers philosophiques*, 127(4), 97-104.
- Despret, V. (2019). *Habiter en oiseau*. Actes Sud.
- Détrie, C., & Perroux, J. (2014). De quelques stéréotypes catégorisateurs du même et de l'autre dans les discours de Dakar, ou l'Afrique fantasmée de deux présidents français. *SHS Web of Conferences* [en ligne], 8. Disponible sur : https://www.shs-conferences.org/articles/shsconf/abs/2014/05/shsconf_cmlf14_01029/shsconf_cmlf14_01029.html
- Di Cecco, S. (2019). Racisme, hiérarchies et résistances chez les travailleurs migrants bénévoles en Italie. *Confluences Méditerranée*, N°111(4), 75-87.
- Di Méo, G. (1998). De l'espace aux territoires : Éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie. *L'information géographique*, 62(3), 99-110.
- Dorlin, E. (2003). Corps contre Nature. Stratégies actuelles de la critique féministe. *L'Homme & la Société*, 150-151(4-1), 47-68.
- Dorlin, E. (2011). Dark care : De la servitude à la sollicitude. Dans P. Paperman & S. Laugier, *Le souci des autres : Éthique et politique du care* [en ligne] (p. 117-127). Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. Disponible sur : <https://books.openedition.org/editionsehess/11656>

- Doyen, P., Keyhani, B., & Lécuyer, L. (2018). (L)armes alimentaires. Violences en temps de paix et distribution de repas à Calais : Espace-temps de la relation entre les acteurs associatifs et étatiques et les exilés. *Journal des anthropologues, Hors-série*, 129-157.
- Drif, L. (2020). La fabrique sociale des bénéficiaires de l'aide à Beyrouth. Entre rhétorique de l'hospitalité aux réfugiés syriens et reconfiguration des vulnérabilités. Dans L. Ruiz De Elvira & S. A. Saeidnia, *Les mondes de la bien-faisance. Les pratiques du bien au prisme des sciences sociales* (p. 159-180). CNRS Éditions.
- Drivaud, M.-H., & Peretz-Julliard, C. (1984). Les usages et leurs représentations sur un marché plurilingue à Paris : Belleville. *Langage et société*, 30(1), 29-59.
- Dubar, C. (1999). Chapitre premier. Réflexions sociologiques sur la notion d'insertion. Dans B. Charlot, *Les jeunes, l'insertion, l'emploi* (p. 27-37). Presses Universitaires de France.
- Duchêne, A. (2012). Cohésion sociale ? – Le paradoxe de la langue. Dans V. Conti, J.-F. De Pietro, & M. Matthey (Éds.), *Langue et cohésion sociale Enjeux politiques et réponses de terrain Langue et cohésion sociale Enjeux politiques et réponses de terrain* (p. 179-184). Délégation à la langue française.
- Duchêne, A. (2016). Investissement langagier et économie politique. *Langage et société*, 157(3), 73-96.
- Duez, D., & Simonneau, D. (2018). Repenser la notion de frontière aujourd'hui. Du droit à la sociologie. *Droit et société*, 98, 37-52.
- Dufour, F. (2004). Dialogisme et interdiscours : Des discours coloniaux aux discours du développement. *Cahiers de praxématique* [en ligne], 43, 145-164. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/praxematique/1839>
- Dufour, F. (2007). Dire « le Sud » : Quand l'autre catégorise le monde. *Autrepart*, 41, 27-39.
- Dunezat, X. (2008). La division sexuelle du travail militant dans les assemblées générales : Le cas des mouvements de « sans ». *Amnis. Revue d'études des sociétés et cultures contemporaines Europe/Amérique* [en ligne], 8. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/amnis/524>
- Dunezat, X., & Galerand, E. (2013). Introduction : Division du travail militant et articulation des rapports de pouvoir dans les mouvements sociaux. *Raison présente*, 186(1), 9-14.
- Duranti, A., & Goodwin, C. (1992). Rethinking Context. Dans A. Duranti & C. Goodwin, *Rethinking Context : Language as an interactive phenomenon* (p. 1-35). Cambridge University Press.

- Duval, M. (2014). Pour une critique de l'humanitaire. Dans B. Astruc, *Comprendre l'humanitaire* (p. 103-109). Champ social.
- Fabian, J. (2006). *Le temps et les autres : Comment l'anthropologie construit son objet*. Anacharsis.
- Fanon, F. (1975). *Peau noire, masques blancs*. Éditions du Seuil.
- Fassin, D. (2006). Nommer, interpréter. Le sens commun de la question raciale. Dans E. Fassin (Éd.), *De la question sociale à la question raciale* (p. 17-36). La Découverte.
- Fassin, D. (2008). L'éthique, au-delà de la règle réflexions autour d'une enquête ethnographique sur les pratiques de soins en Afrique du Sud. *Sociétés contemporaines*, 71(3), 117-136.
- Fassin, D. (2010). *La raison humanitaire : Une histoire morale du temps présent*. Gallimard : Seuil.
- Fassin, D. (2012). Ni race, ni racisme. Ce que racialiser veut dire. Dans D. Fassin (Éd.), *Les nouvelles frontières de la société française* (p. 147-172). La Découverte.
- Favret-Saada, J. (1990). Etre affecté. *Gradhiva*, 8, 3-10.
- Fiévet, M. (1996). Le foyer, lieu de vie économique pour les Africains. *Hommes et Migrations*, 1202(1), 23-27.
- Fishman, J. (1971). *Sociolinguistique*. Nathan.
- Fondation Abbé Pierre. (2022). *Cinquième cahier. Les chiffres du mal-logement* [en ligne]. Rapport annuel n°27; L'état du mal-logement en France. Disponible sur : https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/reml2022_dossier_de_synthese_web.pdf
- Fondation Abbé Pierre. (2022). *Premier cahier. Des ménages à bout de souffle* [en ligne]. Rapport annuel n°27 ; L'état du mal-logement en France. Disponible sur : https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/reml2022_dossier_de_synthese_web.pdf
- Furetière, A. (1690). *Dictionnaire universel, contenant généralement tous les mots françois tant vieux que modernes, et les termes de toutes les sciences et des arts* [en ligne] (Abbé de Chalivoy, Éd.). disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k50614b>
- Furetière, A. (1771). *Dictionnaire universel françois et latin* [en ligne]. Compagnie des libraires associés. Disponible sur : <https://archive.org/details/dictionnaireuniv07fure>

- Gaboriau, P. (1993). *Clochard : L'univers d'un groupe de sans-abris parisiens*. Julliard.
- Gadet, F. (2003). Derrière les problèmes méthodologiques du recueil des données. *Texto!* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.revue-texto.net/index.php?id=609>
- Gadet, F. (2004). Mais que font les sociolinguistes? *Langage et société*, 107(1), 85-94.
- Gal, S., & Irvine, J. (1995). The Boundaries of Languages and Disciplines : How Ideologies Construct Difference. *Social Research*, 62(4), 967-1001.
- Garfinkel, H. (1967). *Studies in ethnomethodology*. Prentice-Hall.
- Gasquet-Cyrus, M. (2015). « Je vais et je viens entre terrains » Réflexions sur le terrain dans la théorisation sociolinguistique. *Langage et société*, 154(4), 17-32.
- Geremek, B. (1987). *La potence ou la pitié : L'Europe et les pauvres, du Moyen âge à nos jours*. Gallimard.
- Ghasarian, C. (2002). Sur les chemins de l'ethnographie réflexive. Dans C. Ghasarian (Éd.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux* (p. 5-33). Armand Colin.
- Gilligan, C. (2020). Une voix différente : Un regard prospectif à partir du passé. Dans S. Laugier & P. Paperman (Éds.), *Le souci des autres : Éthique et politique du care* [en ligne] (p. 37-50). Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. Disponible sur : <http://books.openedition.org/editionsehess/11626>
- Glenn, P., & Holt, E. (2013). *Studies of laughter in interaction*. Bloomsbury.
- Glenn, P., & Moncayo, G. (2003). *Laughter in interaction*. Cambridge University Press.
- Goffman, E. (1973a). *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2, Les relations en public*. Éditions de minuit.
- Goffman, E. (1973b). *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 1, La présentation de soi*. Éditions de minuit.
- Goffman, E. (1975). *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Éditions de minuit.
- Goffman, E. (1981). La position. Dans *Façons de parler* (p. 133-166). Éditions de minuit.
- Goffman, Erving. (2016). *Les moments et leurs hommes / Erving Goffman ; textes recueillis et présentés par Yves Winkin*. Éditions Points.
- Goledzinowski, F. (1994). L'évolution de la formation des migrants. *Hommes & Migrations*, 1177(1), 16-23.

- Goodwin, C. (2007). Participation, stance and affect in the organization of activities. *Discourse and Society*, 18(1), 53-73.
- Gotman, A. (1997). La question de l'hospitalité aujourd'hui. *Communications*, 65(1), 5-19.
- Gotman, A. (2001). *Le sens de l'hospitalité. Essai sur les fondements sociaux de l'accueil de l'autre*. Presses Universitaires de France.
- Gotman, A. (2007). Sous la solidarité et le droit : L'hospitalité. Dans S. Paugam, *Repenser la solidarité* (p. 599-617). Presses Universitaires de France.
- Gotman, A. (2012). Les périls de l'asymétrie. L'étranger est-il soluble dans l'immigré ? *Pardès*, 52, 15-36.
- Gourdeau, C. (2016). Le contrat d'accueil et d'intégration : Un racisme institutionnel teinté de bienveillance ? *Migrations Société*, 163(1), 109-120.
- Gourdeau, C. (2019). L'hospitalité en actes. Quand des habitants viennent en aide aux migrants en transit à Ouistreham. *Revue du MAUSS*, 53(1), 309-321.
- Greco, L. (2006). La présentation de soi dans un tour de table : Identité , contexte et pratiques sociales. *Verbum*, 28, 153-173.
- Greco, L. (2010). Dispositifs de catégorisation et construction du lien social : L'entrée dans une association homoparentale. *Egologies* [en ligne], 4, 1-24. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/gss/1649>
- Grégoire, H. (1794). *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française*. Convention nationale.
- Grimaldos, G. A. (1996). *Le plurilinguisme spontané des habitants de Belleville et de la Goutte d'Or (Paris) : Aspects sociolinguistiques et action sociale* [Thèse de doctorat, Université Paris 5].
- Grosfoguel, R. (2006). Preface. *Review (Fernand Braudel Center)*, 29(2), 141-142.
- Guénif-Souilamas, N. (2003). Fortune et infortune d'un mot : L'intégration. Jalons d'une discussion entre sociologues et politiques. *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*, 135, 22-39.
- Guénif-Souilamas, N. (2006). La Française voilée, la beurette, le garçon arabe et le musulman laïc. Les figures assignées du racisme vertueux. Dans N. Guénif-Souilamas, *La république mise à nu par son immigration* (p. 109-132). La Fabrique Éditions.
- Guillaumin, C. (1972). L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel. *Publications de l'Institut d'Etudes et de Recherches Interethniques et Interculturelles*, 2(1), 3-247.

- Gullestad, M., Lien, M. E., & Melhuus, M. (2009). Anthropologie « chez soi » et anthropologie « chez l'autre ». Une distinction à dépasser. *Ethnologie française*, 39(2), 206-215.
- Gumperz, J. (1989a). *Engager la conversation. Introduction à la sociolinguistique interactionnelle*. Les Éditions de Minuit.
- Gumperz, J. (1989b). *Sociolinguistique interactionnelle : Une approche interprétative*. L'Harmattan.
- Gumperz, J. (1992). Contextualization and understanding. Dans A. Duranti & C. Goodwin (Éds.), *Rethinking Context* (p. 229-252). Cambridge University Press.
- Hajjat, A. (2010). La barrière de la langue. Naissance de la condition d'"assimilation" linguistique pour la naturalisation. Dans D. Fassin, *Les nouvelles frontières de la société française* (p. 53-77). La Découverte.
- Hajjat, A. (2012). *Les frontières de l'identité nationale. L'injonction à l'assimilation en France Métropolitaine et coloniale*. La Découverte.
- Hall, S. (1997). The spectacle of the « other ». Dans S. Hall (Éd.), *Cultural representation and signifying practices* (p. 223-290). The Open University.
- Hall, S. (2019). *Identités et cultures 2. Politiques des différences*. Éditions Amsterdam.
- Hambye, P., & Romainville, A.-S. (2014a). Apprentissage du français et intégration des évidences à interroger. *Français & Société*, 2, 26-27.
- Hambye, P., & Romainville, A.-S. (2014b). *Maitrise du français et intégration. Des idées reçues, revues et corrigées*. Fédération Wallonie-Bruxelles.
- Hamelin, D., & Jahan, S. (2020). La fabrique européenne de la race (17e-20e siècles) : Introduction. *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 146, 13-26.
- Harzoune, M. (2022). Dans quels secteurs économiques sont employés les travailleurs immigrés ? *Palais de la Porte dorée* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.histoire-immigration.fr/economie-et-immigration/dans-quels-secteurs-economiques-sont-employes-les-travailleurs-immigres>
- Heller, M. (2003). Globalization, the new economy, and the commodification of language and identity. *Journal of Sociolinguistics*, 7(4), 473-492.
- Hély, M. (2009). Présentation. Penser le monde associatif comme un monde du travail. Dans M. Hély (Éd.), *Les métamorphoses du monde associatif* (p. 1-19). Presses Universitaires de France.
- Insee. (2018). Étrangers - Immigrés en 2015. Commune de Paris 20e Arrondissement (75120) [en ligne]. *Institut national de la statistique et des études économiques*. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3569330?geo=COM-75107>

- Insee. (2020). Etranger. *Institut national de la statistique et des études économiques* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1198#:~:text=Un%20%C3%A9tranger%20est%20une%20personne,le%20cas%20des%20personnes%20apatrides>
- Insee. (2021). Immigré. *Institut national de la statistique et des études économiques* [en ligne]. Disponible sur <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1328#:~:text=Selon%20la%20d%C3%A9finition%20adopt%C3%A9e%20par,ne%20son%20donc%20pas%20comptabilis%C3%A9es>
- Integration of immigrants in the European Union.* (2022). Special Eurobarometer n°519 [en ligne]. Commission européenne. Disponible sur : https://ec.europa.eu/migrant-integration/library-document/special-eurobarometer-integration-immigrants-european-union_en
- Ion, J. (1996). Groupements associatifs et modèles d'engagement. *Débats Jeunesses*, 1(1), 53-64.
- Isaac, B. (2022, mars). Athènes : Un racisme avant les races ? *L'Histoire*, 243.
- Jacknick, C. (2013). « Cause the textbook says. . . » : Laughter and student challenges in the ESL classroom. *Studies of Laughter in Interaction*, 185-200.
- Jankel, S., & Trouillet, C. (2011). *Les foyers de travailleurs migrants à Paris. Etat des lieux en 2010 et inventaires des interventions sociales, sanitaires et culturelles* [en ligne]. Atelier parisien d'urbanisme (APUR). Disponible sur : <https://www.apur.org/sites/default/files/documents/foyers-travailleurs-migrants-paris.pdf>
- Jefferess, D. (2013). Humanitarian Relations : Emotion and the Limits of Critique. *Critical Literacy: Theories and Practices*, 7(1), 73-83.
- Jefferess, D. (2015). Introduction : « The White Man's Burden » and Post-Racial Humanitarianism. *Critical Race and Whiteness Studies*, 11(1).
- Jefferess, D. (2020). Benevolence, Global Citizenship and Post-racial Politics. Dans D. D. Chapman, T. Ruiz-Chapman, & P. Eglin (Éds.), *The global citizenship nexus. Critical studies* (p. 175-193). Routledge.
- Joseph, I. (2020). Intermittence et réciprocité. Dans J. Proust (Éd.), *La folie dans la place : Pathologies de l'interaction* [en ligne] (p. 17-36). Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. Disponible sur : <https://books.openedition.org/editionsehess/10215?lang=fr>
- Kant, E. (1795). *Projet de paix perpétuelle. Mille et une nuits.*

- Karoutchi, R. (2017). *Migrants : Les échecs de l'apprentissage du français et des valeurs civiques* [en ligne] (Rapport d'information N° 660). Commission des finances. Disponible sur : <https://www.senat.fr/rap/r16-660/r16-660.html>
- Karsz, S. (2004). Vous avez dit « exclusion » ? Dans M.-H. Soulet (Éd.), *Quel avenir pour l'exclusion ?* (p. 17-28). Academic Press Fribourg.
- Krieg-Planque, A. (2015). Construire et déconstruire l'autorité en discours. Le figement discursif et sa subversion. *Mots*, 107, 115-132.
- Kuyumcuyan, A. (2006). Polyphonie et narration. *Recherches linguistiques*, 28, 143-161.
- La pauvreté dans les arrondissements de Paris, Lyon et Marseille* [en ligne]. (2014). Centre d'observation de la société. Disponible sur : <https://www.observationsociete.fr/revenus/pauvrete/la-pauvrete-dans-les-arrondissements-de-paris-lyon-et-marseille/>
- Laacher, S. (1991). L'intégration comme objet de croyance. *Confluences en Méditerranée*, 1, 53-63.
- Labov, W. (1972). Some Principles of Linguistic Methodology. *Language in Society*, 1(1), 97-120.
- Labov, W. (1989). La théorie linguistique à l'épreuve de la justice. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 76(1), 104-114.
- Labov, W. (1993). Peut-on combattre l'illettrisme ? [Aspects sociolinguistiques de l'inégalité des chances à l'école]. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 100(1), 37-50.
- Lambert, P. (2011). Au lycée Gajart : Sociolinguistique impliquée et relations ethnographiques. Dans P. Blanchet & P. Chardenet (Éds.), *Guide pour la recherche en didactique des langues et des cultures* (p. 367-377). AUF/EAC.
- Laporte, A., & Chauvin, P.-M. (2010). *Samenta. Rapport sur la santé mentale et les addictions chez les personnes sans logement personnel d'Ile de France* [en ligne]. Observatoire du Samu social de Paris. Disponible sur : <https://www.inserm.fr/wp-content/uploads/2017-11/inserm-rapportthematique-sementa-2010.pdf>
- Larousse, P. (1866). *Grand dictionnaire universel du XIXe siècle : Français, historique, géographique, mythologique, bibliographique.* [en ligne]. Administration du grand dictionnaire universel. Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2053614>
- Le Blanc, G. (2010). *Dedans, dehors. La condition d'étranger*. Éditions du Seuil.
- Le contrat d'intégration républicaine (CIR)* [en ligne]. (2016). Direction générale des étrangers en France, Ministère de l'Intérieur. Disponible sur :

<https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/97293/762006/file/160916-DP-CIR.pdf>

Le Courant, S. L. (2014). « Le jour où on a découvert l'Europe ». Le voyage et l'aventure dans le récit d'Ibrahim Kanouté. *Hommes et migrations*, 1306, 73-80.

Le nombre d'étrangers naturalisés baisse depuis 15 ans [en ligne]. (2020). Centre d'observation de la société. Disponible sur : <https://www.observationsociete.fr/-population/immigres-et-etrangers/naturalisations/>

Lebon, F. (2018). Notes sur les transformations du militantisme et du travail social selon Jacques Ion. *Le Sociographe*, 61(1), 45-51.

Leclercq, V. (2010). La formation linguistique des migrants des années 1960 aux années 1980. *Education permanente*, (183), 173-188.

Leclercq, V. (2012). La formation des migrants en France depuis l'alphabétisation des années 60. Dans H. Adami & V. Leclercq (Éds.), *Les migrants face aux langues des pays d'accueil* (p. 173-196). Presses universitaires du Septentrion.

Leconte, F. (2016). Uniformisation des politiques linguistiques, diversité des appropriations langagières. Dans F. Leconte (Éd.), *Adultes migrants, langues et insertions sociales* (p. 19-54). Riveneuve éditions.

Legavre, J.-B. (1996). La « neutralité » dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence. *Politix*, 9(35), 207-225.

Léglise, I. (2000). Quand les linguistes interviennent : Écueils et enjeux. *Revue française de linguistique appliquée*, 4, 5-13.

Léglise, I. (2018). Pratiques langagières plurilingues et frontières de langues. Dans M. Auzanneau & L. Greco (Éds.), *Dessiner les frontières* (p. 143-169). ENS Éditions.

Léglise, I., & Canut, E. (2009). Applications / implications : Des réflexions et des pratiques différentes en fonction des (sous)disciplines ? Dans I. Pierozak & J.-M. Eloy (Éds.), *Ve Colloque international du RFS* (p. 63-72).

Léglise, I., Canut, E., Desmet, I., & Garric, N. (2006). Application et implications en sciences du langage : Introduction. Dans I. Léglise, E. Canut, I. Desmet, & N. Garric (Éds.), *Applications et implications en sciences du langage* (p. 9-15). l'Harmattan.

Lévi-Strauss, C. (1987). *Race et histoire*. Folio.

Lipski, J. M. (2005). « Me want cookie » : *Foreigner talk as monster talk* [en ligne]. Invited Lecture. Shippensburg University. Disponible sur : <http://php.scripts.psu.edu/users/j/m/jml34/monster.pdf>

- Liste des pays d'origine sûrs* [en ligne]. (2021). Office français de protection des réfugiés et apatrides. Disponible sur : <https://www.ofpra.gouv.fr/fr/textes-documents/liste-des-pays-d-origine-surs>
- Littré, É. (1873). *Dictionnaire de la langue française. Tome 2 D-H* [en ligne]. Hachette. Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5406698m>
- Lochak, D. (2006). L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liés à l'immigration. *Cultures & Conflits*, 64, 131-147.
- Lochak, D. (2011). Le Haut Conseil à la (dés)intégration. *Plein droit*, 91(4), 12.
- Lochak, D. (2013). Intégrer ou exclure par la langue ? *Plein droit*, 98(3), 3-6.
- Lochard, Y. (2013). L'association, un monde à part ? Dans M. Hély & M. Simonet (Éds.), *Le travail associatif* [en ligne] (p. 143-157). Presses Universitaires de Paris Ouest. Disponible sur : <https://books.openedition.org/pupo/3301?lang=fr>
- Lochard, Y., Vezinat, N., & Trenta, A. (2011). Le conflit, impensé du monde associatif. *La Vie des idées* [en ligne]. Disponible sur : <https://laviedesidees.fr/Le-conflit-impense-du-monde.html>
- Loi relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité. (2003). *Journal officiel de la République française* [en ligne], 274. Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000795635/>
- Loi relative au contrat d'association. (1901). *Journal officiel de la République française* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000497458/>
- Lorcerie, F. (1994). Les sciences sociales au service de l'identité nationale : Le débat sur l'intégration en France au début des années 1990. Dans D.-C. Martin (Éd.), *Cartes d'identité. Comment dit-on « nous » en politique ?* (p. 245-281). Presses de Sciences Po.
- Maingueneau, D. (2014). Retour critique sur l'éthos. *Langage et société*, 149(3), 31-48.
- Maingueneau, D. (2016). Chapitre 7. La scène d'énonciation. Dans D. Maingueneau, *Analyser les textes de communication* (p. 83-90). Armand Colin.
- Makaremi, C. (2008). Participer en observant. Étudier et assister les étrangers aux frontières. Dans A. Bensa & D. Fassin (Éds.), *Les politiques de l'enquête* (p. 165-183). La Découverte.
- Malbois, F., & Barthélémy, M. (2018). Préface. Dans D. Smith, *L'ethnographie institutionnelle* (p. 5-46). Economica.

- Masson Diez, É. (2020). *Éprouver l'hospitalité privée : L'accueil chez soi du jeune exilé isolé* [Thèse de doctorat, Université de Strasbourg].
- Masson Diez, É. (2020). L'hospitalité privée de « mineurs isolés étrangers » : Une relation à définir. *e-Migrinter* [en ligne], 20. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/2291>
- Matasci, D., & Desgrandchamps, M.-L. (2020). « Civiliser, développer, aider » Croiser l'histoire du colonialisme, du développement et de l'humanitaire. *Histoire@Politique* [en ligne], 41, 11. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/284>
- Mauger, G. (1991). Enquêter en milieu populaire. *Genèses*, 6(1), 125-143.
- Mauss, M. (2012). *Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* (F. Weber, Éd.; 2. éd). Presses Universitaire de France.
- Mazeau, G. (2020). L'art colonisateur. *La Vie des idées* [en ligne]. Disponible sur : <https://laviedesidees.fr/l-art-et-la-race.html>
- Mazouz, S. (2020). Racialisation ou racisation ? [Billet]. *Carnet de recherche Racismes* [en ligne]. Disponible sur : <https://racismes.hypotheses.org/173>
- Meigniez, M. (2018). Quand vendre c'est aider. L'expérience de l'aide dans une boutique associative. *Schweizerische Zeitschrift Für Soziale Arbeit / Revue Suisse de Travail Social*, 23, 115-132.
- Memmi, D., & Arduin, P. (1999). L'enquêteur enquêté. De la « connaissance par corps » dans l'entretien sociologique. *Genèses*, 35(1), 131-145.
- Merlino, S. (2017). Initiatives topicales du client aphasique au cours de séances de rééducation : Pratiques interactionnelles et enjeux identitaires. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 23, 53-94.
- Moirand, S. (2002). Dialogisme. Dans *Dictionnaire d'analyse du discours* (Seuil, p. 175-178).
- Molinier, M., & Pierre-Marie, E. (2020). *Les personnes en situation de rue à Paris la nuit du 30-31 janvier 2020. Analyse des données issues du décompte de la 3e édition de la Nuit de la solidarité* [en ligne]. Atelier parisien d'urbanisme (APUR). Disponible sur : https://www.apur.org/sites/default/files/nuit_solidarite_2020.pdf?-token=5LtIDAe7
- Molz, J. G., & Gibson, S. (Éds.). (2007). *Mobilizing hospitality : The ethics of social relations in a mobile world*. Ashgate.
- Mondada, L. (1995). Analyser les interactions en classe : Quelques enjeux théoriques et repères méthodologiques. *TRANEL*, 22, 55-89.

- Mondada, L. (1996). La construction discursive de l'altérité : Effets linguistiques. *Traverse*, 3(1), 51-62.
- Mondada, L. (1997). Processus de catégorisation et construction discursive des catégories. Dans D. Dubois (Éd.), *Catégorisation et cognition : De la perception au discours* (p. 291-313). Éditions K.
- Mondada, L. (1998). Technologies et interactions dans la fabrication du terrain du linguiste. *Cahiers de l'ILSL*, 10, 39-68.
- Mondada, L. (1999). L'accomplissement de l'"étrangéité" dans et par l'interaction : Procédures de catégorisation des locuteurs. *Langages*, 134, 20-34.
- Mondada, L. (2001). L'entretien comme événement interactionnel. Dans M. Grosjean & J.-P. Thibaud (Éds.), *L'espace urbain en méthodes* (p. 197-214). Éditions Parenthèses.
- Mondada, L. (2004). Temporalité, séquentialité et multimodalité au fondement de l'organisation de l'interaction : *Cahiers de linguistique française*, 26, 269-292.
- Mondada, L. (2005). Constitution de corpus de parole-en-interaction et respect de la vie privée des enquêtés. Dans *Pour une archive des langues parlées en interaction. Statuts juridiques, formats et standards, représentativité* (p. 1-43). Programme Société de l'Information / Archivage et patrimoine documentaire.
- Mondada, L. (2007). Activités de catégorisation dans l'interaction et dans l'enquête. Dans M. Auzanneau (Éd.), *La mise en oeuvre des langues dans l'interaction* (p. 321-340). l'Harmattan.
- Mondada, L. (2008). La transcription dans la perspective de la linguistique interactionnelle. Dans M. Bilger (Éd.), *Données orales. Les enjeux de la transcription* (p. 78-110). Presses universitaires de Perpignan.
- Mondada, L. (2012). *Conventions de transcription*. Universität Basel.
- Mondada, L., & Dubois, D. (1995). Construction des objets de discours et catégorisation : Une approche des processus de référenciation. *TRAVAUX NEuchâtelois de Linguistique (Tranel)*, 23, 273-302.
- Mondada, L., & Gülich, E. (2001). Analyse conversationnelle. Dans G. Holtus, M. Metzeltin, & C. Schmitt (Éds.), *Lexikon der romanistischen Linguistik* (p. 196-250). Niemeyer.
- Mondada, L., & Keel, S. (2017). Participation et asymétries dans l'interaction institutionnelle. *Cahiers de la Nouvelle Europe*, 23, 9-47.
- Mordier, B. (2016). Introduction de cadrage : Les sans-domicile en France : Caractéristiques et principales évolutions entre 2001 et 2012. *Economie et statistique*, 488-489, 25-35.

- Mudimbe, V. Y. (1988). *The invention of Africa : Gnosis, philosophy, and the order of knowledge*. Indiana University Press.
- Mudimbe, V. Y. (2021). *L'invention de l'Afrique : Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*. Présence africaine éditions.
- Nayar, P. K. (2015). *The Postcolonial Studies Dictionary*. Wiley Blackwell.
- Nicolaï, R. (2003). Contact et genèse : Ouvertures et perspectives. Pour un « Nouveau programme » de recherche sur l'évolution des langues. *XVIIth International Congress of Linguists*.
- Nizet, J., & Rigaux, N. (2005). Le non-respect des règles et la question de la folie. Dans *La sociologie d'Erving Goffman* (p. 49-62). La Découverte.
- Noblet, P. (2000). *Chapitre 4. Les statistiques des associations de solidarité* [en ligne] (Les travaux de l'Observatoire, p. 133-175). Direction générale de l'action sociale, Bureau de la lutte contre les exclusions, Ministère de l'emploi et de la solidarité. Disponible sur : https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Travaux2000_1.4.statistiques-associations.Noblet.pdf
- Ochs, E. (1979). Transcription as Theory. Dans E. Ochs & S. Bambi, *Developmental Pragmatics* (p. 43-72). Academic Press.
- Oger, C., & Ollivier-Yaniv, C. (2003a). Analyse du discours institutionnel et sociologie compréhensive : Vers une anthropologie des discours institutionnels. *Mots. Les langages du politique*, 71, 125-145.
- Oger, C., & Ollivier-Yaniv, C. (2003b, juillet 28). *Du discours de l'institution aux discours institutionnels : Vers la constitution de corpus hétérogènes*. [Communication]. Première Conférence Internationale Francophone en Sciences de l'Information et de la Communication (CIFSIC), Bucarest.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social*. APAD ; Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). La politique du terrain. *Enquête* [en ligne], 1(1). Disponible sur : <http://journals.openedition.org/enquete/263>
- Olivier de Sardan, J.-P. (2000). Le « je » méthodologique : Implication et explicitation dans l'enquête de terrain. *Revue Française de Sociologie*, 41(3), 417-445.
- Orkibi, E. (2008). Ethos collectif et Rhétorique de polarisation : Le discours des étudiants en France pendant la guerre d'Algérie. *Argumentation et analyse du discours*, 1.
- Orkibi, E. (2015). Le(s) discours de l'action collective : Contextes, dynamiques et traditions de recherche. *Argumentation et Analyse du Discours*, 14.

- Padiou, I. (2017). *Devenir autonome. Analyse de pratiques langagières relatives à l'insertion sociale en maison relais* [Mémoire de Master 2]. Université Paris Descartes.
- Padiou, I. (2018). *Les liens entre langue et intégration. Paroles croisées de migrants et de bénévoles dans une association parisienne* [Mémoire de Master 2]. Université Paris Est Créteil.
- Padiou, I. (à paraître). La fabrique de l'étranger au niveau stato-national : La langue comme indice du degré d'altérité. *Cahiers de l'ILOB*, 12.
- Paugam, S. (2009). *La disqualification sociale : Essai sur la nouvelle pauvreté*. Presses Universitaires de France.
- Paugam, S. (2011a). Introduction. Les fondements de la solidarité. Dans S. Paugam, *Repenser la solidarité* (p. 5-28). Presses Universitaires de France.
- Paugam, S. (2011b). Préface à l'édition « Quadrige ». Renforcer la conscience de la solidarité. Dans S. Paugam, *Repenser la solidarité* (p. XI-XXI). Presses Universitaires de France.
- Paugam, S. (2013). Durkheim et le lien social. Dans E. Durkheim, *De la division du travail social* (p. 1a-40). Presses Universitaires de France.
- Paugam, S. (2014). Introduction. Intégration et inégalités : Deux regards sociologiques à conjuguer. Dans S. Paugam, *L'intégration inégale* (p. 1-25). Presses Universitaires de France.
- Peiretti-Courtis, D. (2021). *Corps noirs et médecins blancs : La fabrique du préjugé racial, XIXe-XXe siècles*. La Découverte.
- Perret, M. (2011). *Introduction à l'histoire de la langue française*. Armand Colin.
- Perrin, L. (1994). Mots et énoncés mentionnés dans le discours. *Cahiers de linguistique française*, 15, 217-247.
- Perrin, L. (2004). La notion de polyphonie en linguistique et dans le champ des sciences du langage. *Questions de communication*, 6, 265-282.
- Perrin, L. (2007). Aspects de la voix du locuteur à l'intérieur du sens. *Cahiers de praxématique*, 49, 79-102.
- Perrin, L. (2009). La voix et le point de vue comme formes polyphoniques externes. *Langue française*, 164(4), 61-79.
- Perrin, L. (2012). L'ethos et le temps fictif de l'oralité à l'écrit. *Pratiques. Linguistique, littérature, didactique*, 153-154, 231-243.
- Perrot, M. (1997). Le genre de la ville. *Communications*, 65(1), 149-163.

- Pette, M. (2014). Associations : Les nouveaux guichets de l'immigration ? Du travail militant en préfecture. *Sociologie*, 5(4), 405-421.
- Picard, D. (1995). *Les rituels du savoir-vivre*. Seuil.
- Pitt-Rivers, J. (2012). The law of hospitality. *HAU: Journal of Ethnographic Theory*, 2(1), 501-517.
- Poiret, C. (2003). Criminalisation de l'immigration et sociologie des relations interethniques. *Hommes & Migrations*, 1241(1), 6-19.
- Qu'est-ce qu'un Kamite ?* [en ligne] (2018, mai 19). APR News. Agence de Presse Régionale. Disponible sur : <https://apr-news.fr/fr/actualites/quest-ce-quun-kamite>
- Quijano, A. (1992). Colonialidad y modernidad-racionalidad. *Peru Indigena*, 13(29), 11-20.
- Quijano, A. (2007). « Race » et colonialité du pouvoir. *Mouvements*, 51(3), 111-118.
- Quiminal, C. (1991). *Gens d'ici, gens d'ailleurs : Migrations Soninké et transformations villageoises*. Christian Bourgeois.
- Rétif, S. (2010). Entrer en militantisme par les associations. L'engagement associatif dans les trajectoires militantes féminines. *Modern & Contemporary France*, 18(4), 415-429.
- Rey, A. (2011a). Hospitalité. *Dictionnaire historique de la langue française* (4ème édition). Le Robert.
- Rey, A. (2011b). Hôte. *Dictionnaire historique de la langue française* (4ème édition). Le Robert.
- Rhein, C. (2002). Intégration sociale, intégration spatiale. *Espace géographique*, 31(3), 193-207.
- Riley, E. J. (2019). The Politics of Teranga : Gender, Hospitality, and Power in Senegal. *PoLAR: Political and Legal Anthropology Review*, 42(1), 110-124.
- Roberts, C., Grandcolas, B., & Arditty, J. (1999). Acquisition des langues ou socialisation dans et par le discours ? Pour une redéfinition du domaine de la recherche sur l'acquisition des langues étrangères. *Langages*, 134, 101-115.
- Rosello, M. (2002). Gender and Hospitality : Women as Gifts, Hostesses, and Parasites. Dans *Postcolonial Hospitality. The immigrants as guest* (p. 119-148). Stanford University Press.
- Rosier, & Paveau, M.-A. (2008). *La langue française*. Vuibert.
- Ruiz De Elvira, L., & Saeidnia, S. A. (2020). *Les mondes de la bien-faisance. Pour une nouvelle analyse des pratiques du « bien »*. CNRS Éditions.

- Rullac, S. (2010). Le misérabilisme dans l'action sociale : Un racisme d'État contemporain ? L'exemple de la prise en charge des SDF depuis 1992. *Nouvelles pratiques sociales*, 22(2), 176-185.
- Rullac, S. (2019). Pourquoi les SDF meurent dans les rues ? *EspacesTemps.net* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.espacestemp.net/articles/pourquoi-les-sdf-meurent-dans-les-rues/>
- Rutazibwa, O. U. (2010). The Problematics of the EU's Ethical (Self)Image in Africa : The EU as an 'Ethical Intervener' and the 2007 Joint Africa-EU Strategy. *Journal of Contemporary European Studies*, 18(2), 209-228.
- Saada, E. (2003). Citoyens et sujets de l'Empire français. Les usages du droit en situation coloniale. *Genèses*, 4-24.
- Sacks, H. (1989). Lecture Six : The M. I. R. Membership Categorization Device (Harvey Sacks Lectures 1964/1965). *American Sociological Review*, 12(3/4), 271-281.
- Sahraoui, N., & Tyszler, E. (2021). Tracing colonial maternalism within the gendered morals of humanitarianism : Experiences of migrant women at the Moroccan-Spanish border. *Frontiers in Human Dynamics* [en ligne], 3. Disponible sur : <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fhumd.2021.642326>
- Saïd, E. (2005). *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Éditions du Seuil.
- Sayad, A. (1999a). Immigration et « pensée d'État ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129(1), 5-14.
- Sayad, A. (1999b). *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Éditions du Seuil.
- Schaub, J.-F. (2020). Une naissance du racisme moderne au XVe siècle. *Communications*, 107(2), 19-30.
- Schegloff, E. A. (1992). Repair After Next Turn : The Last Structurally Provided Defense of Intersubjectivity in Conversation. *American Journal of Sociology*, 97(5), 1295-1345.
- Şenses, N., & Farahani, F. (2021). Welcoming immigrants in Istanbul : Gendering faith-based and professionalised hospitality: *Journal of Sociology*, 57(3), 725-742.
- Simmel, G., Gabriel, N., & Dayan, S. (1994). L'étranger dans le groupe. *Tumultes*, 5, 199-205.
- Simon, P. (1993). Les quartiers d'immigration : « ports de première entrée » ou espaces de sédentarisation ? L'exemple de Belleville. *Espace, populations, sociétés*, 11(2), 379-387.

- Skuza, K. (2011). Le statut de la parole du fou : Une perspective socio-historique. *Lettre trimestrielle de Promente sana*, 52, 1-4.
- Smith, D. (2001). Texts and the ontology of organizations and institutions. *Studies in Cultures, Organizations and Societies*, 7(2), 159-198.
- Smith, D. (2018). *L'ethnographie institutionnelle : Une sociologie pour les gens*. Economica.
- Soulé, B. (2007). Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches Qualitatives*, 27(1), 127-140.
- Soulet, M.-H. (2004). *Quel avenir pour l'exclusion ?* Academic Press Fribourg.
- Spire, A. (2008). *Accueillir ou reconduire : Enquête sur les guichets de l'immigration*. Raisons d'agir.
- Spivak, G. C. (2009). *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Éditions Amsterdam.
- Staffe, B. (1891). *Usages du monde : Règles du savoir-vivre dans la société moderne* (24ème). Victor-Havard Éditions.
- Streiff-Fénart, J. (2018). Pour en finir avec la moralisation de la question migratoire. *Mouvements*, n° 93(1), 13-21.
- Streiff-Fénart, J., & Poutignat, P. (2006). De l'aventurier au commerçant transnational, trajectoires croisées et lieux intermédiaires à Nouadhibou (Mauritanie). *Cahiers de la Méditerranée*, 73, 129-149.
- Telep, S. (2019). *Whitiser, c'est parler comme un Blanc. Langage, subjectivité et postcolonialité chez des militants afrodescendants d'origine camerounaise à Paris* [Thèse de doctorat]. Université Paris Descartes.
- Tîmera, M. (2001). Les migrations des jeunes Sahéliens : Affirmation de soi et émancipation: *Autrepart*, n° 18(2), 37-49.
- TLFI. (1994). Gronder. Dans *TLFI : Trésor de la langue Française informatisé* [en ligne]. ATILF - CNRS. Disponible sur : <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>
- TLFI. (1994a). Accueillir. Dans *TLFI : Trésor de la langue Française informatisé* [en ligne]. ATILF - CNRS. Disponible sur : <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>
- TLFI. (1994b). Hospitalité. Dans *TLFI : Trésor de la langue Française informatisé* [en ligne]. ATILF - CNRS. Disponible sur : <http://www.atilf.fr/tlfi>
- TLFI. (1994c). Rester. Dans *TLFI : Trésor de la langue Française informatisé* [en ligne]. ATILF - CNRS. Disponible sur : <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>

- Traore, S. (1994). Les modèles migratoires soninké et poular de la Vallée du fleuve Sénégal. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 10(3), 61-81.
- Traverso, V. (2017). Formulations, reformulations et traductions dans l'interaction : Le cas de consultations médicales avec des migrants. *Revue française de linguistique appliquée*, 22(2), 147-164.
- Tyszler, E. (2021). Humanitarianism and black female bodies : Violence and intimacy at the Moroccan–Spanish border. *The Journal of North African Studies*, 26(5), 954-972.
- Tyszler, E. (2022, juin 9). *De Melilla à Montgenèvre. Regard sur les masculinités virilistes performées dans les pratiques de défense et de résistance aux frontières* [Communication à une journée d'étude]. Journée d'étude du département Policy, Institut Convergence Migration, Aubervilliers.
- Vadot, M. (2017). *Le français, langue d'"intégration" des adultes migrant-e-s allophones ? Rapports de pouvoir et mises en sens d'un lexème polémique dans le champ de la formation linguistique* [Thèse de doctorat]. Université Paul-Valéry Montpellier 3.
- Valls, M. (2012). Circulaire relative aux conditions d'examen des demandes d'admission au séjour déposées par des ressortissants étrangers en situation irrégulière dans le cadre des dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, NOR INTK129185C. Disponible sur : http://www.justice.gouv.fr/publication/mna/circ_conditions_demandes_admission_sejour_2012.pdf
- Vasseur, M.-T. (2000). De l'usage de l'inégalité dans l'interaction-acquisition en langue étrangère. *Acquisition et interaction en langue étrangère* [en ligne], 12. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/aile/1466>
- Véniard, M. (2018). Le choix des mots : Une forme de lutte à part entière. *De facto* [en ligne], 3. <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2019/01/15/defacto-3-001/>
- Verdier, M. (2018). Discours d'experts : Les modes d'intervention des sciences du langage dans le monde social. *Revue Tranel (Travaux neuchâtelois de linguistique)*, 70, 5-21.
- Veronelli, G. (2015a). Sobre la colonialidad del lenguaje. *Universitas Humanística*, 81, 35-58.
- Veronelli, G. (2015b). The coloniality of language : Race, expressivity, power, and the darker side of modernity. *Wagadu*, 13, 108-134.
- Veronelli, G. (2019). La colonialidad del lenguaje y el monolingüismo como práctica lingüística de racialización. *Polifonia*, 26(44), 146-159.

- Vigouroux, C. (2017). Rethinking (un)skilled migrants : Whose skills, what skills, for what, and for whom? Dans S. Canagarajah, *The Routledge Handbook of Migration and Language* (p. 312-329). Routledge.
- Vigouroux, C. (2019). Language and (in)hospitality. *Language, Culture and Society*, 1(1), 31-58.
- Vion, R. (1992). *La communication verbale, Analyse des interactions*. Hachette Supérieur.
- Vion, R. (1995). La gestion pluridimensionnelle du dialogue. *Cahiers de linguistique française*, 17, 179-203.
- Vion, R. (1999). Pour une approche relationnelle des interactions verbales et des discours. *Langage et société*, 87(1), 95-114.
- Vion, R. (2005). Séquentialité, interactivité et instabilité énonciative. *Cahiers de praxématique*, 45, 25-50.
- Wald, P. (1987). La langue maternelle, produit de catégorisation sociale. Dans J. Boutet & G. Vermès, *France, pays multilingue. Tome 1 : Les langues de France, un enjeu historique et social* (p. 106-123). L'Harmattan.
- Wieviorka, M. (2001). Point de vue : Faut-il en finir avec l'intégration ? *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 45, 9-20.
- Wieviorka, M. (2008). L'intégration : Un concept en difficulté. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 125, 221-240.
- Wieviorka, M. (2017). Introduction. Solidarités : Hier, aujourd'hui, demain. Dans M. Wieviorka, *Les Solidarités* (p. 5-10). Éditions Sciences Humaines.
- Wihtol de Wenden, C. (2016). L'Europe et la crise des réfugiés. *Études*, 4225, 7-16.
- Wihtol de Wenden, C. (2017). *La question migratoire au XXIe siècle*. Sciences Po.
- Woolard, K. A. (2004). Is the Past a Foreign Country? : Time, Language Origins, and the Nation in Early Modern Spain. *Journal of Linguistic Anthropology*, 14(1), 57-80.
- Yaouancq, F., Lebrère, A., Marpsat, M., Régnier, V., Legleye, S., & Quaglia, M. (2013). L'hébergement des sans-domicile en 2012. *Insee première* [en ligne], 1455. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1281324>
- Zolesio, E. (2011). Anonymiser les enquêtés. *Interrogations* [en ligne]. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00739600>

GLOSSAIRE

AME (Aide Médicale d'État) : elle permet aux personnes résidant en France depuis plus de trois mois et en situation irrégulière sur le territoire français de bénéficier d'une prise en charge complète des soins médicaux et hospitaliers, dans la limite des tarifs de la sécurité sociale.

CIR (Contrat d'Intégration Républicaine) : selon le ministère de l'intérieur, il s'agit d'un contrat conclu entre l'État français et « tout étranger non européen admis au séjour en France » et « souhaitant s'y installer durablement ». Ce contrat engage l'étranger à suivre une formation civique et une formation linguistique, si l'OFII (Office Français de l'Immigration et l'Intégration) estime cette dernière nécessaire.

CMU (Couverture Maladie Universelle) : elle a été remplacée depuis 2016 par la PUMA (Protection Universelle Maladie). Elle garantit aux personnes travaillant ou résidant en France de façon stable et régulière, c'est-à-dire depuis plus de trois mois et en situation régulière sur le territoire français, un droit à la prise en charge de ses frais de santé à titre personnel et de manière continue tout au long de la vie.

Étranger : selon le Haut Conseil à l'Intégration, un étranger est une personne qui, étant sur le territoire français, n'est pas de nationalité française. L'Insee reprend cette définition.

Immigré : selon le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et installée de façon durable sur le territoire français. Cette définition est celle sur laquelle s'appuie l'Insee. Un immigré n'est pas forcément un étranger. L'Insee reprend cette définition.

Logement ordinaire : selon l'Insee, est considéré comme logement ordinaire un local utilisé pour y habiter, cloisonné et indépendant, dans le parc social ou privé. Il s'oppose au logement en résidence offrant des services spécifiques à une catégorie de population.

OFPPA (Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides) : Institution chargée d'instruire les demandes de protection internationale au titre du droit d'asile. Elle est également chargée de protéger, sur un plan administratif et juridique, les réfugiés statutaires, les apatrides statutaires et les bénéficiaires de la protection judiciaire.

Réfugié : statut juridique attribué par l'OFPRA, en application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Selon l'article premier de cette convention, peut être admise au statut de réfugié toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

Sans-abri : selon l'Insee, est considérée comme sans-abri une personne qui a passé la nuit précédente dans un lieu non prévu pour l'habitation.

SDF (Sans Domicile Fixe) : selon l'Insee, est considérée comme SDF une personne qui a passé la nuit précédente dans un service d'hébergement ou dans un lieu non prévu pour l'habitation.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1 : Relation entre droit au séjour ou naturalisation et niveau en français	79
Tableau 2 : Les données naturelles	156
Tableau 3 : Les cours de français.....	158
Tableau 4 : Les données orchestrées.....	161
Tableau 5 : Projet associatif – occurrences où « Autremonde » est agent du procès verbal	175
Tableau 6 : Projet associatif – occurrences où « nous » est sujet des verbes « donner », « favoriser », « encourager », « proposer »	176
Tableau 7 : Règlement intérieur, statuts et projet associatif – occurrences d'« Autremondien(s) » sans méta-discours	197
Tableau 8 : Les cours de français avec tour de présentation de soi	243
Tableau 9 : Oppositions binaires et possibilité d'intégration	390
Tableau 10 : <i>Haves</i> et <i>don't haves</i> en situation de classe.....	426
Graphique 1 : Un engagement associatif généré	412
Graphique 2 : Un intérêt différencié pour les missions associatives en fonction du genre (en effectif).....	414
Graphique 3 : Un intérêt différencié pour les missions associatives en fonction du genre (en pourcentage).....	414
Graphique 4 : Le genre des bénévoles des cours de français.....	415
Carte 1 : Localisation de l'association Autremonde	110
Carte 2 : Les frontières internes de l'association.....	291
Carte 3 : Occupation de l'espace de l'association par ses membres.....	293

Photo 1 : La devanture de l'association (Google street view)	111
Photo 2 : Séminaire de rentrée (notre photo)	114
Photo 3 : Cours de français (site internet de l'association).....	114
Photo 4 : Soirée débat organisée sur les discriminations (réseaux sociaux).....	115
Photo 5 : Jeu de loto aux portes ouvertes (capture-écran de notre vidéo)	132
Photo 6 : Dernière page du projet associatif (capture-écran).....	183
Photo 7 : Sortie à la mer (projet associatif)	184
Photo 8 : Dîner de Noël (projet associatif)	184
Photo 9 : Participants à la réunion d'intégration (capture-écran de notre vidéo)	199
Photo 10 : Zoom sur la devanture de l'association (Google street view)	286
Photo 11 : Les deux portes de l'association (Google street view).....	287
Photo 12 : Soirée de Noël des membres d'un projet artistique (notre photo).....	297
Photo 13 : Accueil de jour (capture-écran d'une vidéo publiée sur internet)	298
Photo 14 : Accueil de jour (captures-écrans de vidéos publiées en ligne)	299
Photo 15 : Le jeu du loto (captures-écran de notre vidéo).....	311
Photo 16 : La deuxième partie de loto (capture-écran de notre vidéo).....	331
Photo 17 : Soirée-débat sur le racisme (capture-écran de notre vidéo)	349
Dessin 1 : Placement des participants à la réunion sur la participation des publics	257

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
ABSTRACT	4
REMERCIEMENTS	5
SOMMAIRE	7
NOTE LIMINAIRE.....	8
INTRODUCTION GÉNÉRALE	9
PARTIE I. CADRE THÉORIQUE. UNE ÉTUDE SOCIOLINGUISTIQUE DES PRATIQUES DE L'HOSPITALITÉ	15
Introduction de la partie I.....	15
CHAPITRE I. UNE HOSPITALITÉ ASSOCIATIVE	17
Introduction.....	17
1.1 L'hospitalité, un terme à la définition mouvante.....	17
1.2 Les associations, actrices de l'accueil des « plus exclus ».....	22
1.2.1 Le secteur associatif et la « lutte contre l'exclusion »	23
1.2.1.1 Quelques évolutions historiques majeures.....	24
1.2.1.2 Les associations de solidarité	27
1.2.2 La place des associations dans le dispositif de gestion des « indésirables »	29
1.2.3 Les associations dans les sciences sociales : entre enchantement et désenchantement.....	30
1.3 « Intégration » et « exclusion », des notions en question	32
1.3.1 Un consensus académique sur les notions d'intégration et d'exclusion : l'indétermination du sens.....	33
1.3.2 Une critique de l'exclusion comme catégorie d'analyse	34
1.3.3 L'intégration : un concept ambigu et une catégorie de pensée d'État.....	36
1.3.4 De quoi « les plus exclus » seraient-ils exclus ?	41
1.4 Catégoriser les « exclus » : « SDF », « sans-abri », « migrants », « réfugiés », « étrangers »... ..	44
1.4.1 « SDF » et « étrangers », deux formes d'altérité.....	45

1.4.2	« SDF », « sans-abri », « migrants », « réfugiés » ou « sans-papiers » ?	49
	Conclusion.....	53
CHAPITRE 2. L’HOSPITALITÉ ET LES FIGURES DE L’ALTÉRITÉ		55
	Introduction.....	55
2.1	Hospitalité, modernité et colonialité	55
2.1.1	Une définition moderne et coloniale de l’altérité	56
2.1.2	Action associative, rhétorique modernisatrice, influence coloniale	66
2.2	La langue comme indice d’appartenance à la nation	70
2.2.1	Quand langue, peuple et territoire s’articulent	71
2.2.2	Dans la loi : la maîtrise de la langue nationale, indice du degré d’étrangéité	73
	Conclusion.....	80
CHAPITRE 3. L’HOSPITALITÉ COMME ENSEMBLE DE PRATIQUES LANGAGIÈRES		82
	Introduction.....	82
3.1	Accueillant, accueilli : des rôles à endosser et à performer.....	83
3.1.1	Les rôles d’hôtes au sein d’une institution associative : des rôles contraints ? ...	83
3.1.1.1	La dramaturgie de l’hospitalité.....	83
3.1.1.2	Le pouvoir des textes institutionnels associatifs sur la mise en ordre de la relation d’accueil	85
3.1.1.3	Catégoriser les participants à la relation d’accueil	88
3.1.2	La territorialisation de l’hospitalité	89
3.2	Co-construction interactionnelle de la relation d’accueil	94
3.2.1	Rôle social et rôle interactionnel	94
3.2.2	L’ordre interactionnel de l’hospitalité	96
3.2.3	Dynamique des places et labilité des positionnements.....	100
	Conclusion.....	103
	Conclusion de la partie I	105
PARTIE II. CADRE MÉTHODOLOGIQUE. TERRAIN, DÉMARCHE DE RECHERCHE ET MÉTHODE DE PRODUCTION DES DONNÉES.....		107
	Introduction de la partie II.....	107
CHAPITRE 4. UNE DÉMARCHE ETHNOGRAPHIQUE SOCIOLINGUISTIQUE EN MILIEU ASSOCIATIF ET SOLIDAIRE		108

Introduction.....	108
4.1 L'association Autremonde	109
4.1.1 L'implantation d'Autremonde dans son quartier.....	109
4.1.2 Les missions de l'association	112
4.1.3 Les profils des membres de l'association	116
4.2 Une approche ethnographique et sociolinguistique en milieu associatif	119
4.2.1 Parcours ethnographique et positionnements multiples	120
4.2.2 Définir une démarche ethnographique en sociolinguistique	128
4.2.2.1 « Le terrain » sociolinguistique : un territoire de recherche ?.....	129
4.2.2.2 Point de vue sociolinguistique sur l'observation participante	135
4.3 Réflexivité vis-à-vis des pratiques ethnographiques	139
4.3.1 Rapports de pouvoir, d'identification et de différenciation.....	140
4.3.1.1 À propos des notions d'ethnographie du proche, d' <i>insider</i> et d' <i>outsider</i>	140
4.3.1.2 La relation de domination sur le territoire de recherche.....	143
4.3.1.3 « Encliquée » dans l'« équipe » des bénévoles	146
4.3.2 Une recherche impliquée et engagée	148
Conclusion.....	151
CHAPITRE 5. DE LA PRODUCTION DES DONNÉES À LA RESTITUTION DES RÉSULTATS :	
MÉTHODES ET QUESTIONS D'ÉTHIQUE	I 53
Introduction.....	153
5.1 Présentation des données et de leur production	153
5.1.1 Les outils du chercheur : considérations techniques et interactionnelles	153
5.1.2 Présentation des données : les données « naturelles » et « orchestrées ».....	155
5.1.3 Transcrire les données	161
5.2 Éthique de la recherche et anonymisation des données	163
5.2.1 Obtenir le consentement éclairé des enquêtés	163
5.2.2 Préserver l'anonymat des enquêtés, anonymiser les données	165
Conclusion.....	168
Conclusion de la partie II.....	169
PARTIE III. L'ORDRE ASSOCIATIF DE L'HOSPITALITÉ	171
Introduction de la partie III.....	171

CHAPITRE 6. FAIRE GROUPE : LES EFFETS PRAXÉOLOGIQUES DES TEXTES

INSTITUTIONNELS	173
Introduction	173
6.1 L’ethos d’Autremonde : construction discursive d’une image du collectif associatif	174
6.1.1 La formation d’un ethos discursif associatif	174
6.1.1.1 Une institution associative instanciée discursivement par un locuteur collectif.....	174
6.1.1.2 L’ethos d’Autremonde, celui d’un « contre-monde »	176
6.1.1.3 Mise en discours d’un ethos collectif mais divisé	181
6.1.2 Ordonner le groupe : distinguer, classer et hiérarchiser des catégories de membres	185
6.1.2.1 Salariés, bénévoles et accueillis : trois catégories de membres	185
6.1.2.2 Un ordre associatif hiérarchisé	191
6.1.2.3 Conception performative de l’activité catégorielle : parler d’« Autremondiens »...	194
Synthèse	198
6.2 La lecture des textes institutionnels et l’activation de leur statut d’acteur	198
6.2.1 La réunion d’intégration : introduire de nouveaux membres	199
6.2.1.1 Se fondre dans le « on-locuteur » de l’institution associative.....	201
6.2.1.2 Rappeler la singularité d’Autremonde.....	202
6.2.1.3 Convoquer les valeurs défendues : « le lien social », « la bienveillance », « et tout ça ».....	207
6.2.1.4 (se) Positionner dans l’ordre institutionnel.....	211
Synthèse	219
6.2.2 La lecture d’un texte : entre diffusion du projet associatif et activité didactique	220
6.2.2.1 Activité de lecture dans un cadre d’apprentissage.....	221
6.2.2.2 Activation du pouvoir du texte : diffusion des valeurs de l’association.....	224
6.2.2.3 Lire un texte et parler par la voix de l’association.....	226
6.2.2.4 Lire le texte et prendre place au sein de la structure de l’association.....	229
Conclusion	236
CHAPITRE 7. L’HOSPITALITÉ, UNE RELATION ASYMÉTRIQUE ET CONTRAIGNANTE ...	239
Introduction	239
7.1 Processus de catégorisation et ordre de l’hospitalité	239

7.1.1	Les catégories de membres : des catégories pertinentes pour la présentation de soi dans l'espace associatif ?.....	240
7.1.1.1	La présentation de soi en cours de français	242
7.1.1.2	Être présenté et se présenter comme un futur administrateur.....	252
7.1.2	Questionner l'activité catégorielle, questionner l'ordre associatif.....	256
7.1.2.1	L'activité de catégorisation : nommer, classer, hiérarchiser	258
7.1.2.2	Définir les catégories « accueilli » et « bénévole »	264
7.1.3	Être membre de l'association : de la catégorisation au rapport de places	272
7.1.3.1	Hélène, bénévole et administratrice.....	272
7.1.3.2	Kader, accueilli mais administrateur	276
7.1.3.3	Xavier, accueilli revendiqué	278
	Synthèse.....	284
7.2	La dimension spatiale de l'ordre de l'hospitalité.....	285
7.2.1.	La territorialisation de l'hospitalité	286
7.2.1.1	Territoire de l'association et passage des frontières	286
7.2.1.2	Ordre spatial et ordre social.....	290
7.2.2	<i>Faire un lieu d'accueil</i>	297
	Conclusion.....	302
	Conclusion de la partie III	305
PARTIE IV. PRATIQUES DE L'HOSPITALITÉ ET ARTICULATION DES RAPPORTS		
	SOCIAUX	307
	Introduction de la partie IV	307
CHAPITRE 8. LA BIENVEILLANCE ET L'ÉCHANGE DES SAVOIRS EN PRATIQUES.....		
	Introduction.....	309
8.1	Jeux de langues et jeux de rôles.....	312
8.1.1	Samba : un maître du jeu concurrencé.....	313
8.1.2	Laurent : se faire arbitre.....	321
8.1.3	Sidi : allié des joueurs.....	325
	Synthèse.....	328
8.2	Jouer avec les différences : être un joueur à part (entière)	329
8.2.1	Henri : une attitude interactionnelle déviante ?	331
8.2.2	La bienveillance contre les règles du jeu.....	334

8.2.3	Négocier un rôle de joueur à part (entière).....	335
	Conclusion.....	338
CHAPITRE 9. UNE ALTÉRITÉ RADICALE ET RACIALISÉE ?		340
	Introduction.....	340
9.1	L'Europe versus l'Afrique : actualisation d'une opposition moderne et eurocentrée	341
9.1.1	Une Afrique et des Africains immobiles	342
9.1.2	La distinction entre Europe et Afrique, une opposition racialisée	348
	Synthèse.....	353
9.2	Un autre racialisé. Comment dire la race, si elle n'existe pas ?.....	354
9.2.1	« Les noirs c'est pas comme les blancs » : distinguer, opposer, hiérarchiser....	355
9.2.2	Une énonciation difficile de la race	362
	Synthèse.....	365
	Conclusion.....	366
CHAPITRE 10. EN CLASSE : RELATIONS ANTAGONISTES ET RAPPORTS DE DOMINATION		369
	Introduction.....	369
10.1	Apprendre et enseigner le français : une multiplicité d'enjeux	370
10.1.1	La langue française, un gage de liberté et d'émancipation.....	371
10.1.2	Langue et intégration : « la langue d'abord », une question de survie ?.....	380
	Synthèse.....	395
10.2	Relations de rôles en situation de classe : de l'asymétrie à la domination.....	396
10.2.1	L'enseignant bénévole, une figure d'autorité	398
10.2.2	Présomption d'ignorance	404
10.2.3	Le genre de la relation d'accueil et le renversement du pouvoir.....	410
10.2.3.1	Le genre et l'activité bénévole.....	411
10.2.3.2	Rapports de pouvoir et rapports de genre	415
	Conclusion.....	424
	Conclusion de la partie IV.....	428
CONCLUSION GÉNÉRALE		430

Une étude sociolinguistique des lois de l'hospitalité	430
Enjeux et apports de la thèse.....	430
Une articulation des niveaux d'analyse	430
Une démarche empirique et ethnographique	432
Perspectives de recherche.....	433
Une recherche utile ?.....	434
BIBLIOGRAPHIE.....	437
GLOSSAIRE	465
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	467
TABLE DES MATIÈRES.....	469
ANNEXES	477
TABLE DES ANNEXES	477
Annexe 1. <i>Le projet associatif</i>	478
Annexe 2. <i>Les statuts</i>	488
Annexe 3 <i>Le règlement intérieur</i>	497
Annexe 4. Le résumé du <i>projet associatif</i>	504
Annexe 5. Les profils des participants à la réunion d'information	505
Annexe 6. Fiche d'inscription aux cours de français.....	507
Annexe 7. Les profils des personnes inscrites aux cours de français.....	508
Annexe 8. Le Contrat d'Intégration Républicaine	511
<i>Annexe 9. L'avant-propos du Référentiel FLI, Français Langue d'Intégration</i>	<i>513</i>
Annexe 10. Les tours de présentation en cours de français	515
Cours n°3	515
Cours n°4	517
Cours n°6	518
Cours n°7	520
Cours n°8	522
Annexe 11. Conventions de transcription	525

ANNEXES

Table des annexes

Annexe 1. <i>Le projet associatif</i>	478
Annexe 2. Les <i>statuts</i>	488
Annexe 3. Le <i>règlement intérieur</i>	497
Annexe 4. Le résumé du <i>projet associatif</i>	504
Annexe 5. Les profils des participants à la réunion d'information.....	505
Annexe 6. Fiche d'inscription aux cours de français.....	507
Annexe 7. Les profils des personnes inscrites aux cours de français.....	508
Annexe 8. Le Contrat d'Intégration Républicaine.....	511
Annexe 9. L'avant-propos du <i>Référentiel FLI, Français Langue d'Intégration</i>	513
Annexe 10. Les tours de présentation en cours de français.....	515
Cours n°3.....	515
Cours n°4.....	517
Cours n°6.....	518
Cours n°7.....	520
Cours n°8.....	522

SOMMAIRE

.....

- **AUTREMONDE, UN ENGAGEMENT INSCRIT DANS LA DURÉE**

1. Historique
2. Regard sur la société : pour une société inclusive
3. Mission : l'inclusion par le lien social

- **VALEURS ET PRINCIPES D'ACTION**

1. Inconditionnalité de l'accueil
2. Démocratie, égalité et participation
3. Engagement, citoyenneté et militantisme
4. Collaboration et complémentarité
5. Indépendance

- **NOS OBJECTIFS**

1. Décloisonner les rapports sociaux
2. Inclure les plus isolés, soutenir leurs projets de vie
3. Sensibiliser, mobiliser, témoigner

- **NOS AXES DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET 2018-2022**

1. Renforcer l'accès aux droits
2. Consolider l'engagement militant (militantisme, communication externe et partenariats)
3. Aller plus loin dans la participation des publics et la co-construction
4. Pérenniser l'engagement des bénévoles
5. Améliorer notre modèle de gouvernance

● **FRUIT D'UN EFFORT COLLÉGIAL, AUQUEL A PARTICIPÉ L'ENSEMBLE DES AUTREMONDIENS - SALARIÉS, BÉNÉVOLES, ACCUEILLIS, PARTICIPANTS, APPRENANTS... - CE NOUVEAU PROJET ASSOCIATIF PRÉSENTE QUI NOUS SOMMES, OÙ NOUS SOUHAITONS ALLER ET COMMENT NOUS VOULONS Y ARRIVER.** ●



- AUTREMONDE, UN ENGAGEMENT INSCRIT DANS LA DURÉE

1. Historique

En 1994, un groupe de jeunes part en mission humanitaire au Rwanda. Révoltés par la situation à laquelle ils sont confrontés sur place, ils souhaitent agir puis témoigner à leur retour auprès du public, mais ils sont vite renvoyés à leur inexpérience. Association humanitaire de jeunesse, indépendante de tout parti politique et non confessionnelle, Autremonde naît alors d'une volonté : permettre l'engagement des jeunes dans l'action humanitaire de terrain et leur donner ainsi la capacité de témoigner sur les situations de détresse, pour qu'elles soient connues et combattues par toutes et tous. Désireuse de « faire de l'humanitaire autrement », l'association place la création de lien social, par l'écoute, les échanges et la convivialité, au cœur de son approche, ce qui en constitue une spécificité forte.

Avec l'accueil, l'information et l'orientation quotidienne des publics en situation de migration et/ou de précarité, une activité d'accès aux droits se constitue. L'action d'Autremonde évolue au fil du temps, qui voit se renforcer la dimension culturelle de l'association, désormais mise en avant dans l'ensemble des activités de l'association. Ces activités s'avèrent toujours aussi pertinentes et nécessaires.

2. Regard sur la société

Autremonde est devenue en près de vingt-cinq ans un acteur majeur du secteur associatif du 20ème arrondissement de Paris. Poursuivant toujours le même objet social, Autremonde a su adapter sa structure et son champ d'activités afin de répondre au mieux aux réalités du terrain et pérenniser son action.

Témoin des évolutions sociales, Autremonde observe toujours **une société plus inégalitaire et plus divisée**, marquée notamment par une augmentation de la pauvreté, une dégradation de l'emploi non qualifié, une difficulté croissante d'accès à la citoyenneté et aux droits fondamentaux ainsi qu'un mal-logement persistant. Loin de se résoudre, les situations d'exclusion, d'isolement et de précarité se complexifient, touchant désormais des **publics variés** (familles avec jeunes enfants, mineurs isolés, étudiants, travailleurs pauvres, personnes en situation de migration, etc.).

Autremonde constate que la défiance vis-à-vis de « l'Autre » et de ses différences a progressé, engendrant une crispation des rapports humains et un repli sur soi. L'urgence sociale suscite des réactions d'indifférence, d'incompréhension ou même de mépris et d'intolérance. Pourtant, si une partie de la population y semble résignée, la précarité et l'exclusion continuent de révolter et de mobiliser.

Animée par une équipe salariée, Autremonde s'appuie sur **l'engagement** bénévole. Sensibilisés et **engagés**, confrontés à des situations de terrain et acteurs du processus d'inclusion, les bénévoles acquièrent ainsi une compréhension des phénomènes de grande précarité et d'exclusion, qui leur permet ensuite de témoigner et de porter les valeurs de l'association auprès d'un plus large public.

3. L'inclusion par le lien social

- **POUR QUE LA SOCIÉTÉ SOIT PLEINEMENT CONSCIENTE DE LA VALEUR DE SA DIVERSITÉ, AUTREMONDE LUTTE CONTRE L'INDIFFÉRENCE ET LES EXCLUSIONS, VA AU-DEVANT DE L'AUTRE ET MILITE POUR QU'IL RETROUVE SA PLACE DANS L'ESPACE SOCIAL.** •

Autremonde a pour mission principale de **renouer et maintenir le lien social** avec toute personne le nécessitant, quelle que soit sa situation (isolement, précarité, migration, etc.), en défendant le principe que l'inclusion est une solution durable aux maux de la société.

En effet, un processus d'inclusion durable nécessite de donner à toutes et tous les moyens d'une construction autonome de leur propre parcours de vie, en redonnant confiance, dignité et estime de soi.

À Autremonde, l'inclusion se définit comme l'ensemble de nos pratiques devant permettre à chacun, quels que soient ses origines et son statut, de trouver sa place dans la société et de contribuer, en fonction de ses possibilités, à la rendre plus ouverte, plus solidaire et plus équitable. Autremonde favorise ainsi la mixité sociale, lutte contre les discriminations, défend l'accès aux droits pour tous et nourrit une dynamique de solidarité.

• VALEURS ET PRINCIPES D' ACTIONS

Notre volonté de renouer, maintenir et renforcer du lien social repose sur des principes essentiels et contribue à les promouvoir.

1. Inconditionnalité de l'accueil

Association de solidarités, Autremonde pratique un **accueil inconditionnel** des publics, sans prérequis administratif ou financier, dans la limite du respect physique et moral de chacune et chacun.

2. Démocratie, égalité et participation

Autremonde collabore de la façon la plus étroite possible avec les participants aux actions qu'elle entreprend. L'association agit dans un esprit de rencontres et d'échanges à statut égal entre les personnes, qu'elles soient bénévoles, accueillies ou salariées.

En ce sens, et dans l'esprit de la loi 2002-2, elle contribue à revaloriser les personnes accueillies et à les reconnaître dans leur citoyenneté.

Chacun est libre de participer à la vie de l'association, y compris en y adhérant dans les conditions prévues dans les statuts.

3. Engagement, citoyenneté et militantisme

Vecteur d'**éducation populaire** et acteur de solidarités, Autremonde permet à toutes les personnes souhaitant **s'engager** de le faire sans prérequis de qualification ou de diplôme, et les outille de nouvelles connaissances et compétences.

Ainsi sensibilisés, **engagés** et formés, les participants aux actions de l'association sont plus à même de témoigner, de défendre et de promouvoir ses valeurs dans leur environnement de vie.

Autremonde se base sur des principes de non-discrimination, de respect et d'égalité, et recherche la participation de tous.

4. Collaboration et complémentarité

L'accueil, l'information et l'orientation des publics sont au cœur de la mission d'Autremonde. L'association inscrit ainsi son action au sein d'un réseau associatif et institutionnel. Dans un souci d'efficacité, elle participe à des coordinations d'acteurs sociaux et collabore quotidiennement avec d'autres structures.

5. Indépendance

Indépendante de tout parti politique et non confessionnelle, l'association veille également à accroître son autonomie financière et à préserver le libre-arbitre de ses organes de décision. Autremonde conduit ainsi chaque année des opérations d'envergure en matière de mobilisation de ressources propres.

• NOS OBJECTIFS

1. Décloisonner les rapports sociaux

Nous proposons qu'Autremonde soit un environnement où chacun se sente bienvenu, sans aucune barrière, ni de sexe, ni d'âge, ni d'origine, etc.

Les acteurs d'Autremonde continuent, quel que soit leur statut, à réfléchir ensemble à la pertinence et à la justesse des activités déjà en place, et à de nouvelles idées et initiatives susceptibles d'être développées.

Les sous-objectifs :

Mettre à disposition des espaces de convivialité mixtes, ouverts à toutes et tous

Mis en place pour la plupart dès l'origine de l'association, les temps d'accueil de jour à l'association, les camions en gare, les maraudes, les sorties culturelles, les ateliers sportifs et artistiques ou encore le Réveillon de la solidarité sont autant d'exemples de cette volonté de decloisonner les rapports sociaux, par tous moyens.

Assurer la cohésion et la confiance entre tous les acteurs

Nous veillons à instaurer des relations basées sur le partage et la réciprocité, et non sur le don.

Que ce soit au sein de ces espaces ou lors d'activités, nous faisons en sorte de créer les conditions de l'échange, de la rencontre, et d'**instaurer un lien de confiance** sur la durée. Chacun doit pouvoir compter sur le respect de la confidentialité des informations qu'il confie à l'association.

Concevoir et mener des activités de façon collective

Nous portons une attention particulière à coconstruire et cogérer nos activités, en prenant en compte les avis de toutes et tous, quel que soit leur statut, pour faciliter notamment l'intégration au groupe. Les activités ainsi proposées se doivent d'être accessibles et communiquées à l'ensemble des **Autremondiens**.

2. Inclure les plus isolés, soutenir leurs projets de vie

Chacun dispose de sa propre expérience de vie. Nous souhaitons permettre à tout le monde de **s'ouvrir, se découvrir, s'enrichir et se réaliser**, personnellement et au sein de la société. Estime de soi et capacité d'agir allant de pair, nous proposons des actions qui rendent possible leur développement.

Les sous-objectifs :

Défendre et permettre l'accès aux droits

Autremonde **s'engage** pour que toutes et tous, quelle que soit leur situation individuelle, surtout si celle-ci est marquée par la précarité, puissent connaître et jouir de leurs droits, comme tout citoyen, et ainsi accéder notamment au logement, à la santé, à l'emploi, à la mobilité, à la culture, à l'informatique et à internet.

Apprendre et pratiquer le français

Autremonde donne la possibilité à chacun de développer sa pratique de la langue française, quels que soient son niveau et son objectif. **Multiculturelle**, notre association favorise aussi les échanges de savoirs.

Valoriser les parcours et expériences professionnels

Pour permettre à chacun de réaliser ses projets, y compris professionnels, nous donnons la possibilité, via notamment des ateliers dédiés, de valoriser les parcours, d'acquérir de nouvelles compétences et de mieux appréhender les codes sociolinguistiques du monde professionnel, ceci contribuant également à renforcer la confiance en soi.

3. Sensibiliser – mobiliser – témoigner

Autremonde aspire à faire connaître ses valeurs et à les voir s'étendre dans la société au sens large. Nous voulons que notre association soit un exemple d'un **espace inclusif** pour tous et toutes, et être actifs dans la promotion de ce modèle.

Les sous-objectifs :

Dénoncer l'exclusion et sensibiliser le grand public

Autremonde investit des collectifs associatifs du territoire qui partagent les mêmes valeurs de solidarité afin d'agir collectivement pour sensibiliser le grand public et les décideurs aux actions de lutte contre l'exclusion et la précarité.

Autremonde organise également des temps forts autour d'actions et de réflexions permettant aux **Autremondiens** de promouvoir les actions de solidarité qu'elle entend développer.

Mobiliser les bénévoles et fidéliser leur engagement

Autremonde propose un **engagement** dans des actions solidaires de terrain qui confrontent et sensibilisent les bénévoles aux problématiques de la précarité et de l'exclusion, tout en les rendant acteurs de solutions.

Avec un parcours d'intégration complet (réunions d'information et d'intégration, formations et accompagnement par des bénévoles référents et par l'équipe salariée) et des temps forts associatifs, nous accueillons les nouveaux bénévoles et accompagnons leur **engagement**.

L'exercice de la citoyenneté et l'**engagement** bénévole s'appuient au jour le jour sur les ressources de chacun et de chacune, qui enrichissent l'action collective.

• NOS AXES DE DÉVELOPPEMENT PRIORITAIRES POUR LA PÉRIODE 2018-2022

L'approche et les valeurs promues par Autremonde, définies il y a 25 ans, sont dans l'ensemble toujours d'actualité et de nombreuses activités en découlant sont encore en place aujourd'hui, notre premier souhait est donc d'assurer leur pérennité.

Dans la continuité des principes adoptés en [REDACTÉ] le projet associatif [REDACTÉ] pose des valeurs qui fondent notre projet de société et donnent du sens à notre engagement collectif.

Plusieurs chantiers ont été lancés ces dernières années, avec l'objectif d'améliorer certaines de nos pratiques. D'importants progrès ont ainsi pu être réalisés, notamment en termes de participation des publics et de transversalité des activités, approche désormais préférée à la logique de pôles (précarité, insertion des migrants, culture).

Nous entendons poursuivre nos efforts en ce sens, et nous assurer de la pertinence de nos actions par le recours à l'expérimentation et à l'évaluation continue.

1. Renforcer l'accès aux droits

Afin de garantir l'accès, l'ouverture et le maintien des droits (logement, santé, culture, régularisation...) des personnes que nous accueillons, nous avons identifié les structures les mieux à même de répondre à leurs besoins et les orientons vers celles-ci. Nous voulons consolider ces partenariats et mettre en place, dans la mesure du possible, nos propres activités d'accès aux droits.

Parce qu'ils sont souvent mal connus et insuffisamment défendus, nous entendons porter une attention particulière aux droits culturels (par exemple : droits de s'exprimer, s'informer, se cultiver, voir sa culture respectée) ainsi qu'à l'accès au numérique et à internet.

Parallèlement, nous allons poursuivre nos efforts de sensibilisation, d'information et de formation des Autremondiens et renforcer notre participation aux réseaux et aux mobilisations collectives dans ce domaine.

2. Consolider l'engagement militant (militantisme, communication externe et partenariats)

Association de terrain, à l'action pérenne, reconnue et saluée, Autremonde veut faire connaître ses valeurs et les voir s'étendre à l'ensemble de la société.

Pour cela, nous entendons renforcer notre action militante, en tant que structure et en tant qu'individus. Intégrer des collectifs, renforcer les partenariats existants, mener des actions de sensibilisation et d'information, participer à des mobilisations collectives et nous positionner dans le débat public constituent des outils que nous souhaitons utiliser davantage.

Étroitement liée, la façon dont nous voulons communiquer fera également l'objet d'une réflexion approfondie, pour définir le contenu de notre message et les moyens à utiliser pour le faire passer, en mettant la question des financements également en perspective.

Forts de notre expérience, nous entendons également travailler avec d'autres structures qui seraient intéressées par notre modèle.

3. Aller plus loin dans la participation des publics et la coconstruction

Au cœur du projet d'Autremonde, la participation des publics demeure notre principale préoccupation. Nous voulons poursuivre notre travail en ce sens, en favorisant non seulement la cogestion des activités, mais aussi la coconstruction de celles-ci, persuadés du fait qu'en agissant ainsi, nous répondrons mieux aux besoins des personnes.

De plus, tout en respectant notre valeur fondatrice qu'est l'inconditionnalité de l'accueil, nous souhaitons réfléchir à des possibles pratiques particulières à mettre en place afin d'encourager la participation et la représentativité des femmes au sein de l'association.

À terme, nous aspirons à supprimer les barrières existantes au sein de l'association et liées aux étiquettes, et souhaitons proposer un parcours aux personnes désirant s'en affranchir.

Pour ne plus faire de distinction entre les personnes présentes à Autremonde, qu'elles soient accueillies, bénévoles, salariées, apprenantes, stagiaires, participantes, en service civique... nous entendons utiliser davantage le terme d'**Autremondiens**.

En supprimant ces cases, nous entendons favoriser une réelle inclusion, et ainsi encourager une participation plus active à la vie de l'association.

Nous affirmons notre volonté de permettre un réel échange des savoirs entre toutes et tous, en favorisant la transversalité, la pluridisciplinarité des projets et les collaborations extérieures.

4. Pérenniser l'engagement des bénévoles

Sensibilisés aux problématiques d'exclusion et de précarité, actifs sur le terrain, les bénévoles sont les relais des valeurs de l'association. Nous entendons donc leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences, via des formations thématiques, dont certaines sont délivrées par des partenaires extérieurs. Ces actions de formations ont également pour but de rendre les bénévoles autonomes dans la réalisation des missions et de partager ensemble la responsabilité de la réalisation des objectifs de l'association.

Afin que nous partagions toutes et tous la même vision ainsi que la responsabilité de l'accomplissement de nos objectifs, des temps d'échanges et de travail communs ponctuent le parcours des bénévoles, qui participent ainsi à la vie de l'association. Nous souhaitons de cette façon que tout le monde participe à la vie de l'association et que l'engagement de chacun puisse s'inscrire dans la durée.

Par la transmission d'informations et des actions de mobilisation collectives, Autremonde encourage les bénévoles à être encore plus acteurs et engagés dans la défense des valeurs promues par l'association.

5. Améliorer notre modèle de gouvernance

Acteur du secteur de l'économie sociale et solidaire, Autremonde s'est approprié le guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) et va s'appuyer sur ces thématiques pour inscrire son activité dans une démarche d'amélioration continue, notamment la promotion du développement durable (réduction des déchets, tri sélectif, sensibilisation, etc.).

De plus, afin que chaque Autremondien se sente davantage acteur du projet et ainsi impliqué sur le long terme, nous souhaitons ouvrir une large concertation pour identifier de nouvelles manières d'accroître la représentativité et la participation de tous, bénévoles et publics, au sein des instances existantes et à la vie associative en général. Par exemple, un parcours d'intégration spécifique des publics à la gouvernance associative pourra être développé. Prises collectivement, les décisions auront ainsi une légitimité accrue.



Je reviens à Autremonde parce que je veux savoir lire et écrire, parce que je veux voir des films français, je reviens à Autremonde pour avoir des informations, et pour la bibliothèque **Je reviens à Autremonde** parce que j'apprends le français, pour lire et écrire, parce que je fais du foot, parce que j'aime beaucoup la cuisine et surtout j'aime rencontrer des gens **Je reviens à Autremonde** parce que j'aime les cours de français, j'apprends, je parle, je comprends les autres et les autres me comprennent, je reviens à Autremonde parce que j'aime lire le journal du métro **Je reviens à Autremonde** parce qu'il y a des cours de français, pour mieux parler, pour vivre et travailler à Paris Je reviens à Autremonde parce que j'apprends beaucoup de choses sur la France **Je reviens à Autremonde** pour m'intégrer bien en France **Je reviens à Autremonde** pour écouter de la musique, pour jouer au foot, pour voir des films français, pour me faire couper les cheveux Je reviens à Autremonde parce que je voudrais parler, lire et écrire **Je reviens à Autremonde** parce que j'aime rencontrer des gens, faire des connaissances, j'aime rire et parce que j'aimerais faire du foot Je reviens à Autremonde pour m'intégrer et rencontrer des gens, pour que l'on m'aide dans mes démarches, pour participer aux activités, parce qu'ils sont bons **Je reviens à Autremonde** parce que j'apprécie les **autremondiens**, je suis mieux chez les **autremondiens**, merci ! **Je reviens à Autremonde** parce que je bois du café, du thé, de la grenadine, pour utiliser les ordinateurs, et aussi pour les cours de français, un peu **Je reviens à Autremonde** parce que je viens voir les têtes de nœud, je viens voir les dormeuses, je viens voir les superstars de salariés, je viens voir les bénévoles avec qui le courant ne passe pas, je viens jouer au tarot avec les services civiques **Je reviens à Autremonde** pour l'ambiance, l'animation, les sorties culturelles qui nous permettent d'oublier notre solitude, pour les rencontres inter générations **Je reviens à Autremonde** parce que autrement je prends mon 9 millimètres autrichien, une balle, une vie de moins **Je reviens à Autremonde** parce que je recherche l'amitié, des conseils, des sorties et surtout de la bonne ambiance, paix et amour dans le monde ! Je reviens à Autremonde parce que l'atmosphère est bienveillante **Je reviens à Autremonde** parce que j'aime la diversité de ceux et celles qui y viennent, tous les **autremondien-nes** **Je reviens à Autremonde** parce que ça me plaît de revoir des gens même si ça a changé **Je reviens à Autremonde** parce que je fais partie des murs **Je reviens à Autremonde** parce que tout y est instructif, l'éducation populaire, parce que les gens sont conviviaux, parce que c'est une plate forme d'échanges, d'informations et d'orientation **Je reviens à Autremonde** parce que vous êtes gentils, serviables, parce que vous avez une conscience professionnelle, parce que vous aidez les gens, parce que vous les orientez pour leurs problèmes familiaux **Je reviens à Autremonde** parce que c'est mieux que Poudlard ! **Je reviens à Autremonde** parce que les femmes sont très belles et gentilles, parce qu'il y a la scène ouverte à laquelle je participe, parce qu'il y a les sorties à un prix modique qui sont très diversifiées, parce qu'il y a une certaine convivialité, parce que des gens du monde entier y sont représentés et que grâce à eux, j'apprends en permanence, parce que je suis content de donner des informations à quelques migrants, parce que je me sens utile **Je reviens à Autremonde** parce que c'est comme une famille, mais en mieux **Je reviens à Autremonde** parce que c'est le nouveau monde dont on rêve ! **Je reviens à Autremonde** parce qu'il y a du café, internet et que l'ambiance est bonne **Je reviens à Autremonde** parce que je veux parler français, il faut parler français, il faut écrire et revenir sinon ça va pas il y a des problèmes **Je reviens à Autremonde** pour les cours de français, pour parler, pour les films, pour les sorties **Je reviens à Autremonde** parce que ça me plaît les activités que l'on fait, chacun choisi ce qu'il veut y être, je reviens pour le journal, où j'ai aimé partager mon histoire, je reviens pour la danse, où on fait toutes les danses du monde, où on apprend les pas des danses traditionnelles, je reviens parce que j'aime le fitness, où on m'aide à faire en fonction de mon handicap et de ce que mon kiné m'a conseillé **Je reviens à Autremonde** parce que ça me permet du temps avec les gens, et de prendre des photos souvenirs de tout le monde **Je reviens à Autremonde** parce que j'aime les gens qui y sont, parce qu'on y fait des choses belles, parce qu'on m'apprécie sans me poser de questions, parce qu'on y recrée un monde moins brutal **Je reviens à Autremonde** parce qu'ici on peut faire vraiment les choses

Annexe 2. Les *statuts*



STATUTS

PARTIE I. But et composition de l'association

Article 1 – CONSTITUTION ET DENOMINATION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour dénomination « **AUTREMONDE** ».
Sa durée est indéterminée.

Article 2 – OBJET

Autremonde est une association implantée à Paris, dont la mission principale est de renouer et maintenir le lien social entre toutes les personnes composant notre société, quelle que soit leur situation (précarité, isolement, migration, etc.).

Pour que la société soit pleinement consciente de la valeur de sa diversité, Autremonde lutte contre l'indifférence, les exclusions et les discriminations, va au-devant de l'autre, œuvre pour la mixité sociale et le décroisement, et milite pour l'accès aux droits pour tous.

Pour ce faire, Autremonde s'appuie sur l'engagement bénévole, citoyen et solidaire. Autremonde promeut également la participation de ses publics et favorise des projets qui contribuent à redonner confiance et estime de soi, pour que chacun (re)trouve sa place dans la société.

L'association est indépendante de tout parti politique et est aconfessionnelle.

Article 3 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé à Paris, en France.
Il peut être transféré par décision du CA.

Article 4 – COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

L'association se compose d'adhérents (personnes bénévoles, accueillies / apprenantes / participantes et salariées), appelés « **Autremondiens** ».

Des personnes non adhérentes à l'association peuvent participer aux activités de l'association, dans les conditions prévues par le règlement intérieur; elles seront alors également appelées « **Autremondiens** » mais n'auront pas de droit de vote des adhérents.

Les adhérents sont des personnes physiques ou morales qui contribuent à la réalisation de l'action menée par l'association, conformément au but décrit à l'article 2.

Tout bénévole doit être adhérent de l'association et suivre un parcours d'engagement, prenant fin lors de la démission déclarée ou effective dudit bénévole.

L'adhésion d'une personne morale à l'association doit être validée préalablement par le Conseil d'Administration en place au moment de l'élection, dans des conditions prévues dans le règlement intérieur.

L'adhésion des salariés à l'association est autorisée.

Tous les **Autremondiens** adhérents disposent du droit de vote et sont éligibles dans les différentes instances de l'association, sous réserve des dispositions des articles 10 et 11.

Article 5 – ADHESION

L'adhésion est soumise au règlement d'une cotisation annuelle, ouvrant droit à la remise d'une carte de membre valable du 1^{er} septembre au 31 août, et au respect des buts et valeurs de l'association.

Dans le cas d'une première adhésion, la cotisation annuelle devra être réglée avant la première mission.

Le renouvellement de l'adhésion doit être faite dans les 6 mois à partir de la date d'échéance.

Le montant de l'adhésion est fixé dans le règlement intérieur de l'association.

Article 6 – PERTE DE LA QUALITE D'ADHERENT

La qualité d'adhérent se perd par :

- Démission par écrit,
- Décès (personne physique),
- Dissolution (personne morale),
- Non-paiement de la cotisation dans un délai de 6 mois dans le cas d'un renouvellement d'adhésion, à compter de sa date d'exigibilité,
- Radiation pour motif grave lorsque le comportement de l'intéressé est manifestement contraire aux buts et valeurs de l'association. Cette décision doit être validée par le CA à la majorité des trois quarts, l'intéressé ayant eu auparavant l'opportunité de s'expliquer, dans des conditions prévues dans le règlement intérieur.

PARTIE II. Administration et fonctionnement de l'association

Article 7 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE (AGO)

L'AGO comprend tous les adhérents à jour de leur cotisation.

L'AGO se réunit au moins une fois par an à l'initiative du conseil d'administration, sur convocation écrite du président adressée au moins quatorze jours avant la date de tenue et précisant l'ordre du jour.

L'ordre du jour est fixé par le CA sur proposition du bureau. Il comprend notamment :

- Le rapport moral de l'association présenté par le président au nom du CA et soumis au vote.
- Le bilan financier présenté par le trésorier qui rend compte de la gestion au nom du CA et qui soumet au vote l'approbation des comptes et le quitus pour l'exercice annuel.
- Le renouvellement du mandat du commissaire aux comptes si nécessaire.
- L'élection pour le renouvellement du CA.

Au cours de l'AGO a lieu en outre un ou plusieurs débats touchant à des questions importantes de l'association et proposés par le CA. Ces débats peuvent être suivis d'un vote, valant engagement de l'association.

Une proposition émanant d'un adhérent et recueillant la signature d'au moins 10% des adhérents à la date du dépôt doit être reçue par le CA et mise en débat avec un vote lors de l'assemblée générale. Le dépôt doit se faire au moins trois semaines avant l'AGO.

Quorum et majorité

L'AGO ne peut valablement se tenir et délibérer qu'à condition qu'il y ait au moins 40 adhérents.

La participation à l'AGO peut se faire par présence physique ou par procuration (un membre ne pouvant pas être dépositaire de plus de trois procurations). Les procurations ne peuvent être remises qu'à d'autres adhérents présents à l'assemblée générale avec mandat impératif.

Tous les adhérents présents ou valablement représentés ont droit de vote.

Les décisions et l'élection sont acquises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. Les scrutins sont opérés à main levée ou, à la demande expresse d'un adhérent, à bulletin secret.

Si le quorum de 40 adhérents n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle AGO dans les trois semaines qui suivent, assemblée qui délibère valablement, quel que soit le nombre de membres présents. Dans ce cas, le vote par procuration n'est pas admis.

Article 8 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE (AGE)

L'AGE est seule compétente pour décider de la modification des statuts ou de la dissolution de l'association.

L'AGE se réunit sur convocation écrite du président adressée au moins quatorze jours avant la date de tenue et précisant l'ordre du jour

Sur demande des deux tiers au moins des membres du CA ou du tiers des **Autremondiens** à jour de cotisation au jour de réception par le président de leur demande, le président doit convoquer une assemblée générale extraordinaire dans un délai d'un mois au moins et deux mois au plus et ce, dans le respect des dispositions de l'article 7, sauf stipulations contraires ci-dessous exposées.

L'AGE peut être convoquée à l'initiative du président directement.

L'ordre du jour est toujours fixé par le CA. Cependant, lorsqu'elle est convoquée à la demande du tiers des adhérents de l'assemblée générale, l'ordre du jour arrêté par le CA doit obligatoirement intégrer les demandes formulées en commun, et par écrit, par les membres qui en sont à l'origine.

Cette assemblée statue sur tous les points régulièrement inscrits à l'ordre du jour.

L'AGE est présidée par le président de l'association.

L'AGE ne peut valablement délibérer que si au moins 40 personnes, à jour de cotisation à la date de convocation, sont présentes.

Si ce quorum n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle assemblée générale extraordinaire dans les trois semaines qui suivent, assemblée qui délibère valablement quel que soit le nombre d'adhérents présents.

Dans tous les cas, les décisions sont prises à la majorité qualifiée des trois quarts des adhérents présents.

Les scrutins sont opérés à main levée ou, à la demande expresse d'un adhérent, à bulletin secret.

Article 9 – LE PROJET ASSOCIATIF

Le projet associatif de l'association est un document qui prévoit les perspectives de développement de l'association, de ses missions, et de son fonctionnement sur plusieurs années et constitue sa stratégie à long terme. Il est conforme aux statuts, au but et aux valeurs de l'association. Il est le cadre de référence du travail des bénévoles, du CA et de l'équipe salariée de l'association.

Il est renouvelé tous les trois à cinq ans et adopté par l'assemblée générale. Ce projet fait l'objet d'un travail collectif et collaboratif, coordonné en amont par le CA qui s'assure de la participation active de tous les **Autremondiens**.

Article 10 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition du CA

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration comprenant entre 12 et 15 membres.

Afin d'encourager la participation des adhérents accueillis / apprenants / participants, un nombre de sièges, fixé dans le règlement intérieur, leur est réservé au CA.

Missions et responsabilités du CA

Le CA décide de la politique annuelle de l'association et prend des décisions qu'il juge dans l'intérêt de l'association. Ses décisions se font dans le cadre du projet associatif adopté selon l'article 9. Il veille à la cohésion de l'association.

Il vote le budget prévisionnel de l'association. Il détermine les objectifs généraux et les budgets des missions. Il arrête le bilan et le compte d'exploitation de fin d'exercice et le soumet au vote de l'assemblée générale ordinaire.

Le CA rédige, chaque année après son renouvellement, une feuille de route, qui constitue la stratégie à court terme de l'association, validée en séance, et définit des objectifs pour l'année. Cette feuille de route est rendue publique moins de deux mois après son renouvellement. Le CA rend compte en fin d'exercice à l'assemblée générale de son action sur la base de cette feuille de route.

Le CA prépare et anime en collaboration avec l'équipe salariée les temps forts de la vie associative

Le CA est l'instance d'arbitrage en dernier recours en cas de conflit dans l'association.

Modalités de fonctionnement du CA

Le CA se choisit un mode de fonctionnement qui assure la participation active de chacun de ses membres. Des groupes de travail sont créés en son sein, dans des conditions définies par le règlement intérieur, pour approfondir certains sujets, et les membres du CA sont tenus d'y participer.

Les fonctions, au sein du CA, excepté celles du représentant des salariés, sont exercées bénévolement. Des remboursements de frais sont seuls possibles. Des justifications doivent être produites, qui font l'objet de vérifications.

Les administrateurs dans leur ensemble et les éventuels invités au CA ont un devoir de réserve sur les débats tenus au CA.

Elections et renouvellement du CA

L'élection des administrateurs a lieu lors de l'AGO, conformément aux dispositions de l'article 7. Le mandat des administrateurs est de trois ans. Il est renouvelable deux fois consécutivement. Il débute et prend fin lors de la première réunion du CA après l'AGO.

Les candidats se présentent individuellement. Ils doivent remettre un document motivant leur candidature au secrétaire au moins 48 heures avant la tenue de l'AGO.

Si le nombre de candidats est insuffisant pour atteindre le nombre minimal de membres du CA fixé dans le règlement intérieur, on procède au cours de l'assemblée à un appel à candidatures spontanées, qui ne concerne pas les personnes morales. Le ou les candidats motivent alors leur candidature oralement auprès de l'assemblée. Si le nombre de candidats reste insuffisant, l'élection est reportée à une nouvelle AGO.

Mis à part le poste de représentant des salariés, les salariés ne peuvent pas devenir administrateurs.

La candidature d'une personne morale au CA doit être validée préalablement par le Conseil d'administration en place au moment de l'élection, dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

Les personnes morales désireuses de rentrer au CA doivent nommer un représentant permanent – personne physique.

Le nombre de sièges maximum pouvant être occupés par des personnes morales est fixé dans le règlement intérieur.

Le CA est renouvelé par tiers à chaque AGO annuelle.

Lors de la première AGO actant l'extension du mandat à trois ans, l'ensemble des administrateurs en place sont tenus de se représenter, par tiers, pour des mandats d'un, deux ou trois ans.

Le représentant des salariés et son suppléant sont élus par les salariés pour trois ans selon les mêmes règles de majorité que les membres du CA. En cas de changement, en cours de mandat, du représentant du personnel ou de son suppléant, ces derniers se réunissent pour en réélire un autre. Le mandat du nouveau représentant s'achève à l'époque où prenait fin le mandat du membre qu'il remplace.

Révocation

Un administrateur peut être révoqué pour des motifs graves impliquant le non respect manifeste des présents statuts. La décision est prise par le CA réuni à la majorité qualifiée des trois quarts, sur proposition du bureau ou du CA, l'intéressé ayant été invité au préalable à fournir des explications audit Conseil.

Vacance

En cas de vacance d'un administrateur après démission, révocation, ou décès, le CA peut procéder à son remplacement par désignation jusqu'à la prochaine assemblée générale.

S'il est membre du bureau, sa fonction peut être attribuée à un autre administrateur. Cette décision, proposée par le bureau doit être validée par le CA.

En cas de vacance du président (démission, révocation, décès), le vice-président assure ses fonctions jusqu'à l'élection d'un nouveau bureau, conformément à l'article 11.

Réunions du CA

Le CA se réunit sur convocation du président toutes les fois que cela est nécessaire et au moins six fois par an. Il peut se réunir aussi à la demande d'au moins un tiers des administrateurs.

La présence d'au moins la moitié des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

La participation au CA peut se faire par présence physique, y compris par visioconférence, ou par procuration (un membre ne pouvant pas être dépositaire de plus de trois procurations).

Sauf stipulation contraire, les décisions du conseil sont prises à la majorité absolue des votes exprimés.

L'ordre du jour des séances du conseil est arrêté par le bureau et il est précisé sur les convocations communiquées par écrit par le président au moins cinq jours avant sa tenue.

Une question écrite amenée au CA par au moins cinq adhérents doit être discutée en réunion et portée à l'ordre du jour de celui-ci par le bureau qui la reçoit.

Le CA peut inviter toute personne lors de ses réunions.

Les comptes-rendus de CA sont rédigés à tour de rôle par les administrateurs et sont rendus publics, à l'exception des informations confidentielles. Ils sont signés par le président.

Article 11 – BUREAU

Le bureau du CA est composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier et d'un secrétaire.

Les fonctions au sein du bureau sont exercées bénévolement.

La durée des mandats au sein du bureau est de trois ans, renouvelables deux fois consécutivement.

Il se réunit autant de fois qu'il le souhaite, sur simple décision de ses membres.

Le bureau gère l'organisation et le fonctionnement du CA: l'ordre du jour des réunions, l'animation, les comptes-rendus.

Le délégué général peut y participer, à titre consultatif.

Le bureau peut intervenir pour toute question qui requiert une réponse rapide. Il doit rendre compte au CA de son action à chaque réunion de ce dernier.

Le président

Le président est responsable du bon fonctionnement de l'association, tant en interne que vis-à-vis de l'extérieur.

Il préside les réunions du bureau, du CA et des différentes assemblées.

Il est le représentant légal de l'association et à ce titre représente l'association dans tous les actes de la vie civile et en justice. Il est habilité à décider, après autorisation du CA, de toute action en justice au nom de l'association, tant en demande qu'en défense, devant toute juridiction et pour tout litige, ainsi que de tout recours à l'égard des jugements rendus en première instance et de tout pourvoi en cassation.

En tant qu'employeur, il a autorité sur le délégué général, auquel il délègue la direction des salariés dans le cadre d'une lettre de mission qu'il fait valider par le CA. A ce titre, il signe les contrats en CDI et les comptes-rendus d'entretiens d'évaluation et entretiens professionnels.

Le président peut déléguer une partie de son pouvoir à toute personne de son choix.

Avec le trésorier, il détient les pouvoirs financiers séparément sous réserve des modalités particulières arrêtées par le CA.

Il établit, chaque année, avec le CA, un rapport moral qui trace le bilan de ses activités et décisions conformément à la feuille de route adoptée par le CA, et le présente au nom de ce dernier en assemblée générale.

Le vice-président

Le vice-président seconde le président dans ses fonctions, notamment dans son rôle de représentation.

Il veille plus particulièrement à la bonne coordination entre le CA et le bureau et à la publication interne des décisions adoptées par les instances statutaires.

En cas d'empêchement ponctuel du président, le vice-président le remplace.

Le secrétaire

Le secrétaire assure un rôle de suivi des activités du bureau et du CA. Il supervise notamment la tenue et l'archivage au siège des procès-verbaux des réunions du CA, de bureau et de tout document relatif à la vie de l'association.

Il supervise les élections du CA et du bureau et, à ce titre, reçoit les candidatures.

Le trésorier

Le trésorier est responsable financier de l'association et supervise la politique financière qui est déléguée au délégué général.

Il rend compte de sa mission au bureau, au CA, ainsi qu'à l'assemblée générale qui statue sur le quitus à donner au CA pour sa gestion de l'association, au travers du rapport financier, du bilan et du compte de résultat de l'exercice écoulé.

Il établit, chaque année, après validation du bureau, un projet de budget prévisionnel soumis au CA ; le bilan financier comprenant les comptes de l'association, soumis à l'assemblée générale.

Les dépenses relatives aux décisions votées par le CA ou le bureau sont engagées par la signature du président ou du trésorier séparément sous réserve des modalités particulières arrêtées par le CA.

Élection du bureau

Le bureau est élu par le CA par scrutin de liste, lors de sa première réunion après l'assemblée générale.

Seuls les membres du CA peuvent se présenter, à l'exception du représentant des salariés et des personnes morales.

Les listes complètes comportant chacune les quatre fonctions du bureau avec les quatre noms doivent être communiquées au secrétaire sortant au moins sept jours avant la tenue du CA pour être jointes à son ordre du jour. Elles doivent préciser les motivations portant la liste à être candidate. L'élection est acquise à la liste qui emporte la majorité des votes exprimés. Le vote se fait à main levée.

Article 12 – DELEGUE GENERAL (DG)

Le délégué général est recruté par le président, en lien avec le CA.
Il est rétribué.

Il met en œuvre, avec l'équipe salariée, la politique de l'association conformément aux décisions prises par le bureau, le CA et l'assemblée générale, dans le cadre de ses attributions. Ses missions et ses prérogatives sont précisées par une lettre de mission du président, validée par le CA. Il coordonne la gestion opérationnelle et financière de l'association.

Il participe, à titre consultatif, aux réunions du CA et peut également participer, à titre consultatif, à celles du bureau.

Article 13 – RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Les ressources de l'association contiennent :

- Cotisations des adhérents,
- Produit de la vente de biens et de services,
- Subventions accordées à l'association par l'Etat, les collectivités locales et les organisations internationales,
- Dons, sous toutes formes,
- Intérêts des capitaux ou revenus de biens ou valeurs appartenant à l'association,
- Toutes ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Article 14 – REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi ou modifié par le CA et il doit être approuvé par l'assemblée générale.

Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Article 15 – DISSOLUTION

En cas de dissolution de l'association prononcée par l'assemblée générale extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'assemblée et l'actif est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

Statuts adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du [REDACTED].

La Présidente

La Secrétaire

Annexe 3. *Le règlement intérieur*



REGLEMENT INTERIEUR

Conformément à l'article 14 des statuts d'Autremonde, un règlement intérieur est édicté afin de fixer les points non prévus par lesdits statuts.

Le règlement intérieur a pour objet de compléter les statuts, de préciser les règles ou les dispositions sujettes à modifications fréquentes.

Pour rappel, un règlement intérieur n'a pas à être déclaré en Préfecture, ni publié.

PARTIE I : LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Article 1 – STATUT DES PERSONNES NON ADHERENTES

Comme stipulé à l'article 4 des statuts, des personnes non adhérentes à Autremonde peuvent participer aux activités proposées par l'association. Dans ce cas, elles sont tenues, à l'instar des adhérents, de se conformer aux buts et valeurs de l'association, et au présent règlement intérieur, sous peine de sanctions, tel que prévu dans ce règlement intérieur.

Elles n'ont pas le droit de vote à l'AGO et l'AGE et ne peuvent pas présenter leur candidature au CA.

Article 2 – MONTANT DE LA COTISATION

Conformément à l'article 5 des statuts, les membres adhérents doivent s'acquitter d'une cotisation annuelle (valable du 1er septembre au 31 août de chaque année).

Le montant de celle-ci est fixé chaque année par le Conseil d'Administration.

Pour l'année 2018-2019, le montant de la cotisation est libre et non remboursable, à partir de 2 euros pour les membres accueillis / participants / apprenants, et 5 euros pour les membres bénévoles.

Article 3 – ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

L'association peut à tout moment accueillir de nouveaux adhérents.

Ceux-ci devront respecter les procédures d'admission suivantes :

- Chaque nouveau membre bénévole devra assister à une réunion d'information et une réunion d'intégration. Il devra régler sa cotisation annuelle avant sa première mission.
- Chaque nouveau membre accueilli / participant / apprenant devra formuler sa demande d'adhésion (de manière écrite ou orale) à la responsable de la vie associative.

- L'adhésion d'une personne morale à l'association est prévue à l'article 7 du présent règlement.

Article 4 – SANCTIONS ET EXCLUSIONS

De manière générale, tout comportement à caractère illégal, abusif, déplacé et contraire aux buts et valeurs de l'association est interdit et sanctionné.

En cas de différend entre deux personnes et lorsque cela est possible, il est recommandé de privilégier un temps de médiation avec le salarié responsable du pôle.

La durée des sanctions est appelée à être discutée, en utilisant le barème instauré ci-dessous comme base.

Toute sanction fait l'objet d'une décision collégiale pouvant faire intervenir bénévoles, salariés et/ou le Conseil d'administration, suivant la procédure prévue dans le présent règlement, et ne peut pas être prise par une personne seule.

A titre d'exemple et sans que cette liste soit exhaustive, les comportements mentionnés ci-après sont prohibés et sanctionnés comme suit, pour tous les **Autremondiens** (personnes salariées – sous réserve de leur contrat de travail – bénévoles, en service civique, accueillies / apprenantes / participantes aux activités d'Autremonde, adhérentes ou non) :

Acte	Sanction
Exhibition, agression sexuelle	De 1 an à exclusion définitive
Violence physique	De 1 an à exclusion définitive
Provocation (verbale ou physique) d'un conflit	Avertissement(s) puis exclusion en cas de récidive – jusqu'à 6 mois
Insultes, menaces et harcèlement	Avertissement(s) ou exclusion (durée en fonction de la gravité et du caractère récidiviste, pouvant aller jusqu'à 6 mois)
Vol	Exclusion de 3 mois à 1 an
Fumer dans l'enceinte de l'accueil de jour Dégradation des locaux ou de biens de l'association Consommation de produits illicites ou d'alcool en accueil de jour Revente, commerce Jeux d'argent	Avertissement(s) puis exclusion en cas de récidive – jusqu'à 6 mois

Définition et effets des principales sanctions

Les sanctions discriminatoires prises en considération de l'origine, du sexe, des moeurs, de l'orientation sexuelle, de l'âge, de la situation de famille, des caractéristiques génétiques, de l'appartenance ou de la non appartenance à une ethnie, une nation ou une race, des opinions

politiques, des activités syndicales, des convictions religieuses, de l'apparence physique, du nom de famille, de l'état de santé ou du handicap, sont interdites.

Les principales sanctions prévues sont :

- Avertissement : sanction la plus légère. L'avertissement est communiqué par écrit et indique à l'auteur des faits les griefs retenus contre lui, pas plus d'1 mois après connaissance des faits fautifs. Un avertissement est valable 1 an. Au bout de trois avertissements reçus en une année, une décision d'exclusion est prise, dans les conditions prévues par ce règlement intérieur, sans ce que cela empêche de prendre une décision immédiate d'exclusion dans le cas des fautes les plus graves, comme indiqué dans le barème ci-dessus.
- Exclusion provisoire : mesure prise dans l'attente d'une décision définitive
- Exclusion pour une durée déterminée (3 ou 6 mois, 1 an, définitive) : les motifs d'exclusion sont à chaque fois précisés par écrit.

Une décision d'exclusion peut être prise sans avertissement préalable, en fonction de la gravité des faits.

Une exclusion vaut pour l'ensemble des activités d'Autremonde.

Outre l'interdiction stricte de participer aux activités de l'association, une exclusion entraîne la perte de la qualité d'adhérent, et donc du droit de vote tel que prévu dans les statuts, pendant la durée de l'exclusion.

En plus des règles énoncées précédemment, il conviendrait de respecter la procédure suivante :

Procédure à suivre si les faits sont commis par un bénévole :

1. Un incident se produit sur une mission.
2. En fonction de la gravité des faits, un avertissement peut être donné. L'avertissement est donné au bénévole à la suite d'un entretien entre le bénévole concerné, le responsable du pôle et le DG. Une copie de l'avertissement est transmise au bureau du CA.
3. Si les faits sont particulièrement graves, une exclusion temporaire peut être décidée par le DG, dans l'attente d'une décision définitive prise par le CA.
4. Conformément aux statuts de l'association, une décision d'exclusion d'un bénévole doit être prise en CA, à la majorité des trois quarts, lors de la première réunion du CA après la commission des faits.
5. La durée de l'exclusion dépend de la gravité des faits, au minimum celle prévue dans le tableau exposé ci-dessus.
6. Le bénévole peut justifier de ces actes au CA par écrit ou lors d'un entretien avec deux membres administrateurs qui rapporteront ses propos lors du CA.

Procédure à suivre si les faits sont commis par une personne accueillie / participante / apprenante :

1. Un incident se produit sur une mission.
2. Le responsable du pôle est informé. L'équipe de bénévoles présente lors de l'incident se réunit et complète obligatoirement une fiche incident¹ pendant le débriefing. Celle-ci comporte un relevé exhaustif des faits ainsi qu'une proposition de sanction (dans le cadre du barème établi par l'art. 4 du présent règlement intérieur). Lorsque cela est possible, le responsable de pôle est présent, en appui.
3. Jusqu'à la prise de décision définitive d'une sanction (dans un délai d'un mois après l'incident), la personne ne peut plus être accueillie sur les missions ou à Autremonde (exclusion temporaire).
4. La sanction est annoncée à la personne accueillie / participante / apprenante par le salarié et/ou le délégué général et un bénévole référent de la mission, ou par un bénévole et un bénévole référent.
5. Le responsable du pôle communique par mail la sanction et la fiche incident à tous les référents du pôle, et aux référents des autres pôles en fonction de la gravité des faits.

¹ La fiche est conservée dans une pochette à la fin du classeur de débriefing (exemplaire également sur le Google drive).

Article 5 – EXTRAIT DU REGLEMENT INTERIEUR A AFFICHER

Afin de s'assurer de la bonne diffusion et connaissance du présent règlement intérieur et pour préserver le meilleur climat possible au sein de l'association, la section suivante sera affichée dans le local :

EXTRAITS DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSOCIATION :

1. Il est demandé à chacun d'adopter un comportement respectueux vis-à-vis d'autrui : aucune violence, verbale ou physique, ni aucun comportement manifestement déplacé (exhibition, harcèlement, provocation, etc.) n'est toléré.
2. Le volume sonore doit être raisonnable. Il est interdit d'élever la voix et d'utiliser d'autres sources sonores que la sono générale.
3. Les personnes accueillies doivent se conformer aux règles de sécurité affichées à différents endroits de l'établissement et aux consignes orales que les bénévoles ou les salariés peuvent leur communiquer (évacuation, etc.).
4. Il est interdit de vendre, d'introduire et de consommer dans les locaux, dans le sas d'entrée et devant l'association, de l'alcool ainsi que toute substance illicite.
5. Il est interdit de prendre ses repas dans les locaux de l'association pendant les activités, ateliers ou pendant l'accueil de jour.
6. Il est interdit de fumer ou de vapoter dans l'ensemble du bâtiment, y compris le sas d'entrée.
7. L'accueil du public ne peut avoir lieu que pendant les horaires d'activités prévus ou sur rendez-vous.
8. La propreté des lieux est de la responsabilité de tous. Il est important d'utiliser les poubelles et d'éviter les dégradations.
9. Seules la cafétéria et les toilettes sont en accès libre. Les autres parties du local ne sont accessibles que sur invitation.
10. L'association décline toute responsabilité en cas de perte ou de disparition. Chacun est donc responsable de ses affaires (portables, sacs...).

En cas non-respect de ce règlement de fonctionnement et selon la gravité des faits, il sera appliqué la procédure suivante :

- Rappel des règles de fonctionnement par les salariés et les bénévoles.
- Suivant la gravité de l'incident provoqué, les bénévoles peuvent demander l'exclusion à effet immédiat d'un accueilli des activités de l'association.
Cette exclusion sera temporaire dans l'attente d'une concertation entre les bénévoles et le salarié responsable du pôle afin de statuer sur les mesures à prendre.
- Selon la nature des incidents, des mesures disciplinaires seront prises à l'encontre des contrevenants selon le barème des sanctions établi par l'art. 4 du règlement intérieur de l'association.
- Si nécessaire et à l'appréciation des bénévoles ou de l'équipe salariée, l'intervention d'un médecin, des pompiers ou de la police (si violence, menaces...) pourra avoir lieu.

PARTIE II : L'ORGANISATION INTERNE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 6 – SIEGES RESERVES AUX PUBLICS DE L'ASSOCIATION

Conformément à l'article 10 des **Statuts** et afin d'encourager la participation des adhérents accueillis / apprenants / participants de l'association, trois sièges leur sont réservés au Conseil d'administration.

A défaut de candidatures, ces sièges sont disponibles pour des candidatures d'administrateurs bénévoles.

Article 7 – ADHESION D'UNE PERSONNE MORALE ET CANDIDATURE AU CA

Toute personne morale désirant adhérer à l'association doit en faire la demande par écrit au Conseil d'administration, qui prendra sa décision lors de sa première réunion suivant cette demande.

De même, toute personne morale désirant candidater à un siège d'administrateur doit en faire la demande au Conseil d'administration en place, au plus tard avant la dernière réunion de ce dernier avant la date prévue pour les élections.

Le Conseil d'administration peut refuser l'adhésion d'une personne morale, et/ou la candidature d'une personne morale au CA, s'il estime que celle-ci ne respecte pas les buts et valeurs de l'association. Sa décision, prise à la majorité des trois quarts, doit être motivée par écrit.

Article 8 – NOMBRE DE SIEGES MAXIMUM AU CA POUR DES PERSONNES MORALES

Deux sièges maximum peuvent être occupés au Conseil d'administration par des personnes morales.

Article 9 – LES GROUPES DE TRAVAIL AU SEIN DU CA

Conformément à l'article 10 des statuts, des groupes de travail sont créés afin de faciliter et accélérer le travail du CA.

A titre indicatif, les premiers groupes de travail mis en place à partir de 2018 sont les suivants :

- Ressources humaines
- Financement
- Militantisme / Représentation / Communication externe
- Vie associative / Communication interne
- Statuts / projet associatif / règlement intérieur.

Sur décision du CA, d'autres groupes de travail pourront être créés à l'avenir et certains disparaître, en fonction des besoins identifiés. Ces décisions seront rapportées dans les comptes rendus des réunions du CA, sans qu'il soit nécessaire de modifier le présent règlement.

La composition de ces groupes de travail est mixte, associant à la fois :

- Un ou plusieurs administrateurs,
- Un ou plusieurs membres du bureau,
- Un ou plusieurs membres des salariés, dont le délégué général.

Des personnalités extérieures peuvent être associées au travail de ces groupes.

Les modalités de travail (fréquences des réunions, communication, etc.) sont fixées au sein de chacun des groupes.

Ces groupes devront rendre compte de leur travail, à intervalle régulier, à l'ensemble du CA.

PARTIE III : REGLES DE VIE AU LOCAL ET LORS DES ACTIVITES

Article 10 – ETABLISSEMENT DE NOTES DE SERVICE

Les règles de vie au local et lors des activités font l'objet de notes de service, établies par le délégué général, notifiées au Conseil d'Administration et mises à la disposition des **Autremondiens** dans les locaux de l'association.

L'ensemble des **Autremondiens** est tenu de s'y conformer, sous peine de sanction.

Ces notes ont notamment trait (liste non exhaustive) aux aspects sécuritaires et réglementaires liés à l'utilisation des locaux, à l'interdiction de stockage des effets personnels des bénévoles et des personnes accueillies, au mode de réservation de salles, au partage de la responsabilité de l'entretien des locaux entre tous les **Autremondiens** et à l'utilisation du camion.

PARTIE IV : DISPOSITIONS FINALES

Article 11 – ADOPTION ET MODIFICATION

Le présent règlement intérieur, ainsi que toute modification qui lui est apportée, doivent être approuvés par l'Assemblée Générale lors d'un vote.

Article 12 – PRIMAUTE DES STATUTS

En cas de contradiction entre les statuts et le règlement intérieur, les statuts prévalent.

Règlement intérieur adopté lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 novembre

La Présidente

La Secrétaire

Annexe 4. Le résumé du *projet associatif*

Ce qu'est Autremonde

Autremonde est une association du 20ème arrondissement de Paris. Elle agit pour créer du lien entre des personnes différentes. Toutes les personnes d'Autremonde sont appelées des *Autremondiens* !

En France, on a souvent peur de la personne qui est différente de nous ou qu'on ne connaît pas. Beaucoup montrent une grande **indifférence** aux autres : on ne s'intéresse pas à eux. C'est pour cela que des personnes vivent isolées, seules, ce qu'on appelle l'**exclusion**.

Le projet d'Autremonde c'est : « **Lutter contre l'indifférence et les exclusions** »

Les Autremondiens vont à la rencontre de l'autre, celui qui est différent ou qu'on ne connaît pas. L'association travaille (milite) pour que chacun trouve une place dans la société. Elle veut participer à construire une société qui n'accepte pas l'exclusion et accueille chacun avec ses différences.

Pour réaliser son projet, Autremonde accueille tout le monde, facilite l'échange entre les personnes, forme des citoyens, travaille avec d'autres acteurs engagés et fait attention à rester indépendante.

Les priorités d'Autremonde de [REDACTED]



1. Défendre l'accès aux droits pour tous : droit au logement, droit à la santé, droit au travail et droit à la culture.



2. Militer avec d'autres partenaires, en communiquant mieux sur la réalité des situations.



3. Faire participer davantage les publics dans les activités avec une attention particulière à l'accueil des femmes.

4. Former les bénévoles et animer des temps de partage.

5. Faire évoluer l'association vers une plus grande participation de tous les Autremondiens.

Annexe 5. Les profils des participants à la réunion d'information¹³⁶

Lieu de vie des participants (département ou arrondissement)		
Département	Effectif	Pourcentage
75000	6	2,47
75001	0	0,00
75002	2	0,82
75003	2	0,82
75004	1	0,41
75005	1	0,41
75006	2	0,82
75007	1	0,41
75008	1	0,41
75009	7	2,88
75010	9	3,70
75011	12	4,94
75012	13	5,35
75013	9	3,70
75014	5	2,06
75015	10	4,12
75016	3	1,23
75017	5	2,06
75018	7	2,88
75019	15	6,17
75020	66	27,16
77	2	0,82
91	5	2,06
92	16	6,58
93	16	6,58
94	11	4,53
95	6	2,47
NC	10	4,12
Total	243	100,00

¹³⁶ Ces données sont issues des fiches de renseignements remplies par les bénévoles ayant participé aux réunions d'information pendant une année et sauvegardées par l'association.


Genre des participants		
Genre	Effectif	Pourcentage
Hommes	63	26
Femmes	180	74
Total	243	100

Missions pressenties par les participants à la réunion selon leur genre				
Mission	Femmes (en effectif)	Femmes (en pourcentage)	Hommes (en effectif)	Hommes (en pourcentage)
Accès au droit	6	3	2	3
Accueil de jour	47	26	18	29
Activités culturelles ¹³⁷	68	38	21	33
Cours de français	19	11	3	5
Migrapass	2	1	0	0
Maraude et accueil de rue	34	19	17	27
NC	4	2	2	3
Total	180	100	63	100

Âge des participants (par tranche d'âge)		
Classe d'âge	Effectif	Pourcentage
18-20	10	4,11
21-25	38	15,63
26-30	77	31,68
31-35	43	17,69
36-40	22	9,05
41-45	11	4,52
46-50	10	4,11
51-55	6	2,4
56-60	5	2,05
61-65	9	3,70
66-70	0	0
71-75	3	1,23
76-80	1	0,41
NC	8	3,29
Total	243	100

¹³⁷ Les activités culturelles englobent également les sorties culturelles.

Annexe 6. Fiche d'inscription aux cours de français

	
<p>1. IDENTITÉ</p> <p>Homme Femme (N° adhérent : Cotisation :)</p> <p>NOM : Prénom : Nationalité : Date de naissance : Date d'arrivée en France : Téléphone : Lieu de vie (arrondissement /département) : Avez-vous un hébergement/logement ? Quel type ? :</p>	<p>DATE : / /</p> <p>Orienté e par :</p> <p>Reçu par :</p> <p>Profil : O ALPHA O FLE</p>
<p>2. SITUATION FAMILIALE</p> <p>Célibataire Marié-e Divorcé-e Veuf/ve Pacsé-e</p> <p>Enfants : Oui Non Combien : En France Au pays</p>	<p>ORIENTATION</p> <p><i>Autremonde :</i></p> <p>ASL Niveau 1 ASL Niveau 2 ASL Niveau 3</p> <p>Lecture-écriture FVP Général FVP Restauration - Grande distribution Migrapass FLE débutant FLE intermédiaire Perfectionnement</p> <p>Autres structures :</p>
<p>3. SITUATION SOCIALE</p> <p>Avez-vous une couverture maladie ? AME PUMA/CMU Autre : Non</p> <p>Situation régulière / demande d'asile en cours : Oui Non.....</p> <p>Démarches entamées :</p>	<p>4. SCOLARITÉ ET FORMATION</p> <p>Êtes-vous allé à l'école ? Oui Non</p> <p>Pendant combien d'années ? Diplôme :</p> <p>Langues parlées :</p> <p>Langues écrites :</p> <p>Avez-vous suivi une formation de français ? Oui Non</p>
<p>5. SITUATION PROFESSIONNELLE</p> <p>Travaillez-vous en ce moment ? Oui Non</p> <p>Dans quel secteur ou secteur souhaité :</p>	

Annexe 7. Les profils des personnes inscrites aux cours de français

Lieu de vie des personnes inscrites (par département)		
Département	Effectif	Pourcentage
75	207	60,35
77	3	0,87
91	6	1,75
92	7	2,04
93	31	9,03
94	8	2,33
95	4	1,17
NC	77	22,45
Total	343	100

Le genre des personnes inscrites		
Genre	Effectif	Pourcentage
Hommes	295	86
Femmes	40	12
NC	8	2
Total	343	100

Situation d'hébergement des personnes inscrites		
Type d'hébergement	Effectif	Pourcentage
logement	41	11,95
SDF	78	22,74
Foyer de travailleurs migrants	46	13,41
Sans-abri	4	1,10
NC	174	50,72
Total	343	100

Nombre d'années depuis l'arrivée en France des personnes inscrites		
Tranche d'années	Effectif	Pourcentage
1 an et moins	126	36,73
2 à 5 ans	112	32,65
6 à 10 ans	4	1,17
11 à 15 ans	10	2,92
plus de 15 ans	5	1,46
NC	63	18,37
Total	343	100


L'âge des personnes inscrites (par tranche d'âge)		
Tranche d'âge	Effectif	Pourcentage
16-20	5	1,46
21-25	49	14,29
26-30	78	22,74
31-35	59	17,20
36-40	40	11,66
41-45	24	7,00
46-50	8	2,33
51-55	6	1,75
56-60	2	0,58
61-65	0	0
66-70	1	0,29
NC	71	20,70
Total	343	100

Région d'origine des personnes inscrites		
Région	Effectif	Pourcentage
Europe de l'Ouest	6	1,75
Europe de l'Est	10	2,92
Afrique du Nord	27	7,87
Afrique de l'Ouest	176	51,31
Afrique de l'Est	4	1,17
Afrique centrale	1	0,29
Moyen-Orient	6	1,75
Asie centrale (Afghanistan)	44	12,83
Sous-continent indien	23	6,71
Asie du Sud-est	2	0,58
Asie de l'Est	1	0,29
Amérique du Nord	1	0,29
Amérique du Sud	3	1,75
NC	36	10,50
Total	343	100

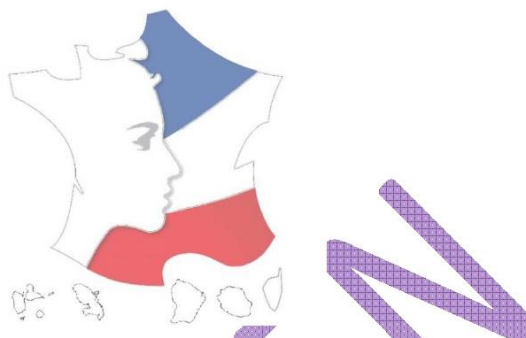
Répartition des personnes inscrites dans les cours de français selon leur nationalité			
Cours	Les quatre nationalités les plus représentées	Effectif	Pourcentage
ASL	maliennne	36	44,44
	mauritanienne	15	18,52
	sénégalaise	12	14,81
	NC	4	4,94
	Total	81	82,71
FLE	afghane	21	20,58
	algérienne	11	10,78
	maliennne	9	8,82
	bangladaise	8	7,84
	Total	49	48,02
Libre ¹³⁸	NC	31	22,63
	maliennne	27	19,71
	afghane	20	14,60
	mauritanienne	19	13,87
	sénégalaise	13	9,49
	Total	110	80,30

¹³⁸ Il s'agit de cours qui ne requièrent pas d'être inscrits et qui regroupent des personnes dont le degré de maîtrise du français, de la lecture et de l'écriture varie.

Annexe 8. Le Contrat d'Intégration Républicaine



Contrat d'intégration républicaine



Madame, Monsieur,

Vous êtes aujourd'hui à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) pour signer votre contrat d'intégration républicaine (CIR).

Ainsi, vous exprimez le souhait de vous établir durablement en France, votre pays d'accueil, et de vous engager dans un parcours personnalisé d'intégration.

Dans le cadre de ce contrat, vous bénéficierez de droits mais vous devrez aussi respecter des règles et vous soumettre à des obligations.

- **Informations**
Vous pourrez également bénéficier d'informations sur vos droits et sur les services publics auxquels vous pouvez avoir accès (écoles, hôpitaux, sécurité sociale...).

- **Le respect du CIR, condition de la délivrance de votre carte de séjour pluriannuelle**
En signant le CIR, vous vous engagez à suivre avec assiduité et sérieux les formations civique et linguistique prescrites.

Vous êtes également tenu de respecter les valeurs essentielles de la société française et de la République.

- **L'engagement dans le parcours personnalisé d'intégration républicaine**
L'entretien personnalisé de ce jour a pour but d'évaluer vos besoins, de vous prescrire des formations et de vous orienter selon votre situation individuelle.

- **Formation civique**
Votre parcours commence par une formation civique obligatoire, d'une durée de deux jours.

- **Formation linguistique**
Si votre niveau de langue est inférieur au niveau A1 du cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL), vous devrez suivre une formation linguistique pour progresser vers ce niveau. Vous disposerez ainsi de connaissances en langue française vous permettant de communiquer dans la vie de tous les jours.

- **La poursuite du parcours et la délivrance de la carte de résident**
Vous pouvez poursuivre votre parcours personnalisé d'intégration républicaine par un apprentissage approfondi de la langue française.
Si vous souhaitez obtenir la carte de résident, vous devrez avoir atteint le niveau de langue A2 du CECRL.
Vous devez également respecter de manière effective les principes qui régissent la République française.
Si vous respectez ainsi les conditions d'intégration républicaine, une carte de résident pourra vous être délivrée.

Article 1 de la Constitution française du 4 octobre 1958 :
« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.
La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales. »

Le contrat d'intégration républicaine

Le contrat d'intégration républicaine, défini à l'article L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, est conclu entre vous et l'Etat français, représenté par le préfet. Il repose sur des engagements réciproques.

I. Les engagements de l'Etat

L'Etat organise un dispositif d'accueil pour favoriser votre intégration. Il comprend les prestations suivantes :

- un entretien personnalisé avec un auditeur de l'OFII permettant d'évaluer vos besoins, de vous prescrire des formations et de vous orienter, selon votre situation individuelle ;
- une formation civique composée de deux modules :
 - Principes et valeurs de la République française ;
 - Vivre et accéder à l'emploi en France ;
- un test de positionnement linguistique réalisé à l'OFII pour connaître votre niveau en langue française ;
- si nécessaire, une formation linguistique dont les besoins et la durée sont définis en référence au niveau de langue A1 du CECRL.

II. Vos obligations

Vous vous engagez à :

- respecter les valeurs essentielles de la société française et de la République ;
- participer avec assiduité et sérieux aux deux modules de la formation civique et à la formation linguistique ;
- effectuer les démarches prescrites lors de l'entretien à l'OFII ;
- signaler par courrier à l'OFII tout changement de situation.

III. La durée du contrat

Le CIR est conclu pour une durée d'un an. Il peut exceptionnellement être prolongé par le préfet, pour des motifs légitimes, dans la limite d'une année supplémentaire.

Le CIR peut également être résilié par le préfet sur proposition de l'OFII si vous ne respectez pas les conditions d'assiduité et de sérieux et que vous avez manifesté un rejet des valeurs essentielles de la société française et de la République.

Votre orientation personnalisée

À l'issue de l'entretien réalisé ce jour, les formations suivantes vous sont prescrites :

- **Formation civique « Principes et valeurs de la République française »**
 - Obligatoire
- **Formation civique « Vivre et accéder à l'emploi en France »**
 - Obligatoire
- **Formation linguistique**
 - Niveau A1 atteint (dispense de formation linguistique)
 - Niveau A1 non atteint (prescription de _____ heures d'un parcours de formation linguistique)

Par ailleurs, vous êtes orienté(e) vers l'offre de services suivante :

Le CIR est la première étape de votre parcours d'intégration en France. Vous devez en respecter les droits et obligations. Il est la garantie d'une intégration réussie dans votre pays d'accueil.

Contrat d'intégration républicaine n°

Conclu le

Entre M./Mme (pour les mineurs, le représentant légal) :

n° AGDREF :

Signature :

Et le préfet du département :

En cas de prolongation du contrat (durée, date de fin, motif) :

Annexe 9. L'avant-propos du *Référentiel FLI, Français Langue d'Intégration*

AVANT-PROPOS

La langue détermine la façon de raisonner des peuples et le regard qu'ils portent sur le monde. La connaissance et l'usage de la langue du pays d'accueil constituent le premier facteur de l'intégration car ils permettent une vie sociale normale. La langue est aussi le vecteur de la culture et elle seule permet d'appréhender le sens de valeurs difficilement transmissibles dans les langues d'origine.

La situation de la France est, à cet égard, assez paradoxale. Alors que le rayonnement du français s'étend dans le monde, une part non négligeable de la population résidant en France ne le parle pas ou le parle mal. Par ailleurs, malgré d'importants moyens mis en œuvre pour enseigner la langue française aux personnes primo-arrivantes, l'ambition est demeurée modeste. En choisissant un niveau de référence inférieur au premier degré du Cadre européen commun de référence pour les langues, le niveau A1.1, elle a répondu aux besoins d'étrangers peu ou pas scolarisés, sans donner aux autres migrants les conditions d'une bonne insertion dans la société, alors même qu'elle accueille une grande majorité de personnes provenant de la zone francophone. Une partie des 200 000 étrangers qui s'installent dans notre pays a vocation à y demeurer et à intégrer la communauté nationale. Pour les 130 000 étrangers qui deviennent français chaque année, la langue française doit pouvoir devenir une langue première. Les enfants se l'approprient à l'école et c'est par l'instruction publique qu'ils apprennent à être français. Pour les adultes, le parcours nécessite souvent une formation.

C'est dans ce cadre que nous proposons le concept de "français langue d'intégration" (FLI). Le FLI répond ainsi à la demande de formation en langue française des adultes migrants dont le français n'est pas la langue maternelle. Il vise de façon conjointe un usage quotidien de la langue et l'apprentissage des outils d'une bonne insertion dans la société française (y compris par l'adhésion aux usages et aux valeurs de la République). Il privilégie la forme orale et la lecture, sans ignorer l'écriture. Il correspond à un usage acquis par immersion. En ce sens, il est tout autant une démarche qu'un cadre de compétence.

Le FLI, à l'inverse, n'est pas la langue des étudiants ; il n'est pas non plus la langue de ceux qui souhaitent posséder le français comme une langue seconde ou troisième. Il s'adresse à un public spécifique pour lequel les dispositifs existants peuvent s'avérer mal adaptés. Il peut, par contre, s'articuler avec un enseignement linguistique à visée professionnelle, en milieu de travail par exemple.

Le concept de « français langue d'intégration » (FLI) a été initié par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France et la Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté. Il a été élaboré, à travers ce référentiel, par un groupe d'experts. Il est mis en pratique dans des organismes de formation et enseigné dans des masters spécialisés.

Ce référentiel est conçu comme un outil. Il s'adresse aux formateurs professionnels ; il se décline pour les bénévoles associatifs. Il vise aussi les structures de formation, entreprises, collectivités ou associations. Le référentiel permet, à travers une procédure de labellisation, de valider les meilleures démarches.

Le label "qualité FLI" est créé par décret. Il est délivré sous l'autorité du ministre en charge de l'intégration. Il est attribué pour une période de trois ans par une commission comprenant des administrations publiques et des experts (linguistes, didacticiens, pédagogues). Sa délivrance intervient à l'issue d'un audit réalisé par un tiers, portant sur :

- les conditions d'accueil des apprenants ;
- la solidité de l'établissement, évaluée à travers sa structuration administrative, sa gouvernance et son budget ;
- le niveau des formateurs ;
- l'offre de formation ;
- le contrôle de qualité interne ;
- les résultats des formations ;
- le respect d'un programme pédagogique adapté ;
- l'adhésion aux principes que sous-tend le FLI.

Peuvent concourir au label les associations, les entreprises et les collectivités. Un dispositif particulier qualifie, sous forme d'agrément, les associations ne comprenant que des bénévoles.

Le label comprend deux niveaux distincts :

- une reconnaissance de la qualité de la formation ;

- un droit à attester des niveaux de langue, acquis à l'issue des formations réalisées par la structure. Ces attestations seront reçues par l'administration comme un élément de preuve du niveau de langue, dans les conditions définies par décret. Elles pourront être utilisées dans les procédures d'accès à la nationalité française, soit au titre de la naturalisation, soit au titre du mariage avec un conjoint français, conformément aux articles 21-24 et 21-2 du Code civil.

Le label FLI n'est pas exclusif des labels ou certifications de qualité (ISO 29900, ISO 9001, OPQF) et du label « qualité FLE ».

En résumé, le « français langue d'intégration » est :

- une langue d'usage pratique, dont l'apprentissage se fonde sur des références quotidiennes ;
- une langue destinée à devenir la langue courante des apprenants. Elle n'est pas enseignée comme une langue étrangère, mais est progressivement intériorisée ;
- une langue familière. Son enseignement fait écho à l'environnement linguistique dans lequel baigne l'apprenant (au travail, dans la rue, dans les administrations, dans les commerces et les services) ;
- une langue de l'autonomie, qui permet à l'apprenant de se mouvoir dans les différents espaces de la société et d'y trouver toute sa place ;
- une langue dont la première approche est orale et qui n'ignore pas les expressions, les tournures et les « manières de parler » qui permettent de comprendre les conversations courantes et de s'y insérer ;
- la langue des parents des enfants scolarisés dans des écoles de la République française désireux d'accompagner leur évolution ;
- une langue qui donne les clés de l'insertion professionnelle (en lien avec le "français à visée professionnelle").

Son enseignement tient compte :

- des « points de départ » de chacun des apprenants. Ces prérequis peuvent être très disparates, selon que ceux-ci sont ou non lecteurs et/ou scripteurs et selon leur univers linguistique originel,
- de l'hétérogénéité des publics, caractéristique constituant elle-même l'une des conditions de la pédagogie.

Le "français langue d'intégration" comprend tous les niveaux d'enseignement et se conçoit comme un processus évolutif, susceptible d'accompagner l'adulte migrant pendant toute la durée de son intégration.

- A1-1 : première initiation pour des personnes n'ayant pas été scolarisées dans le pays d'origine ;
- A1 : niveau de base de l'intégration, acquis en fin de parcours du CAI ; il permet la pratique à minima de la lecture et de l'écriture ;
- A 2 : niveau d'usage courant, nécessaire pour obtenir le statut de résident. Il permet une bonne insertion professionnelle ;
- B1 : niveau de l'assimilation. Il permet d'exercer ses devoirs de citoyen et est nécessaire pour acquérir la nationalité française ;
- B2 : niveau de l'approfondissement. Il permet de mieux se familiariser avec la culture française.

Son apprentissage inclut, au-delà du vocabulaire, de la syntaxe et de leurs usages, la compréhension des valeurs et des principes qui fondent la vie en société dans notre pays, tels que la liberté et la responsabilité, les modes de fonctionnement de la société démocratique, les règles de la justice, l'équilibre des droits et des devoirs, le respect des opinions et des religions, la tolérance, la lutte contre les préjugés, la laïcité, la Loi (l'égalité devant la loi, son respect, le régime des sanctions, la création des normes), l'éducation des enfants et le principe de l'instruction publique, l'égalité des hommes et des femmes, les règles de politesse et les usages de la sociabilité (le vouvoiement), les protections (des individus, de la propriété, de la vie privée, des salariés ...) ou encore le respect de l'espace public et des autorités publiques.

Michel AUBOUIN
Directeur de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté
Xavier NORTH
Délégué général à la langue française et aux langues de France

Annexe 10. Les tours de présentation en cours de français

Cours n°3

00:19 SYL alors ce que je vous propose déjà c'est qu'on se présente hein/ on commence par qui
PAR1 (inaud.)
PAR2 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je viens de mauritanie j'habite à NUM.DEPARTEMENT (inaud.)
SYL (.) très bien (.)
PAR3 bonjour à tous (inaud.)
SYL hmm hmm
PAR3 (inaud.) j'habite VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
SYL tu viens de quel pays/
PAR3 je viens de mauritanie (inaud.)
PAR1 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM (.) je viens du mali je suis malien (.) j'ai AGE j'habite à VILLE: NUM.DEPARTEMENT (.) c'est tout
SYL merci
PAR4 bonjour tous (.) je m'appelle PRENOM
SYL je m'appelle
PAR4 PRENOM
SYL PRENOM /(.)
PAR4 oui
SYL parce que: tu sais
PAR4 PRENOM
SYL j'entends pas
PAR4 bonjour bon bonjour tous (.) je m'appelle PRENOM je viens de: mauritanie
SYL hmm hmm/
PAR4 (.) euh: j'habite euh: NUM.DEPARTEMENT VILLE
H? xxx
PAR4 (.) euh (.) j'ai AGE
SYL hmm hmm
PAR5 bonjour à tout le monde je m'appelle PRENOM (.) je suis malien j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (.)
PAR6 bonjour je m'appelle PRENOM (.) aujourd'hui j'ai AGE (.) et j'habite à VILLE
? bonjour (inaud.)
PAR7 bonjour tous je m'appelle PRENOM je viens de sénégal j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (.) euh: j'ai AGE
SYL (.) merci
PAR8 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis malien j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
? (inaud.)
PAR9 (inaud.)

SYL je m'appelle
 PAR9 je m'appelle (inaud.)
 SYL comment tu t'appelles/
 PAR9 (inaud.)
 SYL tu habites [VILLE]
 ? [VILLE]
 PAR9 VILLE
 SYL mais tu t'appelles comment (.) quel est ton nom
 PAR9 (inaud.)
 PAR1 ¹³⁹ أَيَّ اسْمٍ
 quel nom
 ? اسم اسم
 nom nom
 PAR1 اسم
 nom
 PAR9 PRENOM
 ? PRENOM
 PAR9 (inaud.)
 SYL mais moi je te connais mais tout le monde ne te
 connait pas peut-être
 PAR9 (inaud.)
 SYL (inaud.) PRENOM tu habites VILLE
 PAR9 oui
 SYL dans quel arrondissement/
 PAR9 (inaud.)
 SYL moi je m'appelle je m'appelle sylvie
 ? sylvie
 SYL je suis bénévole à autremonde euh depuis CHIFFRE ans
 (.) et j'habite euh: VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
 ? NUM.ARRONDISSEMENT
 ? merci
 ? merci
 03:23 PAR9 merci

¹³⁹ L'énoncé est en arabe.

Cours n°4

00:36 CEC alors (.) aujourd'hui (.) on va: déjà peut-être se présenter/ (.) PRENOM/
PAR1 oui (.) bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis sénégalais je viens du sénégal (.) c'est ça/ [...]
CEC alors après comment tu t'appelles tu peux te présenter pour les autres/
PAR2 bonjour tout le monde euh (inaud.)
PAR3 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je viens du mali j'ai AGE j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (.)
PAR4 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis malien (.) et j'habite à VILLE
PAR5 bonjour tout le monde je m'appelle NOM PRENOM moi je mauritanie j'ai AGE
CEC alors je suis mauritanien/
PAR4 je suis mauritanien
CEC ou alors tu peux dire je viens de mauritanie (.) c'est comme tu veux (.) d'accord/
PAR4 oui (.)
CEC alors du coup c'est la première fois que tu viens/
PAR4 ouais ouais
CEC d'accord (.) alors moi je m'appelle claire j'ai ÂGE j'habite à VILLE dans le NUM.ARRONDISSEMENT et je suis bénévole à autremonde pour les ateliers de français (.) et voilà/ et je te laisse continuer
PAR5 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis sénégalais j'ai AGE j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (.) c'est bon
PAR6 (.) bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM (inaud.) j'ai AGE (.) j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
PAR7 (.) bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM bon moi je suis malien bon j'ai (.) euh j'ai AGE voilà (.) AGE
03:27 PAR8 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM j'ai AGE je suis française et je suis étudiante

Cours n°6

01:31 SYL donc bonjour/
(.)
SYL on va se présenter (.) et après je vous propose
d'écrire votre nom sur une feuille devant vous (.)
d'accord/ alors moi je m'appelle sylvie hein je
suis bénévole à autremonde depuis CHIFFRE ans (.)
euh j'habite VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (.) tu veux
commencer/
PAR1 ouais moi c'est: PRENOM (.) PRENOM
SYL PRENOM hmm hmm
(.)
PAR1 NOM
SYL NOM
PAR1 je suis malien
SYL tu es malien (.) tu habites
PAR1 (inaud.)
SYL tu habites NOM.STATION
PAR2 bonjour tout le monde (.) je m'appelle PRENOM
j'habite euh VILLE NUM.ARRONDISSEMENT NOM.STATION
SYL hmm hmm et tu viens d'où/
PAR2 sénégal
SYL alors (.) je je viens du sénégal
PAR2 oui du sénégal
SYL très bien (.) on continue/
? PRENOM
PAR3 ouais/ bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je
je suis malien j'habite VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (.)
c'est bon
SYL c'est bon merci PRENOM/ (.) je m'appelle
PAR4 je m-
SYL je m'appelle
PAR4 je m'appelle
SYL PRENOM
PAR4 PRENOM
SYL (.) j'habite
PAR4 j'habite euh
SYL VILLE
PAR4 VILLE euh NUM.ARRONDISSEMENT
SYL j'habite VILLE NUM.ARRONDISSEMENT très bien
PAR5 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis
somalien j'ai AGE (.) j'habite à VILLE (.) je suis
arrivé en français (inaud.) deux semaines
SYL hein hein/
PAR5 voilà

SYL voilà donc tu es peut-être un peu avancé pour le
groupe ici mais on va voir hein/ tu aideras les
autres (.) tu comprends/
PAR5 un peu
SYL tu parles bien mais tu as du mal à comprendre (.)
c'est ça/
[...]
SYL euh à toi/
PAR6 je m'appelle euh PRENOM j'ai: AGE euh j'habite à
VILLE (.) et je suis étudiante
PAR7 (.) bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je
suis malien j'habite VILLE NUM.ARRONDISSEMENT j'ai AGE
PAR8 (.) bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM
j'habite VILLE
[...]
PAR9 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis
malien j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
04:56 SYL voilà vous écrivez votre nom devant vous hein

Cours n°7

00:21 SYL on va faire comme d'habitude on on se présente euh rapidement (.) PRENOM commencez

PAR1 bonjour tout le monde je m'appelle euh PRENOM (.) je suis mauritanien j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (inaud.)

CLE très bien/

PAR2 bonjour tout le monde (.) je m'appelle euh PRENOM (.) j'ai AGE (.) euh j'habite à VILLE NUM.DEPARTEMENT (.) euh je suis malien

SYL tu es malien (.) comment tu viens pour euh quand tu viens jusqu'ici quel moyen de transport tu utilises

PAR2 euh: on va prendre le transport de: [...]

SYL en fait tu peux dire je prends je prends le rer hein/ (inaud.)

PAR3 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM (.) je suis mauritanien (.) j'ai AGE (.) j'habite euh VILLE (.) euh NUM.ARRONDISSEMENT (.) voilà (.)

PAR4 euh bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis guinéen j'habite en/au banlieue parisienne NUM.DEPARTEMENT

SYL tu habites/

PAR4 en/au banlieue [parisienne

CLE [en banlieue parisienne

SYL en banlieue parisienne d'accord

CLE c'est en banlieue

PAR4 en banlieue

CLE c'est pas au banlieue c'est en banlieue parisienne

PAR4 en banlieue parisienne

CLE et après quand tu dis dans le NUM- alors là où c'est un peu difficile pour les départements tu dis j'habite dans le NUM.DEPARTEMENT

PAR4 dans le NUM.DEPARTEMENT

CLE ça veut dire que tu habites en DEPARTEMENT

PAR5 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je viens d'afghanistan je suis AGE

CLE j'ai AGE

PAR5 j'ai AGE j'habite à VILLE (.) de RUE (inaud.)

CLE RUE à côté de STATION

PAR5 oui à côté oui

CLE et donc tu prends la ligne CHIFFRE et la ligne CHIFFRE

PAR5 oui

[...]

PAR6 bonjour tout le monde (.) je m'appelle NOM PRENOM

CLE ton prénom c'est PRENOM/

? PRENOM (inaud.)

PAR6 je viens de mali (.)

CLE tu as quel âge/

PAR6 j'habite euh à QUARTIER

CLE tu habites à QUARTIER

PAR6 oui

CLE tu as quel âge/

PAR6 AGE

CLE AGE

SYL tu as AGE

CLE tu es très jeune tu es le plus jeune

PAR7 bonjour donc je m'appelle euh PRENOM (.) j'habite à
VILLE en banlieue parisienne (.) dans le
NUM.DEPARTEMENT et j'ai AGE

SYL et quels sont les moyens de transport que tu
prends/ (rire)

PAR8 je prends la ligne euh CHIFFRE euh [...]

SYL (inaudible)

PAR8 (rire)

PAR9 euh bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je
suis srilankaise j'habite à VILLE

CLE tu habites à VILLE

SYL alors la même question (.) tu fais comment pour
venir/
[...]

SYL alors moi je m'appelle sylvie euh j'habite euh VILLE
NUM.ARRONDISSEMENT près de QUARTIER et je suis
bénévole à autremonde depuis CHIFFRE ans depuis
CHIFFRE ans et pour venir euh ici [...]

CLE moi je m'appelle clémence j'habite pas loin de chez
PRENOM j'habite à VILLE dans le NUMERO arrondissement
et donc [...] et voilà j'ai AGE et je suis bénévole à
autremonde depuis CHIFFRE ans c'est la CHIFFRE année
c'est la CHIFFRE année je sais plus

05:00

Cours n°8

02:23 SAL alors (.) je commence moi je suis salomé je suis
bénévole à autremonde depuis euh CHIFFRE an je viens
les mercredis je vous connais presque tous et euh
je suis française née au PAYS en CONTINENT et
j'habite à VILLE
? (inaud.)
? VILLE
SAL en français/
? j'ai compris il ne parle pas (inaud.)
PAL ah oui d'accord
? pas encore
SAL donc euh voilà qui veut se p- qui prend la suite(.)
pour se présenter
ANN moi je viens prendre la suite
SAL très bien
ANN je suis toute nouvelle je suis une nouvelle
bénévole (.) nouvelle new et je suis donc euh une
élève ((rire)) élève euh voilà pour devenir aussi
animatrice euh de groupe voilà je m'appelle annick
(.) et qu'est-ce que je peux dire (.) je suis:
voilà ((rire))
? des questions après
? oui
(.)
SAN PRENOM tu peux te présenter/ tu t'appelles comment/
[...]
PAR1 PRENOM je suis marocaine
SAL ((rire))
PAR2 (inaudible)
SAN voilà je m'appelle PRENOM
PAR2 je m'appelle PRENOM
SAN je suis marocaine
PAR2 marocaine
SAL et tu habites à VILLE/ (.)
PAR1 moi/
SAL PRENOM/
PAR1 (inaud.)
PAR2 VILLE
SAL VILLE (.) NUM.ARRONDISSEMENT/
PAR2 oui
SAL VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
PAR2 NUM.ARRONDISSEMENT
SAL ok
PAR1 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis
algérienne

(.)
((rire))
SAL et tu habites où/ dis-nous
PAR1 euh: NUM.ARRONDISSEMENT
SAL VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
PAR1 NUM.ARRONDISSEMENT
SAN VILLE NUM.ARRONDISSEMENT (.)
PAR3 bonjour je m'appelle PRENOM euh je suis étudiante et
j'habite à VILLE en banlieue parisienne
? VILLE
PAR4 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis
mauritanien et j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
j'ai AGE
PAR5 bonjour tout le monde
SAN pardon ton prénom excuse-moi ton prénom c'est
PRENOM/
PAR4 non c'est PRENOM
? kh
SAN PRENOM
PAR4 oui
SAN ah oui PRENOM
PAR5 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis
malienne j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT
SAN attention quand tu dis malien
PAR5 malien
SAN malien quand c'est un homme malienne quand c'est
une femme toi tu peux dire malien
PAR5 je suis malien
SAL ((rire))
PAR6 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis
afghan j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT j'ai AGE
PAR7 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM j'habite
j'habite VILLE j'ai AGE j'ai AGE
SAL AGE
(.)
? je m'appelle
PAR8 je m'appelle PRE[NOM
? [xxxxxx¹⁴⁰
SAN attend parce qu'on a pas entendu son prénom du coup
(.)
? je suis (.) je suis afghan
PAR8 je suis afghan
SAL ok
SAN et et ton prénom/ (.) tu t'appelles comment

¹⁴⁰ L'énoncé est prononcé dans une langue que nous n'avons pas identifiée ; cela pourrait être du dari, du pachto ou du farsi.

? xxxxxx¹⁴¹

PAR8 PRENOM

SAL PRENOM

PAR8 [PRENOM]

PAR1 [PRENOM]

 [...]

PAR9 bonjour à tous je m'appelle PRENOM je suis afghan
 j'habite à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT

PAR10 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je habité
 à VILLE NUM.ARRONDISSEMENT je suis AGE

SAL je suis pardon j'ai pas entendu (.) tu es/

PAR10 AGE (.) je m'appelle PRENOM

SAL et tu viens de quel pays/

PAR10 mali

SAL mali

SAN alors juste quand on donne son âge on dit comment
 on dit j- (.) tu as quel âge/

PAR10 AGE

SAN alors on dit j'ai AGE

PAR10 j'ai ÂGE

SAN ouais

 (.)

PAR11 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis
 afghan j'habite à VILLE j'ai AGE (.)

PAR12 bonjour tout le monde je suis PRENOM j'ai malien
 j'ai AGE

SAL redis-nous ton prénom excuse-moi j'ai pas entendu
 [...]

PAR13 bonjour tout le monde je m'appelle PRENOM je suis
 afghan je: habite à VILLE j'ai AGE

 (.)

SAN tu peux te présenter/ (.) tu t'appelles comment

PAR14 je sénégalais

SAN alors tu tu es sénégalais ok (.) et ton prénom/ (.)
 moi c'est sandra (.) et toi/

PAR14 euh c'est PRENOM

SAN tu peux répéter/

 [...]

08:07 SAN euh et moi je m'appelle sandra je suis bénévole à
 autremonde depuis CHIFFRE ans j'habite à VILLE

¹⁴¹ Idem.

Annexe 11. Conventions de transcription

Nous reproduisons ici les conventions de transcriptions adoptées. Il s'agit des conventions ICOR, adaptées par Mondada (2012) pour y intégrer la dimension multimodale. Les quelques éléments que nous y avons ajoutés sont marqués par une astérisque.

Lignes de transcription :

courier gras	parole (numérotée)
courier romain	traduction
courier gras et gris	gestes

Identification des locuteurs :

ADA	trois premières lettres du pseudonyme Adama
ADA?	incertitude concernant le locuteur
?	locuteur non identifié

La transcription de la parole

Phénomènes séquentiels

[début du chevauchement entre deux locuteurs
]	fin du chevauchement (facultatif)
=	enchaînement rapide entre deux tours de parole
&	continuation du tour par le même locuteur, au-delà de l'interruption de la ligne de la transcription causée par un chevauchement

Notations des pauses

(0.4)	pauses chronométrées en dixièmes de seconde
(.)	pauses inférieures à 0.2 seconde

Phénomènes segmentaux

:	allongement syllabique
::	allongement syllabique long

^	réalisation d'une liaison facultative (facultatif)
	liaison obligatoire non réalisée (facultatif)
-	troncation d'un mot

Prosodie

/	montée intonative
\	descente intonative
rapide	emphase particulière sur un segment
OH	volume fort de la voix
° °	volume faible de la voix
>fast<	accélération du débit
slow	ralentissement du débit*

Description et commentaires

((rire))	phénomène non transcrit
< >	portée du phénomène non transcrit

Incertitudes du transcripteur

xxx	segment incompris
(inaud.)	segment inaudible
(oui)	segment incertain

La notation des gestes

Délimitation du geste

+ +	indication du début ou de la fin du geste d'un participant (un symbole par participant)
+ +	indication synchronisée avec la parole
+reg. ada+	description du geste
-->	continuation du geste aux lignes suivantes

Identification du participant faisant le geste

- ada** si le geste est fait par un participant autre que le locuteur qui est en train de parler, son pseudonyme figure au début de la ligne en minuscule.
si le geste est fait par le locuteur qui est en train de parler, il n'y a pas d'initiale.
- ada** si aucun locuteur n'est en train de parler, le pseudonyme du participant qui fait le geste figure au début de la ligne en minuscule. La ligne est alors numérotée.*

Photos

- im** indique que la ligne contient le repère d'une image. Celle-ci est reproduite après la transcription*.
- #im.1** repère le moment auquel correspond l'image, de façon synchronisée avec la parole.